

Prestations familiales **2006**



ISSN 0184-6469

Direction des statistiques, des études et de la recherche

Statistiques nationales

Caisse Nationale des Allocations Familiales

Direction des Statistiques, des Etudes et de la Recherche



Prestations familiales 2006
Statistiques nationales

Pour tous renseignements complémentaires, joindre
Catherine Boissières (01 45 65 53 40, Catherine.BOISSIERES@cnafr.fr).

Décembre 2007

Avant-Propos

Quelques notions pour faciliter la lecture de cette brochure :

- les définitions des **prestations** et les **sigles** figurent respectivement en pages 5 et 8 ;
- des définitions de notions sous-jacentes à la politique familiale (**Cnaf**, **fonds**, régimes, **prestations Famille**, minima sociaux, aides à l'emploi, risques...) figurent au chapitre 7.

Les données nationales **2006 tous régimes** (métropole et Dom) figurent en pages 6 et 7. Un tableau synthétique présentant les dépenses de prestations et les bénéficiaires correspondants figure en page 49.

Les commentaires de cette brochure portent sur les données tous régimes (métropole et Dom) en euros courants et en euros constants estimés en « 2006 ».

o O o

Le chapitre 1 diffuse **les données de la branche Famille agrégées à l'ensemble des dépenses du fonds national d'aide au logement (Fnal), du revenu minimum d'insertion (Rmi) et des différentes aides à l'emploi...**

alors que le chapitre 6 présente les **recettes et les dépenses de la branche Famille** (hors Fnal, Rmi, Rso et hors aides à l'emploi).

o O o

Les **prestations directes** tous fonds confondus sont étudiées :

- dans le chapitre 2 sur dix ans ;
- dans le chapitre 3.1 **depuis 1946**. Ce chapitre présente :
 - . l'évolution des dépenses de prestations **en pourcentage du Pib** ;
 - . la part des prestations versées **avec condition de ressources** dans l'ensemble des prestations Famille.

o O o

Le chapitre 4 suit les dépenses d'assurance vieillesse des parents au foyer (**Avpf**) depuis 1973 : ces prestations indirectes correspondent à un **transfert à la Cnav**.

o O o

Le chapitre 1 analyse le **financement par l'Etat** rapporté :

- d'une part, à l'ensemble des dépenses de prestations directes (y compris le Fnal, le Rmi et les aides à l'emploi) ;
- et d'autre part, aux dépenses de la branche Famille agrégées aux autres fonds (y compris le Fnal, le Rmi et les aides à l'emploi).

Une troisième approche du financement de l'Etat est présentée au chapitre 6 : ce financement (hors Fnal, Rmi et aides à l'emploi) est comparé aux recettes de la branche Famille.

o O o

Les données agrégées sur les **bénéficiaires tous régimes** sont présentées au chapitre 5.

- Des données plus fines relatives aux bénéficiaires des **Caf** sont diffusées dans le fascicule statistique en ligne sur le site de la Cnaf (www.cnaf.fr).
- Les régimes spéciaux ne regroupent plus que la Sncf, Edf-Gdf, la Ratp.
L'Education nationale a été rattachée aux Caf en juillet 2005, La Poste en juillet 2004, France Telecom et les fonctionnaires hors Education nationale en janvier 2005.
- La Caisse centrale de la mutualité sociale agricole diffuse les données concernant les **régimes agricoles**.

o O o

La **législation** relative à la politique familiale est retracée à travers :

- l'évolution de la législation relative aux **prestations depuis 1945** : au chapitre 9.1 pour la **métropole** et au chapitre 9.2 pour les **Dom**. *Le coût des mesures depuis 1997 figure à la fin du chapitre 9.1 ;*
- l'évolution de la législation relative aux **recettes** au chapitre 8 ;
- des séries longues du chapitre 10 relatives aux **barèmes** actualisés jusqu'en janvier 2008 (montants et plafonds de prestations), Smic, prix, Pib.

Le tableau de la page 4 (*TIPF 79020050*) présente **les montants des prestations et les plafonds de ressources en pourcentage du Smic**.

Sommaire de la brochure

Prestations Familiales 2006

Statistiques nationales

Avant-Propos : <i>une autre analyse du contenu</i>	1
Montants des prestations familiales 2006 et plafonds exprimés en pourcentage du Smic	4
Définition des prestations existant au 1 ^{er} juillet 2006	5
<i>Figure 0.1 : 67,7 milliards d'euros de charges de la branche Famille + Fnal + Rmi + différentes aides à l'emploi</i>	6
2006 en quelques chiffres (<i>évolutions entre 2005 et 2006 en euros courants</i>)	7
Sigles	8
 <i>Prestations directes et indirectes – Dépenses tous fonds</i>	
1 67,7 milliards d'euros de charges pour la branche Famille, le Fnal, le Rmi, le Rso et les différentes aides au retour à l'emploi versées par les organismes débiteurs des prestations familiales	9
31 % des prestations légales directes ne relèvent pas du Fnpf... Le financement par l'Etat : 33,3 milliards d'euros 49 % des charges sont financées par l'Etat	
2 Progression en volume de + 2,4 % en 2006 des dépenses de prestations directes	15
<i>Quelques rubriques clefs : Bmaf, Af, prestations jeune enfant, Cf, Ars, Asf, Aeeh, App, logement, minima sociaux, frais de tutelle, non-résidence en France, prestations Dom, remboursement de la dette sociale (Crds)</i> <i>Figures 2.1-2.2 : 54,3 milliards de prestations directes, en progression en volume de + 15 % depuis 1997</i> <i>Figures 2.3-2.4 : 10,4 milliards de prestations jeune enfant, en progression en volume de + 34 % depuis 1997</i> <i>Figure 2.5 : 4,9 milliards de prestations Famille hors Af et hors jeune enfant, + 0,4 % en volume depuis 1997</i> <i>Figure 2.6 : 12,7 milliards de minima sociaux et d'aides à l'emploi, + 40 % en volume depuis 1997, 14,2 milliards pour le logement (+ 9 %), 12,1 milliards pour les allocations familiales (- 4 % en volume depuis 1997)</i>	
3 Les prestations Famille depuis 1946	45
1,9 % du Pib en 2005 pour la Famille contre 2,2 % en 1971 et 3,4 % en 1950 1972, tournant de la politique sociale – D'autres dates marquantes : 1978, 1985, 1991 et 2004 Prestations d'entretien spécifiques aux familles de deux enfants et plus : 52 % des prestations Famille 12 % des prestations Famille correspondent aux prestations d'entretien versées dès le premier enfant Naissance - Accueil des jeunes enfants : près de 36 % des prestations Famille <i>Figure 3.6 : 27 % des prestations Famille sont sous condition de ressources contre 23 % en 1973</i>	
4 Assurance vieillesse des parents au foyer prises en charge par la Cnaf : 4,2 milliards en 2006	59
<i>Encadré relatif aux autres prestations financées mais non versées par la branche Famille : la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus, le congé de paternité...</i>	

Bénéficiaires

5	La branche Famille couvre 11,2 millions d'allocataires et 13,6 millions d'enfants	73
---	---	----

Quelques rubriques clefs : allocataires, Fnpf, doubles comptes, prestations Famille, démographie, familles nombreuses, Af, Paje, non-indexation du plafond de ressources sur le salaire moyen, Cf, Ars, Asf, Aeeh, minima sociaux, Api, Aah, Rmi, logement

Figure 5.1 : Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille

Figure 5.2 : Naissances depuis 1984

Encadré 1 : Ventilation des naissances selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf)

Encadré 2 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations (données Caf)

Encadré 3 : Les bénéficiaires de la Paje depuis 2004 (données Caf)

Encadré 4 : Les revenus des familles de deux enfants et plus selon la taille de la famille (données Caf)

Exploitation détaillée des données Caf relatives aux bénéficiaires : Af, Paje, Cf, Ars, Asf, Aeeh, Ajpp, Api, Aah

Les produits et les charges de la branche Famille (hors Fnh, Fnal, Rmi, Rso, aides à l'emploi...)

6	54,2 milliards d'euros de produits et 53,3 milliards de charges en 2006	109
---	---	-----

Quelques rubriques clefs : financement par l'Etat, Csg, cotisations prises en charge par l'Etat, par la Cnam, cotisations, environnement économique, action sociale, Fnas, gestion, Fnga, convention d'objectifs et de gestion (Cog), droits constatés, nouvelle présentation de la branche, excédents Cnaf et apurement des déficits, Fsv, Fipe, solde cumulé.

Législation – Définitions – Barèmes

7	Quelques définitions...	135
---	-------------------------	-----

Quelques rubriques clefs : branche Famille : risque, régimes, fonds (Fnpf, Fnas, Fnga, Fipe, Aei, Fnal), versements de prestations hors Fnpf pour le compte de l'Etat (logement : Apl, Als, Alt ; minima sociaux : Rmi, Rso ; aides à l'emploi : Cirma, Cav, primes), organismes payeurs (Caf, Ccmsa et régimes spéciaux), choix de l'allocataire, population inactive, frais de gestion, contribution Cnaf.

8	Evolution de la législation relative aux recettes	141
---	---	-----

9.1	Evolution de la législation familiale en métropole depuis 1945	149
-----	---	-----

	<i>Le coût des mesures depuis 1997</i>	171
--	--	-----

9.2	Evolution de la législation familiale dans les Dom depuis 1992	175
-----	---	-----

	<i>Tableau récapitulatif de la création et de la suppression des principales prestations depuis 1946 en métropole et dans les Dom</i>	179
--	---	-----

10	Barèmes, Smic, chômage, prix, Pib	181
----	-----------------------------------	-----

11	Liste exhaustive de l'ensemble des tableaux disponibles	205
----	--	-----

Les fichiers Pdf et Excel de la brochure 2006 sont disponibles sur le site
<ftp://userdser@echanges.caf.fr:6370/BrochurePF>, en cliquant sur le lien **PF2006.zip**.

Après **décompression** du fichier récupéré, il est possible d'accéder aux tableaux Excel en utilisant le fichier « Asource02.xls » qui donne la liste exhaustive des tableaux disponibles (avec en colonne de gauche, le nom du fichier où se trouve le tableau).

En cas de problème (lorsque le site professionnel de l'utilisateur interdit l'accès au Certi de Nice), il est actuellement conseillé de consulter le site à son domicile et de rapatrier les données sur son lieu de travail.

Pour tous renseignements complémentaires, joindre Catherine Boissières
(01 45 65 53 40, Catherine.BOISSIERES@cnafr.fr).

TIPF 79020060 : Montants des prestations familiales 2006 et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC

* Prestation sans condition de ressources (CR)	Montant mensuel après CRDS en % du Smic 2006	Rapport du plafond de ressources au SMIC 2005		
Allocation de soutien familial taux partiel, par enfant	8%			
Allocation de soutien familial taux plein, par enfant	10%			
Allocations familiales : 1 ^{er} et 2 ^e enfant d'une famille de 2 enfants	5%			
Allocations familiales : par enfant, au-delà du 2 ^e enfant	14%			
Majoration par enfant [11-16] ans sauf aîné des familles de 2 enfants	3%			
Majoration par enfant [> 16] ans sauf aîné des familles de 2 enfants	5%			
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (sans complément, par enfant)	11%			
... AEEH avec le 6 ^e complément	11%			
Complément libre choix activité PAJE (CLCA)				
CLCA (sans AB) cessation d'activité	48%			
CLCA (sans AB) activité au plus égale à 50 %	37%			
CLCA (sans AB) 50 % < activité < 80 %	28%			
1 ^{er} volet du complément mode de garde (CMG) : prise en charge des cotisations sans CR				
AM : assistante maternelle (cas général)	100 % du montant des cotisations			
Employée à domicile	50 % du montant des cotisations plafonné à 39 % du SMIC			
* 2 ^e volet du complément mode de garde (CMG) : prestation modulée en fonction des ressources				
Garde par une assistante maternelle (AM) : par enfant de moins de 3 ans				
CMG taux maximum	34%	CMG 1 enfant taux maximum	1,6	
CMG taux médian	24%	CMG 1 enfant taux médian	3,6	
CMG taux minimum	15%	CMG 1 enfant taux minimum sans condition de ressources		
Garde par une assistante maternelle, par enfant de 3 à moins de 6 ans	50 % du montant versé pour un enfant de moins de 3 ans	Idem plafond enfant < 3 ans		
Garde à domicile : par famille ayant un enfant de moins de 3 ans				
CMG taux maximum	71%	CMG 1 enfant taux maximum	1,6	
CMG taux médian	61%	CMG 1 enfant taux médian	3,6	
CMG taux minimum	51%	CMG 1 enfant taux minimum sans condition de ressources		
Garde à domicile : famille avec enfant de 3 à moins de 6 ans (sans enfant de moins de 3 ans)	50 % du montant versé pour un enfant de moins de 3 ans	Idem plafond enfant < 3 ans		
* Prestations sous condition de ressources		1 revenu	2 revenus	
Allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE AB)	16%	PAJE 1 enfant	2,8	3,6
Complément familial (CF) : montant mensuel par enfant (1)	5%	CF 3 enfants	2,9	3,6
Allocation de rentrée scolaire (ARS) par enfant (2)	2%	ARS 1 enfant		1,9
* Minima sociaux				
Allocation aux adultes handicapés (AAH) : personne seule / couple	56%	Plafond AAH personne seule (double pour un couple)	0,8	
AAH + majoration pour vie autonome (MAV)	66%	Plafond AAH personne seule (double pour un couple)	0,8	
AAH + garantie de ressources (GRPH)	72%	Plafond AAH personne seule (double pour un couple)	0,8	
Allocation de parent isolé (API) : personne isolée avec 1 enfant	68%	API 1 enfant : maximum rapporté au SMIC 2006 (3)	0,7	
RMI personne seule sans enfant	35%	RMI personne seule : maximum rapporté au SMIC 2006 (3)	0,4	
RMI couple sans enfant	50%	RMI couple : maximum rapporté au SMIC 2006 (3)	0,5	

(1) Cas d'une famille de trois enfants. Le CF est versé à des familles de trois enfants et plus, sans cumul avec la PAJE.

(2) Equivalent mensuel = prestation annuelle divisée par 12.

(3) Le montant maximum 2006 de ces prestations différentielles est considéré comme un plafond rapporté au SMIC 2006 (et non 2005).

Définition des prestations en métropole existant au 1^{er} juillet 2006

Enfant à charge (au sens des Pf, hors Rmi) :

- jusqu'à 21 ans pour l'ouverture du droit au Cf et aux aides au logement ; jusqu'à 20 ans pour les autres prestations ;
- dans la mesure où les revenus des jeunes n'excèdent pas 55 % du Smic.

Prestations « Famille »

Af : allocations familiales, versées à partir de deux enfants à charge, avec majorations pour les enfants de plus de 11 ans et de plus de 16 ans (sauf pour l'aîné d'une famille de deux enfants) ; allocation forfaitaire versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux Af qui atteint l'âge de 20 ans.

Ars : allocation de rentrée scolaire, versée pour les enfants de 6 ans à 18 ans dont les parents disposent de faibles revenus.

Cf : complément familial, versé sous condition de ressources (Cr) aux familles d'au moins trois enfants de plus de 3 ans.

Asf : allocation de soutien familial, versée pour un enfant recueilli ou pour un enfant élevé par seulement un de ses parents lorsque l'enfant est orphelin, non reconnu ou abandonné par son père ou (et) sa mère (est considéré comme abandonné l'enfant dont le parent s'est soustrait ou est hors d'état de faire face à son obligation d'entretien).

Aeeh : allocation d'éducation de l'enfant handicapé, destinée à couvrir une partie des frais qu'entraîne la charge d'un enfant handicapé de moins de 20 ans. Elle peut être majorée par un complément qui varie en fonction : de la cessation d'activité (totale ou partielle) et/ou de l'embauche ou non d'une tierce personne rémunérée et/ou des frais engagés. Une majoration pour parent isolé est ouverte au bénéficiaire d'un complément attribué pour recours à une tierce personne (y compris lorsque ce recours est effectué par le parent lui-même).

Ajpp : allocation journalière de présence parentale au profit des parents qui cessent ponctuellement leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant gravement malade, accidenté ou handicapé (et qui bénéficient d'un congé parental : trois cent dix jours ouvrés au sein d'une période maximale de droit de trois ans). Un complément pour frais, soumis à condition de ressources, peut être versé en fonction des dépenses engagées dans le mois. Les bénéficiaires de l'App peuvent choisir de continuer à bénéficier de cette prestation.

Paje prime à la naissance : versée sous condition de ressources au septième mois de grossesse.

Paje prime d'adoption : versée sous condition de ressources le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer.

Paje Ab : allocation de base versée pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer).

Paje Clca : complément de libre choix d'activité attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (6 ans en cas de naissances multiples). Il peut être attribué dès le premier enfant mais pour seulement six mois à la suite du congé de maternité (ou de paternité). Il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant.

Paje Colca : les familles susceptibles de bénéficier d'un Clca pour au moins trois enfants peuvent choisir ce complément optionnel d'un montant plus important que le Clca à taux plein, versé pendant une période maximale de douze mois.

Paje Cmg : complément libre choix du mode de garde attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par une assistante maternelle ou une employée de maison.

. 1^{re} composante : prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

. 2^e composante : une prise en charge partielle de la rémunération versée à la personne assurant la garde. Le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limitée à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

L'Apje longue, l'Aad, l'Ape, l'Afeama et l'Aged continuent à être versées aux enfants nés avant le 1^{er} janvier 2004, lorsque la Paje n'est pas versée à la famille à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption. Apje : allocation pour jeune enfant, attribuée sous

condition de ressources du cinquième mois de grossesse jusqu'aux 3 ans de l'enfant. **Aad** : allocation d'adoption, sous condition de ressources, de l'arrivée au foyer aux 21 mois de l'enfant. **Ape** : allocation parentale d'éducation versée lorsque l'un des parents cesse (réduit ou a cessé) son activité professionnelle pour élever au moins deux enfants dont un a moins de 3 ans. Une allocation réduite peut être versée, en cas d'activité à temps partiel de l'un ou des deux parents. **Afeama** : aide (modulée en fonction des ressources) et prise en charge des cotisations sociales en cas d'emploi d'une assistante maternelle agréée pour la garde d'un enfant de moins de 6 ans. **Aged** : allocation de garde d'enfant à domicile (modulée en fonction des ressources).

Logement

Le montant des aides sous condition de ressources varie en fonction de la dimension de famille, de ses revenus, du niveau du loyer ou de la mensualité de remboursement du prêt ainsi que de la localisation du logement. Un barème unique « Location » a été mis en place en 2002.

Apl : aide personnalisée au logement, attribuée lorsque le logement répond à certaines caractéristiques : s'il s'agit d'un logement locatif, il doit avoir fait l'objet d'une convention entre l'Etat et le bailleur ; s'il s'agit d'une opération d'accession, elle doit bénéficier d'un prêt aidé, conventionné, ou d'un prêt à l'accession sociale.

Alf : allocation de logement à caractère familial, versée aux familles ayant un ou plusieurs enfants ou personnes à charge et aux jeunes couples mariés, ne pouvant ouvrir droit à l'Apl.

Als : allocation de logement à caractère social versée à toute personne disposant de faibles ressources et ne pouvant prétendre à l'une des deux autres prestations de logement.

Alt : aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées, d'un montant dépendant du nombre de logements et de la capacité d'accueil.

Aline : allocation d'installation étudiante pour les étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois.

Minima sociaux

Api : allocation destinée à assurer un revenu minimum (dont le montant est fonction de la taille de la famille) aux personnes qui vivent seules ; soit elles sont en état de grossesse, soit elles ont au moins un enfant à charge. Elle est versée pendant douze mois à compter de la demande, dans la limite de dix-huit mois suivant l'événement ayant provoqué l'isolement ou jusqu'à ce que le plus jeune enfant ait atteint l'âge de 3 ans.

Aah : allocation destinée à assurer un revenu minimum aux personnes de 20 à 60 ans ayant un taux d'incapacité supérieur à 80 % ou reconnues dans l'incapacité de se procurer un emploi. Peut également être versé, sans cumul possible, une majoration pour vie autonome (**Mva**) ou un complément de ressources (Crph) permettant d'assurer la garantie de ressources des personnes handicapées (**Grph**).

Rmi : allocation destinée à assurer un revenu minimum à toute personne de plus de vingt-cinq ans ou ayant un enfant à charge. Son montant est fonction de la dimension de famille. L'intéressé doit s'engager à souscrire un contrat d'insertion.

Les aides à l'emploi

Le **Cirma** (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité, créé en 2004), le **Cav** (contrat d'avenir, 2005), la **prime de retour à l'emploi** (2006), la **prime forfaitaire d'intéressement** (2006) sont destinés aux allocataires rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

Transferts - Prestations financées par la Cnaf

Avpf : assurance vieillesse des parents au foyer, correspondant à l'affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des personnes bénéficiaires de certaines prestations familiales (Cf, Apje, Ape, Paje) ou ayant un handicapé à charge, et non affiliées à un autre titre.

Majoration de 10 % des pensions de retraite servies aux parents de trois enfants et plus : prise en charge de 60 % du financement de cette mesure par la Cnaf en 2003.

Congé de paternité (de onze jours consécutifs au plus) destiné au père à la naissance de son enfant et indemnisé comme les indemnités journalières d'assurance maternité.

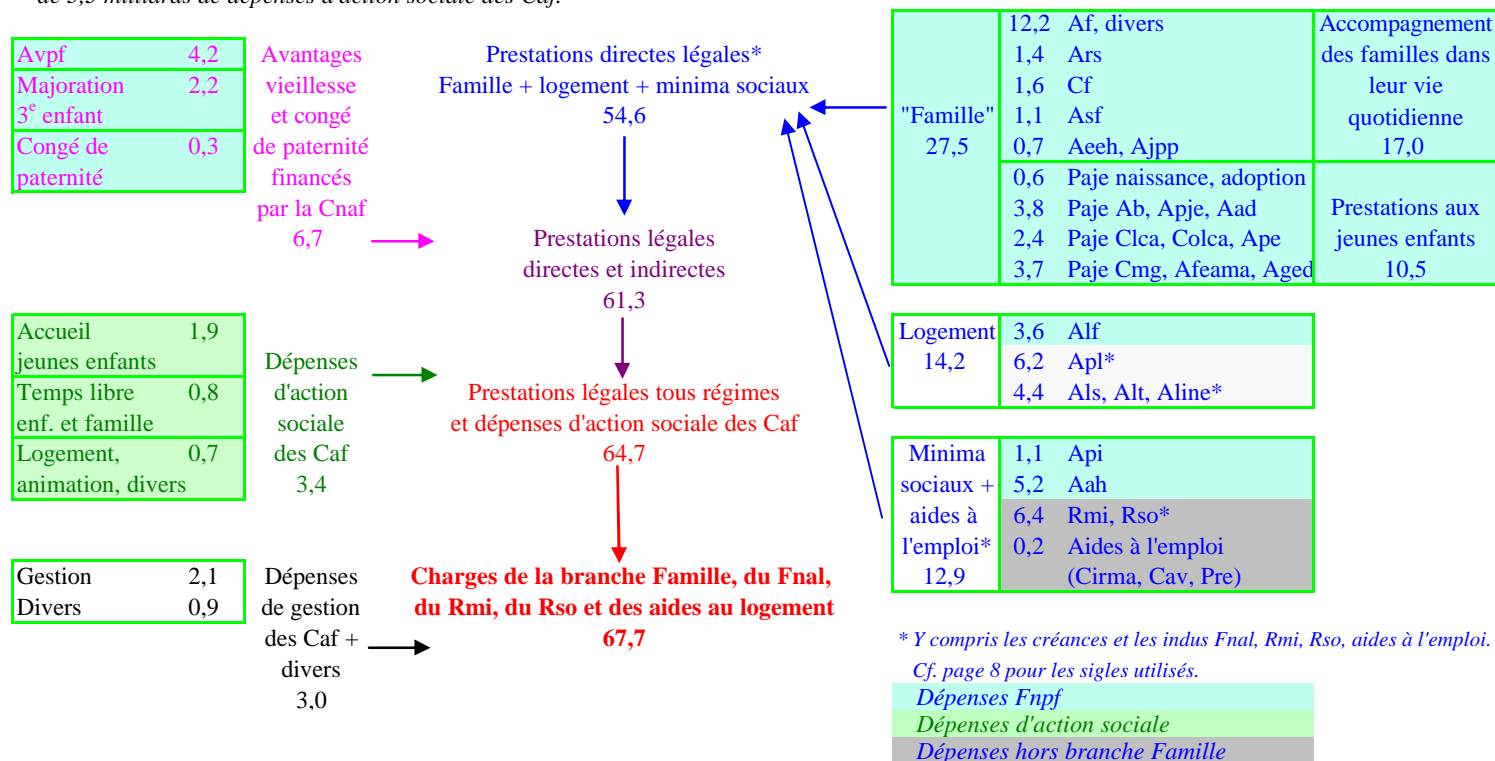
Figure 0.1

67,7 milliards d'euros de charges en 2006 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi versées à des allocataires bénéficiant de minima sociaux

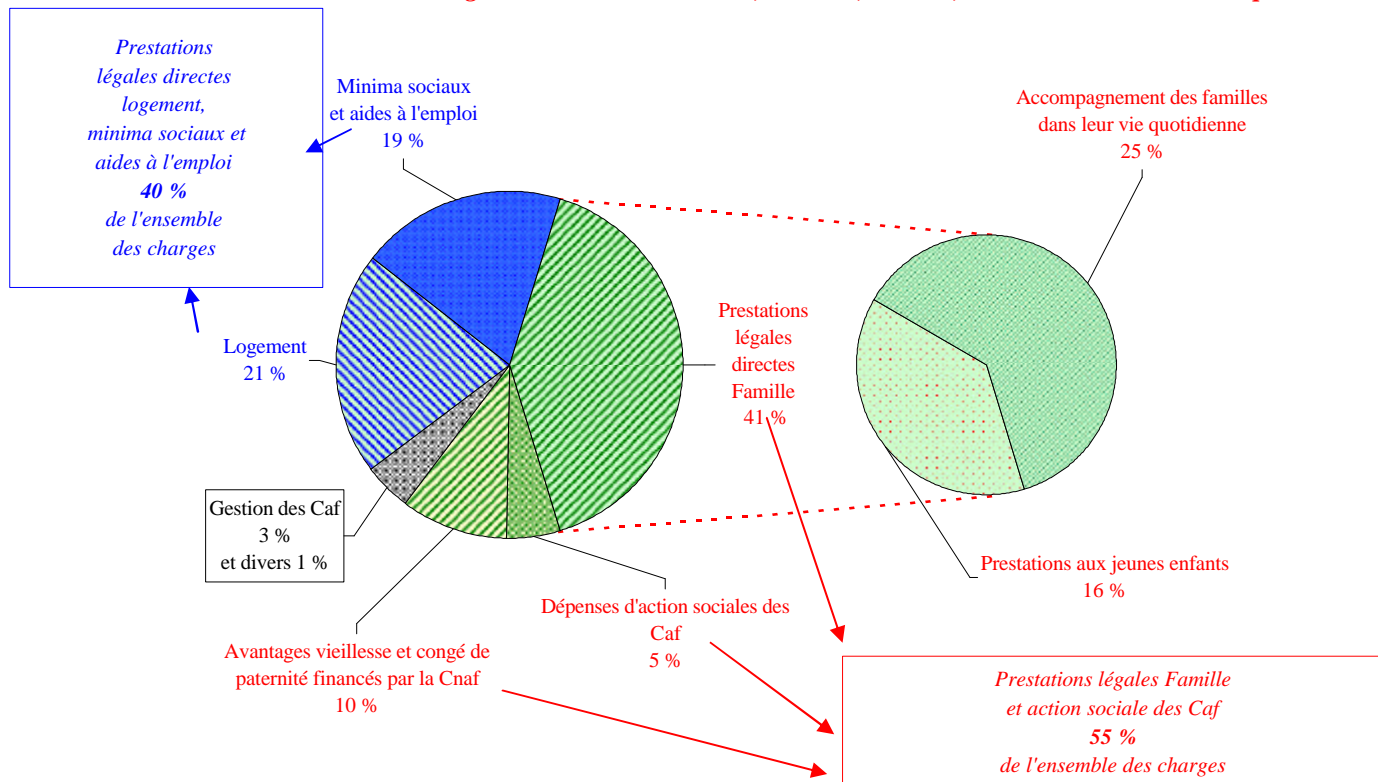
Dépenses en milliards d'euros

Les dépenses de prestations (64,6 milliards d'euros) représentent 96 % de ces charges. Il s'agit :

- de 54,6 milliards de prestations légales directes versés par les organismes débiteurs des prestations familiales ;
- de 6,7 milliards d'avantages vieillesse et de congé de paternité financés par la Cnaf ;
- de 3,3 milliards de dépenses d'action sociale des Caf.



Ventilation en % de l'ensemble des charges de la branche Famille, du Fnal, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi en 2006



2006 en quelques chiffres

Le déficit de la branche Famille s'élève à 891 millions d'euros après 1 314 millions d'euros en 2005. Cette amélioration du résultat net entre 2005 et 2006 (de 423 millions d'euros) tient avant tout au dynamisme des recettes qui progressent à un rythme supérieur à celui des dépenses, dont la croissance s'est ralentie par rapport à 2005.

Forte progression des produits : + 5,0 %

La poursuite de l'amélioration de la conjoncture économique au cours de 2006, de l'emploi en particulier, se traduit par une masse salariale plus dynamique, qui profite aux recettes des organismes de la sécurité sociale, aussi bien pour les cotisations sociales que pour la Csg. L'agrégat des recettes de cotisations sociales (effectivement versées ou prises en charge par l'Etat) et de la Csg versées à la branche Famille progresse ainsi de + 5,2 % entre 2005 et 2006, soit un rythme nettement plus rapide que celui de 2005 (+ 3,6 %). Ce rythme de croissance retrouve un niveau comparable à celui du début de la décennie.

Par ailleurs, les divers produits techniques doublent quasiment en 2006 pour atteindre 292 millions d'euros. Cette croissance est à relier au changement d'assiette du financement du Fnal (voir plus bas). Les produits exceptionnels diminuent fortement (-189 millions d'euros) : en 2006, ce poste recouvre une opération de régularisation entre la Cnaf et la Ccmsa.

Ralentissement de la progression des charges + 4,1 % en 2006 contre + 5,8% en 2005

Le ralentissement de la progression des charges tient à une stabilité des dépenses d'action sociale tandis que les dépenses de prestations sociales conservent un rythme soutenu.

Les dépenses de prestations légales restent sur un rythme de croissance soutenue, comme en 2004 : + 4,5 % en 2006 après + 4,4 % en 2005.

Les dépenses de **prestations légales en faveur de la petite enfance sont notamment en hausse de + 10,0 %** par rapport à 2005 du fait de la poursuite de la montée en charge de la Paje. *La Paje aurait engendré un surplus de dépenses par rapport aux anciennes prestations de l'ordre de 1 624 millions*

d'euros en 2006 en euros courants. Le dynamisme de la natalité en 2006 maintient le rythme de croissance de la prime de naissance à un niveau élevé en dépit de la fin de la montée en charge de ce volet de la Paje (+ 4,9 %).

L'évolution des autres dépenses de prestations légales est nettement plus modérée :

. les **allocations familiales** (Af) n'augmentent que de + 1,4 %, soit un rythme inférieur à celui de la Bmaf ;

. le **complément familial** (Cf) est stable en euros courants ;

. l'**allocation logement** familiale (Alf) augmente de + 3,4 %, en dépit de l'absence de revalorisation des loyers plafonds et forfaits de charge en 2006. Cette croissance résulte en premier lieu de la revalorisation tardive des barèmes en 2005 (octobre 2005 avec effet rétroactif d'un mois) et, en second lieu, des indus relatifs à 2004 comptabilisés en 2005, plus importants que ceux relatifs à 2005 et régularisés en 2006.

Les dépenses au titre du financement par la Cnaf à hauteur de 60 % de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus** croissent de + 4,7 % en 2006.

La modification de la clef de financement sur le fond Fnal/Fnh en vertu de la mise en application du principe de l'Al virtuelle depuis 2005, induit une hausse des dépenses de l'ordre de 195 millions d'euros. La mise en application de ce principe conduit simultanément à un relèvement du taux de financement par la branche Famille du Fnal et à une réduction de l'assiette qui en exclut dorénavant les frais de gestion (140 millions d'euros) de la base de calcul. L'effet net de l'application du principe de l'Al virtuelle a finalement un coût pour la branche Famille de l'ordre de 55 millions d'euros.

Au niveau de **l'action sociale**, il est à noter que les comptes 2005 enregistraient des régularisations au titre de 2004 à hauteur de + 187 millions d'euros, les comptes 2006 enregistrent au contraire des régularisations au titre de 2005 à hauteur de - 83 millions. Le différentiel de 270 millions en moins explique le freinage de l'augmentation des dépenses d'action sociale (+ 0,4 % entre 2005 et 2006, en euros courants).

Liste des sigles utilisés

Aah	Allocation aux adultes handicapés
Ad(i)	Allocation différentielle
Aas	<i>Aide à la scolarité (ancienne prestation)</i>
Aes	<i>Allocation d'éducation spéciale (remplacée par l'Aeeh)</i>
Aeeh	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
Aei	Aide exceptionnelle à l'investissement (action sociale)
Af	Allocations familiales
Afeama	<i>Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (cf. Cmg Paje)</i>
Aged	<i>Allocation de garde d'enfant à domicile (cf. Cmg Paje)</i>
Ajpp	Allocation journalière de présence parentale
Alf	Allocation logement familiale
Aline	Allocation d'installation étudiante
Als	Allocation logement sociale
Alt	Aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Fnal)
Alv	Allocation logement virtuelle (financement par la Cnaf de l'Apl)
Ape	<i>Allocation parentale d'éducation (cf. Clca Paje)</i>
Api	Allocation de parent isolé
Apje	<i>Allocation pour jeune enfant (cf. Paje Ab)</i>
Apl	Aide personnalisée au logement
Ars	Allocation de rentrée scolaire
Asa	<i>Allocation spécifique d'attente (fonds de solidarité, ancienne prestation)</i>
Asf, Ao	Allocation de soutien familial, <i>allocation orphelin</i>
Asu-Amf, Afg	<i>Allocation de salaire unique - allocation de mère au foyer, allocation de frais de garde</i>
Aud	Allocation unique dégressive (chômage)
Avpf	Assurance vieillesse des parents au foyer
Bapsa	<i>Budget annexe des prestations sociales agricoles (remplacé par le Fipsa)</i>
Bmaf	Base mensuelle de calcul des allocations familiales
Cades	Caisse d'amortissement de la dette sociale
Cav	Contrat d'avenir
Ccss	Commission des comptes de la Sécurité sociale
Cdaph	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (remplace la Cotorep)
Cdc	Caisse des dépôts et consignations
Cf	Complément familial
Ccmsa	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
Cirma (Rma)	Contrat d'insertion - Revenu minimum d'activité
Cnaf	Caisse nationale des allocations familiales
Cnam	Caisse nationale d'assurance maladie
Cnav	Caisse nationale d'assurance vieillesse
Csa (Cnsa)	Contribution de solidarité pour l'autonomie (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)
Crds	Contribution au remboursement de la dette sociale
Cr(p)h	Complément de ressources des personnes handicapées
Csf	Congé soutien familial
Csg	Contribution sociale généralisée
Dc	Système de comptabilisation en droits constatés
Dna	Déclaration nominative annuelle
Eti	Employeurs et travailleurs indépendants
Facej	Fonds d'accompagnement du contrat enfance et jeunesse
Faso	Fonds d'action sociale obligatoire (Dom)
Fastif	<i>Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille</i>
Fipsa	Fonds de financement des prestations sociales agricoles (<i>à la place du Bapsa</i>)
Fipe	Fonds d'investissement pour la petite enfance
Fnal	Fonds national d'aide au logement (fusionné avec le Fnh en 2006)
Fnas	Fonds national d'action sociale
Fnga	Fonds national de la gestion administrative
Fnh	<i>Fonds national de l'habitat</i>
Fnpf	Fonds national des prestations familiales
Fsv	Fonds national de solidarité vieillesse
Grph	Garantie de ressources des personnes handicapées
Hm	Prestations hors métropole
Lfss	Loi de financement de la Sécurité sociale
Mva	Majoration pour la vie autonome (Aah)
Pch	Prestation de compensation du handicap
Paippe	Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance
Pah	Prêt à l'amélioration de l'habitat
Pars	Prestation de restauration scolaire (Dom)
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant
Paje Ab	Allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant
Paje C(o)lca	Complément (optionnel) libre choix d'activité de la prestation d'accueil du jeune enfant
Paje Cmg	Complément libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant
Paje Pn	Prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant
Pf	Prestations familiales
Pja	<i>Prêt jeunes avenir</i>
Pjm	<i>Prêt aux jeunes ménages</i>
Rmi	Revenu minimum d'insertion
Rso	Revenu de solidarité (versé dans les Dom, hors Fnpf)
TxM	Taux d'évolution en moyenne annuelle
Ucanss	Union des caisses nationales de sécurité sociale

1.1

67,7 milliards d'euros de charges en 2006 pour la branche Famille, le Fnal, le Rmi, le Rso et les aides à l'emploi avec un financement par l'Etat à hauteur de 49,8 %

Le présent chapitre présente :

- les dépenses provenant de la branche Famille¹,
- agrégées à l'ensemble des dépenses du fonds national d'aide au logement² (Fnal), du revenu minimum d'insertion (Rmi), du revenu de solidarité dans les Dom (Rso) et des aides au retour à l'emploi versées à des bénéficiaires des minima sociaux par les organismes débiteurs des prestations familiales,
- soit un total de 67,7 milliards d'euros de charges et de 66,8 milliards d'euros de produits³ (cf. figure 0.1 page 6 et tableaux T1PF 121 et 131).

En 2006, **64,7 milliards d'euros de prestations légales et extra-légales** ont été versés par les caisses d'Allocations familiales⁴ (Caf), et par les autres organismes débiteurs des prestations familiales (*caisses de la Mutualité sociale agricole, Edf-Gdg, Sncf, Ratp...*). Les prestations représentent 96 % des dépenses, les frais de gestion 3 % (2,2 milliards), et le poste « divers » 1 % (0,8 milliard).

- **81 %** des charges concernent les **prestations légales versées directement aux familles**⁵ (54,6 milliards d'euros) : 41 % pour les prestations légales Famille, 21 % pour le logement (*Alf, Als, Apl, Alt, Aline, Pah*), 19 % pour les minima sociaux et les aides au retour à l'emploi actuellement versées à des bénéficiaires des minima sociaux : *contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma), contrat d'avenir (Cav) et prime de retour à l'emploi (Pre)*.

- 10 % des charges correspondent à des transferts (6,7 milliards). Ces **prestations financées mais non servies par la Cnaf** concernent les cotisations d'assurance vieillesse versées par la Cnaf pour le compte de bénéficiaires de prestations familiales (Avpf, 4,2 milliards), 60 % du coût de la majoration de 10 % des pensions de retraite servies aux parents de trois enfants et plus (2,2 milliards) et le congé de paternité (0,3 milliard).

- A côté des prestations légales, les Caf consacrent 3,4 milliards d'euros à leur **action sociale**⁶, soit 5 % de l'ensemble des charges. 52 % des dépenses sont consacrées à l'accueil des jeunes enfants, plus de 22 % au temps libre des enfants et des familles.

La suite du présent chapitre s'attache ;

- à la part du Fn timer dans les dépenses de prestations ;
- au financement par l'Etat de l'ensemble des dépenses et de celles de la branche Famille.

31 % des prestations légales directes ne relèvent pas du Fn timer

69 % des prestations légales directes (37,4 milliards d'euros⁷) concernent les prestations financées par l'intermédiaire du **fonds national des prestations familiales** (Fn timer). Il s'agit des prestations Famille au sens strict, de l'allocation de parent isolé, de l'allocation aux adultes handicapés, de l'allocation de logement familiale. Il est à noter que l'Aah et l'Api qui relèvent du Fn timer sont désormais remboursées par l'Etat⁸.

Autour de ce noyau initial sont venues s'agréger, au fil du temps, d'autres prestations sociales versées **pour le compte de l'Etat** et des départements :

- **des prestations de logement, hors Fn timer** : aide personnalisée au logement (Apl) du fonds national de l'habitat (Fn timer), allocation logement sociale (Als) du fonds national d'aide au logement (Fnal), aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), allocation d'installation de l'étudiant (Aline), soit 10,6 milliards d'euros correspondant à 19 % des prestations directes ;

- **le revenu minimum d'insertion (Rmi)**, le revenu de solidarité (Rso), les aides à l'emploi : 6,6 milliards d'euros, soit 12 % des prestations légales directes.

Le financement de l'Etat et des départements représente 50 % des produits

Le financement global de l'Etat atteint 33,3 milliards d'euros en 2006 (cf. T1PF 131).

- L'Etat et les départements financent à 100 % les minima sociaux (*allocation aux adultes handicapés, allocation de parent isolé, revenu minimum d'insertion, revenu de solidarité*) et les aides au retour à l'emploi actuellement versées à des bénéficiaires des minima sociaux par les organismes débiteurs des prestations familiales (*contrat d'insertion - revenu minimum d'activité, contrat d'avenir et prime de retour à l'emploi*), soit un total de 12,9 milliards.

- L'Etat intervient à concurrence de 49 % dans le financement des dépenses 2006 de logement du Fnal⁹ (*aide personnalisée au logement, allocation logement sociale*), soit 5,2 milliards en 2006 (contre 5,5 milliards en 2005).

Le financement direct des prestations par l'Etat (18,1 milliards d'euros) représente 54 % du financement total de l'Etat et 36 % des prestations légales directes versées aux familles.

Par ailleurs, l'Etat intervient à concurrence de 15,2 milliards d'euros du côté de recettes de la Cnaf non directement affectées à des remboursements de prestations. On distingue :

- la contribution sociale généralisée affectée à la Cnaf¹⁰ (11,1 milliards d'euros) ;

- les autres impôts et taxes affectés (3,5 milliards d'euros, cf. chapitre 6 pour l'évolution de la législation relative aux recettes de la Cnaf) ;

- les prises en charge de cotisations (0,6 milliard d'euros en 2006 contre 3,3 milliards en 2005) ;

Le financement de l'Etat et des départements représente 49,8 % des produits et 49,1 % des charges de la branche Famille, du Fnal, des minima sociaux et des aides à l'emploi.

Notes

¹ Le cadre comptable restreint des trois fonds gérés par la Cnaf (Fnaf + Fnaf + Fnaf) n'est plus retenu dans le Rapport d'activité de l'Agent comptable. Le cadre est étendu aux comptes consolidés de la branche Famille, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations. Par contre, les opérations en capital ne sont pas couvertes par ce champ défini par la Ccsc alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf. Les tableaux du chapitre 6 de la présente brochure reprennent les deux présentations.

Afin d'éviter les doubles comptes, on ne tient pas compte des contributions de la Cnaf à l'Apl et à l'Alt (qui viendraient en recettes de ces fonds) et de la contribution du Fnal au frais de gestion du Fnaf.

² En janvier 2006, le Fnal et le fonds national de l'habitat (Fnaf) ont fusionné en un seul fonds d'aide au logement.

³ Dans la mesure où le détail des recettes de chaque fonds (Fnal, Rmi, Rso, aides à l'emploi...) ne nous est pas connu avec précision, les produits sont ajustés sur les dépenses de chaque fonds afin d'équilibrer les comptes de cet ensemble. Par construction, le solde de cet ensemble correspond au solde de la branche Famille (- 891 millions d'euros en 2006).

Par ailleurs, le compte équilibré du logement est détaillé dans le tableau T1PF 141.

⁴ La part des Caf atteint 96 % des dépenses de prestations tous régimes.

⁵ Pour simplifier, ce montant intègre 257 millions de créances et d'indus (Fnal, Rmi...) et 51 millions de prestations de restauration spécifique (Pars). Ces dépenses ne sont pas reprises dans les tableaux statistiques du chapitre 2, limités strictement aux prestations légales directes versées aux familles.

⁶ Cf. chapitre 6 et fascicule d'action sociale (M.-T. Escande).

⁷ Sur un total de 54,6 milliards de prestations directes, cf. dernière colonne de T1PF 121 pour la ventilation.

⁸ Depuis 1983 pour l'Aah (créée en 1972) et depuis 1999 pour l'Api (créée en 1976).

⁹ Dépenses de logement y compris les créances, les frais de gestion et les régularisations sur exercices antérieurs. Le taux de financement oscille entre 48 % et 51 % (cf. dernière ligne de T1PF 141).

¹⁰ Le taux de Csg est fixé à 7,5 %, dont 1,1 % affecté à la Cnaf jusqu'en 2004. En janvier 2005, la part affectée à la Cnaf passe à 1,08 % avec un élargissement de l'assiette. Pour plus de détail, cf. chapitres 6 et 8.

TIPF 121 : Charges de la branche Famille, des prestations logement hors FNPf, du RMI, du RSO et des aides à l'emploi depuis 2003

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	2003		2004		2005			2006			Structure tous fonds		
	Branche Famille + APL, ALS, ALT, ALINE RMI, RSO, aides E.	Dont rapport AC	Branche Famille + APL, ALS, ALT, ALINE RMI, RSO, aides E.	Dont rapport AC	Branche Famille + APL, ALS, ALT, ALINE RMI, RSO, aides E.	Dont rapport AC	Dt CAF tous fonds	Branche Famille + APL, ALS, ALT, ALINE RMI, RSO, aides E.	Dont rapport AC	Dt CAF tous fonds	Dépenses	Prestations ensemble	Prestations par type
1.1 Prestations légales (TIPF 20200411 pour détail, yc PAH, hors PARS)	47 985,89	32 858,27	50 338,55	34 258,18	52 109,44	35 783,02	49 901,83	54 342,39	37 408,52	52 344,83	80,3 %	84,1 %	100,0 %
Famille	24 185,92	24 185,92	25 077,70	25 077,70	26 286,54	26 286,54	24 849,33	27 502,56	27 502,56	26 301,99	40,6 %	42,6 %	50,6 %
AF, CF, ARS, ASF, AES, APP, frais de tutelle, hors métropole, A. différentielle	16 051,13	16 051,13	16 429,94	16 429,94	16 792,30	16 792,30	15 751,29	17 061,97	17 061,97	16 242,97	25,2 %	26,4 %	31,4 %
Prestations jeune enfant	8 134,79	8 134,79	8 647,77	8 647,77	9 494,24	9 494,24	9 098,04	10 440,59	10 440,59	10 059,01	15,4 %	16,2 %	19,2 %
Logement	13 331,17	3 262,11	13 939,15	3 469,10	13 818,73	3 492,90	13 304,64	14 174,51	3 611,36	13 644,48	20,9 %	21,9 %	26,1 %
FNPf : ALF, PD, PAH	3 262,11	3 262,11	3 469,10	3 469,10	3 492,90	3 492,90	3 378,81	3 611,36	3 611,36	3 496,80	5,3 %	5,6 %	6,6 %
Hors FNPf : APL, ALS, ALT, ALINE	10 069,06		10 470,05		10 325,83		9 925,83	10 563,15		10 147,67	15,6 %	16,3 %	19,4 %
Minima sociaux - Aides à l'emploi (APL, AAH, RMI, RSO, CIRMA, CAV, PRE...)	10 468,80	5 410,24	11 321,69	5 711,38	12 004,17	6 003,58	11 747,86	12 665,32	6 294,60	12 398,36	18,7 %	19,6 %	23,3 %
FNPf : APL, AAH	5 410,24	5 410,24	5 711,38	5 711,38	6 003,58	6 003,58	5 845,54	6 294,60	6 294,60	6 130,69	9,3 %	9,7 %	11,6 %
Hors FNPf : RMI yc prime, RSO, CIRMA CAF et CCMSA, CAV, PRE...	5 058,56		5 610,32		6 000,59		5 902,32	6 370,73		6 267,67	9,4 %	9,9 %	11,7 %
1.2 Créances, indus FNH, FNAL, RMI - Cadrage PF CCSS yc PARS, hors PAH	256,53	51,73					301,19			307,71	0,5 %	0,5 %	
Soldes PAH (pris en cpte en recettes, dépenses diverses et non en PF)	4,74	4,74	4,10	4,10	2,30	2,30	2,30						
Prestation de restauration spécifique PARS (DOM)	46,99	46,99	44,92	44,92	48,55	48,55	48,55	50,56	50,56	50,56	0,1 %	0,1 %	
Créances, indus FNH, FNAL, RMI et tutelle RMI	204,80		204,66		250,00		234,21	256,81		256,47	0,4 %	0,4 %	
Créances, indus logement					98,94		83,16	75,73		75,38	0,1 %	0,1 %	
Créances, indus, frais de tutelle minima et aides à l'emploi					151,06		151,05	181,09		181,09	0,3 %	0,3 %	
2. Transferts : financement de prestations	5 851,58	5 851,58	6 072,36	6 072,36	6 275,46	6 275,46	6 051,29	6 645,73	6 645,73	6 386,59	9,8 %	10,3 %	100,0 %
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF)	3 749,30	3 749,30	3 885,00	3 885,00	3 958,87	3 958,87	3 817,46	4 212,30	4 212,30	4 048,05	6,2 %	6,5 %	63,4 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)	1 895,21	1 895,21	1 964,84	1 964,84	2 087,05	2 087,05	2 012,50	2 184,96	2 184,96	2 099,77	3,2 %	3,4 %	32,9 %
Congé de paternité	207,07	207,07	222,52	222,52	229,53	229,53	221,33	248,46	248,46	238,77	0,4 %	0,4 %	3,7 %
1 + 2 Prestations légales yc AVPF, FNS, congé de paternité, PARS	54 094,00	38 761,58	56 664,92	40 379,90	58 686,08	42 109,66	56 238,18	61 295,82	44 105,14	59 038,45	90,5 %	94,8 %	
3. Action sociale (AS)	2 448,78	2 448,78	2 878,97	2 878,97	3 323,54	3 323,54	3 323,54	3 337,08	3 337,08	3 337,08	4,9 %	5,2 %	
3.1 Action sociale CAF : ventil. fonctionnelle (yc op. capital, prélèv. FIPE source DSER)	2 675,70	2 675,70	3 126,48	3 126,48	3 572,39	3 572,39	3 572,39	3 585,16	3 585,16	3 585,16	5,3 %	5,5 %	100,0 %
Accueil des jeunes enfants	1 245,18	1 245,18	1 545,20	1 545,20	1 849,54	1 849,54	1 849,54	1 874,21	1 874,21	1 874,21	2,8 %	2,9 %	52,3 %
Temps libre des enfants et des familles	581,74	581,74	666,62	666,62	801,37	801,37	801,37	797,61	797,61	797,61	1,2 %	1,2 %	22,2 %
Accompagnement social des familles	421,25	421,25	440,13	440,13	440,66	440,66	440,66	434,18	434,18	434,18	0,6 %	0,7 %	12,1 %
Logement et habitat	167,91	167,91	170,73	170,73	163,61	163,61	163,61	158,01	158,01	158,01	0,2 %	0,2 %	
Animation et vie sociale	224,71	224,71	239,43	239,43	248,14	248,14	248,14	255,55	255,55	255,55	0,4 %	0,4 %	13,4 %
Prestations supplémentaires	13,78	13,78	12,79	12,79	10,18	10,18	10,18	9,02	9,02	9,02	0,0 %	0,0 %	
Réalisations diverses et logistique des œuvres	21,12	21,12	51,58	51,58	58,90	58,90	58,90	56,58	56,58	56,58	0,1 %	0,1 %	
3.2 Ajustement action sociale (/ consolidation hors opération K ou / FNAS, cf. TIPF 67114)	-226,92	-226,92	-247,51	-247,51	-248,85	-248,85	-248,85	-248,09	-248,09	-248,09	-0,4 %	-0,4 %	
Prestations légales et extra-légales (1 + 2 + 3)	56 542,78	41 210,36	59 543,90	43 258,87	62 009,62	45 433,20	59 561,71	64 632,90	47 442,21	62 375,52	95,5 %	100,0 %	
4. Autres transferts (hors prestations et gestion)	23,54	3 206,23	23,72	3 294,65	24,31	3 514,93		24,87	3 770,55		0,04 %		
Dont contribution au FNAL (ALV) (1)	non pris en compte	3 143,82	non pris en compte	3 233,78	non pris en compte	3 450,69	TIPF 671	non pris en compte	3 698,02	TIPF 671			
Contribution au FNAL : aides aux associations	"doubles comptes"	38,88	"doubles comptes"	37,15	"doubles comptes"	39,93	TIPF 671	"doubles comptes"	47,65	TIPF 671			
Contribution à l'UNAF (-> autres charges techniques en comptabilité)	23,54	23,54	23,72	23,72	24,31	24,31		24,87	24,87				
6. Gestion et transferts liés à la gestion	1 954,75	1 884,56	2 031,11	1 960,65	2 118,93	2 044,53		2 191,71	2 113,50		3,2 %		
Charges de gestion courante	1 724,09	1 724,09	1 793,84	1 793,84	1 866,71	1 866,71		1 940,65	1 940,65		2,9 %		
Charges de personnel	1 439,70	1 439,70	1 497,33	1 497,33	1 513,38	1 513,38		1 512,23	1 512,23		2,2 %		
Dotations aux amortissements et aux provisions	165,39	165,39	105,97	105,97	122,29	122,29		121,13	121,13				
Autres charges de gestion courante	119,00	119,00	190,54	190,54	231,04	231,04		307,29	307,29				
Transferts liés à la gestion	160,47	160,47	166,81	166,81	177,82	177,82		172,85	172,85		0,3 %		
Contribution au FNGA de l'ACOSS	156,32	156,32	162,70	162,70	173,20	173,20		167,37	167,37				
Contribution au FNGA de l'UCANSS	4,15	4,15	4,11	4,11	4,62	4,62		5,48	5,48				
Charges de gestion APL + ALS + ALT hors remboursement à la branche Famille	70,19		70,46		74,40			78,21			0,1 %		
Dont frais de gestion APL													
Dont frais de gestion ALS + ALT													
- Dont frais de gestion APL remboursés au FNPf	65,76		67,54		71,65			75,05					
- Dont frais de gestion ALS + ALT non remboursés au FNPf	4,43		2,92		2,75			3,16					
7. Divers	770,27	770,27	689,98	689,98	1 028,39	801,29		846,23	846,23		1,3 %		
Divers branche Famille	770,02	770,02	690,05	690,05	801,50	801,50		846,56	846,56		1,3 %		
Ajustement statistique / compte branche Famille	0,25	0,25	-0,07	-0,07	-0,21	-0,21		-0,33	-0,33				
Ajustement statistique / "compte APL + ALS + ALT + ALINE"					227,09								
Total des charges de la branche Famille	59 291,34	47 071,42	62 288,70	49 204,15	65 181,25	51 793,96		67 695,71	54 172,49		100,0 %		
Dont prestations hors FNPf	15 332,42		16 285,03		16 576,42			17 190,69					
Dont charges de gestion APL + ALS + ALT hors remboursement à la branche Famille	70,19		70,46		74,40			78,21					
Dont ajustement équilibrant le compte APL + ALS au niveau des dépenses					227,09								
Dont financement par les FNPf des prestations hors FNPf (-> double compte)		3 182,70		3 270,93		3 490,62	TIPF 671		3 745,68	TIPF 671			

(1) La contribution de la CNAF au FNH et au FNAL n'est pas prise en compte lors du calcul de l'agrégat branche Famille + FNH + FNAL + RMI afin d'éviter les doubles comptes.

(2) Lc champ retenu pour le rapport d'activité couvre les prestations du FNPf tous régimes et le RMI, le RMA, le FNH, le FNAL et le RSO versés par les CAF (hors RA).

TIPF 131 : Financement de la branche Famille, des prestations logement hors FNPf, du RMI, du RSO et des aides à l'emploi depuis 2003

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	2003		2004		2005		2006		Evolution 2006/ 2005	Structure	
	Branche Famille + RMI, FNH, FNAL...	Dont rapport AC	Branche Famille + RMI, FNH, FNAL...	Dont rapport AC	Branche Famille + RMI, FNH, FNAL...	Dont rapport AC	Branche Famille + RMI, FNH, FNAL...	Dont rapport AC		Produits tous fonds	Branche Famille
A. Financement branche Famille hors Etat	28 885,60	29 017,81	29 491,00	29 628,82	30 329,36	30 461,30	31 693,45	31 826,09	4,5 %	47,4 %	60,3 %
Cotisations sociales des actifs	27 713,98	27 713,98	28 301,25	28 301,25	29 321,34	29 321,34	30 449,73	30 449,73	3,8 %	45,6 %	58,1 %
Cotisations sociales sur salaires	24 434,80	24 434,80	25 117,15	25 117,15	25 950,94	25 950,94	26 910,69	26 910,69	3,7 %	40,3 %	51,4 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	3 167,28	3 167,28	3 081,08	3 081,08	3 269,51	3 269,51	3 430,63	3 430,63	4,9 %	5,1 %	6,5 %
Majorations et pénalités	111,90	111,90	103,02	103,02	100,89	100,89	108,40	108,40	7,4 %	0,2 %	0,2 %
Autres recettes	1 171,62	1 303,83	1 189,75	1 327,57	1 008,02	1 139,96	1 243,72	1 376,36	23,4 %	1,9 %	2,3 %
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1)	236,08	236,08	271,66	271,66	266,31	266,31	262,14	262,14	-1,6 %	0,4 %	0,5 %
Contributions publiques (contrats crèches)	55,51	55,51	60,34	60,34	2,03	2,03					0,0 %
Contribution du FNAL ALS + ALT (frais de gestion)		76,43		80,60		80,34		82,99			0,2 %
Contribution du FNAL APL (frais de gestion)		55,78		57,77		51,78		49,65			0,1 %
Contribution de la CNAM (travailleuses familiales)	54,76	54,76	55,02	55,02	57,43	57,43	16,34	16,34	-71,5 %	0,0 %	0,1 %
Divers	825,31	825,31	802,14	802,14	682,13	682,13	965,24	965,24	41,5 %	1,4 %	1,4 %
Ajustement statistique	-0,04	-0,04	0,59	0,04	0,13	-0,05					
B. CSG + cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC	13 068,93	13 068,93	13 506,89	13 506,89	14 014,66	14 014,66	15 159,18	15 159,18	8,2 %	22,7 %	27,8 %
CSG, impôts et taxes affectés	9 723,35	9 723,35	9 993,41	9 993,41	10 431,91	10 431,91	11 083,81	11 083,81	6,2 %	16,6 %	20,7 %
Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC, hors CNAM	3 345,58	3 345,58	3 513,48	3 513,48	3 255,15	3 255,15	580,92	580,92	-82,2 %	0,9 %	6,4 %
Autres impôts et taxes affectés					327,60	327,60	3 494,45	3 494,45		5,2 %	
C. Rbt minima sociaux et aides à l'emploi à 100 % par l'Etat, les départements	10 603,82	5 410,23	11 449,80	5 711,37	12 155,08	6 003,58	12 847,92	6 296,10	5,7 %	19,2 %	11,9 %
Allocation de parent isolé (API)	833,16	833,16	899,71	899,71	971,73	971,73	1 064,15	1 064,15	9,5 %	1,6 %	1,9 %
Allocation aux adultes handicapés (yc complément)	4 577,07	4 577,07	4 811,66	4 811,66	5 031,85	5 031,85	5 230,44	5 230,44	3,9 %	7,8 %	10,0 %
Autres remboursements	0,40	0,40	0,04	0,04			1,51	1,51			
RMI, RSO, aides à l'emploi	5 193,19		5 738,39		6 151,51		6 551,81				
D. Financement APL + ALS + ALT + ALINE (hors contribution du FNPf)	7 158,93		7 483,99		7 367,76		7 104,05		-3,6 %	10,6 %	
Financement par l'Etat des prestations de logement (d)	5 239,00		5 153,00		5 529,00		5 262,37				
Cotisations des employeurs (financement ALS)	1 738,53		1 706,02		1 793,86		1 901,83				
Ajustement équilibrant le compte APL + ALS au niveau du financement	137,91		583,08				-116,46				
Recettes équilibrant le "compte" ALT	43,49		41,88		44,90		37,06		-17,5 %	0,1 %	
Recettes équilibrant le "compte" ALINE							19,25				
Total des produits	59 717,29	47 496,97	61 931,68	48 847,08	63 866,86	50 479,53	66 804,60	53 281,37	4,6 %	100,0 %	100,0 %
Dont financement par l'Etat, le FOREC, l'impôt, la CSG (B + C + d)	28 911,76	18 479,16	30 109,69	19 218,26	31 698,74	20 018,24	33 269,46	21 455,28	5,0 %	49,8 %	39,7 %
Part des produits financée par l'Etat, le FOREC, l'impôt, la CSG	48,4 %	38,9 %	48,6 %	39,3 %	49,6 %	39,7 %	49,8 %	40,3 %			
Part des charges financée par l'Etat, le FOREC, l'impôt, la CSG	48,8 %	39,3 %	48,3 %	39,1 %	48,6 %	38,6 %	49,1 %	39,6 %			
Dont financement direct de prestations par l'Etat (C + d)	15 842,82		16 602,80		17 684,08		18 110,29				
Part du financement direct par l'Etat (C + d) / (B + C + d)	54,8 %		55,1 %		55,8 %		54,4 %				
Part du financement direct par l'Etat (C + d) / prestations directes yc créances...	32,8 %		36,7 %		37,1 %		36,1 %				
Résultat comptable de la branche Famille	425,95	425,56	-357,03	-357,07	-1 314,39	-1 314,42	-891,11	-891,12			
						0		0			

(1) Le champ retenu pour le rapport d'activité couvre les prestations du FNPf tous régimes et le RMI, le RMA, le FNH, le FNAL et le RSO versés par les CAF (hors RA).

(2) Hors contribution CNAM et contrats crèches.

(3) Source : ministère du Logement et de la Ville DGUHC SH FB4

TIPF 141 : Synthèse d'un compte " équilibré "du logement hors FNPF pouvant être agrégé au compte de la branche Famille

Les dépenses ou le financement sont majorés (-> solde nul) afin de pouvoir agréger le compte logement hors FNPF au compte de la branche Famille, sans en changer le solde

En millions d'euros	2003	2004	2005	2006
---------------------	------	------	------	------

*** Approche statistique des dépenses d'un compte du logement hors FNPF**

Prestations logement hors FNPF tous régimes (yc RA, yc DOM), yc créances...	10 139,23	10 546,09	10 424,77	10 638,88
APL total yc PD, créances (sans prise en compte écart DSER - ministère)	6 076,55	6 268,31	6 171,67	6 235,20
Aide personnalisée au logement (APL)	6 032,17	6 221,31	6 120,29	6 190,03
Prime de déménagement du FNH	2,75	2,64	2,61	2,83
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	41,63	44,36	48,77	42,34
ALS total yc créances (sans prise en compte écart DSER - ministère)	3 980,30	4 198,75	4 168,26	4 299,72
Allocation logement sociale (ALS)	3 951,77	4 167,08	4 118,12	4 266,36
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	28,53	31,67	50,14	33,36
ALT total yc créances	82,37	79,03	84,84	84,72
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	82,37	79,02	84,81	84,69
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,01	0,01	0,03	0,03
ALINE allocation d'installation de l'étudiant				19,25
Frais de gestion APL (source : ministère du Logement et de la Ville)	121,54	125,31	123,43	124,70
Dont frais de gestion remboursés au FNPF (et comptabilisés par la CNAF)	55,78	57,77	51,78	49,65
Dont frais de gestion APL non remboursés au FNPF	65,76	67,54	71,65	75,05
Frais de gestion ALS (source : ministère du Logement et de la Ville)	80,86	83,52	83,09	86,15
Frais de gestion ALT	ND	ND	ND	ND
Dont frais de gestion ALS + ALT remboursés au FNPF	76,43	80,60	80,34	82,99
Dont frais de gestion ALS + ALT non remboursés au FNPF	4,43	2,92	2,75	3,16
Ajustement équilibrant le compte APL + ALS au niveau des dépenses (financement > dépenses)			227,09	
Dépenses APL + ALS équilibré sans double compte (FNAL -> APL)	10 259,26	10 675,88	10 773,54	10 745,77
Dépenses APL + ALS + ALT + ALINE	10 341,63	10 754,92	10 858,38	10 849,73
Dépenses APL + ALS y compris les créances et les frais de gestion	10 259,26	10 675,88	10 773,54	10 745,77
Financement par l'Etat du FNAL / dépenses APL + ALS y compris les créances et les frais de gestion	51,1 %	48,3 %	51,3 %	49,0 %

*** Approche statistique des recettes d'un compte du logement hors FNPF**

Contribution du FNPF à l'APL et à l'ALT (yc EA)	3 182,70	3 270,93	3 490,62	3 745,68
Contribution APL (ALV) : présentation statistique	3 143,82	3 233,78	3 450,69	3 698,02
Contribution APL - EA	3 143,82	3 233,78	3 450,69	3 532,24
Contribution APL EA	Ventilation ND	Ventilation ND	Ventilation ND	33,09
Régularisation 2005 comptabilisée en 2006				132,69
Contribution ALT	38,88	37,15	39,93	47,65
Participation Etat APL + ALS	5 239,00	5 153,00	5 529,00	5 262,37
Présentation statistique (hors transfert du FNAL -> APL) : avec majoration du financement de l'Etat -> APL)				
Participation Etat ALS (après déduction contribution FNAL - APL -> 2005)]	2 259,97	2 202,62	2 753,97	
Participation Etat APL (yc contribution FNAL - APL -> 2005)]	2 979,03	2 950,38	2 775,03	
Cotisations des employeurs (financement ALS)	1 738,53	1 706,02	1 793,86	1 901,83
Ajustement équilibrant le compte APL + ALS au niveau du financement	137,91	583,08		-116,46
Recettes équilibrant le "compte" ALT	43,49	41,88	44,90	37,06
Recettes équilibrant le "compte" ALINE				19,25
Financement APL + ALS + ALT + ALINE	10 341,63	10 754,92	10 858,38	10 849,73
Dont financement APL + ALS + ALT + ALINE (hors contribution du FNPF)	7 158,93	7 483,99	7 367,76	7 104,05
Sous-total de l'ajustement du financement permettant d'obtenir un solde nul du compte APL + ALS + ALT + ALINE	181,40	624,96	44,90	-60,15
Solde ajusté APL + ALS + ALT + ALINE	0	0	0	0

1.2

Progression des dépenses de prestations en volume : + 2,4 % en 2006 contre + 1,7 % en 2005

*La masse des prestations directes versées en métropole et dans les Dom en 2006 (54,3 milliards d'euros) a progressé de + 1,3 milliard d'euros (constants 2006) par rapport à 2005, soit **une progression en volume de + 2,4 % en 2006** après une progression de + 1,7 % en 2005.*

*L'ensemble des dépenses relatives au **jeune enfant** a progressé de + 0,8 milliard en raison de la montée en charge de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje). Les autres prestations Famille sont globalement restées stables.*

*La progression des **minima sociaux** s'infléchit légèrement depuis deux ans (+ 0,5 milliard en 2006).*

*Les barèmes des prestations de logement n'ont été revalorisés qu'en juin 2004 (avec effet rétroactif à juillet 2003), en septembre 2005 et en janvier 2007 (sans effet rétroactif). Aucune revalorisation n'a eu lieu au titre de 2004. En conséquence, les dépenses de **logement** sont inférieures en 2006 de - 1,1 % à celles de 2002 (avec + 0,9 % entre 2005 et 2006).*

Les prestations directes en métropole et dans les Dom (54,3 milliards d'euros) versées par les organismes débiteurs des prestations familiales ont progressé de + 2,4 % en 2006 après une progression de + 1,7 % en 2005 (en euros constants)¹. Le présent chapitre est centré sur les évolutions des neuf dernières années en euros constants, une analyse rapide des évolutions entre 2005 et 2006 figurant par ailleurs en page 7 de la brochure.

On distingue ici (cf. figure 2.1) :

- les prestations Famille du Fnpf hors logement et minima sociaux, 51 % des prestations ;
- les prestations de logement tous fonds confondus, 26 % ;
- les minima sociaux, 23 % pour l'ensemble : allocation de parent isolé, allocation aux adultes handicapés, revenu minimum d'insertion, contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma), contrat avenir (Cav), contrat d'avenir (Pre) et revenu de solidarité (Rso).

Prestations Famille + 8,6 % en volume depuis 1997

Les prestations Famille du Fnpf (27,5 milliards d'euros, hors logement et minima sociaux) ont progressé en volume de 2,2 milliards d'euros constants 2006 depuis 1997 (+ 8,6 %). Cette évolution est la résultante de plusieurs facteurs :

- l'évolution de la législation et l'impact des plans famille² ;
- l'évolution démographique (qui est présentée dans le chapitre 5 relatif aux bénéficiaires) ;
- la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf) et des plafonds de ressources.

La Bmaf en euros constants : supérieure de + 0,7 % à celle de 2001 et de + 0,1 % à celle de 1997

Le montant unitaire des prestations en métropole évolue normalement en fonction de la Bmaf, à l'exception du Rmi, du Cirma, du Cav, du Rso, des prestations de logement, du complément mode de garde de la Paje, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (hors majoration), de l'allocation aux adultes handicapés et des prestations à l'étranger. Depuis 1984, la Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse des prix prévisionnelle (hors tabac depuis 1991) avec, en principe, remise à niveau au 1^{er} janvier de l'exercice suivant. La Bmaf n'a pas été revalorisée en 1996.

Depuis 1997, le pouvoir d'achat de la Bmaf s'est maintenu (+ 0,1 %). En euros constants, la Bmaf de 2006 (367,87 euros) est supérieure de 2,13 euros 2006 à celle de 1997. Les revalorisations des neuf dernières années sont les suivantes :

54,3 milliards d'euros de prestations en progression en volume de + 15 % depuis 1997
Les prestations "Famille" représentent 51 % de cet ensemble : elles ont progressé de + 9 % en neuf ans
Figure 2.1 : Evolution de la structure (en %) de l'ensemble des dépenses de prestations depuis 1997

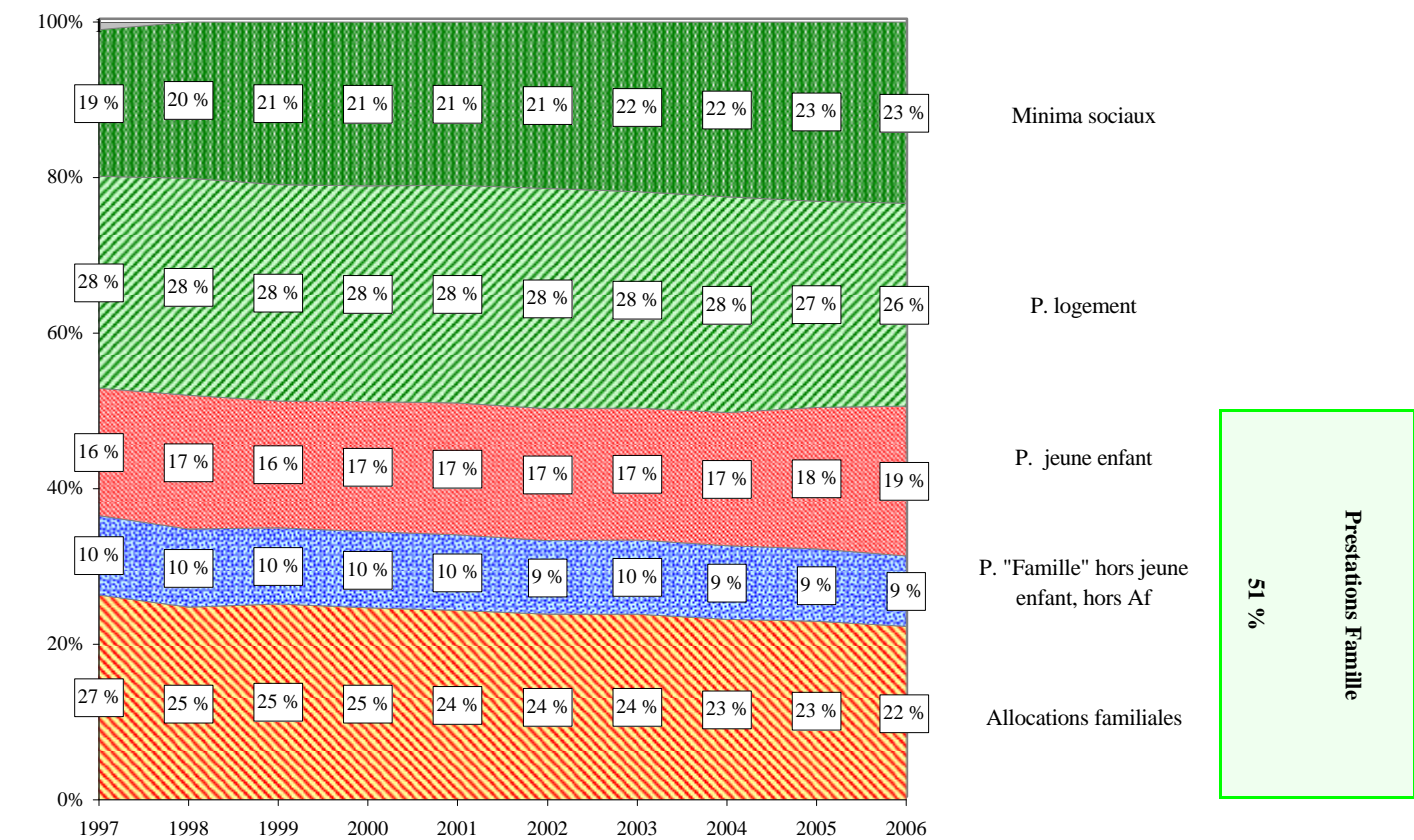
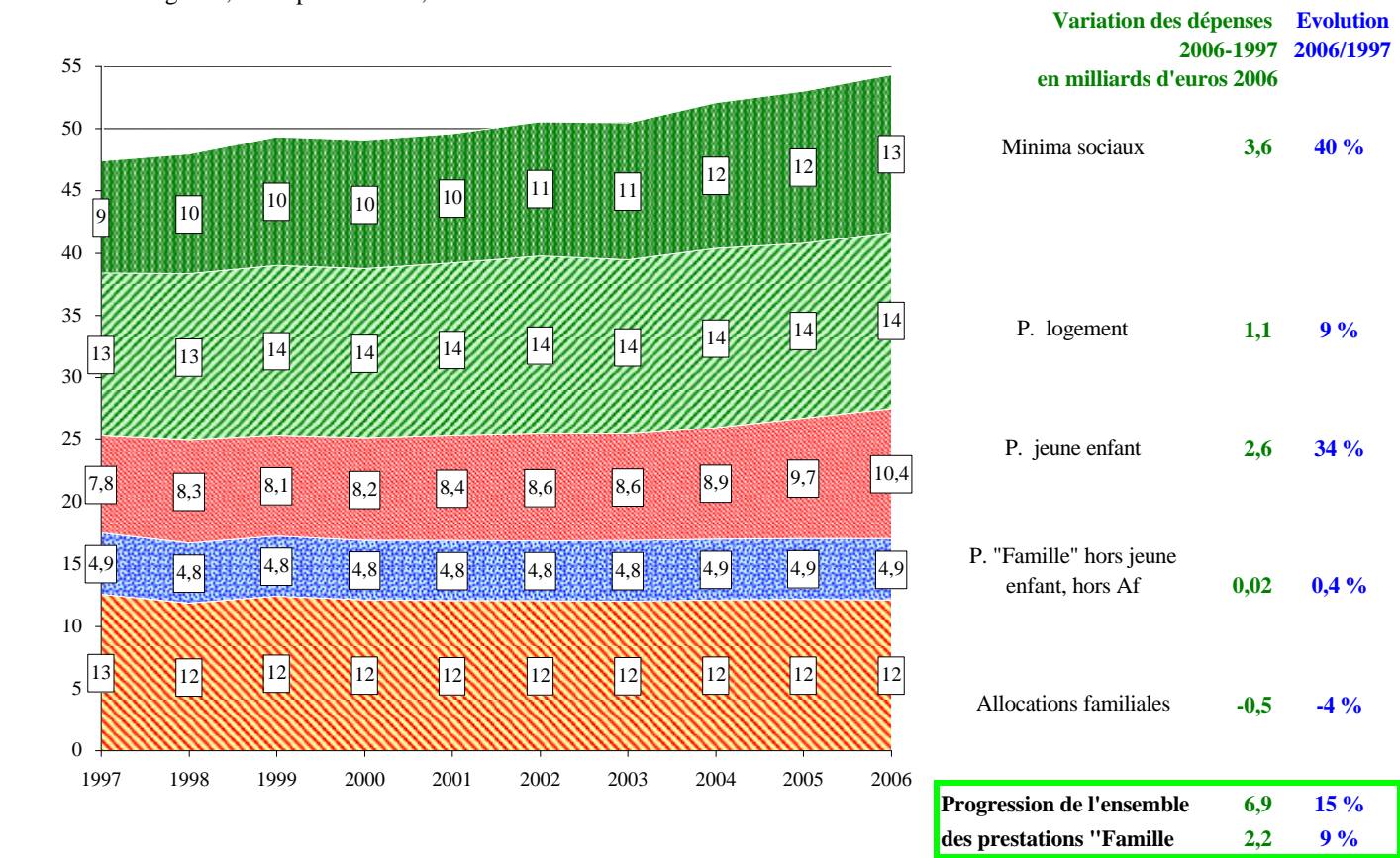


Figure 2.2 : Evolution de l'ensemble des dépenses de prestations depuis 1997

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2006



Evolution de la Bmaf et des prix hors tabac

Moyenne annuelle	Evol. euros courants	Prix hors tabac	Evol. euros constants
1997	1,4 %	1,1%	+ 0,4%
1998	1,1 %	0,6 %	+ 0,5%
1999	0,7 %	0,5 %	+ 0,2 %
2000	0,5 %	1,6 %	– 1,1 %
2001	1,8 %	1,6 %	+ 0,2 %
2002	2,1 %	1,7 %	+ 0,4 %
2003	1,7 %	1,9 %	– 0,2 %
2004	1,7 %	1,7 %	0,0 %
2005	2,2 %	1,7 %	+ 0,5 %
2006	1,8 %	1,7 %	+ 0,1 %

Allocations familiales :
22 % des prestations,
– 3,8 % en euros constants depuis 1997

La part des allocations familiales (Af) dans l'ensemble des dépenses de prestations directes continue de diminuer : de 24 % à 22 % depuis 2000, 27 % en 1997, 31 % en 1993. Les Af (12,1 milliards d'euros) ont régressé de – 3,8 % au cours des neuf dernières années (soit – 0,6 milliard d'euros 2006 de moindres dépenses).

. La régression des dépenses d'Af entre 1997 et 2006 est imputable en grande partie à **la réduction de la taille moyenne des familles**. Entre 2002 et 2006, la régression en volume des dépenses d'AF (*des Caf, hors forfait Af, cf. page 79*) est estimée à :
– 6,2 % pour les enfants de rang quatre et plus ;
– 1,0 % pour les enfants de rang trois avec
+ 0,7 % pour l'ensemble des dépenses d'Af.

. En 2006, les dépenses d'Af ont régressé en volume de – 0,3 % (+ 0,1 % pour les Caf, hors forfait Af, avec + 0,5 % pour les enfants de rang deux).

. Le coût du **maintien d'un droit réduit aux Af lorsque l'aîné d'une famille de trois enfants ou plus atteint 20 ans** représente 0,86 point de croissance en année pleine 2005 (soit 116 millions d'euros 2006, avec 0,14 point en 2003, 0,86 point en 2004, cf. TIPF 3112).

. Les moindres dépenses entraînées par le report depuis janvier 1999 d'un an des majorations pour âge des Af de 10 à 11 ans et de 15 à 16 ans sont estimées à 303 millions d'euros 2005 (cf. TIPF 3122 à la fin du chapitre 9 relatif à la législation).

En sens inverse, l'âge limite de versement des prestations familiales pour les jeunes inactifs est passé de 18 à 19 ans en janvier 1998 (pour un coût de 102 millions d'euros) et à 20 ans en janvier 1999 (+ 168 millions).

Le cumul de ces mesures relatives aux Af conduit à une dépense annuelle de 83 millions d'euros 2006.

Par ailleurs, les allocations familiales ont été mises sous conditions de ressources de mars à décembre 1998 : l'économie correspondante a été de l'ordre de 784 millions d'euros 2006 sur dix mois.

Prestations jeune enfant :
19 % des prestations,
+ 34 % en volume depuis 1997

Les dépenses correspondant aux prestations liées à la naissance et à la garde des jeunes enfants s'élèvent à 10,4 milliards d'euros. Elles représentent 19 % des prestations directes. Leur montant a progressé de + 34 % entre 1997 et 2006 (soit + 2,6 milliards d'euros constants 2006).

* Avec la mise en place progressive de la **prestation d'accueil du jeune enfant** depuis janvier 2004 s'ouvre une période de transition pendant laquelle les anciennes prestations coexistent avec la Paje. L'allocation pour jeune enfant (Apje) longue, l'Ape, l'Afeama et l'Aged continuent à être versées aux enfants nés avant le 1^{er} janvier 2004³ (lorsque la Paje n'est pas versée à la famille à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption). Lorsque l'ensemble des jeunes enfants sera couvert par la Paje, **le supplément de dépenses devrait être de l'ordre de 2 milliards d'euros constants 2003⁴ par rapport à l'ancienne législation**. Ce coût est estimé à + 306 millions d'euros courants en 2004, à + 889 millions en 2005 et à + 1 624 millions en 2006 (cf. fin du chapitre 9, TIPF 3112).

. Les dépenses de la **Paje** atteignent 8,8 milliards d'euros en 2006, troisième exercice de montée en charge de cette nouvelle prestation. Elles représentent 84,5 % des prestations jeune enfant versées en 2006 (cf. figures 2.2 et 2.3, TIPF 21312, pages 4 et 5 pour un descriptif rapide de la prestation, chapitre 9 pour plus de détail).

. Les dépenses d'**Apje longue** (0,3 milliard d'euros en 2006) ne représentent plus que 2,8 % des prestations jeune enfant.

. **L'allocation parentale d'éducation** (Ape) représente 4,2 % des prestations jeune enfant avec 0,4 milliard d'euros.

. **L'aide pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** (Afeama, 0,8 milliard d'euros y compris la majoration) et **l'allocation de garde d'enfant à domicile** (Aged, 0,1 milliard) représentent 8,6 % des prestations jeune enfant.

10,4 milliards de prestations jeune enfant en 2006, soit une progression en volume de + 34 % depuis 1997

Figure 2.3 : Evolution de la structure (en %) des prestations jeune enfant depuis 1997

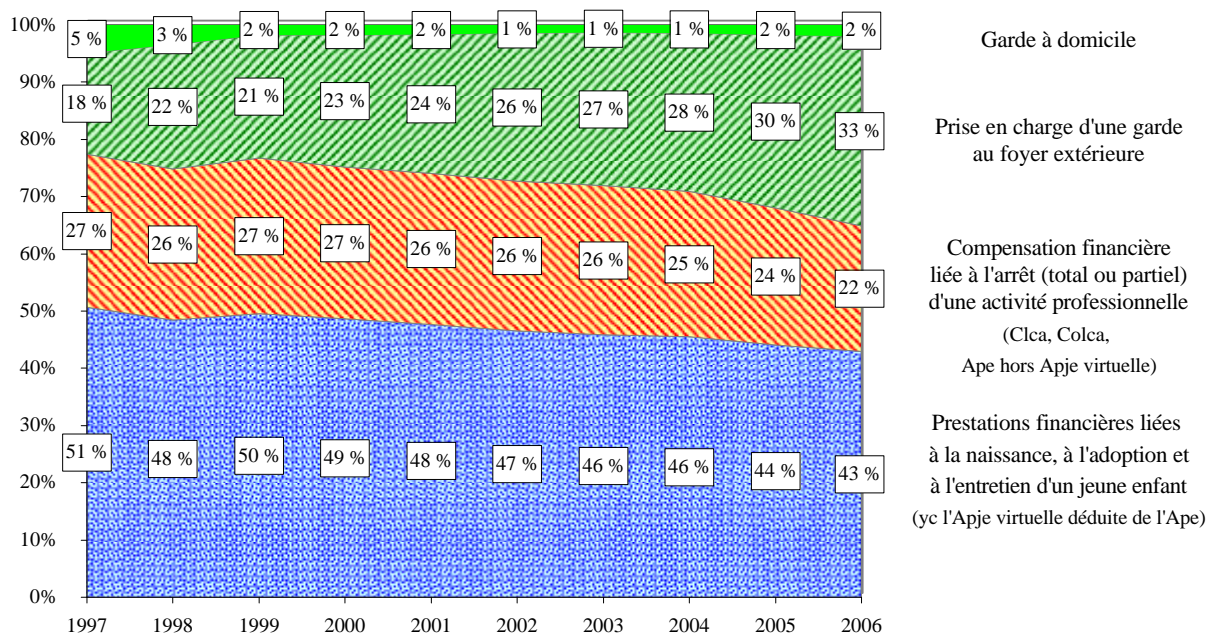
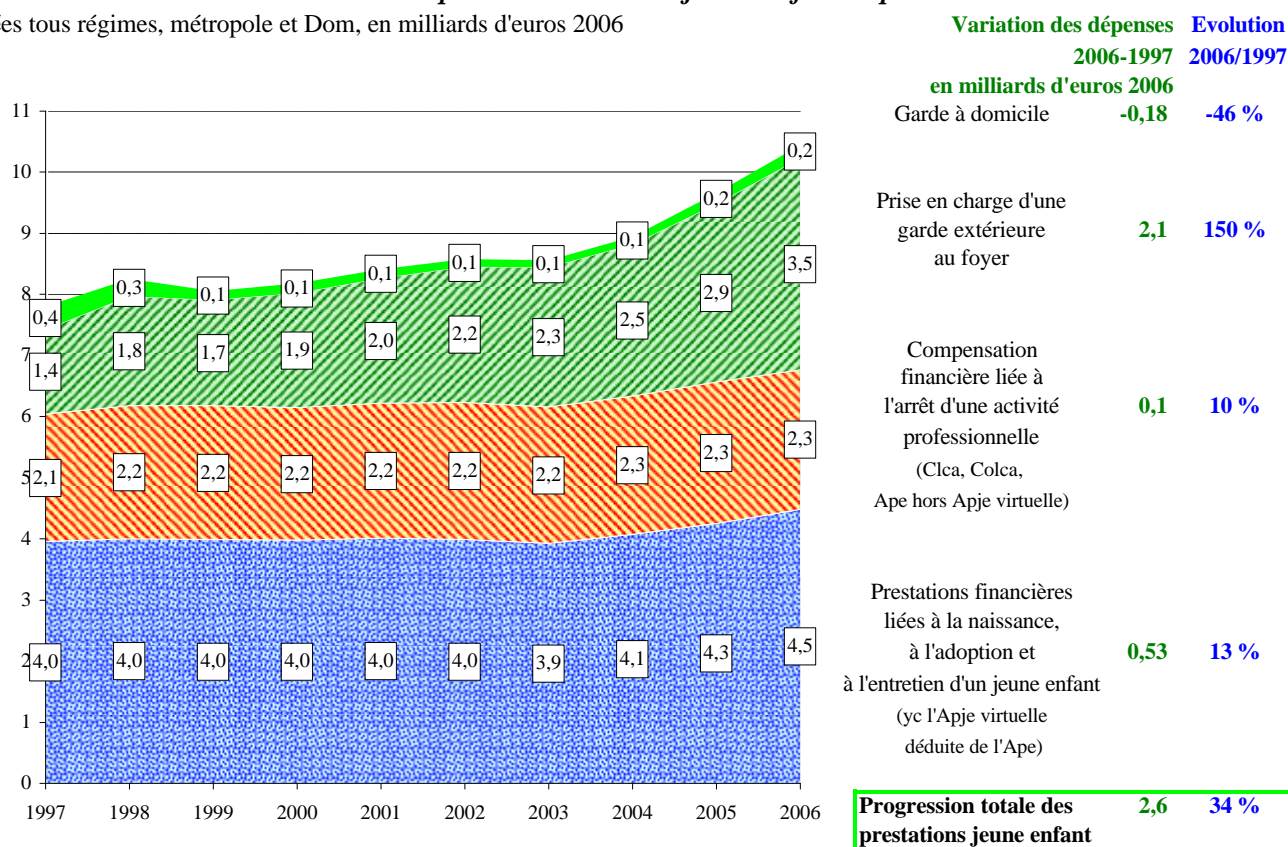


Figure 2.4 : Evolution en volume des dépenses relatives au jeune enfant depuis 1997

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2006



* L'évolution de la structure des dépenses de prestation jeune enfant selon les différents types de prestation met en évidence des modifications⁵ importantes de la politique familiale (cf. figure 2.3) :

. Les dépenses en vue de l'**entretien** des jeunes enfants (4,5 milliards d'euros en 2006) ont progressé de 13 % depuis 1997 (+ 0,53 milliard d'euros 2006) alors que la part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant régressait très fortement passant de 51 % en 1997 à **43 % en 2006**.

Cette présentation repose sur des séries de dépenses d'Ape minorées alors que celles d'Apje sont majorées de 29 % à 30 % du montant de l'Ape : en effet, l'Ape n'étant pas cumulable avec l'Apje, une partie de l'Ape unitaire correspond à une Apje destinée à l'entretien des enfants⁶. On retranche donc, des dépenses d'Ape, une Apje « virtuelle » qui aurait été perçue par la grande majorité des familles bénéficiaires de l'Ape si cette dernière prestation n'avait pas existé, et on ajoute ce montant aux dépenses Apje.

. Les dépenses correspondant aux compensations financières versées suite à l'**arrêt (total ou partiel) de l'activité professionnelle** d'un (ou des) parent(s) ayant de jeunes enfants s'élèvent à 2,3 milliards⁷ d'euros en 2006. Elles ont progressé de + 10 % depuis 1997 (+ 0,1 milliard d'euros 2006). La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant est passée de 27 % en 1997 à **22 % en 2006**.

. La participation aux **frais de garde des enfants à l'extérieur du foyer** (3,5 milliards d'euros en 2006, Cmg assistantes maternelle et Afeama) a été multipliée par 2,5 depuis 1997 (+ 2,1 milliards d'euros 2006) : la part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant atteint 33 % en 2006 contre 18 % en 1997.

. Le soutien apporté à la **garde à domicile** des jeunes enfants (0,2 milliard d'euros en 2006) est en recul de moitié par rapport au niveau atteint en 1997 (0,4 milliard d'euros 2006). Ce type de dépenses représente 2 % de l'ensemble des dépenses jeune enfant en 2006 contre 5 % en 1997.

Autres prestations « Famille » (hors Api) : 9 % des prestations, stabilité depuis 1997

La stabilité depuis 1997 des autres prestations « Famille » hors prestations jeune enfant et hors allocations familiales recouvre des évolutions marquées qui se compensent :

. avec, d'une part, une progression des prestations aux enfants handicapés ou malades (+ 73 % pour l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé, l'allocation de présence parentale et l'Ajpp) et aux enfants de familles monoparentales (+ 18 % pour l'allocation de soutien familial, Asf hors Api) ;

Figure 2.6 : Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories 1 et 6

(Defm : données corrigées des variations saisonnières, métropole, en milliers. Les effectifs de décembre figurent à côté de la courbe.) Source : Dares

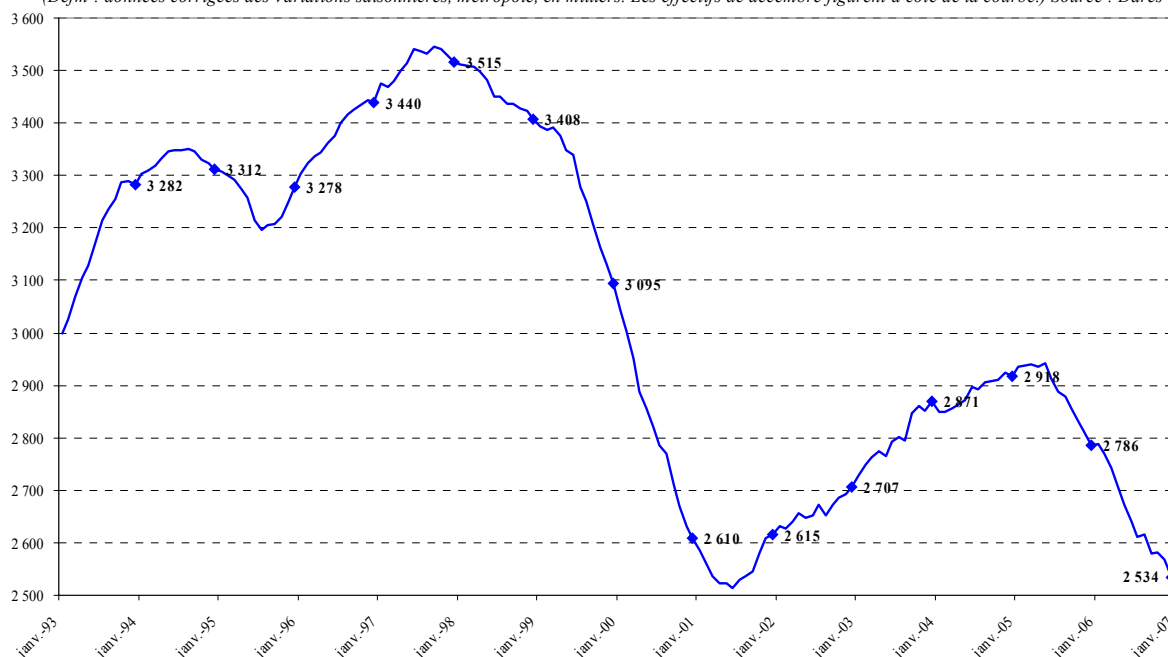


Figure 2.5

Les prestations "Famille hors Af et hors jeune enfant" (4,9 milliards d'euros) ont progressé de + 0,4 % depuis 1997

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2006

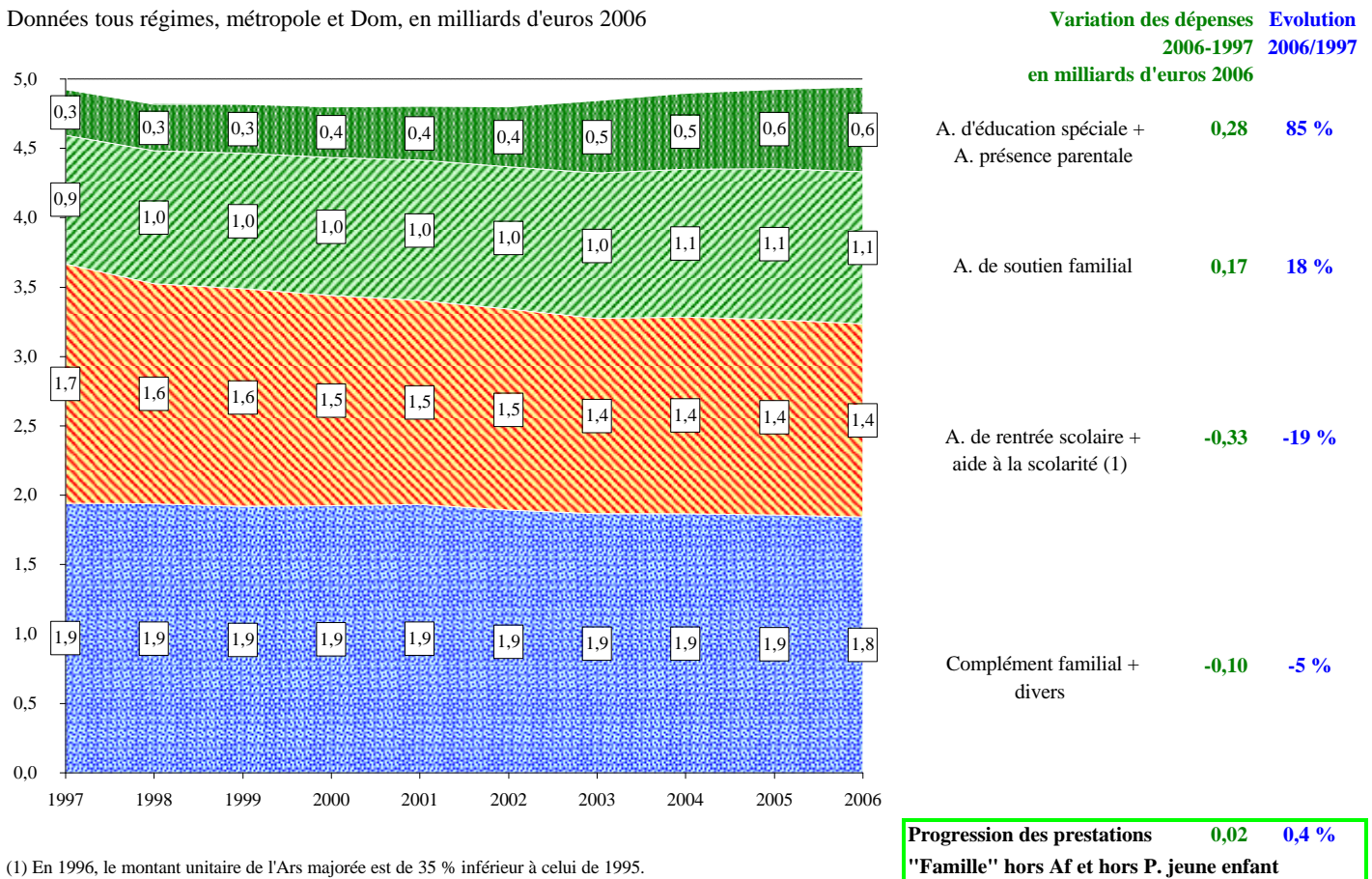
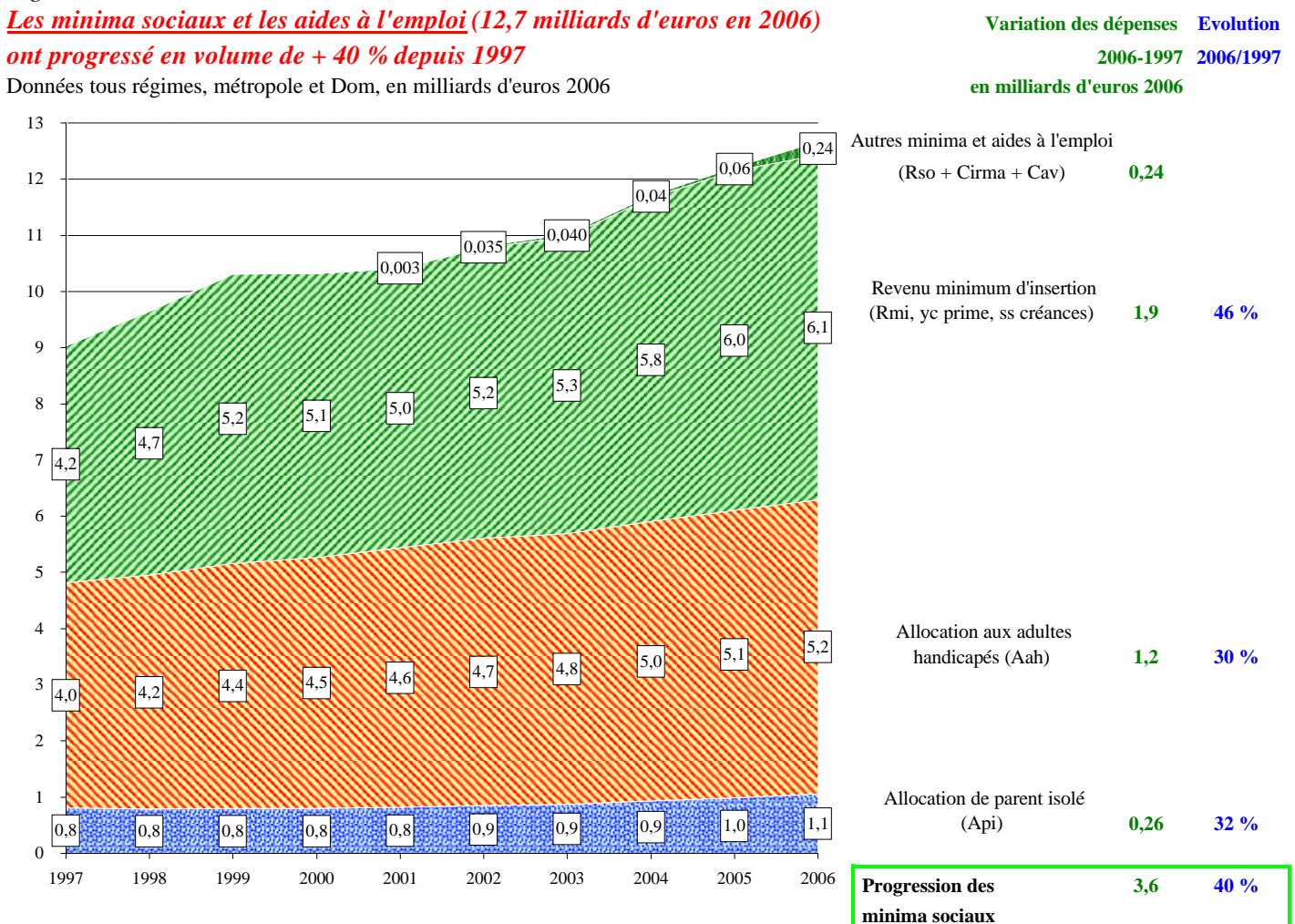


Figure 2.6

Les minima sociaux et les aides à l'emploi (12,7 milliards d'euros en 2006) ont progressé en volume de + 40 % depuis 1997

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2006



. et avec, d'autre part, une régression du complément familial (– 6 %, Cf et divers) et de l'allocation de rentrée scolaire (– 12 %, Ars).

*** L'effet plafond est estimé à – 0,4 % pour le Cf et à – 1,2 % pour l'Ars en 2006**

. Le **plafond** de ressources du Cf est revalorisé en fonction de l'indice des prix depuis 1997⁸. En euros constants, ce plafond a régressé de – 0,5 % en neuf ans ; il est stable entre 2005 et 2006 (en moyenne annuelle). Le revenu mensuel net 2005 correspondant au plafond de ressources 2006 est de 3 068 euros pour une famille de trois enfants disposant d'un revenu, de 3 753 euros en cas de deuxième revenu (cf. T1PF 7323-24). Ces plafonds du Cf pour une famille de trois enfants se situent au niveau de **3 Smic mensuels nets avec un revenu** et de **3,6 Smic** en cas d'un deuxième revenu.

Le revenu mensuel 2005 correspondant au plafond de ressources de l'Ars est plus bas⁹ que celui des autres prestations : 2 002 euros par mois avec un enfant, 2 926 euros avec trois enfants en 2006. En euros constants, le plafond a régressé de – 0,6 % en neuf ans et est stable en 2006 (cf. T1PF 7413). Les plafonds d'Ars se situent au niveau de **2,8 Smic** pour une famille de trois enfants (avec un ou deux revenus) et de **1,9 Smic** pour une famille n'ayant qu'un seul enfant à charge.

L'effet plafond, qui mesure l'impact du différentiel de progression des plafonds de ressources et les ressources effectives des allocataires, est estimé à – 3,8 % pour le Cf entre 2001 et 2006 et à – 9,9 % pour l'Ars. La contribution de l'effet plafond entre 2005 et 2006 est estimée à – 0,4 % pour le Cf et à – 1,2 % pour l'Ars.

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois diminue de – 4,5 % en 2005 et de – 9 % en 2006 (après + 6 % en 2003, + 1,6 % en 2004, cf. figure 2.6). Ces évolutions sont à relier à la forte progression du **chômage** notamment non indemnisé suite à la réforme de l'assurance chômage mise en œuvre au 1^{er} janvier 2003.

. Le **montant unitaire** du Cf (153,22 euros) a progressé de + 0,6 % depuis 1997, avec + 0,1 % en 2006 (en euros constants, cf. T1PF 7311-23).

Le montant unitaire de l'Ars attribué annuellement à chaque enfant bénéficiaire a régressé de – 3,1 % depuis 1997 en monnaie constante (269,35 euros en 2006, soit 8,6 euros de moins qu'en 1997¹⁰, cf. T1PF 7414). Les fluctuations des dépenses d'Ars (en particulier en 1996) sont dues à celle de la majoration d'Ars.

. Les dépenses de Cf (1,6 milliard d'euros) ont régressé en euros constants de – 1,6 % en 2006 et de – 6 % en neuf ans (– 0,1 milliard d'euros 2006). Les effectifs de familles bénéficiaires ont régressé de – 6,6 % entre 2001 et 2006.

Entre 1999 et 2001, les dépenses de Cf progressent de + 1,4 % (en euros constants), suite au relèvement à 21 ans de l'âge jusqu'auquel les enfants sont considérés comme à charge¹¹. Le coût de la mesure en année pleine est estimé à 127 millions d'euros 2006 ; la montée en charge de la mesure s'est étalée sur l'année 2000.

. Les dépenses d'Ars (1,4 milliard d'euros) régressent en volume de – 1 % en 2006 et de – 12 % depuis 1997. La régression des effectifs moyens annuels d'enfants bénéficiaires est estimée à – 7 % entre 2001 et 2006.

Jusqu'en 1989, seuls les enfants (scolarisés) âgés de moins de 16 ans pouvaient ouvrir droit à l'Ars. En 1990, le bénéfice de l'Ars est étendu aux jeunes de 16 à 18 ans. Suite à cette réforme, les dépenses d'Ars ont progressé de 16 % en 1990 (en euros constants).

En 1999, les dépenses d'Ars n'ont pas progressé alors que le droit à l'Ars a été ouvert pour la première fois à quelque 180 000 familles avec un seul enfant qui ne percevaient pas d'autres allocations des organismes débiteurs des prestations familiales. Il en est de même en 2002 malgré l'attribution d'une allocation différentielle pour les 47 000 personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond. Le coût de ces mesures est estimé à 38 millions d'euros 2006 (T1PF 3122).

*** Asf : + 0,17 milliard d'euros 2006 depuis 1997**

La progression des dépenses d'allocation de soutien familial (1,1 milliard d'euros) a été de + 18 % depuis 1997¹² en euros constants (+ 0,17 milliard d'euros 2006) et de + 1 % entre 2005 et 2006.

La prestation unitaire (110,36 euros au maximum par enfant en cas d'Asf à taux plein, 82,77 euros par Asf à taux partiel) a progressé en euros constants de :

- + 0,5 % pour l'Asf à taux plein depuis 1997 ;
- + 0,7 % pour l'Asf à taux partiel ;
- + 0,1 % entre 2005 et 2006 (cf. T1PF 7622).

Les effectifs d'enfants bénéficiaires de l'Asf ont progressé de + 9,5 % entre 2001 et 2006, de + 0,9 % en 2006.

En neuf ans, la part relative des prestations affectées à la **monoparentalité** progresse de + 0,3 point en 2006, pour atteindre 4 % de l'ensemble des prestations : la part de l'Asf progressant de + 0,1 point (2 % en 2006) et celle de l'allocation de parent isolé de 0,2 point (2 % en 2006, cf. les « minima sociaux » pour plus de détail sur l'Api).

*** Aeeh : + 0,24 milliard d'euros en volume depuis 1997**

. La croissance des dépenses d'allocation d'éducation de l'enfant handicapé¹³ (Aeeh) s'explique :

- par la création, en octobre 1991, d'un troisième complément de l'Aes¹⁴. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne pour s'occuper d'un enfant atteint d'un handicap justifiant de soins continus de haute technicité ;

- par la croissance du nombre de bénéficiaires de l'Aes percevant le premier et le second complément ;

- par la création, en avril 2002, de six nouveaux compléments de l'Aes qui se substituent aux trois anciens compléments (cf. TIPF 7711 pour plus de détail). Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant. Le coût de la mesure est estimé à 64 millions d'euros 2006 en année pleine (soit + 12,3 points de croissance, cf. IPF 3122). Compte tenu des retards dans la montée en charge qui ont induit des régularisations très importantes, la réforme des compléments contribuerait à l'évolution des dépenses à hauteur de + 3,1 points en 2002, + 12,7 points en 2003, - 1,5 point en 2004 et - 1,9 point en 2005 ;

- en janvier 2006, l'Aes devient l'Aeeh. Une majoration par enfant bénéficiaire de l'Aeeh est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ 12 millions d'euros (+ 2,3 points de croissance). La majoration de l'Aeeh est remboursée à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

Les dépenses d'Aeeh (0,6 milliard d'euros) ont progressé de + 7,2 % en 2006, de + 73 % depuis 1997 (soit + 0,24 milliard d'euros 2006).

La prestation unitaire de base (117,72 euros) a été perçue seule par 55 % des bénéficiaires. En cas de cumul avec le sixième complément, la prestation mensuelle atteint 1 099,87 euros.

. En janvier 2001, l'**allocation de présence parentale** (App) est créée (cf. chapitre 9). En avril 2002, le montant de l'App est augmenté substantiellement (+ 64 %) afin de le porter pour une interruption complète d'activité à l'équivalent du salaire perçu par un salarié rémunéré au Smic. En mai 2006, l'**allocation journalière de présence parentale** (Ajpp) remplace l'App. Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés peut prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans. Pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 39,10 euros (46,46 euros pour un parent isolé) est versée. Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total. Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an (cf. TIPF 3112). Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp. En outre, un **complément pour frais** d'un montant de 100,02 euros, soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.

Le montant maximal mensuel de la prestation est de 860,20 euros pour un couple ayant un enfant malade. En 2006, les dépenses relatives à l'App atteignent 40 millions d'euros pour 4 560 bénéficiaires (+ 12 % en 2005 et en 2006).

Aides au logement + 8,5 % en volume depuis 1997

Le fonds national d'aide au logement (Fnal) et le fonds national de l'habitat¹⁵ (Fnh) sont fusionnés depuis le 1^{er} janvier 2006.

• L'aide personnalisée au logement (Apl) représente 44 % des dépenses en prestations directes de logement (cf. TIPF 2133) ;

• l'allocation logement sociale (Als), 31 % ;

• l'allocation logement familiale (Alf) du fonds national des prestations familiales, 25 %.

Les prestations de logement ont progressé de + 8,5 % en volume depuis 1997. En 2006, elles atteignent 14,2 milliards d'euros, soit **26 % des prestations**.

La croissance relativement élevée des dépenses en 2004 (+ 2,8 % en monnaie constante), intervenue en dépit d'une diminution du nombre de bénéficiaires (-0,6 %), doit beaucoup à la revalorisation des aides qui n'est intervenue qu'au printemps 2004¹⁶ mais avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2003, et s'est donc imputée sur les comptes 2004. Les barèmes n'ont pas été revalorisés au titre de 2004 et la revalorisation 2005 est intervenue en septembre, sans effet rétroactif au 1^{er} juillet 2005. En 2005, les dépenses régressent de -3,1 % en euros constants par rapport aux dépenses comptabilisées en 2004. Elles progressent de **+ 0,9 % en volume en 2006**. La revalorisation de janvier 2007 est sans effet rétroactif à juillet 2006. De plus, **depuis janvier 2006, deux mois de chômage total** sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour chômage¹⁷ : la part des allocataires qui bénéficient de ce dispositif passe de 14 % en 2005 à 11,5 % en 2006.

Les évolutions en monnaie constante sont très différentes selon la prestation considérée :

Ts régimes, métro. + Dom	2006/1997	2006/2005
Evolution des dépenses de logement en volume		
Alf	+ 28,4 %	+ 1,7 %
Apl	- 5,3 %	- 0,6 %
Als	+ 16,3 %	+ 1,9 %
Dépenses de logement	+ 8,5 %	+ 0,9 %
Evolution des bénéficiaires d'une aide au logement		
Alf	+ 5,9 %	- 1,0 %
Apl	- 12,7 %	- 3,2 %
Als	+ 1,9 %	- 2,4 %
Bénéficiaires	- 4,0 %	- 2,5 %

• **L'aide personnalisée au logement** (6,2 milliards d'euros) a régressé de -0,34 milliard d'euros 2006 sur la période 1997-2006, dont 0,03 milliard en 2006. L'Apl est remboursée à la Cnaf.

Par ailleurs, la Cnaf verse au fonds national de l'habitat¹⁸ **l'allocation de logement familiale virtuelle** (Alv) dont le montant correspond à l'économie réalisée par le Fnpf en terme d'Alf du fait de l'existence de l'Apl (cf. *TIPF 6711 et chapitre 7*). En 2006, cette participation de la Cnaf au financement du Fnal s'élève à 3,7 milliards d'euros.

• En 2006, les dépenses d'**allocation logement familiale** (3,6 milliards d'euros) ont dépassé leur niveau de 1997 de + 0,8 milliard d'euros 2006.

A compter du 1^{er} février 1995, des mesures ont freiné la croissance de l'Apl et de l'Alf :

• *l'avancement de la date de réduction ou de fin de droit à l'Apl et le report de la date du fait*

générateur ouvrant droit à l'Apl : cette réforme (applicable depuis 1982-1983 aux autres prestations) réduit de deux mois la durée effective de versement de l'Apl ;

• *depuis février 1995, la réduction de deux ans à trois mois de la période de rappel lors de l'ouverture d'un droit à l'allocation logement ou à l'aide personnalisée au logement.*

Depuis 1996, la progression du nombre de bénéficiaires de l'Apl accession est freinée par le développement des prêts à taux zéro qui ouvrent droit à l'Alf et non à l'Apl.

En juillet 1999 intervient la première étape de l'alignement des loyers plafonds de l'Alf et de l'Als sur ceux de l'aide personnalisée au logement.

Depuis le 1^{er} janvier 2000, l'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ensemble des aides au logement, avec un coût en année pleine estimé à 73,2 millions d'euros.

Un barème unique des aides au logement en secteur locatif est mis en place en deux étapes (aux 1^{er} janvier 2001 et 2002). Un abattement double résidence pour les couples et les personnes isolées ayant deux charges de logement est instauré à compter de décembre 2001.

Les prévisions réalisées sur l'ensemble des aides personnelles au logement¹⁹ font apparaître un trend estimé à environ 1,9 % de croissance annuel en volume qui peut refléter :

- la croissance du nombre des ménages au cours des années 90 qui est imputable notamment à la croissance de la population (+ 0,5 % par an environ) et à des ruptures d'union plus fréquentes. Cette croissance a été, d'une part, freinée par une décohabitation juvénile plus tardive (études plus longues, accès plus difficile au marché du travail) et, d'autre part, accélérée par le gonflement de la population étudiante ;

- l'ouverture de l'éventail des revenus qui s'est produite au cours des années 90, suite à la faible dynamique des salaires réels des non-qualifiés, de l'accroissement du chômage, du développement du travail à temps partiel et des contrats de courte durée.

Les évolutions de l'Alf et de l'Apl s'expliquent aussi par des flux importants de bénéficiaires qui entrent dans le champ de la prestation ou qui en sortent, et qui ont les uns par rapport aux autres des caractéristiques très différentes. Par exemple, les nouveaux bénéficiaires sont souvent des jeunes familles en cours de constitution mais qui paient des loyers supérieurs à la moyenne.

• **L'allocation logement sociale** (4,3 milliards d'euros) se caractérise par une progression de 0,6 milliard d'euros 2006 sur la période 1997-2006.

Initialement destinée aux personnes âgées, aux infirmes et aux jeunes travailleurs, l'Als a progressivement été étendue dans certains cas de chômage (1986) aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (1988), à ceux de l'allocation d'insertion (1990), puis finalement à toutes les personnes exclues du bénéfice de l'Alf ou de celui de l'Apl. La généralisation sous seule condition de ressources a été réalisée en trois étapes : l'Île-de-France en 1991, les agglomérations de plus de 100 000 habitants en 1992, l'ensemble de la population en 1993. Ces extensions ont bénéficié en particulier aux étudiants ne résidant pas chez leurs parents et déclarant ne disposer d'aucun revenu personnel : l'Als leur est attribuée au taux maximum, avec toutefois un correctif, dit du « revenu plancher ». Près de 706 200 étudiants perçoivent une prestation de logement auprès des Caf au 31 décembre 2005.

• Par ailleurs, 85 millions d'euros ont été versés sous forme **d'aide aux associations**²⁰ logeant à titre transitoire des personnes défavorisées dans l'attente d'un logement autonome (Alt), soit + 3,6 % en volume entre 2004 et 2006 (avec - 1,9 % en 2006). Ces dépenses ne relèvent pas du fonds national des prestations familiales mais du Fnal. La contribution de la Cnaf au financement de l'Alt s'élève à 48 millions d'euros en 2006 (cf. T1PF 671).

• 19 millions d'euros ont été versés au titre de **l'allocation d'installation étudiante**²¹ (Aline) à des étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois à compter du 1^{er} juillet 2006.

Minima sociaux et aides à l'emploi : + 40 % en volume depuis 1997

• Les dépenses d'**allocation de parent isolé** (Api, 1,1 milliard d'euros) ont progressé de 258 millions d'euros 2006 sur la période 1997-2006 (+ 32 %). Cette croissance a été très irrégulière.

- Les exercices 1993-1994 connaissent une forte croissance des dépenses (respectivement + 4,3 %, et + 2,8 %).

- Entre 1994 et 2000, les dépenses d'Api ont régressé de - 7,6 %. La baisse est particulièrement forte en 1996 (- 6,1 %, année où le montant maximum de cette prestation différentielle a régressé de - 1,8 % en euros constants alors que le nombre

de bénéficiaires progressait de + 0,7 %). Depuis avril 1997, un **forfait logement** est applicable aux nouvelles demandes d'Api lorsque les allocataires bénéficient d'une aide au logement (non prise en compte dans le calcul des revenus) ou d'un logement gratuit. Auparavant, l'allocation de logement familiale était la seule aide au logement prise en compte comme ressource des allocataires. Les moindres dépenses correspondant à cette mesure sont estimées en année pleine à 65 millions d'euros 2006.

- Depuis 2001, la progression est forte. L'impact de **l'harmonisation d'ici à 2007 du montant de l'Api dans les Dom** par rapport à celui de la métropole est estimé 69 millions en 2006, 84 millions en 2007 en année pleine²² (cf. T1PF 3112). Sa contribution à l'évolution des dépenses est importante : + 1 point en 2001 et en 2002, autour de + 1,3 point par an entre 2003 et 2005 et + 1,4 point entre 2006 et 2007.

Comme pour le Rmi, les effets pérennes de la réforme de l'assurance chômage expliquent vraisemblablement en grande partie la hausse constatée (+ 21 % entre 2003 et 2006 en volume, + 7,7 % en 2006), qu'a dû nourrir en outre le dynamisme de la fécondité²³.

Le montant maximum de la prestation (735,75 euros pour une personne ayant un enfant) a progressé de + 0,1 % en euros constants par rapport à 2005 ; il a progressé de + 0,6 % en euros constants sur neuf ans (cf. T1PF 7622).

Les effectifs moyens annuels de bénéficiaires de l'Api ont progressé de + 23 % entre 2001 et 2006 (+ 64 % dans les Dom), de + 5,5 % en 2006.

• En 2006, **l'allocation aux adultes handicapés** (Aah et ses compléments) représente 9,6 % des prestations directes avec 5,2 milliards d'euros de dépenses.

Le montant de **l'Aah de base** a été revalorisé de + 1,8 % au 1^{er} janvier 2006 (610,28 euros à taux plein). A compter de juillet 2005, le plafond d'Aah est égal à douze fois l'Aah mensuelle : en conséquence le plafond est revalorisé en juillet 2005 et en janvier 2006. Le plafond moyen annuel progresse ainsi de + 0,7 % en 2006 (contre - 0,3 % en 2005). Les revenus mensuels (de l'année précédente) correspondant au plafond de ressources moyen annuel 2006 sont de 848 euros pour une personne seule. **Le plafond d'Aah représente 1,86 Smic net en 2006**, 1,9 Smic en 2005 contre 2,1 Smic en 2001 (cf. T1PF 7732). En euros constants, l'évolution du barème d'Aah a été la suivante :

Rapport en % (en monnaie constante)	2005/2004	2006/1997
Aah maximum	+ 0,1 %	+ 2,5 %
Plafond annuel moyen	+ 0,7 %	+ 2,3 %

Suite à la réforme de l'Aah de juillet 2005, les dépenses d'Aah hors complément n'ont progressé que de 1 % en 2006 (après + 2,5 % en 2005, + 3,4 % en 2004, + 1,1 milliard d'euros 2006 sur neuf ans).

Entre 2001 et 2006, la croissance des dépenses en volume²⁴ a été de + 10,7 % (+ 0,8 % en 2006) alors que les effectifs moyens annuels ont progressé de + 10,9 % (+ 1,12 % en 2006, cf. page 93).

*Créé en janvier 1993, le **complément d'Aah**²⁵ était versé aux bénéficiaires de l'Aah à taux plein ou en complément d'un avantage vieillesse, invalidité ou d'une rente accident du travail, ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et percevant une aide au logement pour un logement indépendant (excluant les structures collectives).*

En juillet 2005, deux nouveaux **compléments d'Aah**, non cumulables, sont créés :

- la **majoration pour la vie autonome** (Mva), qui remplace peu à peu l'ancien complément, dont le montant mensuel est de 101,80 euros en 2006. Les conditions d'attribution sont quasiment les mêmes, la personne doit bénéficier d'une aide au logement, auxquelles s'ajoute l'absence de revenus d'activité ;

- la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph, 783,19 euros en 2006) : un complément de ressources (172,91 euros en moyenne annuelle) s'ajoute à l'Aah pour constituer la Grph. La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros.

Les dépenses relative à la Grph atteignent 128,86 millions d'euros en 2006, celles concernant la Mva 149 millions. La progression en euros constants des dépenses globales relatives à l'Aah et à ses compléments (Mva et Grph) n'est que de **+ 2,2 % en 2006** (après + 2,8 % en 2005, + 3,4 % en 2004, + 32 % en neuf ans, soit + 1,2 milliard d'euros 2006).

Les dépenses d'Aah, des compléments d'Aah et d'Api relèvent du Fn timer mais sont remboursées par l'Etat depuis 1983 pour l'Aah (créée en 1972) et depuis 1999 pour l'Api (créée en 1976). Les autres minima sociaux ne relèvent pas du Fn timer.

• En 2006, le **revenu minimum d'insertion**²⁶ (Rmi) représente 11 % des prestations directes avec 6,1 milliards d'euros de dépenses. La faible croissance des dépenses de Rmi entre 2005 et 2006 (+ **1,6 %** en volume) est liée à la régression des effectifs (− 0,8 %). La croissance des dépenses de Rmi (+ 46 % en volume depuis 1997, soit + 1,9 milliard d'euros 2006) connaît des fluctuations importantes : + 5 % par an entre 2001 et 2005, − 1,8 % par an entre 2001 et 1999, + 11 % par an entre 1997 et 1999.

La prestation unitaire (433,06 euros en 2006 pour une personne seule) est restée stable en euros constants entre 2001 et 2006 (comme en 2006). Depuis 1999, une prime exceptionnelle a été versée en décembre aux Rmistes (152,45 euros pour une personne seule).

Depuis janvier 1999, il est possible de cumuler les majorations pour âge des allocations familiales et le Rmi. En janvier 2002, l'alignement du montant du Rmi des Dom sur celui de la métropole a été réalisé.

• Par ailleurs, 55,7 millions d'euros ont été versés en 2006 dans les Dom à 10 991 bénéficiaires du **revenu de solidarité**²⁷ (Rso). Le montant maximal du Rso est supérieur de 3,6 % à celui du Rmi (TIPF 7751).

• 26,96 millions d'euros ont été versés en 2006 au titre du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité** (Cirma). Créé en janvier 2004 et réformé en mars 2005, le Cirma est réservé au secteur marchand et est destiné aux allocataires du Rmi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi²⁸. Le nombre de bénéficiaires du Cirma est estimé à 7 760.

• 87,15 millions d'euros ont été versés en 2006 au titre du **contrat d'avenir** (Cav) : créé en mars 2005²⁹, ce contrat est réservé au secteur non marchand. On dénombre 46 198 bénéficiaires du Cav fin 2006.

• 70,49 millions d'euros ont été versés en 2006 au titre de la **prime de retour à l'emploi** (Pre) : créée en septembre 2005³⁰. On dénombre 75 160 bénéficiaires de la Pre fin 2006.

Autres prestations

• En 2006, les 216 millions d'euros de **frais de tutelle**³¹ relevant du Fn timer³² se ventilent à concurrence de 60 % pour la tutelle Aah et de 40 % pour les prestations familiales. L'effectif global, estimé à 303 025 bénéficiaires en 2006, est en

progression de + 29 % depuis 2001 (+ 5,5 % en 2006, avec une croissance du nombre de bénéficiaires de + 5,2 % en cinq ans, de + 1,3 % en 2006).

- En 2006, 7,9 millions d'euros de **prestations hors métropole** ont été versés aux **familles d'allocataires étrangers qui résident hors métropole, hors Dom et hors Cee**. La masse des prestations hors métropole a régressé de – 75 % en euros constants depuis 1997³³. la diminution du nombre de familles bénéficiaires est très importante (12 700 en 2006 contre 59 700 en 1997).

- Les accords Cee** : depuis le 1^{er} avril 1990, **tout travailleur d'un Etat de la Cee exerçant une activité** ou poursuivant des études en France ou étant en situation de chômage indemnisé ouvre droit, pour **sa famille résidant dans un autre Etat membre**, aux Af, à l'Apje longue, à la Paje (allocation de base et complément libre choix d'activité), au Cf, à l'Asf, à l'Aeeh, à l'Api et à l'Ars. L'impact de la mesure était estimé à 100 millions en 1991, mais les sommes versées étant imputées directement aux prestations concernées³⁴ et non aux accords Cee, l'impact réel de la mesure ne peut être apprécié (et est sans rapport avec les 4,4 millions d'euros comptabilisés en 2006 à ce titre).

- L'allocation différentielle** est versée à **la famille résidant en France alors que le chef de famille travaille à l'étranger** et perçoit les prestations familiales du pays d'emploi. Elle représente 18,3 millions d'euros en 2006 et concerne 9 900 bénéficiaires. Les dépenses chutent de – 3 % en 2006 et de – 44 % sur neuf ans.

- Par ailleurs, **une famille française résidant à l'étranger** est soumise au système des prestations familiales du pays où est exercée l'activité.

Les prestations Dom : progression de + 53 % en volume depuis 1997

Il est intéressant de rappeler que la dynamique des prestations dans les Dom diffère profondément de celle de la métropole.

Les dépenses dans les Dom atteignent 2,7 milliards d'euros en 2006. Elles représentent 5,0 % des prestations « métropole + Dom » depuis 2002 (contre 3,5 % en 1995). Elles ont été multipliées par 1,5 en euros constants depuis 1997, soit + 930 millions d'euros 2006 (dont + 400 millions pour le Fnfpf). La croissance des dépenses reste soutenue en 2006 (+ 3 % en volume).

Evolution des dépenses dans les Dom en volume

Rapport en %	2006/1997	2006/2005
Ensemble	+ 53 %	+ 3,0 %
. Fnfpf	+ 30 %	+ 2,9 %
. Hors Fnfpf	+ 122 %	+ 3,1 %

En neuf ans, la croissance des prestations familiales dans les Dom est de 19 points supérieure à celle de la métropole. Cette situation résulte notamment des améliorations substantielles apportées à la législation dans les Dom afin de la rapprocher de celle de la métropole³⁵. Les mesures récentes propres aux Dom portent sur les minima sociaux qui ont progressé de + 53 % depuis 2000.

Evolution des minima sociaux dans les Dom en monnaie constante depuis 2001

	Montant 2006	2006-2000	2006/2000
	Millions d'euros constants 2006		
Api	120	91	313 %
Rmi	768	263	52 %
Aah	195	21	12 %
Ensemble	1 083	375	53 %

- L'harmonisation du montant de l'**Api** avec celui de la métropole est prévue sur sept ans à compter de janvier 2001. Les dépenses d'Api (120 millions d'euros) ont été multipliées par 4,1 depuis 2000 en monnaie constante : elles progressent de + 25 % en 2006.

- Depuis janvier 2002, le montant du Rmi des Dom est aligné sur celui de la métropole. Les dépenses du Rmi (768 millions d'euros) ont progressé de + 52 % depuis 2000 en monnaie constante (+ 0,7 % en 2006).

- Créé en 2001, le revenu de solidarité (55,7 millions d'euros) progresse en volume de + 9 % en 2006.

La structure des prestations est différente dans les Dom et en métropole (cf. T1PF 2131 et T1PF 263) :

Structure des prestations 2006	Métropole	Dom
Famille	51 %	39 %
Dont prestations jeune enfant	19 %	9 %
Logement	26 %	18 %
Minima sociaux	23 %	43 %
Prestations FNPF	69 %	64 %
Prestations hors FNPF	31 %	36 %

Les prestations « **Famille** », 39 % des prestations, ont progressé de + 14 % en neuf ans (soit + 130 millions d'euros 2006, avec + 1,6 % en 2006). En 2006, les dépenses « **jeune enfant** » progressent de + 6,2 % dans les Dom (+ 21 % depuis 1997) contre + 8,1 % en métropole (+ 34 % depuis 1997).

Les prestations de **logement**, 18 % des prestations, ont été multipliées par 1,8 en euros constants en neuf ans (soit + 210 millions d'euros 2006, avec + 1,7 % en 2006). Cette forte augmentation résulte du desserrement progressif des conditions d'accès à l'Alf, en particulier en ce qui concerne les normes de salubrité. On rappelle que l'aide personnalisée au logement n'existe pas dans les Dom.

Les minima sociaux représentent 43 % des prestations dans les Dom contre 23 % en métropole. Les dépenses ont été multipliées par 2 depuis 1997 (+ 590 millions d'euros 2006). Elles progressent de + 4,9 % en volume en 2006.

La réforme des prestations dans les Dom a également entraîné la suppression du fonds d'action sociale obligatoire (Faso) qui y prenait en charge le coût du fonctionnement des cantines scolaires. Ce fonds a été remplacé, en janvier 1993, par la **prestation de restauration scolaire** (Pars, 50,56 millions d'euros en 2006), versée par les Caf, et non plus par les communes comme c'était le cas pour le Faso (cf. T1PF 671 et 20200511).

Progression de la part des Caf dans les dépenses tous régimes

• Pour l'ensemble des prestations directes métropole et Dom, la part des versements des Caf est passée de 74,7 % des dépenses de prestations en 1978, à 88,6 % en 1991 et à 96,3 % en 2005 (96,8 % pour les prestations hors Fnpf, cf. T1PF 2132).

L'ensemble des agents relevant des offices et établissements publics de l'Etat ont été rattachés au régime général en 1991, la Banque de France et le Cea en 1994³⁶. Le transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux se poursuit :

- . 1^{er} juillet 2004 : La Poste ;
- . 1^{er} janvier 2005 : France Telecom, fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;
- . 1^{er} juillet 2005 : l'Education nationale ;
- . 1^{er} janvier 2006 : fonctionnaires travaillant à l'étranger.

La Sncf, l'Edf-Gdf et la Ratp continuent à verser les prestations familiales, hors prestation logement pour l'Edf-Gdf et hors Afeama, Aged et Paje (sauf pour la Sncf qui verse la Paje à l'exception du Cmg).

En 2006, les **régimes spéciaux** (179 millions d'euros en métropole et 22 millions d'euros relatifs aux collectivités locales Dom) représentent 0,5 % des prestations du Fnpf, les caisses de la **mutualité sociale agricole** 3,3 % de l'ensemble des prestations (avec 1 799 millions d'euros).

Remboursement de la dette sociale

Depuis le 1^{er} janvier 1997, les prestations sont soumises à la contribution au remboursement de la dette sociale (Crds, taux de 0,5 %) : en sont exemptés l'allocation de garde d'enfant à domicile, l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée de base et les cotisations prises en charge au titre du complément mode de garde de la Paje, l'allocation de parent isolé, l'allocation d'éducation spéciale, la prime de déménagement, l'allocation aux adultes handicapés, les minima sociaux, les aides à l'emploi et les prêts. Les prestations de logement sont intégrées dans l'assiette du remboursement de la dette sociale depuis le 1^{er} janvier 1996. Les sommes sont reversées par la Cnaf à l'Acoss qui les verse à la Cades (caisse d'amortissement de la dette sociale).

Les dépenses de prestations qui figurent dans les tableaux sont les montants avant prélèvement de la Crds. Les montants unitaires avant et après Crds figurent dans le chapitre 10 relatif aux barèmes. Le tableau T1PF 691 présente la ventilation par fonds de la Crds prélevée par les organismes débiteurs des prestations familiales pour le compte de l'Etat (184 millions d'euros en 2006).

¹ Afin de faciliter les comparaisons, on calcule, à partir des dépenses estimées en euros constants 2006, soit des taux d'évolution (en %), soit des rapports. Il est peu fait référence à des taux d'évolution moyens annuels, ces derniers semblant minimiser les évolutions.

Le passage aux droits constatés au 1^{er} janvier 1996 a perturbé les séries annuelles, du fait d'une instabilité des pratiques comptables de fin d'année (estimation difficile des dépenses comptabilisées en décembre au titre des droits constatés de janvier, en particulier pour les prestations telles que l'Aged et l'Afeama). Par ailleurs, l'exercice statistique 1996 retrace dans les tableaux du présent chapitre, 12 mois (et non les 13 mois comptabilisés) en droits constatés en 1996, afin d'avoir des taux d'évolution relativement significatifs entre 1995 et 1997.

La période 1997-2006 a été privilégiée par rapport à 1996-2006 dans la mesure où le montant unitaire de l'Ars majorée 1996 est de 35 % inférieur à celui de 1995 (cf. T1PF 7413).

² Le chapitre 9 précise l'ensemble des réformes depuis 1945 en métropole et depuis 1996 dans les Dom. Les tableaux T1PF 3112-3122 à la fin du chapitre 9 retracent le coût des mesures intervenues depuis 1997 en euros courants et en euros constants.

³ Contrairement à ce qui avait été prévu, au 1^{er} janvier 2007, les enfants nés avant le 1^{er} janvier 2004 n'ouvriront finalement pas droit à la Paje et demeureront régis par les dispositions précédemment en vigueur.

⁴ A compter de 2008, en millions d'euros 2003 pour faciliter les comparaisons avec les chiffres initiaux. Cf. note 89 Dspa du 22 août 2007 pour les dernières prévisions.

⁵ Cf. brochure PF2003, pour l'analyse de l'évolution des dépenses de prestations jeune enfant entre 1993 et 2003.

⁶ Dans la nouvelle législation, la séparation est claire et le cumul de l'allocation de base de la Paje et du Clca donne le montant unitaire de l'Ape.

⁷ 2,3 milliards d'euros = 2,0 milliards de Clca et de Colca + 0,3 milliard d'Ape hors Apje virtuelle (= 0,4 milliard d'Ape – 0,1 milliard d'Apje virtuelle estimée à 30 % de l'Ape).

⁸ Jusqu'en 1995, le plafond du Cf et de l'Apje était révisé au 1^{er} juillet de chaque année en fonction de la variation de la masse salariale figurant dans le rapport de printemps des comptes de la Nation, pour l'année civile précédant la date de revalorisation. Il n'a pas été revalorisé en 1996. Depuis juillet 1997, les plafonds sont revalorisés comme les prix.

⁹ Le niveau relativement bas du plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire (Ars) en fait une prestation destinée particulièrement aux familles nombreuses (n'ayant qu'un seul revenu). Jusqu'en 1995, le plafond de l'Ars prestation était indexé sur le Smic. Il n'a pas été revalorisé en 1996. Depuis juillet 1997, les plafonds sont revalorisés comme les prix.

¹⁰ La majoration d'Ars, apparue en 1993, a fluctué de façon sensible entre 1994 et 1997. Depuis 2002, le taux de l'Ars est porté à 73,22 % de la Bmaf (la majoration étant désormais intégrée à la prestation de base). Le montant 2004 se situe à un niveau 3,6 fois supérieur au montant de 1992 en euros constants (cf. T1PF 7414).

Il est à noter que la pérennisation de la majoration d'Ars s'est accompagnée d'une prise en charge progressive de son financement par la branche Famille, alors qu'elle était auparavant à la charge de l'Etat. En 2000, un tiers des dépenses de majoration d'Ars sont encore remboursées par l'Etat (316 millions d'euros). A compter de 2001, c'est la totalité de la majoration d'Ars qui est à la charge de la branche Famille.

¹¹ Au lieu de 20 ans avant le 1^{er} janvier 2000.

¹² La croissance des dépenses avait été fortement freinée, en 1987, par la mise en place du système permettant aux caisses d'Allocations familiales de recouvrer les créances alimentaires impayées, lorsqu'elles versent la prestation à titre d'avance aux enfants dont un des parents ne remplit pas son obligation alimentaire. Toutefois, le taux d'évolution de l'Asf redevient légèrement positif dès 1989.

¹³ En janvier 2006, l'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh).

¹⁴ Allocation d'éducation spécialisée.

¹⁵ Les dépenses de prestations logement se ventilaient entre trois fonds jusqu'en décembre 2005. L'aide personnalisée au logement (Apl) relevait du Fnh, l'Als du Fnal, l'Alf du Fnpf.

¹⁶ Les barèmes n'ont été revalorisés qu'en juin 2004 (avec effet rétroactif à juillet 2003), en septembre 2005 (sans effet rétroactif à juillet 2005) et en janvier 2007 (sans effet rétroactif à juillet 2006). Aucune revalorisation n'a eu lieu au titre de 2004. En janvier 2007, le seuil de non-versement de

la prestation est abaissé à 14 euros (au lieu de 24 euros depuis juin 2004).

¹⁷ Source des données Caf : Cnaf Dser Françoise Mathieu, Justinia Clément, Marie-José Robert, Chantal Salesses : Prestations légales, aides au logement, Rmi au 31 décembre 2006, page 107.

¹⁸ Au fonds national de l'habitat (Fnh) avant la fusion de ce fonds avec le Fnal en janvier 2006.

¹⁹ Cf. note 18 Dspa du 27 mars 2006, S. Cazain, S. Donné.

²⁰ L'Alt a été créée en avril 1993.

²¹ Créée en juillet 2006, l'Aline est d'un montant forfaitaire de 300 euros. Elle est financée sur le budget de l'Etat et sa gestion par les Caf donne lieu à rémunération.

²² 8 millions d'euros en 2001, 17 millions en 2002, 29 millions en 2003, 41 millions en 2004, 54 millions en 2005...

²³ En janvier 2007 :

- le forfait logement de l'allocation de parent isolé est aligné sur celui du Rmi ;

- la subsidiarité de l'Asf par rapport à l'Api se met en place : les bénéficiaires de l'Api ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des avantages sociaux (indemnités de chômage, allocation veuvage, pension de réversion, avantages retraite, invalidité ou accident du travail) y compris à l'Asf.

²⁴ Le déflateur de l'Aah utilisé ici est fonction de l'évolution de la prestation de base avec une élasticité de 1,7.

²⁵ Le complément d'Aah s'appelait initialement l'« aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des adultes handicapés ». Les dépenses sont imputées au fonds d'action sociale jusqu'en juin 1994, puis au fonds national des prestations familiales.

²⁶ Les dépenses incluent la prime exceptionnelle de décembre lorsqu'elle existe. Pour plus de détail sur l'évolution du Rmi et des bénéficiaires des Caf en général, cf. la publication Cnaf Dser « Prestations légales - Aides au logement – Revenu minimum d'insertion au 31 décembre 2006 », F. Mathieu, J. Clément, M.-J. Robert, C. Salesses.

²⁷ Sont éligibles les bénéficiaires du Rmi depuis plus de deux ans qui résident dans les Dom, sont âgés d'au moins 50 ans et n'exercent pas d'activité professionnelle. L'ouverture du droit à ce revenu met fin au droit au Rmi.

²⁸ En janvier 2004, le Cirma ouvre droit à un contrat de travail à temps partiel à durée déterminée, assorti d'un accompagnement social destiné à favoriser son insertion professionnelle. Son bénéficiaire est rémunéré sur la base du Smic par l'employeur, qui reçoit du département une aide équivalente au Rmi. Il garde son droit ouvert au Rmi. Par la décentralisation du Rmi, le département se voit confier la gestion et le financement de la prestation, en sus du pilotage de l'insertion. En mars 2005, le Cirma est réformé. Le Cirma est étendu aux bénéficiaires de l'Ass, de l'Api et de l'Aah, mais est réservé au **secteur marchand** (particuliers employeurs exclus). Il peut s'effectuer à plein temps et ses titulaires ont désormais les mêmes droits sociaux que les salariés de droit commun. L'aide versée à l'employeur (par le Cnasea pour le compte de l'Etat, par le

département ou son délégataire, selon l'allocation activée) reste égale au Rmi de base.

²⁹ En mars 2005, le **Cav** est créé. Il est destiné aux mêmes bénéficiaires que le Cirma, mais ne peut être conclu que dans le **secteur non marchand**. C'est également un Cdd, mais la durée moyenne de travail est fixe (vingt-six heures par semaine), et sa durée est en principe de deux ans, renouvelable dans la limite de douze mois (possibilité de deux ans supplémentaires si l'intéressé a plus de 50 ans ou est handicapé). L'employeur bénéficie non seulement d'une aide correspondant au Rmi de base, mais également d'une aide dégressive de l'Etat, d'exonération de taxes et de cotisations sociales, ainsi que d'une prime s'il embauche le bénéficiaire en Cdi.

³⁰ Création en septembre 2005, d'une prime exceptionnelle de retour à l'emploi (1 000 euros, Pre) versée en une seule fois, dès lors que le bénéficiaire d'un minimum social qui a été au préalable chômeur de longue durée a repris une activité salariée ou non salariée pendant au moins quatre mois consécutifs. Pour les salariés, l'activité doit être exercée avec un minimum de soixante-dix-huit heures par mois. Les contrats de travail conclus entre le 1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2006 ouvrent droit à cette prime exceptionnelle (le versement intervient à la fin du quatrième mois consécutif à au moins soixante-dix-huit heures). Le financement est assuré par l'Etat.

³¹ On peut distinguer quatre grands types de tutelle, pour lesquels le type d'indemnisation perçue par le tuteur varie (et dont la combinaison conduit à des cas mixtes) :

- . tutelles sociales familiales ;
- . tutelles individuelles uniquement Aah ;
- . tutelles civiles ou curatelles renforcées, relatives à l'ensemble des prestations (Fnpf, Aah, Rmi, Apl ou Als hors

tiers payant) ; c'est le seul cas où les Caf n'interviennent pas du tout, l'indemnisation étant versée par l'Etat ;

. tutelles individuelles uniquement Rmi.

³² Par ailleurs, les frais de tutelle de bénéficiaires du Rmi s'élèvent à 12,9 millions d'euros en 2006 (cf. T1PF 20200611).

Il est à noter que les prestations sont versées au tuteur. Les frais de fonctionnement des associations tutélaires agréées par le préfet sont pris en charge par les organismes débiteurs des prestations, sur arrêté préfectoral. Le prix du mois de tutelle est très variable d'une caisse à l'autre. Des régularisations importantes sont intervenues en 1996 pour les exercices 1994 et 1995.

³³ Cette tendance trouve également son origine d'une part dans l'évolution des parités lorsque les montants, fixés par convention, sont payés dans la monnaie du pays, et la non-revalorisation de ces montants ; d'autre part du fait de la limitation du droit aux prestations familiales des travailleurs étrangers sous convention internationale à ceux qui peuvent présenter une attestation d'activité (Lettre Cnaf du 26 décembre 1985).

³⁴ Les montants comptabilisés pour ce poste sont négligeables depuis 1993. En 2001, un montant figure en statistique alors qu'il est agrégé aux prestations hors métropole en comptabilité (cf. Rapport de l'agent comptable, page 60).

³⁵ La loi programme du 31 décembre 1986 invitait à la réalisation de la parité sociale globale en cinq ans.

³⁶ Les évolutions du régime général et des régimes spéciaux sont donc respectivement majorées et minorées par ce transfert en 1991 et en 1994.

TIPF 20200611 : Prestations 2006 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)

Prestations en millions d'euros	Métropole		DOM (1)		Ensemble		
	Ts régimes	CAF	Ts régimes	CAF yc EA	Ts régimes	CAF	Part CAF %
Sous-total 1 : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	15 986,35	15 193,60	829,16	811,28	16 815,51	16 004,89	95,2 %
Allocations familiales (AF)	11 586,10	10 997,80	535,74	522,28	12 121,84	11 520,08	95,0 %
AF	11 477,08	10 895,40	529,55	516,67	12 006,63	11 412,07	95,0 %
Forfait AF	109,02	102,40	6,19	5,61	115,21	108,01	93,8 %
Complément familial (CF)	1 559,85	1 470,95	37,06	36,65	1 596,91	1 507,60	94,4 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	1 311,98	1 243,47	77,85	76,55	1 389,83	1 320,02	95,0 %
Allocation de soutien familial (ASF)	944,64	923,99	154,80	152,49	1 099,44	1 076,48	97,9 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	544,63	519,57	23,25	22,88	567,88	542,45	95,5 %
AEEH de base	220,78	209,88	8,71	8,48	229,49	218,37	95,2 %
AEEH complément	323,85	309,69	14,53	14,40	338,39	324,08	95,8 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	39,15	37,82	0,46	0,45	39,60	38,26	96,6 %
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant	10 201,46	9 821,26	239,13	237,76	10 440,59	10 059,01	96,3 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	8 604,63	8 292,40	213,11	213,15	8 817,74	8 505,54	96,5 %
PAJE naissance adoption	595,84	576,11	23,92	23,96	619,76	600,06	96,8 %
PAJE naissance	590,51	571,05	23,87	23,91	614,38	594,95	96,8 %
PAJE adoption	5,33	5,06	0,05	0,05	5,38	5,11	95,0 %
PAJE de base naissance adoption (AB)	3 306,61	3 186,75	139,12	139,12	3 445,74	3 325,87	96,5 %
PAJE de base naissance	3 291,85	3 172,80	139,01	139,01	3 430,85	3 311,80	96,5 %
PAJE de base adoption	14,77	13,95	0,12	0,12	14,88	14,07	94,5 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	1 941,88	1 865,03	33,26	33,26	1 975,14	1 898,29	96,1 %
Taux plein	1 505,85	1 446,73	30,08	30,08	1 535,93	1 476,81	96,2 %
Taux partiel	435,23	417,52	3,15	3,15	438,38	420,68	96,0 %
PAJE CLCA rang 1	148,19	143,20	1,48	1,48	149,66	144,68	96,7 %
Taux plein	111,30	107,66	1,23	1,23	112,53	108,89	96,8 %
Taux partiel	36,89	35,55	0,24	0,24	37,13	35,79	96,4 %
PAJE CLCA rang 2	1 079,52	1 037,24	17,44	17,44	1 096,96	1 054,68	96,1 %
Taux plein	790,57	759,64	15,47	15,47	806,05	775,11	96,2 %
Taux partiel	288,95	277,60	1,97	1,97	290,92	279,57	96,1 %
PAJE CLCA rang 3 et plus	711,96	682,69	14,31	14,31	726,27	697,00	96,0 %
Taux plein	603,11	578,75	13,37	13,37	616,48	592,12	96,0 %
Taux partiel	108,85	103,94	0,93	0,93	109,79	104,88	95,5 %
PAJE COLCA rang 3 et plus	0,80	0,78	0,03	0,03	0,83	0,80	97,5 %
PAJE CLCA adoption	1,41	1,12	0,01	0,008	1,42	1,13	79,5 %
Taux plein	0,87	0,69			0,87	0,69	79,4 %
Taux partiel	0,54	0,43	0,01	0,008	0,55	0,44	79,5 %
PAJE complément mode de garde (CMG)	2 760,30	2 664,51	16,81	16,81	2 777,11	2 681,31	96,6 %
PAJE CMG cotisations prises en charge	1 464,73	1 416,32	9,31	9,31	1 474,04	1 425,62	96,7 %
PAJE CMG rémunérations prises en charge	1 292,10	1 244,74	7,49	7,49	1 299,58	1 252,23	96,4 %
PAJE CMG via une association, une entreprise	3,47	3,45	0,01	0,01	3,49	3,47	99,4 %
PAJE CMG assistantes maternelles	2 608,47	2 514,51	14,73	14,73	2 623,20	2 529,24	96,4 %
Cotisations prises en charge	1 374,89	1 327,38	8,32	8,32	1 383,21	1 335,70	96,6 %
Rémunérations prises en charge	1 230,12	1 183,68	6,39	6,39	1 236,51	1 190,07	96,2 %
Recours à une association ou une entreprise	3,47	3,45	0,01	0,01	3,48	3,47	99,6 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]	151,49	149,67	2,08	2,08	153,56	151,75	98,8 %
Cotisations prises en charge	89,65	88,75	0,98	0,98	90,63	89,73	99,0 %
Rémunérations prises en charge	61,83	60,92	1,09	1,09	62,93	62,02	98,6 %
Recours à une association ou une entreprise	0,01	0,00			0,008	0,001	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]	0,34	0,33			0,34	0,33	95,6 %
Cotisations prises en charge	0,19	0,19			0,19	0,19	97,3 %
Rémunérations prises en charge	0,15	0,14			0,15	0,14	93,3 %
Allocation pour jeune enfant (APJE)	270,81	260,90	17,11	16,14	287,92	277,05	96,2 %
APJE courte	0,04	0,04	0,20	0,01	0,24	0,05	19,2 %
APJE longue	270,77	260,87	16,91	16,13	287,68	277,00	96,3 %
Allocation parentale d'éducation (APE)	435,26	414,79	6,84	6,41	442,10	421,20	95,3 %
APE aux familles de 2 enfants	262,21	251,11	3,82	3,71	266,02	254,82	95,8 %
APE aux familles de 3 enfants et plus	173,06	163,68	3,02	2,70	176,08	166,37	94,5 %
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	54,27	53,32	0,12	0,12	54,39	53,44	98,3 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	836,42	799,78	1,93	1,93	838,34	801,71	95,6 %
AFEAMA de base	524,80	502,79	1,34	1,34	526,14	504,13	95,8 %
Majoration d'AFEAMA	311,62	296,99	0,59	0,59	312,21	297,58	95,3 %
Allocation d'adoption	0,07	0,07	0,02	0,01	0,10	0,08	85,8 %
Sous-total 4 : Autres prestations famille	246,46	238,09			246,46	238,09	96,6 %
Prestations hors métropole	7,87	5,45			7,87	5,45	69,3 %
Accords CEE	4,43	3,82			4,43	3,82	86,1 %
Allocation différentielle	18,31	18,31			18,31	18,31	100,0 %
Frais de tutelle	215,84	210,50			215,84	210,50	97,5 %
Aux prestations sociales	129,24	126,23			129,24	126,23	97,7 %
Aux prestations familiales	86,61	84,28			86,61	84,28	97,3 %
Sous-total Famille	26 434,27	25 252,95	1 068,29	1 049,04	27 502,56	26 301,99	95,6 %
Logement (hors créances, indus)	13 684,53	13 154,51	489,97	489,97	14 174,51	13 644,48	96,3 %
Allocation logement familiale (ALF)	3 249,28	3 135,32	362,75	362,75	3 612,03	3 498,07	96,8 %
Accession	536,18	498,59	43,03	43,03	579,21	541,62	93,5 %
Location	2 713,10	2 636,73	319,72	319,72	3 032,82	2 956,45	97,5 %
Aide personnalisée au logement (APL)	6 190,03	5 969,94			6 190,03	5 969,94	96,4 %
Accession	403,92	400,11			403,92	400,11	99,1 %
Location	5 264,53	5 074,18			5 264,53	5 074,18	96,4 %
Foyer	521,58	495,65			521,58	495,65	
Allocation logement sociale (ALS)	4 140,54	3 946,95	125,82	125,82	4 266,36	4 072,77	95,5 %
Accession	76,76	73,17	9,42	9,42	86,18	82,59	95,8 %
dont étudiant	7,72	2,12	0,01	0,01	7,73	2,13	
Location	4 063,78	3 873,77	116,40	116,40	4 180,18	3 990,17	95,5 %
dont étudiant	933,28	932,41	7,91	7,91	941,18	940,32	

TIPF 20200611 : Prestations 2006 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)

Prestations en millions d'euros	Métropole		DOM (1)		Ensemble		
	Ts régimes	CAF	Ts régimes	CAF yc EA	Ts régimes	CAF	Part CAF %
Prime de déménagement familiale	3,48	2,89	0,06	0,06	3,55	2,95	83,2 %
Prime de déménagement du FNH	2,83	2,79			2,83	2,79	98,8 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	83,68	81,92	1,01	1,01	84,69	82,92	97,9 %
Aide aux organismes	72,92	71,15	1,01	1,01	73,92	72,16	
Accueil des gens du voyage	10,76	10,76			10,76	10,76	
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	-4,22	-4,22			-4,22	-4,22	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)	18,91	18,91	0,33	0,33	19,25	19,25	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle RMI)	11 514,86	11 248,02	1 150,47	1 150,34	12 665,32	12 398,36	97,9 %
Allocation de parent isolé (API)	944,53	934,65	119,50	119,50	1 064,15	1 054,15	99,1 %
Allocation adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	5 035,04	4 881,14	195,40	195,40	5 230,44	5 076,54	97,1 %
AAH de base	4 761,99	4 614,86	190,52	190,52	4 952,51	4 805,38	97,0 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH	145,83	142,12	3,25	3,25	149,08	145,38	97,5 %
Complément de ressources personnes handicapées (GRPH - AAH)	127,23	124,15	1,63	1,63	128,86	125,78	97,6 %
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	5 368,07	5 265,01	767,98	767,98	6 136,05	6 032,99	98,3 %
RMI Etat prime de décembre	247,27	241,98	36,29	36,29	283,56	278,27	
RMI département	5 120,80	5 023,04	731,68	731,68	5 852,48	5 754,72	
Allocations RMI	5 119,50	5 021,74			5 119,50	5 021,74	
Complément RMI	68,82	1,07			68,82	1,07	
Prime forfaitaire	0,0002	0,0002			0,00	0,0002	
RMI Prime département	0,22	0,22			0,22	0,22	
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO)	167,22	167,22	67,46	67,46	234,68	234,68	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)	23,32	23,32	3,64	3,64	26,96	26,96	
Contrat d'avenir (CAV)	77,47	77,47	9,68	9,68	87,15	87,15	
Prime de retour à l'emploi (PRE)	66,43	66,43	4,06	4,06	70,49	70,49	
Revenu de solidarité (RSO versé)			50,08	50,08	50,08	50,08	100,0 %
Prestations légales directes (A)	51 633,66	49 655,48	2 708,73	2 689,35	54 342,39	52 344,83	96,3 %
dont prestations FNPF	35 662,38	34 202,72	1 746,14	1 726,76	37 408,52	35 929,48	96,0 %
dont prestations hors FNPF	15 971,28	15 452,75	962,59	962,59	16 933,87	16 415,34	96,9 %
Transferts : prestations ou cotisations financées mais non servies par la CNAF (B)					6 645,73	6 386,59	Cf. TIPF 4321 AVPF
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF)					4 212,30	4 048,05	96,1 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)					2 184,96	2 099,77	96,1 %
Congé de paternité					248,46	238,77	96,1 %
Ensemble (A + B)					60 988,11	58 731,42	96,3 %
dont prestations FNPF					44 054,24	42 316,07	
Fonds national d'aide au logement : APL + créances, indus	6 235,20	6 014,73			6 235,20	6 014,73	96,5 %
APL versée + prime de déménagement	6 192,86	5 972,74			6 192,86	5 972,74	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	42,34	41,99			42,34	41,99	
Fonds national d'aide au logement : ALS + ALT + créances, indus	4 256,56	4 061,20	127,87	127,87	4 384,43	4 189,07	95,5 %
Allocation logement sociale (ALS)	4 172,86	3 979,26	126,86	126,86	4 299,72	4 106,13	
ALS versée	4 140,54	3 946,95	125,82	125,82	4 266,36	4 072,77	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	32,32	32,32	1,05	1,05	33,36	33,36	
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	83,70	81,94	1,01	1,01	84,71	82,95	
ALT1 versée	71,15	71,15	1,01	1,01	72,16	72,16	
ALT2 versée	12,53	10,76			12,53	10,76	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,02	0,02	0,00	0,00	0,03	0,03	
Allocation d'installation de l'étudiant : ALINE + créance, indus	18,91	18,91	0,33	0,33	19,25	19,25	
ALINE versée	18,91	18,91	0,33	0,33	19,25	19,25	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances							
Revenu minimum d'insertion : RMI + créances, indus, tutelle	5 532,10	5 429,05	777,80	777,80	6 309,91	6 206,85	
RMI y compris prime	5 368,07	5 265,01	767,98	767,98	6 136,05	6 032,99	
Frais de tutelle	12,92	12,92			12,92	12,92	
Territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon	0,12	0,12			0,12	0,12	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	151,00	151,00	9,83	9,83	160,83	160,83	100,0 %
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité : CIRMA + créances, indus	24,17	24,17	3,65	3,65	27,81	27,81	
CIRMA versé	23,32	23,32	3,64	3,64	26,96	26,96	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,84	0,84	0,01	0,01	0,85	0,85	
Contrat d'avenir : CAV + créances, indus	77,98	77,98	9,68	9,68	87,66	87,66	
CAV versé	77,47	77,47	9,68	9,68	87,15	87,15	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,51	0,51	0,00	0,00	0,51	0,51	
Prime de retour à l'emploi : PRE + créances	66,43	66,43	4,06	4,06	70,49	70,49	
PRE versée	66,43	66,43	4,06	4,06	70,49	70,49	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances							
Revenu de solidarité : RSO + créances, indus			55,95	55,95	55,95	55,95	
RSO			50,08	50,08	50,08	50,08	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances			5,87	5,87	5,87	5,87	
Prestations hors FNPF yc créances, frais de tutelle...	16 211,35	15 692,47	979,34	979,34	17 190,69	16 671,81	
Total indus, créances, frais de tutelle (FNH, FNAL, RMI...)	239,95	239,61	16,74	16,74	256,81	256,47	
Dont logement	74,68	74,33	1,05	1,05	75,73	75,38	
Dt minima sociaux, yc P. Territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon	165,39	165,39	15,70	15,70	181,09	181,09	
Prestation de restauration spécifique (PARS)					50,56	50,56	
Divers							
Prestations légales directes yc créances, indus, PARS					54 649,76	52 651,85	
Prestations légales yc créances, indus, PARS et transferts					61 295,49	59 038,45	
<i>Définition du rapport d'activité</i>							
<i>Prestations légales yc créances, indus, PARS et transferts, hors prestations FNH, FNAL, RMI... des régimes agricoles</i>					60 780,83		

(1) Les dépenses des collectivités locales DOM (hors CAF) s'élèvent à 18,72 millions d'euros.

TIPF 20200612 : Prestations métropole 2006 en droits constatés selon le régime en euros

Prestations en métropole en millions d'euros	CAF métropole	Régimes spéciaux hors CAF	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	Part CAF (%)
Sous-total 1 : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	15 193,60	145,93	366,95	279,86	15 986,35	95,0 %
Allocations familiales (AF)	10 997,80	116,97	267,21	204,11	11 586,10	94,9 %
AF	10 895,40	115,40	264,40	201,87	11 477,08	94,9 %
Forfait AF	102,40	1,57	2,81	2,24	109,02	93,9 %
Complément familial (CF)	1 470,95	12,33	41,44	35,12	1 559,85	94,3 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	1 243,47	6,80	33,33	28,37	1 311,98	94,8 %
Allocation de soutien familial (ASF)	923,99	4,40	12,19	4,06	944,64	97,8 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	519,57	5,20	12,02	7,85	544,63	95,4 %
AEEH de base	209,88	2,66	5,15	3,08	220,78	95,1 %
AEEH complément	309,69	2,54	6,87	4,77	323,85	95,6 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	37,82	0,22	0,76	0,35	39,15	96,6 %
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant	9 821,26	29,72	259,63	90,85	10 201,46	
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	8 292,40	24,89	213,22	74,12	8 604,63	96,4 %
PAJE naissance adoption	576,11	2,69	13,01	4,03	595,84	96,7 %
PAJE naissance	571,05	2,66	12,88	3,92	590,51	96,7 %
PAJE adoption	5,06	0,03	0,13	0,11	5,33	94,9 %
PAJE de base naissance adoption (AB)	3 186,75	14,56	76,64	28,66	3 306,61	96,4 %
PAJE de base naissance	3 172,80	14,46	76,23	28,36	3 291,85	96,4 %
PAJE de base adoption	13,95	0,10	0,41	0,30	14,77	94,5 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	1 865,03	7,64	48,67	20,53	1 941,88	96,0 %
Taux plein	1 446,73	4,84	38,34	15,94	1 505,85	96,1 %
Taux partiel	417,52	2,80	10,32	4,58	435,23	95,9 %
PAJE CLCA rang 1	143,20	0,97	3,43	0,58	148,19	96,6 %
Taux plein	107,66	0,64	2,58	0,42	111,30	96,7 %
Taux partiel	35,55	0,33	0,85	0,16	36,89	96,4 %
PAJE CLCA rang 2	1 037,24	4,52	27,94	9,82	1 079,52	96,1 %
Taux plein	759,64	2,61	20,79	7,54	790,57	96,1 %
Taux partiel	277,60	1,91	7,15	2,29	288,95	96,1 %
PAJE CLCA rang 3 et plus	682,69	2,10	17,13	10,04	711,96	95,9 %
Taux plein	578,75	1,55	14,87	7,93	603,11	96,0 %
Taux partiel	103,94	0,55	2,26	2,11	108,85	95,5 %
PAJE COLCA rang 3 et plus	0,78		0,01	0,01	0,80	97,5 %
PAJE CLCA adoption	1,12	0,05	0,17	0,08	1,41	79,3 %
Taux plein	0,69	0,03	0,10	0,05	0,87	79,4 %
Taux partiel	0,43	0,02	0,07	0,03	0,54	79,2 %
PAJE complément mode de garde (CMG)	2 664,51		74,89	20,90	2 760,30	96,5 %
PAJE CMG cotisations prises en charge	1 416,32		38,32	10,10	1 464,73	96,7 %
PAJE CMG rémunérations prises en charge	1 244,74		36,55	10,81	1 292,10	96,3 %
PAJE CMG via une association, une entreprise	3,45		0,02	0,00	3,47	99,4 %
PAJE CMG assistantes maternelles	2 514,51		73,69	20,27	2 608,47	96,4 %
Cotisations prises en charge	1 327,38		37,69	9,82	1 374,89	96,5 %
Rémunérations prises en charge	1 183,68		35,99	10,44	1 230,12	96,2 %
Recours à une association ou une entreprise	3,45		0,01		3,47	99,6 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]	149,67		1,19	0,63	151,49	98,8 %
Cotisations prises en charge	88,75		0,63	0,27	89,65	99,0 %
Rémunérations prises en charge	60,92		0,55	0,36	61,83	
Recours à une association ou une entreprise	0,001		0,01	0,001	0,01	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]	0,33		0,008	0,007	0,34	95,6 %
Cotisations prises en charge	0,19		0,001	0,004	0,19	97,3 %
Rémunérations prises en charge + aides	0,14		0,007	0,003	0,15	93,3 %
Allocation pour jeune enfant (APJE)	260,90	1,50	5,76	2,65	270,81	96,3 %
APJE courte	0,04	0,00	0,00	0,00	0,04	94,1 %
APJE longue	260,87	1,50	5,75	2,65	270,77	96,3 %
Allocation parentale d'éducation (APE)	414,79	3,34	11,53	5,61	435,26	95,3 %
APE aux familles de 2 enfants	251,11	1,41	7,00	2,69	262,21	95,8 %
APE aux familles de 3 enfants et plus	163,68	1,93	4,52	2,92	173,06	94,6 %
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	53,32		0,67	0,28	54,27	98,2 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	799,78		28,45	8,19	836,42	95,6 %
AFEAMA de base	502,79		17,33	4,68	524,80	95,8 %
Majoration d'AFEAMA	296,99		11,12	3,51	311,62	95,3 %
Allocation d'adoption	0,07	0,00	0,00	0,00	0,07	100,5 %
Sous-total 4 : Autres prestations famille	238,09	0,09	7,83	0,46	246,46	96,6 %
Prestations hors métropole	5,45	0,02	2,40	0,01	7,87	69,3 %
Accords CEE	3,82	0,07	0,55	0,002	4,43	86,1 %
Allocation différentielle	18,31				18,31	100,0 %
Frais de tutelle	210,50		4,89	0,45	215,84	97,5 %
Aux prestations sociales	126,23		2,83	0,18	129,24	97,7 %
Aux prestations familiales	84,28	0,00	2,05	0,28	86,61	97,3 %
Sous-total Famille	25 252,95	175,74	634,40	371,18	26 434,27	95,5 %

TIPF 20200612 : Prestations métropole 2006 en droits constatés selon le régime en euros

Prestations en métropole en millions d'euros	CAF métropole	Régimes spéciaux hors CAF	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	Part CAF (%)
Logement (hors créances, indus)	13 154,51	2,94	321,15	205,94	13 684,53	96,1 %
Allocation logement familiale (ALF)	3 135,32	2,93	76,57	34,45	3 249,28	96,5 %
Accession	498,59	0,95	16,74	19,90	536,18	93,0 %
Location	2 636,73	1,98	59,83	14,56	2 713,10	97,2 %
Aide personnalisée au logement (APL)	5 969,94		138,86	81,22	6 190,03	96,4 %
Accession	400,11		1,27	2,54	403,92	99,1 %
Location	5 074,18		125,79	64,56	5 264,53	96,4 %
Foyer	495,65		11,80	14,13	521,58	95,0 %
Allocation logement sociale (ALS)	3 946,95		105,36	88,23	4 140,54	95,3 %
Accession	73,17		1,95 e	1,64 e	76,76	95,3 %
Location	3 873,77		103,41 e	86,60 e	4 063,78	95,3 %
Prime de déménagement familiale	2,89	0,01	0,32	0,27	3,48	82,9 %
Prime de déménagement du FNH	2,79		0,03	0,001	2,83	98,8 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	81,92			1,76	83,68	97,9 %
Aide aux organismes	71,15			1,76	72,92	97,6 %
Accueil des gens du voyage	10,76				10,76	100,0 %
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	-4,22				-4,22	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)	18,91				18,91	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle RMI)	11 248,02	0,02	185,38	81,43	11 514,86	97,7 %
Allocation de parent isolé (API)	934,65	0,02	4,73	5,13	944,53	99,0 %
Allocation adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	4 881,14		109,17	44,74	5 035,04	96,9 %
AAH de base	4 614,86		104,46	42,67	4 761,99	96,9 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH	142,12		2,80	0,91	145,83	97,5 %
Complément de ressources personnes handicapées (GRPH - AAH)	124,15		1,91	1,16	127,23	97,6 %
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	5 265,01		71,49	31,57	5 368,07	98,1 %
RMI Etat prime de décembre	241,98		3,74	1,55	247,27	
RMI département	5 023,04		67,75	30,01	5 120,80	
Allocations RMI	5 021,74		67,75	30,01	5 119,50	
Complément RMI	1,07		67,75		68,82	
Prime forfaitaire	0,0002				0,0002	
RMI Prime département	0,22				0,22	
Autres (CIRMA, CAV, PRE, ASA, SURF...)	167,22				167,22	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA) (1)	23,32				23,32	
Contrat d'avenir (CAV)	77,47				77,47	
Prime de retour à l'emploi (PRE)	66,43				66,43	
Prestations légales directes (A) hors créances, indus	49 655,48	178,70	1 140,93	658,55	51 633,66	96,2 %
dont prestations FNPF	34 202,72	178,70	825,19	455,77	35 662,38	95,9 %
dont prestations hors FNPF	15 452,75		315,74	202,78	15 971,28	96,8 %
Transferts : prestations ou cotisations financées mais non servies par la CNAF (B)						
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF)						
Assurance personnelle						
Cotisation maladie parent isolé						
Contribution au fonds de solidarité vieillesse						
Congé parternité						
Ensemble (A + B)						
dont prestations FNPF						
Fonds national d'aide au logement : APL + créances, indus	6 014,73		139,12	81,34	6 235,20	
APL versée + prime de déménagement	5 972,74		138,89	81,23	6 192,86	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	41,99		0,23	0,12	42,34	
Fonds national d'aide au logement : ALS + ALT + créances, indus	4 061,20		105,36	89,99	4 256,56	
Allocation logement sociale (ALS)	3 979,26		105,36	88,23	4 172,86	
ALS versée	3 946,95		105,36	88,23	4 140,54	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	32,32				32,32	
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	81,94			1,76	83,70	
ALT1 versée	71,15				71,15	
ALT2 versée	10,76			1,76	12,53	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,02				0,02	
Allocation d'installation de l'étudiant : ALINE + créance, indus	18,91				18,91	
ALINE versée	18,91				18,91	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances						
Revenu minimum d'insertion : RMI + créances, indus, tutelle	5 429,05		71,49	31,57	5 532,10	
RMI y compris prime	5 265,01		71,49	31,57	5 368,07	
Frais de tutelle	12,92				12,92	
Territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon	0,12				0,12	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	151,00				151,00	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité : CIRMA + créances, indus	24,17				24,17	
CIRMA versé	23,32				23,32	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,84				0,84	
Contrat d'avenir : CAV + créances, indus	77,98				77,98	
CAV versé	77,47				77,47	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,51				0,51	
Prime de retour à l'emploi : PRE + créances	66,43				66,43	
PRE versée	66,43				66,43	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances						
Total indus, créances, frais de tutelle (FNH, FNAL, RMI...)	239,61		0,23	0,12	240,07	
Prestations légales directes yc créances, indus	49 895,08	178,70	1 141,16	658,67	51 873,73	

TIPF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants

En millions d'euros	1946	1950	1960	1970	1971	1980	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	54	263	897	2 004	2 162	7 680	12 231	14 496,4	15 187,7	14 556,9	15 125,2	15 083,61	15 285,97	15 526,24	15 830,98	16 198,61	16 558,60	16 815,51
Allocations familiales (AF)	54	263	897	2 002	2 140	4 888	9 782	10 925,4	11 072,2	10 498,1	11 057,0	10 954,24	11 086,18	11 257,74	11 447,49	11 698,56	11 951,65	12 121,84
Complément familial (CF)						2 259	1 355	1 512,1	1 498,3	1 510,4	1 496,8	1 534,95	1 565,88	1 554,57	1 556,29	1 574,63	1 594,95	1 596,91
Allocation de rentrée scolaire (ARS)						165	309	874,3	1 387,4	1 404,3	1 391,7	1 369,39	1 351,25	1 353,06	1 338,44	1 370,28	1 381,09	1 389,83
Aide à la scolarité (AAS)								123,0	125,3	1,1	-0,4	0,03						
Allocation de soutien familial (AO-ASF)					19	293	589	784,9	816,3	844,3	869,4	896,38	927,18	955,44	992,07	1 027,82	1 070,85	1 099,44
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)				3	3	75	197	276,8	288,2	298,8	310,7	328,62	349,95	387,57	468,10	492,37	520,74	567,88
AEEH de base																203,92	217,06	229,49
AEEH complément																288,45	303,69	338,39
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)													5,53	17,87	28,58	34,95	39,31	39,60
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant							3 910	6 228,6	6 862,4	7 298,4	7 155,5	7 382,35	7 711,23	7 999,41	8 134,79	8 647,77	9 494,24	10 440,59
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Ape virtuelle)							3 221	3 440,8	3 477,1	3 536,2	3 544,7	3 593,88	3 678,09	3 722,39	3 730,47	3 940,62	4 187,01	4 486,09
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer								1 131,3	1 215,6	1 582,3	1 534,9	1 694,95	1 871,44	2 065,00	2 168,12	2 394,51	2 866,55	3 461,54
Dont frais de garde à domicile							39	274,1	338,7	253,2	130,5	134,60	128,94	115,50	113,32	124,59	172,50	208,29
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30% Ape)							650	1 382,3	1 831,0	1 926,7	1 945,4	1 958,92	2 032,76	2 096,52	2 122,89	2 188,04	2 268,17	2 284,66
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																1 809,26	5 228,88	8 817,74
PAJE naissance adoption																585,72	590,88	619,76
PAJE naissance																583,73	587,56	614,38
PAJE adoption																1,98	3,32	5,38
PAJE de base naissance adoption (AB)																754,43	2 138,71	3 445,74
PAJE de base naissance																751,70	2 129,74	3 430,85
PAJE de base adoption																2,73	8,98	14,88
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																290,30	1 169,64	1 975,14
Taux plein																242,84	932,60	1 535,93
Taux partiel																47,46	237,04	438,38
PAJE CLCA rang 1																59,43	136,04	149,66
Taux plein																47,07	102,29	112,53
Taux partiel																12,36	33,75	37,13
PAJE CLCA rang 2																139,69	623,06	1 096,96
Taux plein																113,76	475,37	806,05
Taux partiel																25,92	147,69	290,92
PAJE CLCA rang 3 et plus																90,84	409,25	726,27
Taux plein																81,79	354,16	616,48
Taux partiel																9,05	55,09	109,79
PAJE COLCA rang 3 et plus																		0,83
PAJE CLCA adoption																0,34	1,28	1,42
Taux plein																0,22	0,78	0,87
Taux partiel																0,13	0,51	0,55
PAJE complément mode de garde (CMG)																178,81	1 329,64	2 777,11
PAJE CMG assistantes maternelles																169,65	1 255,08	2 623,20
Cotisations prises en charge																77,08	682,02	1 383,21
Rémunérations prises en charge																92,53	572,20	1 236,51
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																9,15	74,44	153,56
Cotisations prises en charge																4,53	45,12	90,63
Rémunérations prises en charge																4,62	29,32	62,93
Recours association, entreprise																0,00	0,00	0,01
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																0,01	0,12	0,34
Cotisations prises en charge																0,01	0,07	0,19
Rémunérations prises en charge																0,01	0,05	0,15
Allocation pour jeune enfant (APJE)							2 960	2 850,7	2 688,7	2 705,7	2 705,6	2 749,65	2 802,56	2 819,43	2 815,62	1 782,86	986,00	287,92
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996							818	798,6	759,8	781,2	794,1	816,23	814,09	805,05	803,44	63,82	0,62	0,24
APJE longue avec CR							2 142	2 052,0	1 929,0	1 924,6	1 911,6	1 933,42	1 988,47	2 014,38	2 012,18	1 719,04	985,38	287,68

TIPF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants

En millions d'euros	1946	1950	1960	1970	1971	1980	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allocation parentale d'éducation (APE)							910	1 969,4	2 615,9	2 753,9	2 780,9	2 799,69	2 904,96	2 996,10	3 033,62	2 712,15	1 569,06	442,10
APE aux familles de 2 enfants								1 028,3	1 593,5	1 717,2	1 743,0	1 737,00	1 794,50	1 851,40	1 869,75	1 679,53	943,56	266,02
APE aux familles de 3 enfants et plus							910	941,0	1 022,4	1 036,7	1 037,9	1 062,69	1 110,46	1 144,69	1 163,88	1 032,61	625,50	176,08
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							39	274,1	338,7	253,2	130,5	134,60	128,94	115,50	113,32	115,43	97,95	54,39
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée								1 131,3	1 215,6	1 582,3	1 534,9	1 694,95	1 871,44	2 065,00	2 168,12	2 224,86	1 611,47	838,34
AFEAMA de base								625,2	669,3	896,5	858,2	956,79	1 032,31	1 166,54	1 233,55	1 311,76	981,62	526,14
Majoration d'AFEAMA								506,2	546,3	685,8	676,7	738,16	839,13	898,46	934,57	913,10	629,84	312,21
Allocation d'adoption (AAD)								3,1	3,4	3,3	3,6	3,47	3,33	3,38	4,11	3,22	0,89	0,10
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	59	282	568	822	865	730	1	5,7	0,8	0,1								
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0	9	25	39	42	109	156	189,9	210,1	202,7	211,5	202,37	206,02	210,75	220,16	231,33	233,70	246,46
Prestations hors métropole		5	14	37	39	77	47	28,0	27,7	25,7	21,0	23,33	17,16	14,72	12,66	10,20	9,69	7,87
Accords CEE						6	3						3,41	2,69	3,64	4,17	4,21	4,43
Allocation différentielle						4	25	26,3	29,0	26,7	27,4	17,90	17,87	19,86	21,50	22,45	18,63	18,31
Frais de tutelle			0,4	2	3	22	80	135,6	153,4	150,4	163,1	161,14	167,58	173,48	182,37	194,50	201,17	215,84
Sous-total Famille	113	554	1 491	2 866	3 068	8 519	16 299	20 920,6	22 261,0	22 058,2	22 492,2	22 668,33	23 203,21	23 736,41	24 185,92	25 077,70	26 286,54	27 502,56
dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS	59	291	594	864	928	3 467	6 208	8 997,9	9 676,1	10 154,7	10 043,9	10 344,67	10 765,78	11 125,61	11 400,00	12 008,86	12 953,80	13 990,89
Logement (hors créances, indus)		0,4	84	415	436	1 949	7 519	11 107,8	11 477,8	11 835,8	12 187,9	12 317,05	12 731,23	13 371,26	13 331,17	13 939,15	13 818,73	14 174,51
Allocation logement familiale (ALF)		0,4	82	406	427	1 120	1 866	2 382,8	2 472,4	2 577,4	2 697,8	2 815,18	3 038,95	3 224,93	3 263,63	3 469,88	3 491,69	3 612,03
Accession																609,04	580,71	579,21
Location																2 860,85	2 910,98	3 032,82
Aide personnalisée au logement (APL)						203	4 203	5 554,6	5 742,8	5 885,3	5 967,0	5 938,91	5 920,69	6 125,58	6 032,17	6 221,31	6 120,29	6 190,03
Accession																556,67	467,12	403,92
Location																5 133,93	5 116,51	5 264,53
Foyer																530,71	536,66	521,58
Allocation logement sociale (ALS)						522	1 433	3 134,8	3 223,4	3 329,2	3 475,0	3 506,26	3 712,76	3 947,99	3 951,77	4 167,08	4 118,12	4 266,36
Accession																90,80	85,81	86,18
dont étudiant																3,05	4,19	7,73
Location																4 076,28	4 032,31	4 180,18
dont étudiant																944,19	899,50	941,18
Prime de déménagement familiale		0,0	2	9	9	29	5	3,6	3,7	3,9	4,1	3,82	3,65	3,36	3,23	3,32	3,50	3,55
Prime de déménagement du FNH						14	5	4,5	4,1	4,1	3,8	3,81	3,39	3,03	2,75	2,64	2,61	2,83
Prime de déménagement sociale						7												
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)								31,0	37,1	40,9	45,0	50,76	56,09	70,53	82,37	79,02	84,81	84,69
Aide aux organismes																		73,92
Accueil des gens du voyage																		10,76
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)			0,2	0,3	0,3	5	-1	-3,5	-5,8	-4,9	-5,0	-1,68	-4,30	-4,15	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22
Prêts aux jeunes ménages (PJM)						50	10											
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																		19,25
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)						971	4 553	7 480,2	7 938,4	8 534,7	9 167,3	9 321,26	9 551,05	10 085,31	10 468,80	11 321,69	12 004,17	12 665,32
Allocation de parent isolé (API)						167	626	700,7	708,6	699,9	707,4	722,35	753,65	795,79	833,16	899,71	971,73	1 064,15
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MAV + GRPH)						804	2 391	3 371,9	3 524,4	3 679,5	3 877,7	4 028,25	4 237,54	4 430,47	4 577,07	4 811,66	5 031,85	5 230,44
AAH de base						804	2 391	3 256,2	3 400,4	3 546,2	3 731,1	3 873,01	4 073,49	4 257,83	4 397,72	4 621,87	4 821,80	4 952,51
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH								115,7	124,0	133,3	146,6	155,25	164,05	172,64	179,35	189,79	192,50	149,08
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																17,56	128,86	
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)							1 528	3 407,6	3 705,3	4 154,6	4 578,7	4 567,40	4 556,68	4 826,12	5 020,94	5 572,41	5 937,99	6 136,05
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)							8			0,7	3,4	3,25	3,19	32,94	37,62	37,90	62,60	234,68
Allocation spécifique d'attente (ASA)										0,7	3,4	3,25	3,19	1,20	0,07	0,04		
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																1,12	7,97	26,96
Contrat d'avenir (CAV)																	4,55	87,15
Prime de retour à l'emploi (PRE)																		70,49
Revenu de solidarité (RSO versé)														31,74	37,55	36,75	50,08	50,08
Prestations légales directes	113	555	1 575	3 281	3 504	11 439	28 371	39 508,6	41 677,2	42 428,6	43 847,4	44 306,64	45 485,49	47 192,98	47 985,89	50 338,55	52 109,44	54 342,39
dont prestations FNPF	113	555	1 575	3 281	3 504	10 694	21 203	27 376,1	28 964,4	29 014,0	29 774,3	30 236,26	31 232,70	32 186,79	32 858,27	34 258,18	35 783,02	37 408,52
dont prestations hors FNPF						745	7 168	12 132,4	12 712,8	13 414,7	14 073,1	14 070,39	14 252,79	15 006,18	15 127,62	16 080,36	16 326,42	16 933,87

TIPF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants

En millions d'euros 2006	1946	1950	1951	1960	1970	1971	1980	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	2 507	4 105	4 632	7 982	12 005	12 271	18 306	15 880	16 669,93	17 281	16 462	17 020	16 707,20	16 670,11	16 643,25	16 654,19	16 760,30	16 840,04	16 815,51
Allocations familiales (AF)	2 507	4 105	4 632	7 982	11 989	12 147	11 650	12 699	12 563,46	12 598	11 872	12 442	12 133,34	12 090,03	12 067,66	12 042,76	12 104,21	12 154,79	12 121,84
Complément familial (CF)							5 386	1 760	1 738,79	1 705	1 708	1 684	1 700,17	1 707,67	1 666,41	1 637,22	1 629,23	1 622,06	1 596,91
Allocation de rentrée scolaire (ARS)							393	401	1 005,42	1 579	1 588	1 566	1 516,80	1 473,60	1 450,40	1 408,03	1 417,79	1 404,56	1 389,83
Aide à la scolarité (AAS)									141,45	143	1	0	0,03						
Allocation de soutien familial (AO-ASF)						107	700	764	902,55	929	955	978	992,86	1 011,14	1 024,17	1 043,66	1 063,46	1 089,05	1 099,44
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)					16	16	178	256	318,25	328	338	350	363,99	381,64	415,45	492,45	509,44	529,59	567,88
AEEH de base																	210,99	220,75	229,49
AEEH complément																	298,45	308,85	338,39
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)														6,03	19,16	30,07	36,16	39,98	39,60
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant								5 076	7 162,43	7 808	8 254	8 052	8 176,99	8 409,47	8 574,91	8 557,80	8 947,63	9 655,61	10 440,59
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Apje virtuelle)								4 182	3 957	3 956	3 999	3 989	3 980,73	4 011,14	3 990,19	3 924,45	4 077,26	4 258,18	4 486,09
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer									1 301	1 383	1 789	1 727	1 877,40	2 040,90	2 213,57	2 280,87	2 477,54	2 915,27	3 461,54
Dont frais de garde à domicile								51	315	385	286	147	149,08	140,61	123,81	119,21	128,91	175,44	208,29
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30% Ape)								843	1 590	2 083	2 179	2 189	2 169,78	2 216,82	2 247,35	2 233,28	2 263,91	2 306,72	2 284,66
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																	1 871,99	5 317,75	8 817,74
PAJE naissance adoption																	606,03	600,93	619,76
PAJE naissance																	603,98	597,55	614,38
PAJE adoption																	2,05	3,38	5,38
PAJE de base naissance adoption (AB)																	780,58	2 175,07	3 445,74
PAJE de base naissance																	777,76	2 165,94	3 430,85
PAJE de base adoption																	2,82	9,13	14,88
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	300,37	1 189,52	1 975,14
<i>Taux plein</i>																	251,27	948,45	1 535,93
<i>Taux partiel</i>																	49,10	241,07	438,38
PAJE CLCA rang 1																	61,49	138,35	149,66
Taux plein																	48,71	104,03	112,53
Taux partiel																	12,79	34,32	37,13
PAJE CLCA rang 2																	144,53	633,65	1 096,96
Taux plein																	117,71	483,45	806,05
Taux partiel																	26,82	150,20	290,92
PAJE CLCA rang 3 et plus																	93,99	416,21	726,27
Taux plein																	84,63	360,18	616,48
Taux partiel																	9,36	56,03	109,79
PAJE COLCA rang 3 et plus																			0,83
PAJE CLCA adoption																	0,36	1,31	1,42
Taux plein																	0,23	0,79	0,87
Taux partiel																	0,13	0,52	0,55
PAJE complément mode de garde (CMG)																	185,02	1 352,24	2 777,11
<i>PAJE CMG cotisations prises en charge</i>																	84,45	739,56	1 474,04
<i>PAJE CMG rémunérations prises en charge</i>																	100,53	611,79	1 299,58
PAJE CMG assistantes maternelles																	175,54	1 276,42	2 623,20
Cotisations prises en charge																	79,75	693,61	1 383,21
Rémunérations prises en charge																	95,74	581,92	1 236,51
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																	9,47	75,70	153,56
Cotisations prises en charge																	4,69	45,88	90,63
Rémunérations prises en charge																	4,78	29,82	62,93
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																	0,01	0,12	0,34
Cotisations prises en charge																	0,01	0,07	0,19
Rémunérations prises en charge																	0,01	0,05	0,15
Allocation pour jeune enfant (APJE)								3 843	3 278,09	3 059	3 060	3 045	3 045,62	3 056,33	3 022,26	2 962,04	1 844,68	1 002,76	287,92
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996								1 063	918,39	864	883	894	904,09	887,80	862,96	845,22	66,04	0,63	0,24
APJE longue avec CR								2 781	2 359,70	2 195	2 176	2 151	2 141,53	2 168,53	2 159,30	2 116,82	1 778,64	1 002,13	287,68

TIPF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants

En millions d'euros 2006	1946	1950	1951	1960	1970	1971	1980	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allocation parentale d'éducation (APE)								1 182	2 264,65	2 976	3 114	3 129	3 101,04	3 168,00	3 211,65	3 191,37	2 806,19	1 595,72	442,10
APE aux familles de 2 enfants									1 182,52	1 813	1 942	1 961	1 923,97	1 956,99	1 984,60	1 966,97	1 737,77	959,59	266,02
APE aux familles de 3 enfants et plus								1 182	1 082,13	1 163	1 172	1 168	1 177,07	1 211,01	1 227,05	1 224,40	1 068,42	636,13	176,08
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)								51	315,20	385	286	147	149,08	140,61	123,81	119,21	119,43	99,61	54,39
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée									1 300,93	1 383	1 789	1 727	1 877,40	2 040,90	2 213,57	2 280,87	2 302,01	1 638,86	838,34
AFEAMA de base									718,89	762	1 014	966	1 059,78	1 125,79	1 250,46	1 297,69	1 357,25	998,31	526,14
Majoration d'AFEAMA									582,04	622	776	761	817,62	915,11	963,10	983,17	944,76	640,55	312,21
Allocation d'adoption (AAD)									3,56	4	4	4	3,84	3,63	3,62	4,32	3,33	0,91	0,10
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	2 723	4 390	4 695	5 055	4 925	4 907	1 740	2	6,56	1	0								
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0	144	80	225	235	236	259	203	218,35	239	229	238	224,15	224,67	225,91	231,60	239,35	237,67	246,46
Prestations hors métropole		78	80	127	223	219	185	61	32,16	32	29	24	25,85	18,72	15,77	13,31	10,56	9,85	7,87
Accords CEE							15	4						3,72	2,89	3,82	4,32	4,28	4,43
Allocation différentielle							8	33	30,30	33	30	31	19,82	19,49	21,29	22,62	23,23	18,95	18,31
Frais de tutelle				4	12	17	52	105	155,89	175	170	184	178,49	182,75	185,97	191,85	201,24	204,59	215,84
Sous-total Famille	5 230	8 638	9 408	13 262	17 165	17 413	20 306	21 160	24 057,26	25 329	24 946	25 310	25 108,34	25 304,25	25 444,08	25 443,59	25 947,28	26 733,32	27 502,56
dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS	2 723	4 533	4 775	5 280	5 176	5 267	8 263	8 060	10 346,93	11 010	11 484	11 302	11 458,17	11 740,62	11 926,02	11 992,79	12 425,27	13 173,97	13 990,89
Logement (hors créances, indus)		6	16	748	2 483	2 472	4 646	9 762	12 773,16	13 060	13 385	13 715	13 642,86	13 884,04	14 333,23	14 024,39	14 422,49	14 053,59	14 174,51
Allocation logement familiale (ALF)		6	16	729	2 430	2 422	2 670	2 422	2 740,08	2 813	2 915	3 036	3 118,21	3 314,13	3 456,94	3 433,33	3 590,20	3 551,04	3 612,03
Accession																	630,16	590,58	579,21
Location																	2 960,05	2 960,46	3 032,82
Aide personnalisée au logement (APL)							483	5 456	6 387,38	6 534	6 656	6 715	6 578,17	6 456,81	6 566,27	6 345,85	6 437,04	6 224,32	6 190,03
Accession																	575,97	475,06	403,92
Location																	5 311,95	5 203,48	5 264,53
Allocation logement sociale (ALS)							1 243	1 860	3 604,81	3 668	3 765	3 910	3 883,67	4 048,95	4 232,02	4 157,26	4 311,57	4 188,11	4 266,36
Accession																	93,95	87,27	86,18
Location																	4 217,63	4 100,84	4 180,18
Prime de déménagement familiale		0,04	1	17	51	48	69	6	4,19	4	4	5	4,23	3,98	3,60	3,39	3,43	3,56	3,55
Prime de déménagement du FNH							33	6	5,13	5	5	4	4,22	3,70	3,24	2,89	2,73	2,65	2,83
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)									35,61	42	46	51	56,22	61,17	75,61	86,65	81,76	86,25	84,69
Aide aux organismes																			73,92
Accueil des gens du voyage																			10,76
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)				2	2	2	12	-1	-4,03	-7	-6	-6	-1,86	-4,69	-4,45	-4,98	-4,24	-2,34	-4,22
Prêts aux jeunes ménages (PJM)							119	12											
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																			19,25
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)							2 314	5 911	8 601,76	9 033	9 652	10 316	10 324,59	10 415,90	10 810,88	11 013,17	11 714,28	12 208,20	12 665,32
Allocation de parent isolé (API)							398	812	805,74	806	792	796	800,10	821,89	853,04	876,49	930,91	988,24	1 064,15
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)							1 916	3 105	3 877,46	4 010	4 161	4 364	4 461,85	4 621,25	4 749,21	4 815,08	4 978,51	5 117,37	5 230,44
AAH de base							1 916	3 105	3 744,43	3 869	4 010	4 199	4 289,90	4 442,35	4 564,15	4 626,40	4 782,14	4 903,75	4 952,51
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH									133,03	141	151	165	171,96	178,90	185,06	188,68	196,38	195,77	149,08
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																		17,85	128,86
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)								1 984	3 918,56	4 216	4 698	5 152	5 059,03	4 969,28	5 173,33	5 282,03	5 765,64	6 038,92	6 136,05
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)								10			1	4	3,60	3,47	35,31	39,57	39,22	63,66	234,68
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																	1,16	8,10	26,96
Contrat d'avenir (CAV)																		4,62	87,15
Prime de retour à l'emploi (PRE)																			70,49
Revenu de solidarité (RSO versé)															34,02	39,50	38,02	50,93	50,08
Prestations légales directes	5 230	8 645	9 424	14 010	19 648	19 885	27 266	36 833	45 432,18	47 422	47 983	49 340	49 075,79	49 604,19	50 588,19	50 481,16	52 084,05	52 995,11	54 342,39
dont prestations FNPF	5 230	8 645	9 424	14 010	19 648	19 885	25 490	27 527	31 480,70	32 957	32 812	33 504	33 490,87	34 060,81	34 502,41	34 566,91	35 446,09	36 391,20	37 408,52
dont prestations hors FNPF							1 776	9 306	13 951,48	14 465	15 171	15 836	15 584,92	15 543,38	16 085,78	15 914,26	16 637,95	16 603,91	16 933,87

TIPF 2122 : Evolution des prestations directes tous régimes métropole et DOM en euros constants

Evolution en euros constants (%)	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	Tx moy. an. 2006/1996
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	0,6 %	-0,2 %	0,3 %	9,0 %	1,5 %	-0,3 %	-4,8 %	3,7 %	-4,7 %	3,4 %	-1,8 %	-0,2 %	-0,2 %	0,1 %	0,6 %	0,5 %	-0,1 %	0,1 %
Allocations familiales (AF)	-0,1 %	-0,4 %	0,0 %	1,6 %	0,2 %	-0,7 %	-1,7 %	0,3 %	-5,8 %	4,8 %	-2,5 %	-0,4 %	-0,2 %	-0,2 %	0,5 %	0,4 %	-0,3 %	-0,36 %
Complément familial (CF)	1,6 %	0,5 %	1,4 %	3,0 %	1,4 %	-0,5 %	-6,6 %	-2,0 %	0,2 %	-1,4 %	0,9 %	0,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,5 %	-0,4 %	-1,6 %	-0,8 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	15,7 %	-0,5 %	0,5 %	281,4 %	1,9 %	-1,2 %	-34,7 %	57,0 %	0,6 %	-1,4 %	-3,1 %	-2,8 %	-1,6 %	-2,9 %	0,7 %	-0,9 %	-1,0 %	3,3 %
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	1,4 %	0,2 %	0,3 %	2,8 %	5,9 %	4,5 %	3,4 %	2,9 %	2,8 %	2,5 %	1,5 %	1,8 %	1,3 %	1,9 %	1,9 %	2,4 %	1,0 %	2,0 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	3,8 %	3,2 %	4,7 %	7,2 %	3,4 %	2,8 %	1,2 %	3,0 %	3,0 %	3,5 %	4,1 %	4,8 %	8,9 %	18,5 %	3,5 %	4,0 %	7,2 %	6,0 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)													217,6 %	57,0 %	20,2 %	10,6 %	-0,9 %	
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant	-0,1 %	0,9 %	2,8 %	4,3 %	2,9 %	9,6 %	15,8 %	9,0 %	5,7 %	-2,4 %	1,6 %	2,8 %	2,0 %	-0,2 %	4,6 %	7,9 %	8,1 %	3,8 %
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Ape virtuelle)	0,1 %	-0,7 %	-1,2 %	-0,3 %	-1,1 %	-1,7 %	-0,5 %	0,0 %	1,1 %	-0,3 %	-0,2 %	0,8 %	-0,5 %	-1,6 %	3,9 %	4,4 %	5,4 %	1,3 %
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer			230,5 %	72,2 %	30,4 %	32,8 %	28,9 %	6,3 %	29,4 %	-3,5 %	8,7 %	8,7 %	8,5 %	3,0 %	8,6 %	17,7 %	18,7 %	10,3 %
Dont frais de garde à domicile	6,5 %	2,6 %	7,8 %	44,1 %	17,0 %	76,6 %	88,3 %	22,3 %	-25,7 %	-48,7 %	1,5 %	-5,7 %	-11,9 %	-3,7 %	8,1 %	36,1 %	18,7 %	-4,1 %
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30% Ape)	-1,5 %	-3,7 %	-5,6 %	-4,2 %	1,5 %	38,3 %	54,2 %	31,1 %	4,6 %	0,5 %	-0,9 %	2,2 %	1,4 %	-0,6 %	1,4 %	1,9 %	-1,0 %	3,7 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																184,1 %	65,8 %	
PAJE naissance adoption																-0,8 %	3,1 %	
PAJE de base naissance adoption (AB)																178,6 %	58,4 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																296,0 %	66,0 %	
PAJE complément mode de garde (CMG)																630,9 %	105,4 %	
PAJE CMG assistantes maternelles																627,2 %	105,5 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																699,6 %	102,9 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																1 004,0 %	182,3 %	
Allocation pour jeune enfant (APJE)	0,3 %	-0,4 %	-0,9 %	0,0 %	-1,3 %	-5,3 %	-7,6 %	-6,7 %	0,0 %	-0,5 %	0,0 %	0,4 %	-1,1 %	-2,0 %	-37,7 %	-45,6 %	-71,3 %	-21,6 %
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996	-0,4 %	-0,7 %	-3,0 %	-2,3 %	1,0 %	0,8 %	-9,7 %	-5,9 %	2,2 %	1,1 %	1,2 %	-1,8 %	-2,8 %	-2,1 %	-92,2 %	-99,1 %	-61,2 %	-56,1 %
APJE longue avec CR	0,6 %	-0,3 %	-0,1 %	0,9 %	-2,1 %	-7,5 %	-6,8 %	-7,0 %	-0,8 %	-1,2 %	-0,4 %	1,3 %	-0,4 %	-2,0 %	-16,0 %	-43,7 %	-71,3 %	-19,0 %
Allocation parentale d'éducation (APE)	-1,5 %	-3,7 %	-5,6 %	-4,2 %	1,5 %	39,7 %	55,2 %	31,4 %	4,6 %	0,5 %	-0,9 %	2,2 %	1,4 %	-0,6 %	-12,1 %	-43,1 %	-72,3 %	-15,1 %
APE aux familles de 2 enfants							149,8 %	53,3 %	7,1 %	1,0 %	-1,9 %	1,7 %	1,4 %	-0,9 %	-11,7 %	-44,8 %	-72,3 %	-13,9 %
APE aux familles de 3 enfants et plus	-1,5 %	-3,7 %	-5,6 %	-4,2 %	1,5 %	-5,6 %	9,7 %	7,5 %	0,8 %	-0,4 %	0,8 %	2,9 %	1,3 %	-0,2 %	-12,7 %	-40,5 %	-72,3 %	-16,6 %
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	16,1 %	2,6 %	7,8 %	44,1 %	17,0 %	76,6 %	88,3 %	22,3 %	-25,7 %	-48,7 %	1,5 %	-5,7 %	-11,9 %	-3,7 %	0,2 %	-16,6 %	-45,4 %	-16,1 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée			230,5 %	72,2 %	30,4 %	32,8 %	28,9 %	6,3 %	29,4 %	-3,5 %	8,7 %	8,7 %	8,5 %	3,0 %	0,9 %	-28,8 %	-48,8 %	-4,3 %
AFEAMA de base			230,5 %	72,2 %	30,4 %	-26,1 %	27,9 %	5,9 %	33,1 %	-4,7 %	9,7 %	6,2 %	11,1 %	3,8 %	4,6 %	-26,4 %	-47,3 %	-3,1 %
Majoration d'AFEAMA							30,1 %	6,8 %	24,8 %	-1,8 %	7,4 %	11,9 %	5,2 %	2,1 %	-3,9 %	-32,2 %	-51,3 %	
Allocation d'adoption (AAD)							121,7 %	9,4 %	-4,2 %	7,7 %	-4,5 %	-5,4 %	-0,2 %	19,2 %	-22,9 %	-72,7 %	-89,5 %	
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	-37,4 %	93,5 %	45,5 %	-34,8 %	-38,9 %													
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0,1 %	-2,4 %	3,3 %	0,2 %	-0,8 %	4,4 %	3,1 %	9,5 %	-4,1 %	3,8 %	-5,8 %	0,2 %	0,6 %	2,5 %	3,3 %	-0,7 %	3,7 %	1,2 %
Prestations hors métropole	-13,9 %	-16,2 %	2,1 %	-10,5 %	-16,1 %	-12,5 %	-6,7 %	-2,0 %	-7,9 %	-18,7 %	9,4 %	-27,6 %	-15,7 %	-15,6 %	-20,7 %	-6,7 %	-20,1 %	-13,1 %
Allocation différentielle	14,0 %	6,8 %	-1,2 %	-3,4 %	-16,5 %	9,2 %	-1,4 %	8,7 %	-8,5 %	2,3 %	-35,7 %	-1,7 %	9,2 %	6,3 %	2,7 %	-18,5 %	-3,3 %	-4,9 %
Frais de tutelle	9,8 %	5,2 %	6,1 %	6,1 %	9,5 %	8,3 %	6,3 %	12,0 %	-2,6 %	8,0 %	-2,8 %	2,4 %	1,8 %	3,2 %	4,9 %	1,7 %	5,5 %	3,3 %
Sous-total Famille	0,4 %	0,0 %	0,9 %	7,7 %	1,8 %	2,1 %	0,6 %	5,3 %	-1,5 %	1,5 %	-0,8 %	0,8 %	0,6 %	0,0 %	2,0 %	3,0 %	2,9 %	1,3 %
dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS	0,5 %	0,7 %	2,3 %	3,8 %	2,7 %	6,7 %	9,4 %	6,4 %	4,3 %	-1,6 %	1,4 %	2,5 %	1,6 %	0,6 %	3,6 %	6,0 %	6,2 %	3,1 %
Logement (hors créances, indus)	4,1 %	3,3 %	6,8 %	8,5 %	5,8 %	2,9 %	0,4 %	2,2 %	2,5 %	2,5 %	-0,5 %	1,8 %	3,2 %	-2,2 %	2,8 %	-2,6 %	0,9 %	1,0 %
Allocation logement familiale (ALF)	-1,4 %	1,1 %	1,6 %	4,4 %	4,1 %	1,7 %	-0,4 %	2,7 %	3,6 %	4,2 %	2,7 %	6,3 %	4,3 %	-0,7 %	4,6 %	-1,1 %	1,7 %	2,8 %
Aide personnalisée au logement (APL)	6,3 %	3,7 %	3,2 %	2,5 %	3,4 %	3,0 %	0,2 %	2,3 %	1,9 %	0,9 %	-2,0 %	-1,8 %	1,7 %	-3,4 %	1,4 %	-3,3 %	-0,6 %	-0,3 %
Allocation logement sociale (ALS)	5,7 %	5,8 %	23,5 %	27,4 %	11,7 %	3,3 %	1,0 %	1,7 %	2,7 %	3,9 %	-0,7 %	4,3 %	4,5 %	-1,8 %	3,7 %	-2,9 %	1,9 %	1,7 %
Prime de déménagement familiale	13,4 %	-12,5 %	-9,3 %	-28,2 %	-6,6 %	21,9 %	5,1 %	1,7 %	3,1 %	5,9 %	-9,0 %	-5,9 %	-9,6 %	-5,7 %	1,1 %	3,8 %	-0,4 %	-1,6 %
Prime de déménagement du FNH	-16,5 %	-25,0 %	-6,3 %	-10,3 %	14,6 %	4,8 %	10,4 %	-8,4 %	-2,3 %	-5,8 %	-2,3 %	-12,3 %	-12,3 %	-10,9 %	-5,6 %	-2,8 %	6,6 %	-5,8 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)						126,7 %	54,5 %	18,7 %	9,3 %	9,7 %	10,9 %	8,8 %	23,6 %	14,6 %	-5,6 %	5,5 %	-1,8 %	9,0 %
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																		
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	16,3 %	5,3 %	5,6 %	7,8 %	10,2 %	5,7 %	4,2 %	5,0 %	6,9 %	6,9 %	0,1 %	0,9 %	3,8 %	1,9 %	6,4 %	4,2 %	3,7 %	3,9 %
Allocation de parent isolé (API)	0,9 %	-1,1 %	0,6 %	4,3 %	2,8 %	-0,9 %	-6,1 %	0,1 %	-1,8 %	0,6 %	0,5 %	2,7 %	3,8 %	2,7 %	6,2 %	6,2 %	7,7 %	2,8 %
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	2,7 %	1,7 %	2,5 %	2,8 %	4,9 %	5,3 %	5,5 %	3,4 %	3,8 %	4,9 %	2,3 %	3,6 %	2,8 %	1,4 %	3,4 %	2,8 %	2,2 %	3,0 %
AAH de base	2,7 %	1,7 %	2,5 %	2,8 %	4,9 %	1,8 %	5,4 %	3,3 %	3,7 %	4,7 %	2,2 %	3,6 %	2,7 %	1,4 %	3,4 %	2,5 %	1,0 %	2,8 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH							9,7 %	6,1 %	6,8 %	9,5 %	4,2 %	4,0 %	3,4 %	2,0 %	4,1 %	-0,3 %	-23,8 %	1,1 %
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	59,8 %	14,0 %	11,8 %	15,5 %	18,3 %	7,8 %	5,3 %	7,6 %	11,4 %	9,7 %	-1,8 %	-1,8 %	4,1 %	2,1 %	9,2 %	4,7 %	1,6 %	4,6 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)	-30,1 %	-								416,6 %	-6,9 %	-3,6 %	916,2 %	12,1 %	-0,9 %	62,3 %	268,6 %	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																598,1 %	232,7 %	
Contrat d'avenir (CAV)																	1 784,4 %	
Prime de retour à l'emploi (PRE)																		
Revenu de solidarité (RSO versé)														16,1 %	-3,8 %	34,0 %	-1,7 %	
Prestations légales directes	3,6 %	1,7 %	3,3 %	8,0 %	4,4 %	3,0 %	1,2 %	4,4 %	1,2 %	2,8 %	-0,5 %	1,1 %	2,0 %	-0,2 %	3,2 %	1,7 %	2,5 %	1,8 %
dont prestations FNPF	0,5 %	0,2 %	1,1 %	6,7 %	2,4 %	2,3 %	0,9 %	4,7 %	-0,4 %	2,1 %	0,0 %	1,7 %	1,3 %	0,2 %	2,5 %	2,7 %	2,8 %	1,7 %
dont prestations hors FNPF	14,3 %	6,3 %	9,2 %	11,1 %	9,2 %	4,5 %	1,9 %	3,7 %	4,9 %	4,4 %	-1,6 %	-0,3 %	3,5 %	-1,1 %	4,5 %	-0,2 %	2,0 %	2,0 %

TIPF 2211 : Prestations directes tous régimes en métropole depuis 1946 en euros courants

En millions d'euros	1946	1950	1960	1970	1972	1973	1975	1980	1985	1990	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	53,7	261,1	892,5	1 968,1	2 260,7	2 560,5	3 204,6	7 533,6	12 477,5	11 867,2	13 884,42	14 536,2	13 912,5	14 454,8	14 400,7	14 579,2	14 789,6	15 071,94	15 417,63	15 746,24	15 986,35
Allocations familiales (AF)	53,7	261,1	892,5	1 965,5	2 215,2	2 496,4	3 014,1	4 791,6	8 210,1	9 563,4	10 509,77	10 647,0	10 076,7	10 613,7	10 506,8	10 623,9	10 769,9	10 948,26	11 188,78	11 424,69	11 586,10
Complément familial (CF)								2 239,3	3 419,4	1 281,8	1 477,14	1 465,6	1 477,1	1 463,6	1 501,8	1 531,6	1 520,9	1 521,86	1 537,89	1 557,40	1 559,85
Allocation de rentrée scolaire (ARS)							94,8	157,2	230,4	295,6	833,04	1 320,3	1 334,2	1 322,0	1 298,7	1 280,2	1 282,1	1 266,76	1 294,98	1 303,95	1 311,98
Aide à la scolarité (AAS)											110,06	112,2	0,7	-0,1	0,0						
Allocation de soutien familial (AO-ASF)					42,8	57,9	85,5	273,6	470,9	536,8	687,40	713,6	736,6	757,1	778,0	801,9	826,5	856,65	887,75	921,25	944,64
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)				2,6	2,6	6,3	10,2	71,8	146,7	189,6	267,01	277,5	287,2	298,4	315,4	336,1	372,6	450,16	473,83	500,03	544,63
AEEH de base																			195,94	208,68	220,78
AEEH complément																			277,89	291,34	323,85
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)																5,4	17,7	28,25	34,39	38,93	39,15
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant									205,7	3 909,8	6 089,64	6 688,2	7 117,7	6 971,4	7 194,1	7 517,0	7 806,5	7 939,02	8 438,20	9 272,80	10 201,46
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																			1 751,19	5 092,06	8 604,63
PAJE naissance adoption																			563,23	567,70	595,84
PAJE de base naissance adoption (AB)																			724,21	2 051,91	3 306,61
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																			285,72	1 150,68	1 941,88
PAJE CLCA rang 1																			58,86	134,71	148,19
PAJE CLCA rang 2																			137,47	613,56	1 079,52
PAJE CLCA rang 3 et plus																			89,04	401,13	711,96
PAJE COLCA rang 3 et plus																					0,80
PAJE CLCA adoption																			0,34	1,28	1,41
PAJE complément mode de garde (CMG)																			178,02	1 321,77	2 760,30
Allocation pour jeune enfant (APJE)									204,4	2 960,5	2 718,55	2 547,8	2 566,2	2 564,7	2 605,8	2 655,0	2 673,6	2 669,16	1 679,58	929,91	270,81
Allocation parentale d'éducation (APE)									1,2	910,2	1 966,47	2 587,6	2 718,6	2 742,8	2 761,0	2 865,1	2 956,1	2 992,36	2 673,90	1 546,05	435,26
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)										39,2	273,06	337,2	252,0	129,9	134,1	128,7	115,3	113,08	115,14	97,77	54,27
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée											1 128,47	1 212,1	1 577,6	1 530,5	1 689,7	1 864,9	2 058,2	2 160,35	2 215,29	1 606,11	836,42
Allocation d'adoption (AAD)											3,09	3,4	3,3	3,5	3,4	3,3	3,4	4,08	3,11	0,89	0,07
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	58,8	281,8	568,4	822,3	933,1	1 118,4	1 280,3	729,6	666,7												
Salaire unique - frais de garde, majorations	52,9	224,6	486,8	649,3	719,6	868,8	1 000,8	85,8	0,6												
Allocations prénatales	2,3	29,4	45,6	92,8	104,9	117,8	127,6	227,8	193,9												
Allocations postnatales	3,5	26,4	29,6	67,5	93,5	108,4	123,0	370,9	404,4												
Congé de naissance	0,1	1,4	6,4	12,7	15,2	23,3	28,8	45,1	67,7												
Prime de protection de la maternité																					
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0,0	9,2	25,3	39,2	41,9	50,8	74,5	108,8	174,1	156,1	189,88	210,1	202,7	211,5	202,4	206,0	210,8	220,16	231,33	233,70	246,46
Allocation différentielle								3,5	11,3	25,5	26,35	29,0	26,7	27,4	17,9	17,9	19,9	21,50	22,45	18,63	18,31
Frais de tutelle			0,4	2,0	2,7	4,9	7,9	21,6	31,1	80,5	135,56	153,4	150,4	163,1	161,1	167,6	173,5	182,37	194,50	201,17	215,84
Sous-total Famille	112,5	552,1	1 486,2	2 829,6	3 235,7	3 729,7	4 559,4	8 372,0	13 523,9	15 933,2	20 163,94	21 434,4	21 232,9	21 637,7	21 797,2	22 302,3	22 806,8	23 231,11	24 087,16	25 252,74	26 434,27
dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS	58,8	291,0	593,7	864,1	1 020,5	1 233,3	1 450,6	3 423,2	5 083,4	6 074,2	8 711,07	9 354,9	9 821,3	9 702,1	9 991,7	10 398,1	10 754,9	11 016,10	11 603,39	12 524,11	13 536,19
Logement (hors créances, indus)		0,4	84,1	414,4	474,3	583,4	996,6	1 944,3	5 156,6	7 449,5	10 909,64	11 235,4	11 577,8	11 900,8	12 000,2	12 379,2	12 978,7	12 910,97	13 478,78	13 344,99	13 684,53
Allocation logement familiale (ALF)		0,4	82,0	405,8	465,9	567,7	759,2	1 115,3	1 830,8	1 806,9	2 228,41	2 283,2	2 377,4	2 477,7	2 574,0	2 773,4	2 930,5	2 947,42	3 125,67	3 139,65	3 249,28
Aide personnalisée au logement (APL)								202,8	2 054,7	4 202,7	5 554,57	5 742,8	5 885,4	5 967,2	5 939,0	5 920,8	6 125,7	6 032,35	6 221,31	6 120,29	6 190,03
Allocation logement sociale (ALS)							215,6	521,7	1 136,1	1 421,9	3 091,43	3 170,6	3 271,4	3 408,3	3 430,9	3 626,7	3 850,3	3 848,59	4 051,65	3 997,42	4 140,54
Prime de déménagement familiale		0,0	1,9	8,5	8,4	15,5	19,4	29,1	44,7	4,7	3,62	3,7	3,9	4,1	3,8	3,6	3,3	3,17	3,24	3,45	3,48
Prime de déménagement du FNH								14,0	48,6	4,7	4,46	4,1	4,1	3,8	3,8	3,4	3,0	2,75	2,64	2,61	2,83
Aide aux associations (ALT)											30,65	36,8	40,6	44,7	50,3	55,6	69,9	81,43	78,37	83,86	83,68
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)			0,2																		
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)								5,0	3,7	-1,1	-3,51	-5,8	-4,9	-5,0	-1,7	-4,3	-4,2	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)						8,2	23,3	916,7	2 164,9	4 120,2	6 996,95	7 443,2	7 998,4	8 554,7	8 681,7	8 817,9	9 200,7	9 547,56	10 323,85	10 920,33	11 514,86
Allocation de parent isolé (API)								156,9	423,5	572,6	669,64	680,8	673,3	681,5	696,2	718,8	751,3	777,38	828,30	877,59	944,53
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)						8,2	23,3	759,8	1 731,7	2 282,8	3 236,43	3 386,9	3 538,2	3 725,9	3 871,0	4 076,6	4 262,8	4 404,15	4 631,24	4 843,49	5 035,04
AAH de base						8,2	23,3	759,8	1 731,7	2 282,8	3 122,38	3 264,7	3 406,9	3 581,5	3 718,2	3 915,1	4 093,0	4 227,77	4 444,66	4 636,94	4 761,99
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH											114,05	122,2	131,2	144,4	152,8	161,4	169,8	176,38	186,58	189,01	145,83
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																				17,55	127,23
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)										1 260,9	3 090,88	3 375,6	3 786,3	4 143,8	4 111,3	4 019,4	4 185,4	4 365,96	4 863,16	5 188,00	5 368,07
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)									9,8	4,0			0,7	3,4	3,2	3,2	1,2	0,07	1,16	11,24	167,22
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																			1,09	6,95	23,32
Contrat d'avenir (CAV)																			0,04	4,29	77,47
Prime de retour à l'emploi (PRE)																					66,43
Prestations légales directes (A)	112,5	552,5	1 570,3	3 244,0	3 710,0	4 321,3	5 579,4	11 233,1	20 845,4	27 502,9	38 070,53	40 113,0	40 809,1	42 093,2	42 479,1	43 499,4	44 986,2	45 689,64	47 889,75	49 518,06	51 633,66
dont prestations FNPF	112,5	552,5	1 570,3	3 244,0	3 710,0	4 321,2	5 361,3	10 488,0	17 596,7	20 612,7	26 298,54	27 783,2	27 820,8	28 521,9	28 940,5	29 870,4	30 750,6	31 358,50	32 671,50	34 114,63	35 662,38
dont prestations hors FNPF																					

TIPF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

NB : Les estimations des prestations tous régimes entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF DOM ou DOM TR sur la période.

En millions d'euros	1978	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	4 300,59	5 965,79	10 113,32	12 886,36	12 535,16	13 221,11	12 760,41	13 362,60	13 353,69	13 586,67	13 863,20	14 182,77	14 613,17	15 526,97	16 004,89
Allocations familiales (AF)	2 852,93	3 779,06	8 035,59	9 311,74	9 364,61	9 535,83	9 107,33	9 678,36	9 608,73	9 762,13	9 955,36	10 157,47	10 459,09	11 163,94	11 520,08
Complément familial (CF)	1 133,61	1 749,20	1 117,15	1 372,19	1 306,56	1 305,11	1 326,44	1 326,23	1 361,37	1 396,15	1 393,58	1 400,74	1 426,60	1 489,13	1 507,60
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	97,57	128,82	264,04	1 166,08	777,14	1 247,06	1 269,13	1 261,91	1 246,24	1 233,83	1 240,56	1 232,23	1 269,47	1 308,31	1 320,02
Aide à la scolarité (AAS)				112,05	115,00	117,84	1,01	-0,28	0,00						
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	168,15	249,10	532,20	692,27	732,02	763,77	793,48	820,19	844,21	876,42	908,18	944,37	979,64	1 038,86	1 076,48
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	48,33	59,61	164,34	232,03	239,84	251,48	263,02	276,19	293,14	312,89	349,04	421,32	445,90	489,73	542,45
AEEH de base													185,73	204,24	218,37
AEEH complément													260,17	285,49	324,08
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)										5,24	16,47	26,64	32,47	37,00	38,26
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant			3 392,60	4 834,77	5 755,47	6 336,35	6 773,39	6 643,32	6 855,81	7 171,29	7 460,86	7 597,84	8 147,47	9 098,04	10 059,01
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)													1 747,24	5 044,53	8 505,54
PAJE naissance adoption													566,08	571,70	600,06
PAJE de base naissance adoption (AB)													728,59	2 064,33	3 325,87
PAJE complément (optionnel) libre choix activité													279,24	1 124,05	1 898,29
<i>Taux plein</i>													233,70	896,41	1 476,81
<i>Taux partiel</i>													45,54	227,64	420,68
PAJE CLCA rang 1													57,45	131,33	144,68
Taux plein													45,57	98,85	108,89
Taux partiel													11,88	32,48	35,79
PAJE CLCA rang 2													134,39	598,72	1 054,68
Taux plein													109,48	456,81	775,11
Taux partiel													24,91	141,91	279,57
PAJE CLCA rang 3 et plus													87,14	392,98	697,00
Taux plein													78,48	340,16	592,12
Taux partiel													8,66	52,82	104,88
PAJE COLCA rang 3 et plus															0,80
PAJE CLCA adoption													0,26	1,03	1,13
Taux plein													0,17	0,60	0,69
Taux partiel													0,09	0,42	0,44
PAJE complément mode de garde (CMG)													173,32	1 284,45	2 681,31
<i>PAJE CMG cotisations prises en charge</i>													79,32	705,21	1 425,62
<i>PAJE CMG rémunérations prises en charge</i>													93,97	578,36	1 252,23
<i>PAJE CMG via association, entreprise</i>													0,04	0,87	3,47
PAJE CMG assistantes maternelles													164,26	1 210,71	2 529,24
Cotisations prises en charge													74,83	660,42	1 335,70
Rémunérations prises en charge													89,39	549,42	1 190,07
Recours association, entreprise													0,04	0,87	3,47
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]													9,05	73,62	151,75
Cotisations prises en charge													4,49	44,72	89,73
Rémunérations prises en charge													4,57	28,90	62,02
Recours association, entreprise													0,00	0,00	0,00
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]													0,01	0,11	0,33
Cotisations prises en charge													0,00	0,06	0,19
Rémunérations prises en charge													0,00	0,05	0,14
Allocation pour jeune enfant (APJE)			2 577,91	2 735,55	2 596,39	2 458,30	2 481,99	2 495,94	2 542,38	2 598,91	2 623,71	2 622,06	1 661,67	939,42	277,05
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996			715,90	786,79	728,32	701,73	717,65	730,43	755,56	753,83	745,28	745,12	42,78	0,41	0,05
APJE longue avec CR			1 862,01	1 948,76	1 868,07	1 756,56	1 764,34	1 765,51	1 786,82	1 845,08	1 878,44	1 876,94	1 618,89	939,00	277,00

TIPF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

NB : Les estimations des prestations tous régimes entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF DOM ou DOM TR sur la période.

En millions d'euros	1978	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allocation parentale d'éducation (APE)			780,39	1 125,84	1 793,86	2 375,28	2 506,52	2 532,25	2 546,82	2 642,01	2 733,02	2 775,14	2 483,16	1 471,88	421,20
APE aux familles de 2 enfants				370,76	943,86	1 454,60	1 561,16	1 583,45	1 581,79	1 631,39	1 687,14	1 715,00	1 535,91	895,84	254,82
APE aux familles de 3 enfants et plus			780,39	755,08	850,00	920,67	945,35	948,79	965,03	1 010,62	1 045,89	1 060,14	947,25	576,05	166,37
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)			34,30	140,86	270,27	333,05	249,85	129,12	132,59	127,19	113,58	111,57	113,75	96,57	53,44
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée				831,76	1 093,29	1 167,98	1 532,46	1 483,15	1 631,32	1 800,60	1 987,85	2 085,72	2 139,07	1 544,89	801,71
AFEAMA de base				463,75	604,84	643,56	869,50	830,27	922,13	993,92	1 124,69	1 190,15	1 263,56	942,68	504,13
Majoration d'AFEAMA				368,01	488,45	524,42	662,95	652,88	709,18	806,68	863,16	895,57	875,51	602,21	297,58
Allocation d'adoption (AAD)				0,76	1,65	1,75	2,57	2,86	2,71	2,58	2,69	3,35	2,58	0,74	0,08
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	515,89	579,61	1,22	5,49	5,55	0,79	0,12								
Sous-total 4 : Autres prestations famille	93,15	101,07	145,59	171,51	179,68	196,46	192,56	202,74	190,14	195,41	200,10	209,48	219,37	224,33	238,09
Prestations hors métropole	69,36	69,97	40,09	24,54	22,83	20,35	20,92	17,15	17,77	12,72	11,00	8,97	7,19	7,22	5,45
Accords CEE	9,76	6,25	2,59							3,41	2,69	3,09	3,37	3,56	3,82
Allocation différentielle		3,51	25,46	26,22	26,35	28,95	26,66	27,39	17,89	17,87	19,86	21,50	22,45	18,63	18,31
Frais de tutelle	14,03	21,34	77,44	120,74	130,50	147,16	144,99	158,20	154,48	161,41	166,54	175,92	186,35	194,91	210,50
Aux prestations sociales													109,96	119,58	126,23
Aux prestations familiales													76,38	75,33	84,28
Sous-total Famille	4 909,62	6 646,47	13 652,72	17 898,12	18 475,86	19 754,71	19 726,48	20 208,65	20 399,65	20 953,38	21 524,16	21 990,09	22 980,01	24 849,33	26 301,99
dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS	1 959,12	2 738,59	5 353,09	7 308,25	8 219,11	8 853,98	9 349,01	9 268,67	9 544,68	9 957,41	10 328,23	10 600,39	11 251,45	12 377,08	13 461,89
Logement (hors créances, indus)	1 075,07	1 691,27	6 968,90	10 245,05	10 515,71	10 874,77	11 265,50	11 630,64	11 763,53	12 159,30	12 793,73	12 778,53	13 386,06	13 304,64	13 644,48
Allocation logement familiale (ALF)	710,56	956,31	1 705,29	2 208,39	2 266,04	2 359,30	2 473,16	2 598,70	2 706,58	2 924,73	3 107,84	3 146,31	3 353,23	3 377,65	3 498,07
Accession													573,38	547,49	541,62
Location													2 779,85	2 830,16	2 956,45
Aide personnalisée au logement (APL)	2,90	189,65	3 996,30	5 196,38	5 310,91	5 497,04	5 641,54	5 727,78	5 704,13	5 683,69	5 888,69	5 799,88	5 994,61	5 901,72	5 969,94
Accession													552,44	463,06	400,11
Location													4 970,75	4 960,14	5 074,18
Foyer													471,43	478,53	495,65
Allocation logement sociale (ALS)	310,23	455,98	1 250,54	2 813,29	2 903,32	2 979,32	3 106,92	3 257,03	3 297,25	3 493,76	3 725,99	3 750,21	3 959,09	3 938,33	4 072,77
Accession													86,56	82,35	82,59
Location													3 872,52	3 855,98	3 990,17
Prime de déménagement familiale	19,36	24,54	3,51	3,35	3,57	3,67	3,80	4,04	3,71	3,55	3,26	3,14	3,24	3,46	2,95
Prime de déménagement du FNH	0,61	13,72	4,73	3,96	4,43	4,10	4,06	3,84	3,81	3,39	3,02	2,74	2,61	2,58	2,79
Aide aux associations (ALT)				19,67	30,97	37,13	40,85	44,26	49,72	54,49	69,09	80,99	77,38	83,20	82,92
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	2,13	5,03	-0,91		-3,51	-5,79	-4,88	-5,00	-1,68	-4,30	-4,15	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)															19,25
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	489,97	897,77	4 347,85	6 804,87	7 229,58	7 679,22	8 289,97	8 919,47	9 074,87	9 306,10	9 837,89	10 228,09	11 074,07	11 747,86	12 398,36
Allocation de parent isolé (API)	79,12	162,36	617,27	724,29	693,87	702,31	694,83	702,62	716,30	748,87	790,45	827,62	893,57	965,49	1 054,15
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	410,85	735,41	2 235,21	2 977,79	3 204,75	3 358,45	3 527,34	3 729,20	3 881,17	4 088,67	4 281,44	4 429,56	4 662,50	4 880,05	5 076,54
AAH de base	410,85	735,41	2 235,21	2 877,78	3 093,89	3 239,14	3 398,65	3 586,92	3 730,59	3 929,33	4 113,58	4 254,98	4 477,58	4 675,26	4 805,38
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH				100,01	110,86	119,31	128,69	142,28	150,58	159,35	167,86	174,58	184,92	187,29	145,38
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)														17,50	125,78
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)			1 487,90	3 102,79	3 330,96	3 618,45	4 067,24	4 484,80	4 474,53	4 465,68	4 733,17	4 933,29	5 480,61	5 839,72	6 032,99
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)			7,47				0,55	2,85	2,86	2,89	32,83	37,62	37,38	62,60	234,68
Allocation spécifique d'attente (ASA)							0,55	2,85	2,86	2,89	1,10	0,07	0,04		
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)													0,60	7,97	26,96
Contrat d'avenir (CAV)														4,55	87,15
Prime de retour à l'emploi (PRE)															70,49
Revenu de solidarité (RSO versé)											31,74	37,55	36,75	50,08	50,08
Prestations légales directes (A)	6 474,66	9 235,51	24 969,47	34 948,04	36 221,15	38 308,70	39 281,94	40 758,77	41 238,05	42 418,79	44 155,78	44 996,71	47 440,13	49 901,83	52 344,83
dont prestations FNPF	6 156,04	8 570,23	18 230,01	23 811,94	24 640,55	26 172,65	26 420,78	27 238,21	27 705,75	28 714,90	29 702,98	30 391,97	31 888,44	34 073,68	35 929,48
dont prestations hors FNPF	318,62	665,29	6 739,47	11 136,10	11 580,59	12 136,04	12 861,16	13 520,56	13 532,30	13 703,89	14 421,06	14 567,18	15 551,69	15 828,15	16 415,34

TIPF 2411 : Prestations directes des CAF en métropole depuis 1978 en euros courants

En millions d'euros	1978	1980	1981	1982	1983	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	4 194,6	5 819,3	6 833,8	8 136,1	9 077,0	9 990,3	9 766,2	12 238,9	11 939,3	12 588,9	12 132,3	12 709,7	12 689,6	12 898,4	13 150,3	13445,775	13 850,75	14 734,79	15 193,60
Allocations familiales (AF)	2 775,3	3 683,2	4 361,7	5 300,2	5 979,2	6 467,5	7 827,5	8 902,3	8 960,2	9 123,5	8 696,8	9 246,8	9 173,5	9 312,0	9 490,3	9 680,26	9 963,68	10 652,33	10 997,80
Complément familial (CF)	1 130,9	1 729,1	1 997,7	2 307,6	2 477,0	2 811,6	1 047,0	1 281,5	1 272,6	1 273,4	1 294,0	1 294,0	1 329,1	1 362,8	1 359,9	1 366,31	1 390,36	1 451,99	1 470,95
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	90,6	121,0	135,7	147,9	168,5	189,5	251,4	1 107,5	736,9	1 181,6	1 200,5	1 193,8	1 177,6	1 164,7	1 170,5	1 160,57	1 195,59	1 232,64	1 243,47
Aide à la scolarité (AAS)								99,4	102,1	105,1	0,6	0,0							
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	152,0	229,3	271,7	305,4	356,0	405,2	482,8	624,9	637,2	664,2	688,6	710,9	729,1	754,4	779,2	808,96	841,38	891,80	923,99
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	45,9	56,7	67,1	75,0	96,3	116,5	157,5	223,3	230,4	241,1	251,7	264,3	280,3	299,4	334,1	403,38	427,74	469,40	519,57
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)														5,2	16,3	26,30	32,00	36,63	37,82
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant						164,6	3 392,6	4 832,8	5 620,2	6 167,2	6 597,2	6 464,0	6 672,5	6 982,0	7 267,9	7 402,07	7 941,20	8 876,89	9 821,26
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																	1 689,16	4 907,72	8 292,40
PAJE naissance adoption																	543,60	548,51	576,11
PAJE de base naissance adoption (AB)																	698,37	1 977,53	3 186,75
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	274,66	1 105,10	1 865,03
PAJE CLCA rang 1																	56,88	130,00	143,20
PAJE CLCA rang 2																	132,18	589,22	1 037,24
PAJE CLCA rang 3 et plus																	85,34	384,86	682,69
PAJE COLCA rang 3 et plus																			0,78
PAJE CLCA adoption																	0,26	1,02	1,12
PAJE complément mode de garde (CMG)																	172,53	1 276,58	2 664,51
Allocation pour jeune enfant (APJE)						163,7	2 577,9	2 735,5	2 467,8	2 321,6	2 346,1	2 358,7	2 402,4	2 455,3	2 477,9	2 475,60	1 560,87	883,12	260,90
Allocation parentale d'éducation (APE)						0,9	780,4	1 125,8	1 791,0	2 347,9	2 472,1	2 495,1	2 509,2	2 603,2	2 693,0	2 733,87	2 445,65	1 449,28	414,79
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							34,3	140,7	269,2	331,6	248,7	128,5	132,1	126,9	113,4	111,33	113,46	96,39	53,32
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée								829,9	1 090,5	1 164,4	1 527,7	1 478,8	1 626,1	1 794,1	1 981,0	2 077,95	2 129,50	1 539,65	799,78
Allocation d'adoption (AAD)								0,8	1,6	1,7	2,6	2,8	2,7	2,6	2,7	3,32	2,55	0,73	0,07
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	515,7	579,2	769,3	798,1	719,9	542,7													
Sous-total 4 : Autres prestations famille	93,1	101,1	137,8	158,5	175,3	162,4	145,6	171,5	179,7	196,5	192,6	202,7	190,1	195,4	200,1	209,48	219,37	224,33	238,09
Allocation différentielle		3,5	5,3	8,7	9,9	11,3	25,5	26,2	26,3	29,0	26,7	27,4	17,9	17,9	19,9	21,50	22,45	18,63	18,31
Frais de tutelle	14,0	21,3	25,5	32,2	37,2	30,6	77,4	120,7	130,5	147,2	145,0	158,2	154,5	161,4	166,5	175,92	186,35	194,91	210,50
Sous-total Famille	4 803,5	6 499,5	7 740,9	9 092,7	9 972,1	10 860,0	13 304,4	17 243,2	17 739,2	18 952,6	18 922,0	19 376,4	19 552,3	20 075,9	20 618,3	21 057,32	22 011,31	23 836,01	25 252,95
dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS	1 937,6	2 695,3	3 243,5	3 644,6	3 824,5	4 203,0	5 225,5	7 134,0	7 939,9	8 542,4	9 024,1	8 935,8	9 201,2	9 599,2	9 957,5	10 216,50	10 852,04	11 951,04	13 011,67
Logement (hors créances, indus)	1 072,0	1 686,4	2 198,0	3 269,6	3 785,0	4 682,3	6 902,0	10 071,1	10 317,6	10 632,4	11 007,5	11 343,6	11 446,7	11 807,3	12 401,2	12 358,33	12 925,73	12 830,89	13 154,51
Allocation logement familiale (ALF)	707,5	951,4	1 133,8	1 616,4	1 667,2	1 630,7	1 649,0	2 072,5	2 111,6	2 170,1	2 273,2	2 378,5	2 465,4	2 659,2	2 813,5	2 830,11	3 009,05	3 025,61	3 135,32
Aide personnalisée au logement (APL)	2,9	189,6	373,7	676,9	1 072,6	1 939,6	3 996,3	5 196,4	5 310,9	5 497,0	5 641,6	5 728,0	5 704,3	5 683,8	5 888,8	5 800,06	5 994,61	5 901,72	5 969,94
Allocation logement sociale (ALS)	310,2	456,0	570,5	841,1	924,5	984,5	1 239,9	2 775,3	2 860,0	2 926,5	3 049,1	3 190,3	3 221,9	3 407,7	3 628,3	3 647,02	3 843,65	3 817,64	3 946,95
Prime de déménagement familiale	19,4	24,5	30,2	33,7	34,9	40,2	3,5	3,4	3,5	3,6	3,8	4,0	3,7	3,5	3,2	3,09	3,17	3,40	2,89
Prime de déménagement du FNH	0,6	13,7	19,1	26,8	33,4	47,6	4,7	4,0	4,4	4,1	4,1	3,8	3,8	3,4	3,0	2,74	2,61	2,58	2,79
Aide aux associations (ALT)								19,5	30,6	36,8	40,6	43,9	49,3	54,0	68,5	80,05	76,73	82,25	81,92
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	2,1	5,0	6,6	5,2	0,8	3,7	-0,9		-3,5	-5,8	-4,9	-5,0	-1,7	-4,3	-4,2	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																			18,91
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	472,0	843,8	1 137,6	1 502,5	1 730,9	2 008,5	3 917,5	6 320,8	6 746,3	7 184,1	7 753,7	8 306,9	8 435,6	8 573,1	8 953,2	9 306,91	10 076,49	10 664,37	11 248,02
Allocation de parent isolé (API)	78,7	152,4	209,3	240,7	302,3	417,1	566,7	683,4	662,8	674,5	668,2	676,8	690,4	714,2	745,9	771,89	822,46	871,70	934,65
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	393,3	691,4	877,5	1 238,3	1 413,2	1 582,1	2 126,5	2 849,9	3 069,3	3 220,9	3 386,0	3 577,4	3 723,9	3 927,7	4 113,8	4 256,64	4 482,07	4 691,69	4 881,14
AAH de base	393,3	691,4	877,5	1 238,3	1 413,2	1 582,1	2 126,5	2 751,2	2 960,0	3 103,4	3 259,4	3 437,3	3 575,8	3 771,0	3 948,7	4 085,02	4 300,37	4 490,40	4 614,86
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH								98,6	109,2	117,5	126,7	140,0	148,1	156,7	165,0	171,61	181,70	183,80	142,12
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																		17,49	124,15
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)							1 220,5	2 787,5	3 014,2	3 288,7	3 698,9	4 049,9	4 018,4	3 928,4	4 092,5	4 278,31	4 771,36	5 089,73	5 265,01
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)			50,8	23,5	15,4	9,3	3,8				0,6	2,8	2,8	2,9	1,1	0,07	0,60	11,24	167,22
Supplément de revenu familial (SURF)			50,8	23,5	15,4	9,3	3,8												
Allocation spécifique d'attente (ASA)											0,6	2,8	2,8	2,9	1,1	0,07	0,04		
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																	0,57	6,95	23,32
Contrat d'avenir (CAV)																		4,29	77,47
Prime de retour à l'emploi (PRE)																			66,43
Prestations légales directes (A)	6 347,5	9 029,7	11 076,5	13 864,8	15 488,1	17 550,8	24 123,8	33 635,1	34 803,1	36 769,1	37 683,2	39 026,8	39 434,5	40 456,3	41 972,8	42 722,55	45 013,53	47 331,26	49 655,48
dont prestations FNPF	6 028,9	8 364,4	10 105,7	12 311,8	13 449,8	14 570,5	17 662,4	22 852,4	23 582,9	25 016,0	25 248,3	26 008,1	26 434,0	27 376,2	28 290,6	28 914,30	30 323,96	32 426,11	34 202,72
dont prestations hors FNPF	318,6	665,3	970,8	1 553,0	2 038,2	2 980,4	6 461,4	10 782,7	11 220,1	11 753,1	12 434,8	13 018,8	13 000,5	13 080,1	13 682,2	13 808,25	14 689,57	14 905,16	15 452,75

TIPF 2611 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros courants

NB : Les estimations disponibles entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF ou DOM 1946-1973.

En millions d'euros	1978	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	106,0	146,5	266,9	364,2	395,9	454,2	580,1	637,9	666,1	612,0	651,6	644,4	670,4	682,9	706,8	736,7	759,039	780,98	812,36	829,16
Allocations familiales (AF)	77,6	95,9	165,7	218,3	241,3	294,6	372,1	408,3	421,5	415,6	425,2	421,4	443,3	447,4	462,3	487,9	499,24	509,78	526,97	535,74
Complément familial (CF)	2,7	20,1	46,5	73,6	79,0	82,6	88,0	91,1	93,4	34,9	32,7	33,3	33,2	33,2	34,3	33,7	34,43	36,73	37,55	37,06
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	7,0	7,8	10,2	13,3	14,1	14,3	55,2	59,8	60,3	41,3	67,1	70,1	69,7	70,7	71,0	71,0	71,67	75,30	77,14	77,85
Aide à la scolarité (AAS)								11,9	12,7	12,9	13,1	0,4	-0,3	0,1						
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	16,2	19,8	38,9	51,8	54,1	55,6	57,1	58,4	69,4	97,5	102,7	107,6	112,3	118,3	125,3	129,0	135,42	140,07	149,60	154,80
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	2,4	2,9	5,6	7,2	7,3	7,2	7,7	8,3	8,9	9,8	10,7	11,6	12,2	13,2	13,8	15,0	17,94	18,54	20,72	23,25
AEEH de base																		7,98	8,37	8,71
AEEH complément																		10,56	12,35	14,53
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)															0,1	0,2	0,33	0,56	0,38	0,46
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant						0,3	0,6	0,9	2,0	138,9	174,2	180,7	184,1	188,2	194,2	192,9	195,77	209,57	221,44	239,13
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																		58,07	136,81	213,11
PAJE naissance adoption																		22,48	23,19	23,92
PAJE de base naissance adoption (AB)																		30,21	86,81	139,12
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																		4,58	18,95	33,26
<i>Taux plein</i>																		4,28	17,35	30,08
<i>Taux partiel</i>																		0,30	1,60	3,15
PAJE CLCA rang 1																		0,57	1,33	1,48
PAJE CLCA rang 2																		2,21	9,50	17,44
PAJE CLCA rang 3 et plus																		1,80	8,12	14,31
PAJE COLCA rang 3 et plus																				0,03
PAJE CLCA adoption																			0,004	0,01
Taux plein																			0,002	
Taux partiel																			0,002	0,01
PAJE complément mode de garde (CMG)																		0,79	7,87	16,81
<i>PAJE CMG cotisations prises en charge</i>																		0,35	4,47	9,31
<i>PAJE CMG rémunérations prises en charge</i>																		0,45	3,39	7,49
<i>PAJE CMG via association, entreprise</i>																			0,00	0,01
PAJE CMG assistantes maternelles																		0,67	6,86	14,73
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																		0,13	1,01	2,08
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																		0,00	0,00	
Allocation pour jeune enfant (APIE)										132,1	140,9	139,5	141,0	143,8	147,5	145,8	146,46	103,28	56,08	17,11
Allocation parentale d'éducation (APE)										2,9	28,3	35,3	38,1	38,7	39,8	40,0	41,27	38,24	23,00	6,84
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)									0,2	1,0	1,5	1,2	0,6	0,5	0,3	0,2	0,24	0,29	0,17	0,12
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée						0,3	0,6	0,9	1,9	2,8	3,6	4,7	4,4	5,3	6,5	6,8	7,78	9,57	5,36	1,93
Allocation d'adoption (AAD)										0,01	0,01	0,02	0,03	0,03	0,02	0,02	0,03	0,11	0,01	0,02
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	0,2	0,5	0,5	1,3	2,6	3,8	2,5	1,6	5,6	5,7	0,8	0,1								
Sous-total 4 : Autres prestations famille																0,0				
Sous-total Famille	106,1	147,0	267,4	365,5	398,4	458,3	583,2	640,4	673,8	756,7	826,6	825,3	854,5	871,2	900,9	929,6	954,81	990,55	1 033,80	1 068,29
dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS	21,5	43,3	91,5	133,9	143,1	149,5	155,9	160,3	179,4	286,8	321,1	333,4	341,8	353,0	367,7	370,7	383,90	405,47	429,69	454,69
Logement (hors créances, indus)	3,0	4,9	25,3	69,7	90,6	113,1	134,4	158,4	177,9	198,1	242,4	258,0	287,1	316,8	352,1	392,6	420,21	460,38	473,74	489,97
Allocation logement familiale (ALF)	3,0	4,9	21,6	59,0	76,0	91,6	108,0	125,0	139,8	154,4	189,2	199,9	220,2	241,2	265,5	294,4	316,20	344,21	352,04	362,75
Allocation logement sociale (ALS)			3,7	10,7	14,6	21,5	26,4	33,4	38,0	43,4	52,8	57,8	66,7	75,3	86,1	97,6	103,19	115,43	120,69	125,82
Prime de déménagement familiale										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,06	0,08	0,05	0,06
Aide aux associations (ALT)									0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,94	0,65	0,95	1,01
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																				0,33
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	18,0	54,0	138,7	433,0	456,4	438,9	440,2	473,0	485,2	483,3	495,1	536,2	612,6	639,5	733,1	884,6	921,24	997,88	1 083,84	1 150,47
Allocation de parent isolé (API)	0,5	9,9	36,6	53,1	53,0	47,5	45,1	43,3	42,1	31,0	27,8	26,6	25,8	26,1	34,8	44,5	55,79	71,42	94,14	119,63
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	17,5	44,1	97,9	108,7	112,8	113,7	117,5	120,9	127,9	135,5	137,6	141,3	151,8	157,3	161,0	167,7	172,92	180,43	188,36	195,40
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)				267,4	290,4	277,6	277,6	308,9	315,3	316,8	329,8	368,3	434,9	456,1	537,3	640,7	654,98	709,26	749,99	767,98
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)			4,3	3,8	0,2									0,0	0,0	0,0	31,7	37,55	36,78	51,36
Supplément de revenu familial (SURF)			4,3	3,8	0,2															
Allocation spécifique d'attente (ASA)													0,01	0,02	0,03	0,01				
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																		0,04	1,02	3,64
Contrat d'avenir (CAV)																			0,26	9,68
Prime de retour à l'emploi (PRE)																				4,06
Revenu de solidarité (RSO versé)																31,7	37,55	36,75	50,08	50,08
Prestations légales directes (A)	127,1	205,8	431,4	868,2	945,5	1 010,3	1 157,9	1 271,9	1 336,9	1 438,0	1 564,1	1 619,5	1 754,2	1 827,6	1 986,1	2 206,8	2 296,26	2 448,80	2 591,38	2 708,73
dont prestations FNPF	127,1	205,8	427,8	590,1	640,4	711,2	853,9	929,6	983,6	1 077,6	1 181,2	1 193,2	1 252,4	1 295,8	1 362,3	1 436,2	1 499,78	1 586,68	1 668,39	1 746,14
dont prestations hors FNPF			3,7	278,1	305,1	299,1	304,0	342,2	353,4	360,4	382,9	426,3	501,8	531,8	623,8	738,9	758,93	862,12	922,99	962,59

TIPF 2622 : Evolution des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants

Evolution en euros constants (%)	1989/1988	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	Tx moy. an. 2006/1996
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	3,0 %	4,1 %	5,3 %	12,1 %	25,5 %	8,5 %	2,7 %	-9,8 %	5,3 %	-1,7 %	3,5 %	0,3 %	1,9 %	2,4 %	1,1 %	1,2 %	2,2 %	0,4 %	1,7 %
Allocations familiales (AF)	2,1 %	1,9 %	7,1 %	19,3 %	24,1 %	8,2 %	1,5 %	-3,2 %	1,2 %	-1,5 %	4,7 %	-0,7 %	1,7 %	3,7 %	0,4 %	0,4 %	1,6 %	0,0 %	1,1 %
Complément familial (CF)	4,1 %	13,6 %	4,1 %	2,1 %	4,7 %	2,1 %	0,8 %	-63,3 %	-7,4 %	1,2 %	-0,9 %	-1,5 %	1,8 %	-3,5 %	0,4 %	4,9 %	0,5 %	-3,0 %	-0,8 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	-3,5 %	14,1 %	2,6 %	-0,8 %	280,1 %	6,9 %	-0,9 %	-32,8 %	60,9 %	3,7 %	-1,0 %	-0,1 %	-1,2 %	-1,7 %	-0,9 %	3,3 %	0,7 %	-0,8 %	5,1 %
Aide à la scolarité (AAS)																			
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	7,5 %	-1,3 %	1,2 %	0,4 %	0,8 %	1,0 %	16,7 %	37,9 %	4,3 %	4,2 %	3,8 %	3,7 %	4,3 %	1,2 %	3,0 %	1,7 %	5,0 %	1,7 %	3,3 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	-1,1 %	9,0 %	-1,1 %	-4,7 %	5,9 %	5,7 %	6,2 %	7,0 %	8,2 %	8,0 %	5,2 %	6,4 %	2,7 %	6,4 %	17,8 %	1,6 %	9,8 %	10,3 %	7,6 %
AEEH de base																	3,2 %	2,3 %	
AEEH complément																	14,9 %	15,8 %	
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)														137,2 %	47,9 %	64,1 %	-32,4 %	17,2 %	
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant									24,1 %	3,1 %	1,4 %	0,6 %	1,6 %	-2,3 %	-0,4 %	5,3 %	3,9 %	6,2 %	4,1 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																		53,2 %	
PAJE naissance adoption																		1,4 %	
PAJE de base naissance adoption (AB)																		57,6 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																		72,5 %	
PAJE CLCA rang 1																		9,2 %	
PAJE CLCA rang 2																		80,6 %	
PAJE CLCA rang 3 et plus																		73,2 %	
PAJE COLCA rang 3 et plus																			
PAJE CLCA adoption																			
PAJE complément mode de garde (CMG)																		85,3 %	
PAJE CMG cotisations prises en charge																		110,1 %	
PAJE CMG rémunérations prises en charge																		104,7 %	
PAJE CMG via association, entreprise																		117,0 %	
PAJE CMG assistantes maternelles																		212,3 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																		111,3 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																		102,4 %	
Allocation pour jeune enfant (APIE)									5,5 %	-1,6 %	0,6 %	0,4 %	1,0 %	-2,8 %	-1,4 %	-30,6 %	-46,6 %	-70,0 %	
Allocation parentale d'éducation (APE)										24,2 %	7,5 %	-0,2 %	1,5 %	-1,2 %	1,1 %	-8,9 %	-40,9 %	-70,8 %	
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)									40,7 %	-20,4 %	-50,4 %	-24,8 %	-40,6 %	-21,7 %	8,8 %	18,6 %	-40,8 %	-31,2 %	
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée					95,5 %	46,6 %	97,6 %	47,9 %	24,6 %	31,2 %	-7,6 %	18,1 %	22,3 %	2,9 %	11,7 %	21,0 %	-45,0 %	-64,6 %	-5,1 %
Allocation d'adoption (AAD)									-28,9 %	166,5 %	36,6 %	2,4 %	-32,7 %	18,0 %	6,1 %	304,5 %	-92,6 %	177,4 %	
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	-17,3 %	-32,2 %	93,5 %	45,5 %	-34,8 %	-38,9 %	255,6 %	-0,9 %	-85,8 %	-85,4 %									
Sous-total Famille	2,9 %	3,9 %	5,6 %	12,4 %	25,0 %	8,3 %	3,5 %	10,2 %	8,1 %	-0,8 %	3,0 %	0,3 %	1,8 %	1,4 %	0,8 %	2,0 %	2,6 %	1,6 %	2,1 %
dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS	4,8 %	6,4 %	3,6 %	2,1 %	2,5 %	1,4 %	10,0 %	56,9 %	10,8 %	3,2 %	2,0 %	1,7 %	2,6 %	-0,9 %	1,6 %	3,9 %	4,2 %	4,1 %	3,3 %
Logement (hors créances, indus)	16,5 %	24,5 %	26,0 %	21,9 %	16,7 %	16,3 %	10,5 %	9,3 %	21,1 %	5,8 %	10,7 %	8,6 %	9,4 %	9,6 %	5,1 %	7,8 %	1,1 %	1,7 %	8,0 %
Allocation logement familiale (ALF)	17,4 %	23,5 %	24,8 %	17,7 %	15,8 %	14,2 %	10,0 %	8,4 %	21,2 %	5,0 %	9,6 %	7,8 %	8,4 %	9,0 %	5,4 %	7,1 %	0,5 %	1,3 %	7,4 %
Allocation logement sociale (ALS)	11,5 %	30,5 %	32,9 %	43,5 %	20,5 %	24,8 %	11,9 %	12,1 %	20,5 %	8,8 %	14,8 %	11,2 %	12,5 %	11,5 %	3,7 %	10,0 %	2,8 %	2,5 %	9,7 %
Prime de déménagement familiale									22,5 %	10,3 %	40,5 %	-13,0 %	33,9 %	-39,2 %	74,0 %	41,9 %	-36,3 %	22,7 %	
Aide aux associations (ALT)								98,0 %	2,6 %	-17,2 %	40,2 %	11,7 %	7,1 %	20,8 %	57,3 %	-31,7 %	43,2 %	4,2 %	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																			
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	85,0 %	33,7 %	2,1 %	-6,0 %	-1,5 %	6,0 %	0,9 %	-2,3 %	1,4 %	7,6 %	13,7 %	2,8 %	12,9 %	18,6 %	2,2 %	6,5 %	6,8 %	4,4 %	7,5 %
Allocation de parent isolé (API)	0,6 %	4,2 %	-3,3 %	-12,4 %	-6,8 %	-5,3 %	-4,4 %	-27,6 %	-11,4 %	-4,7 %	-3,5 %	-0,5 %	31,2 %	25,6 %	23,0 %	25,9 %	29,6 %	25,0 %	12,9 %
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	-10,3 %	0,9 %	0,6 %	-1,5 %	1,5 %	1,4 %	4,1 %	4,0 %	0,5 %	2,1 %	6,9 %	1,9 %	0,8 %	2,4 %	1,2 %	2,6 %	2,6 %	2,0 %	2,3 %
AAH de base	-10,3 %	0,9 %	0,6 %	-1,5 %	1,5 %	1,4 %	3,0 %	3,8 %	0,4 %	2,0 %	6,9 %	1,8 %	0,7 %	2,3 %	1,2 %	2,6 %	2,5 %	1,3 %	2,2 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH								17,2 %	9,6 %	10,6 %	11,0 %	8,0 %	4,2 %	6,9 %	2,5 %	6,6 %	6,5 %	-8,2 %	
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																			
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)		66,6 %	5,2 %	-6,6 %	-1,8 %	9,7 %	0,4 %	-1,4 %	3,0 %	11,0 %	17,5 %	3,2 %	16,0 %	17,2 %	0,3 %	6,5 %	3,9 %	0,7 %	7,7 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)	7,7 %	-15,8 %	-96,2 %									127,4 %	17,6 %	-	16,1 %	-3,7 %	37,2 %	29,2 %	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																		251,6 %	
Contrat d'avenir (CAV)																		3 578,6 %	
Prime de retour à l'emploi (PRE)																			
Revenu de solidarité (RSO versé)															16,1 %	-3,8 %	34,0 %	-1,7 %	
Prestations légales directes (A)	29,5 %	18,7 %	5,5 %	-4,4 %	12,6 %	8,3 %	3,4 %	5,6 %	7,6 %	2,9 %	7,8 %	2,5 %	7,0 %	9,2 %	2,1 %	4,9 %	4,0 %	2,8 %	5,1 %
dont prestations FNPF	0,9 %	4,9 %	5,2 %	8,5 %	17,9 %	7,4 %	4,1 %	7,5 %	8,5 %	0,4 %	4,4 %	1,8 %	3,5 %	3,6 %	2,5 %	4,1 %	3,4 %	2,9 %	3,5 %
dont prestations hors FNPF	2 201,4 %	64,8 %	6,3 %	-4,2 %	-0,2 %	11,0 %	1,6 %	0,1 %	5,1 %	10,7 %	17,1 %	4,3 %	15,5 %	16,4 %	0,8 %	11,7 %	5,2 %	2,5 %	8,8 %

1.3

Les prestations « Famille¹ » depuis 1946

1,9 % du Pib en 2006

27 % versés sous condition de ressources

Les prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales représentent 3,4 % du Pib en 2006 contre 3,6 % en 1951 : à l'époque, il ne s'agissait que de prestations directes en direction des familles. En 2006, la « Famille » ne représente plus que 1,9 % du Pib (y compris 0,4 % versés sous forme de transferts ou prestations indirectes). L'ensemble des prestations de logement représentent 0,8 % du Pib et les minima sociaux 0,7 %.

*Jusqu'en 1971, l'accent a été mis sur les allocations familiales, dont les dépenses ont été multipliées par 2,6 en vingt ans. **L'année 1972** apparaît comme un tournant de la politique sociale. A partir de cette date, les prestations « Famille » et la politique sociale se diversifient. Par ailleurs, devant le coût des mesures et dans un contexte de chômage structurel, on assiste au développement des prestations sous condition de ressources. **A partir de 1998**, les prestations relatives à la garde des enfants sont progressivement modulées en fonction des revenus des familles.*

Les prestations « Famille » versées sous condition de ressources représentent 27 % des prestations « Famille » en 2006 contre 23 % en 1973. Par ailleurs, en 2006, 13 % des dépenses « Famille » correspondent à des prestations liées à la garde des jeunes enfants dont les montants sont modulés en fonction des ressources de la famille.

Les séries 1946-1972 tous régimes, métropole et Dom ont été estimées. L'évolution des dépenses de prestations est étudiée sur la période 1951-2006, en euros constants 2006. La période 1946-1951 est, quant à elle, considérée comme une période de montée en charge de la politique familiale.

1972, tournant de la politique sociale

L'exercice 1972 est identifié comme un tournant dans la politique familiale de la France avec :

- les premières prestations « Famille » sous condition de ressources (à partir de juillet) ;
- la création du premier minimum social (l'allocation aux adultes handicapés, en janvier) ;
- le début du financement par la Cnaf des prestations indirectes (qui sont des transferts à la Cnav, à la Cnam et au Fsv), avec la mise en place des cotisations d'assurance vieillesse des parents aux foyer (à partir de juillet).

Par ailleurs, dès 1971, la première prestation pour familles monoparentales (l'allocation orphelin) a été créée.

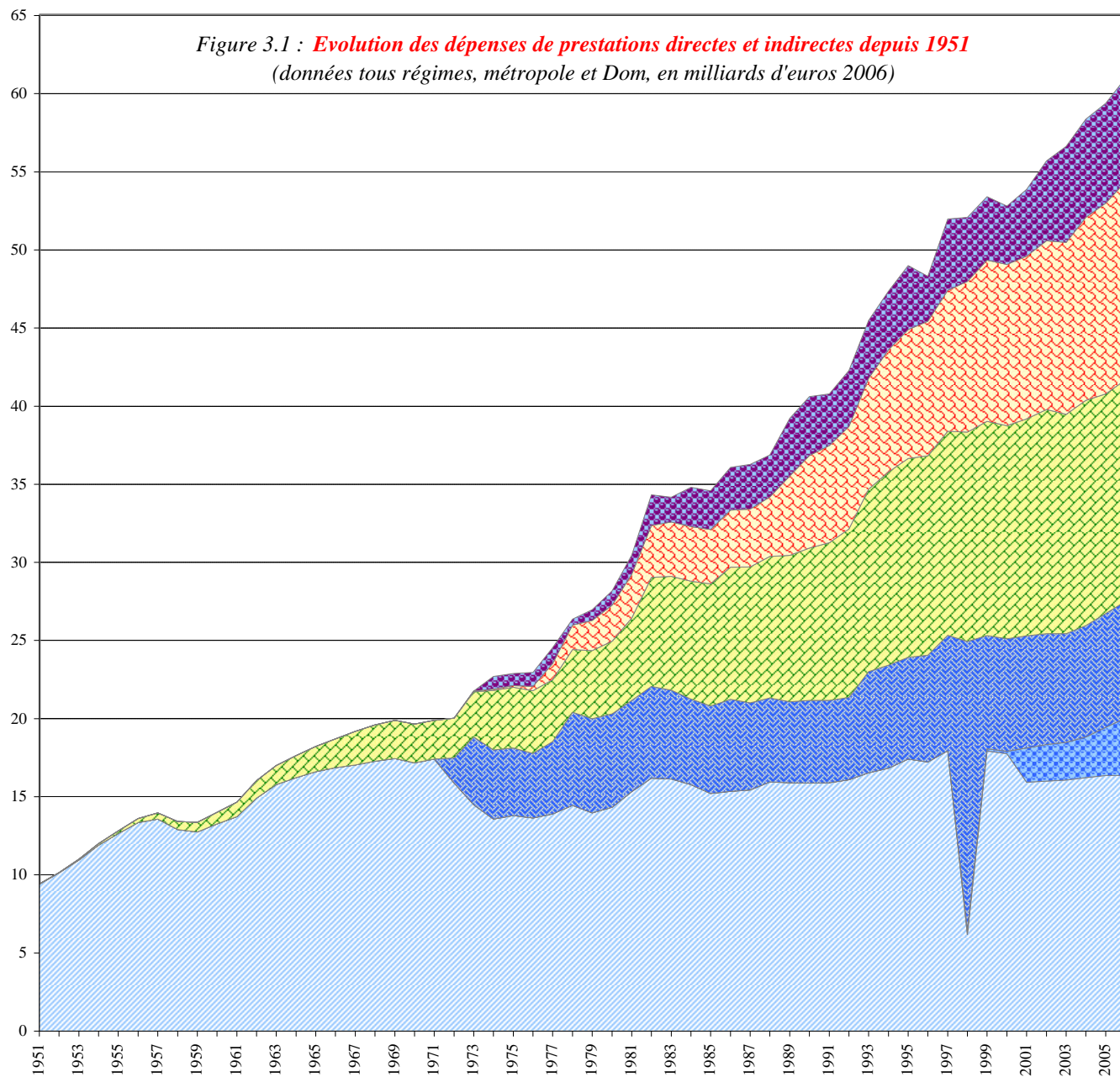
La période a été scindée en deux, en retenant 1971 comme frontière entre deux époques : une première de 20 ans (1951-1971) et une seconde de 35 ans (1971-2006).

L'ensemble des dépenses de prestations directes et indirectes (61,0 milliards d'euros) a progressé de + 51,6 milliards d'euros 2006 depuis 1951.

80 % de cet accroissement (+ 41,1 milliards) sont intervenus entre 1971 et 2006 (figure 3.1) : + 12,7 milliards pour les minima sociaux et pour les aides à l'emploi versés pour le compte de l'Etat, + 11,7 milliards pour des prestations logement, + 10,1 milliards pour les prestations directes « Famille » et + 6,6 milliards de transferts au titre des prestations indirectes.

56 % des prestations directes et indirectes pour la « Famille »

* Les prestations de **logement** (14,2 milliards d'euros en 2006) représentent 23 % des prestations directes et indirectes et 27 % de l'accroissement de ces prestations depuis 1951. L'allocation logement familiale a été créée en 1948, l'allocation logement sociale en 1972, l'aide personnalisée au logement (Apl) en 1978. Dès 1985, l'Apl qui concerne des logements conventionnés est devenue prépondérante. Par ailleurs, l'allocation de logement sociale a pratiquement doublé depuis 1990, suite à son extension progressive à toutes les personnes exclues jusqu'alors des aides au logement. La mise en place d'un barème unique des aides au logement en secteur locatif s'est achevée en 2002.



(1) La période 1946 - 1951, considérée comme période de montée en charge, est exclue de l'analyse.

En milliards d'euros 2006	Dépenses 2006	Accroissement des dépenses (1)		
		1971-1951 20 ans	2006-1971 35 ans	2006-1951 55 ans
Famille : transferts, prestations indirectes <i>En % / total (T)</i>	6,6 11 %		6,6 13 %	6,6 13 %
Minima sociaux et aides à l'emploi <i>En % / total (T)</i>	12,7 21 %		12,7 25 %	12,7 25 %
Logement <i>En % / total (T)</i>	14,2 23 %	2,5 5 %	11,7 23 %	14,2 27 %
Famille : prestations sous condition de ressources (Cr) <i>En % / total (T)</i>	7,5 12 %		7,5 14 %	7,5 14 %
Famille : prest. modulées en fonction des ressources (Paje Cmg, Aged, Afeama) <i>En % / total (T)</i>	3,7 6 %		3,7 7 %	3,7 7 %
Famille : prest. non soumises à Cr, non modulées <i>En % / total (T)</i>	16,4 27 %	8,0 16 %	-1,1 -2 %	7,0 13 %
Ss-total 1 : P. directes <i>En % / total (T)</i>	54,3 89 %	10,5 20 %	34,5 67 %	44,9 87 %
Ss-tot. 2 : Famille P. directes <i>En % / total (T)</i>	27,5 45 %	8,0 16 %	10,1 20 %	18,1 35 %
P. directes + indirectes (T) <i>En % / total (T)</i>	61,0 100 %	10,5 20 %	41,1 80 %	51,6 100 %
Ss-tot. 3 : Famille P. directes et indirectes <i>En % / total (T)</i>	34,1 56 %	8,0 16 %	16,7 32 %	24,7 48 %

* Les prestations visant à assurer à leurs bénéficiaires un **revenu minimal ou une aide favorisant le retour à l'emploi** (12,7 milliards d'euros en 2006) représentent 21 % des prestations en 2006 et 25 % de l'accroissement de celles-ci depuis 1951. *Les minima actuellement versés par les Caf sont : l'allocation aux handicapés adultes (créée en 1972), l'allocation de parent isolé (en 1976), le revenu minimum d'insertion (en 1988), le revenu de solidarité dans les Dom (en 2001). Des aides visant à favoriser le retour à l'emploi des allocataires de minima sociaux² peuvent également être versées par la branche Famille : le contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma, créé en 2004), le contrat d'avenir (en 2005) et la prime de retour à l'emploi (en 2006).*

* Les dépenses de prestations « Famille » directes et indirectes (34,1 milliards d'euros) représentent 56 % de l'ensemble des prestations : 45 % pour les prestations directes (27,5 milliards) et 11 % pour les prestations indirectes (transferts, 6,6 milliards). La progression des prestations « Famille » a été de 24,7 milliards d'euros 2006 depuis 1951, dont 16,7 milliards depuis 1971.

Prestations "Famille" directes et indirectes

En milliards d'euros 2006	Dépenses 2006	Accroissement des dépenses		
		1971-1951	2006-1971	2006-1951
Prestations indirectes	6,6		6,6	6,6
Prestations directes	27,5	8,0	10,1	18,1
P. sous Cr	7,5		7,5	7,5
P. modulées	3,7		3,7	3,7
Autres P. "Famille"	16,4	8,0	-1,1	7,0
Ensemble "Famille"	34,1	8,0	16,7	24,7
En %				
Prestations indirectes	19 %		27 %	27 %
Prestations directes	81 %	32 %	41 %	73 %
P. sous Cr	22 %		30 %	30 %
P. modulées	11 %		15 %	15 %
Autres P. "Famille"	48 %	32 %	-4 %	28 %
Ensemble P. "Famille"	100 %	32 %	68 %	100 %

1,9 % du Pib en 2006 pour la « Famille » contre 2,2 % en 1971 et 3,6 % en 1951 (prestations directes et indirectes)

Les prestations « Famille » directes représentent 1,5 % du Pib en 2006 (produit intérieur brut) contre 2,2 % en 1971. Sur les vingt dernières années, ce pourcentage varie entre un maximum à 1,8 % (en 1997) et un minimum à 1,5 %, atteint depuis 2002 (*la moyenne se situe à 1,6 % sur les dix dernières années, cf. figure 3.2, TIPF 2164*).

Par ailleurs, 0,4 % du Pib en 2006 concerne des prestations légales « Famille » financées mais non versées par la Cnaf (*droits à l'assurance vieillesse³, congé paternité*). *Apparus dans les comptes de la Cnaf depuis 1974⁴, ce sont des transferts au bénéfice de la Cnav, de la Cnam ou du fonds de solidarité vieillesse (Fsv).*

Les prestations de **logement** se maintiennent en moyenne à 0,8 % du Pib depuis 1987 (0,8 % en 2006). La progression des prestations de logement a été assez lente (*0,1 % du Pib en 1955, 0,2 % en 1959, 0,3 % en 1964, 0,4 % en 1974*) avant de s'accélérer entre 1980 et 1984 (0,7 %).

Créées en 1974 dans un contexte économique dégradé, les dépenses relatives aux **minima sociaux** et aux aides à l'emploi progressent rapidement. Leur part représente 0,1 % du Pib en 1974, 0,2 % en 1979, 0,3 % en 1982, 0,4 % en 1989, 0,5 % en 1991, 0,6 % en 1994 et 0,7 % en 1999 (niveau de 2006). En moyenne annuelle, cette part a été de 0,5 % entre 1987 et 1996 et de 0,7 % depuis 1997.

L'ensemble des prestations directes et indirectes versées par les organismes débiteurs des prestations familiales se situent à **3,4 % du Pib en 2006** contre 3,6 % en 1951. La moyenne des dix dernières années se situe à 3,4 % du Pib pour l'ensemble des prestations (directes et indirectes), à 3,1 % du Pib hors transferts.

Evolution de la législation « Famille » entre 1951 et 2006

L'évolution de la législation « Famille » entre 1951 et 2006 est caractérisée :

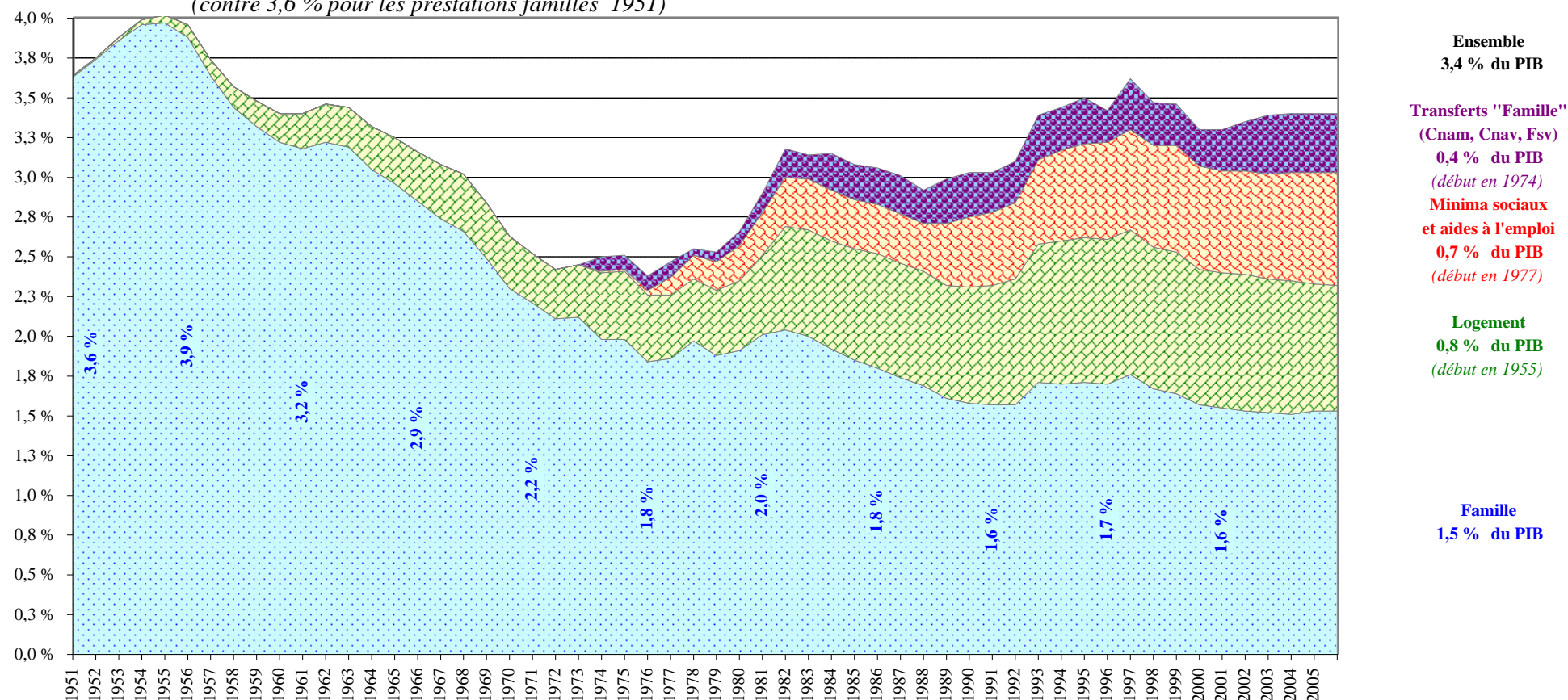
- par une **mise sous condition de ressources** à partir de 1972 d'une partie des prestations, puis par la modulation progressive des prestations de garde depuis 1998 ;
- par le développement de prestations d'entretien **attribuées par enfant et dès le premier enfant** ;
- par différents « plans Famille ». Les anciennes prestations (allocations de salaire unique et de frais de garde, allocations prénatales et postnatales, congé de naissance, *cf. encadré 1*) ont été remplacées par diverses prestations dont les conditions d'attribution ont varié sur la période. **L'enveloppe financière correspondant aux prestations issues de ces « plans Famille » a été multipliée par 2,6** en euros constants 2006, passant de 4,7 milliards d'euros en 1951 à 12,0 milliards en 2006 (*cf. figure 3.3*).

Milliards d'euros 2006	Dépenses			Rapport 2006/1951
	1951	1971	2006	
Cf Naissance - Jeune enfant			1,6	
P. créées avant 1978	4,7	4,9	10,4	
Plans "Famille"	4,7	4,9	12,0	2,6

En 2006, on distingue :

- d'une part, une prestation d'entretien aux familles de trois enfants et plus, sous condition de ressources : le **complément familial** (1,6 milliard) ;

Figure 3.2 : **Les prestations directes Famille représentent 1,5 % du Pib en 2006**, le logement 0,8 %, les minima 0,7 % et les transferts 0,4 % du Pib, soit **3,4 % du Pib pour l'ensemble des prestations** (contre 3,6 % pour les prestations familles 1951)

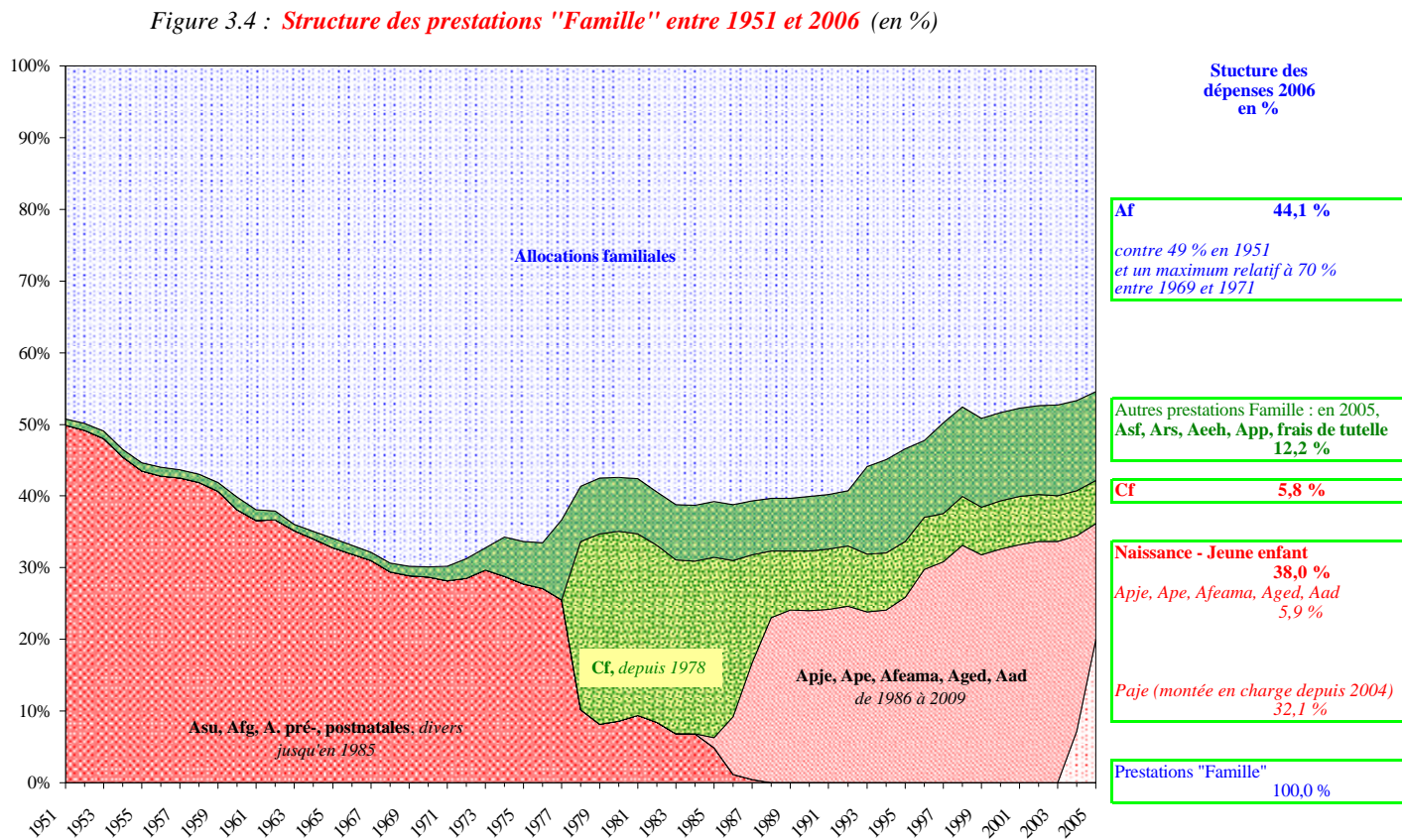
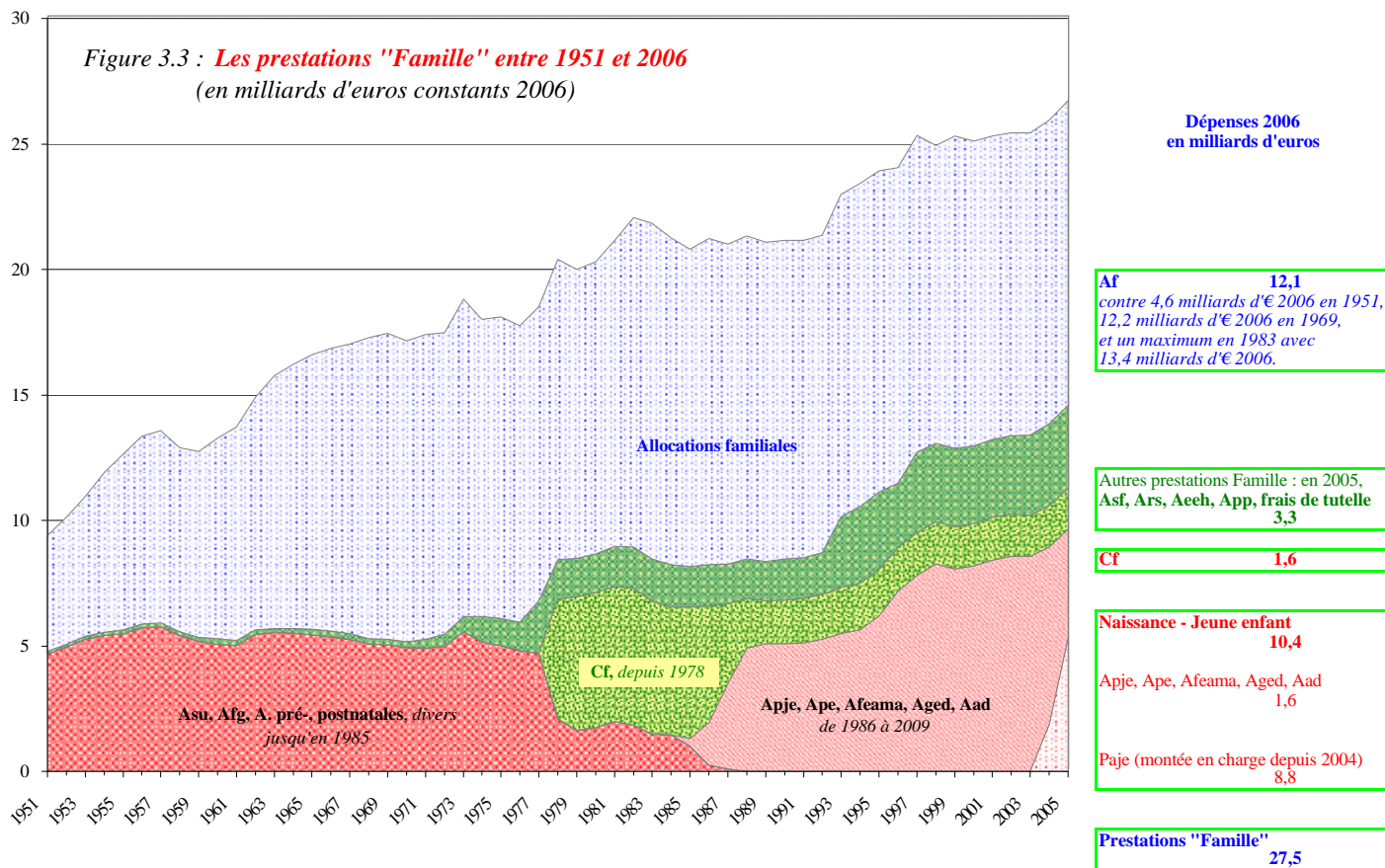


TIPF 2192 : Rapport au PIB des prestations et des transferts "Famille" depuis 1951

Tous régimes, métropole et Dom	1951	1955	1960	1970	1971	1980	1987	1990	1997	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne : sur 10 ans		
																	[1987-1996]	[2006-1997]	[2006-1987]
Famille	3,6 %	4,0 %	3,2 %	2,3 %	2,2 %	1,9 %	1,7 %	1,6 %	1,8 %	1,6 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,7 %	1,6 %	1,6 %
Logement	0,0 %	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,7 %	0,7 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,9 %	0,8 %
Minima sociaux et aides à l'emploi						0,2 %	0,3 %	0,4 %	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,5 %	0,7 %	0,6 %
Prestations directes	3,6 %	4,0 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,6 %	2,8 %	2,8 %	3,3 %	3,1 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	2,9 %	3,1 %	3,0 %
Transferts (Cnam, Cnav, Fsv)						0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Prestations directes et transferts	3,6 %	4,0 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,7 %	3,0 %	3,0 %	3,6 %	3,3 %	3,3 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,2 %	3,4 %	3,3 %
Sous-total "Famille" P. directes et indirectes	3,6 %	4,0 %	3,2 %	2,3 %	2,2 %	2,0 %	2,0 %	1,9 %	2,1 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %

TIPF 0.522006 : Evolution des dépenses de prestations légales entre 1951 et 2006 - Bénéficiaires des prestations en 2006

Dépenses tous régimes, métropole et Dom Milliards d'euros 2006	Dépenses			Evolution des dépenses				Structure des dépenses						Effectifs de bénéficiaires 2006	Rapport au nombre de bénéficiaires du Fnpf (a)
	1951	1971	2006	Ecart		Rapport		1951		1971		2006			
				2006- 1951	2006- 1971	2006/ 1951	2006/ 1971								
				Total	P. Famille	Total	P. Famille	Total	P. Famille						
Total des prestations directes versées	9,43	19,90	54,347	44,9	34,4	5,8	2,7								
Total des prestations directes ou financées par transferts	9,43	19,90	60,992	51,6	41,1	6,5	3,1	100,0 %		100,0 %		100,0 %			
Dont prestations directes ou indirectes "Famille"	9,41	17,43	34,147	24,7	16,7	2,9	1,6	99,8 %		87,6 %		56,0 %			
Famille	9,41	17,43	27,502	18,1	10,1	2,9	1,6	99,8 %	100 %	87,6 %	100 %	45,1 %	100 %		
Sous-total "Entretien : familles de 2 enfants et plus"	4,63	12,15	13,719			3,0	1,1	49,1 %	49,2 %	61,0 %	69,7 %	22,5 %	49,9 %		
Allocations familiales (AF)	4,63	12,15	12,122	7,5	0,0	2,6	1,0	49,1 %	49,2 %	61,0 %	69,7 %	19,9 %	44,1 %	4 853 500	73 %
Complément familial (CF)			1,597	1,6	1,6							2,6 %	5,8 %	878 500	13 %
Sous-total "Entretien dès le premier enfant"	0,08	0,37	3,343	3,3	3,0	Ns	Ns	0,8 %	0,9 %	1,9 %	2,1 %	5,5 %	12,2 %		
Allocation de rentrée scolaire (ARS)			1,390	1,4	1,4							2,3 %	5,1 %	3 021 700	45 %
Allocation soutien familial (ASF)		0,11	1,099	1,1	1,0					0,6 %	0,6 %	1,8 %	4,0 %	698 600	11 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)		0,02	0,568	0,6	0,5					0,1 %	0,1 %	0,9 %	2,1 %	153 800	2 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)			0,040									0,1 %	0,1 %	4 600	0,1 %
Autres dépenses (Frais tutelle, AD, HM, CEE)	0,08	0,24	0,246					0,8 %	0,9 %	1,2 %	1,4 %	0,4 %	0,9 %		
Sous-total "Naissance - Jeune enfant"			10,440	5,7	5,5	2,2	2,1					17,1 %	38,0 %		
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)			8,818	Pour								14,5 %	32,1 %	2 101 700	32 %
Allocation pour jeune enfant (APJE)			0,288	l'ensemble des prestations								0,5 %	1,0 %		
Allocation parentale d'éducation (APE)			0,442	Naissance - Jeune enfant								0,7 %	1,6 %	400	0 %
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)			0,054	(hors complément familial)								0,1 %	0,2 %	23 500	0 %
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			0,838	comparé aux								1,4 %	3,0 %	226 700	3 %
Sous-total "Prestations créées avant 1978 et n'existant plus"	4,70	4,91		prestations				49,9 %	49,9 %	24,7 %	28,2 %				
A. salaire unique, A. frais de gard, A. pré-, postnatales...				créées avant 1978											
Logement	0,02	2,47	14,175	14,2	11,7		5,7	0,2 %		12,4 %		23,2 %		5 920 500	53 %
Allocation logement familiale (ALF), prime de déménagement	0,02	2,47	3,616	3,6				0,2 %		12,4 %		5,9 %		1 245 100	/ allocataires
Aide personnalisée au logement (APL), prime de déménagement			6,193	6,2								10,2 %		2 482 000	
Allocation logement sociale (ALS)			4,266	4,3								7,0 %		2 195 200	
Aide aux associations de logement temporaire, PAH, ALINE		0,002	0,100	0,1								0,2 %			
Minima sociaux			12,670	12,7	12,7							20,8 %			
Allocation de parent isolé (API)			1,064	1,1								1,7 %		217 500	2 %
Allocation adultes handicapés (AAH, complément)			5,230	5,2								8,6 %		803 800	7 %
Revenu minimum d'insertion (RMI, yc prime)			6,136	6,1								10,1 %		1 278 600	11 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)			0,240	0,2								0,4 %		Cf. détail	/ allocataires
Transferts (prestations ou cotisations financées par la CNAF)			6,645	6,6	6,6							10,9 %			
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF)			4,212									6,9 %		1 594 265	
Contribution au fonds de solidarité vieillesse			2,185									3,6 %			
Congé paternité			0,248									0,4 %			



- et d'autre part, des **prestations « Naissance-Jeune enfant »** (10,4 milliards) dont 8,8 milliards pour la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje, cf. encadré 2), créée en janvier 2004, qui va, d'ici à 2009, remplacer les autres prestations jeune enfant.

Prestations d'entretien spécifiques aux familles de deux enfants et plus : 50 % des prestations « Famille »

Les prestations d'entretien aux familles de deux enfants et plus (13,7 milliards d'euros, cf. T1PF 0.522006) regroupent :

- les **allocations familiales** (Af) : 44 % des prestations « Famille » : 12,1 milliards d'euros bénéficiant à 4 853 500 familles de deux enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de 20 ans (ou bénéficiant du forfait AF⁵). En euros constants 2006, les dépenses d'Af :

- **ont été multipliées par 2,6 entre 1951 et 1971** (soit + 7,5 milliards d'euros 2006) ;

- sont globalement restées stables entre 1971 et 2006 malgré un impact démographique négatif (sorties des classes d'âges à forts effectifs, diminution des familles nombreuses) compensé par l'allongement de la scolarité et les mesures législatives relatives à la notion d'enfant à charge.

Toutefois, en 1998, les Af ont régressé de plus de 784 millions d'euros 2006 suite à leur mise sous condition de ressources pendant dix mois de mars à décembre. Parallèlement au retour à l'universalité des Af en janvier 1999, le quotient familial⁶ c'est-à-dire les économies d'impôts auxquelles donne droit le fait d'avoir des enfants, est minoré de 33 %.

Les diverses mesures prises depuis 1998 relatives aux Af auraient globalement généré près de + 83 millions d'euros 2006 de dépenses :

- les majorations pour âge des Af sont désormais versées à partir de 11 ans (au lieu de 10), et à partir de 16 ans (au lieu de 15) ;

- la limite d'âge pour les enfants à charge est passée de 18 à 19 ans en 1998, de 19 à 20 ans en 1999 ;

- un forfait Af versé aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de 20 ans a été mis en place en juillet 1997.

La progression des Af (entre 1951 et 1971) représente à elle seule 41 % de l'accroissement des prestations « Famille » entre 1951 et 2006, soit un niveau identique à celle des prestations modifiées par le plan « Famille » (41 %) ; 18 % de la croissance concerne l'Ars, l'Asf et l'Aeeh (cf. figures 3.3, 3.4 et 3.5). La part des Af dans l'ensemble des prestations « Famille » est passée de **49 % en 1951 à 44 % en 2006**, en passant par un maximum à **70 % entre 1969 et 1971**.

Depuis 1971, la décroissance de la part des Af dans les prestations « Famille » apparaît comme l'inversion du courant qui a prévalu entre 1951 et 1971 : **la concentration** de l'accroissement des dépenses de prestations « Famille » **en faveur des Af fait place** depuis 1971 **à la diversification des objectifs de la politique familiale**. Il s'agit alors de favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle par le libre choix entre les différents modes de garde, entre la poursuite ou l'arrêt de d'une activité professionnelle ; de soutenir les familles monoparentales, les enfants handicapés et l'éducation des enfants... Par ailleurs, **le soutien à la natalité** demeure à travers le barème des allocations familiales favorable aux familles nombreuses, le complément familial et les prestations d'entretien en faveur des jeunes enfants.

- et le **complément familial** (Cf, cf. encadré 1), créé en 1978 et versé sous condition de ressources : 6 % des prestations « Famille », 1,6 milliard d'euros bénéficiant à 878 500 familles de trois enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de 21 ans.

Naissance - Accueil des jeunes enfants : 38 % des prestations « Famille »

Les prestations « Naissance - Accueil des jeunes enfants » (10,4 milliards d'euros, cf. T1PF 0.522006, figures 3.3 et 3.4, encadrés 1 et 2) représentent 38 % des prestations « Famille ».

On peut distinguer trois types de préoccupations : la garde des enfants, la compensation de la perte de revenus liée à l'arrêt d'activité professionnelle d'un (des) parent(s), l'entretien des jeunes enfants.

Les créations de trois prestations (l'Ape, l'Aged et l'Afeama, respectivement en 1985, en 1987 et en 1991) et leur remplacement en janvier 2004 par trois composantes de la Paje reflètent l'accent mis à nouveau sur **l'éducation et la garde des jeunes enfants**, avec également des préoccupations relevant de **politiques d'emploi**.

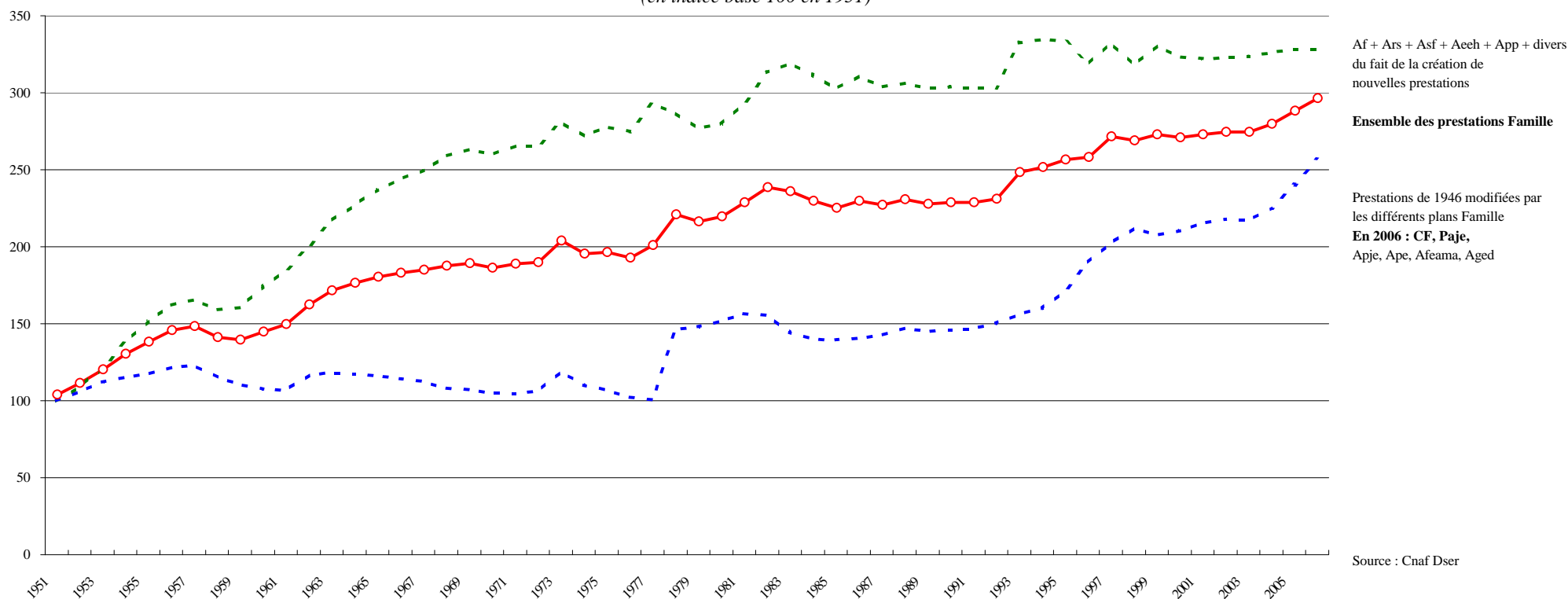
12 % des prestations « Famille » correspondent aux prestations d'entretien versées dès le premier enfant

Les prestations d'entretien attribuées par enfant et dès le premier enfant atteignent 3,3 milliards d'euros en 2006 (cf. T1PF 0.522006) : l'accroissement des dépenses est égal à leur montant 2006, ces dépenses étant très faibles en 1971. Ces dépenses correspondent à l'aide aux enfants handicapés, aux familles monoparentales et à l'allocation de rentrée scolaire. Elles représentent 12 % des prestations « Famille » en 2006.

Progression des prestations directes Famille en volume entre 1951 et 2006

Données tous régimes, métropole + Dom En milliards d'euros 2006	Dépenses			Ecart			Ventilation / accroissement total			Rapport		
	1951	1971	2006	1971-1951	2006-1971	2006-1951	1971-1951	2006-1971	2006-1951	1971/1951	2006/1971	2006/1951
				20 ans	35 ans	55 ans	20 ans	35 ans	55 ans	20 ans	35 ans	55 ans
Af + Ars + Asf + Aeoh + App + divers	4,71	12,51	15,47	7,79	2,96	10,75				2,65	1,24	3,28
Af	4,63	12,15	12,12	7,51	-0,02	7,49	42 %	0 %	41 %	2,62	1,00	2,62
Ars + Asf + Aeoh + App + divers	0,08	0,36	3,34	0,28	2,98	3,26	2 %	16 %	18 %			
Prestations modifiées par les différents plans "Famille"	4,70	4,91	12,04	0,21	7,13	7,34	1 %	39 %	41 %	1,05	2,45	2,56
Asu-Afg, prestations de naissance antérieures à 1978	4,70	4,91		0,21	-4,91	-4,70						
Cf			1,60		1,60	1,60						
Apje + Ape + Afeama + Aged			1,62		1,62	1,62						
Paje			8,82		8,82	8,82						
Ensemble des prestations directes Famille	9,41	17,41	27,50	8,01	10,09	18,09	44 %	56 %	100 %	1,85	1,58	2,92
Taux de croissance moyen annuelle de l'ensemble des prestations Famille				3,1 %	1,3 %	2,0 %						

Figure 3.5 : Les prestations directes Famille ont été multipliées par 2,9 en volume depuis 1951
(en indice base 100 en 1951)



Encadré 1 : Les plans « Famille » : de la création du complément familial en 1978 aux prestations³ « Naissance-Jeune enfant » de 1985 à 1991... jusqu'à la Paje en 2004

• **En juillet 1972 :**

- les **allocations de salaire unique et de mère au foyer** (dont les montants ne seront plus revalorisés) ont été **mises sous condition de ressources** ;
 - une majoration de ces prestations (indexée sur le Smic) est attribuée sous condition de ressources aux mères ayant au moins **quatre enfants** ou un enfant de moins de 3 ans ;
 - l'**allocation pour frais de garde** est créée ; elle est attribuée sous condition de ressources aux ménages dans lesquels la **femme est active ou aux personnes seules exerçant une activité**.

• **En 1978**, ces prestations ont été remplacées par le **complément familial**, accordé sous condition de ressources aux familles de **trois enfants** et plus ou aux familles ayant un enfant de moins de 3 ans.

• Les **allocations postnatales** sont majorées pour naissances multiples en 1979 et pour la troisième naissance en 1980. Cette dernière majoration est diminuée de moitié en 1983, supprimée en 1985.

• **En janvier 1985**, l'**allocation au jeune enfant** se substitue au complément familial et aux allocations pré- et postnatales. L'allocation pour jeune enfant est sous condition de ressources pour les enfants de plus de trois mois jusqu'en décembre 1996, pour l'ensemble des enfants bénéficiaires depuis janvier 1996.

• Le **complément familial** (Cf) est maintenu pour les familles de trois enfants et plus. En janvier 1987, le complément familial de « maintenance » (lorsque la famille passe de trois à deux enfants) est supprimé. En janvier 2000, l'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ouverture du droit au complément familial (et aux aides au logement...).

Dès 1978, un **abattement sur les ressources** est prévu pour les **ménages à deux revenus ou les personnes isolées** bénéficiaires du Cf. Cet abattement est appliqué aux bénéficiaires de l'Apje et de l'Aad qui sont soumis aux mêmes plafonds. Il est à noter qu'un tel abattement n'existe pas pour le plafond de l'Ars. Cet abattement, correspondant à 46 % du Smic en 1978, est doublé en 1984 ; il progresse jusqu'en 1995 pour atteindre 82 % du Smic. En 2002, il n'est plus que de 72 % du Smic. Loin de compenser l'apport que représente un deuxième revenu, cet abattement se situait, toutefois, dans le cadre d'un **objectif de neutralité par rapport à la double activité au sein du couple**.

• **En 1985**, l'**allocation parentale d'éducation** (Ape) est versée à la personne qui interrompt ou réduit son activité professionnelle à l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'accueil d'un enfant de **moins de 3 ans**, portant à **trois ou plus le nombre d'enfants**. Une allocation à mi-taux peut

être versée. Son montant est revalorisé en 1986, en 1987. Le champ de l'Ape est étendu :

- en 1987, avec le desserrement de la condition d'activité (*deux ans dans les dix ans précédant la naissance de l'enfant de rang trois, au lieu des trente mois antérieurement en vigueur*), l'allongement de la durée de perception jusqu'aux 3 ans de l'enfant (*contre 24 mois maximum de perception lors de la création de l'Ape*), suppression du cumul possible de l'Ape avec l'Apje ;
 - en 1994-1995 avec l'ouverture du droit dès le **deuxième enfant** (*sous réserve de deux ans d'activité au cours des cinq ans précédant la naissance*), l'extension au temps partiel (*versement jusqu'aux 6 ans de l'enfant en cas de naissances multiples*).

• **En 1991** entre en vigueur l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** (Afeama) : il s'agit d'une prise en charge des cotisations patronales et salariales de l'assistante maternelle (lorsque le salaire servi à celle-ci n'excède pas cinq fois la valeur du Smic par jour et par enfant), dès lors qu'un enfant de moins de 6 ans est gardé.

• Créée en 1992, la **majoration d'Afeama** a été ensuite fortement revalorisée en 1995. Elle correspond à une prise en charge d'une partie du salaire de l'assistante maternelle ; son montant varie selon l'âge de l'enfant (moins de 3 ans, de 3 ans à moins de **6 ans**). Depuis janvier 2001, son montant est modulé en fonction des ressources de la famille (*cf. TIPF 793*).

• Mise en place, **en 1987**, de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** attribuée à la famille ou à la personne seule employant à son domicile une personne chargée de la garde d'au moins un enfant de moins de 3 ans, lorsque chaque membre du couple ou lorsque le parent isolé exerce une activité professionnelle. Elle peut être cumulée avec l'Ape à mi-taux. L'Aged est d'un montant égal à celui des cotisations sociales (patronales et salariales) dans la limite d'un certain plafond.

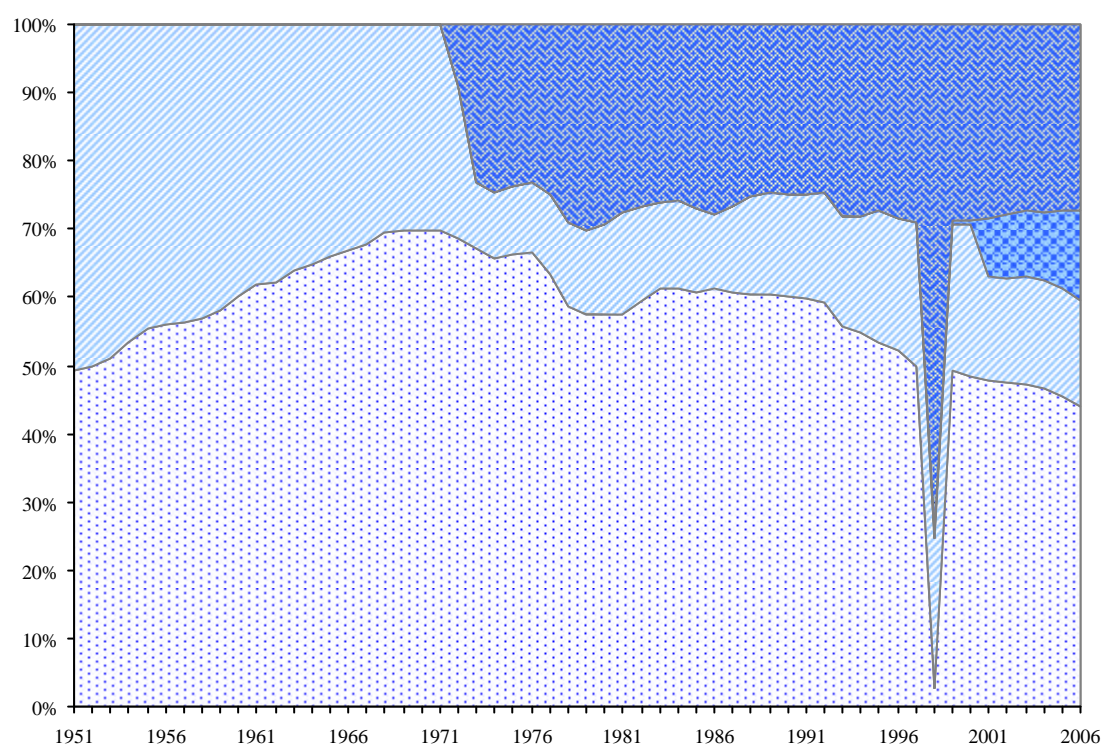
- L'Aged est déplafonnée en 1995, et une allocation à mi-taux est créée pour les enfants de **3 à 6 ans** et pour les bénéficiaires de l'Ape à taux partiel.

- Avec la réforme de 1998, la prise en charge des cotisations n'est plus que de 75 % ou même de 50 % selon les ressources de la famille, le recours à une Ape à taux réduit ou pour un enfant âgé de 3 à moins de 6 ans. Ces prises en charge sont par ailleurs plafonnées (*cf. TIPF 793, TIPF 7511*).

• En janvier 2002, un **congé de paternité** est créé.

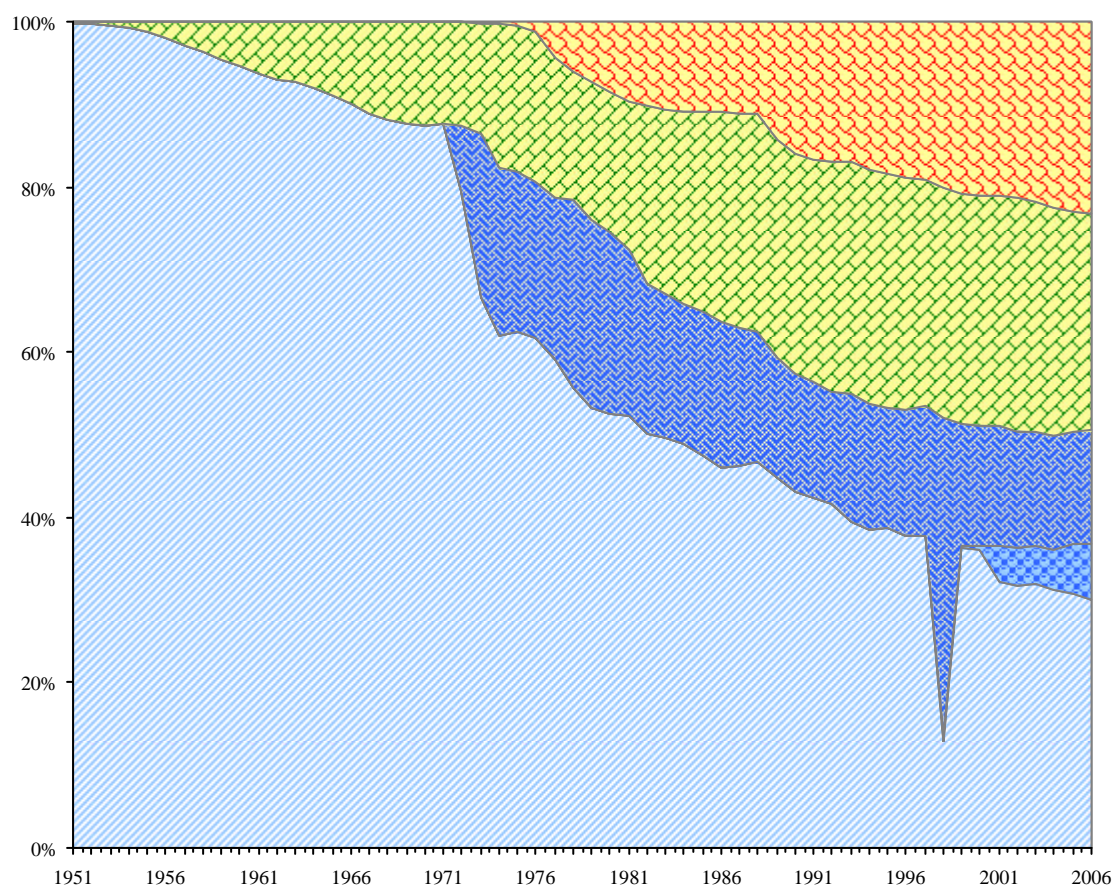
• **En janvier 2004**, la **prestation d'accueil du jeune enfant** est créée (*cf. encadré 2*).

Figure 3.6 : 27 % des prestations directes "Famille" sont soumises à condition de ressources (Cr) en 2006 contre 23 % en 1973



En 2006	
Famille : prestations sous condition ressources (Cr)	27,2 %
Famille : prestations modulées en fonction des ressources	13,3 %
Asf, Aes, App, Clca, Ape hors Apje virtuelle	15,4 %
Af	44,1 %
Famille : prestations non soumises à CR et non modulées	59,5 %

Figure 3.7 : La part des prestations directes "Famille" sans Cr dans l'ensemble des prestations a régressé de 87 % en 1971 à 67 % en 1973, 53 % en 1981, 30 % en 2006, suite à la décroissance des prestations Famille dans l'ensemble



En 2006	
Minima sociaux et aides à l'emploi (Rmi, Aah, Api, Rso, Cirma, Cav, Pre, toujours sous Cr)	23,3 %
Logement (toujours sous Cr)	26,1 %
Famille : prestations sous Cr	13,7 %
Famille : prestations modulées en fonction des ressources	6,8 %
Famille : prestations non soumises à CR et non modulées	30,1 %
Total Famille	50,6 %

En 1998, les prestations sans Cr enregistrent un creux correspondant à la mise sous Cr des Af pendant dix mois.

- **La prise en compte du handicap des enfants** dans la politique familiale s'est faite en plusieurs étapes, avec un tournant important en 1975.

. Janvier 1964 : création de l'**allocation d'éducation spécialisée** au bénéfice des enfants placés en établissement spécialisé.

. Février 1972 : création de l'**allocation aux mineurs handicapés** (lorsqu'ils ne peuvent bénéficier de la prestation précédente) ; la prestation est sous condition de ressources jusqu'en juillet 1973.

. Octobre 1975 : les deux prestations précédentes sont remplacées par l'**allocation d'éducation spéciale** (Aes) d'un montant plus avantageux et assortie de deux compléments.

. Février 1983 : augmentation de 50 % du montant du deuxième complément de l'Aes.

. Octobre 1991 : création d'un troisième complément de l'Aes pour les enfants atteints d'un handicap justifiant des soins continus de haute technicité. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne, et à la présence de l'enfant au foyer.

. Janvier 2001 : création de l'**allocation de présence parentale** (App) au profit des parents qui font le choix d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour demeurer auprès de leur enfant atteint d'une maladie ou d'un handicap grave. La durée d'attribution est au maximum une année pour un même enfant et pour une même cause.

. Avril 2002 : majoration substantielle de l'App et création de six nouveaux compléments de l'Aes à la place des anciens. Ces compléments restent acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant.

. Janvier 2006, l'Aes devient l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** (Aeeh). Une **majoration** par enfant bénéficiaire de l'Aeeh est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne.

. En mai 2006, l'**allocation journalière de présence parentale** (Ajpp) remplace l'App. Le parent bénéficiaire peut prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans.

Les dépenses relatives au handicap des enfants sont passées de 0,1 % des prestations « Famille » en 1971 à 1 % en 1977 suite à la création (en 1975) de l'Aes. La progression de la part de l'Aes se poursuit : 1,3 % en 1997, **2,1 % en 2006**, suite à la montée en charge des réformes intervenue en 2002 et en 2006. En 2006, les **dépenses d'Aeeh** atteignent

568 millions d'euros pour 153 800 familles bénéficiaires.

Par ailleurs, l'allocation (journalière) de présence parentale (40 millions d'euros) a bénéficié à 4 600 familles.

- L'**allocation orphelin** est créée en 1971 en faveur des personnes recueillant un enfant, des conjoints survivants et des mères célibataires. Elle était attribuée sous condition de ressources jusqu'en avril 1973. La législation relative à cette prestation a été modifiée en 1975 (extension aux enfants manifestement abandonnés), en 1978 (majoration du montant), en 1982. En 1985, l'**allocation de soutien familial** (Asf) se substitue à l'allocation orphelin. Une mission de recouvrement des pensions alimentaires est alors confiée aux organismes débiteurs de l'Asf. Lorsqu'un parent se soustrait partiellement au versement de la créance alimentaire, l'organisme débiteur des allocations verse une allocation différentielle sans que le montant cumulé de celle-ci et du versement partiel de la pension puisse excéder le montant de l'Asf.

Les dépenses d'Asf sont passées de 0,6 % des prestations « Famille » en 1971, à 1,6 % en 1973, à 3,2 % en 1978⁷ et à **4,0 % en 2006** : soit **1,09 milliard d'euros** de dépenses et **698 600 familles bénéficiaires.**

Par ailleurs, l'**allocation de parent isolé** (Api) garantit, depuis 1976, un revenu minimum à toute personne seule, soit en état de grossesse, soit chargée de famille, suite à un décès, un divorce ou une séparation. Elle est versée pendant un an maximum, ou jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 3 ans. Du fait de la spécificité de cette prestation différentielle et suite à son remboursement par l'Etat depuis 1999, l'Api est regroupée avec les minima sociaux. **1,06 milliard d'euros a été versé en 2006 à 217 500 bénéficiaires de l'Api.** La part de l'Api dans l'ensemble des prestations a progressé jusqu'à 2,3 % en 1986-1989 avant de décroître pour se situer aux alentours de 1,7 % depuis 1997. La part des prestations (Asf et Api) versées aux **familles monoparentales représente 3,5 % de l'ensemble des prestations en 2006.**

- L'**allocation de rentrée scolaire** (Ars), créée en 1974, est versée sous condition de ressources. (Aucune majoration du plafond pour double activité n'a été introduite (cf. TIPF 793). Jusqu'en 1989, seuls les enfants (scolarisés) âgés de moins de 16 ans pouvaient ouvrir droit à l'Ars. En 1990, le bénéfice de l'Ars est étendu aux jeunes de 16 à 18 ans. En 1999, le droit à l'Ars a été ouvert

aux familles avec un seul enfant qui ne perçoivent pas d'autres prestations des organismes débiteurs des prestations familiales. Depuis 2002, une allocation différentielle est versée aux personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond. Le montant unitaire de l'Ars a été multiplié par 3,6 en euros constants par rapport à 1992.

Les dépenses d'Ars (1,4 milliard d'euros) atteignent **5,1 % des prestations « Famille »** contre 1,9 % en 1992. **3 021 700 familles ont bénéficié de l'Ars** en 2006.

27 % des prestations « Famille » sont sous condition de ressources

La part des prestations « Famille » **attribuées strictement sans condition de ressources** dans l'ensemble des prestations « Famille » a régressé passant de 100 % en 1971 (cf. figure 3.6 et T1PF 21631) :

- à 77 % en 1973, les allocations de salaire unique, de frais de garde et leur majoration ayant été mises sous condition de ressources à partir de juillet 1972, (cf. encadré 1) ;

- si on exclut l'exercice 1998, le taux moyen des prestations « Famille » **sans condition de ressources** est resté relativement stable de 1973 jusqu'en 2000, **date de modulation de l'Afeama**. En moyenne, ce taux a été de **73,3 % des prestations « Famille » sur 27 ans** ;

- sur les six dernières années, ce taux se situe à 62 %, avec 59,5 % en 2006 (Af, Asf, Aeéh, Ajpp, Paje Clca, Ape hors Apje virtuelle). *L'encadré 3 permet de situer le degré d'imprécision de cette estimation à 9 points pour la ventilation 2003).*

En 1998, avec la mise sous condition de ressources des allocations familiales de mars à décembre, le montant des prestations sans condition de ressources chute à 26 % des prestations « Famille ».

Par ailleurs, **13,3 %** des dépenses 2006 (contre 12 % en 2005) correspondent à des prestations dont le montant est **modulé en fonction des ressources** de la famille : depuis 1998 pour l'Aged, depuis 2001 pour la majoration d'Afeama et dès leur création pour les Cmg de la Paje (cf. encadré 1).

Encadré 2 : Création de la prestation d'accueil du jeune enfant au 1^{er} janvier 2004

La Paje est appelée à remplacer cinq prestations existantes (*allocation pour jeune enfant, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile, allocation parentale d'éducation, allocation d'adoption*). Attribuée pour tout enfant né ou adopté à compter du 1^{er} janvier 2004, la Paje comprend :

. une **prime à la naissance ou à l'adoption** versée sous condition de ressources (*avec des plafonds plus élevés que ceux de l'Apje*), soit au septième mois de grossesse, soit le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer ;

. une **allocation de base** (Ab) versée pendant trois ans à compter de la naissance (*ou de l'arrivée de l'enfant au foyer en cas d'adoption*), sous la même condition de ressources que la prime à la naissance ;

. un **complément libre choix d'activité** (Clca) attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (*6 ans en cas de naissances multiples*). Proche du mécanisme de l'Ape, il s'en distingue principalement sur trois points :

. il peut être attribué **dès le premier enfant mais pour seulement six mois** à la suite du congé de maternité (ou de paternité) ;

. la condition d'activité antérieure est resserrée par rapport à l'Ape. Il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour

l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant ;

. le montant du complément en cas d'activité à temps partiel est supérieur de 15 % à celui de l'Ape à taux réduit ;

. un **complément libre choix du mode de garde** (Cmg) attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par une assistante maternelle ou une employée de maison. Ce complément comporte deux composantes :

. une prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

. une prise de charge partielle de la **rémunération** versée à la personne assurant la garde : le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limitée à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

Créé en juillet 2006, le **complément optionnel de libre choix d'activité** (Colca) permet aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), de bénéficier d'un congé plus court que le Clca (jusqu'à un an de l'enfant) et mieux rémunéré

Les tableaux T1PF 7351-61-71 présentent les barèmes de la Paje.

Encadré 3 : Conditions de ressources...

3.1 - Parmi les prestations « Famille » (hors Api qui figure avec les minima sociaux), on peut considérer que seules l'Ars et le Cf sont soumis à des conditions de ressources sélectives (alors que les autres conditions de ressources n'excluent que 10 % à 15 % des bénéficiaires potentiels). Le tableau 79020060 page 4 situe les différents niveaux de plafonds de ressources par rapport au Smic :

- le bénéfice de l'Ars est supprimé à une famille d'un enfant percevant 1,9 Smic ;
- une famille de trois enfants avec un seul revenu bénéficie du Cf si ses revenus sont inférieurs à 2,9 Smic ;
- l'allocation de base de la Paje se situe déjà à un niveau sensiblement supérieur : 4 Smic pour une famille d'un enfant avec deux revenus.

3.2 - Dans la brochure PF2003, l'ensemble des dépenses d'Ape figure en prestation sans Cr. Le montant du Clca de la Paje est équivalent à celui de l'Ape pour les familles dont les ressources dépassent le plafond d'attribution de l'Ab Paje. Les allocataires dont les ressources sont inférieures au plafond perçoivent l'Ab Paje et le montant cumulé des deux prestations (Ab + Clca) correspond bien à celui de l'Ape (non cumulable avec l'Apje).

Cette spécificité du Clca a conduit à une estimation statistique des dépenses d'Apje virtuelle sous Cr :

- en 2003, on considère que 80 % des familles bénéficiaires de l'Ape auraient pu bénéficier de l'Apje (20 % étant exclu par la condition de ressources de l'Apje) ;
- on estime que **30 % des sommes versées au titre de l'Ape auraient de toute façon été versées au titre de l'Apje si l'Ape n'avait pas existé. Les**

dépenses d'Ape sans Cr sont minorées de ces dépenses d'Apje virtuelle.

L'impact du changement de législation sur les séries statistiques de dépenses de prestations avec et sans Cr minore la part des prestations sans Cr de l'ordre de 3,8 points en 2003 (et majeure celle des prestations sous Cr) mais la méthode appliquée permet d'avoir une série plus cohérente.

3.3 - Les prestations de garde sont considérées comme modulées selon les revenus pour la totalité des sommes versées.

- En fait, les cotisations sont versées sans aucune référence aux revenus de la famille. Seule la composante versée à la famille diffère selon les ressources.

- Avant la mise en place du Cmg de la Paje, les dépenses d'Afeama étaient ventilées entre prestations sans Cr (Afeama de base) et prestations modulées (majoration d'Afeama). Le changement de méthodologie minore la part des prestations sans Cr de 5,1 % en 2003 (et majeure celle des prestations modulées).

- Les dépenses d'Aged (modulée depuis 1998) n'incluent pas de cotisations sociales.

3.4 - Pour conclure, la part des prestations sans Cr est de 8,9 points inférieure à celle présentée dans la brochure PF2003 : parallèlement, les prestations modulées sont majorées de 5,1 points (du fait de l'impact de l'Afeama de base, cf. point 3), les prestations sous Cr sont majorées de 3,8 points (suite au calcul de l'Apje virtuelle, cf. point 2).

Ventilation P. Famille selon la méthodologie

2003	A : nouvelle	B : ancienne	A - B
Sans Cr	63,2 %	72,0 %	-8,9
Modulées	9,4 %	4,3 %	5,1
Avec Cr	27,4 %	23,6 %	3,8

La part des prestations « Famille » strictement sous condition de ressources est passée de 23 % en 1973 à 27,2 % en 2006 (Cf, Ars, Paje : prime, allocation de base, Apje, Apje virtuelle, cf. figure 3.6, encadré 3, T1PF 21631).

Par ailleurs, la part des prestations « Famille » sans condition de ressources dans l'ensemble des prestations « Famille-Logement-Minima sociaux » a régressé de 67 % en 1973 à 30 % en 2006, du fait de la régression de la part des prestations « Famille » dans l'ensemble des prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales (cf. figure 3.7).

Notes

¹ Les prestations « Famille » du Fnpf excluent l'allocation logement familiale, l'allocation aux adultes handicapés et l'allocation de parent isolé. L'allocation d'éducation spéciale fait partie du bloc « Famille ».

² Le supplément de revenu familial (Surf) a été en vigueur de janvier 1981 à août 1990. L'allocation spécifique d'attente (Asa) a été versée par les organismes débiteurs des prestations familiales de juin 1998 à décembre 2001.

³ Dans ce cas, il s'agit de prestations différées. Le Cirma et le Cav ne sont pas versés que par les Caf et les Cmsa.

⁴ Avec ouverture du droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer au titre de la validité 1972.

⁵ Depuis le 1^{er} juillet 2003, un forfait mensuel de 70 euros est versé pendant un an aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de 20 ans. Le coût de la mesure est estimé à 114 millions d'euros 2005 en année pleine (2005).

⁶ Cf. PF 2004, chapitre 3.2, encadré 1 : le système du Qf.

⁷ Avec la suppression de toute condition d'activité professionnelle.

TIPF 21621 : Synthèse des prestations avec CR, sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants

En millions d'euros 2006	1946	1950	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Famille	5 230	8 638	13 262	17 165	17 413	18 817	20 306	21 160	23 919	24 057	25 329	24 946	25 310	25 108	25 304	25 444	25 444	25 947	26 733	27 503
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	5 230	8 638	13 262	17 165	17 413	14 484	14 323	15 880	17 410	17 215	17 947	6 174	17 924	17 762	15 930	16 000	16 074	16 217	16 358	16 360
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources (PAJE CMG, AGED, AFEAMA)												286	147	149	2 182	2 337	2 400	2 606	3 091	3 670
3. Famille : prestations sous CR (1)						4 332	5 983	5 280	6 509	6 842	7 382	18 485	7 239	7 198	7 192	7 107	6 970	7 124	7 285	7 473
4. Logement		6	748	2 483	2 472	2 909	4 646	9 762	12 728	12 773	13 060	13 385	13 715	13 643	13 884	14 333	14 024	14 422	14 054	14 175
5. Minima sociaux - Aides à l'emploi						41	2 314	5 911	8 254	8 602	9 033	9 652	10 316	10 325	10 416	10 811	11 013	11 714	12 208	12 671
Total prestations directes	5 230	8 645	14 010	19 648	19 885	21 767	27 266	36 833	44 901	45 432	47 422	47 983	49 340	49 076	49 604	50 588	50 481	52 084	52 995	54 348

(1) Prestations Famille sous CR : CF, PAJE prime, PAJE AB, APJE longue, APJE courte depuis janvier 1996, APJE virtuelle, ARS, A. d'adoption, aide à la scolarité, A. salaire unique-frais de garde-majoration, AF de mars à décembre 1998 (10 mois).

L'estimation de l'APJE virtuelle correspond à une "AB APJE sous CR" déduite de l'APE. Pour assurer une meilleure comparaison des législations avant et après la PAJE, on déduit de l'APE (non cumulable avec l'APJE) la part de l'APJE (sous CR)

dont auraient pu bénéficier les bénéficiaires de l'APE dont les ressources se situaient en-dessous des plafonds de l'APJE.

TIPF 21631 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes Famille (tous régimes métropole et DOM)

En % des prestations directes Famille	1946	1950	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne [2001-2006]
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	77 %	71 %	75 %	73 %	72 %	71 %	25 %	71 %	71 %	63 %	63 %	63 %	62 %	61 %	59,5 %	62,0 %
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources												1 %	1 %	1 %	9 %	9 %	9 %	10 %	12 %	13,3 %	10,4 %
3. Famille : prestations sous CR (1)						23 %	29 %	25 %	27 %	28 %	29 %	74 %	29 %	29 %	28 %	28 %	27 %	27 %	27 %	27,2 %	27,6 %
Total Famille	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Dt prest. sous CR ou modulées en fonction des ressources						23 %	29 %	25 %	27 %	28 %	29 %	75 %	29 %	29 %	37 %	37 %	37 %	38 %	39 %	40,5 %	38,0 %

TIPF 21632 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes tous fonds (tous régimes métropole et DOM)

En % des prestations directes	1946	1950	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
3. Famille : prestations sous CR (1)						20 %	22 %	14 %	14 %	15,1 %	15,6 %	38,5 %	14,7 %	14,7 %	14,5 %	14,0 %	13,8 %	13,7 %	13,7 %	13,7 %
4. Logement		0 %	5 %	13 %	12 %	13 %	17 %	27 %	28 %	28,1 %	27,5 %	27,9 %	27,8 %	27,8 %	28,0 %	28,3 %	27,8 %	27,7 %	26,5 %	26,1 %
5. Minima sociaux - Aides à l'emploi						0 %	8 %	16 %	18 %	18,9 %	19,0 %	20,1 %	20,9 %	21,0 %	21,0 %	21,4 %	21,8 %	22,5 %	23,0 %	23,3 %
Prestations directes sous CR		0 %	5 %	13 %	12 %	33 %	47 %	57 %	61 %	62,1 %	62,2 %	86,5 %	63,4 %	63,5 %	63,5 %	63,8 %	63,4 %	63,9 %	63,3 %	63,1 %
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources												0,6 %	0,3 %	0,3 %	4,4 %	4,6 %	4,8 %	5,0 %	5,8 %	6,8 %
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	100 %	100 %	95 %	87 %	88 %	67 %	53 %	43 %	39 %	37,9 %	37,8 %	12,9 %	36,3 %	36,2 %	32,1 %	31,6 %	31,8 %	31,1 %	30,9 %	30,1 %
Total prestations directes	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Dt prest. sous CR ou modulées en fonction des ressources		0,07 %	5 %	13 %	12 %	33 %	47 %	57 %	61 %	62,1 %	62,2 %	87,1 %	63,7 %	63,8 %	67,9 %	68,4 %	68,2 %	68,9 %	69,1 %	69,9 %

TIPF 2164 : Rapport au PIB des prestations (Famille avec et sans conditions de ressources, Logement, Minima sociaux) et des transferts (CNAM, CNAV, FSV)

Données tous régimes, métropole et DOM en % du PIB	1946	1950	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Différence en points		
																					2006 - 1970	2006 - 1996	2006 - 2005
Famille		3,6 %	3,2 %	2,3 %	2,2 %	2,1 %	1,9 %	1,6 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,7 %	1,6 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	-0,8	-0,2	0,005
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées		3,6 %	3,2 %	2,3 %	2,2 %	1,6 %	1,3 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %		0,4 %	1,2 %	1,1 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	-1,4	-0,3	-0,02
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources												0,02 %	0,01 %	0,01 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2	0,2	0,03
3. Famille : prestations sous CR (1)						0,5 %	0,6 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	1,2 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4	-0,1	0,000
4. Logement		0,003 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,7 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,5	-0,1	-0,01
5. Minima sociaux - Aides à l'emploi						0,005 %	0,2 %	0,4 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7	0,1	0,01
Prestations légales directes tous fonds		3,6 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,4 %	2,6 %	2,7 %	3,2 %	3,2 %	3,3 %	3,2 %	3,2 %	3,1 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	0,4	-0,2	0,000
dont prestations FNPF		3,6 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,4 %	2,4 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	2,3 %	2,2 %	2,2 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	-0,5	-0,1	0,005
Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV)							0,1 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,37	0,2	0,01
P. légales directes et transferts (CNAM, CNAV, FSV)		3,6 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,4 %	2,7 %	3,0 %	3,5 %	3,4 %	3,6 %	3,5 %	3,5 %	3,3 %	3,3 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	0,8	-0,02	0,005

1.4

Cotisations vieillesse prises en charge par la Cnaf

4,2 milliards d'euros en 2006, soit 8 % des dépenses de la Cnaf et 11 % des prestations légales (directes et indirectes), correspondent à des cotisations prises en charge par la Cnaf permettant une affiliation à l'assurance vieillesse d'un certain nombre de bénéficiaires de prestations familiales (Avpf). Elles sont assimilables à des prestations différées.

Sur les dix dernières années, la moyenne annuelle des transferts comptabilisés s'élève à 3,9 milliards d'euros constants 2006.

Depuis 1982, les dépenses d'Avpf sont attribuées annuellement à plus de 1,6 million de bénéficiaires d'une affiliation à l'assurance vieillesse sur douze mois (1 730 000 en 1983, 1 671 000 en 1996), contre 1,1 million environ jusqu'en 1980 (cf. T1PF24).

La Cnaf assure aux bénéficiaires de certaines prestations ou à ceux qui ont la charge d'un handicapé le financement d'années de cotisations d'assurance vieillesse. Sous certaines conditions (cf. encadrés 5 et 6), l'assurance vieillesse des parents au foyer permet de valider comme des années d'activité professionnelle le temps consacré par un parent à l'éducation d'un enfant en bas âge ou de trois enfants et plus, ou d'un handicapé (enfant ou adulte) dont le taux d'incapacité permanente est d'au moins 80 %.

Sur le plan financier, il s'agit d'un transfert de la Cnaf à la Cnav, correspondant à des **prestations indirectes, différées dans le temps**.

Par ailleurs, deux années d'affiliation à l'assurance vieillesse sont attribuées aux mères de famille pour chaque enfant élevé. A titre d'exemple, une mère de famille qui est restée au foyer pendant vingt ans pour élever trois enfants (nés à trois ans d'intervalle), et dans la mesure où les revenus du couple sont inférieurs au plafond en vigueur depuis la naissance du premier enfant, se voit attribuer vingt-six années environ de cotisations vieillesse sur la base du Smic (six années financées implicitement par la Cnav, vingt années prises en charge par la Cnaf¹).

Le point sur l'assurance vieillesse des parents au foyer peut être fait en étudiant successivement : les versements par exercice de validité, la forte progression de la cotisation unitaire, l'estimation du nombre de cotisations annuelles.

Encadré 1 : 12 % des dépenses de la Cnaf correspondent à des financements de prestations non versées par la branche Famille (T1PF 6711)

. L'article 21 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001 pose le principe d'une prise en charge progressive de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus**. Cette prise en charge par le Fnpf est de 15 % en 2001 (437 millions d'euros), de 30 % en 2002 (902 millions), de 60 % en 2003-2006 (2 185 millions en 2006, + 4,7 % par rapport à 2005). Il s'agit d'un transfert au fonds de solidarité vieillesse (Fsv).

. Depuis janvier 2002, la Cnaf finance un **congé de paternité** permettant aux pères d'obtenir, à la naissance de leur enfant, un congé de onze jours consécutifs au plus (*dix-huit jours en cas de naissances multiples ; par ailleurs, le congé d'adoption est majoré du même nombre de jours en cas de partage du congé par les deux conjoints*). Il s'agit d'un congé sans solde indemnisé par la sécurité sociale aux mêmes conditions d'ouverture de droit et de liquidation que les indemnités journalières d'assurance maternité. En 2006, le financement par la Cnaf du congé de paternité s'élève à 248,5 millions d'euros (+ 8,2 %).

. De 1979 jusqu'à la mise en place de la couverture maladie universelle en janvier 2000, la Cnaf a contribué au financement de **l'assurance personnelle maladie** d'un certain nombre de bénéficiaires de prestations familiales.

TIPF 410 : Synthèse des sommes comptabilisées depuis 1995 et des remontées Cnaf relatives aux différentes validités

Millions d'euros	Estimation comptabilisée par validité, après intégration des régularisations 2005 (millions d'euros) (a)	Effectifs équivalent temps plein (Etp) tous régimes correspondant aux dépenses comptabilisées yc régularisations 2005 (milliers) (b = a / f)	Remontées à la Cnaf (c)	Effectifs Etp correspondant aux remontées Cnaf (milliers) (d = c / f)	Reste à justifier -> 2004] : estimations 2005 - remontées Cnaf		Cotisation unitaire annuelle (euros) (F)	Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (Maj 2006 pour 2001-2006) (en euros)
					(c / a)	(e = c - a) (millions d'euros)		
Estimation de la validité 1995 (1)	2 805,06	1 566,87	2 892,29	1 615,6	103,1 %	-87,22	1 797,51	1 790,24
Effectif estimé pour la validité 1995 définitive		1 624,50						
Estimation reliquat exercices antérieurs à 1995	1 036,00	(1)	705,46			331,19		
Sous-total	3 841,72		3 597,75			243,97		
Estimation de la validité 1996	3 019,97	1 640,81	3 075,95	1 671,2	101,9 %	-55,98	1 869,29	1 840,53
Estimation de la validité 1997	3 005,80	1 626,17	3 061,97	1 656,6	101,9 %	-56,17	1 916,28	1 848,39
Estimation de la validité 1998	3 110,22	1 624,95	3 131,73	1 636,2	100,7 %	-21,52	1 993,12	1 914,04
Estimation de la validité 1999	3 281,77	1 647,57	3 255,97	1 634,6	99,2 %	25,80	2 033,06	1 991,88
Estimation de la validité 2000	3 374,84	1 673,49	3 365,59	1 668,9	99,7 %	9,26	2 058,37	2 016,65
Estimation de la validité 2001 (2)	3 478,94	1 674,33	3 442,58	1 656,8	99,0 %	36,36	2 124,06	2 077,81
Estimation de la validité 2002	3 689,09	1 706,67	3 497,95	1 618,2	94,8 %	191,14	2 211,63	2 161,57
Estimation de la validité 2003	3 865,93	1 748,56	3 494,49	1 580,6	90,4 %	371,44	2 264,68	2 210,92
Estimation de la validité 2004	4 056,62	1 737,85	3 656,59	1 566,5	90,1 %	400,02	2 391,34	2 334,27
Estimation de la validité 2005	3 917,30	1 580,85	3 246,69	1 310,2	82,9 %	670,60	2 538,74	2 477,97
Estimation de la validité 2006	4 212,30						2 711,43	2 642,16
Ensemble des paiements à la Cnav n'ayant pas donné lieu à remontée de Dna (yc 243 millions antérieurs à 1996)						1 814,93	Ventilation des restes à justifier	100 %
Cumul des restes à recouvrer 2002-2004 (après une révision à la hausse des estimations de 307,14 millions d'euros) (4)						1 633,21		90 %
Cumul des restes à recouvrer 1996-2001 (après une révision à la baisse des estimations de 265,56 millions d'euros) (3)						-62,25		-3 %
Reliquat exercices antérieurs à 1996 (1)						243,97		13 %

(1) La sous-estimation des dépenses correspondant à l'exercice 1995 (86,38 millions déjà constatés) est plus que compensée par la surestimation de l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs : 331,19 millions d'euros fin 2005.

(2) Pour 2001, compte tenu de la forte augmentation du Smic au 1^{er} juillet 2000 (+ 3,19 %), les dépenses correspondant à la validité 2001 avaient initialement été estimées sur la base d'effectifs constants.

(3) L'ensemble des estimations 1996-2001 a été revu en février 2006. Selon les principes arrêtés en 1997 dans le rapport Chadelat, on considère qu'un délai de quatre ans correspond au temps de remontée intégrale des ouvertures de droits effectives (cf. tableau ci-dessous).

(4) Les estimations 2002-2004 ont été revues à la hausse. Dans la comptabilité de la Cnaf, ces 307,14 millions d'euros sont agrégés aux dépenses estimées de l'exercice (3 917,3 millions d'euros), soit 4 224,44 millions.

Alors que dans les tableaux statistiques retraçant les recettes et les dépenses de la Cnaf, le solde des régularisations 1996-2004 d'Avpf (41,58 millions d'euros) figure en dépenses d'Avpf 2005 (soit 3 958,87 millions d'euros). En conséquence, dans les tableaux statistiques, les recettes exceptionnelles sont inférieures de 265,56 millions à celles de la comptabilité).

Régularisations comptabilisées en 2005

Validité	Acomptes Cnaf (A)	Cumul estimations + régularisations 2005 (B)	Régularisations 2005 (B-A)	Reste à justifier hors remontées Dna	
1996	3 033,89	3 019,97	-13,91	malgré un reste à recouvrer négatif	-55,98
1997	3 117,73	3 005,80	-111,93	malgré un reste à recouvrer négatif	-56,17
1998	3 242,44	3 110,22	-132,23		-21,52
1999	3 295,49	3 281,77	-13,72		25,80
2000	3 373,54	3 374,84	1,30		9,26
2001 (2)	3 474,01	3 478,94	4,94		36,36
Recettes exceptionnelles comptables 2005			-265,56	Cumul des restes à recouvrer 1996-2001	-62,25
2002	3 670,20	3 689,09	18,89		191,14
2003	3 749,30	3 865,93	116,63		371,44
2004	3 885,00	4 056,62	171,62		400,02
2005	3 917,30	3 917,30			670,60
Dépenses d'Avpf relatives à 2002-2004 comptabilisées en 2005			307,14	Cumul des restes à recouvrer 2002-2004	1 633,21
Solde cumulé dans les tableaux statistiques aux dépenses estimées pour 2005			41,58	Cumul des restes à recouvrer 1996-2005	1 570,96

(5) La **cotisation annuelle pondérée** (cf. TIPF 4321) est calculée en divisant les dépenses estimées par l'effectif total. Les dépenses sont estimées en multipliant :

- les bénéficiaires du Cf, de la Paje Ab, de l'Apje, de l'Aes, de l'Aah et de l'Ape à taux plein (TIPF 4321) par la cotisation à taux plein (100 %, cf. TIPF 431) ;

- les bénéficiaires de la Paje Clca et de l'Ape travaillant à mi-temps par la cotisation à 50 % ;

- les bénéficiaires de l'Ape travaillant entre 50 % et 80 % du temps plein par la cotisation à 20 %.

La cotisation annuelle pondérée 2005 résultant de l'estimation 2005 des dépenses (3 917,3 millions d'euros) s'élevait initialement à 2 486 euros. Suite aux nouvelles estimations 2001-2006 de mars 2006, cette cotisation pondérée 2005 a été revue à la baisse : 2 474 euros, soit 97,4 % de la cotisation à taux plein (2 539 euros).

Encadré 2 : Les circuits Cnaf- Cnav

Les Caf émettent, à compter de mai 2007, les Dna (déclarations nominatives annuelles) concernant les bénéficiaires d'Avpf au titre de l'année précédente 2006 (validité initiale) et pour les années antérieures (validités complémentaires).

Ces Dna font l'objet d'un transfert automatique à la Cnavts pour affectation des droits sur le compte individuel des bénéficiaires.

Les bordereaux récapitulatifs de créances correspondant à ces déclarations sont émis par les Caf et les Cmsa en même temps que les Dna et transmis aux Cram à des fins de contrôle de la cohérence entre le montant des cotisations figurant sur les bordereaux de créances émis par les Caf et les Cmsa et le montant des cotisations figurant sur l'état comptable transmis par le centre informatique de la Cnav (Dsinds) après traitement des Dna.

Ils sont ensuite **centralisés à la Cnavts pour remontée des créances Dna vers la Cnaf** à titre de justificatifs des dépenses.

Compte tenu de la date à laquelle les émissions de Dna ont été faites cette année (mai 2006 au lieu de février), le nombre de bénéficiaires 2005 affiliés au titre de **l'Ape, de l'App ou du Clca Paje** devrait être connu en grande partie, alors qu'auparavant il fallait attendre l'année d'après pour disposer d'effectifs plus ou moins consolidés. *(Explication générale, hors exercice 2005 : pour qu'il y ait affiliation au titre de ces prestations (Ape, App, Clca Paje) pour l'année N (2006 par exemple) ; les revenus (année N ; 2006) d'activité professionnelle du bénéficiaire ne doivent pas être supérieurs à un certain plafond (déterminé par décret) ; or les revenus de l'année N (2006) se sont pas connus des Caf en février de l'année N + 1 (2007), mois au cours duquel les Dna doivent théoriquement être établies. Les premières rentrées de déclarations de ressources de l'année N (2006) dans les Caf interviennent en avril de N + 1 (2007) et s'échelonnent jusqu'en juin de N + 1 (voire juillet 2007 pour les retardataires).*

Cependant, l'estimation des dépenses d'Avpf pour l'exercice 2006, basée début 2007 sur des estimations de bénéficiaires, peut être sensiblement modifiée jusqu'en 2009.

Versements par exercice de validité

L'interprétation des dépenses relatives à l'assurance vieillesse des parents au foyer (*cf. TIPF 410*) pose problème du fait des délais importants constatés dans la remontée des créances². L'encadré 2 précise le circuit suivi par les déclarations nominatives annuelles (Dna) établies pour chaque bénéficiaire de l'Avpf.

. Les dépenses comptabilisées en 1995, année de transition, couvrent 3 114 millions d'euros correspondant aux remontées de la Cnav à la Cnaf en 1994, 2 805 millions pour l'estimation de la validité 1995 (Dc) et 1 036 millions pour l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs, soit un total de 6 955 millions. Fin 2006, les remontées de la Cnav dépassent de 87 millions d'euros ces dépenses comptabilisées pour 1995 alors que les reliquats sur exercices antérieurs s'élèvent à 331 millions.

. Pour la validité 1996, un total de 3 020 millions d'euros a été comptabilisé : 2 515 millions d'euros dans les comptes 1996, majorés de 518 millions d'euros en 1997 (suite aux informations disponibles début 1998 relatives à l'Ape) et minorés de 14 millions comptabilisés en 2005. Fin 2006, les remontées de la Cnav dépassent de 56 millions d'euros ces dépenses comptabilisées pour 1996.

. L'estimation de la validité 1997³ (3 118 millions d'euros) a été minorée de 112 millions en 2005. Cette estimation (3 006 millions) est inférieure de 56 millions d'euros aux remontées (sur neuf ans).

. L'estimation de la validité 1998 (3 242 millions d'euros) a été minorée de 132 millions en 2005. Cette estimation (3 110 millions) est inférieure aux remontées (sur huit ans) de 22 millions d'euros.

. La validité 1999 a été portée à 3 282 millions d'euros par une régularisation 2005 de près de 14 millions (initialement 3 295 millions). Après sept années de remontées, le solde atteint + 26 millions d'euros.

. La validité 2000 s'établit à 3 375 millions d'euros (3 374 millions majorés d'un million en 2005). Les remontées sur six ans laissent un reliquat de + 9 millions d'euros.

. La validité 2001 se situe à 3 479 millions d'euros (3 474 millions majorés de 5 millions). Les remontées sur cinq ans représentent 99 % de l'estimation (2005), soit un reliquat de + 36 millions d'euros.

Figure 4.0 : **Depuis 1990, les effectifs de bénéficiaires de l'Avpf sont stables.**

Evolution en indice base 100 en 1990.

Les effectifs correspondant aux Dna déjà payées pour l'exigibilité 2000 sont identiques à ceux de 1990. Du fait des retards dans les remontées des Dna, les effectifs payés pour 2004 se situent 6 % en dessous du niveau de 1990.

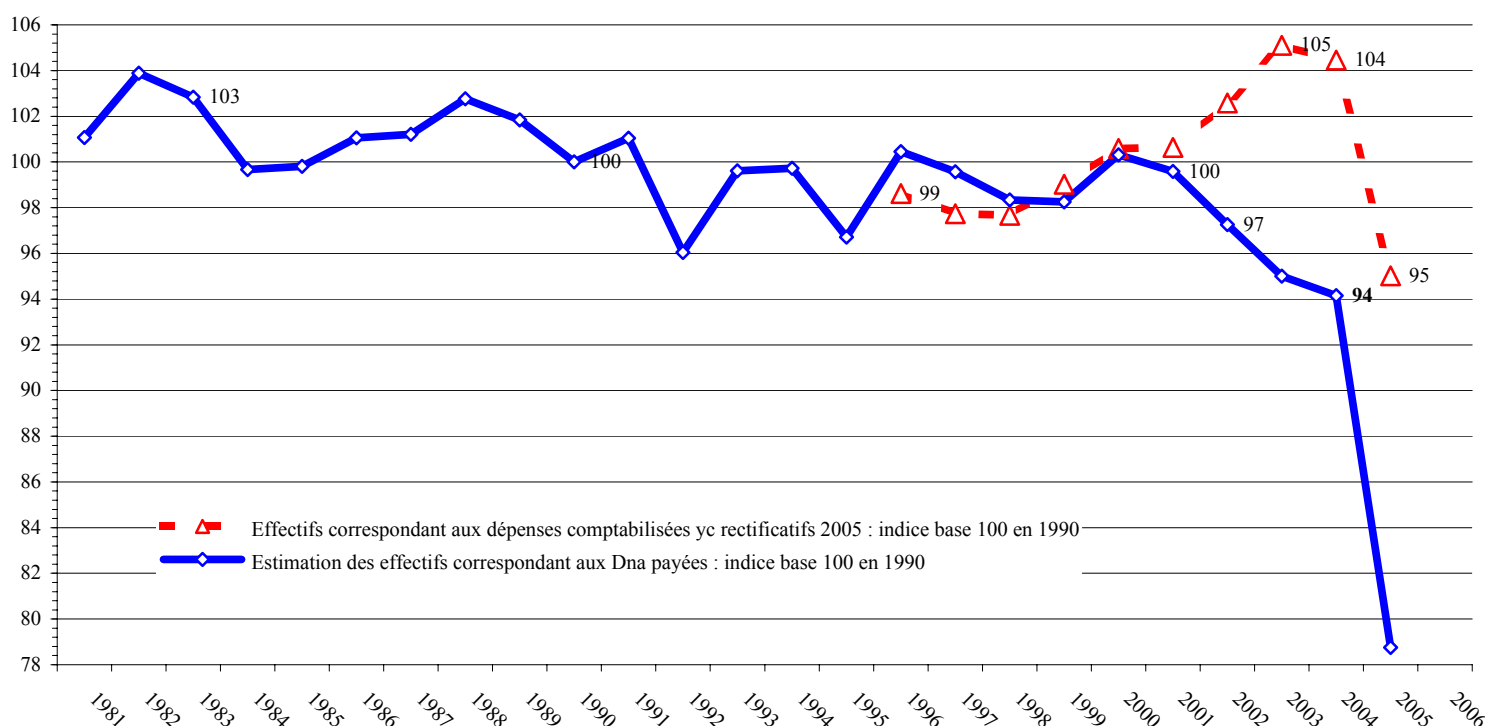
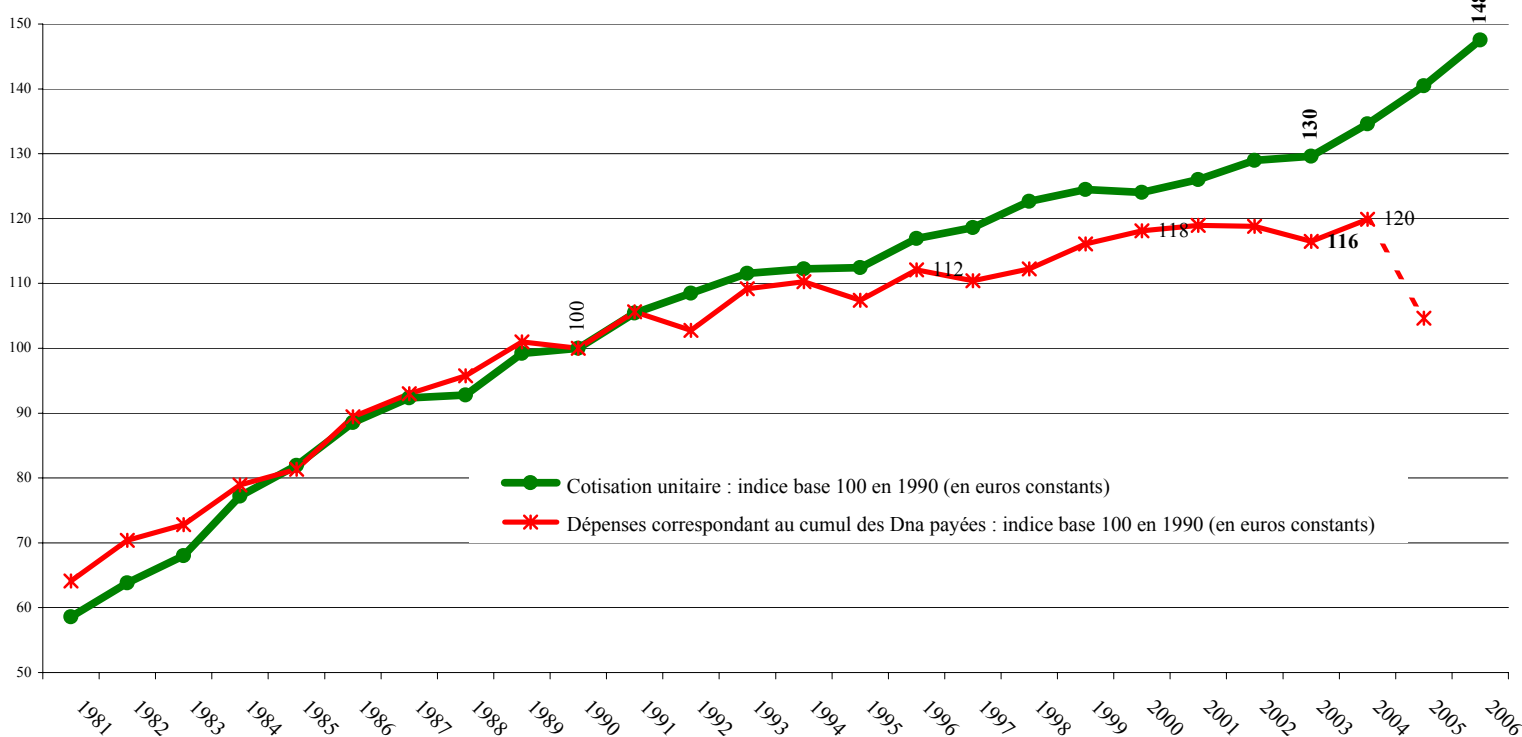


Figure 4.1 : **Les dépenses 2003 sont supérieures en volume de 6 % aux dépenses correspondant au cumul des Dna payées au titre de 1990.**

La cotisation unitaire a progressé de 30 % entre 1990 et 2003 (en euros constants).

Evolution en indice base 100 en 1990.



. La validité 2002 atteint 3 689 millions d'euros (3 670 millions majorés de 19 millions). Les remontées sur quatre ans représentent 94,8 % de l'estimation (2005), soit un reliquat de + 191 millions d'euros.

. La validité 2003 s'établit à 3 866 millions d'euros (3 749 millions majorés de 117 millions). Les remontées sur trois ans représentent 90,4 % de l'estimation (2005), avec un reliquat de + 371 millions d'euros.

. La validité 2004 a été majorée de 171 millions d'euros en 2005 (4 057 millions avec 3 866 millions initialement prévus). Les remontées sur deux ans représentent 90,1 % de cette estimation (soit un reste à justifier de 400 millions d'euros).

. La validité 2005 est estimée à 3 917 millions d'euros. Les remontées sans retard ne représentent que 82,9 % de cette estimation.

. La validité 2006 est estimée à 4 212 millions d'euros. Les premières remontées de créances interviendront en 2007.

Sans tenir compte de la dernière validité comptabilisée, l'écart entre les dépenses enregistrées depuis 1995 et les remontées des bordereaux récapitulatifs relatifs aux Dna s'élève à 1 815 millions d'euros fin 2006 (soit une diminution de 632 millions comparée à la situation à la fin de l'année 2005).

Entre 1998 et 2000, de 64 % à 65 % seulement des remontées Dna correspondent à la validité en cours (cf. T1PF 41101). Ce pourcentage atteint 77 % en 2003, 73 % en 2004-2005 et 83 % en 2006.

Les données relatives aux remontées de créances ne permettent pas de suivre les évolutions des effectifs de bénéficiaires du fait de la forte progression de la cotisation unitaire.

Forte progression de la cotisation unitaire

Depuis la validité 1972⁴, la cotisation unitaire a progressé en moyenne annuelle de + 4,9 % en euros constants (de + 10 % en euros courants), ce qui correspond à la combinaison des taux de croissance moyens annuels de :

- 3 % pour le Smic en euros constants ;
- 1,9 % pour le taux de cotisation.

Pour la validité 2006, la cotisation annuelle s'élève à 2 711,43 euros maximum par bénéficiaire (+ 6,8 % en euros courants par rapport à 2005, cf. T1PF 422).

• En 2006, on estime que 38 % des bénéficiaires (en année pleine) de l'Avpf sont affiliés au titre du complément familial, 41 % au titre de l'allocation de

base (Ab) de la Paje, 12 % au titre du complément libre choix d'activité (Clca) de la Paje, 5 % au titre de l'Apje, 3 % au titre de l'Ape et 1 % au titre d'une prestation liée au handicap (cf. T1PF 4321).

• Depuis 2004, les estimations des dépenses se différencient des estimations antérieures. Les bénéficiaires du Clca Paje qui bénéficient de l'affiliation à l'Avpf sont pour la plupart dénombrés dans les bénéficiaires de l'Ab Paje car on examine d'abord le droit au titre de l'Ab Paje.

Le tableau T1PF 431 présente par exercice de validité :

- les différentes cotisations unitaires selon la prestation d'affiliation ;

- la **cotisation unitaire pondérée** par les effectifs correspondant aux différentes catégories de bénéficiaires de l'Avpf. Depuis 1999, la cotisation unitaire pondérée n'est inférieure que de 2 % à 3 % à la cotisation maximale (cf. T1PF 4321).

Près de 1,7 million de bénéficiaires « équivalent temps plein »

Le nombre de cotisations ayant donné lieu à remontées de créances Avpf est estimé à partir du rapport :

- entre les dépenses correspondant à ces remontées de créances à la Cnaf et

- la cotisation unitaire annuelle correspondant à la validité concernée⁵. Jusqu'en 1994, seule la cotisation unitaire à taux plein était prise en compte. Depuis la validité 1995, la cotisation unitaire pondérée est retenue (cf. pour plus de détail, T1PF 431 et partie relative à la cotisation unitaire).

Ces estimations sont inférieures aux effectifs de personnes affiliées, ces dernières pouvant l'être pour l'année entière ou pour quelques mois seulement. Toutefois, elles permettent de meilleures comparaisons annuelles. Le nombre de cotisations annuelles complètes ayant donné lieu à remontée de créances à la Cnaf est évalué par année de validité à :

- 1996 : 1 671 200 remontées sur dix exercices ;
 - 1997 : 1 656 600 remontées sur neuf exercices ;
 - 1998 : 1 636 200 remontées sur huit exercices ;
 - 1999 : 1 634 600 remontées sur sept exercices ;
 - 2000 : 1 668 900 remontées sur six exercices ;
 - 2001 : 1 656 800 remontées sur cinq exercices ;
 - 2002 : 1 618 200 remontées sur quatre exercices ;
 - 2003 : 1 580 600 remontées sur trois exercices ;
 - 2004 : 1 566 500 remontées sur deux ans ;
 - 2005 : 1 310 200 remontées sans retard ;
- (cf. tableau 424, première colonne).

Conformément à l'évolution de la législation, le nombre de cotisations annuelles estimées a fortement progressé :

- de 1973 à 1980, il était d'environ 1,1 million : la mise en place du complément familial au 1^{er} janvier 1978 n'a pas eu d'impact très net sur le nombre de bénéficiaires ;
- en janvier 1980, pour les familles n'ayant pas d'enfant de moins de 3 ans, pouvaient être affiliées à l'assurance vieillesse les mères de famille ayant trois enfants à charge (au lieu de quatre enfants auparavant).

Les modifications législatives intervenues en juillet 1994 sont précisées dans l'encadré 6. A partir de la validité 2001, les bénéficiaires de l'allocation de présence parentale (App) peuvent être affiliés à l'Avpf (dans les mêmes conditions de cotisation que pour l'Ape à taux plein).

Depuis 1982, le dénombrement des cotisations annuelles ayant donné lieu à remontées de Dna dépasse 1,6 million (1 710 000 en 1989, 1 657 000 en 2000). Depuis la validité 2003, les estimations sont basées sur un effectif plus faible (inférieur à 1,6 million : 1 591 800 tous régimes en 2006, cf. T1PF 4321).

Notes

¹ Les services de la Cnav ont réalisé des études portant sur la durée d'assurance des mères de familles nombreuses et sur l'impact des périodes de cotisations à l'Avpf (cf. Lettre Caf n° 41 de janvier 1994). Pour la génération de 1933, l'apport des cotisations Avpf est en moyenne de près de cinq ans par bénéficiaire. Ces cotisations Avpf représentent 5,2 % du total des pensions. Il est à noter que les femmes nées en 1933 avaient 39 ans lors de l'instauration de l'Avpf en 1972 et n'ont donc pas bénéficié du plein effet de cette mesure. L'apport des cotisations Avpf doit être très supérieur à 5 % pour les générations suivantes sur l'ensemble de leur carrière.

² L'établissement des droits à l'Avpf est soumis à une prescription trentenaire. L'Avpf a fait l'objet d'une mission confiée à M. Chadelat, membre de l'Igas, au cours de l'année 1997.

³ Compte tenu de 518 millions comptabilisés au titre de 1996, les dépenses de l'exercice 1997 s'élèvent à 3 636 millions d'euros.

⁴ Premiers paiements effectifs effectués en 1975.

⁵ Les cotisations pondérées 2001-2006 retenues sont celles correspondant aux dernières estimations effectuées selon la méthodologie retenue en mars 2007 pour estimer la validité 2007 à partir des effectifs 2006.

Encadré 3 : Mode de lecture du tableau T1PF 411

. Les versements de la Cnaf à la Cnav relatifs aux différents exercices de paiement sont ventilés en fonction des années de validité dans le tableau financier T1PF 411.

. Une colonne de ce tableau indique le **cumul des « remontées Cnaf de 1975 à 2005 » au titre des différentes années de validité**. A titre d'exemple, les versements cumulés pour l'exercice d'exigibilité 1995 (validité 1994) s'élèvent à 2,921 milliards d'euros et se répartissent de la façon suivante (lecture en ligne du tableau) : 2 514 millions d'euros en 1995, 268 millions d'euros en 1996, 46 millions d'euros entre 1997 et 1998, 62 millions d'euros en 1999 et 31 millions d'euros de 2000 à 2004 (dont 9 millions en 2004).

. Jusqu'en 1994, les sommes comptabilisées par exercice correspondent au total des colonnes du tableau T1PF 411 (soit par exemple, 2 833,12 millions d'euros en 1994). Selon le principe de comptabilisation en encaissement/décaissement, la Cnaf a donc porté dans sa comptabilité le paiement des cotisations Avpf en fonction de la périodicité et de la fréquence des envois de bordereaux de créances adressés par la Cnavts.

. La procédure de comptabilisation en **droits constatés**, applicable normalement à compter de l'exercice 1996, a été anticipée d'une année pour permettre de comptabiliser sur l'exercice 1995 non seulement l'année de validité 1994 mais également l'année 1995. Concrètement, la Cnaf a payé deux exercices d'Avpf (1994 et 1995) en une seule année (1995), soit près de 7 milliards d'euros (dont 2 805,06 millions au titre de l'estimation de la validité 1995 et 1 036,65 millions pour le reliquat sur exercices antérieurs). Cette opération a toutefois été neutralisée grâce à l'opportunité de reprise de la dette cumulée du régime général vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations.

. **Les dépenses prévisionnelles initiales d'Avpf figurent dans la colonne « Acomptes Cnaf »** du tableau. Suite à la révision des estimations ayant donné lieu à des **régularisations en 2005**, une colonne « **Réalisations** » reprend l'**estimation rectifiée des dépenses 1996-2004 et l'estimation initiale concernant 2005**. L'écart entre les dépenses comptabilisées et les dépenses ayant donné lieu à remontée des bordereaux de créances constitue le **reste à justifier** (sommes dépensées n'ayant pas encore donné lieu à l'envoi par la Cnav de bordereaux de créances à la Cnaf).

. Les effectifs de bénéficiaires qui ont été estimés pour servir de base aux prévisions initiales sont ventilés par prestation dans le tableau T1PF 4321 jusqu'en 2003 et dans le tableau T1PF 424 depuis 2001 selon une nouvelle méthodologie. Les cotisations pondérées retenues sont celles de l'estimation de la validité 2006.

TIPF 411 : Transferts de la Cnaf à la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer selon l'année d'exigibilité en euros

Année de		Versements de la Cnaf à la Cnav correspondant aux dépenses des exercices											Remontées	Acomptes	"Réalisations"	Reste à justifier	Comptabilité	Dépenses	
Exigibilité	Validité	1992	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1975-2006	CNAF	estimées	hors remontées	Cnaf yc régul.	Dépenses	
Données tous régimes en millions d'euros (hors exploitants agricoles jusqu'en 1983)													Cnav	(estim. initiales)	-> 2006]	Dna (encadré 3)	1975-2006	en millions d'euros 2006	
1973-1974	1972-1973	0,26	0,02	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,003	0,02	163,94				163,916	718,23	
1975	1974	0,18	0,01	0,02	0,03	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,004	0,02	175,67				175,653	688,64	
1976	1975	0,25	0,02	0,02	0,03	0,01	0,02	0,01	0,02	0,02	0,01	0,02	230,88				230,852	824,99	
1977	1976	-0,05	0,04	0,03	0,04	0,01	0,03	0,01	0,02	0,04	0,01	0,03	284,16				284,128	929,02	
1978	1977	2,56	0,05	0,04	0,04	0,02	0,03	0,01	0,03	0,03	0,01	0,04	313,82				313,770	940,77	
1979	1978	-0,78	0,09	0,06	0,06	0,02	0,05	0,02	0,04	0,06	0,01	0,05	364,03				363,966	984,74	
1980	1979	-1,10	0,10	0,07	0,08	0,02	0,06	0,02	0,05	0,07	0,02	0,07	500,86				500,776	1 193,66	
1981	1980	-0,14	0,10	0,07	0,07	0,03	0,05	0,03	0,06	0,05	0,02	0,06	753,57				753,495	1 583,82	
1982	1981	0,30	0,11	0,05	0,07	0,03	0,06	0,03	0,06	0,06	0,02	0,05	962,91				962,843	1 809,99	
1983	1982	-0,74	0,11	0,06	0,07	0,02	0,05	0,02	0,05	0,07	0,02	0,05	1 182,02				1 181,949	2 026,85	
1984	1983	0,33	0,14	0,08	0,07	0,85	0,06	0,03	0,06	0,05	0,03	0,14	1 340,15				1 339,983	2 139,33	
1985	1984	0,97	0,17	0,06	0,19	0,03	0,05	0,04	0,06	0,13	0,04	0,07	1 559,81				1 559,701	2 353,01	
1986	1985	6,59	0,22	-0,52	0,06	0,01	0,04	0,03	0,05	0,14	0,04	0,08	1 701,31				1 701,192	2 500,01	
1987	1986	6,24	0,38	1,38	0,09	0,02	0,75	0,04	0,09	0,17	0,03	0,13	1 920,75				1 920,594	2 736,39	
1992 : Régularisations 1972-1986		228,67											228,67				228,674	325,81	
1988	1987	9,48	1,65	0,29	0,30	0,08	0,30	0,06	0,10	0,22	0,04	0,30	2 060,02				2 059,678	2 857,69	
1989	1988	18,17	3,40	0,52	1,76	1,16	0,34	0,05	0,17	0,19	1,21	0,27	2 177,98				2 176,502	2 914,59	
1990	1989	74,68	3,53	0,40	0,76	0,03	2,86	0,04	0,15	0,13	0,04	0,31	2 380,41				2 380,054	3 089,96	
1991	1990	392,83	3,30	1,06	2,37	4,22	0,26	0,01	0,04	0,11	0,00	0,46	2 430,79				2 430,331	3 057,40	
1992	1991	1 911,29	2,01	1,28	1,99	62,97	0,59	-0,01	0,18	0,12	-0,01	0,38	2 649,94				2 649,579	3 257,46	
1993	1992		11,21	1,48	1,43	16,40	3,13	0,02	0,09	6,78	0,01	0,86	2 637,91				2 637,030	3 184,73	
1994	1993		37,42	3,72	17,66	32,61	3,42	0,53	0,16	6,23	0,05	0,23	2 853,39				2 853,117	3 398,28	
1995	1994		22,65	23,59	62,06	3,46	17,14	0,76	0,54	9,31	-0,11	0,12	2 921,31				2 921,299	3 422,96	
1996	1995		761,11	114,81	202,12	2,66	2,99	6,19	3,32	3,40	0,02	0,85	2 892,29				2 891,419	3 324,93	
Compte 1996	1996		2 213,86	301,54										2 515,41				2 515,408	
Compte 1997	1996			243,36	142,19	27,33	70,84							518,48				518,479	
Estimation totale 1996			2 213,86	544,90	142,19	27,33	70,84	57,83	12,46	5,54	0,17	0,83	3 075,95	3 033,89	3 019,97	-55,98	3 019,973	3 472,76	
Compte 1997	1997				556,69	292,97	154,95	84,19	0,67	4,76	0,60	26,46	3 061,97	3 117,73	3 005,80	-56,17	3 005,802	3 420,12	
Compte 1998	1998			1 940,68	2 020,40	698,88	198,81	166,02	2,66	6,36	0,25	38,35	3 131,73	3 242,44	3 110,22	-21,52	3 110,217	3 517,34	
Compte 1999	1999					2 105,20	911,66	182,66	20,17	30,64	0,29	5,34	3 255,97	3 295,49	3 281,77	25,80	3 281,771	3 692,89	
Compte 2000	2000						2 532,12	754,90	25,27	28,16	0,54	24,60	3 365,59	3 373,54	3 374,84	9,26	3 374,843	3 738,11	
Compte 2001	2001							2 511,35	592,88	234,42	17,95	85,98	3 442,58	3 474,01	3 478,94	36,36	3 478,944	3 793,96	
													Sous-total 1996-2001		19 537,11	19 271,55			
													Solde 1996-2001 en faveur de la Cnaf		-265,56	>> Produits exception. en compta.			
Compte 2002	2002								2 847,42	557,49	0,65	92,39	3 497,95	3 670,20	3 689,09	191,14	3 689,093	3 954,50	
Compte 2003	2003								2 810,87	364,78	318,83	3 494,49	3 749,30	3 865,93	371,44	3 865,933	4 066,96		
Compte 2004	2004									2 947,61	708,88	3 656,59	3 885,00	4 056,62	400,02	4 056,616	4 197,28		
													Sous-total 2002-2004		11 304,50	11 611,64			
													Solde 2002-2004 en faveur de la Cnav		307,14	>> AVPF 2005 en compta.			
Compte 2005	2005											3 246,69	3 246,69	3 917,30	3 917,30	670,60	3 917,30	3 983,88	
													Le chiffre comptable "AVPF 2005" = validité 2005 + régularisations 2002-2004		4 224,43				
													Le chiffre statistique = validité 2005 + régularisations 1996-2001 et 2002-2004 (soit + 41,578 = 307,17-265,56)		3 958,87				
Compte 2006	2006													4 212,30	4 212,30	4 212,30	4 212,30	4 212,30	
Remontées Dna selon l'exercice de justification		2 650,01	3 061,71	2 634,17	3 010,68	3 249,07	3 900,66	3 764,91	3 506,86	3 705,66	3 334,36	4 553,06	67 916,13	69 812,82	69 937,56	1 570,96	69 494,90	88 101,06	
		Page 9 Cnav 2007												Annexe 3 Cnav 2007					
Avance à la Cnav (2)			-847,85	-148,58	-291,40	-124,69	-32,28	-7,95	-5,34	-27,42	-1,51	-4,59	-3 601,49				240,22	240,22	
Encaissement Cnav																	69 735,13	88 341,28	
dt Régime général		2 301,52	2 827,17	2 422,72	2 790,41	3 064,51	3 689,57	3 627,24	3 324,99	3 481,23	3 215,25	4 332,52	95,2 %					Soit un montant moyen annuel de 2 760,67 sur 32 ans et de 3 783,78 entre 1996 et 2005	
Régime minier		ds "RG"	3,66	1,22			0,15												
Régimes spéciaux		245,60	115,56	112,31	123,86	79,33	82,78	43,13	59,80	105,57	25,27	51,41	1,1 %						
Salariés + Exploit. agricoles		102,90	115,25	98,01	96,35	105,21	128,21	94,54	122,08	118,87	93,83	169,12	3,7 %						
Sous-total Sa + Ea + Rs		348,50	230,81	210,32	220,21	184,54	210,99	137,67	181,87				Ventil. 2006 par régime						

T1PF 41101 : Profil (en %) des remontées selon l'exercice considéré depuis 1996

Année de		Remontées des Dna exprimées en % de T (dépenses comptabilisées par exercice)											Reste à justifier hors remontées Dna (en % de T) après		Remontées sur les quatre premières années	Remontées postérieures aux quatre premières années de paiements	
Exigibilité	Validité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Cumul 1975-2006					
Estimation totale 1996		73,3 %	18,0 %	4,7 %	0,9 %	2,3 %	1,9 %	0,4 %	0,2 %	0,01 %	0,03 %	101,9 %	Remontées > T	10 ans	97 %	5 %	de la 5 ^e à la 10 ^e année
Compte 1997	1997		64,6 %	18,5 %	9,7 %	5,2 %	2,8 %	0,02 %	0,2 %	0,02 %	0,88 %	101,9 %	Remontées > T	9 ans	98 %	1 %	de la 5 ^e à la 9 ^e année
Compte 1998	1998			65,0 %	22,5 %	6,4 %	5,3 %	0,1 %	0,2 %	0,01 %	1,23 %	100,7 %	Remontées > T	8 ans	99 %	2 %	de la 5 ^e à la 8 ^e année
Compte 1999	1999				64,1 %	27,8 %	5,6 %	0,6 %	0,9 %	0,01 %	0,16 %	99,2 %	0,8 %	7 ans	98 %	1 %	de la 5 ^e à la 7 ^e année
Compte 2000	2000					75,0 %	22,4 %	0,7 %	0,8 %	0,02 %	0,73 %	99,7 %	0,3 %	6 ans	99 %	1 %	de la 5 ^e à la 6 ^e année
Compte 2001	2001						72,2 %	17,0 %	6,7 %	0,5 %	2,5 %	99,0 %	1,0 %	5 ans	96 %	2 %	la 5 ^e année
Compte 2002	2002							77,2 %	15,1 %	0,02 %	2,5 %	94,8 %	5,2 %	4 ans	95 %		
Compte 2003	2003								72,7 %	9,4 %	8,2 %	90,4 %	9,6 %	3 ans			
Compte 2004										72,7 %	17,5 %	90,1 %	9,9 %	2 ans			
Compte 2005											82,9 %	82,9 %	17,1 %	1 an			

T1PF 41102 : Ventilation des remontées depuis 1992 selon l'exercice de validité (en %)

Exercice	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
t	72,3 %	73,7 %	67,1 %	64,8 %	64,9 %	66,7 %	81,2 %	75,9 %	88,4 %	71,3 %
t + 1 = 1 an de retard	24,9 %	20,7 %	18,5 %	21,5 %	23,4 %	20,1 %	16,9 %	15,0 %	10,9 %	15,6 %
t + 2 = 2 ans de retard	0,7 %	4,4 %	4,7 %	9,0 %	5,1 %	4,9 %	0,7 %	6,3 %	0,02 %	7,00 %
> 2 ans de retard	2,1 %	1,3 %	9,7 %	4,7 %	8,4 %	8,4 %	1,2 %	2,8 %	0,6 %	6,1 %
	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	101,8 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Encadré 4 : Méthode d'estimation des dépenses en « droits constatés »

* En début d'année 1998, la Cnaf a élaboré une méthodologie d'estimation des droits constatés permettant de fixer le montant prévisionnel des dépenses.

Cette méthode a consisté à partir de la validité 1995 considérée comme complète en 1998 à :

- . déterminer le poids en masse financière de chaque prestation d'affiliation (Apje, Cf, Aes, Aah, Ape à taux plein, Ape à taux partiels, App) ;
- . calculer ensuite l'effectif théorique en équivalent temps plein pour chaque prestation en divisant la masse financière par la cotisation annuelle correspondante ;
- . appliquer à l'effectif ainsi reconstitué les taux d'évolution annuelle (1996/1995 et 1997/1996) des effectifs connus pour les prestations en cause.

A l'effectif théorique 1997 obtenu, on a appliqué le montant de la cotisation annuelle en vigueur pour déterminer au final la masse financière.

Cette méthodologie, acceptée par la Cnavts, a permis d'estimer à 3 033,89 millions d'euros la validité 1996 (2 515,41 + 518,48) et à 3 117,73 millions d'euros la validité 1997. Compte tenu du rattrapage de 518,48 millions d'euros établi au titre de 1996 et comptabilisé en 1997, cet exercice a donc enregistré une dépense totale de 3 636,21 millions d'euros (3 117,73 + 518,48).

* Pour les validités 1998 à 2001, l'estimation des masses financières a été basée sur les effectifs théoriques reconstitués auxquels ont été appliqués respectivement les taux d'évolution des effectifs (1998/1997, 1999/1998, 2000/1999 et 2001/2000).

* Pour les validités 2002 et suivantes, l'estimation est fondée sur une extrapolation réalisée à partir des données 2001, en se fondant sur le taux de croissance des bénéficiaires des prestations génératrices du droit à l'Avpf pour les années 2002 à 2005.

Encadré 5 : Rappel réglementaire

* Instituée par la loi du 3 janvier 1972, l'assurance vieillesse du parent au foyer est destinée à garantir à la personne qui reste au foyer pour s'occuper d'un ou plusieurs enfants une continuité dans la constitution de ses droits à la retraite. A l'origine, l'affiliation **en métropole** ne concernait que les mères de familles inactives qui percevaient l'allocation de salaire unique ou de mère au foyer majorée et qui avaient à charge soit un enfant de moins de 3 ans, soit quatre enfants ou plus. Le champ d'application de cette prestation a été élargi :

- . aux femmes assumant la charge d'un enfant ou d'un adulte handicapé (*juin 1975*), puis à celles percevant le complément familial (*juillet 1977*) ;
- . aux hommes, dans les mêmes conditions, à compter de juillet 1979 ;

. aux bénéficiaires de l'allocation pour jeune enfant après la naissance et de l'allocation parentale d'éducation, mais uniquement pour la métropole (*loi famille de 1985*) ;

. de l'allocation parentale d'éducation à taux partiel (*loi du 25 juillet 1994*) ;

. de l'allocation de présence parentale (*App, loi du 23 décembre 2000*) ;

. de la prestation d'accueil du jeune enfant (*Paje, loi du 18 décembre 2003*) ;

. de l'allocation journalière de présence parentale (*Ajpp*) et du complément optionnel de libre choix d'activité Paje (*Colca, loi du 19 décembre 2005*) ;

. du congé de soutien familial (*loi du 21 décembre 2006*). Les cotisations sont remboursées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

* Par ailleurs, **dans les Dom**, l'Avpf n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte). (*Pas d'ouverture de droit pour les bénéficiaires de l'Apje, de l'Ape, de l'A(j)pp, du Cf et de la Paje*).

Encadré 6 : Conditions d'affiliation

. Les isolés bénéficiaires de certaines prestations (Cf, Apje, Ape, App, Ajpp, Ab et Clca Paje) ainsi que les couples bénéficiaires de l'Apje et de l'allocation de base de la Paje ouvrent droit à l'affiliation à l'Avpf sous réserve que leurs ressources n'excèdent pas le **plafond de l'allocation de rentrée scolaire** majoré en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales.

. Pour les couples bénéficiaires du Cf, de l'Ape, de l'App, de l'Ajpp ou du Clca de la Paje, leurs ressources ne doivent pas excéder le **plafond du complément familial** majoré en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales.

. Une condition supplémentaire existe pour les couples : la personne à affilier ne doit pas exercer d'activité professionnelle ou avoir une activité lui procurant un revenu inférieur à douze fois la Bmaf (base mensuelle de calcul des allocations familiales). Pour l'Ape (à compter du 1^{er} juillet 1994), l'App (à compter du 1^{er} janvier 2001) et le Clca (à compter du 1^{er} janvier 2004), l'Ajpp (à compter du 1^{er} mai 2006), il n'est plus fait référence aux douze fois la Bmaf ; les revenus professionnels de la personne à affilier doivent être inférieurs ou égaux à 63 % du plafond mensuel de la SS.

. Ouvre également droit à cette affiliation à l'Avpf la personne isolée et, pour un couple, l'un ou l'autre membre du couple non affilié à un autre titre :

- ayant la charge d'un enfant handicapé non admis en internat dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %,
- ou assumant au foyer familial la charge d'un handicapé adulte (le maintien au foyer doit être reconnu par la Cdaph) dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %.

TIPF 4321 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires - Estimation des dépenses d'Avpf 2004 à 2006

	Estimation Avpf 2004 (février 2005)		Estimation Avpf 2005 (73 Dser 27 juin 2005)				Estimation Avpf 2006 (35 Dspa 4 avril 2007) Cotisation moyenne annuelle retenue pour la période 2001-2006											
	2003	2004	2004	2005	Evolution 2005/2004	Structure 2005	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 2002/2001	Evolution 2003/2002	Evolution 2004/2003	Evolution 2005/2004	Evolution 2006/2005	Structure 2006
Effectifs Caf (en milliers)							Effectifs Caf estimés en année pleine (en milliers)											
Cf	625,2	567,3	589,8	589,8		39,5 %	611,1	604,5	593,5	585,9	587,0	580,2	-1,1 %	-1,8 %	-1,3 %	0,2 %	-1,1 %	37,9 %
Aah	1,9	1,9	1,7	1,8	2,2 %	0,1 %	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	1,9	1,5 %	-3,3 %	0,6 %	-4,4 %	1,2 %	1,2 %
Aeeh	12,4	13,1	12,7	13,5	6,0 %	0,9 %	12,0	12,0	12,7	13,2	13,6	14,3	0,1 %	5,7 %	4,1 %	3,2 %	5,2 %	
App taux plein	1,2	1,4	1,5	1,6	11,6 %	0,1 %	0,4	0,8	1,2	1,4	1,6	1,1	91,2 %	48,8 %	16,9 %	9,7 %	-32,1 %	
App taux réduit (50 %)	0,1	0,2	0,1	0,1	11,8 %		0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	44,8 %	-15,3 %	-13,8 %	6,4 %	-37,7 %	
App taux réduit (20 %)	0,1	0,2	0,1	0,1	11,8 %		0,05	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	91,4 %	1,6 %	-3,4 %	19,1 %	-22,4 %	4,4 %
Ajpp												0,6						
Apje	583,0	571,8	471,4	278,1	-41,0 %	18,6 %	587,3	564,8	547,5	412,4	225,4	67,0	-3,8 %	-3,1 %	-24,7 %	-45,4 %	-70,3 %	
Ape taux plein	321,3	289,8	266,3	162,4	-39,0 %	13,0 %	310,4	306,4	301,6	242,1	123,6	35,3	-1,3 %	-1,6 %	-19,7 %	-48,9 %	-71,5 %	
Ape taux réduit (50 %)	23,1	22,2	20,9	12,8	-39,0 %		22,3	22,3	22,4	20,6	13,5	4,2	0,1 %	0,5 %	-8,1 %	-34,2 %	-68,8 %	41,3 %
Ape taux réduit (20 %)	31,2	31,0	31,1	18,9	-39,0 %		28,9	29,6	30,7	29,5	19,8	6,5	2,5 %	3,9 %	-3,9 %	-33,0 %	-67,1 %	
Paje allocation de base			73,3	340,7	364,6 %	22,8 %				175,0	460,5	631,1				163,1 %	37,1 %	
Paje Clca taux plein			25,0	75,0	200,0 %	5,0 %				25,6	59,3	141,5				132,1 %	138,4 %	
Paje Clca taux réduit (50 %)										1,2	7,5	17,2					130,0 %	12,3 %
Paje Clca taux réduit (20 %)										1,8	12,6	28,8					128,7 %	
Total des effectifs Caf	1 599,5	1 499,0	1 493,9	1 494,9	0,1 %	100,0 %	1 574,4	1 542,5	1 511,6	1 510,7	1 526,3	1 529,8	-2,0 %	-2,0 %	-0,1 %	1,0 %	0,2 %	
Evolution	-0,5 %	-6,3 %	-0,2 %	0,1			1 659,6	-2,0 %	-2,0 %	-0,1 %	1,0 %	0,2						
Total des effectifs tous régimes							1 659,6	1 618,4	1 585,8	1 580,9	1 592,5	1 591,8						100,0 %
Cotisation unitaire annuelle taux plein (en euros) (CM)	2 264,68	2 384,05	2 384,05	2 523,00	5,8 %		2 124,06	2 211,63	2 264,68	2 391,34	2 538,74	2 711,43	4,1 %	2,4 %	5,6 %	6,2 %	6,8 %	
Cotisation unitaire annuelle moyenne (en euros) (CE)			2 327,46	2 486,47	6,8 %		2 077,81	2 161,57	2 210,92	2 334,27	2 477,97	2 642,16	4,0 %	2,3 %	5,6 %	6,2 %	6,6 %	
(dépenses estimées / effectifs)							97,8 %	97,7 %	97,6 %	97,6 %	97,6 %	97,4 %						
Dépenses (en millions d'euros)																		
Caf	3 539,2	3 487,5	3 477,0	3 717,0	6,9 %		3 271,3	3 334,3	3 342,1	3 526,3	3 782,2	4 041,9	1,9 %	0,2 %	5,5 %	7,3 %	6,9 %	
Autres régimes	Evol.	-1,5	200,0	200,0			177,0	164,0	164,0	164,0	164,0	164,0						
Tous régimes (dépenses Caf + 228,7) (A)	3 767,9	3 716,2	3 677,0	3 917,0	6,5 %		3 448,3	3 498,3	3 506,1	3 690,3	3 946,2	4 205,9	1,4 %	0,2 %	5,3 %	6,9 %	6,6 %	
Part Caf	93,9 %	93,8 %	94,6 %	94,9 %			94,9 %	95,3 %	95,3 %	95,6 %	95,8 %	96,1 %						
Dépenses tous régimes comptabilisées																		
Dépenses initialement comptabilisées pour l'exercice (B)	3 749,3	3 885,0	3 885,0	3 917,3	0,8 %		3 474,0	3 670,2	3 749,3	3 885,0	3 917,3	4 212,3	5,6 %	2,2 %	3,6 %	0,8 %		
Dép. compta. yc les rectificatifs relatifs à l'exercice (C)			4 056,6	3 917,3	4,4 %		4,9	18,9	116,6	171,6			Importance des régularisations 2005: rapport C/B en %					
(après les régularisations comptabilisées en 2005)							3 478,94	3 689,09	3 865,93	4 056,62	3 917,30	4 212,3	0,1 %	0,5 %	3,1 %	4,4 %		
Ecart B - A (dépenses compta.- estim. Dser juin 2005)			379,6	0,3	10,3 %		30,7	190,8	359,8	366,3	-28,9	6,4	Rapport C/A en %					
							Ecart cumulés de 2001 à 2006 (comptabilité - Dser avril 2007)					925,1	0,9 %	5,5 %	10,3 %	9,9 %		
Estimation DSER des effectifs tous régimes (en milliers)							1 659,6	1 618,4	1 585,8	1 580,9	1 592,5	1 591,8						

TIPF 4322 : Détail de l'estimation des dépenses d'Avpf 2004 à 2006 à partir des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires

	Estimation Avpfp 2004 (février 2005)		Estimation Avpfp 2005 (73 DER 27 juin 2005)		Estimation Avpfp 2006 (68 Dser 10 avril 2006) Cotisation moyenne annuelle retenue pour la période 2001-2006								
En millions d'euros courants	2003	2004	2004	2005		2001	2002	2003	2004	2005	2006		
Estimation Caf													
Cf	1 415,82	1 352,55	1 406,00	1 487,95		1 297,91	1 336,97	1 344,04	1 401,00	1 490,13	1 573,23		
Sous-total handicap	35,23	39,44	37,99	42,67		30,56	32,82	35,91	39,66	43,31	48,25		
Aah	4,22	4,51	4,11	4,45		4,15	4,38	4,34	4,61	4,67	5,05		
Aeeh	28,09	31,27	30,27	33,95		25,43	26,50	28,70	31,54	34,55	38,83		
App taux plein	2,73	3,36	3,46	4,09		0,91	1,81	2,75	3,40	3,95	2,87		
App taux réduit (50 %)	0,14	0,23	0,10	0,12		0,06	0,09	0,08	0,07	0,08	0,06		
App taux réduit (20 %)	0,06	0,08	0,05	0,06		0,02	0,04	0,04	0,04	0,05	0,04		
Ajpp											1,41		
Sous-total jeunes enfants	2 088,15	2 095,51	2 033,02	2 186,27		1 942,80	1 964,47	1 962,16	2 085,65	2 248,78	2 420,43		
Apje	1 320,21	1 363,29	1 123,90	701,75	<i>Dont</i>	1 247,51	1 249,18	1 239,94	986,19	572,17	181,74	<i>Dont</i>	
Ape taux plein	727,64	690,98	634,86	409,83	<i>624,85</i>	659,40	677,58	682,96	578,90	313,86	95,59	<i>507,63</i>	
Ape taux réduit (50 %)	26,16	26,45	24,97	16,12	<i>petite enfance</i>	23,63	24,62	25,34	24,60	17,19	5,73	<i>petite enfance</i>	
Ape taux réduit (20 %)	14,14	14,79	14,81	9,56	<i>garde Caf</i>	12,26	13,08	13,92	14,12	10,05	3,53	<i>garde Caf</i>	
Paje allocation de base			174,85	859,67					418,47	1 168,98	1 711,30		<i>2005 rectifié</i>
Paje Clca taux plein			59,64	189,34					61,13	150,63	383,58		
Paje Clca taux réduit (50 %)									1,38	9,51	23,37		
Paje Clca taux réduit (20 %)									0,87	6,39	15,61		
Dépenses Caf	3 539,21	3 487,50	3 477,01	3 716,89		3 271,28	3 334,26	3 342,10	3 526,30	3 782,22	4 041,92		
Estimation tous régimes					Structure							Structure	
Cf	1 507,31	1 441,25	1 486,87	1 568,01	40,0 %	1 368,14	1 402,73	1 409,99	1 466,15	1 554,74	1 637,06	38,92 %	
Sous-total handicap	37,51	42,03	40,18	44,96	1,1 %	32,22	34,44	37,67	41,50	45,19	50,21	1,19 %	
Aah	4,49	4,80	4,35	4,68	0,1 %	4,37	4,59	4,55	4,82	4,88	5,26	0,12 %	
Aeeh	29,90	33,32	32,01	35,78	0,9 %	26,80	27,81	30,11	33,00	36,05	40,40	0,96 %	
App taux plein	2,91	3,58	3,66	4,31	0,1 %	0,96	1,89	2,89	3,55	4,12	2,98	0,07 %	
App taux réduit (50 %)	0,15	0,24	0,11	0,13	0,0 %	0,07	0,10	0,08	0,08	0,09	0,06	0,001 %	
App taux réduit (20 %)	0,06	0,08	0,06	0,07	0,0 %	0,02	0,04	0,04	0,04	0,06	0,05	0,001 %	
Ajpp											1,47	0,035 %	
Sous-total jeunes enfants	2 223,09	2 232,93	2 149,96	2 303,91	58,8 %	2 047,92	2 061,09	2 058,44	2 182,65	2 346,29	2 518,64	59,88 %	
Apje	1 405,52	1 452,69	1 188,55	739,51	18,9 %	1 315,01	1 310,63	1 300,78	1 032,05	596,98	189,11	4,50 %	
Ape taux plein	774,66	736,29	671,37	431,89	11,0 %	695,08	710,91	716,48	605,82	327,47	99,46	2,36 %	
Ape taux réduit (50 %)	27,85	28,19	26,41	16,99	0,4 %	24,91	25,83	26,58	25,74	17,93	5,96	0,14 %	
Ape taux réduit (20 %)	15,06	15,76	15,66	10,07	0,3 %	12,92	13,73	14,60	14,78	10,49	3,67	0,09 %	
Paje allocation de base			184,91	905,93	23,1 %				437,93	1 219,67	1 780,74	42,34 %	
Paje Clca taux plein			63,07	199,53	5,1 %				63,97	157,16	399,14	9,49 %	
Paje Clca taux réduit (50 %)									1,44	9,92	24,31	0,58 %	
Paje Clca taux réduit (20 %)									0,91	6,67	16,24	0,39 %	
Dépenses tous régimes	3 767,91	3 716,20	3 677,02	3 916,88	100,0 %	3 448,28	3 498,26	3 506,10	3 690,30	3 946,22	4 205,92	100,0 %	

TIPF 424 : Bénéficiaires de l'assurance vieillesse des parents au foyer depuis 1973

Année d'exigibilité	Effectifs Tr en année pleine correspondant aux remontées Dna à la Cnaf au 31 décembre 2006 (a)	Effectifs Tr en année pleine correspondant aux dépenses comptabilisées par la Cnaf yc régularisations (A)	Rapport a/A	Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (Maj 2006 pour 2001-2006) (en euros)
1975	1 039,4	1 039,3		169,01
1976	1 109,9	1 109,8		208,01
1980	1 128,5	1 128,4		443,81
1981	1 516,3	1 516,1		496,99
1982	1 681,5	1 681,4		572,66
1983	1 728,3	1 728,2		683,92
1984	1 710,9	1 710,7		783,29
1985	1 658,1	1 658,0		940,70
1986	1 660,6	1 660,5		1 024,50
1987	1 681,3	1 681,2		1 142,39
1988	1 683,8	1 683,5		1 223,45
1989	1 709,7	1 708,6		1 273,87
1990	1 694,4	1 694,1		1 404,88
1991	1 663,7	1 663,4		1 461,05
1992	1 681,1	1 680,9		1 576,33
1993	1 597,8	1 597,3		1 650,92
1994	1 657,3	1 657,2		1 721,69
1995	1 659,3	1 659,3		1 760,61
1996	1 609,0	1 608,6	100 %	1 790,24
Validité 1996	1 671,2	1 640,8	102 %	1 840,53
1997	1 656,6	1 626,2	102 %	1 848,39
1998	1 636,2	1 624,9	101 %	1 914,04
1999	1 634,6	1 647,6	99 %	1 991,88
2000	1 668,9	1 673,5	100 %	2 016,65
2001	1 656,8	1 674,3	99 %	2 077,81
2002	1 618,2	1 706,7	95 %	2 161,57
2003	1 580,6	1 748,6	90 %	2 210,92
2004	1 566,5	1 737,9	90 %	2 334,27
2005	1 310,2	1 580,9	83 %	2 477,97
2006		1 594,3		2 642,16

TIPF 431 : Cotisation annuelle d'Avpf en euros : montant maximum et cotisation pondérée par les effectifs estimés de bénéficiaires en année pleine

Prestation concernée	Toutes prestations hors Ape, App, Clca (M)	Clca, Ape et App à taux plein	Ape, App et Clca avec une activité réduite		Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (Maj 2006 pour 2001-2006) (en euros)	Rapport (%) au montant maximum (m/M)	Rappel estimations initiales	
			Inférieure ou égale à 50 %	Comprise entre 50 % et 80 %			Cotisation moyenne correspondant aux estimations initiales (mi)	Ecart estimation initiale / estimation actuelle (mi/m)
Validité								
1994 (1)	1 760,61	1 760,61	880,31	352,12				
1995	1 797,51	1 797,51	898,76	359,50	1 790,24	99,6 %	1 790,24	-0,4 %
1996	1 869,29	1 869,29	934,65	373,86	1 840,53	98,5 %	1 840,53	-1,5 %
1997	1 916,28	1 916,28	958,14	383,26	1 848,39	96,5 %	1 848,39	-3,5 %
1998	1 993,12	1 993,12	996,56	398,62	1 914,04	96,0 %	1 914,04	-4,0 %
1999	2 033,06	2 033,06	1 016,53	406,61	1 991,88	98,0 %	1 991,88	-2,0 %
2000	2 058,37	2 058,37	1 029,18	411,67	2 016,65	98,0 %	2 016,65	-2,0 %
2001	2 124,06	2 124,06	1 062,03	424,81	2 077,81	97,8 %	2 079,36	-2,1 %
2002	2 211,63	2 211,63	1 105,81	442,33	2 161,57	97,7 %	2 164,24	-2,1 %
2003	2 264,68	2 264,68	1 132,34	452,94	2 210,92	97,6 %	2 214,73	-2,2 %
2004	2 391,34	2 391,34	1 195,67	478,27	2 334,27	97,6 %	2 326,77	-2,7 %
2005	2 538,74	2 538,74	1 269,37	507,75	2 477,97	97,6 %	2 486,47	-2,1 %
2006	2 711,43	2 711,43	1 355,71	542,29	2 642,16	97,4 %		

TIPF 422 : Cotisation unitaire annuelle de l'assurance vieillesse des parents au foyer en euros

Année de validité t si exigibilité t + 1	Taux (%) de cotisation moyen t - 1	Smic en euros juillet t - 2	Cotisation annuelle unitaire		Evolution en %	
			Etp en euros		Euros courants	Euros constants
			Courants (1)	Constants 2006		
1972 "F.93"	8,75 %	0,59	106,82	532,67		
1973	8,75 %	0,66	119,30	522,75	11,7 %	-1,9 %
1974	10,25 %	0,79	169,01	662,59	41,7 %	26,7 %
1975	10,25 %	0,98	208,01	743,36	23,1 %	12,2 %
1976 moyenne	10,85 %	1,15	259,75	849,31	24,9 %	14,3 %
1977	11,15 %	1,31	303,35	909,52	16,8 %	7,1 %
1978	11,15 %	1,46	338,70	916,40	11,7 %	0,8 %
1979	12,90 %	1,65	443,81	1 057,88	31,0 %	15,4 %
1980	12,90 %	1,85	496,99	1 044,65	12,0 %	-1,3 %
1981	12,90 %	2,13	572,66	1 076,51	15,2 %	3,0 %
1982	12,90 %	2,55	683,92	1 172,82	19,4 %	8,9 %
1983	12,90 %	2,99	783,29	1 250,55	14,5 %	6,6 %
1984	13,90 %	3,34	940,70	1 419,17	20,1 %	13,5 %
1985	13,90 %	3,63	1 024,50	1 505,57	8,9 %	6,1 %
1986 moyenne	14,19 %	3,97	1 142,39	1 627,64	11,5 %	8,1 %
1987 moyenne	14,70 %	4,10	1 223,45	1 697,46	7,1 %	4,3 %
1988	14,80 %	4,24	1 273,87	1 705,86	4,1 %	0,5 %
1989	15,80 %	4,38	1 404,88	1 823,92	10,3 %	6,9 %
1990	15,80 %	4,56	1 461,05	1 838,03	4,0 %	0,8 %
1991 moyenne	16,30 %	4,77	1 576,33	1 937,98	7,9 %	5,4 %
1992	16,35 %	4,98	1 650,92	1 993,81	4,7 %	2,9 %
1993	16,35 %	5,19	1 721,69	2 050,66	4,3 %	2,9 %
1994 "en euros 1995"	16,35 %	5,31	1 760,61	2 062,96	2,3 %	0,6 %
1995 "en euros 1996"	16,35 %	5,42	1 797,51	2 067,02	2,1 %	0,2 %
1996 "en euros 1996"	16,35 %	5,64	1 869,29	2 149,56	4,0 %	4,0 %
1997	16,35 %	5,78	1 916,28	2 180,42	2,5 %	1,4 %
1998	16,35 %	6,01	1 993,12	2 254,02	4,0 %	3,4 %
1999	16,35 %	6,13	2 033,06	2 287,75	2,0 %	1,5 %
2000	16,35 %	6,21	2 058,37	2 279,93	1,2 %	-0,3 %
2001	16,35 %	6,41	2 124,06	2 316,39	3,2 %	1,6 %
2002	16,35 %	6,67	2 211,63	2 370,74	4,1 %	2,3 %
2003	16,35 %	6,83	2 264,68	2 382,44	2,4 %	0,5 %
2004 (2)	16,40 %	7,19	2 391,34	2 474,26	5,6 %	3,9 %
2005	16,45 %	7,61	2 538,74	2 581,89	6,2 %	4,4 %
2006	16,65 %	8,03	2 711,43	2 711,43	6,8 %	5,0 %
2007	16,65 %	8,27	2 792,46		3,0 %	
2006/1972 en moyenne annuelle sur 34 ans dont euros constants	1,91 %	8,00 % 3,01 %	9,98 %	4,90 %		

(1) Les dépenses correspondant à une année d'exigibilité (t) se calculent à partir des bénéficiaires en t - 1, année de validité, et de la cotisation unitaire basée sur le taux de cotisation en t - 1 et le Smic en juillet t - 2. Soit, d'après le décret du 26 janvier 1973, à compter du 1^{er} juillet 1972 :

cotisation unitaire = taux de cotisation (t - 1) * 173,33 heures * Smic horaire (juillet t - 2) * 12 mois. La diminution du temps de travail en 1982 n'a d'effet qu'à partir des exigibilités 1984 (validité 1983). Le décret 82-1140 du 29 décembre 1982 fait référence à la nouvelle durée légale de travail :

cotisation unitaire = taux de cotisation (t - 1) * 169 heures * Smic horaire (juillet t - 2) * 12 mois.

Les cotisations à taux partiel sont présentées dans le tableau TIPF 431.

(2) 16,35 % du 1^{er} janvier au 30 juin, 16,45 % ensuite.

TIPF 41103 : Remontées Cnav au titre de l'Avpf des Caf selon l'année d'exigibilité depuis 1998 en euros

Validité	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Remontées Caf 1999-2006] Cnav
1972									53	53
1973									119	119
1974									169	169
1975										
1976										
1977										
1978										
1979										
1980										
1981										
1982										
1983										
1984										
1985										
1986									2 750	2 750
1987	1 122 771	1 336 663	32 099	1 020 751	8 980	33 738	32 705	6 422	156 792	3 750 921
1988	1 260 370	1 245 744	35 512	878 082	16 242	39 599	32 273	8 812	117 467	3 634 101
1990	1 638 792	1 121 199	46 076	11 581 435	19 784	32 548	40 976	9 248	141 038	14 631 096
1991	1 643 627	1 329 754	25 321 877	508 739	24 714	35 064	74 390	8 159	422 336	29 368 660
1992	1 776 909	1 514 263	412 065 506	1 264 172	26 929	58 413	70 695	7 095	331 432	417 115 414
1993	3 834 460	1 633 413	107 371 404	12 743 341	35 080	63 974	90 389	11 693	484 620	126 268 374
1994	15 288 683	105 826 508	213 227 059	1 082 304	505 366	121 990	48 926	7 460	163 383	336 271 679
1995	137 286 039	378 432 481	14 213 753	107 459 363	751 153	212 377	42 843	8 804	140 973	638 547 786
1996	656 589 772	1 263 532 359	14 796 553	-2 690 396	5 569 628	1 322 406	60 070	27 263	339 007	1 939 546 662
1996	3 387 431 992	848 262 659	165 085 272	449 471 897	57 329 552	11 245 439	94 868	7 788	570 165	4 919 499 632
1997	11 683 399 740	3 495 762 565	1 902 776 815	980 952 708	83 940 415	-553 424	61 831	7 505	26 104 976	18 172 453 131
1998		12 203 938 330	4 438 114 610	1 255 342 243	165 071 570	493 468	477 818	11 294	37 813 815	18 101 263 148
1999			12 808 858 825	5 814 851 428	181 763 723	16 704 946	21 809 062	8 131	2 904 588	18 846 900 703
2000				15 567 998 152	751 736 372	15 309 899	18 102 658	-252 574	19 120 313	16 372 014 820
2001					2 380 435 991	564 190 749	222 774 443	17 009 898	80 912 100	3 265 323 181
2002						2 715 681 693	532 727 787	-283 370	85 867 348	3 333 993 458
2003							2 684 687 882	353 006 635	301 822 485	3 339 517 002
2004								2 845 640 804	663 886 074	3 509 526 878
2005									3 111 219 953	3 111 219 953
Caf	15 891 273 155	18 303 935 938	20 101 945 361	24 202 464 219	3 627 235 499	3 324 992 879	3 481 229 616	3 215 251 067	4 332 521 956	96 480 849 690
Tous régimes	19 748 750 833	19 748 750 833	21 312 482 450	25 586 669 758	3 764 905 778	3 506 864 185	3 705 660 487	3 334 358 912	4 553 058 759	105 261 501 995
	80,5 %	92,7 %	94,3 %	94,6 %	96,3 %	94,8 %	93,9 %	96,4 %	95,2 %	91,7 %

1.5

11,2 millions de bénéficiaires de prestations de la branche Famille

Données tous régimes métropole et Dom

En 2006, la branche Famille couvre 11 241 000 allocataires et 13 599 000 enfants. L'effectif de familles bénéficiaires du Fnpf (6 652 000 avec 13 326 000 enfants) représente 59 % des allocataires¹ et 98 % des enfants correspondants.

L'évolution de la législation² (relative en particulier aux prestations de logement, aux minima sociaux et à l'allocation pour jeune enfant) modifie, au cours du temps, le champ couvert par la branche Famille. Les allocataires sans enfant (4 397 000) et ceux avec un seul enfant (2 062 000) représentent respectivement 39 % et 18 % des allocataires, les familles de deux enfants et plus (4 752 000) n'en représentant plus que 42 % des allocataires.

La tendance à la réduction de la taille moyenne des familles fait que le nombre moyen d'enfants pour cent familles de deux enfants et plus relevant du Fnpf passe de 246 en 1996 à 243 en 2006.

La part des Caf atteint 95,5 % de l'effectif global des allocataires.

11,2 millions d'allocataires

Au 31 décembre 2006, le nombre total d'allocataires (*y compris les hors métropole*) atteint 11 241 000. 95,5 % des allocataires sont gérés par les Caf.

Fnpf : 6,7 millions de familles 59 % des allocataires¹

Au 31 décembre 2006, l'effectif des familles (*résidant sur le territoire métropolitain ou dans les Dom*) bénéficiant d'une prestation relevant du fonds national des prestations familiales (Fnpf) est estimé à 6 652 000 familles. Cet effectif a progressé de +8,6 % entre 1996 et 2006 (+525 000), principalement du fait de la **progression des familles d'un enfant** relevant du Fnpf : +441 000 familles (*cf. T1PF 501*). Pendant la même période, le nombre d'enfants bénéficiaires du Fnpf (13 326 000) a progressé de +5,0 % (+632 000).

L'effectif ci-dessus :

- ne comprend pas les familles des travailleurs étrangers résidant hors de France, bénéficiant de prestations servies à l'étranger : 12 700 ;
- inclut à l'inverse les bénéficiaires de l'allocation différentielle : 9 900.

Hors Fnpf : 4,6 millions d'allocataires 41 % des allocataires

Les allocataires ne bénéficiant pas de prestations du Fnpf perçoivent au moins une des prestations suivantes :

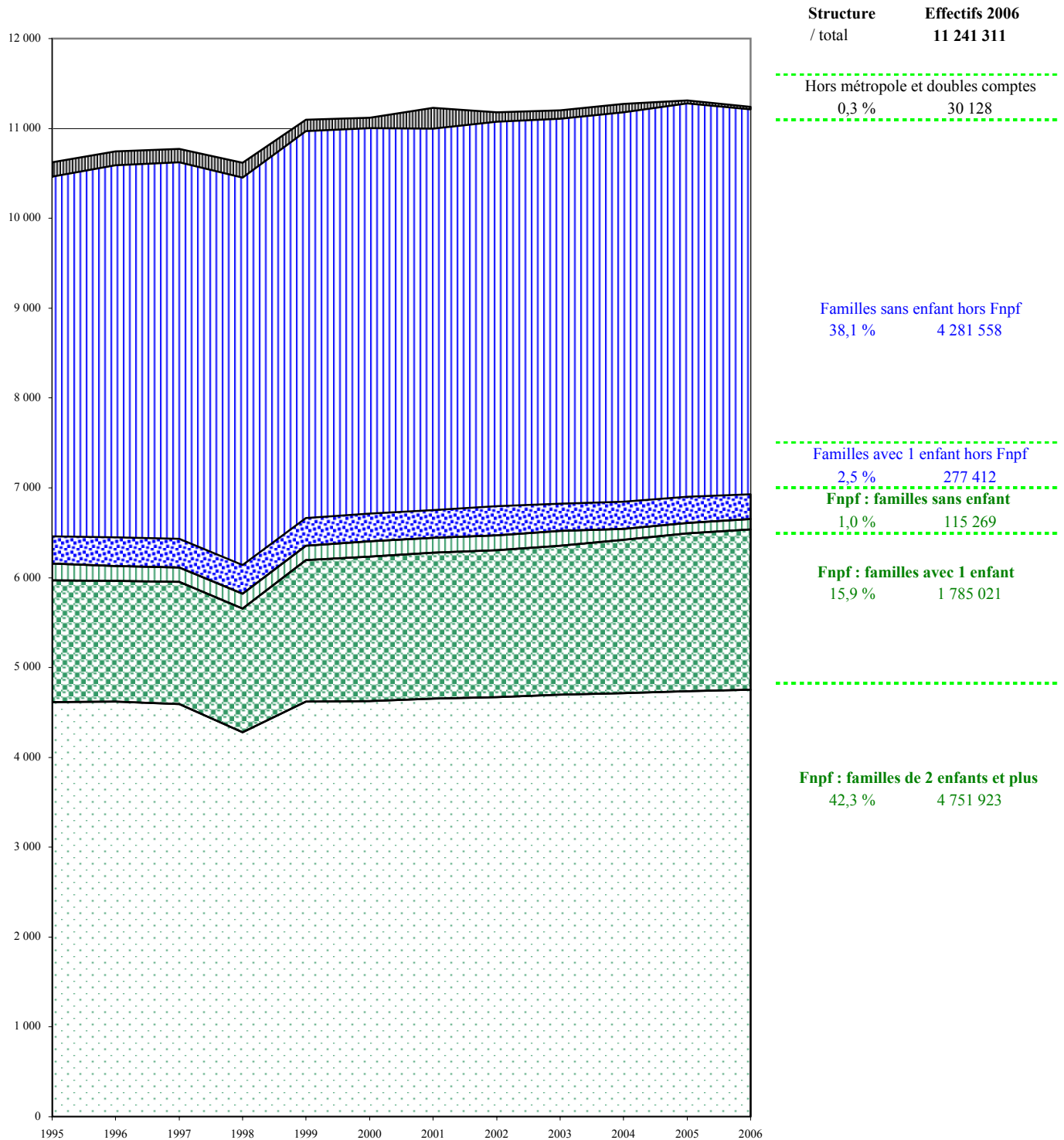
- prestations servies au titre du fonds national d'aide au logement (*allocation logement sociale, aide personnalisée au logement...*) ;
- minima sociaux ne relevant pas du Fnpf et aides à l'emploi : revenu minimum d'insertion (Rmi), contrat d'avenir (Cav), contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma), revenu de solidarité (Rso), prime de retour à l'emploi (Pre).

L'effectif des allocataires ne relevant pas du Fnpf (4 559 000 *tous régimes, métropole et Dom*) représente 41 % des allocataires, parmi lesquels :

- 4 282 000 allocataires sans enfant à charge (38 % de l'ensemble des allocataires) ;
- 277 000 familles d'un enfant (2,5 %).

La progression des effectifs de l'ensemble des fonds entre 1996 et 2006 (+499 000) est essentiellement liée à l'évolution de nombre de familles d'un enfant relevant du Fnpf (+441 000), les autres tendances se compensant.

Figure 5.1 : **Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille**
depuis 1995 (tous régimes, métropole et Dom, en milliers)



T1PF 501 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires selon le fonds

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliers	1996	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Accrois- sement 06-96
Fnpf : familles de 2 enfants et plus	4 620	4 654	4 669	4 695	4 716	4 738	4 752	131
Fnpf : familles de 1 enfant	1 344	1 624	1 637	1 659	1 707	1 754	1 785	441
Fnpf : familles sans enfant	163	166	164	166	119	116	115	-48
Hors Fnpf : familles de 1 enfant	319	310	324	302	305	294	277	-42
Hors Fnpf : familles sans enfant	4 143	4 245	4 282	4 285	4 333	4 376	4 282	138
Autres : hors métropole, doubles comptes	153	231	100	92	93	31	30	-123
Nombre d'allocataires	10 743	11 230	11 177	11 199	11 273	11 310	11 241	499
Dont allocataires sans enfant	4 306	4 411	4 446	4 451	4 452	4 492	4 397	91
Dont familles de 1 enfant	1 663	1 934	1 962	1 961	2 012	2 048	2 062	399
Dont allocataires hors Fnpf	4 462	4 555	4 606	4 587	4 638	4 670	4 559	97
Dont Fnpf hors doubles comptes, sans HM	6 128	6 444	6 471	6 519	6 542	6 608	6 652	525
Part du Fnpf dans l'ensemble des allocataires	57,0 %	57,4 %	57,9 %	58,2 %	58,0 %	58,4 %	59,2 %	2,1
Nombre d'enfants	13 132	13 364	13 393	13 428	13 499	13 570	13 599	467
Dont enfants bénéficiaires hors Fnpf	438	312	326	304	303	291	273	-165
Dont E Fnpf hors doubles comptes, sans HM	12 694	13 052	13 067	13 124	13 196	13 280	13 326	632
Dont enfants des familles 2 enfants et plus	11 350	11 428	11 430	11 465	11 489	11 526	11 541	191
Part du Fnpf dans l'ensemble des E bénéficiaires	96,7 %	97,7 %	97,6 %	97,7 %	97,8 %	97,9 %	98,0 %	1,3
Nombre moyen d'enfants pour 100 familles de 2 enfants et plus d'enfants	245,6	245,6	244,8	244,2	243,6	243,3	242,9	-2,8

Source : CNAF FILEAS, CCMSA, EDF-GDF, RATP, SNCF

Des doubles comptes : 20 700 allocataires en 2006 contre 77 700 allocataires en 2004

Les doubles comptes correspondent à des allocataires des régimes spéciaux³ qui perçoivent certaines prestations des Caf. Il s'agit de la Paje, de l'Afeama, de l'Agé, des prestations de logement et de l'Aah (cf. T1PF 512951, 501). Ces effectifs sont inclus dans tous les tableaux des fascicules relatifs aux données des Caf : en effet, ces doubles comptes n'apparaissent réellement que lorsque les données Caf sont agrégées aux données des régimes spéciaux. En conséquence, **dans cette brochure, les chiffres Caf sont minorés des doubles comptes pour l'estimation des familles tous régimes (Fnpf et ensemble des fonds).**

Par contre, lors du dénombrement des allocataires tous régimes, l'effectif des Caf n'est pas minoré afin de tenir compte de la charge de gestion qui pèse sur les deux régimes.

En 2005, les régimes spéciaux sont rattachés aux Caf à l'exception de la SnCF, de l'Edf-Gdf et de la Ratp, ce qui explique la forte diminution des doubles comptes qui sont passés de 77 700 allocataires en 2004 à 20 900 en 2005. En 2006, les doubles comptes (20 700) se ventilent à raison de 16 000 pour le Fnpf et 4 600 pour l'Apl. (Le nombre d'enfants allocataires « tous régimes » inclut 51 000 enfants correspondant aux doubles comptes contre 188 000 en 2004.)

Bénéficiaires des prestations « Famille »

Sur les 6 652 213 familles bénéficiaires du Fnpf (cf. T1PF 53012006) :

- 73 % perçoivent les allocations familiales (4 853 450) ;
- 45 % l'allocation de rentrée scolaire (3 021 671) ;
- 28 % l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje Ab, 1 890 072) ;
- 13 % le complément familial (878 534) ;
- 11 % l'allocation de soutien familial (698 638) ;
- 11 % le complément mode de garde par une assistante maternelle de la Paje (Cmg, 479 841) ou l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama, 226 717) ;
- 9 % le complément libre choix d'activité (Clca) de la Paje (611 447) ou l'allocation parentale d'éducation (389) ;
- 3 % l'allocation de parent isolé (217 487) ;
- 2 % l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (153 841) ;
- 1 % le Cmg à domicile de la Paje (35 132) ou l'allocation de garde d'enfant à domicile (23 495).

Encadré 1 : Ventilation des naissances 2006 selon l'âge de la mère et la taille de la famille

*** Ventilation des enfants nés dans une famille d'un enfant selon l'âge de la mère**

Données Caf, métropole + Dom	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006-2001
Moins de 20 ans	6 %	6 %	6 %	5 %	5 %	5 %	-1,2
20 à 24 ans	27 %	28 %	28 %	25 %	24 %	24 %	-3,6
25 à 29 ans	41 %	40 %	38 %	39 %	39 %	40 %	-1,4
30 à 34 ans	19 %	20 %	20 %	23 %	23 %	22 %	3,5
35 à 39 ans	5 %	6 %	6 %	7 %	7 %	8 %	2,1
40 ans et +, nd	1 %	1 %	2 %	2 %	2 %	2 %	0,6
Ensemble familles de 1 E	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	

*** Part des enfants nés dans une famille allocataire de deux enfants et plus**

E nés dans une F de 2 E et +	61 %	61 %	62 %	59 %	59 %	59 %	-2,2
------------------------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

*** Ventilation des enfants nés dans une famille de deux enfants et plus selon l'âge de la mère**

Données Caf, métropole + Dom	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006-2001
Moins de 20 ans	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	-0,1
20 à 24 ans	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	0,0
25 à 29 ans	28 %	27 %	26 %	25 %	25 %	26 %	-1,9
30 à 34 ans	39 %	39 %	39 %	40 %	39 %	38 %	-0,9
35 à 39 ans	20 %	21 %	21 %	21 %	22 %	22 %	2,0
40 ans et +, nd	5 %	5 %	5 %	5 %	6 %	6 %	0,9
Ensemble familles de 2 E et +	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	

Encadré 2 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations en 2006

63 % des allocataires des Caf ne perçoivent qu'une prestation (54 % cumulent cette prestation à l'Ars, 8 % ne perçoivent pas l'Ars).

Données Caf, métropole + Dom	2006	Dont sans Ars	Dont avec Ars
Bénéficiaires d'une prestation	62,6 %	54,3 %	8,4 %
Une prestation de logement (ALS, ou Apl ou ALF)	28,1 %		
Af	17,3 %		
Un des minima sociaux (Rmi ou Aah)	7,8 %		
Prestation d'accueil du jeune enfant ou Afeama	6,3 %		
Ars seule	1,9 %		
Asf	0,9 %		
Api ou Aeoh ou autres	0,4 %		
Bénéficiaires de deux prestations	23,4 %	15,3 %	8,1 %
Une prestation de logement + un des minima sociaux (Rmi ou Aah)	6,8 %		
Af + Paje ou Afeama	6,3 %		
Af + une prestation de logement	3,1 %		
Af + Cf	2,9 %		
Une prestation de logement + Paje	1,3 %		
Asf avec Af ou avec une prestation de logement	1,4 %		
Autres	1,7 %		
Bénéficiaires de trois prestations	10,2 %	3,1 %	7,1 %
Af + une prestation de logement + Pje	3,3 %		
Af + une prestation de logement + Cf	2,9 %		
Af + une prestation de logement + Asf	0,6 %		
Af + une prestation de logement + Rmi	0,5 %		
Une prestation de logement + Asf + Rmi	0,4 %		
Autres	2,4 %		
Bénéficiaires de quatre prestations	2,9 %	0,7 %	2,2 %
Bénéficiaires de cinq prestations et plus	0,8 %	0,2 %	0,6 %
Ensemble des bénéficiaires	100,0 %	73,5 %	26,4 %
Dont non-bénéficiaires d'une prestation à caractère familial	42,7 %		

Bénéficiaires hors « risque Famille »

- 63 % des allocataires des Caf ne perçoivent qu'une prestation, 23 % bénéficient de deux prestations, 10 % de trois, 3 % de quatre (cf. encadré 2).
- 53 % des allocataires bénéficient d'une aide au logement (5 920 498, soit un effectif inférieur de 11 % à celui des familles bénéficiaires du Fnpf, 6 652 213) ;
- 11,4 % des allocataires perçoivent le revenu minimum d'insertion (1 278 642) ;
- 7 % ouvrent droit à l'allocation aux adultes handicapés (802 945),
- 0,4 % au contrat d'avenir (46 198),
- 0,1 % au revenu de solidarité (10 991),
- 0,07 % au contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (7 763).

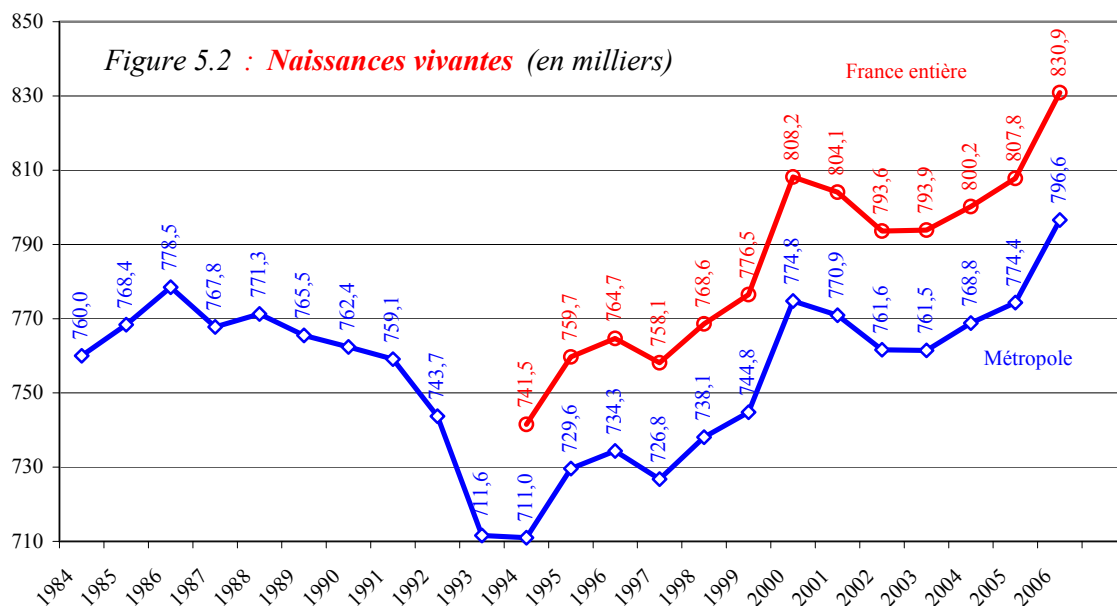
Naissances, démographie, législation

Les évolutions du nombre de bénéficiaires des différentes prestations sont fonction de trois types de facteurs : des facteurs démographiques, des facteurs économiques (cf. figure 2.5 page 19 sur le nombre de demandeurs d'emplois et encadré page 23 sur l'évolution des revenus), et de la réglementation (mise sous condition de ressources, indexation des plafonds sur les prix depuis 1997...).

Parmi les facteurs démographiques, on distingue :

- d'une part, l'influence de la natalité sur les prestations liées à la présence de jeunes enfants ;
- d'autre part, l'évolution plus générale du nombre d'enfants à charge et de la structure des familles.

- L'évolution du nombre des **naissances** influe particulièrement le nombre de bénéficiaires des prestations liées à l'entretien et à la garde des jeunes enfants. Après avoir atteint en 1994 son niveau le plus faible des cinquante dernières années (cf. figure 5.2), la natalité⁴ progresse jusqu'en 2000, amorce une légère décroissance en 2000-2001. Après deux années de stabilité (2002-2003), le nombre de naissances a augmenté de +0,9 % en 2004 et en 2005, de **+2,9 % en 2006 pour atteindre 830 900** (métropole + Dom), soit le **niveau le plus élevé depuis 1981**. L'indicateur conjoncturel de fécondité (métropole + Dom) atteint 200 enfants pour 100 femmes en 2006, niveau le plus haut depuis trente ans (195 en 1980, 168 en 1994, 189 en 2000, 194 en 2005). La plus forte fécondité des femmes amorcée en 2003 compense la baisse du nombre de femmes de 20 à 40 ans (-0,3 % entre 2005 et 2006). **La fécondité n'augmente que pour les femmes de plus de 30 ans** (cf. encadré 1 pour les données Caf). La descendance finale de 100 femmes de la génération née en 1956 est estimée à 214 enfants : à 35 ans, ces dernières avaient une descendance de 196 enfants (en 1991) contre 169 enfants (en 2006) pour les femmes nées en 1971.



Source : Bilan démographique janvier 2007

- La **diminution du nombre de familles nombreuses** a une influence négative sur l'évolution du nombre des bénéficiaires des allocations familiales et du complément familial. L'**allongement de la scolarité** joue en sens inverse.

- Parmi les modifications de la législation ayant eu un impact sur la population couverte, on note l'**âge limite de versement des prestations familiales** pour les jeunes inactifs qui est passé :

- . de 17 à 18 ans en juillet 1990 ;
- . de 18 à 19 ans en janvier 1998 ;
- . de 19 à 20 ans en janvier 1999 ;
- . de 20 à 21 ans en janvier 2000, mais seulement pour le droit au complément familial et aux aides au logement.

- L'évolution du nombre des divorces et des séparations de couples non mariés est à mettre en parallèle avec la progression des prestations liées à la **monoparentalité**. La part des isolés avec enfants dans l'ensemble des familles⁵ ayant des enfants à charge (25,5 % en 2006, *données Caf*) a progressé de 4,6 points en dix ans. Depuis 2001, la progression des isolés dans les Dom est à relier à l'alignement progressif du barème Api des Dom sur celui de la métropole.

Diminution du nombre de familles nombreuses

Part des familles de 3 et 4 enfants et plus dans l'ensemble des familles de 2 enfants et plus

Données Tr métro. + Dom	Métropole		Dom		Ensemble	
	3 E	4 E et +	3 E	4 E et +	3 E	4 E et +
1996	25,7 %	8,8 %	27,4 %	15,5 %	25,7 %	9,0 %
1997	25,6 %	8,6 %	27,1 %	15,0 %	25,6 %	8,8 %
1998	26,0 %	8,9 %	27,2 %	15,7 %	26,0 %	9,1 %
1999	25,5 %	8,4 %	26,8 %	14,6 %	25,6 %	8,6 %
2000	25,4 %	8,2 %	26,7 %	14,4 %	25,4 %	8,4 %
2001	25,2 %	8,1 %	26,4 %	14,4 %	25,3 %	8,3 %
2002	25,0 %	7,9 %	26,1 %	14,2 %	25,0 %	8,1 %
2003	24,8 %	7,7 %	25,9 %	13,9 %	24,9 %	7,9 %
2004	24,7 %	7,6 %	25,6 %	13,7 %	24,7 %	7,8 %
2005	24,5 %	7,5 %	25,4 %	13,4 %	24,5 %	7,7 %
2006	24,4 %	7,4 %	25,3 %	13,2 %	24,5 %	7,6 %
Ecart en points						
2006-1996	-1,2	-1,4	-2,1	-2,4	-1,3	-1,4
2001-1996	-0,4	-0,8	-1,0	-1,1	-0,5	-0,8
2006-2001	-0,8	-0,7	-1,1	-1,2	-0,8	-0,7

Source : CNAF FILEAS, CCMSA, EDF-GDF, RATP, SNCF

L'évolution des familles et des enfants bénéficiaires permet, en particulier, de préciser un phénomène démographique contemporain : la régression du nombre des familles nombreuses. La part des familles de quatre enfants et plus dans l'ensemble des familles de deux enfants et plus (7,4 % en 2006, *données tous régimes*, cf. tableau ci-dessus) a régressé de 1,4 point en dix ans.

De ce fait, le nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du Fnpf (4 752 000) progresse plus vite que le nombre d'enfants à charge de ces

familles (11 541 000) : respectivement + 2,8 % contre + 1,7 % entre 1996 et 2006, cf. T1PF 501).

Le nombre moyen d'enfants pour cent familles de deux enfants et plus est estimé à 243 enfants en 2006 (*métropole + Dom*, cf. T1PF 523212-22-51) : ce nombre moyen d'enfants a régressé de - 1,1 % entre 1996 et 2006 (- 2,8 points, cf. T1PF 501).

Les allocations familiales

L'évolution négative en volume des dépenses d'Af est due à la combinaison de la **diminution des familles nombreuses** et de la législation qui ne traite pas tous les enfants de rang deux et plus de façon identique : le **rang de l'enfant et son âge** interviennent. Les données disponibles permettent d'étudier l'évolution de l'effet volume des Af entre 2002 et 2006 sur le champ des effectifs des Caf (*hors régimes spéciaux*, cf. T2PF 11-13) :

. l'ensemble des enfants des familles bénéficiaires des Af progresse (+ 2,2 %) mais **l'effectif des enfants de rang deux et plus ne progresse que de + 1,6 %** (les enfants de rang un des familles bénéficiaires des Af progressant de + 3,1 %). **L'effet volume des Af** se situe à + **1,13 %** (hors majoration) avec + 3,1 % pour les Af aux enfants de rang deux, - 0,8 % pour les Af aux enfants de rang trois et - 6,1 % pour les Af aux enfants de rang quatre et plus. Les dépenses d'Af représentent 91 % des dépenses globales d'Af et de majorations⁶. 64 % des dépenses d'Af hors majoration concernent des enfants de rang deux ;

. l'ensemble des enfants de 11 à 15 ans bénéficiaires des Af régresse de - 1 % mais **l'effectif des enfants de 11 à 15 ans bénéficiaires de majoration pour âge régresse de - 3 %** (les aînés des familles de deux enfants non bénéficiaires des majoration progressant de + 2,7 %). **L'effet volume des majorations 11 à 15 ans** se situe à - **3,2 %** avec - 4,7 % pour les enfants de rang deux, - 1,5 % pour les enfants de rang trois et - 4,7 % pour les enfants de rang quatre et plus. Les majorations pour enfant de 11 à 15 ans représentent 4,5 % des dépenses globales d'Af et de majorations. 61 % de ces dépenses concernent des enfants de rang trois et plus ;

. l'ensemble des enfants de 16 à 19 ans bénéficiaires des Af progresse de + 2,8 % mais l'effectif des enfants de 16 à 19 ans bénéficiaires de majoration pour âge régresse de - 2,7 % (les aînés des familles de deux enfants non bénéficiaires des majorations progressant de + 6,5 %). **L'effet volume des majorations 16 à 19 ans** se situe à

T2PF 11 : Effet volume relatif aux dépenses d'Af selon le rang et l'âge de l'enfant depuis 2003 (Caf, métropole + Dom)

Données Caf hors régimes spéciaux Dépenses d'Af hors forfait Af Evolution à Bmaf constante	Effet volume annuel relatif aux dépenses d'Af calculées à partir des effectifs moyens d'enfants				
	2003	2004	2005	2006	2006/2002
Af aux E rang 2 et +, rg 1 Dom	0,2%	0,4%	0,3%	0,2%	1,13%
2° enfant (F 2 E et +)	0,8%	0,9%	0,7%	0,5%	3,1%
3° enfant (F 3 E et +)	-0,4%	-0,2%	-0,1%	-0,1%	-0,8%
4° enfant et suivants	-2,1%	-1,7%	-1,3%	-1,2%	-6,1%
Majoration [11-15 ans]	-0,9%	-0,9%	-0,8%	-0,6%	-3,2%
2° enfant (F 2 E et +)	-1,6%	-1,6%	-1,3%	-0,3%	-4,7%
3° enfant (F 3 E et +)	-0,2%	-0,2%	-0,5%	-0,7%	-1,5%
4° enfant et suivants	-1,5%	-1,1%	-0,8%	-1,3%	-4,7%
Majoration [16-19 ans]	-0,6%	-0,6%	-1,0%	-1,2%	-3,3%
2° enfant (F 2 E et +)	0,8%	0,7%	-1,2%	-2,8%	-2,5%
3° enfant (F 3 E et +)	-0,3%	-0,3%	-0,6%	-0,7%	-1,9%
4° enfant et suivants	-2,3%	-2,0%	-1,9%	-1,7%	-7,7%
Dépenses d'Af totales (A)	0,12%	0,27%	0,21%	0,10%	0,70%
F d'un enfant Dom	4,6%	5,3%	4,3%	3,1%	18,5%
2° enfant (F 2 E et +)	0,8%	0,8%	0,7%	0,5%	2,8%
3° enfant (F 3 E et +)	-0,4%	-0,2%	-0,2%	-0,2%	-1,0%
4° enfant et suivants	-2,0%	-1,7%	-1,4%	-1,2%	-6,2%

T2PF 12 : Evolution des effectifs (moyens annuels) d'enfants bénéficiaires des Af depuis 2002 (Caf, métropole + Dom)

Données Caf hors régimes spéciaux Dépenses d'Af hors forfait Af	Effectifs <u>moyens</u> d'enfants [(décembre t) + (décembre t+1)] / 2					Rapport entre les effectifs d'enfants	Ventilation des enfants en % du total des enfants des bénéficiaires des Af (yc E rang 1 "exclus" des Af)	
	2002	2003	2004	2005	2006	2006/2002	2002	2006
E rang 2 et +, rg 1 Dom	6 077 504	6 099 156	6 130 314	6 156 803	6 174 234	1,6%	59,7 %	59,4 %
F d'un enfant Dom	85 515	88 943	93 362	96 941	99 160	16,0%	0,8 %	1,0 %
2° enfant (F 2 E et +)	4 098 466	4 133 009	4 170 813	4 201 897	4 223 879	3,1%	40,3 %	40,6 %
3° enfant (F 3 E et +)	1 381 440	1 375 640	1 373 098	1 371 417	1 370 311	-0,8%	13,6 %	13,2 %
4° enfant et suivants	512 083	501 565	493 041	486 549	480 885	-6,1%	5,0 %	4,6 %
1° E des F (2E et +) "sans Af"	4 098 558	4 133 065	4 170 782	4 201 822	4 223 842	3,1%	40,3 %	40,6 %
Total E des F bénéficiaires des Af (yc les E de rang 1 des F de 2 E et +)	10 176 062	10 232 221	10 301 096	10 358 625	10 398 076	2,2%	100 %	100 %
Majoration [11-15 ans]	1 213 834	1 203 936	1 194 371	1 185 133	1 177 916	-3,0%	11,9 %	11,3 %
2° enfant (F 2 E et +)	467 053	459 798	452 328	446 297	444 904	-4,7%	4,6 %	4,3 %
3° enfant (F 3 E et +)	516 559	515 752	514 747	512 322	508 696	-1,5%	5,1 %	4,9 %
4° enfant et suivants	208 141	204 992	202 640	200 936	198 313	-4,7%	2,0 %	1,9 %
1° E des F (2E et +) "sans Af"	848 075	853 948	851 045	840 028	835 614	-1,5%	8,3 %	8,0 %
Aînés des F de 2 E sans majo.	734 132	745 203	751 269	753 242	754 180	2,7%	7,2 %	7,3 %
Total E [11-15 ans des F bénéficiaires des Af (yc non bénéficiaires majo.)	2 796 041	2 803 086	2 796 685	2 778 402	2 767 710	-1,0%	27,5 %	26,6 %
Majoration [16-19 ans]	748 313	744 400	741 226	735 330	727 923	-2,7%	7,4 %	7,0 %
2° enfant (F 2 E et +)	109 357	110 241	111 022	109 741	106 669	-2,5%	1,1 %	1,0 %
3° enfant (F 3 E et +)	406 214	404 933	403 689	401 361	398 492	-1,9%	4,0 %	3,8 %
4° enfant et suivants	211 364	206 520	202 356	198 433	195 127	-7,7%	2,1 %	1,9 %
1° E des F (2E et +) "sans Af"	134 071	140 387	147 744	152 173	152 563	13,8%	1,3 %	1,5 %
Aînés des F de 2 E sans majo.	714 606	731 335	746 967	756 823	760 878	6,5%	7,0 %	7,3 %
Total E [16-19 ans des F bénéficiaires des Af (yc non bénéficiaires majo.)	1 596 989	1 616 121	1 635 937	1 644 326	1 641 364	2,8%	15,7 %	15,8 %

T2PF 13 : Ventilation des dépenses d'Af et de majoration pour âge selon la taille de la famille depuis 2002

Caf hors régimes spéciaux, métro + Dom	2002	2003	2004	2005	2006	2006/2002	2006 : % selon la taille F
Af aux E rang 2 et +, rg 1 Dom	90,3 %	90,4 %	90,5 %	90,6 %	90,7 %	0,4	100%
F d'un enfant Dom	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,0	0,3%
2° enfant (F 2 E et +)	57 %	57 %	57 %	58 %	58 %	1,3	63,9%
3° enfant (F 3 E et +)	24 %	24 %	24 %	24 %	24 %	-0,4	26,5%
4° enfant et suivants	9 %	9 %	9 %	9 %	8 %	-0,6	9,3%
Majoration [11-15 ans]	4,7 %	4,6 %	4,6 %	4,5 %	4,5 %	-0,2	100%
F d'un enfant Dom	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0	0,9%
2° enfant (F 2 E et +)	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	-0,1	38,3%
3° enfant (F 3 E et +)	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	0,0	43,8%
4° enfant et suivants	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0,0	17,1%
Majoration [16-19 ans]	5,1 %	5,0 %	5,0 %	4,9 %	4,9 %	-0,2	100%
F d'un enfant Dom	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0	1,4%
2° enfant (F 2 E et +)	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0,0	15,0%
3° enfant (F 3 E et +)	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	-0,1	56,1%
4° enfant et suivants	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	-0,1	27,5%
Dépenses d'Af totales	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %		
F d'un enfant Dom	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,1	
2° enfant (F 2 E et +)	59,1 %	59,5 %	59,9 %	60,1 %	60,3 %	1,2	
3° enfant (F 3 E et +)	29,2 %	29,1 %	29,0 %	28,8 %	28,8 %	-0,5	
4° enfant et suivants	11,3 %	11,1 %	10,9 %	10,7 %	10,5 %	-0,8	

T2PF 14 : Ventilation des bénéficiaires des Af selon la présence de majorations pour âge et du forfait (Caf métropole + Dom)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bénéficiaires des Af avec ou sans forfait	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Familles sans majoration pour âge	55,6 %	56,3 %	56,2 %	56,2 %	56,2 %	56,5 %	57,0 %	57,3 %
Familles bénéficiaires de majoration pour âge								
. Majoration de plus de 11 ans	27,6 %	27,6 %	27,8 %	27,9 %	27,9 %	27,6 %	27,4 %	27,2 %
. Majoration de plus de 16 ans	5,6 %	5,1 %	5,2 %	5,3 %	5,5 %	5,7 %	5,9 %	5,8 %
. Majoration de plus de 11 ans et de plus de 16 ans	11,3 %	10,9 %	10,8 %	10,6 %	10,3 %	10,0 %	9,7 %	9,6 %
Bénéficiaires du forfait sans Af					0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Part des bénéficiaires des Af sans forfait					98,6 %	97,3 %	97,4 %	97,4 %
Part des bénéficiaires des Af avec forfait (création juillet 2003)					1,4 %	2,7 %	2,6 %	2,6 %
Enfants bénéficiaires	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
- avec majoration de plus de 11 ans	20,5 %	20,4 %	20,3 %	20,1 %	19,9 %	19,4 %	19,2 %	19,0 %
- avec majoration de plus de 16 ans	8,9 %	8,5 %	8,5 %	8,4 %	8,4 %	8,3 %	8,1 %	8,0 %
- sans majoration pour âge	70,5 %	71,2 %	71,3 %	71,5 %	71,2 %	71,2 %	71,6 %	71,9 %
- du forfait Af					0,6 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %

T2PF 15 : Estimation du nombre de bénéficiaires du forfait Af créé en juillet 2003 (tous régimes, métropole + Dom)

Familles bénéficiaires du forfait sans Af								
Caf					875	2 626	2 995	2 944
Tous régimes					984	2 926	3 151	3 093
Familles bénéficiaires du forfait Af								
Caf					58 098	115 038	121 329	118 423
Tous régimes					65 319	128 167	127 638	124 428
Enfants bénéficiaires du forfait Af								
Caf					58 902	116 933	123 415	120 505
Tous régimes					66 223	130 278	129 833	126 616

T2PF 16 : Familles d'un enfant bénéficiaires des Af dans les Dom

Familles d'un enfant bénéficiaires des Af dans les Dom						97 512	99 647	101 702
--	--	--	--	--	--	--------	--------	---------

Part des Caf dans l'ensemble des bénéficiaires des Af (métropole + Dom)

	87,6 %	87,9 %	88,2 %	88,5 %	88,9 %	89,8 %	95,1 %	95,2 %
--	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Bénéficiaires des allocations familiales selon la présence de majorations pour âge et du forfait créé en juillet 2003 (données Caf métropole + Dom)

Bénéficiaires des Af avec ou sans forfait	4 115 354	4 138 944	4 178 756	4 210 391	4 253 717	4 319 977	4 599 404	4 619 216
Familles sans majoration pour âge	2 287 709	2 329 734	2 348 608	2 367 699	2 392 265	2 442 211	2 619 666	2 647 124
Familles bénéficiaires de majoration pour âge								
. Majoration de plus de 11 ans	1 133 927	1 144 391	1 161 005	1 174 392	1 186 203	1 193 846	1 260 737	1 257 387
. Majoration de plus de 16 ans	228 865	212 825	217 496	223 538	235 269	248 217	269 599	269 465
. Majoration de + 11 ans et de + de 16 ans	464 853	451 994	451 647	444 762	439 105	433 077	446 407	442 296
Bénéficiaires du forfait sans Af					875	2 626	2 995	2 944
Bénéficiaires des Af sans forfait					4 195 619	4 204 939	4 478 075	4 500 793
Bénéficiaires des Af avec forfait					58 098	115 038	121 329	118 423
Enfants bénéficiaires	10 094 005	10 114 927	10 182 681	10 222 437	10 348 173	10 526 238	11 158 397	11 186 324
- avec majoration de plus de 11 ans	2 072 431	2 058 852	2 063 783	2 057 667	2 055 024	2 045 488	2 136 889	2 125 815
- avec majoration de plus de 16 ans	902 134	856 616	861 592	859 357	865 001	871 340	908 627	897 478
- sans majoration pour âge	7 119 440	7 199 459	7 257 306	7 305 413	7 369 246	7 492 477	7 989 466	8 042 526
- du forfait Af					58 902	116 933	123 415	120 505

– 3,3 % avec – 2,5 % pour les enfants de rang deux, – 1,9 % pour les enfants de rang trois et – 7,7 % pour les enfants de rang quatre et plus. Les majorations pour enfant de 16 à 19 ans représentent 4,9 % des dépenses globales d'Af et de majorations. 84 % de ces dépenses concernent des enfants de rang trois et plus.

. les majorations pour âge ont un impact négatif de – 0,43 point sur l'évolution de **l'effet volume des dépenses d'Af y compris les majorations : + 0,70 % entre 2002 et 2006 contre + 1,1 % d'Ev pour les Af hors majoration**, avec + 2,8 % pour les enfants de rang deux, – 1,0 % pour les enfants de rang trois et – 6,2 % pour les enfants de rang quatre et plus.

Le nombre de bénéficiaires du **forfait Af** est estimé à 124 400 familles tous régimes (126 600 enfants, (cf. T2PF 15) au 31 décembre 2006⁷ ; parmi elles, près de 3 100 familles ne bénéficiaient plus des Af. 2,6 % des familles bénéficiaires des Af perçoivent le forfait Af ; 0,1 % de ces familles perçoivent le forfait sans les Af (cf. T2PF 14). L'impact de la mesure sur l'évolution des dépenses n'est que de 0,1 point.

Par ailleurs, il est rappelé que, dans les Dom, les enfants des familles d'un enfant (98 076 au 31 décembre 2006, cf. T2PF 16) ouvrent droit aux Af (21,63 euros par mois, cf. barème TIPF 7691) : ils représentent 1 % de l'ensemble des enfants bénéficiaires des Af dans les Caf.

Les prestations jeune enfant

Les prestations dédiées à la petite enfance sont dynamiques du fait de la mise en place de la Paje. Les prestations que remplace la Paje ont vu leurs effectifs de bénéficiaires décroître au fur et à mesure de la montée en charge de la Paje.

- Il n'y a plus de bénéficiaires de **l'allocation pour jeune enfant (Apje)** en décembre 2006 (1 363 000 en 2003). En décembre 2006, les effectifs de bénéficiaires atteignent 1 890 072 pour **l'allocation de base de la Paje** et 56 437 pour la **prime de naissance et d'adoption de la Paje**. Le taux d'exclusion pour la prime ou l'allocation de base Paje est estimé à 10 % contre 20 % pour l'Apje⁸.

- En 2006, environ 765 200 familles ont bénéficié d'une prestation légale (modulée en fonction des ressources) pour faire face aux dépenses de garde de leur(s) enfant(s). La progression des effectifs bénéficiaires ayant recours à une assistante maternelle reste dans le prolongement de l'évolution

antérieure (+ 2,4 % en 2005, + 2,9 % en 2006). Les effectifs de bénéficiaires d'une garde à domicile progressent de + 4,4 % en 2005 et de + 4,2 % en 2006. Les familles bénéficiaires des **compléments mode de garde (Cmg) Paje** représentent 68 % de celles qui recourent à une assistante maternelle (479 841 sur 706 558) et 60 % des gardes à domicile (35 132 sur 58 627).

- Une compensation partielle de la perte de revenus causée par l'arrêt (partiel ou total) d'une activité professionnelle a été attribuée sans condition de ressources à 611 836 familles en décembre 2006, dont 611 447 bénéficiaires du **complément libre choix d'activité (Clca) Paje** et 389 de l'Ape. Les effectifs de bénéficiaires progressent de 1 % en 2006, de 8,7 % depuis 2003 (après des effectifs stables en 2003). A la différence de l'Ape, le Clca est étendu aux familles d'un enfant (pendant une période maximale de six mois) : elles représentent 7 % des bénéficiaires du Clca des Caf :

Evolution des effectifs de bénéficiaires du Clca ou de l'Ape

Données TR, métro. + Dom	Effectifs	Evolution	Ecart
2003	562 639		
2004	595 305	5,8 %	32 666
2005	606 666	1,9 %	11 361
2006	611 836	0,9 %	5 171
Entre 2003 et 2006		8,7 %	49 197

Source : CNAF FILEAS, CCMSA, EDF-GDF, RATP, SNCF

En décembre 2006, 700 familles ont bénéficié du **complément optionnel de libre choix d'activité de la Paje** : créé en juillet 2006, le Colca permet aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), de bénéficier d'un congé plus court (jusqu'à un an de l'enfant) et mieux rémunéré⁹.

A terme, **la réforme des prestations jeune enfant** devrait entraîner¹⁰ :

- un accroissement de 30 % des effectifs de bénéficiaires de Cmg par rapport aux effectifs Afeama et Aged ;
- le bénéfice du Clca étendu à 100 000 familles d'un enfant (par an), correspondant à un tiers des naissances de rang un ;
- une baisse à terme de 50 000 (soit 9 %) des effectifs de bénéficiaires du Clca attribué aux familles de deux enfants.

. Le nombre de bénéficiaires de l'Aged a crû fortement jusqu'en 1996 avant de décélérer en 1997. Avec la réforme de 1998, la prise en charge des cotisations sociales couvertes par l'Aged est fortement réduite. La régression des effectifs a été de 35 % entre 1997 et 2002, de 4,3 % en 2003 : toutefois l'effectif 2003 des bénéficiaires de l'Aged (52 000) est 2,5 fois supérieur à celui de 1993.

Encadré 3 : Les bénéficiaires de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)

Données Caf au 31 décembre, métropole + Dom

Bénéficiaires de la Paje percevant les différentes modalités Paje au 31 décembre 2004 et 2006

	2004	2005	2006	
Effectifs Caf de bénéficiaires de la Paje en décembre	756 070	1 378 634	2 026 899	
Part des bénéficiaires de la Paje en décembre percevant une des composantes Paje				Détail des effectifs Caf 2006
Allocation de base	88 %	89 %	90 %	1 824 851
Complément libre choix d'activité (Clca)	24 %	28 %	29 %	587 258
Complément mode de garde (Cmg) assistante maternelle	13 %	21 %	23 %	462 119
Complément mode de garde (Cmg) à domicile	1,0 %	1,5 %	1,7 %	33 846
Bénéficiaires de la prime Paje (effectifs de décembre x 12)	634 200	627 468	655 332	

Ventilation des bénéficiaires du complément libre choix d'activité selon le niveau d'activité 2006-2005

Taux plein	70 %	65 %	63 %	-2,2
Taux réduit 1 (50 %)	20 %	23 %	25 %	2,0
Taux réduit 2 (50-80 %)	9,5 %	9,9 %	9,9 %	-0,1
Couples	0,7 %	1,0 %	1,1 %	0,1
Avec intéressement	0,1 %	0,3 %	0,4 %	0,1
Optionnel (COLCA) à partir de 3 enfants	100,0 %	100,0 %	0,1 %	

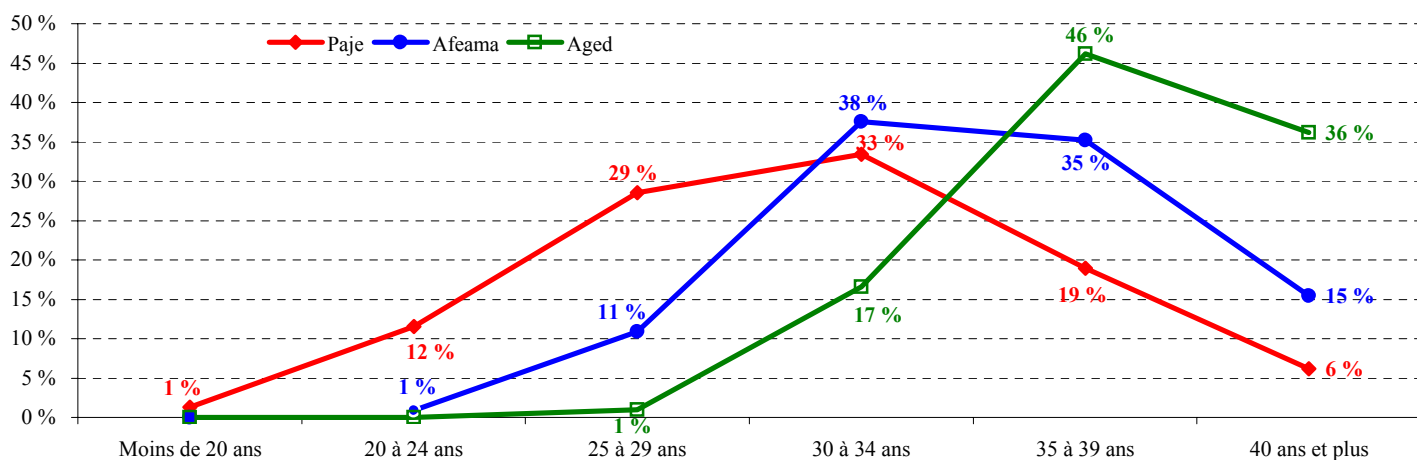
Ventilation des bénéficiaires du complément mode de garde "assistante maternelle" selon les ressources

Niveau inférieur de ressources	10,7 %	11,6 %	13,4 %	1,8
Niveau médian de ressources	69,6 %	68,6 %	67,3 %	-1,3
Niveau supérieur de ressources	19,7 %	19,7 %	19,2 %	-0,5

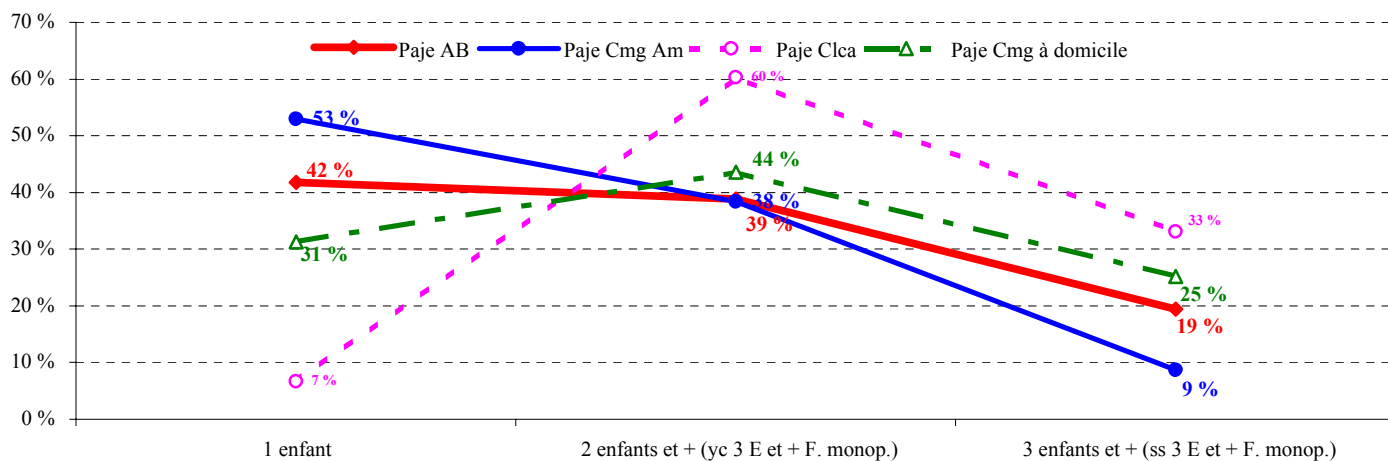
Ventilation des bénéficiaires du complément mode de garde à domicile selon les ressources

Enfant < 3 ans - niveau inférieur de ressources	2,7 %	3,0 %	3,9 %	0,8
Enfant < 3 ans - niveau médian de ressources	18,6 %	19,4 %	20,2 %	0,8
Enfant < 3 ans - niveau supérieur de ressources	78,5 %	77,2 %	75,4 %	-1,7
Enfant de 3 à 6 ans	0,2 %	0,3 %	0,5 %	0,2

Ventilation des bénéficiaires en 2006 des prestations jeune enfant selon l'âge de la mère



Ventilation des bénéficiaires en décembre 2006 des différentes modalités de la Paje selon la taille de la famille



Ventilation des bénéficiaires de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) selon la situation familiale au 31 décembre 2006 (données Caf, métropole + Dom)

	Familles monoparentales				Couples					Total	% bénéf. Paje percevant Ab, Clca, Cmg, prime	Effectifs Caf
	0 enfant	1 enfant	2 E et +	Ensemble	0 enfant	1 enfant	2 enfants	3 E et +	Ensemble			
Primes (1)	8,2 %	4,3 %	3,4 %	15,9 %	34,5 %	30,5 %	13,1 %	6,1 %	84,1 %	100,0 %	3 %	54 611
Naissance	8,2 %	4,3 %	3,4 %	15,8 %	34,3 %	30,4 %	13,1 %	6,1 %	83,9 %	99,7 %		54 452
Adoption	0,03 %	0,01 %		0,04 %	0,14 %	0,08 %	0,02 %	0,01 %	0,2 %	0,3 %		159
Allocation de base	0,01 %	8,3 %	7,7 %	16,0 %	0,04 %	33,5 %	31,1 %	19,4 %	84,0 %	100,0 %	90 %	1 824 851
Naissance	0,01 %	8,2 %	7,7 %	16,0 %	0,04 %	33,3 %	31,0 %	19,3 %	83,7 %	99,6 %		1 817 909
Adoption	0,00 %	0,05 %	0,0 %	0,07 %	0,00 %	0,2 %	0,1 %	0,0 %	0,3 %	0,4 %		6 942
Complément libre choix d'activité (Clca)												
Taux plein		0,3 %	4,5 %	4,9 %		3,93 %	30,05 %	24,44 %	58,4 %	63,29 %		371 655
Tauxr réduit 1 (50 %)		0,1 %	0,9 %	0,9 %		1,75 %	17,63 %	4,96 %	24,3 %	25,27 %		148 421
Taux réduit 2 (50 % à 80 %)		0,03 %	0,3 %	0,4 %		0,50 %	5,88 %	3,10 %	9,5 %	9,85 %		57 870
Couples						0,02 %	0,65 %	0,38 %	1,1 %	1,05 %		6 168
Taux avec intéressement			0,04 %	0,04 %			0,26 %	0,12 %	0,4 %	0,42 %		2 468
Optionnel (COLCA) à partir de 3 enfants			0,01 %	0,01 %				0,11 %	0,1 %	0,12 %		676
Total Clca		0,4 %	5,8 %	6,2 %		6,2 %	54,5 %	33,1 %	93,8 %	100,0 %	29 %	587 258
Complément mode de garde assistante maternelle												
Niveau inférieur de ressources	0,005 %	3,0 %	1,5 %	4,5 %		3,9 %	3,6 %	1,5 %	9,0 %	13,4 %		62 135
Niveau médian de ressources	0,001 %	0,6 %	0,3 %	0,9 %		34,8 %	25,9 %	5,8 %	66,5 %	67,3 %		311 166
Niveau supérieur de ressources		0,1 %	0,0 %	0,1 %		10,5 %	7,1 %	1,5 %	19,1 %	19,2 %		88 818
Total Cmg Am	0,01 %	3,7 %	1,8 %	5,5 %		49,2 %	36,6 %	8,7 %	94,5 %	100,0 %	23 %	462 119
<i>Enfants 0 à - 3 ans bénéficiaires CMG</i>	0,0 %	3,1 %	1,6 %	4,7 %		41,9 %	33,2 %	8,0 %	83,1 %	87,8 %		475 869
<i>Enfants 3 à - 6 ans bénéficiaires CMG</i>	0,0 %	0,0 %	0,3 %	0,3 %		0,1 %	10,0 %	1,7 %	11,9 %	12,2 %		66 044
Complément mode de garde à domicile												
Bénéficiaires avec présence d'enfants de - 3 ans												
Niveau inférieur de ressources		0,7 %	0,8 %	1,5 %		0,7 %	0,9 %	0,7 %	2,3 %	3,9 %		1 307
Niveau médian de ressources		0,6 %	0,6 %	1,2 %		5,0 %	8,0 %	6,1 %	19,0 %	20,2 %		6 838
Niveau supérieur de ressources		0,4 %	0,3 %	0,7 %		23,6 %	32,8 %	18,3 %	74,8 %	75,4 %		25 535
Bénéficiaires avec présence d'enfants de 3 à 6 ans												
Niveau inférieur de ressources		0,01 %	0,003 %	0,01 %			0,003 %		0,003 %	0,01 %		5
Niveau médian de ressources		0,04 %	0,01 %	0,05 %		0,02 %	0,05 %	0,04 %	0,1 %	0,2 %		52
Niveau supérieur de ressources		0,03 %	0,01 %	0,04 %		0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,3 %	0,3 %		109
Total Cmg à domicile		1,8 %	1,7 %	3,5 %		29,5 %	41,9 %	25,2 %	96,5 %	100,0 %	1,7 %	33 846
Complément mode de garde "structure"												
Association ou entreprise		4,2 %	3,8 %			26,2 %	44,1 %	21,7 %		100,0 %	0,1 %	1 328
Bénéficiaires de la Paje	0,2 %	7,6 %	7,0 %		1,0 %	33,7 %	31,7 %	18,8 %		100,0 %		2 026 899

Encadré 4 : Les revenus des familles de deux enfants et plus selon la taille de la famille

Données Caf au 31 décembre 2005 et 2006.

Il s'agit d'une ventilation des familles selon le nombre d'enfants à charge. Ainsi, les familles nombreuses se retrouvent dans la catégorie des familles de deux enfants lorsque leurs revenus ont progressé et que le nombre des enfants à charge a diminué.

4,4 % des familles de deux enfants à charge,
6,6 % des familles de trois enfants,
14,9 % des familles de quatre enfants et plus sont **sans ressources**.

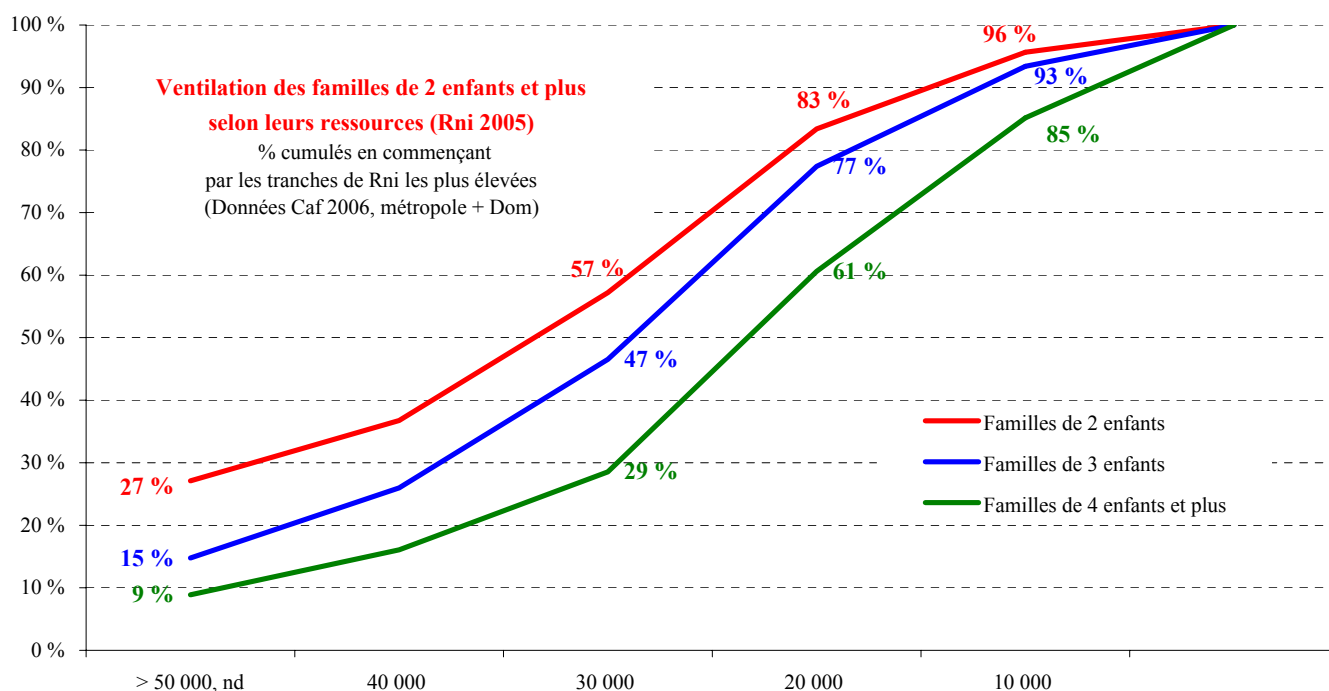
Les familles disposant de **plus de 5 800 euros par mois** représentent : 27 % de l'effectif des familles de deux enfants : leur part a été multipliée par 2,5 entre 2001 et 2006 ; 15 % des familles de trois enfants, leur part a été multipliée par 1,7 en cinq ans ; 8,9 % des familles de quatre enfants et plus, leur part a été multipliée par 1,5.

Ventilation des familles de 2 enfants et plus allocataires en décembre 2005 et 2006 selon leurs ressources (Rni : revenu net imposable des années 2004 et 2005)

Rni	Estimation du	2005	2006	2006-2005	2005	2006	2006-2005	2005	2006	2006-2005
en euros courants	revenu mensuel									
Rni nul	maximum correspondant	4,5 %	4,4 %	-0,2	6,8 %	6,6 %	-0,2	15,3 %	14,9 %	-0,4
< 10 000	1 157	13,0 %	12,2 %	-0,7	17,2 %	16,0 %	-1,2	26,4 %	24,5 %	-1,9
10 000 < < 20 000	2 315	27,5 %	26,2 %	-1,3	31,5 %	30,9 %	-0,6	31,4 %	32,1 %	0,6
20 000 < < 30 000	3 472	20,1 %	20,4 %	0,3	19,6 %	20,6 %	0,9	11,3 %	12,5 %	1,2
30 000 < < 50 000	5 787	10,3 %	9,6 %	-0,6	10,7 %	11,2 %	0,5	6,7 %	7,2 %	0,5
> 50 000, nd	5 787	24,6 %	27,1 %	2,5	14,2 %	14,8 %	0,6	8,9 %	8,9 %	0,0
Ensemble		100 %	100 %		100 %	100 %		100 %	100 %	

Rappel du revenu mensuel 2004 et 2005 correspondant respectivement aux plafonds de ressources 2005 et 2006

	Familles 2 enfants à charge			Familles 3 enfants à charge			Familles 4 enfants à charge		
Montants en euros constants 2006	Plafond 2005	Plafond 2006	Evol. 06/05	Plafond 2005	Plafond 2006	Evol. 06/05	Plafond 2005	Plafond 2006	Evol. 06/05
Paje Cmg taux maximum	1 998	2 032	1,7%	2 314	2 353	1,7%	2 629	2 673	1,7%
Ars	2 464	2 464	0,0%	2 927	2 926	0,0%	3 389	3 388	0,0%
Cf 1 revenu	-	-		3 068	3 068	0,0%	3 579	3 579	0,0%
Paje Ab 1 revenu	3 503	3 562	1,7%	4 203	4 274	1,7%	4 903	4 987	1,7%
Paje Cmg taux minimum	4 441	4 516	1,7%	5 141	5 229	1,7%	5 842	5 941	1,7%



. Malgré la fin de la montée en charge de l'Afeama courant 1996, le nombre de bénéficiaires a progressé de + 29 % depuis 1998, avec toutefois une nette décélération à partir de 2001. Par ailleurs, la modulation du complément d'Afeama en fonction des ressources mise en place en janvier 2001 ne semble pas avoir produit un effet incitatif marqué.

Autres prestations « Famille »

- **La non-indexation des plafonds de ressources sur le salaire moyen** par tête¹⁰ conjugué à l'influence de la situation économique¹¹ a un impact négatif sur l'évolution des effectifs de bénéficiaires des prestations sous condition de ressources. Cet effet plafond est mesuré avec une élasticité. Ainsi, pour le complément familial, le niveau d'éviction qui résulte de l'écart entre la revalorisation des plafonds et l'évolution des ressources effectives des allocataires est évalué avec une élasticité estimée de - 0,4 % : l'effet plafond est de l'ordre de - 0,4 % en 2006 malgré l'amélioration de la conjoncture économique (cf. T2PF 21). L'effet plafond 2006 de l'allocation de rentrée scolaire est estimé à - 1,2 % (avec une élasticité de - 1,15 %, cf. T2PF 21).

A l'impact de la conjoncture économique difficile, s'est ajoutée la diffusion progressive des effets de la réforme de l'assurance chômage intervenue au 1^{er} janvier 2003. Le raccourcissement des durées d'indemnisation a induit, en 2004, une diminution importante de la proportion des chômeurs indemnisés. Ce phénomène a pesé sur les effectifs de bénéficiaires du Cf comme de l'Ars dont la régression des effectifs de bénéficiaires s'est infléchi.

- L'effectif des bénéficiaires du **complément familial** (Cf, 878 500) a régressé de - 6,9 % depuis 2001, de - 2,3 % en 2006 (de - 1,2 % en 2005, cf. T2PF 21).

. Dans les Dom, le Cf est une prestation « jeune enfant » attribuée uniquement aux familles ayant au moins un enfant de plus de 3 ans et de moins de 5 ans (et pas d'enfant de 0 à 3 ans).

Par ailleurs, en janvier 1996, l'allocation pour jeune enfant est instaurée dans les Dom y entraînant une réduction des effectifs de bénéficiaires du complément familial de 64 % au 31 décembre 1996.

. La régression des effectifs de bénéficiaires du Cf retrace le **déclin du nombre de familles nombreuses**. Les familles de quatre enfants et plus bénéficiaires du Cf représentent 20,6 % des familles bénéficiaires contre 21,9 % en 2001 (- 1,2 point en cinq ans, cf. T2PF 23, données Caf).

En janvier 2000, l'âge auquel les enfants sont considérés comme à charge pour le Cf a été relevé à 21 ans : l'impact sur les dépenses est estimé à + 7,4 points. Suite à cette mesure, les effectifs 2001 sont supérieurs de + 1,4 % à ceux de 1999.

L'effet volume est estimé à - 3,6 % entre 2001 et 2006 (- 1,2 % en 2006, cf. T2PF 21) **compte tenu d'un effet plafond de - 3,8 %** (- 0,4 % en 2006).

49 % des familles bénéficiaires du Cf ne disposent que d'un revenu (*au sens des Pf*), 28 % bénéficient d'une majoration du plafond de ressources pour double revenu, 23 % sont des familles monoparentales. La part des familles monoparentales a progressé de + 4 points en cinq ans alors que celle des couples ne disposant que d'un revenu a régressé de - 7 points (cf. T2PF 22, données Caf).

- **L'allocation de rentrée scolaire** (Ars) a bénéficié à 3 021 670 familles et 5 153 160 enfants¹² en 2006. En cinq ans, l'effectif des familles a régressé de - 5,5 %, celui des enfants de - 6,9 % (avec respectivement - 1,7 % et - 1,5 % en 2006).

L'effet volume est estimé à + 3,1 % entre 2001 et 2006 (+ 0,04 % en 2006, cf. T2PF 31), **compte tenu d'un effet plafond de - 9,9 %** (- 1,2 % en 2006).

Depuis août 2002, une allocation différentielle est attribuée aux personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond (48 600 familles et 89 430 enfants, *estimation tous régimes*, cf. T2PF 33). En 2006, 1,8 % des enfants bénéficiaires de l'Ars perçoivent l'Ars à taux différentiel (*données Caf*). L'impact de la mesure sur les dépenses est estimé à 0,5 point.

En 1999, le droit à l'Ars a été ouvert pour la première fois aux familles (180 000) avec un seul enfant qui ne percevaient pas d'autres allocations des organismes débiteurs des prestations. L'impact de la mesure sur les dépenses est estimé à 2 points.

La part des enfants des familles bénéficiaires de l'Ars n'ayant qu'un enfant (25 %) a progressé de 1,1 point entre 2001 et 2006. Celle des enfants des familles de trois enfants et plus (35 % en 2006) décroît de - 0,9 point en cinq ans. La part des enfants des familles de deux enfants reste stable (40 %). Dans le même temps, le nombre moyen d'enfants pour cent familles bénéficiaires de l'Ars a régressé de 173 enfants en 2001 à 171 enfants en 2006 (cf. T2PF 32, données Caf).

- La progression des bénéficiaires de l'allocation de **soutien familial** (Asf, 698 638 familles, 1 091 098 enfants¹³) marque une nette **décélération**

T2PF 21 : Complément familial (Cf) : évolution comparée des effectifs de familles bénéficiaires et des dépenses depuis 1997

Données tous régimes , métropole + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Rapport 2006/2001
Familles tous régimes au 31 décembre	937 319	937 577	931 246	959 851	943 543	921 739	915 215	909 476	898 804	878 534	
Evolution des effectifs de familles		0,0 %	-0,7 %	3,1 %	-1,7 %	-2,3 %	-0,7 %	-0,6 %	-1,2 %	-2,3 %	-6,9%
Familles : effectifs moyens annuels tous régimes	945 052	937 448	934 412	945 548	951 697	932 641	918 477	912 345	904 140	888 669	
Evolution des dépenses en euros courants (D)	-0,9%	0,8%	-0,9%	2,6%	2,0%	-0,7%	0,1%	1,2%	1,3%	0,1%	2,0%
Revalorisation de la Bmaf (B)		1,1%	0,7%	0,5%	1,8%	2,1%	1,7%	1,7%	2,2%	1,8%	9,9%
Impact des mesures nouvelles (N)				4,0%	3,3%						
Effet plafond avec une élasticité - 0,4 (d)		-0,2%	-0,6%	-0,9%	-1,0%	-0,8%	-1,0%	-1,0%	-0,5%	-0,4%	-3,8%
Effet volume [Ev = (D / (B x d x N))]		-0,1%	-1,0%	-1,0%	-2,0%	-2,0%	-0,5%	0,5%	-0,4%	-1,2%	-3,6%
Evolution des effectifs moyens annuels (Em)		-0,5%	0,5%	-0,4%	-1,2%	-1,6%	-1,5%	-1,4%	-1,3%	-1,3%	-6,6%
<i>Rapport (Ev * d * N) / Em</i>		0,3%	-2,1%	2,4%	1,4%	-1,2%	-0,1%	0,9%	0,4%	-0,4%	-0,6%

T2PF 22 : Ventilation en % des bénéficiaires du Cf selon la prise en compte d'une majoration de plafonds de ressources pour double activité (*)

Données Caf , métropole + Dom	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006-2001
Couples sans majoration du plafond	60,0 %	Nd	55,9 %	53,7 %	52,5 %	51,6 %	49,9 %	48,6 %	-7
Couples avec majoration du plafond	22,5 %	Nd	25,1 %	26,2 %	26,5 %	26,7 %	27,7 %	28,4 %	3
Monoparents avec majoration du plafond	17,5 %	Nd	19,1 %	20,0 %	21,0 %	21,7 %	22,4 %	23,0 %	4

(*) Droit à la majoration double activité en métropole, si chacun des deux revenus d'activité de l'année (t - 1) est supérieur à douze fois la Bmaf au 1^{er} janvier de l'année (t). Les monoparents bénéficient toujours de cette majoration.

T2PF 23 : Ventilation en % des bénéficiaires du Cf selon la taille de la famille

Données Caf , métropole + Dom	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	06-01
1 et 2 enfants (Dom)	2,881422	9,1 %	9,3 %	9,2 %	9,2 %	9,5 %	9,6 %	9,4 %	0,1
3 enfants	72,90222	68,7 %	68,8 %	69,1 %	69,2 %	69,3 %	69,7 %	70,0 %	1,2
4 enfants et plus	24,21636	22,2 %	21,9 %	21,7 %	21,5 %	21,2 %	20,8 %	20,6 %	-1,2

T2PF 31 : Allocation de rentrée scolaire (Ars) : évolution comparée des effectifs de familles bénéficiaires et des dépenses depuis 1997

Données tous régimes, métropole + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Rapport 2006/2001
Familles tous régimes au 31 décembre	3 106 200	3 097 656	3 219 100	3 185 300	3 197 800	3 147 207	3 091 454	3 102 126	3 074 926	3 021 671	-5,5%
Evolution des effectifs de familles		-0,3 %	3,9 %	-1,0 %	0,4 %	-1,6 %	-1,8 %	0,3 %	-0,9 %	-1,7 %	
Enfants tous régimes au 31 décembre	Nd	Nd	5 698 042	5 606 580	5 532 176	5 427 089	5 289 149	5 290 439	5 229 965	5 140 983	-7,1%
Evolution des effectifs d'enfants				-1,6 %	-1,3 %	-1,9 %	-2,5 %	0,0 %	-1,1 %	-1,7 %	
<i>Pour l'Ars (prestation versée une seule fois dans l'année), la notion d'effectifs moyens n'a pas de sens.</i>											
Evolution des dépenses en euros courants (D)		1,2%	-0,9%	-1,6%	-1,3%	0,1%	-1,1%	2,4%	0,8%	0,6%	2,9%
Revalorisation de l'Ars (yc la majoration) (B)		1,1%				2,5%	1,7%	1,7%	2,2%	1,8%	10,3%
Impact des mesures nouvelles (N)			2,0%			0,5%					0,5%
Effet plafond avec une élasticité - 1,15 (d)		-2,3%	-2,8%	-2,9%	-1,9%	-4,1%	-1,6%	-1,5%	-1,2%	-1,2%	-9,9%
Effet volume [Ev = (D / (B x d x N)]		2,4%	-0,6%	1,2%	1,6%	-0,9%	1,4%	2,3%	0,2%	0,04%	3,1%
Evolution des effectifs d'enfants (E)				-1,6%	-1,3%	-1,9%	-2,5%	0,0%	-1,1%	-1,7%	-7,1%
<i>Rapport (Ev * d * N) / E</i>				-0,1%	1,0%	-2,6%	2,4%	0,7%	0,1%	0,6%	0,4%

T2PF 32 : Ventilation des enfants bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille

Données Caf, métro. + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	06 - 01
1 enfant	18,2 %	18,5 %	23,4 %	23,9 %	24,3 %	24,5 %	24,7 %	25,1 %	25,2 %	25,3 %	1,1
2 enfants	43,9 %	43,5 %	40,7 %	40,5 %	40,4 %	40,5 %	40,3 %	40,4 %	40,5 %	40,2 %	-0,2
3 enfants et plus	37,9 %	38,0 %	35,9 %	35,6 %	35,3 %	35,0 %	34,9 %	34,5 %	34,3 %	34,4 %	-0,9
3 enfants	26,4 %	26,5 %	25,0 %	24,9 %	24,8 %	24,6 %	24,6 %	24,4 %	24,4 %	24,4 %	-0,4
4 enfants et plus	11,5 %	11,5 %	10,9 %	10,7 %	10,6 %	10,4 %	10,3 %	10,1 %	10,0 %	10,0 %	-0,5

T2PF 33 : Nombre moyen d'enfants par famille bénéficiaire de l'Ars - Bénéficiaires de l'Ars différentielle

Données tous régimes, métropole + Dom (estimation)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	06 -02
Nombre moyen d'enfants bénéficiaires de l'Ars pour 100 familles bénéficiaires de l'Ars	177	176	173	172	171	171	170	170	-2,9
Ars à taux différentiel : part des enfants bénéficiaires				1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,7 %	1,8 %	0,1
Familles bénéficiaires de l'Ars différentielle				48 281,6	46 416,7	46 216,1	49 007,3	48 589,3	307,7
Enfants bénéficiaires de l'Ars différentielle				86 844,5	83 479,7	83 562,3	89 047,3	89 431,2	2 586,7
Evolution du nombre d'enfants bénéficiaires de l'Ars différentielle					-3,9%	0,1%	6,6%	0,4%	
Nombre moyen d'E bénéficiaires Ars différentielle / 100 familles bénéficiaires Ars différentielle				179,9	179,8	180,8	181,7	184,1	4,2

T2PF 41 : Allocation de soutien familial : évolution comparée des effectifs de familles bénéficiaires et des dépenses depuis 1997

Données tous régimes , métropole + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Rapport 2006/2001
Familles tous régimes au 31 décembre	592 815	605 545	626 528	630 407	643 681	654 981	672 962	685 090	695 481	698 638	
Evolution des effectifs de familles		2,1 %	3,5 %	0,6 %	2,1 %	1,8 %	2,7 %	1,8 %	1,5 %	0,5 %	8,5%
Enfants tous régimes au 31 décembre	Nd	Nd	Nd	981 655	1 006 575	1 024 914	1 052 933	1 071 731	1 085 816	1 091 098	
Evolution des effectifs d'enfants					2,5 %	1,8 %	2,7 %	1,8 %	1,3 %	0,5 %	8,4%
Enfants : effectifs moyens annuels tous régimes					994 115	1 015 744	1 038 924	1 062 332	1 078 773	1 088 457	
Evolution des dépenses en euros courants (D)	4,0%	3,4%	3,0%	3,1%	3,4%	3,0%	3,8%	3,6%	4,2%	2,7%	18,6%
Revalorisation de la Bmaf (B)		1,1%	0,7%	0,5%	1,8%	2,1%	1,7%	1,7%	2,2%	1,8%	9,9%
Effet volume (Ev = D / B)		2,3%	2,2%	2,6%	1,6%	0,9%	2,1%	1,9%	1,9%	0,9%	7,9%
Evolution des effectifs moyens annuels d'enfants (Em)						2,2%	2,3%	2,3%	1,5%	0,9%	9,5%
Rapport Ev / Em : évolution du "montant moyen"						-1,2%	-0,2%	-0,4%	0,4%	0,0%	-1,4%

**T2PF 42 : Ventilation du nombre d'enfants bénéficiaires de l'Asf selon la situation familiale - Asf non recouvrable -
Nombre moyen d'enfants par famille**

Données Caf , métropole + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Ecart 2006-2001
Part des familles bénéficiaires de l'Asf non recouvrable / ensemble	94,0 %	93,7 %	94,2 %	94,0 %	93,9 %	93,9 %	93,9 %	94,0 %	94,1 %	94,2 %	0,3
Nombre moyen d'enfants pour 100 familles bénéficiaires de l'Asf	Nd	Nd	Nd	155,7	156,4	156,5	156,5	156,4	156,1	156,2	-0,2
Ventilation du nombre d'enfants bénéficiaires de l'Asf	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Enfants orphelins de père et de mère	1,7 %	1,9 %	1,7 %	1,3 %	1,2 %	1,1 %	1,1 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	-0,3
Enfants orphelins de père ou de mère	21,8 %	24,2 %	22,7 %	23,4 %	22,9 %	22,4 %	21,7 %	21,3 %	21,2 %	20,7 %	-2,2
Filiation établie pour un seul parent	45,2 %	46,5 %	45,7 %	40,3 %	40,1 %	39,7 %	39,0 %	38,4 %	37,7 %	37,2 %	-2,8
Parent hors d'état, pension non fixée...	31,3 %	27,4 %	29,8 %	35,0 %	35,9 %	36,9 %	38,2 %	39,3 %	40,2 %	41,2 %	5,3

au 31 décembre 2006 : + 0,5 % contre + 1,5 % en 2005. Entre 2001 et 2006, la progression des effectifs moyens annuels d'enfants atteint + 9,5 %. L'évolution des dépenses en volume est sensiblement inférieure (+ 7,9 %) sur la même période. *(Une progression des recouvrements d'Asf récupérable et des incitations à entreprendre des démarches auprès du parent débiteur de la pension alimentaire pourrait expliquer la diminution de - 1,4 % du « montant moyen » qui résulte de l'écart entre l'effet volume et l'évolution des effectifs).* L'effet volume 2006 (+ 0,9 %) se situe plus d'un point en dessous des effets volume des trois dernières années (+ 1,9 % en 2004-2005, + 2,1 % en 2003, cf. T2PF 41).

Les cas d'Asf partiel avec un parent hors d'état de payer une pension alimentaire ou de pension non fixée ont progressé de 5 points, passant de 36 % des familles en 2001 à 41 % en 2006 (cf. T2PF 42, données Caf). Cette évolution pourrait être liée à l'évolution du chômage et de son indemnisation sur la période : l'impact sur l'évolution du montant moyen devrait être positif, or le montant moyen d'Asf semble diminuer.

94 % des bénéficiaires d'Asf perçoivent une Asf non recouvrable (+ 0,3 point depuis 2001, cf. T2PF 42, données Caf).

Le nombre moyen d'enfants pour cent familles bénéficiaires de l'Asf (156) régresse très légèrement (cf. T2PF 42, données Caf).

- La croissance des effectifs de bénéficiaires de l'allocation d'**éducation de l'enfant handicapé**¹⁴ (Aeéh, 153 840 familles, 161 580 enfants en décembre 2006) **se maintient à un niveau élevé** (respectivement + 2,5 % et + 3,1 %) avec **+ 16,3 % pour les effectifs moyens d'enfants entre 2001 et 2006** (cf. T2PF 51-52-53, série rectifiée depuis 2002).

L'impact des mesures relatives à l'Aeéh atteint 76,3 millions d'euros courants :

- . en avril 2002, six nouveaux compléments de l'allocation d'éducation spéciale se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant. Le coût de la mesure est estimé à environ 64,12 millions d'euros courants, soit un impact de + 12,3 points sur les dépenses en année pleine ;
- . en janvier 2006, l'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé. Une majoration par enfant bénéficiaire de l'Aeéh est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas

de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ 12,22 millions d'euros courants, soit un impact de + 2,3 points sur les dépenses 2006. La majoration de l'Aeéh est financée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

Compte tenu de l'impact des mesures nouvelles estimé à + 14,9 points en cinq ans, les dépenses d'Aeéh hors réforme progressent **en volume de + 28,5 % entre 2001 et 2006**, le montant moyen de + 27 % (avec + 62,3 % pour les dépenses en euros courants et + 9,9 % pour la Bmaf).

55 % des bénéficiaires de l'Aeéh¹⁵ perçoivent la prestation sans complément, contre 57,4 % en 1997 (cf. T2PF 55). *La progression des effectifs de bénéficiaires avec complément et le glissement d'un complément vers un autre d'un montant plus élevé expliquent la progression du montant moyen.* Les bénéficiaires d'un complément de deuxième catégorie représentent 17,3 % de l'ensemble : *cette part a progressé de 0,4 point entre 2005 et 2006 alors que la part des bénéficiaires d'un complément de première catégorie (4,5 %) régressait de 0,5 point.*

25,1 % des enfants sont à charge d'une famille monoparentale (contre 24,9 % en 2005, T2PF 54).

61 % des enfants handicapés des familles monoparentales ont plus de 11 ans contre 53,5 % pour les couples : *ceci s'explique en partie par les séparations des couples s'accompagnant d'un âge plus élevé des parents et des enfants.* (En 2005, ces pourcentages se situaient à 57 %, pour les familles monoparentales, et à 51 %, pour les couples, soit des niveaux sensiblement plus faibles, cf. T2PF 54).

- En décembre 2006, 4 561 familles perçoivent l'allocation journalière de **présence parentale** (Ajpp) ou l'App, créée en janvier 2001 et modifiée en mai 2006 (cf. note T2PF 61). Les bénéficiaires de l'Ajpp cessent ponctuellement leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant gravement malade, accidenté ou handicapé. 93 % des bénéficiaires de l'Ajpp sont des femmes. La progression de l'effectif de bénéficiaires est aussi forte qu'en 2005 (+ 12,5 %).

Les familles de deux enfants représentent 41 % des bénéficiaires, les familles d'un enfant 37 %, celles de trois enfants et plus 22 % (cf. T2PF 63, Caf).

51 % des familles ont un enfant de moins de trois ans, 39 % un enfant âgé de trois ans à moins de six ans : hors double compte, 78 % ont un enfant de moins de six ans (cf. T2PF 64, Caf).

T2PF 51 : Familles et enfants bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh)

* Série non rectifiée (1), données Caf et tous régimes (Tr)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (1)
Familles Caf (métropole + Dom)	94 251	97 531	99 211	101 979	106 890	108 979	114 388	120 779	131 573	147 335
Nombre d'enfants Caf	98 167	104 890	104 540	107 429	111 781	112 894	119 380	126 040	137 372	154 747
Familles Tr (métropole + Dom)	106 345	109 312	110 644	113 617	118 568	120 642	126 016	131 991	137 999	153 841
Enfants Tr (estimation)	110 764	114 518	116 587	119 689	123 994	126 035	131 515	137 740	144 081	161 580
Evolution des effectifs d'enfants		3,4%	1,8%	2,7%	3,6%	1,6%	4,3%	4,7%	4,6%	12,1%
Familles : part des Caf	88,6 %	89,2 %	89,7 %	89,8 %	90,2 %	90,3 %	90,8 %	91,5 %	95,3 %	95,8 %
Variation an. du nombre familles : série non rectifiée		2 966	1 332	2 973	4 951	2 074	5 374	5 975	6 008	15 842

* Séries rectifiées à partir de 2002 avec l'intégration des bénéficiaires de l'Aeeh lors des retours au foyer sur la période

Familles Caf	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	121 877	125 838	132 727	143 092	147 335
Evolution du nombre de familles (yc impact transfert des régimes spéciaux)							3,2 %	5,5 %	7,8 %	3,0 %
Nombre d'enfants Caf						126 320	131 291	138 487	149 353	154 747
Evolution du nombre d'enfants (yc impact transfert des régimes spéciaux)							3,9 %	5,5 %	7,8 %	3,6 %
Familles tous régimes (Tr)	120 624	123 590	124 922	127 896	132 847	134 921	138 629	145 048	150 080	153 841
Evolution des familles		2,8 %	1,2 %	2,7 %	4,4 %	1,7 %	2,7 %	4,6 %	3,5 %	2,5 %
Enfants Tr (estimation)	125 636	129 477	131 632	134 731	138 926	140 897	144 637	151 342	156 647	161 580
Evolution des enfants		3,4 %	1,8 %	2,7 %	3,6 %	1,6 %	2,7 %	4,6 %	3,5 %	3,1 %
Enfants Tr : effectifs moyens annuels rectifiés (1)	127 557	130 555	133 182	136 828	139 911	142 767	147 989	153 994	159 113	
Variation annuel. du nombre familles : série rectifiée	2 966	1 332	2 973	4 951	2 074	3 709	6 418	5 033	3 761	

(1) Avant 2002, l'Aes lors de retour au foyer était payée une fois dans l'année. Après 2002, l'Aes a été mensualisée. Depuis 2006, l'intégralité des bénéficiaires ayant bénéficié de l'Aeeh retour au foyer au cours de l'année est intégrée aux statistiques. Ce changement de méthodologie majeure mécaniquement l'effectif 2006. La série 2002-2005 a été rectifiée en majorant les effectifs d'Aes de 11/12 des effectifs de bénéficiaires de l'Aes retour au foyer.

T2PF 52 : Evolution comparée des effectifs d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh et des dépenses

	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	Rapport 2006/2001 S. rectifié (2)
Evolution des dépenses en euros courants (D)	6,5%	10,7%	20,8%	5,2%	5,8%	9,1%	62,3%
Revalorisation de la Bmaf (B)	1,8%	2,1%	1,7%	1,7%	2,2%	1,8%	9,9%
Impact des mesures nouvelles (N) (2)		3,1%	12,7%	-1,5%	-1,9%	2,3%	14,9%
Effet volume [Ev = (D / (B x N))]	4,6%	5,2%	5,4%	5,0%	5,5%	4,7%	28,5%
Evolution des effectifs moyens annuels rectifiés (3) (Em)	2,7%	2,3%	2,0%	3,7%	4,1%	3,3%	16,3%
Rapport (Ev * N) / Em (4)						3,7%	27,0%

(2) La montée en charge de la réforme de 2002 s'est poursuivie jusqu'en 2004, ce qui explique les "effets base" négatifs de la réforme en 2004 et 2005.

(3) Série rectifiée à partir de 2002, y compris les bénéficiaires dans le cadre du retour au foyer.

(4) L'évolution du "montant moyen" (+ 27 % entre 2001 et 2006, + 3,7 % en 2006) pourrait laisser supposer une sous-estimation statistique de l'impact des réformes de 2002 et 2006.

T2PF 53 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeeh retour au foyer : données Caf et tous régimes (Tr)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Familles Caf	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	14 071	12 491	13 034	12 566	12 584
Métropole						13 946	12 386	12 908	12 475	12 476
Dom						125	105	126	91	108
Enfants Caf	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	14 646	12 994	13 578	13 070	13 054
Métropole						14 519	12 889	13 451	12 978	12 944
Dom						127	105	127	92	110
Estimation du nombre de familles Tr	14 279	14 279	14 279	14 279	14 279	15 577	13 761	14 244	13 180	13 140
Estimation du nombre d'enfants Tr	14 872	14 959	15 046	15 042	14 932	16 213	14 315	14 838	13 708	13 630

T2PF 54 : Enfants bénéficiaires de l'Aeeh selon l'âge et le type de famille

Données Caf, métropole + Dom	2004	Dt F. mono-parent.	Dont couples	2005	Dt F. mono-parent.	Dont couples	2006	Dt F. mono-parent.	Dont couples
< 1 an	Nd	Nd	Nd	0,7 %	0,3 %	0,8 %	0,5 %	0,3 %	0,6 %
[1 - 3 ans [	Nd	Nd	Nd	4,6 %	3,1 %	5,1 %	4,1 %	2,6 %	4,6 %
[3 - 6 ans [	Nd	Nd	Nd	12,7 %	10,6 %	13,4 %	11,3 %	9,0 %	12,0 %
[6 - 11 ans [	Nd	Nd	Nd	29,8 %	28,9 %	30,1 %	28,7 %	27,2 %	29,2 %
[11 - 16 ans [	Nd	Nd	Nd	30,8 %	32,7 %	30,2 %	31,6 %	33,8 %	30,9 %
[16 - 20 ans [	Nd	Nd	Nd	21,4 %	24,3 %	20,4 %	23,8 %	27,2 %	22,6 %
Total	Nd	Nd	Nd	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Dont 11 - 20 ans [	Nd	Nd	Nd	52,2 %	57,0 %	50,6 %	55,4 %	61,0 %	53,5 %
Dont F monoparentales	23,8 %			24,1 %			25,3 %		
Dont E vivant dans une famille monoparentale				23,9 %			25,1 %		100,0 %
Nombre moyen E / F	104,4	103,4	104,7	104,4	103,5	104,7	105,0	104,2	105,3
Enfants bénéficiaires Aeeh à l'occasion d'un retour au foyer				8,4 %	12,9 %	7,0 %	8,4 %	11,7 %	7,3 %

T2PF 55 : Enfants bénéficiaires de l'Aeeh selon le type de complément

Données Caf, métropole + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006-05
Aeeh sans complément	57,4 %	57,3 %	54,9 %	53,5 %	52,5 %	53,4 %	55,0 %	55,6 %	54,8 %	54,9 %	0,1
Aeeh avec complément											
Complément 1 ^{re} catégorie						2,4 %	4,8 %	5,2 %	5,0 %	4,5 %	-0,5
Complément 2 ^e catégorie						5,3 %	12,9 %	15,8 %	16,9 %	17,3 %	0,4
Complément 3 ^e catégorie						4,2 %	8,6 %	9,6 %	9,9 %	9,8 %	-0,1
Complément 4 ^e catégorie						3,9 %	7,7 %	8,3 %	8,9 %	9,0 %	0,2
Complément 5 ^e catégorie						0,5 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	0,0
Complément 6 ^e catégorie						2,1 %	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,2 %	-0,1
Compléments ancienne législation	42,6 %	42,7 %	45,1 %	46,5 %	47,5 %	28,1 %	6,7 %	1,0 %	0,06 %	0,02 %	-0,04

T2PF 56 : Nombre moyen d'enfants par familles

Données Caf, métropole + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre moyen E / F (estimation)	104,2	104,8	105,4	105,3	104,6	104,5	104,4	104,4	104,4	105,0

**T2PF 61 : Allocation (journalière) de présence parentale (Ajpp) :
évolution comparée des effectifs de familles bénéficiaires et des dépenses (yc le complément pour frais)**

Données métropole + Dom	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Effectifs Ajpp-App Caf	1 688	2 314	3 158	3 404	3 941	4 421
Effectifs Ajpp-App tous régimes	1 730	2 480	3 352	3 615	4 055	4 561
Evolution effectifs tous régimes		43,3 %	35,2 %	7,9 %	12,2 %	12,5 %
Dépenses Tr yc complément (M euros)	5,53	17,87	28,58	34,95	39,31	39,60
Evolution des dépenses Tr yc complément			59,9 %	22,3 %	12,5 %	0,7 %
Ajpp mensuelle maximum 1 enfant, suspension totale d'activité			813,61	827,44	845,64	860,42
Déflateur (hors réforme, base 2003) - Hors montée en charge			1,00	1,02	1,04	1,06
Dépenses Tr yc complément (M euros 2003)			28,58	34,36	37,83	37,45
Effet volume (Ev)					10,1%	-1,0%

On ne tient pas compte du complément pour frais.

En mai 2006, l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) remplace l'allocation de présence parentale (App). Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés pourra prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans. **Pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 38,91 euros (46,23 euros pour un parent isolé) est versée.** Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total. Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an. Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp.

En outre, **un complément pour frais**, soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.

Les dépenses mensuelles d'avril à août 2006 sont inférieures à la tendance antérieure, le niveau de mars 2006 n'étant retrouvé qu'en novembre 2006 : c'est ce qui explique l'Ev négatif de l'exercice 2006. La forte croissance des dépenses jusqu'en mai 2007 ne fait que compenser la régression enregistrée en 2006.

Montant de l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) et de l'allocation de présence parentale (App)

En euros	Couples					Famille monoparentale				
	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %
2006 janvier - avril		860,85		430,44	262,25		1 022,27		538,05	346,79
	Montant journalier Ajpp	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E et + (2)	(1)	(1)	Montant journalier Ajpp	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E et + (2)	(1)	(1)
2006 mai	39,10	860,20	1 720,40	430,44	262,25	46,46	1 022,12	1 022,12	538,05	346,79
Evolution mai 2006/avril 2006		-0,08 %								

(1) L'Ajpp est fractionnable en demi-journée.

(2) Dans un couple ayant deux enfants ou plus nécessitant une présence parentale, chaque parent ouvre droit à 310 jours.

T2PF 62 : Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp (sous condition de ressources)

Effectifs Caf du complément pour frais Ajpp	945
Estimation des effectifs tous régimes du complément pour frais Ajpp	975

T2PF 63 : Familles bénéficiaires de l'Ajpp + App et du complément selon la taille de la famille

Données Caf, métropole + Dom	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2006-05
Bénéficiaires de l'Ajpp + App selon la taille de la famille							
1 enfant (sans enfant)	41,7 %	41,9 %	41,9 %	39,0 %	38,7 %	37,4 %	-1,3
2 enfants		37,6 %	38,4 %	39,0 %	40,5 %	41,0 %	0,5
3 enfants et plus	19,2 %	20,6 %	19,7 %	22,0 %	20,8 %	21,6 %	0,9
3 enfants	15,3 %	16,0 %	14,7 %	16,5 %	15,4 %	16,7 %	1,2
4 enfants et plus	3,9 %	4,5 %	5,0 %	5,6 %	5,3 %	5,0 %	-0,4
Total	61 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp + App selon la taille de la famille							
1 enfant (sans enfant)						31,7 %	
2 enfants						41,2 %	
3 enfants et plus						27,1 %	
3 enfants						19,8 %	
4 enfants et plus						7,3 %	
Total						100 %	
Proportion femmes bénéficiaires / total Ajpp-App					94,7 %	93,2 %	-1,5
Part des bénéficiaires de l'Ajpp + App bénéficiant du complément pour frais (3)					19,8 %	21,4 %	1,6
Part des bénéficiaires de l'Ajpp-App qui perçoivent l'Aeeh					48,9 %	47,2 %	-1,8
Part des bénéficiaires de l'Aeeh qui perçoivent l'Ajpp-App					1,47 %	1,40 %	-0,1
Nombre moyen d'E pour 100 familles bénéficiaires de l'Ajpp ayant au moins un E < 6 ans					130	131	

(3) Le complément d'Ajpp n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.

T2PF 64 : Familles bénéficiaires de l'Ajpp + App et du complément pour frais selon l'âge des enfants

Données Caf, métropole + Dom	2005	2006	2006-05
Ventilation des bénéficiaires de l'Ajpp-App selon l'âge des enfants			
Sans enfant < 6 ans	21,0 %	22,2 %	1,2
Avec enfant(s) < 6 ans	79,0 %	77,8 %	-1,2
Dont E < 3 ans	51,6 %	51,3 %	-0,3
Dont E de 3 ans à < 6 ans	39,4 %	39,2 %	-0,1
Total	100 %	100 %	
Ventilation des bénéficiaires du complément pour frais selon l'âge des enfants			
Sans enfant < 6 ans		27,8 %	
Avec enfant(s) < 6 ans		72,2 %	
Dont E < 3 ans		45,2 %	
Dont E de 3 ans à < 6 ans		40,4 %	
Total		100 %	

T2PF 71 : Allocation de parent isolé (Api) : évolution comparée des effectifs de familles bénéficiaires et des dépenses depuis 1997

Données tous régimes (Tr) métropole + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Rapport 2006/2001	Rapport 2006/2000	Rapport 2006/1995	Rapport 2006/1990
Familles tous régimes (Tr)	163 757	163 298	168 353	170 388	176 845	181 187	189 138	196 707	206 240	217 487				
Evolution des effectifs de familles		-0,3 %	3,1 %	1,2 %	3,8 %	2,5 %	4,4 %	4,0 %	4,8 %	5,5 %	23,0%			
Familles Dom tous régimes	12 967	13 075	13 189	13 628	16 140	17 124	19 094	21 059	23 915	26 430				
Evolution des effectifs de familles dans les Dom		0,8 %	0,9 %	3,3 %	18,4 %	6,1 %	11,5 %	10,3 %	13,6 %	10,5 %	63,8%			
Population couverte tous régimes (estimation)									569 353	603 471				
Evolution de la population couverte tous régimes										6,0 %				
Effectifs moyens annuels de familles tous régimes (métropole et Dom)	163 215	163 528	165 826	169 371	173 617	179 016	185 163	192 923	201 474	211 864	22,0%	25,1%	27,4%	35,4%
Dont effectifs moyens annuels de familles dans les Dom (tous régimes)	13 420	13 021	13 132	13 409	14 884	16 632	18 109	20 077	22 487	25 173	69,1%	87,7%	53,3%	-4,7%
Evolution des dépenses en euros courants (D)	1,1%	-1,2%	1,1%	2,1%	4,3%	5,6%	4,7%	8,0%	8,0%	9,5%	41,2%			
Déflateur : Bmaf avec une élasticité de 1,3 (B) (1)	-1,9%	1,2%	0,7%	0,1%	1,9%	2,2%	1,6%	1,6%	2,3%	1,8%	9,8%			
Impact des mesures nouvelles (N)	-1,3%	-4,2%	-2,1%		1,0%	1,1%	1,3%	1,4%	1,3%	1,4%	6,6%			
	Cumul forfait logt		-7,6%			Cumul alignement DOM depuis 2001				6,5%				
Effet volume [Ev = (D / (B x N))]	4,5%	1,9%	2,4%	2,0%	1,4%	2,3%	1,8%	4,9%	4,1%	6,1%	20,6%			
Evolution des effectifs moyens annuels (Em)		0,2%	1,4%	2,1%	2,5%	3,1%	3,4%	4,2%	4,4%	5,2%	22,0%			
<i>Rapport (Ev * N) / Em, hors prise en compte de l'impact de l'élasticité 1,3</i>		-2,6%	-1,1%	-0,2%	-0,1%	0,2%	-0,4%	2,0%	1,1%	2,3%	5,4%			
Part des dépenses Dom dans l'ensemble des dépenses métr. + Dom (Tr)	3,9 %	3,8 %	3,7 %	3,6 %	4,6 %	5,6 %	6,7 %	7,9 %	9,7 %	11,2 %				
Part des effectifs Dom dans l'ensemble métropole et Dom (tous régimes)	7,9 %	8,0 %	7,8 %	8,0 %	9,1 %	9,5 %	10,1 %	10,7 %	11,6 %	12,2 %				

T2PF 71 : Nombre moyen de personnes couvertes, intéressement, type d'Api, date d'ouverture, âge du bénéficiaire, nombre d'enfants à charge, situation de famille

Données Caf, métropole + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 Total	2004 Métr.	2004 Dom	2005 Total	2005 Métr.	2005 Dom	2006 Total	2006 Métr.	2006 Dom	06 Métr. - Dom
Effectifs Caf de bénéficiaires de l'Api au 31 décembre	162 349	161 903	167 074	169 068	175 609	179 726	187 637	195 441	174 472	20 969	204 873	181 060	23 813	216 278	189 876	26 402	
Population couvertes par les bénéficiaires Caf de l'Api											565 578	500 425	65 153	600 117	525 931	74 186	
Part des bénéficiaires Dom													11,6 %			12,2 %	
Nombre moyen de personnes couvertes pour 100 bénéficiaires de l'Api											276,1	276,4	273,6	277,5	277,0	281,0	-4,0
Part bénéficiaires Api avec intéressement...	6,6 %	Nd	Nd	4,8 %	4,8 %	5,3 %	5,2 %	5,4 %	5,7 %	2,7 %	5,6 %	6,0 %	2,3 %	4,6 %	5,1 %	1,0 %	4
Ventilation des bénéficiaires avec intéressement selon le type d'intéressement																	
Api ancien intéressement	100 %	Nd	Nd	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	30
Api avec intéressement lié au dispositif de retour à l'emploi											99,1 %	99,1 %	98,7 %		51,3 %	21,6 %	-16
Api avec Cirma											0,2 %	0,2 %			0,7 %	1,8 %	-1
Api avec contrat avenir											0,7 %	0,6 %	1,3 %		6,3 %	18,6 %	-13
Répartition selon le type d'Api																	
Courte, 1 an maxi., E > 3 ans								Nd			18,3 %	19,5 %	8,9 %	17,4 %	18,6 %	8,6 %	10,1
Longue, grossesse en cours								Nd			11,5 %	11,3 %	13,0 %	11,5 %	11,3 %	13,3 %	-2,0
Longue, E moins de 3 ans								Nd			70,2 %	69,2 %	78,1 %	71,0 %	70,1 %	78,1 %	-8,0
Ventilation selon la date d'ouverture du droit à l'Api																	
Moins d'un an				Nd	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	10,9
Entre 1 et {2ans				Nd	27,1 %	26,6 %	49,9 %	50,2 %	51,5 %	39,5 %	48,5 %	49,9 %	38,4 %	46,8 %	48,1 %	37,2 %	-1,1
2 ans et plus				Nd	23,2 %	22,8 %	22,3 %	23,1 %	22,8 %	25,1 %	23,6 %	23,5 %	24,7 %	23,1 %	23,0 %	24,1 %	-9,8
Entre 2 et {3ans				Nd	49,7 %	50,6 %	27,8 %	26,7 %	25,7 %	35,4 %	27,8 %	26,6 %	36,9 %	30,1 %	29,0 %	38,7 %	-2,8
3 ans et plus, date inconnue					12,8 %	12,4 %	15,4 %	14,9 %	14,5 %	17,9 %	15,4 %	15,0 %	18,7 %	15,9 %	15,6 %	18,4 %	-7,0
					36,9 %	38,2 %	12,3 %	11,8 %	11,1 %	17,5 %	12,4 %	11,6 %	18,2 %	14,2 %	13,4 %	20,3 %	
Ventilation selon l'âge du bénéficiaire																	
Moins de 20 ans								Nd			100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	-7,1
De 20 à 24 ans								Nd			9,1 %	8,2 %	15,6 %	8,6 %	7,7 %	14,9 %	-6,3
De 25 à 29 ans								Nd			28,9 %	28,1 %	35,2 %	28,6 %	27,9 %	34,2 %	3,2
30 ans et plus								Nd			22,8 %	23,1 %	20,4 %	23,6 %	24,0 %	20,8 %	10,3
De 30 à 34 ans								Nd			39,2 %	40,6 %	28,8 %	39,2 %	40,4 %	30,1 %	3,8
De 35 à 39 ans								Nd			17,7 %	18,2 %	13,7 %	17,3 %	17,8 %	14,0 %	2,9
39 ans et plus								Nd			12,0 %	12,4 %	9,0 %	12,2 %	12,5 %	9,6 %	3,6
Part des hommes bénéficiaires de l'Api											9,6 %	10,0 %	6,1 %	9,7 %	10,1 %	6,5 %	0,6
											1,6 %	1,7 %	1,0 %	1,6 %	1,7 %	1,1 %	
Ventilation selon le nombre d'enfants à charge																	
Sans enfant	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %					100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	-1,0
1 enfant	7,5 %	7,4 %	7,5 %	7,7 %	6,9 %	6,4 %	Nd	Nd			6,4 %	6,3 %	7,6 %	6,3 %	6,2 %	7,3 %	-1,1
2 enfants	49,3 %	49,0 %	48,8 %	48,2 %	47,8 %	47,6 %	Nd	Nd			46,7 %	46,4 %	49,0 %	46,1 %	46,0 %	47,0 %	2,5
3 enfants et plus	25,7 %	25,8 %	25,8 %	25,7 %	26,5 %	26,8 %	Nd	Nd			26,8 %	27,2 %	24,4 %	27,3 %	27,6 %	25,1 %	-0,4
	17,5 %	17,7 %	17,9 %	18,4 %	18,8 %	19,2 %	Nd	Nd			20,0 %	20,1 %	19,0 %	20,3 %	20,2 %	20,6 %	
Ventilation selon la situation de famille (2006 nd)																	
Célibataire	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %				
Séparé(e), abandonné(e)	51,1 %	60,2 %	65,3 %	67,3 %	68,6 %	68,7 %	69,0 %	69,7 %	67,2 %	90,0 %	70,2 %	67,7 %	89,4 %	Nd			
Divorcé(e), veuf(ve), autres	41,4 %	32,5 %	27,7 %	25,9 %	24,8 %	24,5 %	24,2 %	23,5 %	25,5 %	7,3 %	22,5 %	24,5 %	7,7 %	Nd			
	7,4 %	7,3 %	7,1 %	6,8 %	6,6 %	6,8 %	6,8 %	6,8 %	7,3 %	2,7 %	7,3 %	7,8 %	2,9 %	Nd			
Selon la situation d'ouverture du droit à l'API																	
Grossesse en cours	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %							
Avec enfant de moins de 3 ans	11,2 %	8,7 %	10,7 %	12,3 %	11,4 %	10,8 %	10,8 %	11,1 %	10,9 %	12,9 %	Nd						
Sans enfant de moins de 3 ans	65,7 %	67,1 %	66,6 %	67,3 %	69,1 %	70,0 %	68,8 %	67,9 %	67,9 %	76,7 %	Nd						
	23,1 %	24,1 %	22,7 %	20,4 %	19,6 %	19,2 %	20,1 %	20,0 %	21,2 %	10,4 %	Nd						

T2PF 8.01 : Allocation de base adultes handicapés (Aah) : évolution comparée des effectifs d'allocataires bénéficiaires et des dépenses depuis 1997

Données tous régimes métropole et Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Rapport 2006/2001
Effectifs de bénéficiaires de l'Aah	648 172	668 455	694 180	712 538	734 755	751 128	766 435	786 099	800 959	803 806	
Evolution des effectifs de bénéficiaires de l'Aah	2,8%	3,1%	3,8%	2,6%	3,1%	2,2%	2,0%	2,6%	1,9%	0,4%	
Effectifs moyens annuels de bénéficiaires	639 386	658 314	681 318	703 359	723 647	742 942	758 782	776 267	793 529	802 383	
Evolution des dépenses en euros courants (D)	4,4%	4,3%	5,2%	3,8%	5,2%	4,5%	3,3%	5,1%	4,3%	2,7%	21,6%
Evolution du déflateur Aah hors mesure (élasticité 1,7) (B)		1,40%	2,98%	0,52%	2,60%	2,40%	1,29%	1,64%	2,19%	1,86%	9,7%
Impact des mesures nouvelles (N)										0,05%	0,05%
Effet volume [Ev = (D / (B x N))]		2,84%	2,17%	3,27%	2,51%	2,08%	1,97%	3,41%	2,09%	0,79%	10,7%
Evolution des effectifs moyens annuels (Em)		2,96%	3,49%	3,24%	2,88%	2,67%	2,13%	2,30%	2,22%	1,12%	10,9%
<i>Rapport (Ev * d * N) / Em, hors prise cpte impact de l'élasticité 1,7</i>		-0,11%	-1,28%	0,03%	-0,36%	-0,57%	-0,16%	1,08%	-0,13%	-0,27%	-0,08%
Part des Dom dans les dépenses tous régimes	4,0 %	3,9 %	4,0 %	4,0 %	3,9 %	3,9 %	3,9 %	3,8 %	3,8 %	3,8 %	
Part des Dom dans les bénéficiaires tous régimes	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,4 %	

T2PF 8.02 : Ventilation des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge (données Caf, métropole + Dom)

Données Caf métropole et Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Métro.	Dom	2006	Métro.	Dom
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
De 20 à 29 ans	20,3 %	19,6 %	18,7 %	17,9 %	17,1 %	16,5 %	15,8 %	15,5 %	15,2 %	15,3 %	14,1 %	15,1 %	15,1 %	14,0 %
De 30 à 39 ans	27,1 %	26,9 %	26,7 %	26,4 %	25,9 %	25,3 %	24,7 %	24,0 %	23,2 %	23,2 %	22,9 %	22,4 %	22,4 %	21,8 %
De 40 à 49 ans	26,0 %	26,3 %	26,8 %	27,2 %	27,5 %	28,7 %	28,1 %	28,4 %	28,7 %	28,7 %	30,1 %	28,9 %	28,9 %	30,4 %
De 50 à 59 ans	19,5 %	20,2 %	21,0 %	22,1 %	23,4 %	24,6 %	25,6 %	26,6 %	28,1 %	28,0 %	29,2 %	28,6 %	28,5 %	29,9 %
De 60 ans et plus	7,1 %	7,1 %	6,8 %	6,4 %	6,0 %	5,8 %	5,7 %	5,6 %	4,8 %	4,9 %	3,8 %	5,0 %	5,1 %	4,0 %

T2PF 8.03 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille - Couples avec deux Aah (données Caf, métropole + Dom)

Isolés sans enfant			74,1 %	74,2 %	74,5 %	74,8 %	75,0 %	70,0 %	69,9 %	73,5 %	70,4 %	70,3 %	73,8 %
Isolés avec enfant(s)								5,1 %	5,0 %	7,7 %	5,1 %	5,0 %	7,9 %
Couples sans enfant			25,9 %	25,8 %	25,5 %	25,2 %	25,0 %	14,5 %	14,6 %	9,3 %	14,3 %	14,5 %	9,2 %
Couples avec enfant(s)								10,4 %	10,4 %	9,5 %	10,1 %	10,2 %	9,2 %
Dont couples percevant deux Aah			2,1 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,3 %	1,0 %	2,3 %	2,3 %	1,0 %

T2PF 8.04 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap (données Caf, métropole + Dom)

De 50 % à 79 %	27,1 %	27,9 %	28,6 %	29,1 %	29,7 %	30,5 %	30,1 %	42,1 %	30,7 %	30,3 %	42,2 %
80 % et plus	72,9 %	72,1 %	71,4 %	70,9 %	70,3 %	69,5 %	69,9 %	57,9 %	69,3 %	69,7 %	57,8 %

T2PF 8.05 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception (données Caf, métropole + Dom)

Aah à taux plein	61,4 %	62,1 %	62,3 %	62,6 %	63,2 %	63,1 %	63,3 %	63,8 %	65,8 %	65,0 %	87,4 %	65,6 %	64,8 %	85,9 %
Handicapés travaillant en milieu protégé	0,8 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	1,0 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Centre d'aide par le travail (Cat)	0,7 %	0,7 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,9 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Autre milieu protégé	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
H. ne travaillant pas en Cat	60,7 %	61,3 %	61,4 %	61,7 %	62,3 %	62,2 %	62,3 %	62,8 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Aah à taux réduit	38,6 %	37,9 %	37,7 %	37,4 %	36,8 %	36,9 %	36,7 %	36,2 %	34,2 %	35,0 %	12,6 %	34,4 %	35,2 %	14,1 %
Dépassement du plafond de ressources	24,0 %	23,4 %	24,3 %	24,1 %	23,7 %	23,9 %	23,8 %	23,1 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Centre d'aide par le travail (Cat)	10,9 %	10,8 %	10,7 %	10,7 %	10,6 %	10,5 %	10,5 %	10,4 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Autre milieu protégé	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
H. ne travaillant pas en Cat	12,8 %	12,3 %	13,2 %	13,1 %	12,8 %	13,1 %	13,1 %	12,4 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Cumul avec avantage vieillesse, invalidité	10,2 %	10,3 %	9,4 %	9,3 %	9,2 %	9,1 %	9,1 %	9,2 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Hospitalisation	2,8 %	2,7 %	2,5 %	2,4 %	2,3 %	2,3 %	2,2 %	2,1 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Héberge maison spécial., incarcération, autres	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,7 %	1,8 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd

T2PF 8.06 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah ou de la garantie de ressources pour handicapés (Grph, données Caf, métropole + Dom)

Ensemble complément ou Grph	19,2 %	19,9 %	20,9 %	21,3 %	21,4 %	21,3 %	21,4 %	21,0 %	21,5 %	21,8 %	10,9 %	22,0 %	22,4 %	12,3 %
Ancien complément (Aah)	19,2 %	19,9 %	20,9 %	21,3 %	21,4 %	21,3 %	21,4 %	21,0 %	1,8 %	1,9 %	0,4 %	1,0 %	1,1 %	0,3 %
Majoration pour la vie autonome (Mva)									16,3 %	16,5 %	10,0 %	14,7 %	14,9 %	9,5 %
Garantie de ressources pour handicapés (Grph)									3,3 %	3,4 %	0,5 %	6,3 %	6,4 %	2,6 %

T2PF 8.07 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle (données Caf, métropole + Dom)

Travaillant en milieu protégé			11,9 %	11,8 %	11,8 %	11,7 %	11,7 %	11,7 %	11,7 %	12,0 %	3,0 %	11,4 %	11,7 %	3,3 %
Travaillant en milieu ordinaire ou ne travaillant pas			88,1 %	88,2 %	88,2 %	88,3 %	88,3 %	88,3 %	88,3 %	88,0 %	97,0 %	88,6 %	88,3 %	96,7 %
Ne travaillant pas en milieu protégé			74,8 %	75,1 %	75,3 %	75,4 %	75,2 %	75,2 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Cumul avec un avantage vieillesse ou invalidité			9,3 %	9,2 %	9,1 %	9,1 %	9,2 %	9,2 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Hospitalisation			2,4 %	2,3 %	2,3 %	2,2 %	2,1 %	2,1 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd
Hébergement maison spécialisée, incarcération, autres			1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd

21 % des familles percevant l'Ajpp¹⁶ ou l'App sont également bénéficiaires du **complément pour frais de l'Ajpp** créé sous condition de ressources en mai 2006. L'effectif de bénéficiaires est estimé à 975 familles (*tous régimes, cf. T2PF 62*). Celles qui bénéficient du complément pour frais sont sans doute plus âgées que les bénéficiaires de l'Ajpp-App car elles ont plus d'enfants et moins de jeunes enfants : 27 % des bénéficiaires ont trois enfants et plus, 72 % ont un enfant de moins de six ans (*cf. T2PF 63-4, données Caf*).

47 % des bénéficiaires de l'Ajpp-App perçoivent l'Aeeh. 1,4 % des familles bénéficiaires de l'Aeeh reçoivent l'Apjpp ou l'App (*cf. T2PF 63, Caf*).

Minima sociaux

Allocation de parent isolé (Api)

Le nombre de bénéficiaires de l'Api (217 487 en décembre 2006) augmente de + 5,5 % par rapport à 2005 (+ 10,5 % dans les Dom).

- Avec la mise en place d'un **forfait logement** en avril 1997, le mode de calcul des ressources pour l'attribution de l'Api est aligné sur le dispositif applicable au revenu minimum d'insertion. *Les effectifs moyens annuels n'ont progressé que de + 2 % entre 1995 et 2000 contre + 6 % entre 1990 et 1995*. L'impact négatif de la mesure est estimé à - 7,6 points de croissance des dépenses (- 57 millions d'euros tous régimes).

- Suite à l'alignement **progressif de la législation Dom sur celle de la métropole** entre 2001 et 2007, les effectifs moyens annuels de bénéficiaires ont progressé de **88 % dans les Dom entre 2000 et 2006**. *Toutefois, comme la régression des effectifs moyens annuels des Dom avait été de - 18 % entre 1995 et 2000, la progression des effectifs moyens annuels est de 53 % entre 1995 et 2006 pour l'Api Dom*. En 2006, 12 % des bénéficiaires d'Api et 11 % des dépenses d'Api concernent les Dom, contre respectivement 10 % et 6 % en 1995 : *la tendance au rapprochement des deux taux indique sans doute une convergence des montants moyens métropole et Dom*. L'impact de l'harmonisation de **l'Api dans les Dom** (83,6 millions d'euros en année pleine) représente + **6,6 points** de croissance entre 2001 et 2006 (+ 1,4 point en 2006).

- **L'effet volume** (hors surcoût de la réforme) atteint + **20,6 %** en cinq ans (+ 6,1 % en 2006) : les effectifs moyens de familles progressant de + 22,0 % (+ 5,2 % en 2006), *la progression du montant moyen serait de l'ordre de + 5,4 % depuis*

2001 (*avec + 2,3 % en 2006*). Le très fort dynamisme de la prestation a débuté en juillet 2003 et s'est poursuivi depuis avec une accélération au cours du premier semestre 2004 : la fin de la montée en charge de l'assurance chômage au premier semestre 2005 et la bonne tenue de la natalité expliqueraient les effets volume élevés depuis trois ans : + 6,1 % en 2006 après + 4,1 % en 2005 et + 4,9 % en 2004 (*cf. T2PF 71*).

Pour **47 % des bénéficiaires, l'ouverture du droit remonte à moins d'un an** (37 % dans les Dom) alors que le droit est ouvert pour une Api courte (un an maximum) dans 17 % des cas (9 % seulement dans les Dom, *cf. T2PF 72*).

4,6 % des effectifs bénéficient d'un **intéressement**, d'un contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (Cirma) ou d'un contrat-avenir. En 2005, ils étaient 5,6 %. Les contrats avenir concernent 6,3 % des bénéficiaires d'un intéressement en métropole, 18,6 % dans les Dom.

En 2006, 52 % des bénéficiaires sont âgés de **20 ans à 29 ans**, 9 % ont moins de 20 ans ; ils sont plus jeunes dans les Dom.

Le nombre de personnes couvertes pour cent bénéficiaires de l'Api est en légère progression : 277,5 personnes en 2006 contre 276,1 en 2005.

46 % des bénéficiaires ont un enfant à charge, 27 % en ont deux, 20 % en ont au moins trois. 1,6 % des bénéficiaires sont des hommes.

Allocation aux adultes handicapés (Aah)

Bénéficiaires de l'Aah	2005	2006	2006 - 2005
Données Caf, métro. + Dom	%	%	
Début de dossier	34,8 %	31,1 %	-3,7
Dont moins de 5 ans	22,1 %	20,7 %	-1,4
[5 ans [10 ans	5,1 %	4,8 %	-0,3
Plus de 10 ans	7,7 %	5,6 %	-2,1
Renouvellement, autre	65,2 %	68,9 %	3,7
Dont moins de 5 ans	49,7 %	53,0 %	3,3
Total	100 %	100 %	
% en fonction de la date de la décision de la Cdaph			
Début de dossier	100 %	100 %	
Plus de 10 ans	22,0 %	18,0 %	-4,0
[5 ans [10 ans	14,6 %	15,5 %	0,9
Moins de 5 ans	63,3 %	66,4 %	3,1
Renouvellement, autre	100 %	100 %	
Plus de 10 ans	1,8 %	2,6 %	0,8
[5 ans [10 ans	22,0 %	20,4 %	-1,6
Moins de 5 ans	76,2 %	77,0 %	0,8
Ensemble des dossiers	100 %	100 %	
Plus de 10 ans	8,9 %	7,4 %	-1,4
[5 ans [10 ans	19,4 %	18,9 %	-0,5
Moins de 5 ans	71,7 %	73,7 %	2,0

Source : CNAF fichier FILEAS

Les bénéficiaires de **l'allocation aux adultes handicapés de base**¹⁷ (802 945 au 31 décembre 2006) ont progressé de + 0,4 % en 2006 (contre + 1,8 % en 2005). L'effet volume calculé sur les dépenses d'Aah de base (+ 10,7 % entre 2001 et 2006, hors complément) est légèrement inférieur à l'évolution des effectifs moyens annuels (+ 11,1 % ; *cela semble indiquer une régression du montant moyen de – 0,28 % en cinq ans. Par ailleurs, le montant moyen d'Aah versé dans les Dom s'est rapproché de celui de la métropole*).

Pour 74 % des bénéficiaires de l'Aah, l'avis de la Cdaph¹⁸ date de moins de cinq ans. 69 % des dossiers ont déjà fait l'objet d'un renouvellement.

58 % de la population des bénéficiaires de l'Aah ont entre 40 ans et 59 ans contre 45 % en 1997, 51 % en 2001 ;

76 % sont des isolés ;

15 % ont des enfants à charge ;

2,3 % vivent dans des couples percevant deux Aah ;

69 % des bénéficiaires ont un taux de handicap égal ou supérieur à 80 % (contre 72 % en 2001).

66 % perçoivent l'Aah à taux plein (contre 63 % en 2001). *En 2004, 2,1 % des bénéficiaires sont hospitalisés, 1,8 % sont hébergés en maisons spécialisées, incarcérés...*

22 % des bénéficiaires de l'Aah perçoivent un complément (contre 19 % en 1997).

. En juillet 2005, deux nouveaux **compléments d'Aah**, non cumulables, sont créés :

- la **majoration pour la vie autonome** (Mav), qui remplace peu à peu l'ancien complément (Afh¹⁹), dont le montant mensuel est de 100 euros. Les conditions d'attribution sont quasiment les mêmes, la personne doit bénéficier d'une aide au logement, auxquelles s'ajoute l'absence de revenus d'activité ;
- la **garantie de ressources** (Grph), qui s'ajoute à l'Aah pour constituer la garantie de ressources des personnes handicapées, dont le montant mensuel est de 166,51 euros. La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros.

L'effectif de bénéficiaires d'un complément (174 121) a progressé de 3,6 % 2006 et de 17 % depuis 2001. 28 % des bénéficiaires d'un complément perçoivent la garantie de ressources (49 520).

Revenu minimum d'insertion (Rmi)

L'évolution du **revenu minimum d'insertion** (Rmi, 1 278 642 en décembre 2006) est corrélée avec celle du chômage, avec un certain retard. La progression du nombre de bénéficiaires du Rmi a été de + 6,3 % entre 1996 et 2001 (avec + 2,9 % en 1999, – 4,2 % en 2000, – 2,1 % en 2001). La reprise de la hausse en 2002 (+ 1,6 %) s'accroît en 2003 (+ 4,9 %), essentiellement du fait de la détérioration du marché du travail. En 2004, la progression atteint + 8,2 % suite à l'effet conjugué du chômage qui se maintient à un niveau élevé après la hausse importante de 2003 et des effets différés de la réforme de l'assurance chômage : une partie des chômeurs (ceux dont l'ancienneté sur le marché du travail ne leur permet pas de prétendre au bénéfice de l'allocation de solidarité spécifique et qui sont isolés ou dont le conjoint n'a pas ou peu de ressources) basculent dans le Rmi. En 2005, la progression²⁰ se poursuit à un rythme moindre (+ 4,1 %) malgré la baisse du chômage. En 2006, pour la troisième fois depuis sa création en 1988, les effectifs de bénéficiaires de Rmi régressent (– 0,8 %). Le taux de chômage a atteint en décembre 2006 le niveau le plus bas depuis juin 2001, soit 6,6 % de la population active (9,1 % en moyenne sur l'année). La décrue du chômage de longue durée se poursuit : – 12,9 % en un an. Cette amélioration a plus profité aux 25-49 ans avec une baisse de – 1,2 % des allocataires. Cette régression est également à relier au rôle joué par les nouveaux dispositifs d'aide au retour à l'emploi.

57 % des bénéficiaires du Rmi sont des personnes seules, 26 % des familles monoparentales (*données Caf*). *En 2006, 2 471 585 personnes sont couvertes par les bénéficiaires du Rmi des Caf.*

Population couverte par les minima sociaux versés par les Caf

Plus de 2 237 717 personnes²¹ relevant des Caf ont bénéficié en 2006 d'au moins un des minima sociaux (*Aah, Api, Rmi... métropole + Dom*) : en tenant compte des personnes à charge, la population ainsi couverte atteint 4 250 207 personnes. Ce chiffre affiche une hausse de + 0,4 % en 2006 (après + 3,9 en 2005 et + 6 % en 2004).

Autres minima et aides à l'emploi

Par ailleurs, au 31 décembre 2006, on dénombre :

. 7 763 bénéficiaires du **contrat d'insertion revenu minimum d'activité** (Cirma) créé en 2004 (contre 3 559 en 2005) ;

Bénéficiaires d'au moins un minima (Rmi, Api ou Aah) depuis 2002

Données Caf	Rmi	Api	Aah	Bénéficiaires d'au moins un minimum	Evolution	Nbre moy. personnes couvertes par 100 bénéf. d'un minimum		Nbre de personnes couvertes	Evolution
Métropole + Dom							Evolution		
2002	1 068 923	179 726	716 784	1 954 518		191		3 726 468	
2003	1 120 844	187 637	732 839	2 029 492	3,8 %	189	-0,6 %	3 844 495	3,2 %
2004	1 215 585	195 441	752 988	2 152 075	6,0 %	189	0,0 %	4 075 611	6,0 %
2005	1 266 429	204 873	768 414	2 232 500	3,7 %	190	0,2 %	4 235 130	3,9 %
2006	1 255 549	216 278	772 296	2 237 717	0,2 %	190	0,1 %	4 250 207	0,4 %
Dont métropole									
2002	929 268	162 885	692 304	1 779 698		187		3 332 949	
2003	975 272	168 824	707 615	1 846 705	3,8 %	186	-0,8 %	3 431 427	3,0 %
2004	1 061 005	174 472	726 967	1 957 096	6,0 %	186	-0,1 %	3 633 239	5,9 %
2005	1 111 374	181 060	741 665	2 028 284	3,6 %	186	0,1 %	3 770 589	3,8 %
2006	1 101 372	189 876	745 136	2 030 931	0,1 %	186	0,1 %	3 779 825	0,2 %
Dont Dom									
2002	139 655	16 841	24 480	174 820		225		393 519	
2003	145 572	18 813	25 224	182 787	4,6 %	226	0,4 %	413 068	5,0 %
2004	154 580	20 969	26 021	194 979	6,7 %	227	0,4 %	442 372	7,1 %
2005	155 055	23 813	26 749	204 216	4,7 %	227	0,3 %	464 541	5,0 %
2006	154 177	26 402	27 160	206 786	1,3 %	227	0,0 %	470 382	1,3 %

Bénéficiaires du Rmi

Données Caf	2001	2002	2003	2004	2005	2006			Variation
	Métropole + Dom	Métropole + Dom	Métropole + Dom	Métropole + Dom	Métropole + Dom	Métropole	Dom	Métropole + Dom	2006-2001 (en points)
* Selon la situation familiale									
Couples	18,5 %	17,8 %	17,5 %	17,6 %	17,5 %	17,1 %	19,4 %	17,4 %	-1,1
Sans personne à charge	3,8 %	3,6 %	3,6 %	3,6 %	3,6 %	3,7 %	3,0 %	3,6 %	-0,3
1 personne à charge	4,3 %	4,2 %	4,2 %	4,3 %	4,3 %	4,2 %	4,5 %	4,2 %	-0,1
2 personnes à charge	4,4 %	4,3 %	4,2 %	4,2 %	4,3 %	4,1 %	5,5 %	4,3 %	-0,1
3 personnes à charge	3,0 %	2,9 %	2,8 %	2,9 %	2,8 %	2,8 %	3,5 %	2,9 %	-0,1
4 personnes à charge ou +	2,9 %	2,8 %	2,6 %	2,6 %	2,5 %	2,4 %	2,9 %	2,5 %	-0,4
F. monoparentales	25,3 %	26,1 %	26,0 %	25,6 %	25,5 %	24,4 %	34,6 %	25,7 %	0,4
Femme + 1 personne à charge	12,3 %	12,3 %	12,2 %	11,9 %	11,8 %	11,6 %	13,6 %	11,9 %	-0,4
Femme + 2 personnes à charge	6,9 %	7,2 %	7,1 %	7,1 %	7,0 %	6,6 %	9,9 %	7,0 %	0,1
Femme + 3 pers. à charge ou +	4,5 %	5,0 %	5,0 %	4,9 %	4,9 %	4,4 %	8,6 %	5,0 %	0,4
Homme + 1 personne à charge	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,3 %	1,1 %	0,1
Homme + 2 pers. à charge ou +	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,7 %	0,7 %	1,1 %	0,7 %	0,2
Personnes seules	56,2 %	56,1 %	56,5 %	56,8 %	57,1 %	58,5 %	46,0 %	56,9 %	0,7
Femmes	20,2 %	19,9 %	19,7 %	19,5 %	19,5 %	20,2 %	13,7 %	19,4 %	-0,7
Hommes	36,1 %	36,3 %	36,8 %	37,3 %	37,6 %	38,2 %	32,3 %	37,5 %	1,4
* Selon l'âge									
Moins 25 ans		3,2 %	3,3 %	3,4 %	3,2 %	3,0 %	3,2 %	3,1 %	
25 à 29 ans	18,9 %	18,4 %	18,5 %	18,8 %	19,0 %	19,3 %	14,2 %	18,6 %	2,8
30 à 34 ans	17,3 %	17,1 %	17,0 %	16,8 %	16,3 %	15,5 %	15,3 %	15,5 %	-1,8
35 à 39 ans	15,0 %	15,2 %	15,1 %	14,9 %	14,8 %	14,3 %	16,8 %	14,6 %	-0,4
40 à 44 ans	13,1 %	13,2 %	13,3 %	13,4 %	13,6 %	13,3 %	17,3 %	13,8 %	0,7
45 à 49 ans	12,1 %	12,1 %	12,0 %	11,9 %	12,0 %	12,0 %	14,2 %	12,2 %	0,1
50 à 54 ans	10,5 %	10,4 %	10,2 %	10,1 %	10,1 %	10,5 %	9,5 %	10,4 %	-0,1
55 à 59 ans	6,7 %	7,0 %	7,2 %	7,4 %	7,8 %	8,5 %	6,1 %	8,2 %	1,6
60 ans et plus	6,5 %	6,6 %	6,7 %	6,7 %	6,5 %	6,6 %	6,7 %	6,6 %	0,2
* Selon le montant payé									
Inférieur à 50 euros	3,2 %	2,8 %	2,6 %	2,8 %	2,3 %	2,4 %	1,9 %	2,3 %	
De 50 à 99 euros	4,2 %	3,5 %	3,6 %	3,0 %	2,8 %	2,8 %	2,1 %	2,7 %	
De 100 à 149 euros	4,5 %	4,5 %	3,4 %	3,1 %	2,9 %	3,1 %	2,8 %	3,0 %	
De 150 à 199 euros	3,7 %	3,2 %	3,6 %	3,3 %	3,3 %	3,2 %	2,6 %	3,1 %	
De 200 à 249 euros	3,5 %	3,4 %	3,3 %	3,1 %	3,0 %	2,9 %	3,1 %	2,9 %	
De 250 à 299 euros	4,1 %	3,5 %	3,4 %	3,2 %	2,9 %	2,6 %	3,3 %	2,7 %	
De 300 à 349 euros	48,5 %	5,2 %	3,4 %	3,0 %	3,1 %	2,8 %	3,1 %	2,8 %	
De 350 à 399 euros	6,6 %	46,0 %	49,0 %	49,6 %	49,9 %	49,9 %	48,6 %	49,8 %	
De 400 à 449 euros	6,7 %	10,0 %	9,9 %	10,1 %	7,2 %	7,2 %	8,5 %	7,4 %	
De 450 à 499 euros	3,9 %	3,6 %	3,7 %	3,8 %	6,6 %	7,5 %	3,9 %	7,1 %	
De 500 à 549 euros	6,3 %	7,9 %	7,8 %	8,2 %	8,5 %	8,1 %	8,9 %	8,2 %	
De 550 à 599 euros	2,0 %	1,6 %	1,7 %	1,5 %	2,0 %	2,2 %	2,8 %	2,2 %	
600 euros et plus	2,9 %	5,0 %	4,7 %	5,3 %	5,4 %	5,3 %	8,6 %	5,7 %	
Moins de 300 euros	23,1 %	20,8 %	19,9 %	18,5 %	17,2 %	17,0 %	15,7 %	16,8 %	-6,3
De 300 à 399 euros	55,1 %	51,2 %	52,4 %	52,6 %	53,0 %	52,8 %	51,6 %	52,6 %	-2,5
400 euros et plus	21,8 %	28,1 %	27,8 %	28,9 %	29,8 %	30,3 %	32,6 %	30,6 %	8,8

Bénéficiaires d'une aide au logement

Données Caf, Métropole + Dom	2004				2005				2006				Variation
	Alf	Als	Apl	Total	Alf	Als	Apl	Total	Alf	Als	Apl	Total	2006-2004 (en points)
Total des bénéficiaires d'une aide au logement (T)	1 187 232	2 104 336	2 484 430	5 775 998	1 209 667	2 124 951	2 466 157	5 800 775	1 199 470	2 076 004	2 385 445	5 660 919	
Ventilation des bénéficiaires en % de l'effectif total (T)	20,6 %	36,4 %	43,0 %	Total 2004	20,9 %	36,6 %	42,5 %	Total 2005	21,2 %	36,7 %	42,1 %	Total 2006	
Location	15,2 %	30,7 %	35,0 %	80,9 %	15,6 %	31,0 %	35,1 %	81,7 %	16,0 %	31,1 %	35,2 %	82,4 %	1,6
Accession	5,3 %	1,1 %	4,5 %	11,0 %	5,2 %	1,0 %	3,9 %	10,1 %	5,1 %	1,0 %	3,3 %	9,5 %	-1,5
Foyer (et parc inconnu)		4,7 %	3,5 %	8,2 %		4,6 %	3,5 %	8,1 %		4,5 %	3,6 %	8,1 %	-0,1
dont étudiants en % du total (T)	0,2 %	10,3 %	1,8 %	12,3 %	0,2 %	10,2 %	1,8 %	12,2 %	0,2 %	10,2 %	1,8 %	12,2 %	-0,03
Effectifs d'étudiants	9 982	592 177	105 881	708 040	10 483	591 072	104 611	706 166	10 338	580 121	101 853	692 312	
Evolution des effectifs d'étudiants					5,0 %	-0,2 %	-1,2 %	-0,3 %	-1,4 %	-1,9 %	-2,6 %	-2,0 %	
% de bénéficiaires ne percevant qu'un aide au logement (/ T)	1,9 %	30,4 %	18,1 %	50,3 %	1,8 %	30,4 %	17,7 %	49,9 %	1,8 %	30,2 %	17,5 %	49,4 %	-0,9
Montant moyen de l'aide versée au titre de décembre (en €)									236	161	202	194	
Métropole	225	153	194	185	232	159	200	191	233	161	202	193	
Dom	260	166		227	267	170		233	270	172		235	
Personnes couvertes par une aide au logement	4 193 192	2 297 223	6 222 655	12 713 070	4 248 091	2 327 260	6 102 005	12 677 356	4 196 708	2 278 083	5 842 236	12 317 027	
Allocataires + conjoints en % de l'ensemble E	14,6 %	18,1 %	26,7 %	59,4 %	14,8 %	18,4 %	26,4 %	59,5 %	15,0 %	18,5 %	26,0 %	59,5 %	0,1
Enfants à charge au sens de l'AL en % de l'ensemble E	18,3 %		22,1 %	40,3 %	18,6 %		21,6 %	40,2 %	19,0 %		21,2 %	40,3 %	-0,1
Personnes à charge au sens de l'AL en % de l'ensemble E	0,1 %		0,2 %	0,3 %	0,1 %		0,2 %	0,3 %	0,1 %		0,2 %	0,3 %	
				Seuil = 24 €				Seuil = 24 €				Seuil = 24 €	
Allocataires dt le montant est < au seuil de versement	61 515	99 656	119 611	280 782	57 523	97 496	106 627	261 646	58 715	100 637	108 814	268 166	
				0				0				0	
Primes de déménagement versées au cours de l'année				9 366				ND				5 444	
* Selon l'âge des bénéficiaires													
Moins 25 ans	1,5 %	13,8 %	3,7 %	19,0 %	1,5 %	13,8 %	3,6 %	18,9 %	1,6 %	13,9 %	3,5 %	19,0 %	0,0
De 25 à 29 ans	2,7 %	4,2 %	3,6 %	10,6 %	2,8 %	4,3 %	3,6 %	10,7 %	3,0 %	4,3 %	3,5 %	10,7 %	0,1
De 30 à 39 ans	9,0 %	3,7 %	11,0 %	23,7 %	8,9 %	3,7 %	10,6 %	23,2 %	8,8 %	3,6 %	10,2 %	22,6 %	-1,1
De 40 à 49 ans	5,6 %	3,1 %	9,7 %	18,4 %	5,8 %	3,2 %	9,6 %	18,6 %	6,0 %	3,2 %	9,5 %	18,8 %	0,4
De 50 à 59 ans	1,4 %	3,6 %	6,0 %	11,0 %	1,5 %	3,8 %	6,1 %	11,3 %	1,5 %	3,8 %	6,2 %	11,5 %	0,5
60 ans et plus (et âge inconnu)	0,3 %	7,9 %	9,0 %	17,2 %	0,3 %	7,8 %	9,1 %	17,2 %	0,3 %	7,8 %	9,2 %	17,3 %	0,1

. 46 198 bénéficiaires du **contrat d'avenir** (contre 8 837 en décembre 2005). Créé en 2005, le Cav, similaire au Cirma; est strictement réservé au secteur non marchand ;

. 10 991 bénéficiaires du **revenu de solidarité** (Rso) mis en place en 2001 dans les Dom (9 963 en 2005).

Prestations de logement

L'effectif des bénéficiaires de l'ensemble des **aides au logement** (5 920 498, - 2,5 % en 2006) diminue de - 4,6 % entre 2001 et 2006, après une progression de + 0,7 % entre 1996 et 2001 :

- la baisse 2004 résultait de la forte baisse des bénéficiaires en Apl accession ;
- l'évolution 2005 est due à l'augmentation du nombre de bénéficiaires du secteur locatif ;
- l'évolution 2006²² résulte en particulier de l'absence de revalorisation des barèmes en 2006, celle-ci intervenant en janvier 2007, accompagnée de la modification du seuil de non-versement (14 euros au lieu de 24 euros) ;
- depuis janvier 2006, deux mois de chômage total sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour chômage²³ : la part des allocataires qui bénéficient de ce dispositif passe de 14 % en 2005 à 11,5 % en 2006.

L'allocation de logement familiale (Alf) est réservée aux familles avec enfants à charge et concentre des allocataires d'âge intermédiaire. La part des familles bénéficiaires de l'Alf dans l'ensemble des bénéficiaires d'une aide au logement est passée de 25 % en 1990 à 19 % en 1995. Depuis, avec les relèvements successifs des loyers plafonds en Alf et l'introduction du prêt à taux zéro (*qui ouvre droit à l'Alf accession mais pas à l'Apl*), la part de l'Alf dans les bénéficiaires des aides au logement s'est redressée légèrement (20 % des aides en 2000, près de 21 % en 2006, cf. T1PF 53110). L'effectif des bénéficiaires (1 245 102) est en régression de - 1,0 % en 2006 (- 0,5 % depuis 2001). *Le secteur locatif est stable alors que l'Alf accession perd - 3,5 % (données Caf métropole).*

Le nombre de familles bénéficiaires de **l'aide personnalisée au logement** (Apl, 2 481 978) a régressé de - 9,8 % entre 2001 et 2006 (- 3,2 % en 2006, après - 3,6 % entre 1996 et 2001). L'Apl est versée à 42 % des bénéficiaires d'une prestation logement. L'Apl bénéficie potentiellement à toute personne habitant un logement conventionné. Plus de 40 % des bénéficiaires sont des isolés sans personne à charge²⁴. *L'Apl accession perd - 16,4 % (données Caf métropole).*

L'allocation de logement sociale (Als) bénéficie le plus souvent à des isolés, souvent âgés de moins de 25 ans ou au contraire âgés de plus de 60 ans. Les bénéficiaires de l'Als (2 195 244) représentent 37 % des bénéficiaires d'une aide au logement. Ils diminuent de - 2,4 % en 2006, avec - 0,2 % sur la période 2001-2006, après + 2,6 % entre 1996 et 2001.

Les effectifs étudiants percevant une prestation de logement auprès des Caf est en régression de - 2 % au 31 décembre 2006 : 692 312 contre 706 166 en 2005.

En tenant compte des ayants droit, un peu moins de 12,3 millions de personnes vivent dans un foyer bénéficiant d'une aide au logement versée par une Caf.

95 % des familles bénéficiaires du Fnpf en métropole relèvent des Caf

La répartition des familles relevant du Fnpf entre les différents régimes qui assurent le service des prestations **en métropole** est en 2006 la suivante :

- régime général 95,3 % (*contre 77,5 % en 1980 en incluant le régime minier, intégré depuis 1997 au régime général*) ;
- régimes spéciaux 0,9 % (*contre 13,8 % en 1980*) ;
- régimes agricoles 3,8 % (*contre 8,6 % en 1980*).

Par ailleurs, les bénéficiaires des **Dom** représentent 4,0 % des allocataires et 4,6 % des familles du Fnpf (cf. T1PF 51102 et 523211).

Entre 1997 et 2004, la progression de la part du régime général dans l'ensemble des bénéficiaires des allocations familiales avoisine 0,4 point par an (*métropole et Dom*). Fin 2005, l'ensemble des bénéficiaires des régimes spéciaux³ a été rattaché aux Caf, à l'exception de la Sncf, de la Ratp et d'Edf-Gdf. Les Caf versent aux allocataires des régimes spéciaux la Paje (sauf pour les agents relevant de la Sncf à l'exception du Cmg), l'Aged, l'Afeama, l'Alf (sauf pour les agents relevant de la Sncf et de la Ratp), l'Aah, l'Apl et l'Als.

La part des Caf dans l'ensemble des bénéficiaires tous régimes se situe à des niveaux sensiblement différents selon la prestation considérée (96,4 % pour les allocations familiales, T1PF 53131).

Le nombre moyen d'enfants des familles de deux enfants et plus varie selon le régime (cf. T1PF 523251) :

- 233 pour 100 familles de la Sncf, de l'Edf-Gdf et de la Ratp ;

- 247 pour les salariés agricoles ;
- 247 pour les exploitants agricoles ;
- 261 pour les Caf des Dom ;
- 242 pour les Caf en métropole ;
- 243 pour l'ensemble (*métropole et Dom*).

Notes

¹ Y compris 0,3 % : « hors métropole et doubles comptes » (T1PF 501).

² Cf. chapitre 9 sur l'évolution de la législation.

³ Par ailleurs, il est à noter qu'en 2004 les données relatives aux régimes spéciaux (334 500 en 2004) sont estimées : les familles affiliées auprès de ces régimes représentent 6,6 % des familles de deux enfants et plus en métropole (301 900, cf. T1PF 523211-12).

En 2005, les effectifs de la SnCF, de l'EdF-GdF et de la RATP ne représentent plus que 1,2 % des familles de deux enfants et plus en métropole (55 300).

Certains organismes relevant autrefois de ces régimes ont été rattachés au régime général. C'est le cas des collectivités locales rattachées en 1979-1980, des offices et établissements publics de l'Etat en 1991, de la Banque de France et du Cea en 1994 et des unions régionales des sociétés de secours minières entre 1994 et 1997. Les Caf versent l'ensemble des prestations aux allocataires de La Poste depuis juillet 2004, aux fonctionnaires hors éducation nationale depuis janvier 2005 et aux fonctionnaires de l'Education nationale depuis juillet 2005.

Par ailleurs, les Caf versent les prestations de logement (depuis 1997) et la Paje (depuis 2004) aux allocataires des régimes spéciaux (à l'exception des agents de la SnCF sauf pour le Cmg).

⁴ Source : Bilan démographique 2006, Insee Première n° 1118 et indices.insee.fr pour la mise à jour de l'estimation du nombre des naissances 2006 métropole.

⁵ Source des données Caf présentées dans l'ensemble des tableaux figurant dans le texte et les encadrés de ce chapitre : Cnaf Dser Françoise Mathieu, Pierre Collinet, Marie-José Robert, Chantal Salesses : « Prestations légales, aides au logement, Rmi au 31 décembre 2006 ». Ces données Caf sont disponibles sous www.cnaf.fr, Statistiques, prestations légales, annuelles, fascicules.

⁶ Les Af aux familles d'un enfant dans les Dom représentent 0,3 % de l'ensemble des dépenses d'Af et de majorations.

⁷ Créée en juillet 2003, l'allocation forfaitaire est versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux Af qui atteint l'âge de 20 ans. La montée en charge de cette mesure s'est achevée en juillet 2004.

⁸ Hypothèses de prévisions Paje du 2 août 2005 Cnaf Dser Ronan Mahieu.

⁹ Le Colca constitue un choix supplémentaire réservé aux personnes susceptibles de bénéficier du Clca. Le choix du Colca plutôt que du Clca à taux plein est irréversible. Les deux parents peuvent alternativement avoir droit au Colca.

¹⁰ Depuis 1997, les plafonds de ressources sont revalorisés comme l'indice des prix (cf. chapitres 2 et 10).

¹¹ Cf. figure page 19 : demandeurs d'emploi depuis 1993.

¹² Estimation à partir des données Caf relatives aux enfants bénéficiaires de l'Ars (T1PF 52 411).

¹³ Estimation des effectifs d'enfants tous régimes à partir des données Caf.

¹⁴ L'évolution apparente de + 11,5 % en 2006 est due à un changement de méthodologie (cf. note 1 accompagnant les tableaux Aeeh).

¹⁵ Dans Etudes et résultats n° 268, Christophe Trémoureux analyse « l'activité des Cdes (commissions départementales d'éducation spéciale) et l'Aes » sur la période 1990-2002. « On observe des disparités départementales [...] des **bénéficiaires plus nombreux** dans les régions du Nord - Pas-de-Calais, de l'Alsace, en Corse, dans la majorité des départements d'Auvergne et de Champagne-Ardenne et a contrario des **montants moyens** de l'allocation plus élevés dans le quart sud-ouest de la France où l'attribution de compléments à l'allocation simple est plus fréquente.

Autre évolution notable, l'orientation vers **des services d'éducation spéciale et de soins à domicile a progressé** continuellement pour représenter 20 % des orientations annuelles vers le secteur médico-éducatif en 1999-2000 contre 10 % dix ans plus tôt, alors que **les placements en internat ont inversement décroché...** »

¹⁶ Le complément d'Ajpp n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois. Cependant ce pourcentage donne un ordre de grandeur de l'impact relatif du complément.

¹⁷ Dans Etudes et résultats n° 267, Jean-Marie Chanut étudie « l'activité des Cotorep (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) en 2002 ».

¹⁸ Les commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (Cdaph) remplacent les Cotorep (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) depuis la réforme de juillet 2005.

¹⁹ L'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des adultes handicapés (à un taux d'au moins 80 % et bénéficiaires d'une aide au logement) a été créée en janvier 1993.

²⁰ Source des données Caf : Cnaf Dser Françoise Mathieu, Rmi au 31 décembre 2005, page 127. La situation difficile du marché du travail entre 2002 et 2004 a progressivement entraîné une augmentation du nombre de chômeurs non indemnisés. Par ailleurs, la réforme de l'assurance chômage a accru la part de chômeurs susceptibles de demander le Rmi. Voir également, Rmi au 31 décembre 2006, page 139.

²¹ Source des données Caf : Cnaf Dser Françoise Mathieu, Justinia Clément, Marie-José Robert, Chantal Salesses : Prestations légales, aides au logement, Rmi au 31 décembre 2006, page 26.

²² Source : idem renvoi 21, page 107.

²³ Source : idem renvoi 22.

²⁴ Source : 2007-100 Cnaf, Dspa Magda Tomasini, Chantal Salesses, Pierre Collinet : Les aides au logement depuis 2001.

***T1PF 51111 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991
en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur***

RG : BE005 [Familles du FNPF (hors AAH seule)] + (familles allocataires avec enfants) - (hors métropole qui sont pris en compte dans T1PF 51102).

Effectifs en milliers	1991	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Structure 2006
Tous régimes métropole														
Sans enfant	2 736	4 083	4 198	4 239	4 353	4 338	4 327	4 274	4 307	4 307	4 303	4 337	4 241	39,4 %
1 enfant	1 438	1 556	1 554	1 565	1 591	1 773	1 804	1 819	1 844	1 839	1 887	1 919	1 930	17,9 %
2 enfants	2 956	2 975	2 992	2 985	2 771	3 009	3 025	3 053	3 080	3 109	3 136	3 123	3 139	29,1 %
3 enfants	1 204	1 187	1 181	1 166	1 109	1 166	1 159	1 157	1 151	1 146	1 144	1 126	1 126	10,4 %
4 enfants et plus	440	414	404	392	375	384	374	368	360	355	350	344	341	3,2 %
Ensemble	8 773	10 216	10 328	10 347	10 199	10 671	10 690	10 672	10 741	10 756	10 820	10 849	10 777	100,0 %
dont 2 enfants et plus	4 599	4 577	4 577	4 543	4 255	4 560	4 558	4 579	4 590	4 610	4 630	4 593	4 606	42,7 %
Hors métropole (HM)	105	67	63	59	51	36	29	150	20	17	14	10	9	
Ensemble y compris HM	8 878	10 282	10 391	10 406	10 250	10 706	10 719	10 821	10 761	10 772	10 834	10 859	10 786	
dont CAF métropole (y compris des allocataires des régimes spéciaux "doubles comptes")														
Sans enfant	2 510	3 824	3 941	3 985	4 100	4 093	4 077	4 034	4 068	4 071	4 073	4 117	4 027	39,2 %
1 enfant	1 309	1 449	1 455	1 472	1 502	1 683	1 711	1 731	1 741	1 737	1 797	1 850	1 862	18,1 %
2 enfants	2 401	2 488	2 529	2 557	2 400	2 611	2 634	2 669	2 703	2 742	2 797	2 968	2 985	29,1 %
3 enfants	996	1 004	1 009	1 008	965	1 018	1 016	1 017	1 014	1 013	1 020	1 063	1 064	10,4 %
4 enfants et plus	387	370	363	355	341	350	342	337	331	326	323	327	324	3,2 %
Ensemble	7 602	9 136	9 296	9 376	9 308	9 755	9 779	9 789	9 857	9 889	10 011	10 324	10 263	100,0 %
dont 2 enfants et plus	3 783	3 862	3 900	3 919	3 706	3 979	3 992	4 023	4 048	4 081	4 141	4 358	4 374	42,6 %
DOM tous régimes														
Sans enfant	73	100	108	115	122	127	133	137	140	144	149	155	156	34,2 %
1 enfant	96	107	109	113	109	110	112	115	118	122	126	130	132	29,1 %
2 enfants	66	78	81	84	83	89	90	93	95	97	99	102	103	22,6 %
3 enfants	35	38	39	39	39	41	41	41	41	42	42	42	42	9,3 %
4 enfants et plus	15	14	14	14	14	22	22	23	23	23	22	22	22	4,8 %
Ensemble	285	338	352	366	367	389	398	409	416	427	439	451	455	100,0 %
dont 2 enfants et plus	116	131	134	138	136	152	153	157	158	161	164	166	167	36,7 %
dont CAF DOM														
Sans enfant	73	100	108	115	122	127	131	135	138	143	149	155	156	34,5 %
1 enfant	83	96	99	103	99	108	110	114	117	120	124	128	131	29,0 %
2 enfants	64	76	80	83	81	88	89	92	94	96	98	100	102	22,5 %
3 enfants	34	38	38	39	39	40	40	41	41	41	41	42	42	9,2 %
4 enfants et plus	24	22	22	21	22	22	22	22	22	22	22	22	22	4,8 %
Ensemble	277	332	347	361	363	384	393	404	412	422	435	447	452	100,0 %
dont 2 enfants et plus	121	136	140	143	142	149	151	155	157	159	162	164	165	36,6 %
Tous régimes métro. + DOM														
Sans enfant	2 809	4 183	4 306	4 354	4 475	4 466	4 460	4 411	4 446	4 451	4 452	4 492	4 397	39,1 %
1 enfant	1 534	1 663	1 663	1 678	1 700	1 882	1 916	1 934	1 962	1 961	2 012	2 048	2 062	18,4 %
2 enfants	3 022	3 053	3 073	3 069	2 854	3 099	3 116	3 146	3 174	3 206	3 236	3 225	3 242	28,9 %
3 enfants	1 238	1 226	1 220	1 206	1 148	1 207	1 200	1 198	1 192	1 188	1 186	1 168	1 168	10,4 %
4 enfants et plus	455	428	418	406	390	406	396	391	383	378	372	367	363	3,2 %
Ensemble	9 058	10 553	10 680	10 713	10 566	11 060	11 088	11 081	11 157	11 183	11 258	11 300	11 232	100,0 %
dont 2 enfants et plus	4 716	4 708	4 710	4 681	4 392	4 712	4 712	4 735	4 749	4 771	4 794	4 760	4 773	42,5 %
Hors métropole (HM)	105	67	63	59	51	36	29	150	20	17	14	10	9	
Ensemble y compris HM	9 163	10 621	10 743	10 772	10 618	11 095	11 117	11 230	11 177	11 199	11 273	11 310	11 241	
dont CAF métropole et DOM										0				
Sans enfant	2 583	3 924	4 050	4 100	4 222	4 220	4 209	4 170	4 206	4 215	4 222	4 272	4 183	39,0 %
1 enfant	1 391	1 545	1 554	1 575	1 600	1 790	1 821	1 845	1 858	1 857	1 921	1 978	1 993	47,1 %
2 enfants	2 465	2 565	2 608	2 640	2 481	2 698	2 723	2 760	2 797	2 837	2 896	3 069	3 087	28,8 %
3 enfants	1 029	1 042	1 047	1 046	1 004	1 058	1 056	1 058	1 054	1 054	1 061	1 104	1 106	10,3 %
4 enfants et plus	410	392	384	376	363	372	363	360	353	348	345	349	346	3,2 %
Ensemble	7 879	9 468	9 643	9 737	9 671	10 139	10 173	10 193	10 269	10 311	10 446	10 771	10 716	100,0 %
dont 2 enfants et plus	3 905	3 998	4 040	4 062	3 848	4 129	4 143	4 178	4 205	4 239	4 302	4 522	4 540	42,4 %
Part CAF métropole et DOM dans l'ensemble des allocataires tous régimes sans les hors métropole														
Sans enfant	92,0 %	93,8 %	94,0 %	94,2 %	94,4 %	94,5 %	94,4 %	94,5 %	94,6 %	94,7 %	94,8 %	95,1 %	95,1 %	
1 enfant	90,7 %	92,9 %	93,4 %	93,8 %	94,2 %	95,1 %	95,0 %	95,4 %	94,7 %	94,7 %	95,5 %	96,5 %	96,6 %	
2 enfants	81,5 %	84,0 %	84,9 %	86,0 %	86,9 %	87,1 %	87,4 %	87,7 %	88,1 %	88,5 %	89,5 %	95,2 %	95,2 %	
3 enfants	83,1 %	85,0 %	85,8 %	86,8 %	87,4 %	87,7 %	88,0 %	88,3 %	88,5 %	88,8 %	89,5 %	94,6 %	94,7 %	
4 enfants et plus	90,3 %	91,5 %	92,0 %	92,7 %	93,3 %	91,5 %	91,8 %	92,0 %	92,3 %	92,2 %	92,7 %	95,1 %	95,3 %	
Ensemble	87,0 %	89,7 %	90,3 %	90,9 %	91,5 %	91,7 %	91,7 %	92,0 %	92,0 %	92,2 %	92,8 %	95,3 %	95,4 %	
dont 2 enfants et plus	82,8 %	84,9 %	85,8 %	86,8 %	87,6 %	87,6 %	87,9 %	88,2 %	88,5 %	88,9 %	89,7 %	95,0 %	95,1 %	

**TIPF 51311 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM
selon la taille de la famille et l'organisme payeur depuis 1989**

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes.

Effectifs en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Tous régimes métropole																		
Sans enfant	195	199	194	181	180	179	179	158	154	155	153	165	159	157	158	113	110	109
1 enfant	1 138	1 149	1 191	1 206	1 226	1 244	1 257	1 243	1 258	1 279	1 462	1 492	1 508	1 519	1 537	1 582	1 625	1 653
2 enfants	2 915	2 907	2 906	2 893	2 905	2 909	2 920	2 933	2 926	2 691	2 953	2 970	2 999	3 027	3 058	3 083	3 110	3 125
3 enfants	1 155	1 160	1 166	1 163	1 163	1 157	1 154	1 150	1 137	1 075	1 140	1 135	1 134	1 127	1 126	1 123	1 120	1 120
4 enfants et plus	430	432	430	427	423	414	403	396	383	367	377	368	363	355	351	345	342	339
Ensemble	5 833	5 848	5 887	5 871	5 897	5 903	5 914	5 879	5 858	5 567	6 085	6 131	6 164	6 186	6 229	6 247	6 307	6 347
dont 2 enfants et plus	4 500	4 500	4 502	4 483	4 492	4 480	4 478	4 478	4 446	4 132	4 470	4 474	4 496	4 510	4 534	4 552	4 572	4 585
dont 3 enfants et plus	1 585	1 592	1 596	1 591	1 587	1 571	1 557	1 545	1 520	1 442	1 517	1 504	1 497	1 483	1 476	1 468	1 462	1 460
dont CAF métropole FNPF																		
Sans enfant	171	174	172	164	164	163	163	144	141	143	141	152	147	147	144	101	102	102
1 enfant	1 017	1 036	1 077	1 099	1 125	1 146	1 165	1 156	1 174	1 199	1 381	1 408	1 430	1 439	1 438	1 500	1 563	1 593
2 enfants	2 325	2 331	2 351	2 355	2 372	2 400	2 433	2 470	2 498	2 319	2 554	2 579	2 614	2 650	2 691	2 744	2 955	2 972
3 enfants	938	946	958	962	963	966	971	977	978	931	993	992	995	992	993	999	1 057	1 059
4 enfants et plus	373	376	377	377	373	367	358	355	346	333	343	336	332	326	321	318	325	323
Ensemble	4 824	4 863	4 935	4 957	4 997	5 042	5 091	5 103	5 137	4 924	5 412	5 467	5 518	5 555	5 587	5 663	6 002	6 048
dont 2 enfants et plus	3 636	3 653	3 686	3 694	3 709	3 733	3 763	3 802	3 822	3 583	3 890	3 907	3 941	3 969	4 005	4 062	4 336	4 353
DOM tous régimes																		
<i>Coef. (TR yc CL)/CAF</i>	<i>1,036</i>	<i>1,040</i>	<i>1,039</i>	<i>1,034</i>	<i>1,029</i>	<i>1,023</i>	<i>1,025</i>	<i>1,019</i>	<i>1,021</i>	<i>1,018</i>	<i>1,018</i>	<i>1,019</i>	<i>1,018</i>	<i>1,017</i>	<i>1,015</i>	<i>1,014</i>	<i>1,013</i>	<i>1,011</i>
Sans enfant	2	2	2	2	2	3	3	5	6	7	6	7	7	7	7	6	6	6
1 enfant	79	83	86	89	91	95	98	101	105	101	110	112	116	118	122	125	129	132
2 enfants	61	63	66	69	73	75	78	81	84	83	89	91	93	95	97	99	102	103
3 enfants	34	34	35	36	37	38	38	39	39	39	41	41	42	42	42	42	42	42
4 enfants et plus	26	26	25	24	24	23	23	22	22	23	22	22	23	23	22	22	22	22
Ensemble	202	209	214	220	227	233	241	249	257	252	268	273	280	285	290	295	301	305
dont 2 enfants et plus	121	123	126	129	133	136	139	142	146	145	152	154	157	159	161	164	166	167
dont CAF DOM																		
Sans enfant	2	2	2	2	2	2	3	5	6	6	6	7	7	7	7	6	6	6
1 enfant	76	80	83	86	89	93	96	99	103	99	108	110	114	117	120	124	128	131
2 enfants	59	61	64	67	70	74	76	80	83	81	88	89	92	93	95	98	100	102
3 enfants	33	33	34	34	36	37	38	38	39	39	40	40	41	41	41	41	42	42
4 enfants et plus	26	25	24	23	23	23	22	22	21	22	22	22	22	22	22	22	22	22
Ensemble	195	201	206	213	220	228	235	244	252	247	263	268	275	280	286	291	298	302
dont 2 enfants et plus	117	119	121	125	129	133	136	140	143	142	149	151	155	157	159	162	164	165
Ts régimes métro. + DOM																		
Sans enfant	197	201	197	184	182	181	182	163	161	162	160	172	166	164	166	119	116	115
1 enfant	1 217	1 233	1 277	1 294	1 317	1 339	1 355	1 344	1 363	1 380	1 572	1 605	1 624	1 637	1 659	1 707	1 754	1 785
2 enfants	2 976	2 971	2 973	2 962	2 978	2 984	2 999	3 014	3 010	2 773	3 042	3 061	3 092	3 122	3 154	3 183	3 211	3 228
3 enfants	1 189	1 194	1 201	1 199	1 200	1 195	1 193	1 188	1 176	1 114	1 181	1 177	1 176	1 169	1 167	1 165	1 162	1 163
4 enfants et plus	456	458	455	451	447	437	425	418	405	390	399	391	386	378	373	368	365	361
Ensemble	6 035	6 057	6 102	6 090	6 124	6 137	6 154	6 128	6 115	5 819	6 354	6 404	6 444	6 471	6 519	6 542	6 608	6 652
dont 2 enfants et plus	4 621	4 623	4 629	4 612	4 625	4 616	4 617	4 620	4 592	4 277	4 622	4 628	4 654	4 669	4 695	4 716	4 738	4 752
dont 3 enfants et plus	1 645	1 652	1 656	1 650	1 647	1 632	1 618	1 606	1 581	1 504	1 580	1 567	1 561	1 547	1 540	1 533	1 527	1 524
dont CAF métropole et DOM																		
Sans enfant	173	176	174	166	166	165	166	150	147	149	148	159	154	154	151	107	108	108
1 enfant	1 093	1 116	1 160	1 185	1 214	1 239	1 261	1 255	1 277	1 298	1 489	1 518	1 543	1 556	1 558	1 624	1 691	1 724
2 enfants	2 384	2 392	2 415	2 422	2 443	2 473	2 510	2 550	2 581	2 400	2 642	2 668	2 706	2 744	2 786	2 842	3 055	3 073
3 enfants	971	979	992	996	999	1 003	1 009	1 015	1 017	969	1 033	1 032	1 036	1 033	1 034	1 041	1 099	1 101
4 enfants et plus	399	401	401	400	396	390	381	376	367	355	365	358	354	348	343	341	347	344
Ensemble	5 019	5 064	5 142	5 169	5 217	5 270	5 326	5 347	5 389	5 172	5 787	5 735	5 793	5 835	5 873	5 955	6 300	6 350
dont 2 enfants et plus	3 753	3 772	3 808	3 819	3 838	3 866	3 899	3 941	3 965	3 725	4 039	4 058	4 096	4 125	4 164	4 224	4 500	4 518
Part CAF métropole et DOM dans l'ensemble des allocataires tous régimes																		
Sans enfant	87,8 %	87,7 %	88,5 %	90,5 %	91,0 %	91,0 %	91,0 %	91,9 %	91,7 %	92,0 %	92,4 %	92,5 %	92,7 %	93,7 %	91,2 %	90,0 %	93,3 %	93,4 %
1 enfant	89,8 %	90,5 %	90,9 %	91,5 %	92,1 %	92,5 %	93,0 %	93,4 %	93,7 %	94,1 %	94,7 %	94,6 %	95,0 %	95,0 %	93,9 %	95,1 %	96,4 %	96,6 %
2 enfants	80,1 %	80,5 %	81,2 %	81,8 %	82,0 %	82,9 %	83,7 %	84,6 %	85,7 %	86,5 %	86,8 %	87,2 %	87,5 %	87,9 %	88,3 %	89,3 %	95,1 %	95,2 %
3 enfants	81,6 %	82,0 %	82,6 %	83,1 %	83,2 %	83,9 %	84,6 %	85,4 %	86,4 %	87,0 %	87,4 %	87,7 %	88,1 %	88,4 %	88,6 %	89,3 %	94,5 %	94,7 %
4 enfants et plus	86,1 %	86,1 %	87,1 %	87,4 %	87,6 %	88,2 %	88,5 %	89,1 %	89,8 %	90,3 %	91,4 %	91,6 %	91,9 %	92,2 %	92,1 %	92,6 %	95,1 %	95,3 %
Ensemble	83,2 %	83,6 %	84,3 %	84,9 %	85,2 %	85,9 %	86,5 %	87,3 %	88,1 %	88,9 %	91,1 %	89,6 %	89,9 %	90,2 %	90,1 %	91,0 %	95,3 %	95,5 %
dont 2 enfants et plus	81,2 %	81,6 %	82,3 %	82,8 %	83,0 %	83,8 %	84,5 %	85,3 %	86,4 %	87,1 %	87,4 %	87,7 %	88,0 %	88,3 %	88,7 %	89,6 %	95,0 %	95,1 %

TIPF 523211 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Familles en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	Evolution métropole en %	Evolution en % hors R. spéciaux	Dont familles 0 ou 1 enfant	Evolution familles 0 ou 1 enfant	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %	Rapport FNPF / tous fonds (TIPF 51102)	Doubles comptes CAF
1968	3 317	137	917	254	538	5 163									
1970	3 469	121	937	225	516	5 268	0,6 %	0,7 %							
1975	3 815	84	1 065	191	420	5 575	2,2 %	1,7 %	1 280	8,8 %					
1980	4 368	52	788	168	325	5 701	-1,3 %	0,4 %	1 313	-5,5 %					
1985	4 761	36	715	159	219	5 890	2,8 %	3,3 %	1 406	11,3 %					
1990	4 863	22	648	142	173	5 848	0,3 %	0,6 %	1 348	1,1 %	209	6 057	0,4 %		
1994	5 042	14	573	133	141	5 903	0,1 %	0,6 %	1 423	1,3 %	233	6 137	0,2 %	58,9 %	4
1995	5 091	13	546	131	133	5 914	0,2 %	0,7 %	1 436	0,9 %	241	6 154	0,3 %	57,9 %	18
1996	5 103	5	518	127	126	5 879	-0,6 %	-0,1 %	1 401	-2,5 %	249	6 128	-0,4 %	57,0 %	18
1997	5 137		474	127	120	5 858	-0,4 %	0,4 %	1 412	0,8 %	257	6 115	-0,2 %	56,8 %	16
1998	4 924		413	123	107	5 567	-5,0 %	-4,3 %	1 435	1,6 %	252	5 819	-4,8 %	54,8 %	16
1999	5 412		437	126	111	6 085	9,3 %	9,6 %	1 616	12,6 %	268	6 354	9,2 %	57,3 %	16
2000	5 467		425	131	109	6 131	0,7 %	1,0 %	1 657	2,6 %	273	6 404	0,8 %	57,6 %	16
2001	5 518		414	129	103	6 164	0,5 %	0,8 %	1 668	0,6 %	280	6 444	0,6 %	57,4 %	16
2002	5 555		399	132	100	6 186	0,4 %	0,6 %	1 676	0,5 %	285	6 471	0,4 %	57,9 %	16
2003	5 587		384	149	108	6 229	0,7 %	1,0 %	1 695	1,2 %	290	6 519	0,8 %	58,2 %	14
2004	5 663		335	150	99	6 247	0,3 %	1,2 %	1 695	0,0 %	295	6 542	0,4 %	58,0 %	30
2005	6 002		60	150	95	6 307	1,0 %	5,7 %	1 735	2,3 %	301	6 608	1,0 %	58,4 %	11
2006	6 048		59	149	91	6 347	0,6 %	0,6 %	1 762	1,6 %	305	6 652	0,7 %	59,2 %	11
Structure 2006	95,3 %		0,9 %	2,3 %	1,4 %	100,0 %					4,6 %	100,0 %			
Structure 1980	76,6 %	0,9 %	13,8 %	2,9 %	5,7 %	100,0 %									
Evol. moyen. 2006/96	1,7 %		-19,5 %	1,6 %	-3,2 %	0,8 %			2,3 %		2,1 %	0,8 %			
Rapport 2006/1996	18,5 %		-88,6 %	17,2 %	-28,0 %	8,0 %			25,8 %		22,8 %	8,6 %			
Rapport 2006/2001	9,6 %		-85,7 %	16,0 %	-12,1 %	3,0 %			5,7 %		9,0 %	3,2 %			

TIPF 523212 : Nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes.

Familles en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	Evolution en %	Evolution en % hors R. spéciaux	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %	Doubles comptes CAF
1971	2 806	80	724	167	361	4 138						
1975	2 990	57	791	150	307	4 295	0,4 %	0,6 %				
1980	3 354	39	608	135	252	4 388	0,0 %	1,8 %				
1985	3 537	28	594	130	195	4 484	0,4 %	0,5 %				
1990	3 653	19	557	116	155	4 500	0,0 %	0,2 %	123	4 623	0,1 %	
1994	3 733	12	505	105	125	4 480	-0,3 %	0,3 %	136	4 616	-0,2 %	4
1995	3 763	11	482	104	118	4 478	-0,1 %	0,5 %	139	4 617	0,0 %	18
1996	3 802	4	458	102	113	4 478	0,0 %	0,6 %	142	4 620	0,1 %	18
1997	3 822		415	101	107	4 446	-0,7 %	0,3 %	146	4 592	-0,6 %	16
1998	3 583		359	97	94	4 132	-7,1 %	-6,4 %	145	4 277	-6,9 %	16
1999	3 890		381	100	99	4 470	8,2 %	8,3 %	152	4 622	8,1 %	16
2000	3 907		371	100	96	4 474	0,1 %	0,4 %	154	4 628	0,1 %	16
2001	3 941		363	100	92	4 496	0,5 %	0,7 %	157	4 654	0,6 %	16
2002	3 969		352	101	88	4 510	0,3 %	0,6 %	159	4 669	0,3 %	16
2003	4 005		338	104	86	4 534	0,5 %	0,9 %	161	4 695	0,5 %	14
2004	4 062		302	105	83	4 552	0,4 %	1,3 %	164	4 716	0,4 %	30
2005	4 336		51	105	80	4 572	0,4 %	6,4 %	166	4 738	0,5 %	11
2006	4 353		51	105	76	4 585	0,3 %	0,3 %	167	4 752	0,3 %	11
Structure 2006	94,9 %		1,1 %	2,3 %	1,7 %	100,0 %			3,5 %	100,0 %		
Structure 1980	76,4 %	0,9 %	13,9 %	3,1 %	5,7 %	100,0 %						
Evol. moyen. 2006/96	1,4 %		-19,8 %	0,3 %	-3,9 %	0,2 %			1,6 %	0,3 %		
Rapport 2006/1996	14,5 %		-89,0 %	2,8 %	-32,6 %	2,4 %			17,6 %	2,8 %		
Rapport 2006/2001	10,5 %		-86,1 %	4,7 %	-17,2 %	2,0 %			6,2 %	2,1 %		

TIPF 523221 : Nombre d'enfants bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Enfants en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	Evolution en %	Evolution hors R. spéciaux	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métro. + DOM	Rapport FNPF / tous fonds
1968	8 323	344	2 275	696	1 321	12 959						(T1PF 5221)
1969	8 517	321	2 289	640	1 299	13 066	0,8 %	0,9 %				
1970	8 619	300	2 299	604	1 255	13 077	0,1 %	0,0 %				
1971	8 784	279	2 304	574	1 206	13 147	0,5 %	0,6 %				
1972	8 745	254	2 337	544	1 150	13 030	-0,9 %	-1,4 %				
1973	8 870	231	2 391	516	1 092	13 100	0,5 %	0,1 %				
1974	8 929	212	2 429	498	1 038	13 106	0,0 %	-0,3 %				
1975	8 983	199	2 397	490	987	13 056	-0,4 %	-0,2 %				
1976	8 902	181	2 340	469	937	12 829	-1,7 %	-1,6 %				
1977	8 875	166	2 304	450	881	12 676	-1,2 %	-1,1 %				
1978	9 105	151	2 220	430	834	12 740	0,5 %	1,4 %				
1979	9 476	136	1 919	421	794	12 746	0,0 %	2,9 %				
1980	9 626	122	1 690	403	747	12 588	-1,2 %	0,7 %				
1981	9 762	111	1 651	382	674	12 580	-0,1 %	0,3 %				
1982	9 841	104	1 609	376	627	12 557	-0,2 %	0,2 %				
1983	9 832	96	1 569	364	580	12 441	-0,9 %	-0,7 %				
1984	9 870	92	1 538	359	542	12 401	-0,3 %	-0,1 %				
1985	9 972	85	1 513	362	514	12 446	0,4 %	0,6 %				
1986	10 014	79	1 486	353	486	12 418	-0,2 %	0,0 %				
1987	10 091	73	1 459	349	464	12 436	0,1 %	0,4 %				
1988	10 150	67	1 435	340	441	12 433	0,0 %	0,2 %				
1989	10 181	60	1 408	323	411	12 383	-0,4 %	-0,2 %	425	12 808		
1990	10 253	55	1 380	320	398	12 406	0,2 %	0,5 %	429	12 835	0,2 %	
1991	10 402	49	1 335	314	381	12 481	0,6 %	1,1 %	438	12 919	0,7 %	
1992	10 407	45	1 294	309	360	12 415	-0,5 %	-0,2 %	445	12 860	-0,5 %	
1993	10 412	41	1 301	304	341	12 399	-0,1 %	-0,2 %	456	12 855	0,0 %	
1994	10 442	37	1 241	299	323	12 342	-0,5 %	0,0 %	465	12 807	-0,4 %	
1995	10 459	34	1 180	292	306	12 271	-0,6 %	-0,1 %	474	12 745	-0,5 %	
1996	10 500	14	1 122	287	290	12 212	-0,5 %	0,0 %	481	12 694	-0,4 %	96,7 %
1997	10 532		1 021	283	276	12 112	-0,8 %	0,0 %	493	12 604	-0,7 %	96,5 %
1998	9 797		889	273	245	11 203	-7,5 %	-7,0 %	482	11 686	-7,3 %	95,2 %
1999	11 005		936	277	255	12 472	11,3 %	11,8 %	513	12 984	11,1 %	97,6 %
2000	11 040		909	280	247	12 476	0,0 %	0,3 %	520	12 997	0,1 %	97,6 %
2001	11 120		887	277	235	12 520	0,3 %	0,6 %	532	13 052	0,4 %	97,7 %
2002	11 164		858	280	227	12 528	0,1 %	0,3 %	539	13 067	0,1 %	97,6 %
2003	11 222		823	298	235	12 578	0,4 %	0,7 %	545	13 124	0,4 %	97,7 %
2004	11 393		727	300,4	220	12 640	0,5 %		556	13 196	0,6 %	97,8 %
2005	12 076		129	299,9	211	12 716	0,6 %		564	13 280	0,6 %	97,9 %
2006	12 133		126	297,4	201	12 757	0,3 %		569	13 326	0,3 %	98,0 %
Structure 2006	95,1 %		1,0 %	2,3 %	1,6 %	100,0 %			4,3 %	100,0 %		
Structure 1980	76,5 %	1,0 %	13,4 %	3,2 %	5,9 %	100,0 %						
Evol. moyen. 2006/96	1,5 %		-19,7 %	0,4 %	-3,6 %	0,4 %			1,7 %	0,5 %		
Rapport 2006/1996	15,6 %		-88,8 %	3,8 %	-30,5 %	4,5 %			18,1 %	5,0 %		
Rapport 2006/2001	9,1 %		-85,9 %	7,3 %	-14,4 %	1,9 %			6,8 %	2,1 %		

TIPF 523222 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes

Enfants en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	Evolution en %	Evolution hors R. spéciaux	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métro. + DOM
1971	8 035	246	2 088	525	1 067	11 961					
1975	8 225	172	2 147	449	874	11 867	-1,1 %	-0,6 %			
1980	8 699	109	1 532	372	675	11 387	-0,9 %	0,9 %			
1985	8 933	78	1 412	339	493	11 255	0,0 %	0,2 %			
1990	9 217	52	1 302	301	384	11 256	0,1 %	0,3 %	346	11 602	0,1 %
1994	9 296	35	1 182	275	309	11 098	-0,7 %	-0,2 %	370	11 468	-0,6 %
1995	9 294	32	1 126	269	293	11 014	-0,8 %	-0,3 %	376	11 390	-0,7 %
1996	9 343	13	1 071	264	278	10 969	-0,4 %	0,1 %	381	11 350	-0,4 %
1997	9 358		971	260	265	10 854	-1,1 %	-0,2 %	387	11 241	-1,0 %
1998	8 598		843	249	234	9 924	-8,6 %	-8,1 %	382	10 306	-8,3 %
1999	9 623		888	254	244	11 009	10,9 %	11,5 %	403	11 413	10,7 %
2000	9 632		862	253	236	10 984	-0,2 %	0,0 %	408	11 392	-0,2 %
2001	9 690		844	252	226	11 011	0,2 %	0,5 %	417	11 428	0,3 %
2002	9 724		816	252	217	11 009	0,0 %	0,3 %	420	11 430	0,0 %
2003	9 784		782	261	214	11 041	0,3 %	0,6 %	424	11 465	0,3 %
2004	9 893		699	261,4	205	11 059	0,2 %	1,0 %	430	11 489	0,2 %
2005	10 513		121	260,9	197	11 091	0,3 %	5,9 %	434	11 526	0,3 %
2006	10 540		118	259,4	188	11 104	0,1 %	0,1 %	437	11 541	0,1 %
Structure 2006	94,9 %		1,1 %	2,3 %	1,7 %	100,0 %			3,8 %	100,0 %	
Structure 1980	76,4 %	1,0 %	13,5 %	3,3 %	5,9 %	100,0 %					
Evol. moyen. 2006/96	1,2 %		-19,8 %	-0,2 %	-3,9 %	0,1 %			1,4 %	0,2 %	
Rapport 2006/1996	12,8 %		-89,0 %	-1,7 %	-32,6 %	1,2 %			14,7 %	1,7 %	
Rapport 2006/2001	8,8 %		-86,1 %	2,8 %	-16,8 %	0,8 %			4,8 %	1,0 %	

TIPF 523251 : Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus selon l'organisme

Familles en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	Evolution en %	DOM	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %
1971	286,4	307,5	288,4	314,4	295,6	289,1				
1975	275,1	301,8	271,4	299,3	284,7	276,3	-1,5 %			
1980	259,4	279,5	252,0	275,6	267,9	259,5	-0,9 %			
1985	252,6	278,6	237,7	260,8	252,8	251,0	-0,3 %			
1989	252,1	271,4	233,9	257,6	249,1	249,9	0,0 %	286,4	250,9	
1990	252,3	273,7	233,8	259,5	247,7	250,1	0,1 %	280,7	251,0	0,0 %
1995	247,0	290,9	233,9	258,2	248,4	246,0	-0,7 %	269,7	246,7	-0,7 %
1996	245,7		234,0	258,1	247,2	244,9	-0,4 %	267,6	245,6	-0,4 %
1997	244,8		233,9	256,8	246,8	244,1	-0,3 %	265,9	244,8	-0,3 %
1998	240,0		235,0	257,4	248,7	240,1	-1,6 %	264,2	241,0	-1,6 %
1999	247,4		232,9	254,1	246,7	246,3	2,6 %	264,9	246,9	2,5 %
2000	246,6		232,7	252,6	246,0	245,5	-0,3 %	264,5	246,2	-0,3 %
2001	245,9		232,5	251,3	245,8	244,9	-0,3 %	264,6	245,6	-0,2 %
2002	245,0		231,7	249,8	245,6	244,1	-0,3 %	264,0	244,8	-0,3 %
2003	244,3		231,4	250,7	247,8	243,5	-0,2 %	263,2	244,2	-0,2 %
2004	243,5		231,5	249,4	247,5	243,0	-0,2 %	262,6	243,6	-0,2 %
			Sncf, Edg-Gdf, Ratp							
2005	242,4		237,2	248,1	247,2	242,6	-0,2 %	261,7	243,3	-0,2 %
2006	242,1		232,6	246,8	247,0	242,2	-0,2 %	261,1	242,9	-0,2 %
Rapport 2006/1971	-15,4 %		-17,7 %	-21,1 %	-16,4 %	-16,1 %				
1980/1971	-9,4 %									
1990/1980	-2,7 %									
2000/1990	-2,3 %									
2006/1996	-1,5 %		-0,6 %	-4,4 %	-0,1 %	-1,1 %		-2,4 %	-1,1 %	

TIPF 523252 : Evolution du nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus

En %	CAF métropole	Régimes spéciaux	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	DOM	Total métropole et DOM
1992/1991	-0,4 %	0,0 %	0,1 %	-0,1 %	-0,3 %	-1,0 %	-0,3 %
1993/1992	-0,6 %	0,0 %	0,6 %	0,1 %	-0,5 %	-0,9 %	-0,5 %
1994/1993	-0,6 %	0,1 %	0,1 %	-0,2 %	-0,4 %	-0,7 %	-0,4 %
1995/1994	-0,8 %	-0,1 %	-1,4 %	0,5 %	-0,7 %	-0,9 %	-0,7 %
1996/1995	-0,5 %	0,1 %	0,0 %	-0,5 %	-0,4 %	-0,8 %	-0,4 %
1997/1996	-0,4 %	0,0 %	-0,5 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,6 %	-0,3 %
1998/1997	-2,0 %	0,4 %	0,2 %	0,8 %	-1,6 %	-0,7 %	-1,6 %
1999/1998	3,1 %	-0,9 %	-1,3 %	-0,8 %	2,6 %	0,3 %	2,5 %
2000/1999	-0,3 %	-0,1 %	-0,6 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,3 %
2001/2000	-0,3 %	-0,1 %	-0,5 %	-0,1 %	-0,3 %	0,0 %	-0,2 %
2002/2001	-0,3 %	-0,3 %	-0,6 %	0,0 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,3 %
2003/2002	-0,3 %	-0,2 %	0,3 %	0,9 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %
2004/2003	-0,3 %	0,1 %	-0,5 %	-0,1 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
			Sncf, Edg-Gdf, Ratp				
2005/2004	-0,5 %	2,5 %	-0,5 %	-0,1 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %
2006/2005	-0,1 %	-2,0 %	-0,5 %	-0,1 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %

TIPF 53012006 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2006

Nombre de bénéficiaires en milliers	CAF métropole	SNCF + CNIEG + RATP	Salariés agricoles	Exploitants agricoles	Total métropole	DOM TR (1)	Total métropole + DOM	Dont CAF métro. + DOM	Dont CAF DOM	Part des CAF	Nombre de	
											familles FNPF	allocataires yc Hm
											6 652,213	11 241,311
2006											Rapport / au nombre de	
Accueil Jeune enfant											familles FNPF	allocataires yc Hm
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	1 948,142	7,430 e	49,422 e	17,932 e	2 022,926	78,757	2 101,683	2 026,899	78,757	96,4 %	31,6 %	
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)	52,388	0,259	1,186	0,382	54,214	2,223	56,437	54,611	2,223	96,8 %	0,8 %	
PAJE de base naissance adoption (AB)	1 749,620	7,995	41,581	15,645	1 814,841	75,231	1 890,072	1 824,851	75,231	96,5 %	28,4 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	578,241	2,702	15,398	6,089	602,430	9,017	611,447	587,258	9,017	96,0 %	9,2 %	
CLCA taux plein	364,028	1,701 e	9,693 e	3,833 e	379,256	7,627	386,883	371,655	7,627	96,1 %	5,8 %	
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)	213,556	1,001 e	5,687 e	2,249 e	222,492	1,371	223,863	214,927	1,371	96,0 %	3,4 %	
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)	0,657		0,018	0,007	0,682	0,019	0,701	0,676	0,019			
PAJE CMG ensemble	491,638		14,690	4,318	510,646	2,690	516,325	494,313	2,675	95,7 %	7,8 %	
PAJE CMG complément assistante maternelle	459,896		13,696 e	4,026 e	477,618	2,223	479,841	462,119	2,223	96,3 %	7,2 %	
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans	473,601		14,104 e	4,146 e	491,851	2,268	494,119	475,869	2,268	96,3 %	7,4 %	
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans	65,997		1,909 e	0,561 e	68,467	0,047	68,514	66,044	0,047	96,4 %	1,0 %	
PAJE CMG complément garde à domicile	33,381		0,994 e	0,292 e	34,667	0,465	35,132	33,846	0,465	96,3 %	0,5 %	
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans	33,215		0,989 e	0,291 e	34,495	0,465	34,960	33,680	0,465	96,3 %	0,5 %	
Avec présence d'E de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans)	0,166		0,005 e	0,001 e	0,172		0,172	0,166		96,3 %		
PAJE CMG complément "structure"	1,326		0,020	0,004	1,350	0,002	1,352	1,328	0,002	98,2 %	0,02 %	
Allocation parentale d'éducation (APE)	0,312	0,061	0,007	0,005	0,385	0,004	0,389	0,316	0,004	81,2 %	0,01 %	
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	23,009		0,275	0,116	23,400	0,095	23,495	23,104	0,095	98,3 %	0,4 %	
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)	220,070		4,865	1,429	226,364	0,353	226,717	220,423	0,353	97,2 %	3,4 %	
Allocation d'adoption	0,019		0,001	0,002	0,022	0,003	0,025	0,022	0,003	87,9 %		
Famille : autres prestations												
Allocations familiales (AF)	4 353,763	50,546	102,528	74,322	4 581,159	272,291	4 853,450	4 619,216	265,453	95,2 %	73,0 %	
Complément familial (CF)	796,457	7,069	22,119	18,664	844,309	34,225	878,534	830,302	33,845	94,5 %	13,2 %	
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 704,191	14,919	70,850	59,302	2 849,262	172,409	3 021,671	2 873,708	169,517	95,1 %	45,4 %	
Allocation de soutien familial (ASF)	592,370	3,173	7,576	2,513	605,632	93,006	698,638	683,985	91,615	97,9 %	10,5 %	
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	142,115	1,364	3,163	1,895	148,537	5,304	153,841	147,335	5,220	95,8 %	2,3 %	
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	4,393	0,042	0,085	0,041	4,561	0,028	4,589	4,421	0,028	96,3 %	0,1 %	
Prestations hors métropole + CEE	9,039	0,020	3,675	0,001	12,735		12,735	9,039		71,0 %	0,2 %	
Allocation différentielle	9,934				9,934		9,934	9,934		100,0 %	0,1 %	
Allocataires sous tutelles	299,751		0,200	0,012	299,963	3,062	303,025	302,813	3,062	99,9 %		
Logement	5 489,032		147,780	111,799	5 748,611	171,887	5 920,498	5 660,919	171,887	95,6 %		52,7 %
Allocation logement familiale (ALF)	1 088,707	1,826	29,258	14,548	1 134,339	110,763	1 245,102	1 199,470	110,763	96,3 %		11,1 %
Aide personnalisée au logement (APL)	2 385,445		58,621	37,912	2 481,978		2 481,978	2 385,445		96,1 %		22,1 %
Allocation logement sociale (ALS)	2 014,880		59,901	59,339	2 134,120	61,124	2 195,244	2 076,004	61,124	94,6 %		19,5 %
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)	68,236		CAF uniquement		68,236	1,246	69,482	69,482	1,246			
Minima sociaux - Aides à l'emploi												
Allocation de parent isolé (API)	189,876	0,013	0,961	0,207	191,057	26,430	217,487	216,278	26,402	99,4 %	3,3 %	1,9 %
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	745,136		20,943	10,567	776,646	27,160	803,806	772,296	27,160	96,1 %		7,2 %
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)	118,950		2,364	0,728	122,042	2,656	124,698	121,606	2,656	97,5 %		1,1 %
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)	47,724		0,698	0,411	48,833	0,694	49,527	48,418	0,694	97,8 %		0,4 %
Revenu minimum d'insertion (RMI)	1 101,372		16,108	6,985	1 124,465	154,177	1 278,642	1 255,549	154,177	98,2 %		11,4 %
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)	6,886		0,282	0,011	7,179	0,584	7,763	7,470	0,584	96,2 %		0,07 %
Contrat d'avenir (CAV)	38,009		1,665	0,069	39,743	6,455	46,198	44,464	6,455	96,2 %		0,4 %
Prime de retour à l'emploi (PRE)	71,488		0,423	0,020	71,931	3,233	75,164	74,721	3,233			0,7 %
Revenu de solidarité (RSO)						10,991	10,991	10,991	10,991	100,0 %		0,1 %

(1) Chiffres CAF majorés pour les AF, le CF, l'ARS, l'ASF, l'AES, l'APP, l'APJE, l'APE, l'allocation d'adoption, l'ALF et l'API pour tenir compte des dépenses des collectivités locales DOM.

(2) L'IEG-GDF, la SNCF et la RATP versent les prestations familiales, à l'exception de la PAJE (sauf pour les agents de la SNCF à l'exception du CMG), de l'AGED, de l'AFEAMA, des prestations de logement (sauf pour l'ALF versée aux agents de la RATP et de la SNCF).

TIPF 5311 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Accueil Jeune enfant																		
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																785,740	1 487,019	2 101,683
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)																54,778	56,280	56,437
PAJE de base naissance adoption (AB)																689,629	1 332,121	1 890,072
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																186,298	414,841	611,447
CLCA taux plein																129,732	272,861	386,883
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)																56,566	141,980	223,863
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																		0,701
PAJE CMG ensemble																111,811	317,387	516,325
PAJE CMG complément assistante maternelle																104,282	295,970	479,841
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans																112,209	307,655	494,119
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans																16,315	44,325	68,514
PAJE CMG complément garde à domicile																7,483	21,038	35,132
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans																7,466	20,965	34,960
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans																0,018	0,073	0,172
PAJE CMG complément "structure"																0,046	0,378	1,352
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1 774	1 786	1 780	1 754	1 735	1 687	1 572	1 469	1 410	1 417	1 408	1 420	1 413	1 396	1 363	702,590	321,795	
dont APJE courte	502	503	500	475	472	475	485	421	418	425	428	428	417	412	403			
APJE longue	1 367	1 375	1 371	1 364	1 346	1 292	1 167	1 132	1 072	1 073	1 063	1 076	1 080	1 068	1 041	702,590	321,795	
Allocation parentale d'éducation (APE)	186	180	174	162	154	175	303	450	533	542	539	543	556	561	563	409,007	191,825	0,389
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	11	13	12	15	21	25	47	67	83	74	66	62	58	54	53	46,412	35,214	23,495
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			110	163	223	273	326	384	437	487	521	566	598	613	629	566,736	391,363	226,717
Allocation d'adoption							1,1	2,1	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,8	0,831	0,039	0,025
Famille : autres prestations																		
Allocations familiales (AF)	4 748	4 755	4 751	4 735	4 745	4 705	4 710	4 688	4 664	4 318	4 698	4 709	4 736	4 756	4 782	4 813,003	4 838,573	4 853,450
Complément familial (CF)	990	1 006	1 021	1 037	1 051	1 040	1 036	953	937	938	931	960	944	922	915	909,476	898,804	878,534
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 604	2 842	2 853	2 828	2 958	3 046	3 059	3 061	3 106	3 098	3 219	3 185	3 198	3 147	3 091	3 102,126	3 074,926	3 021,671
Aide à la scolarité						721	748	722	776									
Allocation de soutien familial (ASF)	527	536	540	540	549	560	571	582	593	606	627	630	644	655	673	685,090	695,481	698,638
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	93	95	98	98	100	101	102	104	106	109	111	114	119	121	126	131,991	137,999	153,841
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)													1,8	2,5	3,4	3,654	4,094	4,589
Prestations hors métropole	121	116	105	100	85	76	68	63	59	51	36	28	27	20	18	15,420	12,835	12,735
Allocation différentielle	16	18	19	18	14	12	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,317	10,303	9,934
Allocataires sous tutelles											nd	222	236	258	270	286,285	299,036	303,025
Logement																		
Allocation logement familiale (ALF)	1 199	1 159	1 123	1 109	1 115	1 137	1 159	1 158	1 175	1 206	1 220	1 253	1 251	1 245	1 228	1 235,591	1 257,099	1 245,102
Aide personnalisée au logement (APL)	2 233	2 381	2 512	2 556	2 629	2 729	2 795	2 855	2 844	2 868	2 831	2 797	2 752	2 708	2 637	2 584,978	2 565,283	2 481,978
Allocation logement sociale (ALS)	1 008	1 045	1 077	1 458	1 787	1 956	2 069	2 145	2 155	2 235	2 227	2 234	2 200	2 221	2 221	2 232,147	2 248,813	2 195,244
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																		69,482
Minima sociaux - Aides à l'emploi																		
Allocation de parent isolé (API)	156	157	157	160	164	169	164	163	164	163	168	170	177	181	189	196,707	206,240	217,487
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	524	539	553	569	583	598	614	631	648	668	694	713	735	751	766	786,099	800,959	803,806
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)					68	98	106	112	117	125	137	144	149	153	157	162,350	143,029	124,698
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																26,174	49,527	
Revenu minimum d'insertion (RMI)	408	510	583	671	793	908	946	1 010	1 068	1 112	1 145	1 097	1 073	1 090	1 144	1 238,460	1 289,564	1 278,642
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																0,982	3,559	7,763
Supplément de revenu familial (SURF)	54																	
Allocation spécifique d'attente (ASA)											1,2	0,8	0,6					
Contrat d'avenir (CAV)																	8,837	46,198
Prime de retour à l'emploi (PRE)																		75,164
Revenu de solidarité (RSO)													4,6	8,2	8,5	9,124	9,963	10,991

TIPF 53110 : Ventilation des bénéficiaires des aides au logement tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allocation logement familiale (ALF)	27,0 %	25,3 %	23,8 %	21,6 %	20,2 %	19,5 %	19,2 %	18,8 %	19,1 %	19,1 %	19,4 %	19,9 %	20,2 %	20,2 %	20,2 %	20,4 %	20,7 %	21,0 %
Aide personnalisée au logement (APL)	50,3 %	51,9 %	53,3 %	49,9 %	47,5 %	46,9 %	46,4 %	46,4 %	46,1 %	45,5 %	45,1 %	44,5 %	44,4 %	43,9 %	43,3 %	42,7 %	42,3 %	41,9 %
Allocation logement sociale (ALS)	22,7 %	22,8 %	22,8 %	28,4 %	32,3 %	33,6 %	34,4 %	34,8 %	35,0 %	35,4 %	35,5 %	35,6 %	35,5 %	36,0 %	36,5 %	36,9 %	37,0 %	37,1 %

TIPF 5321 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole depuis 1978

Nombre de bénéficiaires en milliers	1978	1979	1980	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Accueil Jeune enfant																	
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)															755,99	1 430,54	2 022,93
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)															52,59	54,16	54,21
PAJE de base naissance adoption (AB)															662,35	1 278,52	1 814,84
PAJE complément (optionnel) libre choix activité															183,71	408,82	602,43
CLCA taux plein															127,45	267,66	379,26
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)															56,26	141,17	222,49
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																	0,68
PAJE CMG ensemble															111,32	315,70	513,64
PAJE CMG complément assistante maternelle															103,87	294,58	477,62
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans															111,78	306,22	491,85
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans															16,30	44,29	68,47
PAJE CMG complément garde à domicile															7,41	20,74	34,67
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans															7,39	20,67	34,49
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans															0,02	0,07	0,17
PAJE CMG complément "structure"															0,05	0,38	1,35
Allocation pour jeune enfant (APJE)				443	1 786	1 572	1 399	1 340	1 346	1 337	1 348	1 341	1 324	1 292	662,63	303,51	0,00
dont APJE courte				441	503	485	405	401	408	410	410	400	395	386			
APJE longue				2	1 375	1 167	1 073	1 016	1 016	1 006	1 019	1 021	1 009	983	662,63	303,51	0,00
Allocation parentale d'éducation (APE)				3	180	303	448	528	536	533	537	549	555	556	403,78	189,34	0,39
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)					13	47	67	82	73	65	62	57	54	53	46,18	35,12	23,40
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)					0	326	384	436	486	520	564	596	611	627	565,09	390,42	226,36
Allocation d'adoption						1,1	2,0	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,8	0,83	0,04	0,02
Famille : autres prestations																	
Allocations familiales (AF)	4 318	4 387	4 388	4 484	4 500	4 473	4 472	4 441	4 103	4 466	4 471	4 493	4 507	4 528	4 547,18	4 568,57	4 581,16
Complément familial (CF)	2 766	2 841	2 805	2 569	899	938	918	903	903	897	925	909	887	880	873,48	863,03	844,31
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	2 302	2 366	2 279	2 527	2 700	2 912	2 913	2 950	2 937	3 055	3 018	3 026	2 980	2 922	2 929,62	2 900,24	2 849,26
Aide à la scolarité					0	682	698	705	0	0							
Allocation de soutien familial (ASF)	345	380	383	441	463	506	514	522	533	551	553	563	571	586	597,10	604,25	605,63
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	67	73	69	85	91	99	101	103	105	107	109	114	116	121	127,07	132,74	148,54
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)												1,7	2,5	3,4	3,62	4,06	4,56
Salaire unique - frais de garde, majorations	1 179	853	679	nd	0	0	0	0		0	0	0					
Allocations prénatales	2 157	2 193	2 276	nd	0	0	0	0	0	0							
Allocations postnatales	2 070	2 065	2 104	nd	0	0	0	0	0	0							
Congé de naissance	366	359	346	nd	0	0	0	0	0	0							
Prime de protection de la maternité	0	0	0	0		0	0	0	0	0							
Prestations hors métropole	284	281	269	188	116	68	63	59	51	36	28	27	20	18	15,42	12,83	12,74
Allocation différentielle	0	2	4	9	18	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,32	10,30	9,93
Allocataires sous tutelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	nd	222	236	256	268	284,57	296,56	299,96
Logement																	
Allocation logement familiale (ALF)	2 014	2 006	1 874	1 619	1 110	1 091	1 084	1 094	1 119	1 129	1 156	1 150	1 140	1 120	1 126,90	1 145,69	1 134,34
Aide personnalisée au logement (APL)	9	94	255	1 427	2 381	2 795	2 855	2 844	2 868	2 831	2 797	2 752	2 708	2 637	2 584,98	2 565,28	2 481,98
Allocation logement sociale (ALS)	817	898	939	1 080	1 036	2 041	2 113	2 120	2 196	2 184	2 187	2 151	2 169	2 166	2 174,42	2 188,23	2 134,12
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																	68,24
Minima sociaux - Aides à l'emploi																	
				0													
Allocation de parent isolé (API)	40	52	61	110	131	148	149	151	150	155	157	161	164	170	175,65	182,33	191,06
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	243	300	356	457	519	594	609	627	647	671	689	711	727	741	760,08	774,21	776,65
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)						104	111	115	123	135	141	147	150	154	159,58	140,25	122,04
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																26,03	48,83
Revenu minimum d'insertion (RMI)					422	841	904	956	993	1 018	965	938	951	999	1 083,88	1 134,51	1 124,47
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)															0,94	3,22	7,18
Supplément de revenu familial (SURF)				29	0					0				0	0,00	0,00	0,00
Allocation spécifique d'attente (ASA)										1,21	0,76	0,59		0	0,00	0,00	0,00
Contrat d'avenir (CAV)																8,09	39,74
Prime de retour à l'emploi (PRE)																	71,93

TIPF 5331 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole et DOM depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Accueil Jeune enfant																		
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																756,070	1 435,114	2 026,899
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)																52,850	54,406	54,611
PAJE de base naissance adoption (AB)																665,671	1 285,663	1 824,851
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																178,922	398,287	587,258
CLCA taux plein																124,615	262,023	371,655
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)																54,307	136,264	214,927
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																		0,676
PAJE CMG ensemble																107,508	305,908	497,293
PAJE CMG complément assistante maternelle																100,267	284,786	462,119
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans																107,888	296,029	475,869
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans																15,728	42,705	66,044
PAJE CMG complément garde à domicile																7,197	20,749	33,846
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans																7,180	20,677	33,680
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans																0,017	0,072	0,166
PAJE CMG complément "structure"																0,044	0,373	1,328
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1 547	1 566	1 578	1 572	1 560	1 522	1 424	1 331	1 285	1 295	1 293	1 315	1 313	1 298	1 267	658,428	310,146	
dont APJE courte	440	444	446	427	424	427	439	383	384	391	394	399	387	382	373			
APJE longue	1 190	1 203	1 213	1 221	1 209	1 168	1 058	1 024	974	977	974	993	1 003	994	969	658,428	310,146	
Allocation parentale d'éducation (APE)	159	155	149	142	136	158	275	410	485	493	491	494	506	512	513	373,227	182,755	0,316
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	10	12	11	14	21	25	47	66	82	73	65	61	56	53	51	45,645	34,745	23,104
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			106	159	219	268	321	379	422	469	502	546	574	591	606	547,157	378,807	220,423
Allocation d'adoption							1,1	1,1	0,9	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,5	0,632	0,035	0,022
Famille : autres prestations																		
Allocations familiales (AF)	3 829	3 852	3 879	3 895	3 919	3 957	3 995	4 008	4 036	3 765	4 115	4 139	4 179	4 210	4 254	4 319,977	4 599,404	4 619,216
Complément familial (CF)	810	825	844	865	886	901	902	827	819	826	823	856	846	829	824	827,143	847,687	830,302
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 209	2 428	2 454	2 474	2 581	2 704	2 733	2 748	2 809	2 814	2 935	2 912	2 933	2 894	2 851	2 877,257	2 919,801	2 873,708
Aide à la scolarité						662	692	670	726									
Allocation de soutien familial (ASF)	463	474	481	486	498	521	533	543	555	567	589	593	608	619	637	653,783	681,188	683,985
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	78	80	83	85	85	87	89	91	94	98	99	102	107	109	114	120,779	131,573	147,335
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)													1,7	2,3	3,2	3,404	3,941	4,421
Prestations hors métropole	107	99	93	86	72	66	57	53	49	42	25	19	18	15	13	10,891	10,030	9,039
Allocation différentielle	16	18	19	18	14	12	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,317	10,303	9,934
Allocataires sous tutelles											nd	222	236	248	261	275,261	290,380	302,813
Logement	4 077	4 231	4 354	4 763	5 178	5 477	5 690	5 845	5 867	6 004	5 981	5 976	5 909	5 882	5 802	5 775,998	5 800,775	5 660,919
Allocation logement familiale (ALF)	1 054	1 031	1 001	989	1 012	1 048	1 086	1 103	1 123	1 154	1 170	1 199	1 200	1 192	1 177	1 187,232	1 209,667	1 199,470
Aide personnalisée au logement (APL)	2 135	2 280	2 406	2 450	2 521	2 618	2 684	2 744	2 733	2 758	2 724	2 685	2 643	2 602	2 534	2 484,430	2 466,157	2 385,445
Allocation logement sociale (ALS)	888	920	947	1 324	1 646	1 811	1 921	1 996	2 011	2 093	2 088	2 093	2 067	2 088	2 090	2 104,336	2 124,951	2 076,004
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																		69,482
Minima sociaux - Aides à l'emploi																		
Allocation de parent isolé (API)	149	149	150	154	160	167	163	161	162	162	167	169	176	180	188	195,441	204,873	216,278
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	483	498	512	527	541	556	574	591	610	630	656	674	698	717	733	752,988	768,414	772,296
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)					65	95	103	109	113	121	133	139	145	149	153	158,248	139,360	121,606
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																25,620	48,418	
Revenu minimum d'insertion (RMI)	397	496	568	655	775	888	925	989	1 045	1 088	1 120	1 072	1 052	1 069	1 121	1 215,585	1 266,429	1 255,549
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																0,520	3,110	7,470
Supplément de revenu familial (SURF)	46																	
Allocation spécifique d'attente (ASA)											1	1	0,5					
Contrat d'avenir (CAV)																	8,643	44,464
Prime de retour à l'emploi (PRE)																		74,721
Revenu de solidarité (RSO)													4,6	8,2	8,5	9,124	9,963	10,991

TIPF 5341 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Accueil Jeune enfant																		
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																726,318	1 378,634	1 948,142
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)																50,662	52,289	52,388
PAJE de base naissance adoption (AB)																638,394	1 232,064	1 749,620
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																176,330	392,270	578,241
CLCA taux plein																122,332	256,819	364,028
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)																53,998	135,451	213,556
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																	0,657	
PAJE CMG ensemble																107,019	304,217	494,603
PAJE CMG complément assistante maternelle																99,856	283,391	459,896
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans																107,460	294,597	473,601
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans																15,716	42,673	65,997
PAJE CMG complément garde à domicile																7,119	20,454	33,381
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans																7,103	20,382	33,215
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans																0,016	0,072	0,166
PAJE CMG complément "structure"																0,044	0,372	1,326
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1 547	1 566	1 578	1 572	1 560	1 522	1 424	1 263	1 217	1 225	1 222	1 244	1 241	1 227	1 198	619,428	292,297	
dont APJE courte	440	444	446	427	424	427	439	368	367	374	377	381	370	366	357			
APJE longue	1 190	1 203	1 213	1 221	1 209	1 168	1 058	966	919	922	918	937	945	936	913	619,428	292,297	
Allocation parentale d'éducation (APE)	159	155	149	142	136	158	275	409	480	487	485	487	500	505	506	368,097	180,321	0,312
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	10	12	11	14	21	25	46	66	81	72	65	60	56	53	51	45,417	34,647	23,009
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			106	159	218	268	321	378	421	468	501	544	572	589	604	545,513	377,867	220,070
Allocation d'adoption							1,1	1,1	0,9	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,5	0,627	0,032	0,019
Famille : autres prestations																		
Allocations familiales (AF)	3 636	3 653	3 675	3 685	3 701	3 727	3 759	3 795	3 817	3 553	3 886	3 905	3 938	3 965	4 003	4 061,650	4 337,015	4 353,763
Complément familial (CF)	730	742	757	775	794	803	804	793	786	792	790	822	812	796	790	791,628	812,392	796,457
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 111	2 317	2 340	2 360	2 477	2 553	2 586	2 595	2 658	2 656	2 775	2 750	2 766	2 729	2 684	2 708,006	2 748,413	2 704,191
Aide à la scolarité						598	626	646	657									
Allocation de soutien familial (ASF)	407	417	423	426	438	458	468	477	486	496	515	517	527	536	552	565,794	591,137	592,370
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	75	77	80	82	82	84	86	88	91	94	95	98	103	105	110	115,959	126,418	142,115
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)													1,7	2,3	3,1	3,366	3,903	4,393
Salaire unique - frais de garde, majorations																		
Allocations prénatales																		
Allocations postnatales																		
Congé de naissance																		
Prestations hors métropole	107	99	93	86	72	66	57	53	49	42	25	19	18	15	13	10,891	10,030	9,039
Allocation différentielle	16	18	19	18	14	12	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,317	10,303	9,934
Allocataires sous tutelles											nd	222	236	247	259	273,545	287,900	299,751
Logement	4 038	4 184	4 298	4 697	5 105	5 391	5 594	5 739	5 752	5 880	5 848	5 834	5 759	5 727	5 640	5 609,592	5 628,795	5 489,032
Allocation logement familiale (ALF)	1 022	993	957	939	958	986	1 018	1 030	1 043	1 068	1 079	1 103	1 099	1 089	1 071	1 078,549	1 098,266	1 088,707
Aide personnalisée au logement (APL)	2 135	2 280	2 406	2 450	2 521	2 618	2 684	2 744	2 733	2 758	2 724	2 685	2 643	2 602	2 534	2 484,430	2 466,157	2 385,445
Allocation logement sociale (ALS)	881	911	935	1 308	1 626	1 787	1 892	1 965	1 976	2 054	2 045	2 047	2 017	2 036	2 035	2 046,613	2 064,372	2 014,880
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																		68,236
Minima sociaux - Aides à l'emploi																		
Allocation de parent isolé (API)	128	129	131	136	144	150	147	148	150	149	154	156	160	163	169	174,472	181,060	189,876
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	464	478	492	507	521	536	553	570	588	608	634	651	674	692	708	726,967	741,665	745,136
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)					65	94	101	107	112	119	131	137	143	146	150	155,475	136,577	118,950
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																	25,475	47,724
Revenu minimum d'insertion (RMI)	325	408	474	559	678	783	820	882	934	969	993	941	917	929	975	1 061,005	1 111,374	1 101,372
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																0,479	2,769	6,886
Supplément de revenu familial (SURF)	19																	
Allocation spécifique d'attente (ASA)											0,53	0,52	0,54					
Contrat d'avenir (CAV)																	7,898	38,009
Prime de retour à l'emploi (PRE)																		71,488

TIPF 5351 : Estimation du nombre de bénéficiaires des prestations relatives aux frais de garde individuels au cours du quatrième trimestre (d'octobre à décembre) (1)

	2002	2003	2003/2002	2004	2004/2003
Nombre de familles bénéficiaires					
<i>Données CAF</i>					
<i>Assistantes maternelles</i>	578 172	593 225	2,6 %	603 514	1,7 %
AFEAMA	578 172	593 225		486 630	-18,0 %
PAJE CMG				116 884	
<i>Garde à domicile</i>	53 777	52 213	-2,9 %	51 432	-1,5 %
AGED	53 777	52 213		42 141	-19,3 %
PAJE CMG				9 291	
Données tous régimes					
Assistantes maternelles	601 010	616 658	2,6 %	627 353	1,7 %
AFEAMA	601 010	616 658		505 852	-18,0 %
PAJE CMG				121 501	
Garde à domicile	55 901	54 275	-2,9 %	53 464	-1,5 %
AGED	55 901	54 275		43 806	-19,3 %
PAJE CMG				9 658	
Nombre d'enfants bénéficiaires de moins de 3 ans					
<i>Données CAF</i>					
<i>Assistantes maternelles</i>	445 680	455 857	2,3 %	467 204	2,5 %
AFEAMA	445 680	455 857		342 055	-25,0 %
PAJE CMG				125 149	
<i>Garde à domicile</i>	31 029	30 228	-2,6 %	32 249	6,7 %
AGED	31 029	30 228		21 123	-30,1 %
PAJE CMG				11 126	
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 ans et plus					
<i>Données CAF</i>					
<i>Assistantes maternelles</i>	239 016	246 330	3,1 %	248 258	0,8 %
AFEAMA	239 016	246 330		230 079	-6,6 %
PAJE CMG				18 179	
<i>Garde à domicile</i>	42 659	40 582	-4,9 %	38 361	-5,5 %
AGED	42 659	40 582		34 047	-16,1 %
PAJE CMG				4 314	

Source : CNAF 68/DSPA R. Mahieu.

(1) La DSER fournit chaque année une estimation du nombre de familles recourant à une garde individuelle payante *via* l'AFEAMA ou l'AGED. Ces données, issues du FILEAS de décembre, se réfèrent en réalité aux gardes intervenues au cours du troisième trimestre de l'année considérée (soit de **juillet à septembre**). Ce décalage ne nuit toutefois pas à la cohérence temporelle des séries.

La montée en charge de la PAJE modifie le problème : le **complément mode de garde (CMG) de la PAJE** est versé **mensuellement, et non plus trimestriellement**, et le mois de garde considéré dans le FILEAS de décembre est en fait maintenant le mois de **novembre**.

* Le décalage entre le trimestre de référence (juillet à septembre) pour l'AFEAMA et le mois de référence (novembre) pour le CMG-assistante maternelle fait que l'addition des deux chiffres amène à **surestimer** le nombre de familles recourant à la garde par une assistante maternelle. L'exemple suivant montre bien pourquoi : soit une famille ayant un enfant de moins de 6 ans gardé par une assistante maternelle au cours du troisième trimestre et bénéficiant de l'AFEAMA à ce titre. Supposons qu'un second enfant naisse le 1^{er} août. Au premier jour du trimestre civil suivant, soit le 1^{er} octobre, l'aîné bascule dans le CMG et est donc notamment couvert par le CMG pour la garde du mois de novembre. La famille sera donc comptée dans le FILEAS à la fois parmi les bénéficiaires de l'AFEAMA et parmi les bénéficiaires du CMG. En dehors même de cet argument lié à la phase de **montée en charge de la PAJE**, il est risqué de sommer des gardes au titre de périodes différentes pour de simples raisons de **saisonnalité**.

* Le passage à un **rythme mensuel** pour le CMG fait que l'on va au contraire **sous-estimer** le taux d'évolution du nombre de bénéficiaires. Il y a par définition plus de familles recourant au CMG au cours d'un trimestre qu'au cours d'un seul des trois mois composant le trimestre. Le phénomène est particulièrement important en phase de montée en charge.

Ces deux raisons imposent de procéder à une estimation du nombre de **familles bénéficiaires de l'AFEAMA, de l'AGED et du CMG** recourant à une garde au cours du **quatrième trimestre de l'année civile** (mois d'octobre à décembre).

. Pour l'estimation 2004, l'effectif des familles bénéficiaires de l'AFEAMA et de l'AGED au cours du quatrième trimestre est fourni directement par le BENETRIM de mars 2005. Le FILEAS de décembre 2004 donne le nombre de familles recourant au CMG au cours du mois de novembre 2004. Pour en extrapoler le nombre de familles recourant au CMG sur l'ensemble du quatrième trimestre, on utilise les MENSUELS appariés de décembre 2004, janvier 2005 et février 2005.

. Pour les années antérieures, on utilise les données des MENSUELS de mars N + 1 pour avoir une première estimation des gardes au titre du quatrième trimestre N. On redresse ce premier chiffre par le ratio entre le nombre de bénéficiaires de prestations de garde dans le FILEAS de décembre N et dans le MENSUEL de décembre N.

. Reste alors encore un point problématique : les exploitations du FILEAS de juin 2004 avaient montré que les données tendaient à **sous-estimer** le nombre de bénéficiaires du complément mode de garde (compte tenu de retards pouvant émaner aussi bien des familles que des organismes gestionnaires, CAF et CNT-PAJE). La comparaison des données du FILEAS et des chiffres définitifs du CNT-PAJE de l'ACOSS pour le mois de novembre 2004 indique une sous-estimation de **4,1 % pour les assistantes maternelles et de 8,7 % pour les gardes à domicile**. On redresse donc les estimations trimestrielles, précédemment obtenues pour le CMG, de ce biais de sous-estimation constaté par comparaison avec les données du CNT-PAJE.

1.6

Les produits et les charges de la branche Famille

En 2006, les charges de la branche Famille ont atteint 54,2 milliards d'euros, les produits 53,3 milliards d'euros, soit un résultat négatif de - 0,9 milliard d'euros¹. Entre 2005 et 2006, en euros constants, les produits progressent de + 3,8 %, les charges de + 2,8 %.

Les cotisations des actifs représentent 57 % des recettes en 2006 contre 87 % en 1990. La Csg mise en place en février 1991 atteint 21 % des produits de la branche, le remboursement des prestations par l'Etat 12 %. Les impôts et taxes affectés représentent 6,6 % des produits (0,6 % en 2005) alors que la part des cotisations prises en charges par l'Etat n'est plus que de 1,6 % (7 % en 2005).

L'évolution en volume des prestations directes du Fnpf (37,5 milliards d'euros) est de + 2,8 % en 2006 et de + 13,5 % sur neuf ans. Ont progressé plus que l'inflation les prestations jeune enfant, en particulier la participation aux frais de garde et la compensation financière de l'arrêt de l'activité professionnelle d'un (ou des) parent(s), les prestations versées aux enfants et aux adultes handicapés, aux familles monoparentales.

Les transferts assurant le financement de prestations (6,6 milliards d'euros, assurance vieillesse des parents au foyer, contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse, congé de paternité) ont progressé en volume de + 4,1 % en 2006. Le relèvement du taux de contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse² participe à l'effrètement de l'excédent de la branche : le transfert au Fsv atteint 2,2 milliards en 2006.

Les dépenses de prestations extra-légales (3,6 milliards d'euros) régressent en volume en 2006 (- 1,3 %, après + 12 % en 2005 et + 76 % en neuf ans).

En 2006, les charges de personnel représentent 78 % des dépenses de gestion courante de la branche (1,9 milliard d'euros).

Les chiffres de ce chapitre retracent les produits et les charges de la branche Famille (et non les recettes et les dépenses de l'identité comptable Cnaf : Fnpf + Fnas + Fnga) :

- l'ensemble des régimes de prestations familiales, en métropole et dans les Dom est couvert ;

- l'allocation aux adultes handicapés et l'allocation de parent isolé sont prises en compte (cf. encadré 1, pour la non-prise en compte des opérations en capital, du Fnal et du Rmi...).

Le chapitre 1 présente un cadre plus global intégrant le Fnal, les minima sociaux et les aides à l'emploi.

Le chapitre 8 détaille l'évolution de la législation relative aux recettes.

53,3 milliards d'euros de produits

57,1 % des produits de la branche Famille correspondent aux **cotisations** sociales des actifs assises sur les salaires, à celles des employeurs travailleurs indépendants (Eti) et des régimes agricoles.

La contribution sociale généralisée (Csg) représente 20,8 % des produits, le remboursement par l'Etat de l'Aah et de l'Api 11,8 %, les transferts et revenus divers 2,1 %. Les impôts et taxes affectés représentent 6,6 % des produits alors que la part des cotisations prises en charges par l'Etat n'est plus que de 1,6 %.

En neuf ans³, les cotisations sociales des actifs ont progressé de + 18 %, la Csg de + 27 %. En conséquence, la croissance des recettes en euros constants est de + 25 % sur la période 1997-2006 et de + 3,8 % entre 2005 et 2006.

Encadré 1**Le champ des différents comptes****Sont exclus le Fnh, le Fnal et le Rmi...**

Les dépenses relatives à l'aide personnalisée au logement, à l'allocation logement sociale, à l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées, au revenu minimum d'insertion, au contrat d'insertion-revenu minimum d'activité, au contrat avenir, à la prime de retour à l'emploi et au revenu de solidarité ne sont retracées :

- ni dans les trois fonds gérés par la Cnaf (*fonds national des prestations familiales, d'action sociale et de gestion administrative*) ;

- ni dans les comptes consolidés de la branche Famille (cf. chapitre 1.1 pour une présentation plus générale).

Toutefois, la Cnaf participe au financement du Fnal (fusionné avec le Fnh en 2006, cf. chapitre 7).

En droits constatés depuis 1996

La comptabilité en droits constatés consiste à enregistrer les opérations en comptabilité dès la naissance du droit ou de l'obligation et non plus à la date du règlement financier. Le résultat de la période concernée est formé des produits et des charges **dont le fait générateur a pris naissance pendant cet exercice**, que les opérations en question aient donné lieu ou non à encaissement ou paiement. Il s'agit :

- de produire une image aussi fidèle que possible du résultat et de la situation patrimoniale, dans le respect des principes comptables utilisés dans le monde des entreprises ;

- de faciliter les consolidations entre les différents régimes.

- Les résultats de la Cnaf sont établis depuis 1996 dans le nouveau système de comptabilisation en droits constatés. Toutefois, les brochures statistiques PF1996 à PF1998 ont été réalisées en système inchangé (reposant sur la comptabilité d'encaissements-décaissements, conformément à la présentation retenue par la Commission des comptes de la Sécurité sociale).

- Les séries de recettes, de dépenses et de prestations⁴ sont fortement affectées par le passage aux droits constatés. Les chiffres comptables 1996 comportant pratiquement treize mois de cotisations et de prestations, **les taux d'évolution sont majorés entre 1995 et 1996, minorés entre 1997 et 1996**. En dehors des chapitres 6, 1 et 4 de cette brochure, les statistiques de prestations ne retracent que douze mois de prestations en 1996, afin que les taux d'évolution 1996/1995 et 1997/1996 soient aussi justes que possible.

Par ailleurs, il est à noter que les recettes et les dépenses diverses 1991 à 1994 sont affectées par le mode de comptabilisation des régimes de La Poste et des Telecom⁵.

D'une part, les comptes de la Cnaf

(Fnpf + Fnas + Fnga) et...

d'autre part, les comptes consolidés de la branche Famille (hors opérations en capital)

- **Depuis 2003, une nouvelle présentation du rapport de l'Agent comptable**

La présentation adoptée depuis le rapport 2003 de l'Agent comptable est inspirée des conclusions des travaux du Haut conseil de la comptabilité des organismes de Sécurité sociale. Ce rapport retrace les principaux postes de charges et de produits retenus par la Commission des comptes de la Sécurité sociale (Ccsc).

- Le cadre comptable restreint des trois fonds gérés par la Cnaf (Fnpf + Fnas + Fnga) n'est plus retenu dans le rapport d'activité de l'Agent comptable. Le cadre est étendu aux **comptes consolidés de la branche Famille**, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations.

- **Les opérations en capital ne sont pas couvertes** par ce champ défini par la Ccsc alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf.

- *L'écart entre les deux présentations (« Cnaf » ou « branche Famille ») est également affecté en 2003 par des différences dans la prise en compte de certains postes⁶.*

- **Les tableaux de la Direction des statistiques, des études et de la recherche de la Cnaf (Dser) retiennent une double présentation de 2002 à 2006**

- La comparaison des deux champs est ainsi facilitée.

- Le suivi des recettes et dépenses des trois fonds nationaux permet de suivre l'évolution du fonds de roulement de la Cnaf.

- Depuis la brochure PF 2004, **les commentaires portent sur la nouvelle présentation « branche Famille »**.

- *Le problème des raccordements de séries correspondant à des champs hétérogènes est présenté de façon pragmatique. Les masses en jeu sont telles que la différence de champ a relativement peu d'impact sur les taux d'évolution.*

Encadré 2**Excédent Cnaf et apurement des déficits**

• Pour l'exercice 1993, la Cnaf est excédentaire de 9,9 milliards de francs grâce à l'apport exceptionnel du produit de la majoration du taux de la Csg (plus de 18 milliards). Les excédents cumulés de la Cnaf s'élevaient à 59,6 milliards de francs courants fin 1993, à 66,3 milliards pour le seul Fnpf.

• En 1994, la Cnaf comptabilise un déficit de 8,4 milliards de francs. La comptabilisation en 1994 de 2,1 milliards de francs de recettes sur les exercices 1991-1993, relatives aux régimes de La Poste et des Telecom, a minoré ce déficit qui sinon aurait atteint 10,4 milliards de francs.

Les brusques variations du solde de la Cnaf sont en partie imputables à des mesures techniques prises depuis 1993 pour apurer les déficits du régime général de la Sécurité sociale.

Apurement des déficits fin 1993

La dette de l'Acoss à l'égard de la Caisse des dépôts et consignations (Cdc) constatée au 31 décembre 1993 est transférée à l'Etat dans la limite de 110 milliards de francs à compter du 1^{er} janvier 1994. Après « remise à zéro », « subsistera un reliquat de quelque 11 milliards de francs à répartir entre les quatre branches du régime général ». Le rapport de l'agent comptable pour l'exercice 1994 fait état d'un report à nouveau pour la Cnaf de + 558 millions d'euros (+ 3,7 milliards de francs) résultant de cette « remise à zéro ».

Fonds de solidarité vieillesse

Deux missions sont assignées au fonds de solidarité vieillesse, institué par la loi du 22 juillet 1993 :

- d'une part, à titre permanent, le financement d'avantages vieillesse non contributifs relevant de la solidarité nationale (allocations aux personnes âgées, allocation spéciale, majoration de pensions, périodes de chômage et de service national) ;
- d'autre part, à titre exceptionnel, le remboursement du capital et des intérêts des dettes du régime général dans la limite de 110 milliards de francs.

Les recettes du Fsv sont constituées d'une fraction de la Csg et du produit des taxes sur les boissons.

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001 pose le principe d'une prise en charge progressive de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus**. Cette prise en charge par le Fnpf est de :
 . 15 % en 2001, soit 437 millions d'euros ;
 . 30 % en 2002, soit 902 millions d'euros ;
 . **60 % de 2003 à 2005 (soit 2 087,8 millions d'euros en 2005).**

Apurement du report à nouveau repris par la caisse d'amortissement de la dette sociale⁷

• L'article 10 de l'ordonnance 96-50 a réparti une somme de 137 milliards de francs au prorata du report à nouveau négatif de chacune des caisses nationales du régime général arrêté au 31 décembre 1995. Il s'agissait de la dette de l'Acoss auprès de la Cdc et reprise par la Cades. Le montant repris par la Cnaf est fixé à + 7,97 milliards d'euros (52,3 milliards de francs).

• L'apurement du report à nouveau négatif fixé par l'arrêté du 28 décembre 1998 s'élève à + 3,0 milliards d'euros (19,7 milliards de francs).

• A l'occasion de l'apurement de la dette du régime général, reprise par la Cades, trois affaires en instance dans les comptes de la Cnaf ont été réglées :

- 25 milliards de francs d'Avpf en 1995

• La loi du 25 juillet 1994, qui a prévu la mise en œuvre effective du principe de séparation de la trésorerie des quatre branches du régime général, rendait nécessaire la normalisation des versements de l'assurance vieillesse des parents au foyer par la Cnaf à la Cnav. Le montant des versements effectués en 1995 apure les transferts entre la Cnaf et la Cnav au 1^{er} janvier 1996 par une régularisation de 25,2 milliards de francs.

+ 3 milliards de francs de solde « divers » en provenance de l'Etat en 1995⁸

• En recettes diverses 1995 figure un abandon de « créances » par l'Etat, à hauteur de 3,7 milliards de francs, au titre des écritures de compensation des prestations familiales qu'il a versées à ses agents de 1970 à 1979.

• La Cnaf abandonne une « créance » sur l'Etat à hauteur de 740 millions de francs au titre des avances et acomptes qu'elle a versés pour l'allocation aux adultes handicapés entre 1977 et 1979. Ces deux dernières opérations améliorent de 3 milliards de francs le solde 1995 de la Cnaf.

Le fonds d'investissement pour la petite enfance a financé le développement des structures d'accueil à concurrence de 26,6 millions d'euros en 2001, 39,6 millions en 2002, 48,1 millions en 2003, 42,6 millions en 2004, 27,3 millions en 2005 et de 18,6 millions en 2006. Fin 2006, le Fipe dispose de **25,87 millions de réserves** (cf. T1PF 63).

o O o

Compte tenu des + 558 millions d'euros de remise à zéro de 1994, des + 7,97 milliards de 1996, des + 3,0 milliards de 1998 et des 44,4 millions de réserves pour le financement du Fipe, le **solde cumulé de la Cnaf s'élève fin 2006 à + 3,5 milliards d'euros** (cf. T1PF 63).

Encadré 3 : Le financement par l'Etat⁹ (au sens large) : 40,3 % des produits de la branche Famille en 2006 (15 % en 1982)

Apparu en 1982, le financement de l'Etat est voisin de :

- 15 à 16 % des recettes de la Cnaf en 1983-1984 ;
- 10 à 12 % entre 1985 et 1990 ;
- 26 % en 1991 ;
- **30 % en 1992 avec la mise en place de la Csg** ;
- **39,4 % en 1993** avec, d'une part, l'affectation exceptionnelle à la Cnaf du produit de la majoration de taux de la Csg et, d'autre part, le **remboursement de la majoration de l'allocation de rentrée scolaire** ;
- 37,3 % en 1994 avec :
 - d'une part, la diminution de la Csg et la suppression de la participation de l'Etat au régime des exploitants agricoles ;
 - d'autre part, une forte progression de la **prise en charge de cotisations** ;
- 38,8 % en 1995 ;
- 35,6 % en 1996 ;
- 38,0 % en 1997 ;
- 38,5 % en 1998. L'assiette du prélèvement sur les revenus est étendue ;
- 40,4 % en 1999. L'allocation de parent isolé est prise en charge par l'Etat ;
- 39,9 % en 2000, avec modification de la règle d'affectation à la Cnaf du prélèvement sur les revenus du patrimoine, suppression de la contribution de la Cnaf au Fastif et financement partiel de la majoration d'Ars ; aux alentours de 39 % entre 2001 et 2004, 39,7 % en 2005 ;
- **40,3 % en 2006**. Le financement de l'Etat atteint 21,5 milliards d'euros (*cf. TIPF 661-2*) dont 0,6 milliard d'euros de cotisations prises en charge par l'Etat. **En neuf ans, la contribution de l'Etat à la branche Famille a progressé de 32 % en volume**. La Csg représente 52 % du financement par l'Etat, les autres impôts et taxes affectés 16 %, les cotisations prises en charge 3 %, le remboursement de l'Aah et de l'Api 29 %.

Dates marquant

L'évolution de la contribution de l'Etat

- | | |
|---------|---|
| 1982 | • début des mesures en faveur de l'emploi (prise en charge de cotisations) ; |
| 1983 | • remboursement de l'Aah ;
• intégration des exploitants agricoles dans les comptes de la Cnaf (prise en compte de la subvention de l'Etat qui comble l'insuffisance de cotisations de ce régime) ; |
| 1983-84 | • prélèvement conjoncturel de 1 % sur les revenus pour faire face aux déficits ; |
| 1985 | • prélèvement limité aux valeurs mobilières ; |

- | | |
|---------|--|
| 1989-90 | • compensation partielle du déplafonnement des cotisations ; |
| 1991 | • mise en place de la contribution sociale généralisée ; |
| 1993 | • affectation exceptionnelle du produit de 1,3 point de la Csg à la Cnaf ; |
| 1993-99 | • remboursement de la majoration d'Ars (partiellement en 1995, totalement auparavant et de 1996 à 1999) ;
• mise en place des exonérations ¹⁰ de cotisations Af pour les salaires proches du Smic, auxquelles se substitue, le 1 ^{er} octobre 1996, une ristourne dégressive ; |
| 1997 | • extension de l'assiette de la Csg ; |
| 1998 | • extension de l'assiette du prélèvement de 1 % à l'ensemble des revenus du patrimoine (dans les mêmes conditions que pour la Csg ; |
| 1999 | • remboursement de l'Api ;
• affectation à la Cnaf de 50 % du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements (866 millions d'euros) ; |
| 2000 | • remboursement de la majoration d'Ars à hauteur de 316 millions d'euros ;
• affectation à la Cnaf de 13 % du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements (202 millions d'euros) ;
• suppression de la contribution de la Cnaf au financement du fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille (Fastif) qui est financé par l'Etat et l'Union européenne ¹¹ ;
• création du Forec ¹² ;
• suite à la mise en place de la couverture maladie universelle, suppression de la contribution de la Cnaf au financement de cotisations maladie-maternité et de cotisations d'assurance personnelle ; |
| 2001 | • suppression totale du remboursement de la majoration d'Ars par l'Etat (avec intégration de la majoration dans la prestation de base) ;
• la Cnaf est privée de la part du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements qui lui était attribuée ; |
| 2006 | • remplacement du dispositif de prise en charge des cotisations par l'Etat, par une série d' impôts et taxes affectés (<i>sauf pour les mesures d'aide à l'insertion, à la réinsertion et à l'embauche</i>) ;
• élargissement de l'assiette de la Csg aux intérêts et primes des comptes et des plans d'épargne logement (Pel) ouverts depuis plus de dix ans ¹³ . |

L'accroissement en volume des produits (+ **10,5 milliards d'euros 2006 depuis 1997**, cf. T1PF 6521) se décompose ainsi :

+ **4,6 milliards de cotisations des actifs**,

dont + 0,5 milliard de cotisations prises en charge ;

+ **2,4 milliards au titre de la contribution sociale généralisée** ;

+ **0,9 milliard de remboursement de prestations** (allocation aux adultes handicapés, allocation de parent isolé...) ;

+ **1,9 milliard pour les autres postes de financement de la Cnaf par l'Etat**. Les exonérations de cotisations prises en charge par l'Etat ont régressé de - 1,4 milliard depuis 1997 (- 2,7 milliards en 2006). Cette diminution est plus que compensée par la progression des autres impôts et taxes affectés (+ 3,3 milliards depuis 1997) ;

+ 0,7 milliard pour les autres recettes.

21,5 milliards de recettes financées par l'Etat en 2006

Les recettes de la branche Famille sont marquées par un financement croissant de l'Etat apparu en 1982 et une décroissance parallèle de la part des cotisations (cf. l'encadré 3 pour l'historique et T1PF 661). Le financement de l'Etat intervient à travers quatre postes : la contribution sociale généralisée (Csg), le remboursement de l'Aah et de l'Api, les cotisations prises en charge par l'Etat qui sont remplacées en 2006 par des impôts et taxes affectés.

Le financement par l'Etat (21,5 milliards d'euros) atteint **40,3 %** des charges de la branche Famille en retenant ces quatre postes de financement de l'Etat.

. La contribution sociale généralisée instaurée au 1^{er} février 1991 était initialement affectée en totalité à la Cnaf. Son taux était fixé à 1,1 % des revenus bruts des salariés, des revenus fiscaux des Eti, des revenus du patrimoine et des placements ainsi que des revenus de remplacement imposables (retraites, pensions, indemnités chômage...).

Au 1^{er} juillet 1993, le taux de la Csg a été relevé à 2,4 %. L'augmentation de recettes correspondant à 1,3 point de la Csg est de l'ordre de 18,2 milliards de francs, affectés exceptionnellement en 1993 à la Cnaf, mais destinés à alimenter le fonds de solidarité vieillesse (cf. chapitre 8...).

Jusqu'en décembre 2004, l'affectation de la Csg est la suivante : 1,1 % pour la Cnaf, 1,3 % pour le fonds de solidarité vieillesse, 5,1 % ou 3,8 % pour la maladie.

En janvier 2005, la part de la Csg affectée à la Cnaf passe à 1,08 %, la diminution du taux étant partiellement compensée par l'élargissement de

l'assiette. La part de la Csg attribuée à la Cnaf représente 14,5 % des recettes totales de Csg en 2005-2006 (contre 15,2 % de 2002-2003, cf. T1PF 69211).

En 2006, la Csg¹⁴ a progressé de + 6,6 % avec :

+ 4,5 % pour la Csg sur les revenus d'activité qui progressent plus vite que la masse salariale du secteur privé (+ 4,3 %) grâce au dynamisme d'éléments non salariaux (participation, intéressement) ;

+ 24 % pour la Csg sur les revenus du patrimoine et des placements. La mise en place en janvier 2006 de la mesure de taxation des plans d'épargne logement (Pel) ouvert depuis plus de dix ans a généré un rendement d'environ 1,5 milliard sur le stock des contrats ayant atteint leur dixième année. Par ailleurs, la Csg assise sur les revenus du patrimoine a diminué en raison de la suppression de l'avoir fiscal qui réduit sensiblement l'assiette de la Csg (- 400 millions).

Le surplus de recettes pour la Cnaf lié à la mesure Pel est estimé à + 240 millions d'euros¹⁵.

En 2006, la Csg affectée à la Cnaf présente 20,8 % des recettes de la branche (**11,1 milliards d'euros**). Elle a progressé de + 4,5 % en 2006 en euros constants (+ 27 % entre 1997 et 2006).

. Les remboursements de prestations du Fnpf (6,3 milliards d'euros en 2006) progressent en volume de + 3,1 % en 2006 (+ 19 % entre 1997 et 2006). Ils représentent 11,8 % des recettes en 2006. Leur évolution n'affecte pas le résultat de la branche puisqu'il s'agit de remboursements de charges.

- Le remboursement de l'**Aah** par l'Etat (5,2 milliards d'euros), mis en place en 1983, représente 9,8 % des recettes de la branche.

- Le remboursement de l'**Api** par l'Etat (1,1 milliard d'euros) a été mis en place en 1999. Il représente 2,0 % des recettes de la branche.

Remarque : en 2001, la Cnaf a été privée :

- du **remboursement de la majoration d'Ars** : ce remboursement représentait 2,5 % des recettes de la Cnaf en 1999, 0,7 % en 2000 suite à un remboursement partiel. Depuis 2001, le montant de l'Ars intègre l'ancien montant de la majoration ;

- de la part du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements qui lui était attribuée : cette part était de 50 % en 1999 et de 13 % en 2000 (soit respectivement 2,1 % et 0,5 % des recettes de la Cnaf).

- A compter de 2001, la Cnaf ne retrace plus dans ses comptes les recettes et les dépenses du fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille¹⁶.

Jusqu'en 2005, les allègements généraux de cotisations étaient compensés par le budget de l'Etat. A compter de 2006, leur financement par affectation de recettes fiscales¹⁷ s'est substitué aux dotations budgétaires ce qui modifie sensiblement la structure des recettes du régime général.

. Les substituts de cotisations prises en charge par l'Etat (0,581 milliard en 2006 contre 3,6 milliards d'euros en 2005) ne représentent plus que 1,6 % des recettes de la branche (7 % en 2005).

Compte tenu de la disparition du Forec au 1^{er} janvier 2004, l'Etat remplace le Forec¹⁸ dans ce rôle (cf. T1PF 641). En 2005, 87 % des cotisations prises en charge par l'Etat concernent des mesures visant au maintien des emplois et à la réduction du temps de travail ; 7 % des cotisations prises en charge sont destinés à favoriser l'embauche ; 6 % concernent l'aide à l'insertion et à la réinsertion.

En 2005, les recettes de la Cnaf correspondant aux exonérations de cotisations représentent 19 % de l'ensemble des exonérations de cotisations effectivement compensées par l'Etat. La part des exonérations non compensées¹⁹ décroît légèrement en 2006 (9,8 % contre 10 % en 2005, toutes branches confondues).

. Les impôts et taxes affectés (Itaf) (3,494 milliards en 2006 contre 0,333 milliard d'euros en 2005) représentent 6,6 % des recettes de la branche (0,6 % en 2005).

A compter du 1^{er} janvier 2006²⁰, l'Etat compense auprès de la Cnaf les allègements généraux de cotisations consentis aux entreprises par l'affectation de neuf recettes fiscales²¹. Il s'agit principalement :

- d'une fraction égale à 95 % de la taxe sur les salaires pour 1,673 milliard d'euros ;
- de la Tva brute collectée sur les fournisseurs de tabac (536 millions d'euros) ;
- de la Tva collectée par les commerçants de gros en produits pharmaceutiques (522 millions) ;
- des droits de consommation sur les alcools (480 millions). Le montant des autres Itaf atteint 282 millions d'euros.

L'Etat continue à prendre en charge les mesures d'aide à l'insertion et à la réinsertion (207 millions d'euros en 2006, + 2,7 %) **et d'aide à l'embauche** (262 millions, + 15,4 %, cf. T1PF 641).

. La prise en charge des cotisations d'Af par la Cnam correspond à la part des cotisations des médecins conventionnés du secteur 1, prise en charge par la Cnam (261 millions d'euros en 2006). Depuis janvier 2005, la prise en charge des

cotisations d'Af par la Cnam⁶ se fait conformément à de nouvelles dispositions : elle est expressément limitée au revenu net de dépassement d'honoraires. Seuls les revenus hors dépassement servent de base de calcul dans la prise en charge par les Cnam. Suite à cette mesure, la contribution régresse de - 3,2 % en 2006 (avec + 19 % depuis 1997 pour cette contribution instaurée en 1990).

Les cotisations des actifs

Les cotisations sociales des actifs (30,4 milliards d'euros, hors les cotisations prises en charge par l'Etat) constituent 57 % des recettes de la branche Famille en 2006 contre 88 % en 1985 (cf. encadré 6). L'encadré 5 permet de situer l'évolution des cotisations dans le contexte économique 2006, où la France reste en retrait de la reprise européenne.

Evolution en volume	2004/2003	2005/0004	2006/0005
Cotisations des actifs	+ 0,4 %	+ 1,8 %	+ 2,1 %
Cotisations sur salaires	+ 1,1 %	+ 1,6 %	+ 2,0 %
Eti, exploitants agricoles	- 4,3 %	+ 4,3 %	+ 3,2 %

Le paiement des cotisations des employeurs et travailleurs indépendants (Eti) est effectué sur une base provisoire assise sur les revenus de l'année N - 2 et a fait l'objet d'un ajustement en fin d'année jusqu'en 2003²² en se fondant sur les revenus N - 1 et d'une régularisation un an plus tard. Il en résulte un décalage entre l'évolution des cotisations et celle des revenus des Eti de l'ordre d'un an, et d'autre part des accélérations et des décélérations plus fortes sur les cotisations observées que sur l'assiette. Par ailleurs, la mise en place progressive de la mensualisation de leurs cotisations accroît l'évolution des produits la première année (notamment en 2001) et la diminue la deuxième année²³. En 2004, la part des cotisations des Eti recouvrées selon un calendrier mensuel a augmenté de six points, passant de 37 % à 43 %.

La baisse du rendement des cotisations des Eti en 2004 s'explique par la suppression de la procédure d'ajustement (sur la base des revenus N - 1). Ainsi, un montant important de cotisations qui aurait été recouvré à la fin de 2004 et au début de 2005 en l'absence de réforme sera rattaché au moment de la régularisation définitive pour partie à 2005 et pour partie à 2006. Le montant des cotisations des Eti comptabilisées par la Cnaf en 2005 est inférieur à leur niveau de 2003 tout en étant supérieur de 4 % à leur montant 2002 et de 5 % à celui de 2004.

Des produits exceptionnels

En outre les produits 2006 ont été majorés exceptionnellement par :

Encadré 5 : Des cotisations tributaires de l'environnement économique

. D'après le rapport de la Ccss de juillet 2007 (page 24), la croissance en volume du **produit intérieur brut**²⁴ a été de **+ 2 % en 2006** (après +1,3 % en 2005, +2,3 % en 2004) alors que la croissance moyenne de la zone euro a été de l'ordre de +2,7 %. La croissance a été freinée par la persistance d'une contribution négative des échanges extérieurs alors que la progression de la demande intérieure était de l'ordre de +2 %.

. Après trois années exceptionnelles entre 1999 et 2001, la croissance de la **masse salariale** s'est nettement ralentie à partir de 2002, le point le plus bas se situant en 2003. La remontée est ensuite très progressive : +2,9 % en 2004, +3,4 % en 2005, **+4,3 % en 2006**.

. Les **effectifs de salariés** des secteurs marchands avaient diminué en 2003 (-0,5 % en glissement). Ils se sont mis à augmenter depuis le printemps 2004 : +0,4 % entre avril 2004 et avril 2005, +1,5 % en mars 2006 et en mars 2007.

. Quant au **salaire moyen**, son rythme de progression nominale est estimé à +3,3 % en 2006 (contre +2,8 %, en 2005).

Encadré 6 : Evolution de la législation sur les cotisations depuis 1989

Outre la situation économique, l'évolution des cotisations (chapitre 1.8) a été marquée par :

- le processus de **déplafonnement**, entamé en 1989 et devenu total en 1990, et par la baisse du taux de cotisation qui l'a accompagné. D'après le rapport de la Ccss de novembre 1989, la perte de cotisations afférente à la baisse du taux s'élèverait à 7,2 milliards de francs 1990 en année pleine ;

- la **mise en place de la Csg**, qui a entraîné une baisse du taux de cotisation allocations familiales de 7 % déplafonné à 5,4 % au 1^{er} février 1991. Le dispositif s'est soldé en 1991 par une perte de 2,5 milliards de francs de recettes pour la Cnaf. En conséquence, les cotisations ont régressé de 15,6 % en 1991 ;

- le mode de répartition des recettes entre branches. A compter de janvier 1994, l'ensemble des recettes de Sécurité sociale est réparti entre les caisses nationales en tenant compte du **taux effectif de recouvrement** des grandes catégories de cotisants. En 1994, la réduction des recettes de la Cnaf par rapport au système antérieur est estimée à 2,5 milliards de francs.

- l'inscription de produits exceptionnels au titre de l'annulation d'une dette envers les régimes agricoles²⁵ indûment comptabilisée lors d'exercices passés (222 millions d'euros) ;

Le Fnga perçoit des frais de gestion au titre de l'aide personnalisée au logement, de l'allocation logement sociale et de l'aide aux associations. Désormais, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal ; la *majoration appliquée rétroactivement à 2005 a été comptabilisée en 2006*.

Recettes Cnaf relatives aux frais de gestion

En millions d'euros	2004	2005	2006
Ensemble hors régul. Apl	138,37	132,12	132,64
Dont Als, Alt, Ea	80,60	80,34	82,99
Als	ND	ND	82,12
Alt	ND	ND	0,86
Exploitants agricoles (Ea)	ND	ND	0,01
Dont Apl hors régularisation	57,77	51,78	49,65
Régl. Apl compta. 2006		67,3	70,24
(en recettes diverses)		au titre 05	au titre 06
Total yc régul. par exercice	138,37	199,39	202,88
		44,1 %	1,8 %
<i>Total par exercice comptable</i>	<i>138,37</i>	<i>132,1</i>	<i>270,2</i>
<i>Régularisations 2005-2006</i>			<i>138,0</i>

54,2 milliards d'euros de charges

Les charges de la branche Famille (54,8 milliards d'euros) excluent les prestations relevant du Fnh, du Fnal, le Rmi et les différentes aides à l'emploi (cf. chapitre 1).

Les prestations familiales directes constituent le poste le plus important des dépenses de la branche (69,2 %), suivi par les transferts à la Cnav, à la Cnam et au Fsv, (12,3 %), la contribution de la Cnaf au Fnal (6,9 %), les dépenses d'action sociale (6,2 %), les dépenses de gestion administrative (3,9 %) et les autres dépenses²⁶ (1,5 %).

Les charges de la branche Famille ont progressé en volume de +2,8 % en 2006 après +3,5 % en 2005, avec une progression de +19 % entre 1997 et 2006.

+ 4,8 milliards d'euros constants 2006 en neuf ans pour les prestations directes du Fnpf et la contribution au Fnal

Sur les neuf dernières années, l'évolution en volume des dépenses de prestations directes (+4,8 milliards d'euros constants 2006) se décompose de la façon suivante :

- les prestations **jeune enfant** (+2,6 milliards d'euros 2006), avec en particulier +2,1 milliards pour la participation aux frais de garde des enfants à

l'extérieur du foyer, + 0,5 milliard pour l'entretien des jeunes enfants *y compris l'Apje virtuelle*, + 0,2 milliard pour la compensation financière de l'arrêt (total ou partiel) de l'activité professionnelle d'un (des) parent(s) *hors Apje virtuelle*, cf. encadré page 19 et T1PF 2111) ;

- les charges relatives au **logement** relevant du Fnpf (+ 1,1 milliard d'euros 2006 depuis 1997), en tenant compte de la contribution de la Cnaf au Fnal²⁷ (+ 0,3 milliard) et de l'allocation logement familiale (+ 0,8 milliard). *En 2005²⁸, la Cnaf a pris en charge 54,5 % des dépenses d'Apl (hors régimes agricoles) contre 50,28 % auparavant. La contribution 2005 de la Cnaf a donné lieu à un complément de + 133 millions d'euros comptabilisés en 2006. La contribution de la Cnaf au titre de l'exercice 2006 a été estimée sur la base de 56,65 % des dépenses (3 532 millions d'euros hors exploitants agricoles) et à 33 millions pour les exploitants agricoles.*

Contribution tous régimes de la Cnaf au Fnal

(y compris les exploitants agricoles)

Millions d'euros	2004	2005	2006
Alv yc régul.	3 234	3 451	3 698
Régul. 2005		133	-133
Alv exercice		3 583	3 565
Dont Alv hors Ea			3 532
Dont Alv Ea			33

Par ailleurs, la contribution de la Cnaf est fixée à 48 % des aides aux associations (Alt) ;

- l'allocation aux **adultes handicapés** (+ 1,2 milliard en neuf ans) ;
- l'allocation d'éducation de **l'enfant handicapé** (+ 0,24 milliard) ;
- l'allocation de **parent isolé** (+ 0,26 milliard) ;
- l'allocation de **soutien familial** (+ 0,17 milliard) ;
- les **allocations familiales** (– 0,48 milliard) ;
- l'allocation de rentrée scolaire (– 0,19 milliard) ;
- le complément familial (– 0,11 milliard).

Les dépenses de **prestations directes du Fnpf** s'élèvent à 37,5 milliards d'euros en 2006 (*hors Alv*). Elles ont progressé de + 13,5 % en volume entre 1997 et 2006 (+ 2,8 % en 2006), contre + 19,4 % pour l'ensemble des charges de la branche. En 2006, la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf), qui sert de base au calcul de la plupart des prestations « Famille », est supérieure de + 0,1 % en euros constants à celle de 1997.

– 2,1 milliards²⁹ d'euros constants 2006 en neuf ans pour les transferts correspondant à des prestations financées mais non versées par la Cnaf

Les prestations indirectes (6,7 milliards d'euros) correspondent à des transferts à la Caisse nationale d'assurance vieillesse, au fonds national de solidarité vieillesse et à la Caisse nationale d'assurance maladie.

- Les cotisations vieillesse des parents au foyer (**Avpf**, cf. chapitre 4) correspondent à des versements de cotisations de la Cnaf à la **Cnav**. Ils ont été estimés à 4,03 milliards d'euros³⁰ en 2006 pour un nombre de bénéficiaires proche de 1,6 million.

- La Cnaf prend en charge **60 % de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus** : 2,12 milliards d'euros en 2006³¹ (+ 1,2 milliard d'euros 2006 par rapport à 2002, avec + 2,9 % entre 2005 et 2006).

- La Cnaf finance le **congé de paternité** (0,23 milliard d'euros, y compris 1 % de frais de gestion³²) versé par les caisses d'assurance maladie et divers organismes. *Le nombre de bénéficiaires de ce congé est estimé à 336 300 pères³³ en 2002 tous régimes (soit un taux de recours estimé à 59 %).*

- Suite à la mise en place de la couverture maladie universelle, la Cnaf ne contribue plus au financement de cotisations maladie-maternité et de cotisations d'assurance personnelle (324 millions d'euros en 1999, dernier exercice de contribution).

+ 2,3 milliards d'euros constants 2006 en neuf ans pour les autres postes dont + 1,3 milliard pour l'action sociale, + 0,7 milliard pour la gestion

L'exercice 2001 a été marqué par des modifications relatives à l'affectation des dépenses par fonds :

- les dépenses de gestion relatives à l'action sociale, qui relevaient du Fnas jusqu'en 2000, ont été transférées au Fnga (212 millions d'euros en 2000) ;

- la contribution de la Cnaf au Fastif figurait en dépenses de la Cnaf. En 2000, l'Etat prend à sa charge cette contribution de la Cnaf (150 millions d'euros de recettes). Les dépenses de ce fonds ne sont plus reprises dans les comptes de la Cnaf à compter de 2001 ;

- la contribution de la Cnaf au Fnga de l'Acoss figure au Fnpf et non plus au Fnga de la Cnaf depuis 2002 (156 millions d'euros en 2003). Le Fnpf finance également 4 millions d'euros de frais de gestion de l'Ucanss.

• Action sociale : 3,34 milliards d'euros

Le tableau T1PF 6714 présente un cadrage des dépenses d'action sociale des Caf distinguant :

- . une définition statistique des prestations extra-légales³⁴ (3,59 milliards d'euros en 2006) correspondant aux dépenses réelles de l'exercice, y compris les opérations en capital, le prélèvement sur les réserves du fonds d'investissement pour la petite enfance, Fipe) ;
- . les dépenses du fonds national d'action sociale (Fnas, 3,47 milliards d'euros dont 18,57 millions financés par prélèvement sur les réserves du Fipe) ;
- . les dépenses consolidées d'action sociale hors opérations en capital (3,34 milliards d'euros).

Les dépenses du **fonds national d'action sociale** ont deux finalités : améliorer la vie quotidienne des familles et favoriser l'épanouissement des enfants, en facilitant l'articulation entre vie professionnelle, vie familiale et vie sociale et en soutenant les relations sociales de proximité ; mieux accompagner les familles en réaffirmant le soutien à la parentalité pour prévenir les difficultés familiales ou sociales, en aidant les familles rencontrant des difficultés liées à leur logement et à leur habitat, enfin en renforçant l'accompagnement des familles vulnérables.

** Depuis 1995, on dispose d'une ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale des Caf par exercice. Elles diffèrent des dépenses consolidées d'action sociale, ces dernières excluant entre autres les opérations en capital.*

En euros constants³⁵, les statistiques financières de prestations extra-légales ont progressé de + 76 % en neuf ans, avec **- 1,3 % en 2006** après + 12,3 % en 2005. La croissance des dépenses de prestations de service (2,64 milliards d'euros) s'infléchit fortement : + 1 % en 2006 contre + 22 % en 2005 (cf. T1PF 6717). La progression des prestations de services ordinaires provient de la création de nouvelles places d'accueil en crèches et du passage d'un grand nombre de caisses à la prestation de service unique (Psu, + 8 % en 2006 contre + 17 % en 2005). La croissance en 2005 des contrats enfance (+ 26 %) et temps libre (+ 38 %) s'explique par la multiplication des actions financées, l'augmentation des coûts unitaires des équipements et actions, du nombre de contrats et de la hausse des taux de cofinancement. Ces deux postes régressent fortement en 2006 (respectivement - 10 % et - 4 %).

En 2005, une majoration du taux du régime général (+ 2,8 %) a été effectuée par les caisses pour tenir compte de l'accès des fonctionnaires aux équipements³⁶. Par ailleurs, suite à l'intégration des fonctionnaires au régime général, la ligne

contribution publique contrats crèches n'est alimentée en 2005 qu'à concurrence de 2 millions contre 60 millions en 2004. Toutefois, le taux de cotisation des régimes spéciaux³⁷ n'est majoré qu'à compter du 1^{er} janvier 2006 pour les allocataires des régimes spéciaux qui ont été rattachés aux Caf³⁸ (soit 5,4 % comme le régime général au lieu de 5,2 %).

En neuf ans, les dépenses relatives à l'accueil des jeunes enfants ont été multipliées par 2,5 : leur part dans les dépenses est passée de 38 % à 52 %. Les prestations relatives au temps libre des familles ont progressé plus vite que l'ensemble des prestations (+ 108 % contre + 76 %). Les dépenses concernant l'accompagnement social des familles ont régressé de - 2,7 % en volume entre 1997 et 2006 ; leur part dans l'ensemble des prestations extra-légales n'est plus que de 12 % en 2006 contre 22 % en 1997.

Dépenses Caf en euros constants	Structure		Rapport 2006/1997	Evolution 2006/2005
	1997	2006		
Prestations extra-légales	100 %	100 %	76,1 %	-1,3 %
Accueil des jeunes enfants	38 %	52 %	145,5 %	-0,4 %
Temps libre des familles	19 %	22 %	107,6 %	-2,1 %
Accompagnement social des familles	22 %	12 %	-2,7 %	-3,1 %
Logement et habitat	9 %	4 %	-8,8 %	-5,0 %
Animation et vie sociale	10 %	7 %	25,7 %	1,3 %
Autres : P. supplémentaires, œuvres...	3 %	2 %	0,2 %	-6,6 %

Depuis 1984, l'évolution des dépenses du Fnas a été marquée par les faits suivants :

- 1984 . création de la prestation de service contrat crèche ;
- 1986 . décentralisation de l'enveloppe relative aux vacances ;
- 1987 . majoration de la prestation de service centres sociaux et création de la prestation de service aides ménagères ;
- 1988 . création de la prestation de service contrat enfance ;
- 1989 . crédit pour la formation des assistantes maternelles ;
- 1991 . extension des contrats enfance aux Dom ; les prestations assistantes maternelles deviennent une prestation légale (Afeama) ;
- 1993 . 322 millions de francs d'aide forfaitaire versés aux adultes handicapés ;
- 1995 . mise en œuvre de la loi famille ;
- 1998 . lancement du dispositif contrat temps libre ;
- 2000 . réforme de la prestation de service crèche ;
- 2001 . mise en place du budget unique de gestion (transfert des frais de pilotage, gestion et informatique au budget de Fnga) ;
. lancement du fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe) ;
- 2002 . lancement de l'aide exceptionnelle à l'investissement des structures d'accueil de la petite enfance (Aei, cf. chapitre 7) ;
. mise en place de la prestation de service unique ;

- 2004 . dispositif d'aide à l'investissement petite enfance. Ce troisième plan crèche est doté de 200 millions d'euros et finance aussi bien des crèches gérées par des entreprises spécialisées que des crèches gérées par des communes ou des associations, pour les habitants d'une commune ou les salariés d'une entreprise ;
- 2005 . intégration des fonctionnaires de l'Etat, des agents de La Poste et de France Telecom ;
 . fin des contrats crèches, intégrés dans les contrats enfance ;
- 2006 . les contrats enfance et jeunesse (Cej) mis en place au 1^{er} juillet remplaceront, à terme, les contrats enfance et les contrats temps libres. Une meilleure équité est recherchée en privilégiant les territoires les plus démunis. L'objectif du Cej est de contribuer à l'épanouissement des enfants et des jeunes et à leur intégration en favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands³⁹.

• **Fonds national de gestion administrative : 1,62 milliard d'euros**

Les dépenses de gestion s'élèvent à :

. 2,11 milliards d'euros dans les comptes consolidés de la branche Famille (+ 1,6 % en 2006 en monnaie constante après + 2,5 % en 2005) : 1,94 milliard de charges de gestion courante des Caf et 0,17 milliard de contribution au Fnga de l'Acos⁴⁰ et de l'Ucanss ;

. **1,62 milliard d'euros** si l'on prend en compte les **dépenses du Fnga**, compte tenu du solde des opérations en capital. Ces dépenses ont progressé de + 18,5 % en monnaie constante en neuf ans (+ 2 % en 2006, - 8,6 % en 2005, + 4,9 % en 2004, T1PF 6722).

Plusieurs phénomènes expliquent cette évolution :

- la mise en place d'une nouvelle classification des agents de la Sécurité sociale au 1^{er} janvier 1993 a majoré les dépenses de personnel avec un effet induit sur plusieurs années ;
- l'intégration au 1^{er} janvier 1994 du régime de retraite de la Sécurité sociale (Cpposs) au régime Arrco-Agirc *majora ponctuellement les dépenses 1994 de 370 millions de francs* ;
- la mise en œuvre du plan d'économies de la loi de Sécurité sociale en 1996 et surtout 1997 minore les dépenses (204 millions en 1996 et 272 millions en 1997) ;
- l'arrivée à échéance de certains dossiers immobiliers importants augmente l'enveloppe de crédits à compter de 1996 ;

- à compter du dernier trimestre 1997 et sur les années 1998 et 1999, les caisses et la Cnaf ont mobilisé des moyens importants pour prendre en charge le nouveau modèle informatique de traitement des prestations légales « Cristal » ;

- **en 2000**, compte tenu des difficultés rencontrées par la branche Famille pour atteindre les engagements de service, la Cnaf a négocié avec l'Etat et obtenu 720 emplois complémentaires. Ces emplois ont permis, notamment, de consolider les moyens précaires recrutés lors des exercices précédents pour la montée en charge de Cristal ;

- **l'exercice 2001**, première année de la deuxième Cog, est marqué par les cinq faits suivants :

. la mise en œuvre d'un budget unique de gestion avec le transfert de la gestion administrative de l'action sociale vers le Fnga ;

. les conséquences de la **mise en œuvre de l'euro** avec la remontée au niveau national de tous les fonds non comptabilisés au 31 décembre 2001. Cette décision a facilité les opérations de conversion, mais elle a minoré artificiellement la consommation 2001 et majoré celle de 2002 (374 millions de francs) ;

. la mise en œuvre de l'**Artt courant 2001** dans la branche Famille avec la création de 1 415 emplois en gestion administrative. **La création de ces emplois s'étale sur 2001 et 2002** ;

. la suppression, à compter de 2001, du financement, par le Fnga des caisses nationales, des dépenses de gestion de la branche Recouvrement ce qui minore les dépenses du Fnga de la branche Famille. Le financement de l'**Acos** par la Cnaf (156 millions d'euros en 2003) est financé par le Fnpf. Les tableaux statistiques regroupent, sous la rubrique « gestion », la contribution du Fnpf au Fnga de l'Acos et de l'Ucanss ;

. la **Cog 2001-2004 n'a été signée que mi-2001** et les projets n'ont pu être menés à leur terme durant le deuxième semestre 2001. La sous-consommation des crédits en 2001 qui en découle explique en partie le fort taux d'évolution des dépenses en 2002 ;

- l'acquisition d'un nouveau siège pour la Cnaf majore les **dépenses 2002** de 72 millions d'euros ;

- en excluant les dépenses exceptionnelles 2002 qui mineurent artificiellement l'évolution 2003, **l'évolution entre 2002 et 2003 se situe à près de 9 %**. Cette progression importante est due notamment à **l'effet report de l'Artt** et à la concrétisation des plans d'investissement dans les Caf ;

- **l'exercice 2005**, première année de la troisième Cog, est marqué par les deux faits suivants :

- la signature de la Cog 2005-2008 a eu lieu fin juillet 2005 avec une approbation des budgets en

octobre 2005. Les projets, notamment d'investissement, n'ont pu que très partiellement être concrétisés ;

- la mise en œuvre des nouvelles classifications des agents et des cadres en février 2005 et des agents de direction mi-2005. Ces deux dispositifs privilégient dorénavant la valorisation des compétences au détriment de l'ancienneté.

En 2006, les charges de personnel (1,51 milliard d'euros) représentent 78 % des dépenses consolidées de gestion courante⁴¹ (1,94 milliard, après consolidation Cnaf, Caf, Certi et Cnedi, hors opérations en capital). Elles régressent en monnaie constante de - 1,7 % en 2006 en euros constants (après - 0,7 % en 2005) alors qu'elles avaient progressé en 2004 (+ 2,3 % en 2004).

Encadré 7 : Règles budgétaires... Cog

A compter de 1988, une réforme du dispositif budgétaire a été mise en œuvre en matière de gestion. Cette réforme a conduit la Cnaf, avec l'accord des pouvoirs publics, à définir de nouvelles règles budgétaires :

- une limite financière déterminée préalablement à l'élaboration du budget : c'est la notion de crédit de référence ;

- le crédit de référence est calculé sur une base connue de tous, visant à réduire progressivement les écarts de coût entre les Caf ;

- à l'intérieur de la limite financière, le gestionnaire peut décider des dépenses prioritaires. C'est le total de la dépense qui est limité. Sauf déviation manifeste, la tutelle n'intervient que si la limite financière est dépassée.

Grâce à une approche budgétaire pluriannuelle, d'une part, le gestionnaire connaît les règles d'évolution des ressources sur une période de trois à quatre ans et, d'autre part, il peut prévoir un report d'économies d'une année sur l'autre, les économies réalisées restant disponibles pour la caisse sous réserve d'atteinte des engagements de service.

Une nouvelle convention d'objectifs et de gestion⁴² (Cog) a été signée pour la période 2005-2008.

Notes

¹ Source : rapport 2006 de l'Agent comptable page 34.

Résultat net de la branche Famille

Millions d'euros	Montant	Ecart t - (t-1)
2002	1 029	
2003	426	-603
2004	-357	-783
2005	-1 314	-957
2006	-891	423

La tendance à la dégradation des comptes s'accroît sur la période 2003-2005. Le déficit 2006 est réduit de 423 millions par rapport à celui de 2006.

² Source : rapport 2003 de l'Agent comptable page 8.

³ Les données 1996 étant perturbées par le passage au droits constatés (cf. encadré 1), les évolutions sont étudiées sur une période de neuf ans (1997-2006). En conséquence, les évolutions sont données sur une période de neuf ans (et non dix). Cf. rapport 1996 de l'Agent comptable page 12 pour la mise en œuvre des droits constatés.

⁴ Avant la mise en place des droits constatés, lors de l'arrêté des comptes de l'exercice 1996, les balances mensuelles simplifiées (Bms) contenaient les paiements du mois et les droits du mois précédent.

A la fin de l'exercice 1996, en respect du principe d'indépendance des exercices, la Bms 13^e mois était constituée soit des paiements de janvier 1997 et des droits de décembre 1996, soit des charges à payer.

On se retrouve donc avec des séries comptables de dépenses comportant treize mois.

Depuis 1997, les Bms contiennent les paiements du mois suivant et les droits du mois.

Pour les prestations dont le paiement intervient le 5 du mois, les droits constatés de 1996 couvrent les Bms de février à décembre 1996, y compris la 13^e balance 1996. Pour ces prestations, la Bms de janvier 1996 contient les droits de décembre 1995 (11 931 Mf). Cet écart par rapport à la comptabilité figure en dépenses diverses dans les tableaux statistiques.

Pour les autres prestations, les droits constatés de 1996 couvrent les Bms de janvier à décembre 1996, y compris la 13^e balance 1996 (la Bms 13^e mois contient les charges à payer qui sont rattachées au mois de décembre 1996). Il s'agit de l'Ars, l'Aas, l'Aged, l'Afeama, les Hm, l'Ad et les Ft. Quant aux années suivantes, les droits constatés contiennent les Bms de janvier à décembre N, y compris la 13^e balance N.

⁵ Le transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux se poursuit : juillet 2004, La Poste ; janvier 2005, France Telecom, fonctionnaires de l'Etat hors éducation nationale ; juillet 2005, Education nationale. La Sncf, l'Edf-Gdf et la Ratp continueront à verser les prestations familiales, hors prestation jeune enfant et hors prestation logement (sauf pour la Sncf à l'exception du Cmg Paje).

⁶ Pour la Pars jusqu'en 2003, la Cnaf a comptabilisé l'intégralité des dépenses budgétaires au titre de l'année (au vu des factures). Jusqu'en 2003, l'emploi des reliquats budgétaires sur exercices antérieurs n'était comptabilisé à la Cnaf qu'après accord exprès de la Das. A partir de 2004, les dépenses de la Pars dans les Caf sont comptabilisées de façon identique (y compris les reliquats) à la Cnaf.

⁷ La Cades a été créée au 1^{er} janvier 1996 pour une durée initiale de treize ans et un mois. Cette durée a été prolongée de cinq ans en 1997. La Cades prend initialement en charge l'apurement des déficits accumulés par le régime général en 1994 et 1995, et par anticipation, dans la limite de 17 milliards, celui de 1996.

⁸ Source : rapport de juin 1996 de la Ccss pages 19-23.

⁹ Cf. chapitre 8 pour plus de détail sur la législation relative aux recettes. Par ailleurs, le chapitre 1 de la présente brochure compare le financement de l'Etat aux prestations

légales versées (en incluant le Fnh, le Fnal et le Rmi qui sont exclus de ce chapitre).

¹⁰ Cf. renvoi 1 du chapitre 8 pour le principe d'une garantie des ressources à la branche Famille.

¹¹ Les comptes du Fastif ne sont plus repris dans les comptes de la Cnaf en 2001 : ils figurent en recettes et en dépenses en 2000.

¹² Cf. rapport 2000 de l'Agent comptable page 13. Le fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de la Sécurité sociale (Forec) verse aux régimes de Sécurité sociale le montant correspondant aux allègements de cotisations patronales sur les bas salaires et à la prise en charge de l'aide relative à la réduction du temps de travail

¹³ L'essentiel du rendement de la réforme de la taxation des prêts d'épargne logement de plus de dix ans porte sur le stock des Pel en 2006.

¹⁴ Source : rapport de juillet 2007 de la Ccass page 3-2.

¹⁵ Source : rapport de juillet 2007 de la Ccass page 216.

¹⁶ En 2000, la contribution de la Cnaf à ce fonds a été remplacée par un financement par l'Etat qui représentait 0,3 % des recettes de la Cnaf.

¹⁷ Le tableau de la page 39 du rapport de juillet 2007 de la Ccass détaille les Itaf du régime général par type d'assiette : Itaf liés à la consommation (alcools et boissons non alcoolisées, tabacs, primes d'assurances automobiles, taxe sur les contributions à la prévoyance), Itaf acquittés par les personnes physiques (taxe sur les salaires, contribution additionnelle à la Ccass), Itaf liés à des activités économiques ou professionnelles (taxes sur les médicaments), autres Itaf (prélèvement social de 2 %...).

¹⁸ Cf. rapport de juin 2005 de la Ccass page 48.

¹⁹ Cf. rapport de juillet 2006 de la Ccass page 73.

²⁰ Cette réforme se traduit comptablement dès l'exercice 2005, qui intègre en « produits à recevoir » les droits de décembre 2005 servant de base aux règlements financiers de janvier 2006. Dans les tableaux statistiques, les 327,6 millions d'euros comptabilisés en 2005 figurent sur la ligne « 1 % sur le revenu des personnes physiques ».

²¹ Cf. rapport 2006 de l'Agent comptable page 38.

²² Cf. rapport de juin 2005 de la Ccass page 76.

²³ L'échéancier mensuel étant calé sur l'année civile contrairement à l'échéancier trimestriel.

Source : rapport de mai 2003 de la Ccass pages 70-71.

²⁴ Cf. rapport de septembre 2007 de la Ccass page 24.

Evolution	Pib volume	Masse salariale	Effectifs salariés	Salaire moyen
2002 (MA)	1,7 %			
2003 (MA)	1,1 %	1,9 %		
2004 (MA)	2,4 %	2,9 %		2,5 %
2005 (MA)	1,7 %	3,4 %	0,4 %	2,8 %
2005 1 ^{er} trim.	0,1 %			
2005 2 ^e trim.	0,0 %			
2005 3 ^e trim.	0,7 %			
2005 4 ^e trim.	0,2 %			
2006 (MA)	2,0 %	4,3 %	mars 06/05	3,3 %
2006 1 ^{er} trim.	0,7 %		1,5 %	
2006 2 ^e trim.	0,9 %			
2006 3 ^e trim.	0,1 %			
2006 4 ^e trim.	0,4 %			

²⁵ Cf. rapport 2006 de l'Agent comptable page 40.

²⁶ Les dépenses diverses ont retrouvé en 2002 leur niveau « habituel » après 1,1 milliard d'euros en 2001. La progression enregistrée en 2001 est, en particulier, due :

- à une provision de 428 millions d'euros au titre de la créance de la Cnaf sur le Forec pour l'exercice 2000 et comptabilisée en 2001 ;

- à une augmentation de 147 millions d'euros des admissions en non-valeurs et remises (apurements Acoass, régime agricole).

²⁷ Au titre de l'allocation logement virtuelle et de la participation au financement de l'aide aux associations.

Il est à noter que la contribution du Bapsa au Fnh au titre de l'exercice 2002 est comptabilisée en 2003 par la Cnaf. Toutefois, le chiffre statistique 2002 relatif à l'Alv tient compte de cette contribution du Bapsa en 2002 ; (elle est équilibrée au niveau des tableaux statistiques 2002 par une moindre dépense diverse de 84,913 millions d'euros).

²⁸ Cf. rapport 2005 de l'Agent comptable pages 49-50.

²⁹ Cf. chapitre 4. La régression constatée entre 1995 et 2005 est due au caractère particulier de l'exercice 1995, année de transition entre le système de comptabilisation en encaissements-décaissements et en droits constatés. Les dépenses d'Avpf 1995 couvrent 3 114 millions d'euros correspondant aux remontées de la Cnav à la Cnaf en 1994, 2 805 millions pour l'estimation de la validité 1995 (Dc) et 1 036 millions pour l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs, soit un total de 6 955 millions.

En millions d'euros (cf. T1PF 411)	Dépenses statistiques	Présentation comptable
Régularisations 1996-2001	- 265,56	265,56 produits exceptionnels
Validité 2005	+ 3 917,30	3 917,30 + 307,14
Régularisations 2002-2004	+ 307,14 =	= 4 224,43
Avpf 2005 stat.	3 958,87	Avpf 2005 en. charges compta.

³¹ Cette prise en charge par le Fnpf est de 15 % en 2001 (437 millions d'euros), de 30 % en 2002 (902 millions), de 60 % depuis 2003 (1 895 millions en 2003, cf. T1PF 6721 pour la série en monnaie constante).

³² Cette prestation s'apparente à une indemnité journalière maladie dans son mode de calcul. Cf. rapport 2002 de l'Agent comptable page 23.

³³ Source : Etudes et résultats, n° 266, Marie Ruault, Sophie Pénét, Valérie Le Corre, Carine Le Cosquer, Nathalie Vielfaure, Sylvie Le Laidier, Laurence De Roquefeuil, Nelly Bonnet « Les pères bénéficiaires du congé de paternité en 2002 ».

³⁴ Source : Cnaf - Dser Marie-Thérèse Escande, Fascicules d'Action sociale (données disponibles depuis 1995). Les dépenses d'action sociale des Caf regroupent les ressources du Fnas (dotations, limitatives par Caf, et prestations de service, non limitatives par Caf) et des ressources propres aux Caf (remboursement de prêts, prélèvement sur fonds de roulement, produit d'amortissement).

³⁵ C'est-à-dire après neutralisation des prix hors tabac et non de l'évolution de l'indice mixte prix-salaire retenu pour la revalorisation du budget de l'action sociale.

³⁶ Cf. rapport 2005 de l'Agent comptable page 48.

³⁷ Cf. Cnaf L'agence d'information n° 783 du 3 janvier 2006. Le surplus de cotisations pour la branche Famille est d'environ 112 millions d'euros. Les prestations de service n'étant plus remboursées à la Cnaf, le gain global est d'environ 50 millions d'euros.

³⁸ Il reste fixé à 5,2 % pour la Sncf, la Ratp et Edf-Gdf.

³⁹ Source : Cnaf - La lettre des allocations familiales, n° 7.

⁴⁰ Cf. rapport 2005 de l'Agent comptable page 49. La participation de la Cnaf au Fnga de l'Acosse et de l'Ucanss est fixée réglementairement à 18 % du total.

⁴¹ Fnga + budget des œuvres, hors opérations en capital.

⁴² Le deuxième contrat pluriannuel s'est terminé en 1993. Un troisième contrat a été signé pour les exercices 1994 à 1996. La première Cog a couvert la période de 1997 à 2000, la deuxième Cog signée en 2001 concerne la période 2001-2004.

TIPF 63 : Recettes, dépenses et variation du fonds de roulement de la CNAF depuis 1978 (en euros)

Pour ce tableau, on retient la définition comptable des recettes et des dépenses de la CNAF. Les soldes statistiques sont identiques aux soldes comptables.

Millions d'euros	1 978	1 980	1990 (1)	1996 (1)	1997 (1)	1998 (1)	1999 (1)	2000 (1)	2001 (1)	2002 (1)	2003 (1)	2004 (1)	2005 (1)	2006 (1)		2002	2003	2004	2005 CCSS	2006 CCSS
RECETTES	9 340	11 924	29 285	41 477,78	37 679,12	39 414,99	41 046,44	42 503,90	44 915,91	45 836,50	47 215,92	48 566,18	50 489,04	52 962,09	Produits	46 200,27	47 497,41	48 847,12	50 745,14	53 281
FNPF	8 551	10 801	26 978	38 455,72	34 629,07	36 188,88	37 623,67	38 898,33	41 369,62	41 787,80	43 038,26	43 870,28	45 439,90	47 799,99						
FNAS hors prélèv. FIPE	396	575	1 275	1 746,36	1 786,69	1 893,23	2 054,02	2 205,70	2 083,75	2 388,28	2 512,17	2 924,48	3 392,60	3 447,84						
FNGA	394	548	1 033	1 275,69	1 263,36	1 332,88	1 368,75	1 399,87	1 435,97	1 660,42	1 666,76	1 771,42	1 656,55	1 714,26						
DEPENSES	8 925	11 768	28 710	41 820,79	39 976,74	39 581,92	40 786,77	41 059,92	43 104,37	44 964,75	46 882,18	49 041,92	51 768,51	53 894,20	Charges y compris prélèvement FIPE NB : PAH en recette et dépenses diverses	45 171,13	47 071,46	49 204,15	52 059,63	54 172
FNPF	8 094	10 683	26 403	38 798,73	36 926,67	36 355,81	37 364,00	37 454,34	39 558,08	40 876,40	42 704,52	44 303,39	46 692,11	48 713,53						
FNAS yc financ. FIPE	433	566	1 275	1 746,36	1 786,70	1 893,23	2 054,02	2 205,70	2 110,32	2 427,92	2 560,30	2 967,11	3 419,85	3 466,41						
FNGA	399	520	1 033	1 275,69	1 263,36	1 332,88	1 368,75	1 399,87	1 435,97	1 660,42	1 666,76	1 771,42	1 656,55	1 714,26						
SOLDE	415	155	575	-343,01	-2 297,60	-166,93	259,67	1 443,98	1 784,97	871,75	285,60	-475,74	-1 279,47	-932,11	Résultat net	1 029,13	425,95	-357,03	-1 314,49	-891,0
FNPF (a)	457	118	575	-343,01	-2 297,60	-166,93	259,67	1 443,98	1 811,54	911,40	333,74	-433,11	-1 252,21	-913,54						
FNAS	-38	9							-26,57	-39,64	-48,14	-42,63	-27,25	-18,57						
FNGA	-5	28																		
Affectation au fonds d'investissement pour la petite enfance par la loi de financement pour 2001 (b) (4) (5)								228,67	26,57	39,64	48,14	42,63	27,25	18,57	Produits statistiques Produits comptables - Recettes exceptionnelles AVPF			Idem comptabilité	50 479,58 50 745,14 -265,56	Idem comptabilité
Le fonds de roulement au 31-12-2000 inclut 229 millions d'euros affectés au compte de réserve pour le financem								228,67	202,11	162,46	114,33	71,69	44,44	25,87						
Le fonds de roulement au 31-12-2001 inclut 202 millions d'euros au titre du FIPE																				
Le fonds de roulement au 31-12-2002 inclut 162 millions d'euros au titre du FIPE																				
Le fonds de roulement au 31-12-2003 inclut 114 millions d'euros au titre du FIPE																				
Le fonds de roulement au 31-12-2004 inclut 72 millions d'euros au titre du FIPE																				
Le fonds de roulement au 31-12-2005 inclut 44,44 millions d'euros au titre du FIPE																				
Le fonds de roulement au 31-12-2006 inclut 25,87 millions d'euros au titre du FIPE																				
Apurement du report à nouveau repris par la CADES (3)				7 974,76		2 996,49														
SOLDE CUMULE	3 860	4 199	7 576												Montant du fonds de roulement de la branche Famille (excédent des capitaux propres sur l'actif immobilisé net)		6 274,5 Variation	3 742,8 -2 531,7	2 852,1 -890,7	
FNPF	3 752	4 073	7 116	982,90	-1 314,72	1 514,83	1 774,49	3 218,47	5 003,45	5 875,20	6 160,80	5 685,06	4 405,59	3 473,48						

(1) Depuis l'arrêté du 1^{er} août 1991, la fraction des cotisations affectée à l'action sociale et à la gestion est fixée en montant et non en taux. Ces montants conduisent à une variation du fonds de roulement nul en 1990 pour le FNGA et le FNAS. Le tableau 63 reprend la présentation comptable et non statistique des recettes et des dépenses du FNGA et du FNAS afin de bien faire apparaître les recettes affectées. Par contre, dans le tableau 62, la ventilation par fonds des cotisations a été calculée afin de prolonger la série.

(2) Rapport de l'Agent comptable sur le compte financier CNAF août 1995 page 16 : 3 663 267 958,32 francs de report à nouveau résultant de la remise à zéro des réserves antérieures. (3) Report à nouveau repris par la CADES : compte financier de l'exercice 1996 (52 311 MF), exercice 1998 (19 656 MF, annexe II). (4) Rapport de l'Agent comptable sur le compte financier CNAF juin 2001 page 103. (5) Rapport de l'Agent comptable sur le compte financier CNAF juin 2002 pages 101 et 105.

Passage des données comptables aux chiffres statistiques (en euros)

En millions d'euros	1996 DC	1997 DC	1998 DC	1999 DC	2000 DC	2001 DC	2002 DC	2003 DC	2004 DC	2005 DC	2006 DC
Recettes comptabilité CNAF	41 477,78	37 679,12	39 414,99	41 046,44	42 503,90	44 915,91	45 836,50	47 215,92	48 566,18	50 489,04	52 962,09
AVPF - garantie de ressources	Suppression garantie de ressources				-8,23					-265,56	
Recettes PAH			-34,45	-31,71	-29,23	-27,67	-25,75	-23,71	ds divers	-18,60	-18,12
Moindres dépenses BMAF				-10,21							
Charges / mesures en faveur de l'emploi : moindre recette		-46,19									
Intérêts créditeurs ACOSS : moindre recette	-19,82	-0,15	-3,51	-1,68							
Recettes en capital du FNGA	-52,76	-60,23	-67,08	-69,97	-77,00	-140,10	-87,40	-91,16	-91,65	-93,75	-92,44
Recettes diverses statistiques correspondant au prélèvement sur les réserves du FIPE							39,64	48,14			
Recettes diverses statistiques yc contribution au FNH du BAPSA pour 2002 (-> comptabilité CNAF 2003)							84,91				
Ecart sur les dépenses / TIPF 671	-0,09	0,01	0,12	-0,06	0,01	-0,03	0,00	0,00		0,00	0,00
Recettes statistiques ajustées DC	41 405,20	37 572,54	39 309,95	40 924,63	42 397,67	44 748,14	45 847,91	47 149,18	48 474,53	50 111,13	52 851,53
Vérification											
Dépenses comptabilité CNAF	41 820,79	39 976,74	39 581,92	40 786,77	41 059,92	43 104,37	44 964,75	46 882,18	49 041,92	51 768,51	53 894,20
AVPF - garantie de ressources	Suppression garantie de ressources				-8,23					-265,56	
Recettes PAH			-34,45	-31,71	-27,67	-25,75	-23,71	ds divers		-18,60	-18,12
Moindres dépenses BMAF				-10,21							
Charges / mesures en faveur de l'emploi : moindre recette		-46,19									
Intérêts créditeurs ACOSS : moindre recette	-19,82	-0,15	-3,51	-1,68							
Prise en compte en statistique de la contribution au FNH du BAPSA pour 2002 (comptabilité CNAF 2003)							84,91				
Recettes en capital du FNGA	-52,76	-60,23	-67,08	-69,97		-140,10	-87,40	-91,16	-91,65	-93,75	-92,44
FNAS statistique y compris le prélèvement sur les réserves du FIPE								48,14			
Dépenses statistiques ajustées DC	41 748,21	39 870,16	39 476,89	40 664,97	40 953,69	42 936,60	44 936,51	46 815,44	48 950,27	51 390,60	53 783,64
Vérification										0,00	4,06
Solde	-343,01	-2 297,62	-166,93	259,67	1 443,98	1 811,54	911,40	333,74	-475,74	-1 279,47	-932,11

TIPF 641 : Substituts de cotisations pris en charge et solde de la CNAF en euros courants (depuis 1982)

Millions d'euros courants	1982	1985	1990	1995	1996 DC	1997 DC	1998 DC	1999 DC	2000 DC (T)	2001 DC (T) (2)	2002 DC (T)	2003 DC (T)	2004 DC (T)	2005 DC (T)	2006 DC (T)	Structure 2006	Evolution 2006 / 2005	2006 - 2005
1 + 2 + 3. Aide à l'insertion et à la réinsertion		26,1	135,8	243,3	301,3	291,5	428,7	316,2	296,3	292,2	258,1	210,8	193,2	201,6	207,1	6,4 %	2,7 %	5,5
1. Apprentissage (RG + RS)			37,0	42,5	64,0	68,1	80,0	84,0	82,7	81,8	89,4	94,8	92,9	101,8	113,8	3,5 %		
2.1 Emploi des jeunes		26,1	93,0	45,5	59,5	53,9	62,8	64,8	69,8	76,3	75,5	69,6	65,2	53,8	14,8	0,5 %		
2.2 Exonération jeunes				4,2	1,8													
3.1 Chômeurs de longue durée			5,8															
3.2 Contrats de retour à l'emploi métropole (RG + RS)				143,5	53,9	31,1	25,2	12,8	6,5	8,6	6,1	4,7	3,4	2,0	1,4	0,0 %		
3.3 Contrats de retour à l'emploi DOM				0,6	0,6	0,6	0,2	0,2										
3.4 Contrats initiative à l'emploi (RG + RS)				6,9	117,7	176,4	251,2	140,9	124,4	110,8	75,7	31,1	20,0	14,4	10,8	0,3 %		
3.5 Contrats emploi RMI, insertion RMI, professionnalisation, RBS				0,1	0,1								1,2	19,4	63,7	2		
3.6 Contrat d'accès emploi DOM					3,6	7,6	9,1	6,3	3,5	6,8	4,4	3,7	3,1	4,2				
3.7 Mesure d'insertion : loi contre l'exclusion (9.07.1998)								7,3	9,5	8,0	7,0	7,0	7,4	6,0	2,6	0,1 %		
3.8 Charges / mesures en faveur de l'emploi (moindres recettes)						-46,2												
4. Aide à l'embauche					0,0	17,8	45,4	50,5	59,1	145,9	209,1	188,6	223,9	226,7	261,7	8,0 %	15,4 %	35,0
4.1 Zone de revitalisation rurale					0,0													
4.2 Zones franches urbaines						9,7	27,6	32,9	41,5	43,7	46,6	41,3	49,0	49,1	49,7	1,5 %		
4.3 Zone de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine						3,8	9,9	10,1	9,5	10,2	6,6	5,7	5,8	8,0	32,3	1,0 %		
4.4 Zone franche Corse						4,3	7,9	7,5	8,0	7,9	4,7	2,8	1,6	0,8	0,2	0,0 %		
4.5 Loi Outre-mer										84,2	151,3	138,8	167,5	168,8	179,5	5,5 %		
5 + 6 + 7. Maintien des emplois et réduction du temps de travail				2 416,5	2 554,4	1 490,2	1 513,5	1 512,4	2 421,5	2 795,1	2 840,1	2 946,0	3 096,0	2 826,9	112,1	3,4 %	-96,0 %	-2 714,7
5. Exonération et réduction bas salaires				2 416,5	2 538,9	1 405,2	1 354,2	1 284,7	1 268,5	1 117,1	818,1	395,8	15,8	-0,2				
6. Aménagement et réduction du temps de travail					0,5	34,6	124,1	224,7	1 143,8	1 665,2	2 002,6	2 531,0	212,5	37,8	3,7	0,1 %		
6.1 Aménagement de la réduction du temps de travail (loi Robien)					0,5	34,6	115,6	121,8		93,3	94,4	97,6	88,2	2,4				
6.2 Loi Aubry sur les 35 heures							8,5	102,9										
6.3 Loi Aubry 1									409,6	437,3	427,9	351,1	-1,3					
6.4 Loi Aubry 2									640,9	1 133,6	1 477,1	784,6	0,3					
6.5 Allègement général des cotisations patronales													-13,0					
6.6 Aménagement réduction du temps de travail													224,2	37,8	3,7	0,1 %		
7.1 Allègement des cotisations patronales													2 833,9	2 718,2				
7.2 Salariés, créateurs ou repreneurs d'entreprises													0,04	1,83	1,68	0,1 %		
7.3 Jeunes entreprises innovantes - Sportifs professionnels													8,8	18,7	27,1	0,8 %		
7.4 Mesures 2007															45,7	1,4 %		
Exonérations pôles de compétitivité															18,0			
Associations ou entreprises de service à la personne															27,6			
Contrat volontariat insertion															0,1			
8. Aide au maintien des emplois dans des secteurs spécifiques					14,9	50,4	35,2	3,0	9,3	12,7	19,5	19,2	25,0	50,5	33,9	1,0 %		
8.1 Réduction de cotisations hôtels, cafés, restaurants							1,8	4,7	3,8	12,7	19,4	19,2	25,0	26,9	33,9	1,0 %		
8.2 Plan textile - Autres prises en charge de cotisations par l'Etat					14,9	50,4	33,4	-1,7	2,5		0,0			23,6	0,0004	0,0 %		
8.3 Exonération spécifique Pêche maritime									2,9	0,1								
9. Exonération garantie de ressources (c)				0,8	1,4	2,5	3,5	-8,2										
1 à 9. Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC	67,7	26,1	135,8	2 660,6	2 857,2	1 801,9	1 991,1	1 870,9	2 776,9	3 233,2	3 307,3	3 345,4	3 513,1	3 255,2	580,9	17,8 %	-82,2 %	-2 674,2
10.1 Cotisations prises en charge par la Sécurité Sociale (d1)			100,0	188,0	192,8	193,9	203,9	203,1	200,7	203,8	223,0	236,1	271,7	266,3	262,1	Cumul milliards euros courants		-4,2
10.11 Cotisations prises en charge par la CNAM			100,0	188,0					200,7	203,8	223,0	236,1	271,7	266,3	262,1			
10.2 Cotisations autre entité publique (d2)												0,2	0,4					
11. Subvention au BAPSA		173,6	292,1															
Ensemble des cotisations prises en charge (1)	67,7	199,7	527,9	2 848,6	3 050,0	1 995,8	2 195,1	2 073,9	2 977,6	3 437,0	3 530,3	3 581,7	3 785,1	3 521,5 (3)	843,1 (3)	40,2		-2 678,4 (3)

(1) Y compris la subvention BAPSA, les cotisations prises en charge par la CNAM qui ne sont pas prises en compte sous cet intitulé dans le tableau 6511(0), à la différence de la garantie de ressources.

(2) Financement par le FOREC conforme à l'annexe 0-0 du rapport de l'Agent comptable, page 96.

(3) Par ailleurs, la réforme du mode de compensation des dispositifs d'aide à l'emploi, par transfert de recettes fiscales à la branche « Famille », génère 327 millions d'euros de produits à recevoir, pris en compte dans les tableaux statistiques à l'exception de celui-ci.

TIPF 6511 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CNAF	1996 DC "13 mois"	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 CNAF	2006 Branche F.
1. Cotisations sociales	8 957,60	11 706,71	26 022,85	29 250,88	24 710,55	25 612,72	25 987,16	27 815,11	29 908,64	30 576,82	31 295,63	32 086,39	32 842,80	31 292,78	31 292,78
Cotisations sociales des actifs (a)	8 957,60	11 706,71	25 494,92	26 200,86	22 714,70	23 417,60	23 913,24	24 837,48	26 471,67	27 046,47	27 713,98	28 301,25	29 321,33	30 449,73	30 449,73
Cotisations sociales sur salaires	8 453,45	11 035,94	22 836,51	22 834,03	20 273,53	20 762,70	21 138,52	21 997,81	23 341,02	23 911,25	24 434,80	25 117,15	25 950,94	26 910,69	26 910,69
Régimes général et minier	6 613,24	9 198,93	19 172,55	19 596,09	16 676,12	17 167,74	17 669,54	18 389,19	19 621,37	20 066,96	20 551,07	21 230,93	21 944,37	25 478,42	25 478,42
Salariés agricoles	108,39	159,77	353,83	351,24	417,86	368,47	278,52	293,02	394,39	417,37	426,56	444,57	464,98	486,19	486,19
Régimes spéciaux métropole	1 731,82	1 677,24	3 287,56	2 861,62	3 150,86	3 203,53	3 160,73	3 284,10	3 293,25	3 394,30	3 422,84	3 441,65	3 500,64	899,81	899,81
Régimes spéciaux DOM			22,56	25,08	28,69	22,96	29,73	31,50	32,01	32,62	34,33	38,37	40,95	46,28	46,28
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	491,34	655,84	2 618,46	2 807,35	2 337,35	2 512,66	2 602,61	2 659,93	2 975,66	3 017,46	3 167,28	3 081,08	3 269,51	3 429,66	3 429,66
ETI	491,34	655,84	2 275,15	2 541,78	2 044,49	2 210,36	2 253,04	2 345,43	2 671,54	2 730,42	2 880,29	2 802,67	2 994,75	02,54	3 161,12
Exploitants agricoles hors subvention de l'Etat			343,32	265,57	292,85	302,31	349,57	314,50	304,12	287,04	286,99	278,41	274,76	12,50	268,54
Majorations et pénalités	12,81	14,94	39,94	559,49	103,82	142,23	172,11	179,74	154,99	117,76	111,90	103,02	100,89	109,38	109,38
Cotisations sociales prises en charges (b)			527,93	3 050,02	1 995,85	2 195,11	2 073,92	2 977,63	3 436,97	3 530,35	3 581,65	3 785,14	3 521,46	843,05	843,05
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités			427,92	2 857,20	1 801,95	1 991,18	1 870,85	2 777,01	3 233,20	3 307,37	3 345,58	3 513,48	3 255,15	580,92	580,92
Cotisations prises en charge par l'Etat (cf. TIPF 641) ©			135,83	2 857,20	1 801,95	1 991,18	1 870,85	737,28	579,52	494,94	418,93	3 527,92	3 255,15	580,92	580,92
Cotisations prises en charge par le FOREC (cf. TIPF 641) (d)								2 039,74	2 653,68	2 812,43	2 926,48	-14,85			
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			100,01	192,82	193,90	203,93	203,06	200,62	203,78	222,98	236,08	271,66	266,31	262,14	262,14
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)			683,73	7 628,55	7 820,48	8 437,29	9 044,95	8 930,12	9 312,40	9 482,74	9 723,35	9 993,41	10 759,50	14 578,26	14 578,26
Contribution sociale généralisée				7 497,90	7 686,94	7 761,94	8 178,58	8 728,14	9 302,63	9 482,74	9 723,35	9 993,33	10 431,91	11 083,81	11 083,81
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)			683,73	130,65	133,55	675,35	866,37	201,98	9,77	0,001		0,08	327,60	3 494,45	3 494,45
1% sur le revenu des personnes physiques (COPH)													327,60	0,95	0,95
Impôts et taxes liés à la consommation														1 297,74	1 297,74
Impôts et taxes acquittés par les personnes morales														1 673,46	1 673,46
Impôts et taxes liés à des activités économiques ou professionnelles														522,30	522,30
3. Remboursement de prestations par l'Etat (h)			2 420,13	4 299,28	4 708,74	4 757,83	5 652,96	5 261,88	5 053,31	5 285,57	5 466,14	5 771,75	6 006,35	6 295,87	6 296,10
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)							707,97	722,39	753,65	795,79	833,16	899,71	971,73	1 064,15	1 064,15
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)			2 391,47	3 630,27	3 524,32	3 679,51	3 877,85	4 028,16	4 237,53	4 430,47	4 577,07	4 811,66	5 031,85	5 230,44	5 230,44
Autres contributions publiques (contrats crèches) (i)			28,66	42,14	37,85	42,99	47,87	50,43	54,01	57,79	55,51	60,34	2,03		
Autres remboursements				626,87	1 146,57	1 035,33	1 019,27	460,90	8,12	1,52	0,40	0,04	0,75	1,27	1,51
Allocation de rentrée scolaire (ARS)				503,84	1 020,95	1 034,56	1 019,58	316,47	8,12	1,52	0,40	0,04			
Aide à la scolarité				123,03	125,62	0,76	-0,30	0,06							
Remboursements du FASTIF								144,37							
5. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge par le FOREC)	100,77	190,10	175,62	222,71	222,97	224,63	229,13	230,20	233,58	211,86	186,97	193,43	189,61	149,04	148,99
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	21,04	40,09	126,69	165,16	166,75	170,29	175,93	176,21	179,88	160,72	132,21	138,37	132,12	132,64	132,64
Contribution aux frais de gestion ALS, ALT, FNAL CANSSM	19,06	28,66	50,46	63,88	60,22	62,81	65,86	66,82	70,85	75,80	76,43	80,60	80,34	82,99	82,99
Contribution aux frais de gestion ALS														82,12	82,12
Contribution aux frais de gestion ALT														0,86	0,86
Contribution aux frais de gestion FNAL CANSSM														0,01	0,01
Contribution aux frais de gestion APL	1,98	11,43	76,22	101,29	106,53	107,48	110,07	109,39	109,02	84,92	55,78	57,77	51,78	49,65	49,65
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	15,24	19,82	48,94	57,55	56,22	54,35	53,20	53,98	53,70	51,14	54,76	55,02	57,50	16,34	16,34
Autres (compens. démographique, contrib. BAPSA)	64,49	130,19										0,04		0,05	
6. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 + 10 + 11 - FNH - FNAL)	281,88	26,83	92,08	3,69	109,81	277,61	10,37	160,38	240,19	643,28	825,31	802,14	681,31	535,58	965,24
dont subvention d'équilibre (des CAF aux œuvres)										350,60	419,69	433,14	ND		ND
Revenus des capitaux (j)	1,68	19,51	77,75					15,78	75,60					57,45	
Remboursements PJM (k)			0,91	0,20	0,21				28,47					0,01	
Recettes diverses, prélèv. FIPE, - recettes capital FNGA, ajust. stat.	280,20	7,32	13,42	3,49	109,60	277,61	10,37	144,60	136,12					478,12	-0,02
Recettes CNAF (FNPf + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	9 340,25	11 923,65	29 394,41	41 405,11	37 572,55	39 310,08	40 924,57	42 397,68	44 748,11	18 017,88	18 479,56	19 218,30	20 018,75	52 851,53	
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèches) (b-f+g+h-f)			3 503,13	14 742,89	14 293,31	15 143,31	16 520,90	16 918,58	17 544,89	46 200,27	47 497,41	48 847,12	50 479,58	21 455,05	21 455,05
Total des produits de la branche Famille														0	53 281,37

TIPF 6521 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros 2006	1978 CNAF	1990 CNAF	1996 DC "13 mois"	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 CNAF	2005 Branche F.	2006 CNAF	2006 Branche F.
1. Cotisations sociales	26 857,36	33 784,77	33 636,52	28 116,60	28 965,42	29 242,67	30 809,12	32 616,86	32 776,61	32 776,61	32 923,00	33 198,99	33 401,00	33 401,00	31 292,78	31 292,78
Cotisations sociales des actifs (a)	26 857,36	33 099,37	30 129,21	25 845,65	26 482,97	26 908,94	27 510,97	28 868,67	28 992,28	28 992,28	29 155,10	29 282,60	29 819,69	29 819,69	30 449,73	30 449,73
Cotisations sociales sur salaires	25 345,78	29 648,03	26 257,58	23 068,00	23 480,54	23 786,62	24 365,64	25 454,55	25 631,50	25 631,50	25 705,41	25 988,09	26 392,01	26 392,01	26 910,69	26 910,69
Régimes général et minier	19 828,32	24 891,21	22 534,17	18 974,73	19 415,00	19 883,07	20 368,60	21 398,08	21 510,64	21 510,64	21 619,73	21 967,12	22 317,34	22 317,34	25 478,42	25 478,42
Salariés agricoles	324,99	459,37	403,91	475,46	416,70	313,42	324,56	430,10	447,40	447,40	448,74	459,99	472,88	472,88	486,19	486,19
Régimes spéciaux métropole	5 192,48	4 268,16	3 290,67	3 585,16	3 622,88	3 556,68	3 637,60	3 591,45	3 638,50	3 638,50	3 600,83	3 560,99	3 560,14	3 560,14	899,81	899,81
Régimes spéciaux DOM		29,29	28,84	32,65	25,96	33,45	34,89	34,91	34,97	34,97	36,12	39,70	41,65	41,65	46,28	46,28
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	1 473,18	3 399,48	3 228,26	2 659,52	2 841,57	2 928,65	2 946,24	3 245,10	3 234,55	3 234,55	3 331,98	3 187,92	3 325,08	3 325,08	3 429,66	3 429,66
ETI	1 473,18	2 953,77	2 922,88	2 326,30	2 499,69	2 535,29	2 597,89	2 913,45	2 926,85	2 926,85	3 030,07	2 899,85	3 045,65	3 045,65	3 161,12	3 161,12
Exploitants agricoles hors subvention de l'Etat		445,72	305,38	333,22	341,88	393,36	348,36	331,65	307,69	307,69	301,91	288,06	279,43	279,43	268,54	268,54
Majorations et pénalités	38,40	51,86	643,37	118,13	160,85	193,68	199,08	169,02	126,23	126,23	117,71	106,59	102,60	102,60	109,38	109,38
Cotisations sociales prises en charges (b)		685,40	3 507,31	2 270,95	2 482,45	2 333,72	3 298,15	3 748,19	3 784,33	3 784,33	3 767,90	3 916,39	3 581,31	3 581,31	843,05	843,05
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		555,56	3 285,59	2 050,32	2 251,83	2 105,22	3 075,93	3 525,96	3 545,31	3 545,31	3 519,55	3 635,31	3 310,48	3 310,48	580,92	580,92
Cotisations prises en charge par l'Etat (cf. TIPF 641) ©		176,35	3 285,59	2 050,32	2 251,83	2 105,22	816,64	631,99	530,54	530,54	440,71	3 650,25	3 310,48	3 310,48	580,92	580,92
Cotisations prises en charge par le FOREC (cf. TIPF 641) (d)							2 259,29	2 893,97	3 014,77	3 014,77	3 078,66	-15,36				
Cotisations prises en charge par d'autres entités publiques (e)											0,18	0,42				
Subvention de l'Etat au BAPSA		379,22														
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)		129,84	221,73	220,63	230,63	228,50	222,22	222,23	239,02	239,02	248,35	281,08	270,83	270,83	262,14	262,14
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)		887,67	8 772,31	8 898,44	9 541,73	10 178,05	9 891,35	10 155,63	10 164,96	10 164,96	10 228,97	10 339,93	10 942,38	10 942,38	14 578,26	14 578,26
Contribution sociale généralisée			8 622,07	8 746,49	8 777,98	9 203,15	9 667,63	10 144,98	10 164,95	10 164,95	10 228,97	10 339,85	10 609,21	10 609,21	11 083,81	11 083,81
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)		887,67	150,24	151,95	763,75	974,90	223,72	10,65	0,001	0,001		0,083	333,166	333,166	3 494,451	3 494,451
3. Remboursement de prestations par l'Etat (h)		3 141,99	4 943,87	5 357,78	5 380,63	6 361,13	5 828,26	5 510,89	5 665,83	5 665,83	5 750,38	5 971,89	6 108,20	6 108,44	6 295,87	6 296,10
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)						796,66	800,15	821,89	853,04	853,04	876,49	930,91	988,24	988,24	1 064,15	1 064,15
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		3 104,78	4 174,56	4 010,10	4 161,16	4 363,64	4 461,75	4 621,23	4 749,21	4 749,21	4 815,08	4 978,51	5 117,37	5 117,37	5 230,44	5 230,44
Autres contributions publiques (contrats crèches) (i)		37,21	48,45	43,07	48,62	53,87	55,86	58,90	61,95	61,95	58,40	62,43	2,06	2,06		
Autres remboursements			720,86	1 304,61	1 170,85	1 146,96	510,51	8,86	1,63	1,63	0,42	0,04	0,52	0,76	1,27	1,51
Allocation de rentrée scolaire (ARS)			579,39	1 161,68	1 169,99	1 147,31	350,54	8,86	1,63	1,63	0,42	0,04				
Aide à la scolarité			141,47	142,93	0,86	-0,34	0,06									
Remboursements du FASTIF						159,91										
5. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge par le FOREC)	302,13	228,00	256,10	253,71	254,04	257,83	254,98	254,73	227,10	227,10	196,69	200,14	192,84	192,84	149,04	148,99
Contribution du FNAL	57,14	65,51	73,45	68,52	71,03	74,11	74,01	77,27	81,26	81,26	80,40	83,39	81,70	81,70	82,99	82,99
Contribution du FNH	5,94	98,96	116,47	121,22	121,55	123,86	121,17	118,90	91,02	91,02	58,68	59,77	52,66	52,66	49,65	49,65
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	45,71	63,53	66,18	63,97	61,46	59,87	59,80	58,56	54,82	54,82	57,61	56,93	58,41	58,47	16,34	16,34
Autres (compens. démographique, contrib. BAPSA, subv. d'équilibre)	193,35											0,04	0,07		0,05	
6. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 + 10 + 11 - FNH - FNAL)	845,15	119,54	4,24	124,94	313,95	11,67	177,64	261,94	311,85	689,56	868,23	829,96	318,43	692,89	535,58	965,24
dont subvention d'équilibre (des CAF aux œuvres)										375,82	441,51	448,16				
Revenus des capitaux (j)	5,03	100,94					17,48	82,44	129,10				84,02		57,45	
Remboursements PJM (k)		1,19	0,23	0,24				31,05	0,02				0,01		0,01	
Recettes diverses, prélèvement sur le FIPE, ajustement statistique	840,12	17,42	4,01	124,70	313,95	11,67	160,16	148,44	182,73				234,40		478,12	-0,02
Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	28 004,64	38 161,98	47 613,06	42 751,47	44 455,77	46 051,34	46 961,35	48 800,04	49 146,35	49 146,35	49 314,14	49 524,06	50 962,85	50 962,85	52 851,53	52 851,53
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèches) (b-f+g+h-f)		4 548,01	16 953,32	16 263,48	17 125,57	18 590,53	18 739,69	19 133,58	19 314,14	19 314,14	19 440,50	19 884,70	20 358,99	20 358,99	21 455,05	21 455,05
Total des produits de la branche Famille																53 281,37

TIPF 6522 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable en euros constants

Millions d'euros 2006										2002	2003	2004		2005		2006
Ventilation comptable des charges du compte de résultat										49 524,06	49 967,28	50 540,91		51 607,63		53 281,37
A. Cotisations, impôts et taxes affectés										39 926,80	40 073,32	43 554,29		44 343,38		45 871,03
Cotisations sociales (idem a)										28 992,28	29 155,10	29 282,60		29 819,69		30 449,73
Cotisations prises en charges par l'Etat (hors FOREC, idem c)										530,54	440,71	3 650,25		3 310,48		580,90
Cotisations prises en charges par la Sécurité sociale (idem f)										239,02	248,35	281,08		270,83		262,14
Produits d'entités publiques autres que l'Etat (idem e)											0,18	0,42				
Impôts, CSG (idem g)										10 164,96	10 228,97	10 339,93		10 609,21		11 083,81
B. Produits techniques										8 733,79	8 886,23	6 013,41		6 166,91		6 312,44
Transferts reçus d'organismes de SS et assimilés (yc FOREC) (d + j)										3 069,59	3 136,27	41,56		58,47		16,34
Cotisations prises en charge par le FOREC (d)										3 014,77	3 078,66	-15,36				
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)										54,82	57,61	56,93		58,47		
Contributions publiques : remboursements. AAH, API, contrats crèches(h)										5 664,20	5 749,96	5 971,85		6 108,44		6 296,10
C. Autres produits										863,47	1 007,73	973,21		1 097,33		1 097,90
Divers produits techniques (yc FNAL, FNH)										250,95	183,50	160,42		149,45		291,80
Reprises sur provisions										10,16	287,74	272,94		37,03		158,60
Produits financiers										138,67	127,84	112,30		95,12		70,10
Produits de gestion courante										378,56	320,61	340,30		342,51		301,40
Produits exceptionnels (ajustement stat)										85,14	88,04	87,25		473,22		276,00

TIPF 6523 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Evolution en euros constants (en %)	CNAF 1979/1978	CNAF 1991/1990	CNAF 97DC/96DC "13 mois"	CNAF 1998/1997	CNAF 1999/1998	CNAF 2000/1999	CNAF 2001/2000	CNAF 2002/2001	CNAF 2003/2002	Branche 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	CNAF 2006/2005	Branche 2006/2005	Rapport sur 9 ans (et non 10 ans) Branche 2006 / CNAF 1997	
1. Cotisations sociales	11,44 %	-15,56 %	-16,41 %	3,02 %	0,96 %	5,36 %	5,87 %	0,49 %	0,45 %	0,45 %	0,84 %	0,61 %	-6,31 %	-6,31 %		11,30 %
Cotisations sociales des actifs (a)	11,44 %	-16,07 %	-14,22 %	2,47 %	1,61 %	2,24 %	4,94 %	0,43 %	0,56 %	0,56 %	0,44 %	1,83 %	2,11 %	2,11 %		17,81 %
Cotisations sociales sur salaires	11,36 %	-17,57 %	-12,15 %	1,79 %	1,30 %	2,43 %	4,47 %	0,70 %	0,29 %	0,29 %	1,10 %	1,55 %	1,97 %	1,97 %		16,66 %
Régimes général et minier	16,15 %	-16,71 %	-15,80 %	2,32 %	2,41 %	2,44 %	5,05 %	0,53 %	0,51 %	0,51 %	1,61 %	1,59 %	14,16 %	14,16 %		34,28 %
Salariés agricoles	15,61 %	-31,95 %	17,72 %	-12,36 %	-24,79 %	3,55 %	32,52 %	4,02 %	0,30 %	0,30 %	2,51 %	2,80 %	2,81 %	2,81 %		2,26 %
Régimes spéciaux métropole	-7,20 %	-21,03 %	8,95 %	1,05 %	-1,83 %	2,27 %	-1,27 %	1,31 %	-1,04 %	-1,04 %	-1,11 %	-0,02 %	-74,73 %	-74,73 %		-74,90 %
Régimes spéciaux DOM		-24,71 %	13,20 %	-20,47 %	28,84 %	4,30 %	0,06 %	0,15 %	3,28 %	3,28 %	9,93 %	4,90 %	11,12 %	11,12 %		41,76 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	12,91 %	-3,12 %	-17,62 %	6,85 %	3,06 %	0,60 %	10,14 %	-0,33 %	3,01 %	3,01 %	-4,32 %	4,30 %	3,15 %	3,15 %		28,96 %
ETI	12,91 %	1,17 %	-20,41 %	7,45 %	1,42 %	2,47 %	12,15 %	0,46 %	3,53 %	3,53 %	-4,30 %	5,03 %	3,79 %	3,79 %		35,89 %
Exploitants agricoles hors subvention de l'Etat		-31,54 %	9,12 %	2,60 %	15,06 %	-11,44 %	-4,79 %	-7,23 %	-1,88 %	-1,88 %	-4,59 %	-3,00 %	-3,90 %	-3,90 %		-19,41 %
Majorations et pénalités	11,90 %	-4,95 %	-81,64 %	36,17 %	20,41 %	2,79 %	-15,10 %	-25,32 %	-6,75 %	-6,75 %	-9,45 %	-3,74 %	6,61 %	6,61 %		-7,41 %
Cotisations sociales prises en charges (b)		8,88 %	-35,25 %	9,31 %	-5,99 %	41,33 %	13,65 %	0,96 %	-0,43 %	-0,43 %	3,94 %	-8,56 %	-76,46 %	-76,46 %		-62,88 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		2,08 %	-37,60 %	9,83 %	-6,51 %	46,11 %	14,63 %	0,55 %	-0,73 %	-0,73 %	3,29 %	-8,94 %	-82,45 %	-82,45 %		-71,67 %
Cotisations prises en charge par l'Etat (cf. TIPF 641) ©		31,70 %	-37,60 %	9,83 %	-6,51 %	-61,21 %	-22,61 %	-16,05 %	-16,93 %	-16,93 %	728,26 %	-9,31 %	-82,45 %	-82,45 %		
Cotisations prises en charge par le FOREC (cf. TIPF 641) (d)						28,09 %	4,17 %	2,12 %	2,12 %	2,12 %						
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)		37,96 %	-0,50 %	4,53 %	-0,92 %	-2,75 %	0,00 %	7,56 %	3,90 %	3,90 %	13,18 %	-3,65 %	-3,21 %	-3,21 %		18,81 %
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)		572,77 %	1,44 %	7,23 %	6,67 %	-2,82 %	2,67 %	0,09 %	0,63 %	0,63 %	1,08 %	5,83 %	33,23 %	33,23 %		63,83 %
Contribution sociale généralisée			1,44 %	0,36 %	4,84 %	5,05 %	4,94 %	0,20 %	0,63 %	0,63 %	1,08 %	2,61 %	4,47 %	4,47 %		26,72 %
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)		-78,63 %	1,14 %	402,62 %	27,65 %	-77,05 %										
3. Remboursement de prestations par l'Etat (h)		1,83 %	8,37 %	0,43 %	18,22 %	-8,38 %	-5,45 %	2,81 %	1,49 %	1,49 %	3,85 %	2,29 %	3,07 %	3,07 %		17,51 %
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)						0,44 %	2,72 %	3,79 %	2,75 %	2,75 %	6,21 %	6,16 %	7,68 %	7,68 %		
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		1,74 %	-3,94 %	3,77 %	4,87 %	2,25 %	3,57 %	2,77 %	1,39 %	1,39 %	3,39 %	2,79 %	2,21 %	2,21 %		30,43 %
Autres contributions publiques (contrats crèches) (i)		8,75 %	-11,11 %	12,88 %	10,79 %	3,69 %	5,45 %	5,18 %	-5,74 %	-5,74 %	6,91 %	-96,70 %				-100,00 %
Autres remboursements (ARS, ASA, FASTIF)			80,98 %	-10,25 %	-2,04 %	-55,49 %										
5. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge par le FOREC)	121,63 %	4,64 %	-0,94 %	0,13 %	1,49 %	-1,11 %	-0,10 %	-10,84 %	-13,39 %	-13,39 %	1,75 %	-3,65 %				-41,28 %
Contribution du FNAL	22,40 %	5,68 %	-6,72 %	3,67 %	4,33 %	-0,13 %	4,40 %	5,16 %	-1,05 %	-1,05 %	3,72 %	-2,03 %	-38,23 %	-38,23 %		-56,26 %
Contribution du FNH	276,92 %	7,17 %	4,07 %	0,27 %	1,90 %	-2,17 %	-1,88 %	-23,44 %	-35,53 %	-35,53 %	1,86 %	-11,89 %	yc FNH 05	yc FNH 05		yc FNH 97
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	15,00 %	-0,38 %	-3,33 %	-3,92 %	-2,59 %	-0,12 %	-2,06 %	-6,38 %	5,08 %	5,08 %	-1,18 %	2,71 %	RS -> CAF	RS -> CAF		
Recettes CNAF (FNPf + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	10,27 %	-0,36 %	-10,21 %	3,99 %	3,59 %	1,98 %	3,92 %	0,71 %	0,92 %				3,71 %			23,63 %
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèches) (b-f+g+h-f)		113,23 %	-4,07 %	5,30 %	8,55 %	0,80 %	2,10 %	0,94 %	0,65 %				5,38 %			31,92 %
Total des produits de la branche Famille										0,89 %	1,15 %	1,58 %		3,79 %		24,63 %

T1PF 653 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002

Part des recettes totales en %	1978 CNAF	1985 CNAF	1990 CNAF	1991 CNAF	1992 CNAF	1993 CNAF	1994 CNAF	1995 CNAF	1996 CNAF	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.
1. Cotisations sociales	95,9 %	88,7 %	88,5 %	75,0 %	70,4 %	62,7 %	66,6 %	66,5 %	70,6 %	65,8 %	65,2 %	63,5 %	65,6 %	66,8 %	66,2 %	65,9 %	65,7 %	65,1 %	58,7 %
Cotisations sociales des actifs (a)	95,9 %	87,8 %	86,7 %	73,1 %	68,5 %	59,6 %	60,2 %	58,2 %	63,3 %	60,5 %	59,6 %	58,4 %	58,6 %	59,2 %	58,5 %	58,3 %	57,9 %	58,1 %	57,1 %
Cotisations sociales sur salaires	90,5 %	80,3 %	77,7 %	64,3 %	59,9 %	52,6 %	53,1 %	51,7 %	55,1 %	54,0 %	52,8 %	51,7 %	51,9 %	52,2 %	51,8 %	51,4 %	51,4 %	51,4 %	50,5 %
Régimes général et minier	70,8 %	65,4 %	65,2 %	54,5 %	50,7 %	44,1 %	44,0 %	42,5 %	47,3 %	44,4 %	43,7 %	43,2 %	43,4 %	43,8 %	43,4 %	43,3 %	43,5 %	43,5 %	47,8 %
Régimes spéciaux métropole	18,5 %	13,5 %	11,2 %	8,9 %	8,3 %	7,7 %	8,2 %	8,4 %	6,9 %	8,4 %	8,1 %	7,7 %	7,7 %	7,4 %	7,3 %	7,2 %	7,0 %	6,9 %	1,7 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	5,3 %	7,4 %	8,9 %	8,7 %	8,5 %	6,9 %	6,9 %	6,4 %	6,8 %	6,2 %	6,4 %	6,4 %	6,3 %	6,6 %	6,5 %	6,7 %	6,3 %	6,5 %	6,4 %
ETI	5,3 %	6,2 %	7,7 %	7,9 %	7,5 %	5,9 %	6,0 %	5,7 %	6,1 %	5,4 %	5,6 %	5,5 %	5,5 %	6,0 %	5,9 %	6,1 %	5,7 %	5,9 %	5,9 %
Cotisations sociales prises en charges (b)		0,8 %	1,8 %	2,0 %	1,9 %	3,1 %	6,4 %	8,3 %	7,4 %	5,3 %	5,6 %	5,1 %	7,0 %	7,7 %	7,6 %	7,5 %	7,7 %	7,0 %	1,6 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		0,8 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	2,8 %	5,8 %	7,8 %	6,9 %	4,8 %	5,1 %	4,6 %	6,5 %	7,2 %	7,2 %	7,0 %	7,2 %	6,4 %	1,1 %
Cotisations prises en charge par l'Etat (cf. T1PF 641) ©		0,1 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	2,3 %	5,8 %	7,8 %	6,9 %	4,8 %	5,1 %	4,6 %	1,7 %	1,3 %	1,1 %	0,9 %	7,2 %	6,4 %	1,1 %
Cotisations prises en charge par le FOREC (cf. T1PF 641) (d)													4,8 %	5,9 %	6,1 %	6,2 %	0,0 %	6,4 %	1,1 %
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			0,3 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)		1,4 %	2,3 %	15,7 %	20,2 %	25,9 %	19,4 %	19,4 %	18,4 %	20,8 %	21,5 %	22,1 %	21,1 %	20,8 %	20,5 %	20,5 %	20,5 %	21,3 %	27,4 %
Contribution sociale généralisée				15,2 %	19,5 %	25,5 %	19,1 %	19,1 %	18,1 %	20,5 %	19,7 %	20,0 %	20,6 %	20,8 %	20,5 %	20,5 %	20,5 %	20,7 %	20,8 %
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)		1,4 %	2,3 %	0,5 %	0,7 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	1,7 %	2,1 %	0,5 %	0,02 %	0,0 %		0,0 %	0,6 %	6,6 %
3. Remboursement de prestations par l'Etat (h)		7,8 %	8,2 %	8,4 %	8,4 %	10,8 %	12,2 %	11,8 %	10,4 %	12,5 %	12,1 %	13,8 %	12,4 %	11,3 %	11,4 %	11,5 %	11,8 %	11,9 %	11,8 %
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)												1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		7,7 %	8,1 %	8,3 %	8,3 %	8,0 %	8,9 %	9,2 %	8,8 %	9,4 %	9,4 %	9,5 %	9,5 %	9,5 %	9,6 %	9,6 %	9,9 %	10,0 %	9,8 %
Autres contributions publiques (contrats crèches) (i)		0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,004 %	
Autres remboursements						2,6 %	3,2 %	2,5 %	1,5 %	3,1 %	2,6 %	2,5 %	1,1 %	0,02 %	0,003 %	0,001 %	0,0001 %	0,0015 %	0,0028 %
5. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge par le FOREC)	1,1 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %
Contribution du FNAL	0,2 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Contribution du FNH	0,0 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
6. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL)	3,0 %	1,5 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,0 %	1,2 %	1,7 %	0,0 %	0,3 %	0,7 %	0,0 %	0,4 %	0,5 %	1,4 %	1,7 %	1,6 %	1,3 %	1,8 %
Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %					
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèches) (b-f+g+h-f)		10,0 %	11,9 %	25,5 %	29,9 %	39,4 %	37,3 %	38,8 %	35,6 %	38,0 %	38,5 %	40,4 %	39,9 %	39,2 %	39,0 %	38,9 %	39,3 %	39,7 %	40,3 %
Total des produits de la branche Famille															100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

TIPF 661 : Le financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants, en évolutions et en structure

Millions d'euros 2006	CNAF 1981	CNAF 1990	CNAF 1991	CNAF 1993	CNAF 1995	CNAF 1996 DC	CNAF 1997	CNAF 1998	CNAF 1999	CNAF 2000	CNAF 2001	CNAF 2002	Branche F 2002	Branche F 2003	Branche F 2004	Branche F. 2005	CNAF 2006	Branche F. 2006
Cotisations prises en charge par l'Etat, le FOREC, subvention EA (a)		556	567	1 167	3 118	3 286	2 050	2 252	2 105	3 076	3 526	3 545	3 520	3 635		3 310	581	581
Subventions et impôts (hors contrats crèches) (b)		3 992	9 131	15 452	12 475	13 668	14 213	14 874	16 485	15 664	15 608	15 769	15 921	16 249		17 049	20 874	20 874
Contribution sociale généralisée			5 782	10 785	7 665	8 622	8 746	8 778	9 203	9 668	10 145	10 165	10 229	10 340		10 609	11 084	11 084
Autres impôts et taxes affectés (Itaf, cf. chapitre 8)		888	190	169	125	150	152	764	975	224	11	0,0		0,1		333	3 494	3 494
Remboursements de prestations		3 105	3 159	4 497	4 685	4 895	5 315	5 332	6 307	5 772	5 452	5 604	5 692	5 909		6 106	6 296	6 296
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPF + FNAS)		3 105	3 159	3 383	3 675	4 175	4 010	4 161	4 364	4 462	4 621	4 749	4 815	4 979		5 117	5 230	5 230
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)									797	800	822	853	876	931		988	1 064	1 064
Autres remboursements				1 114	1 010	721	1 305	1 171	1 147	511	9	2	0	0		1	1	2
FINANCEMENT PAR L'ETAT (a+b)		4 548	9 698	16 619	15 592	16 953	16 263	17 126	18 591	18 740	19 134	19 314	19 440	19 885		20 359	21 455	21 455
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat ©	28 307	33 229	27 959	25 333	23 590	30 351	26 066	26 714	27 137	27 733	29 091	29 231	29 403	29 564		30 091	30 712	30 712
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches) (d)	976	385	366	280	959	309	422	617	323	488	576	979	1 123	1 093		888	685	1 114
FINANCEMENT PAR LES COTISATIONS, transferts et divers (c+d)	29 284	33 614	28 325	25 613	24 548	30 660	26 488	27 330	27 461	28 222	29 666	30 210	30 527	30 656		30 978	31 396	31 826
RECETTES CNAF (R)	29 284	38 162	38 023	42 232	40 141	47 613	42 751	44 456	46 051	46 961	48 800	49 524	49 967	50 541		51 338	52 852	53 281

Evolution en euros constants (en %)	CNAF 1991/1990	CNAF 1992/1991	CNAF 1994/1993	CNAF 1996DC/1995	CNAF 1997DC/1996DC	CNAF 1998/1997	CNAF 1999/1998	CNAF 2000/1999	CNAF 2001/2000	CNAF 2002/2001	CNAF 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	Branche 2006/2005	Rapport sur 9 ans (et non 10 ans) Branche 2006 / CNAF 1997		
Cotisations prises en charge par l'Etat, le FOREC, subvention EA (a)	2,1 %	0,6 %	96,7 %	5,4 %	-37,6 %	9,8 %	-6,5 %	46,1 %	14,6 %	0,5 %	-0,7 %	3,3 %	-8,9 %	-82,5 %		-71,7 %	
Subventions et impôts (hors contrats crèches) (b)	128,7 %	21,7 %	-19,2 %	9,6 %	4,0 %	4,6 %	10,8 %	-5,0 %	-0,4 %	1,0 %	1,0 %	2,1 %	4,9 %	22,4 %		46,9 %	
Contribution sociale généralisée		31,7 %	-29,9 %	12,5 %	1,4 %	0,4 %	4,8 %	5,0 %	4,9 %	0,2 %	0,6 %	1,1 %	2,6 %	4,5 %		26,7 %	
Autres impôts et taxes affectés (Itaf, cf. chapitre 8)	-78,6 %	33,9 %	-22,2 %	20,7 %	1,1 %	402,6 %	27,6 %	-77,1 %	-95,2 %					948,9 %		2 199,7 %	
Remboursements de prestations	1,7 %	2,6 %	6,4 %	4,5 %	8,6 %	0,3 %	18,3 %	-8,5 %	-5,6 %		1,6 %	3,8 %	3,3 %	3,1 %		18,5 %	
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPF + FNAS)	1,7 %	2,6 %	4,4 %	13,6 %	-3,9 %	3,8 %	4,9 %	2,2 %	3,6 %	2,8 %	1,4 %	3,4 %	2,8 %	2,2 %		30,4 %	
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)								0,4 %	2,7 %	3,8 %	2,7 %	6,2 %	6,2 %	7,7 %			
Autres remboursements			12,4 %	-28,6 %	81,0 %	-10,3 %	-2,0 %	-55,5 %	-98,3 %	-81,6 %	-74,3 %	-90,1 %		97,0 %			
FINANCEMENT PAR L'ETAT (a+b)	113,2 %	20,4 %	-11,1 %	8,7 %	-4,1 %	5,3 %	8,6 %	0,8 %	2,1 %	0,9 %	0,7 %	2,3 %	2,4 %	5,4 %		31,9 %	
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat ©	-15,9 %	-3,7 %	-4,9 %	28,7 %	-14,1 %	2,5 %	1,6 %	2,2 %	4,9 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	1,8 %	2,1 %		17,8 %	
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches) (d)	-5,0 %	15,1 %	169,7 %	-67,8 %	36,6 %	46,2 %	-47,6 %	51,1 %	17,8 %	4,4 %	14,8 %	-2,7 %	-18,7 %	25,5 %		164,2 %	
FINANCEMENT PAR LES COTISATIONS, transferts et divers (c+d)	-15,7 %	-3,5 %	-3,0 %	24,9 %	-13,6 %	3,2 %	0,5 %	2,8 %	5,1 %	0,6 %	1,0 %	0,4 %	1,1 %	2,7 %		20,2 %	
RECETTES CNAF (R)	-0,4 %	2,6 %	-6,2 %	18,6 %	-10,2 %	4,0 %	3,6 %	2,0 %	3,9 %	0,7 %	0,9 %	1,1 %	1,6 %	3,8 %		24,6 %	

En % du total des recettes	CNAF 1981	CNAF 1990	CNAF 1991	CNAF 1993	CNAF 1995	CNAF 1996 DC	CNAF 1997	CNAF 1998	CNAF 1999	CNAF 2000	CNAF 2001	Branche F 2002	Branche F 2003	Branche F 2004	Branche F. 2005	Branche F. 2006	Ecart 2006-1997 en points (9 ans)	Structure 2006 du financement de l'Etat
Cotisations prises en charge par l'Etat, le FOREC, subvention EA (a)		1,5 %	1,5 %	2,8 %	7,8 %	6,9 %	4,8 %	5,1 %	4,6 %	6,5 %	7,2 %	7,2 %	7,0 %	7,2 %	6,4 %	1,1 %	-3,7	2,7 %
Subventions et impôts (hors contrats crèches) (b)		10,5 %	24,0 %	36,6 %	31,1 %	28,7 %	33,2 %	33,5 %	35,8 %	33,4 %	32,0 %	31,8 %	31,9 %	32,2 %	33,2 %	39,2 %	5,9	97,3 %
Contribution sociale généralisée			15,2 %	25,5 %	19,1 %	18,1 %	20,5 %	19,7 %	20,0 %	20,6 %	20,8 %	20,5 %	20,5 %	20,5 %	20,7 %	20,8 %	0,3	51,7 %
Autres impôts et taxes affectés (Itaf, cf. chapitre 8)		2,3 %	0,5 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	1,7 %	2,1 %	0,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,6 %	6,6 %	6,2	16,3 %
Remboursements de prestations		8,1 %	8,3 %	10,6 %	11,7 %	10,3 %	12,4 %	12,0 %	13,7 %	12,3 %	11,2 %	11,3 %	11,4 %	11,7 %	11,9 %	11,8 %	-0,6	29,3 %
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPF + FNAS)		8,1 %	8,3 %	8,0 %	9,2 %	8,8 %	9,4 %	9,4 %	9,5 %	9,5 %	9,5 %	9,6 %	9,6 %	9,9 %	10,0 %	9,8 %	0,4	24,4 %
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)									1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	2,0	5,0 %
Autres remboursements				2,6 %	2,5 %	1,5 %	3,1 %	2,6 %	2,5 %	1,1 %				0,0 %	0,0 %	0,0 %	-3,0	0,01 %
FINANCEMENT PAR L'ETAT (a+b)		11,9 %	25,5 %	39,4 %	38,8 %	35,6 %	38,0 %	38,5 %	40,4 %	39,9 %	39,2 %	39,0 %	38,9 %	39,3 %	39,7 %	40,3 %	2,2	100 %
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat ©	96,7 %	87,1 %	73,5 %	60,0 %	58,8 %	63,7 %	61,0 %	60,1 %	58,9 %	59,1 %	59,6 %	59,0 %	58,8 %	58,5 %	58,6 %	57,6 %	-3,3	
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches) (d)	3,3 %	1,0 %	1,0 %	0,7 %	2,4 %	0,6 %	1,0 %	1,4 %	0,7 %	1,0 %	1,2 %	2,0 %	2,2 %	2,2 %	1,7 %	2,1 %	1,1	
FINANCEMENT PAR LES COTISATIONS, transferts et divers (c+d)	100,0 %	88,1 %	74,5 %	60,6 %	61,2 %	64,4 %	62,0 %	61,5 %	59,6 %	60,1 %	60,8 %	61,0 %	61,1 %	60,7 %	60,3 %	59,7 %	-2,2	
RECETTES CNAF (R)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %		

TIPF 6711 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1996 DC "13 mois"	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 CNAF	2006 Branche F.
1. Prestations légales CCSS (P1)	7 830,85	10 134,96	21 268,92	26 683,46	29 241,10	29 009,84	29 059,85	29 820,22	30 282,85	31 279,68	32 234,59	32 244,67	32 910,25	34 307,46	35 833,99	37 460,86	37 459,08
Prestations directes du FNPF (yc solde PAH) (A)	7 790,91	10 093,34	21 202,76	26 633,00	29 195,06	28 964,38	29 013,96	29 774,33	30 236,26	31 232,70	32 186,79	32 186,79	32 858,27	34 258,11	35 783,02	37 408,52	37 408,52
- Soldes PAH (pris en cpte en recettes, dépenses diverses et non en PF)											4,15	4,15	4,74	4,10	2,30		
Prest. de restauration spécifique FASO - PARS (DOM)	39,48	41,16	62,81	50,46	46,04	45,46	45,89	45,89	46,59	46,98	43,64	46,33	46,99	44,92	48,55	52,34	50,56
Divers	0,46	0,46	3,35									7,40	0,25	0,33	0,12		
Conventions internationales (frais de gestion)	0,46	0,46	3,35									0,40	0,25	0,35	0,70		
Autres prestations (régularisation)												7,00					
Ecart / total CCSS														-0,02	-0,58		
2. Transferts : financement de prestations (T1)	126,23	381,27	2 910,56	7 340,88	2 915,28	4 002,38	3 618,53	3 614,38	3 373,54	3 911,38	4 771,28	4 771,28	5 851,58	6 072,36	6 275,46	6 645,73	6 645,73
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	126,23	366,49	2 739,05	6 955,49	2 515,41	3 636,06	3 242,44	3 295,49	3 373,54	3 474,01	3 670,20	3 670,20	3 749,30	3 885,00	3 958,87	4 212,30	4 212,30
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)										437,38	901,72	901,72	1 895,21	1 964,84	2 087,05	2 184,96	2 184,96
Congé de paternité											199,36	199,36	207,07	222,52	229,53	248,46	248,46
Assurance personnelle			59,76	207,18	216,33	188,66	197,67	135,64									
Cotisation maladie parent isolé		14,79	111,75	178,21	183,55	177,66	178,43	183,24									
Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1)	7 957,08	10 516,24	24 179,48	34 024,33	32 156,39	33 012,22	32 678,38	33 434,59	33 656,39	35 191,06	37 005,87	37 015,95	38 761,83	40 379,82	42 109,45	44 106,59	44 104,80
Action sociale (AS) (3 + 4)	433,26	565,59	1 274,63	1 660,47	1 746,36	1 786,69	1 893,23	2 053,95	2 205,70	2 110,32	2 426,55	2 362,60	2 448,78	2 878,97	3 323,54	3 466,41	3 337,08
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER MTE)				1 649,59	1 741,18	1 789,45	1 918,19	2 066,98	2 169,21	2 241,08	2 560,65	2 560,65	2 675,70	3 126,48	3 572,39	3 585,16	3 585,16
Accueil des jeunes enfants				563,91	626,03	671,08	753,86	864,75	921,33	982,44	1 205,39	1 205,39	1 245,18	1 545,20	1 849,54	1 874,21	1 874,21
Temps libre des enfants et des familles				329,79	333,35	337,72	356,65	384,63	428,83	457,16	524,78	524,78	581,74	666,62	801,37	797,61	797,61
Accompagnement social des familles				386,40	392,89	392,18	399,63	402,36	400,97	406,79	407,04	407,04	421,25	440,13	440,66	434,18	434,18
Logement et habitat				135,83	149,10	152,30	166,89	169,51	171,76	158,25	167,47	167,47	167,91	170,73	163,61	158,01	158,01
Animation et vie sociale				177,13	177,97	178,61	190,88	201,57	208,09	206,42	221,60	221,60	224,71	239,43	248,14	255,55	255,55
Prestations supplémentaires				36,16	38,60	35,38	31,15	26,05	21,74	16,89	15,34	15,34	13,78	12,79	10,18	9,02	9,02
Réalisations diverses et logistique des œuvres				20,37	23,25	22,18	19,13	18,11	16,49	13,13	19,03	19,03	21,12	51,58	58,90	56,58	56,58
4. Ajustement AS (/ consolidation hors opération K ou / FNAS, cf. TIPF 67114)				10,88	5,18	-2,76	-24,96	-13,03	36,50	-130,76	-134,10	-202,99	-226,92	-247,51	-248,85	-118,75	-248,09
Dont dépenses FNAS yc prélèvement sur les réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	433,26	565,59	1 274,63	1 660,47	1 746,36	1 786,69	1 893,23	2 053,95	2 205,70	2 110,32	2 427,92					3 466,41	
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	114,79	171,96	2 284,14	3 009,19	3 072,09	3 175,80	3 238,90	3 306,31	3 285,56	3 126,75	3 244,07	3 244,07	3 206,23	3 294,65	3 514,93	3 770,55	3 770,55
Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations		82,47	2 104,10	2 827,47	2 904,79	3 007,96	3 070,14	3 134,20	3 113,38	3 104,65	3 220,25	3 220,25	3 182,70	3 270,93	3 490,62	3 745,68	3 745,68
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)		82,47	2 104,10	2 818,02	2 889,88	2 990,15	3 050,47	3 113,01	3 089,52	3 078,49	3 187,08	3 187,08	3 143,82	3 233,78	3 450,69	3 698,02	3 698,02
Contribution APL - EA																3 532,24	3 532,24
Contribution APL EA																33,09	33,09
Régularisations exercices antérieurs																132,69	132,69
Contribution au FNAL (ALT)				9,45	14,91	17,81	19,67	21,19	23,87	26,16	33,16	33,16	38,88	37,15	39,93	47,65	47,65
Contribution à l'UNAF (> autres charges techniques en comptabilité)	3,35	4,57	15,24	19,36	20,18	20,73	21,65	21,80	21,86	22,09	23,83	23,83	23,54	23,72	24,31	24,87	24,87
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	111,44	84,91	164,80	162,36	147,11	147,11	147,11	150,31	150,31								
FASTIF (travailleurs immigrés)	73,18	84,91	164,80	162,36	147,11	147,11	147,11	150,31	150,31								
Compensation démographique	38,26																
6. Gestion	398,50	519,85	986,50	1 166,23	1 222,95	1 203,13	1 265,80	1 298,73	1 322,87	1 406,89	1 708,28	1 907,17	1 884,56	1 960,65	2 044,53	1 794,67	2 113,50
Charges de gestion courante (G)												1 771,91	1 724,09	1 793,84	1 866,71		1 940,65
Charges de personnel												1 371,44	1 439,70	1 497,33	1 513,38		1 512,23
Dotations aux amortissements et aux provisions												122,37	165,39	105,97	122,29		121,13
Autres charges de gestion courante												278,10	119,00	190,54	231,04		307,29
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	398,50	519,85	986,50	1 166,23	1 222,95	1 203,13	1 265,80	1 298,73	1 322,87	1 295,88	1 573,03					1 621,82	
Transferts liés à la gestion (T3)										111,01	135,26	135,26	160,47	166,81	177,82	172,85	172,85
Contribution au FNGA de l'ACOSS										111,01	131,75	131,75	156,32	162,70	173,20	167,37	167,37
Contribution au FNGA de l'UCANSS											3,50	3,50	4,15	4,11	4,62	5,48	5,48
7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)	21,65	-5,34	94,98	326,55	3 550,37	692,45	400,64	571,38	483,11	1 101,49	550,37	641,34	770,06	690,05	801,50	641,36	846,56
Divers (postes comptables 3 + 4 + 5 + 7 + 8)	21,65	-5,34	94,98	326,55	3 608,61	606,02	470,15	571,38	483,11	1 101,49	550,37	641,34	770,06	690,05	801,50	645,29	846,56
Autres charges gestion technique (hors UNAF)												49,77	50,06	52,88			
Diverses charges techniques												494,50	491,49	478,41	485,40		464,02
Dotations aux provisions												2,63	58,28	43,47	139,44		223,65
Charges financières												0,12	0,16	0,23	0,14	0,26	1,79
Charges exceptionnelles												180,49	190,64	115,06	176,53		152,65
Autres dépenses	14,03		94,98	221,97	3 579,50	443,02	442,56	556,44	493,33	1 101,49	550,37	-86,17				645,02	
Contribution FNPF au FSV comptabilisé en 2003 au titre de 2002 : prise en compte statistique sur la ligne FSV et non en charges exceptionnelles																	
Ajustement statistique												-1,23		0,04		0,14	0,23
Comptabilisation en 2003 de la contribution BAPSA au FNH 2002												-84,95				0,16	
Solde PAH (non pris en compte dans les PF)											-4,15					-4,22	4,22
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	8 925,28	11 768,30	28 819,72	40 186,78	41 748,16	39 870,29	39 476,95	40 664,96	40 953,64	42 936,51	44 935,14	0	0	0	0	53 779,58	
Total des charges de la branche Famille												45 171,13	47 071,46	49 204,15	51 793,96	97	54 172,49
Dont prestations directes (1 + 3 + 4)	8 264,11	10 700,55	22 543,55	28 343,93	30 987,47	30 796,53	30 953,09	31 874,16	32 488,55	33 389,99	34 661,13	34 607,27	35 359,03	37 186,44	39 157,53	40 927	40 796,15

TIPF 6714 : Cadrage des dépenses d'action sociale des CAF depuis 2002 aux dépenses du FNAS et aux dépenses consolidées (hors opérations en capital)

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	2002 CNAF	2002 Branche	2003 CNAF	2003 Branche	2004 CNAF	2004 Branche	2005 CNAF	2005 Branche	2006 CNAF	2006 Branche
<i>Action sociale (AS) (3 + 4)</i>	2 426,55	2 362,63	2 548,92	2 448,78	2 967,11	2 879,00	3 419,85	3 323,54	3 466,41	3 337,08
3. Prestations extra-légales :	2 560,65	2 560,65	2 675,70	2 675,70	3 126,48	3 126,48	3 572,39	3 572,39	3 585,16	3 585,16
dépenses réelles de l'exercice yc opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER MTE)										
Accueil des jeunes enfants	1 205,39	1 205,39	1 245,18	1 245,18	1 545,20	1 545,20	1 849,54	1 849,54	1 874,21	1 874,21
Temps libre des enfants et des familles	524,78	524,78	581,74	581,74	666,62	666,62	801,37	801,37	797,61	797,61
Accompagnement social des familles	407,04	407,04	421,25	421,25	440,13	440,13	440,66	440,66	434,18	434,18
Logement et habitat	167,47	167,47	167,91	167,91	170,73	170,73	163,61	163,61	158,01	158,01
Animation et vie sociale	221,60	221,60	224,71	224,71	239,43	239,43	248,14	248,14	255,55	255,55
Prestations supplémentaires	15,34	15,34	13,78	13,78	12,79	12,79	10,18	10,18	9,02	9,02
Réalizations diverses et logistique des œuvres	19,03	19,03	21,12	21,12	51,58	51,58	58,90	58,90	56,58	56,58
4. Ajustement action sociale (/ consolidation hors opération en capital ou / FNAS)	-134,10	-199,39	-126,78	-226,92	-159,37	-247,48	-152,54	-248,85	-118,75	-248,09
Remboursement des prêts à la CAF + reprises amortis. provisions + prélèvement sur fonds roulement disponible + prélèvement sur fonds de roulement affecté	-142,70	-142,70	-173,62	-173,62	-168,97	-168,97	-161,77	-161,77		
Remboursement des prêts par les CAF à la CNAF	-3,40	-3,40	-2,99	-2,99	-2,45	-2,45	-1,44	-1,44		
Charge SF1 : association nationale	3,30	3,30	3,53	3,53	3,26	3,26	3,15	3,15		
Charge SF0 (mines)	1,40	1,40	1,19	1,19	1,11	1,11				
Charge SF0 (AGIRC ARCO)	6,70	6,70	6,61	6,61	7,10	7,10	7,13	7,13		
Charge SF0 (AGEPRET)	0,80	0,80	0,73	0,73	0,59	0,59	0,39	0,39		
Dépenses supplémentaires										
Différence de consolidation		-65,49		-111,52		-88,11		-96,31		-129,34
Ajustement arrondis	-0,20		37,77							
Dont dépenses FNAS yc préél. réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	2 427,92	-1	2 560,30		2 967,11		3 419,85		3 466,41	

TIPF 6715 : Structure des dépenses d'action sociale des CAF depuis 1995

Ventilation statistique (source DSER)	1995 CNAF	1996 DC "13 mois"	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.
Prestations extra-légales	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Accueil des jeunes enfants	34 %	36 %	38 %	39 %	42 %	42 %	44 %	47 %	47 %	49 %	52 %	52 %
Temps libre des familles	20 %	19 %	19 %	19 %	19 %	20 %	20 %	20 %	22 %	21 %	22 %	22 %
Accompagnement social des familles	23 %	23 %	22 %	21 %	19 %	18 %	18 %	16 %	16 %	14 %	12 %	12 %
Logement et habitat	8 %	9 %	9 %	9 %	8 %	8 %	7 %	7 %	6 %	5 %	5 %	4 %
Animation et vie sociale	11 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	9 %	9 %	8 %	8 %	7 %	7 %
Autres : prestations supplémentaires, œuvres...	3 %	4 %	3 %	3 %	2 %	2 %	1 %	1 %	1 %	2 %	2 %	2 %

TIPF 6716 : Les prestations de service en action sociale de la branche Famille depuis 2004

	2004	2005	2006	2005/2004	2006/2005	Structure
Prestation de service ordinaires	1 182,98	1 383,65	1 495,50	17,0 %	8,1 %	
Prestation de service crèches	5,55	0,41				
Prestation de service contrats enfance	544,93	685,56	614,09	25,8 %	-10,4 %	
Prestation de service contrats temps libre	269,07	371,06	355,26	37,9 %	-4,3 %	
Ensemble des prestations de service	2 002,53	2 440,68	2 464,85	21,9 %	1,0 %	

TIPF 6717 : Structure des charges de gestion courante de la branche Famille depuis 2002

Comptes consolidés hors opérations en capital	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.
Charges de gestion courante (G)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Charges de personnel	77,4 %	83,5 %	83,5 %	81,1 %	77,9 %
Dotations aux amortissements et aux provisions	6,9 %	9,6 %	5,9 %	6,6 %	6,2 %
Autres charges de gestion courante	15,7 %	6,9 %	10,6 %	12,4 %	15,8 %

TIPF 6721 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Millions d'euros 2006	1978 CNAF	1980 CNAF	1985 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1996 DC "13 mois"	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 CNAF	2005 Branche F.	2006 CNAF	2006 Branche F.
1. Prestations légales CCSS (P1)	23 479	24 158	27 270	27 613	31 266	33 625	33 009	32 864	33 556	33 542,48	34 112,04	34 564,45	34 621,59	35 497,08	36 444,67	36 443,04	37 460,86	37 459,08
Prestations directes du FNPf (A)	23 359	24 059	27 192	27 527	31 207	33 572	32 957	32 812	33 504	33 490,87	34 060,81	34 502,41	34 566,91	35 446,02	36 391,20	36 391,20	37 408,52	37 408,52
Soldes PAH et PJM (logement)												4,45	4,99	4,24	2,34	2,34		
Prestation de restauration spécifique FASO - PARS (DOM)	118	98	78	82	59	53	52	52	52	51,61	51,23	49,66	49,43	46,48	51,13	49,38	52,34	50,56
2. Transferts : financement de prestations (T1)	378	909	2 481	3 779	8 602	3 352	4 554	4 092	4 067	3 736,67	4 265,56	5 114,54	6 155,86	6 282,92	6 382,12	6 382,12	6 645,73	6 645,73
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	378	874	2 244	3 556	8 150	2 893	4 137	3 667	3 708	3 736,67	3 788,58	3 934,25	3 944,27	4 019,71	4 026,16	4 026,16	4 212,30	4 212,30
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)											476,98	966,60	1 993,76	2 032,97	2 122,52	2 122,52	2 184,96	2 184,96
Congé de paternité												213,70	217,83	230,24	233,43	233,43	248,46	248,46
Assurance personnelle				55	78	243	249	215	224	153								
Cotisation maladie parent isolé		35	182	145	209	211	202	202	206									
Prestations du FNPf tous régimes (P1 + T1)	23 858	25 067	29 751	31 392	39 867	36 978	37 563	36 956	37 623	37 279,15	38 377,60	39 679,00	40 777,45	41 780,00	42 826,78	42 825,16	44 106,59	44 104,80
Action sociale (AS) (3 + 4)	1 299	1 348	1 466	1 655	1 946	2 008	2 033	2 141	2 311	2 443,12	2 301,41	2 532,57	2 576,12	2 978,80	3 477,98	3 380,03	3 466,41	3 337,08
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc op. en capital, prélèvement sur réserves FIPE (source DSER MTE)					1 933	2 002	2 036	2 169	2 326	2 402,70	2 444,01	2 744,87	2 814,83	3 234,89	3 633,11	3 633,11	3 585,16	3 585,16
Accueil des jeunes enfants					661	720	764	853	973	1 020,50	1 071,40	1 292,11	1 309,93	1 598,78	1 880,98	1 880,98	1 874,21	1 874,21
Temps libre des enfants et des familles					386	383	384	403	433	474,99	498,56	562,54	611,99	689,74	814,99	814,99	797,61	797,61
Accompagnement social des familles					453	452	446	452	453	444,13	443,62	436,32	443,16	455,40	448,15	448,15	434,18	434,18
Logement et habitat					159	171	173	189	191	190,25	172,58	179,51	176,65	176,65	166,39	166,39	158,01	158,01
Animation et vie sociale					208	205	203	216	227	230,49	225,12	237,54	236,39	247,73	252,36	252,36	255,55	255,55
Prestations supplémentaires					42	44	40	35	29	24,08	18,42	16,45	14,49	13,23	10,35	10,35	9,02	9,02
Réalisations diverses et logistique des œuvres					24	27	25	22	20	18,27	14,32	20,40	22,22	53,37	59,90	59,90	56,58	56,58
4. Ajustement action sociale (/ consolidation hors op. K ou / FNAS)					13	6	-3	-28	-15	40,42	-142,60	-217,60	-238,71	-256,09	-155,13	-253,08	-118,75	-248,09
Dont dépenses FNAS yc prélèvement sur réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	1 299	1 348	1 466	1 655	1 946	2 008	2 033	2 141	2 311	2 443,12	2 301,41				3 477,98		3 466,41	
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	344	410	1 754	2 965	3 526	3 533	3 614	3 663	3 721	3 639,22	3 409,87	3 477,46	3 372,96	3 408,89	3 574,67	3 574,67	3 770,55	3 770,55
Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations		197	1 515	2 732	3 313	3 340	3 423	3 472	3 527	3 448,51	3 385,78	3 451,92	3 348,20	3 384,35	3 549,95	3 549,95	3 745,68	3 745,68
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)		197	1 515	2 732	3 302	3 323	3 402	3 450	3 503	3 422,07	3 357,24	3 416,37	3 307,29	3 345,91	3 509,34	3 509,34	3 698,02	3 698,02
Contribution au FNAL : aides aux associations					11	17	20	22	24	26,44	28,53	35,55	40,90	38,44	40,61	40,61	47,65	47,65
Contribution à l'UNAF	10	11	13	20	23	23	24	24	25	24,22	24,10	25,54	24,76	24,54	24,72	24,72	24,87	24,87
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	334	202	226	214	190	169	167	166	169	166,49								
6. Gestion	1 195	1 239	1 337	1 281	1 367	1 406	1 369	1 431	1 461	1 465,27	1 534,28	2 044,37	1 982,56	2 028,64	1 770,21	2 079,28	1 794,67	2 113,50
Charges de gestion courante (G)												1 899,39	1 813,74	1 856,04		1 898,44		1 940,65
Charges de personnel												1 470,11	1 514,56	1 549,25		1 539,10		1 512,23
Dotations aux amortissements et aux provisions												131,17	173,99	109,64		124,37		121,13
Autres charges de gestion courante												298,11	125,19	197,15		234,97		307,29
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	1 195	1 239	1 337	1 281	1 367	1 406	1 369	1 431	1 461	1 465,27	1 413,22				1 589,36		1 621,82	
Transferts liés à la gestion (T3)											121,06	144,99	168,81	172,59	180,84	180,84	172,85	172,85
Contribution au FNGA de l'ACOSS											121,06	141,23	164,45	168,34	176,15	176,15	167,37	167,37
Contribution au FNGA de l'UCANSS												3,76	4,36	4,25	4,70	4,70	5,48	5,48
7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)	65	-13	111	123	383	4 083	788	453	643	535,11	1 201,23	687,48	810,10	713,98	614,41	815,13	641,36	846,56
Dépenses CNAF (FNPf + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	26 760	28 051	34 418	37 416	47 088	48 008	45 366	44 644	45 759	45 361,88	46 824,39	48 420,89	49 519,17	50 910,31	52 264,05	52 674,27	53 779,58	54 172,49
Total des charges de la branche Famille																		
Dont prestations directes (1 + 3 + 4)	24 778	25 506	28 736	29 268	33 211	35 633	35 041	35 005	35 867	35 985,61	36 413,45	37 097,02	37 197,70	38 475,88	39 922,64	39 823,07	40 927,27	40 796,15

TIPF 6722 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Evolution en euros constants (en %)	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002 CNAF	2003/2002 Branche F.	2004/2003 CNAF	2004/2003 Branche F.	2005/2004 CNAF	2005/2004 Branche F.	2006/2005 CNAF	2006/2005 Branche F.	Rapport	
														sur 9 ans (et non 10 ans)	
														fonds 2006 /f onds 1997	branche 2006 / CNAF 1997
1. Prestations légales CCSS (P1)	-0,4 %	2,1 %	0,0 %	1,7 %	1,3 %	0,2 %	0,2 %	2,5 %	2,5 %	2,7 %	2,7 %	2,8 %	2,8 %		
Prestations directes du FNPF (A)	-0,4 %	2,1 %	0,0 %	1,7 %	1,3 %	0,2 %	0,2 %	2,5 %	2,5 %	2,7 %	2,7 %	2,8 %	2,8 %		13,5 %
2. Transferts : financement de prestations (T1)	-10,1 %	-0,6 %	-8,1 %	14,2 %	19,9 %	20,4 %	20,4 %	2,1 %	2,1 %	1,6 %	1,6 %	4,1 %	4,1 %		45,9 %
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	-11,4 %	1,1 %	0,8 %	1,4 %	3,8 %	0,3 %	0,3 %	1,9 %	1,9 %	0,2 %	0,2 %	4,6 %	4,6 %		1,8 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)					102,6 %	106,3 %	106,3 %	2,0 %	2,0 %	4,4 %	4,4 %	2,9 %	2,9 %		
Congé de paternité															
Assurance personnelle	4,1 %	-31,7 %													
Cotisation maladie parent isolé	-0,2 %	2,2 %													
Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1)	-1,6 %	1,8 %	-0,9 %	2,9 %	3,4 %	2,8 %	2,8 %	2,4 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	3,0 %	3,0 %		17,4 %
Action sociale (AS) (3 + 4)	5,3 %	7,9 %	5,7 %	-5,8 %	13,0 %	3,1 %	1,7 %	14,5 %	15,6 %	13,3 %	13,5 %	-0,3 %	-1,3 %	Statistiques 76,1 %	64,1 %
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc opérations en capital, prélèvement sur les réserves FIPE (source DSER MTE)	6,5 %	7,2 %	3,3 %	1,7 %	12,3 %	2,5 %	2,5 %	14,9 %	14,9 %	12,3 %	12,3 %	-1,3 %	-1,3 %		
Accueil des jeunes enfants	11,7 %	14,1 %	4,9 %	5,0 %	20,6 %	1,4 %	1,4 %	22,1 %	22,1 %	17,7 %	17,7 %	-0,4 %	-0,4 %		
Temps libre des enfants et des familles	5,0 %	7,3 %	9,7 %	5,0 %	12,8 %	8,8 %	8,8 %	12,7 %	12,7 %	18,2 %	18,2 %	-2,1 %	-2,1 %		
Accompagnement social des familles	1,3 %	0,2 %	-1,9 %	-0,1 %	-1,6 %	1,6 %	1,6 %	2,8 %	2,8 %	-1,6 %	-1,6 %	-3,1 %	-3,1 %		
Logement et habitat	8,9 %	1,1 %	-0,3 %	-9,3 %	4,0 %	-1,6 %	-1,6 %	0,0 %	0,0 %	-5,8 %	-5,8 %	-5,0 %	-5,0 %		
Animation et vie sociale	6,2 %	5,1 %	1,6 %	-2,3 %	5,5 %	-0,5 %	-0,5 %	4,8 %	4,8 %	1,9 %	1,9 %	1,3 %	1,3 %		
Prestations supplémentaires	-12,5 %	-16,8 %	-17,9 %	-23,5 %	-10,7 %	-11,9 %	-11,9 %	-8,7 %	-8,7 %	-21,8 %	-21,8 %	-12,8 %	-12,8 %		
Réalisations diverses et logistique des œuvres	-14,3 %	-5,8 %	-10,4 %	-21,6 %	42,5 %	8,9 %	8,9 %	140,2 %	140,2 %	12,2 %	12,2 %	-5,5 %	-5,5 %		
Dont prestations FNAS yc préL. réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	5,3 %	7,9 %	5,7 %	-5,8 %	13,1 %	3,5 %		14,0 %		13,3 %		-0,3 %		70,5 %	
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	1,4 %	1,6 %	-2,2 %	-6,3 %	2,0 %	-3,0 %	-3,0 %	1,1 %	1,1 %	4,9 %	4,9 %	5,5 %	5,5 %	Nu	
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)	1,4 %	1,5 %	-2,3 %	-1,9 %	1,8 %	-3,2 %	-3,2 %	1,2 %	1,2 %	4,9 %	4,9 %	5,4 %	5,4 %		
Contribution au FNAL : aides aux associations	9,8 %	7,2 %	10,9 %	7,9 %	24,6 %	15,1 %	15,1 %	-6,0 %	-6,0 %	5,7 %	5,7 %	17,3 %	17,3 %		
Contribution à l'UNAF	3,8 %	0,2 %	-1,3 %	-0,5 %	6,0 %	-3,0 %	-3,0 %	-0,9 %	-0,9 %	0,7 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %		
6. Gestion	4,6 %	2,1 %	0,3 %	4,7 %	19,4 %	-0,3 %	-3,0 %	4,6 %	2,3 %	-7,3 %	2,5 %	1,4 %	1,6 %		
Charges de gestion courante (G)							-4,5 %		2,3 %		2,3 %		2,2 %		
Charges de personnel							3,0 %		2,3 %		-0,7 %		-1,7 %		
Dotations aux amortissements et aux provisions							32,6 %		-37,0 %		13,4 %		-2,6 %		
Autres charges de gestion courante							-58,0 %		57,5 %		19,2 %		30,8 %		
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	4,6 %	2,1 %	0,3 %	-3,6 %	19,3 %	-1,7 %		4,9 %		-8,6 %		2,0 %		18,5 %	
Transferts liés à la gestion (T3)					19,8 %	16,4 %	16,4 %	2,2 %	2,2 %	4,8 %	4,8 %	-4,4 %	-4,4 %	18,5 %	19,4 %
Contribution au FNGA de l'ACOSS					16,7 %	16,4 %	16,4 %	2,4 %	2,4 %	4,6 %	4,6 %	-5,0 %	-5,0 %		
Contribution au FNGA de l'UCANSS						16,2 %	16,2 %	-2,6 %	-2,6 %	10,5 %	10,5 %	16,5 %	16,5 %		
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	-1,6 %	2,5 %	-0,9 %	3,2 %	2,9 %	2,2 %		2,9 %		3,2 %		2,9 %			
Total des charges de la branche Famille							2,3 %		2,8 %		3,5 %		2,8 %		
Dont prestations directes (1 + 3 + 4)	-0,1 %	2,5 %	0,3 %	1,2 %	2,0 %	-0,2 %	0,6 %	-0,3 %	3,7 %	-0,2 %	3,8 %	-0,2 %	2,8 %		

TIPF 673 : Structure des dépenses de la CNAF depuis 1978 et et des charges de la branche Famille depuis 2002

Part des dépenses totales en %	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1996 CNAF	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 CNAF	2006 Branche F.
1. Prestations légales CCSS (P1)	87,7 %	86,1 %	73,8 %	66,4 %	70,0 %	72,8 %	73,6 %	73,3 %	73,9 %	72,9 %	71,7 %	71,4 %	69,9 %	69,7 %	69,2 %	69,7 %	69,1 %
Prestations directes du FNPF (A)	87,3 %	85,8 %	73,6 %	66,3 %	69,9 %	72,6 %	73,5 %	73,2 %	73,8 %	72,7 %	71,6 %	71,3 %	69,8 %	69,6 %	69,1 %	69,6 %	69,1 %
Prest. de restauration spécifique FASO - PARS (DOM)	0,4 %	0,3 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2. Transferts : financement de prestations (T1)	1,4 %	3,2 %	10,1 %	18,3 %	7,0 %	10,0 %	9,2 %	8,9 %	8,2 %	9,1 %	10,6 %	10,6 %	12,4 %	12,3 %	12,1 %	12,4 %	12,3 %
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	1,4 %	3,1 %	9,5 %	17,3 %	6,0 %	9,1 %	8,2 %	8,1 %	8,2 %	8,1 %	8,2 %	8,1 %	8,0 %	7,9 %	7,6 %	7,8 %	7,8 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)										1,0 %	2,0 %	2,0 %	4,0 %	4,0 %	4,0 %	4,1 %	4,0 %
Congé de paternité											0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %
Assurance personnelle			0,2 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,3 %									
Cotisation maladie parent isolé		0,1 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %									
Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1)	89,2 %	89,4 %	83,9 %	84,7 %	77,0 %	82,8 %	82,8 %	82,2 %	82,2 %	82,0 %	82,4 %	81,9 %	82,3 %	82,1 %	81,3 %	82,0 %	81,4 %
Action sociale (AS) (3 + 4)	4,9 %	4,8 %	4,4 %	4,1 %	4,2 %	4,5 %	4,8 %	5,1 %	5,4 %	4,9 %	5,4 %	5,2 %	5,2 %	5,9 %	6,4 %	6,4 %	6,2 %
3. Prestations extra-légales : dép. de l'exercice yc op. en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER)				4,1 %	4,2 %	4,5 %	4,9 %	5,1 %	5,3 %	5,2 %	5,7 %	5,7 %	5,7 %	6,4 %	6,9 %	6,7 %	6,6 %
Accueil des jeunes enfants				1,4 %	1,5 %	1,7 %	1,9 %	2,1 %	2,2 %	2,3 %	2,7 %	2,7 %	2,6 %	3,1 %	3,6 %	3,5 %	3,5 %
Temps libre des enfants et des familles				0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,4 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Accompagnement social des familles				1,0 %	0,9 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %
Logement et habitat				0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Animation et vie sociale				0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Prestations supplémentaires				0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,04 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %
Réalisations diverses et logistique des œuvres				0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
4. Ajustement AS (/ consolidation hors opération K ou / FNAS)				0,03 %	0,01 %	-0,01 %	-0,1 %	-0,03 %	0,1 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,4 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,2 %	-0,5 %
Dont dépenses FNAS yc prél. réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	4,9 %	4,8 %	4,4 %	4,1 %	4,2 %	4,5 %	4,8 %	5,1 %	5,4 %	4,9 %	5,4 %						
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	1,3 %	1,5 %	7,9 %	7,5 %	7,4 %	8,0 %	8,2 %	8,1 %	8,0 %	7,3 %	7,2 %	7,2 %	6,8 %	6,7 %	6,8 %	7,0 %	7,0 %
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)		0,7 %	7,3 %	7,0 %	6,9 %	7,5 %	7,7 %	7,7 %	7,5 %	7,2 %	7,1 %	7,1 %	6,7 %	6,6 %	6,7 %	6,9 %	6,8 %
Contribution au FNAL : aides aux associations				0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Contribution à l'UNAF	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,05 %	0,05 %	0,05 %	0,05 %
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	1,2 %	0,7 %	0,6 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %							
FASTIF (travailleurs immigrés)	0,8 %	0,7 %	0,6 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %								
Compensation démographique	0,4 %																
6. Gestion	4,5 %	4,4 %	3,4 %	2,9 %	2,9 %	3,0 %	3,2 %	3,2 %	3,2 %	3,3 %	3,8 %	4,2 %	4,0 %	4,0 %	3,9 %	3,3 %	3,9 %
Charges de gestion courante (G)												3,9 %	3,7 %	3,6 %	3,6 %		3,6 %
Charges de personnel												3,0 %	3,1 %	3,0 %	2,9 %		2,8 %
Dotations aux amortissements et aux provisions												0,3 %	0,4 %	0,2 %	0,2 %		0,2 %
Autres charges de gestion courante												0,6 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %		0,6 %
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	4,5 %	4,4 %	3,4 %	2,9 %	2,9 %	3,0 %	3,2 %	3,2 %	3,2 %	3,0 %	3,5 %					3,0 %	
Transferts liés à la gestion (T3)										0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Contribution au FNGA de l'ACOSS										0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Contribution au FNGA de l'UCANSS											0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,0 %	0,01 %	0,0 %
7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)	0,2 %	0,0 %	0,3 %	0,8 %	8,5 %	1,7 %	1,0 %	1,4 %	1,2 %	2,6 %	1,2 %	1,4 %	1,6 %	1,4 %	1,55 %	1,2 %	1,56 %
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %					100,0 %	
Total des charges de la branche Famille												100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	0,2 %	100,0 %
Part des dépenses de personnel dans les dépenses de gestion courante												77,4 %	83,5 %	83,5 %	81,1 %		77,9 %

TIPF 6911 : Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants

Millions d'euros	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ventilation par fonds	(1)										
FNPF	44,51	96,91	97,99	101,67	103,35	111,53	113,53	115,36	120,45	128,27	134,08
FNH		27,39	28,13	28,74	28,47	28,29	29,36	28,75	29,82	29,36	29,72
FNAL		14,99	15,57	16,18	16,54	17,60	18,53	18,69	19,65	19,56	20,22
ASA			0,002	0,02		0,02					
Ensemble	44,51	139,29	141,69	146,61	148,36	157,45	161,42	162,80	169,92	177,19	184,02

(1) La CRDS (au taux de 0,5 %) est appliquée à l'ALF dès février 1996, aux autres prestations à partir de janvier 1997.

Les tableaux comptables et statistiques retracent les dépenses de prestations avant prélèvement de la CRDS.

TIPF 6912 : Evolution de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants

Millions d'euros	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005
Ventilation par fonds									
FNPF	1,1 %	3,8 %	1,7 %	7,9 %	1,8 %	1,6 %	4,4 %	6,5 %	4,5 %
FNH	2,7 %	2,1 %	-0,9 %	-0,6 %	3,8 %	-2,1 %	3,7 %	-1,5 %	1,2 %
FNAL	3,8 %	3,9 %	2,2 %	6,4 %	5,3 %	0,9 %	5,1 %	-0,5 %	3,4 %
ASA									
Ensemble	1,7 %	3,5 %	1,2 %	6,1 %	2,5 %	0,9 %	4,4 %	4,3 %	3,9 %

Quelques définitions : branche, risques, régimes, fonds...

La branche Famille et les prestations versées pour le compte de l'Etat et de la Cnsa

La **branche Famille** se définit à travers les notions de risques, de régimes, d'organismes débiteurs des prestations et des fonds gérés. Les recettes et les dépenses de la branche Famille sont retracées dans les comptes de la Sécurité sociale.

* Par ailleurs, les organismes débiteurs des prestations familiales versent, **pour le compte de l'Etat** et des départements, **le revenu minimum d'insertion (Rmi)**, le revenu de solidarité (Rso), des aides spécifiques à l'emploi, l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), **les prestations logement du fonds national d'aide au logement**. (Depuis le 1^{er} janvier 2006, le fonds national d'aide au logement et le fonds national de l'habitat ont fusionné en un seul fonds, le fonds national d'aide au logement.)

Suite à la décentralisation du Rmi en janvier 2004, le département se voit également confier la gestion et le financement des aides spécifiques à l'emploi. Les Caf et les Cmsa peuvent être choisies pour assurer la gestion de ces aides. Jusqu'en 2006, elles en sont restées gestionnaires. Par ailleurs, le paiement du Rmi est toujours assuré par les Caf et les Cmsa.

Les aides spécifiques à l'emploi couvrent : le contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (Cirma, 2004), le contrat d'avenir (Cav, 2005), la prime exceptionnelle de retour à l'emploi (de 2005 à 2006), la prime unique de retour à l'emploi (2006), la prime forfaitaire d'intéressement (2006). Si les bénéficiaires de ces mesures ne perçoivent aucune autre prestation, ils ne sont pas considérés comme « allocataires du noyau dur ».

Le Rmi, l'Aah et l'Api¹ et les aides à l'emploi (Cirma, Cav, *primes à compter de 2006*) sont regroupés dans les tableaux de la présente brochure sous une rubrique « minima sociaux ».

* Les dépenses de **l'allocation de parent isolé et de l'allocation aux adultes handicapés** font également partie des prestations versées pour le compte de l'Etat, dans la mesure où elles sont **remboursées par l'Etat** depuis 1983 pour l'Aah et depuis 1999 pour l'Api (dans les deux cas, hors frais de gestion et frais de tutelle). Il s'agit de prestations du Fnpf retracées dans les comptes de la branche Famille :

- relevant respectivement des risques monoparentalité et invalidité (dans la nomenclature des comptes de la protection sociale) ;
- dont le mode de calcul (différentiel) s'apparente à celui du Rmi (prestation hors Fnpf, relevant du risque précarité).

* Par ailleurs, la **Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa) rembourse à la Cnaf** :

- la **majoration de l'Aeeh** (allocation d'éducation de l'enfant handicapé) accordée aux personnes isolées (créée 2006) ;
- les **cotisations d'Avpf** dont peut bénéficier le bénéficiaire d'un **congé de soutien familial** (2007) qui cesse son activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité..

Le chapitre 1 retrace les dépenses de la Cnaf et les dépenses relevant du Fnal, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi alors que le chapitre 6 se limite aux recettes et aux dépenses de la branche Famille.

La branche Famille

Le risque Famille

D'une manière générale, la définition de risque social (cf. figure 7.1) repose sur la "problématisation" de situations de fait, telles que : être malade ou âgé, perdre son emploi, avoir la charge d'une famille nombreuse, être handicapé, être parent isolé... Leur définition en tant que problèmes sociaux ouvre droit à une compensation publique de leurs effets négatifs. Il y a ainsi prise en charge collective des risques maladie, accident du travail, invalidité, vieillesse, famille, chômage, précarité.

Dans le domaine de la famille, l'emploi du terme « risque » peut poser question en raison de sa connotation négative. Il est repris en général par homogénéité avec les autres volets des politiques sociales. La comparaison avec les autres pays montre d'ailleurs une particularité de la France à ce sujet. L'émergence et la représentation des risques sociaux peuvent se réaliser de manière très différente d'un pays à l'autre. Ainsi, la notion de risque famille n'est pas présente dans toutes les politiques sociales étrangères comme l'est le risque maladie par exemple. La diversité, d'un pays à l'autre, des régimes de la Sécurité sociale ou encore celle de ses modes de financement portent encore les traces de leurs origines historiques différentes.

Figure 7.1

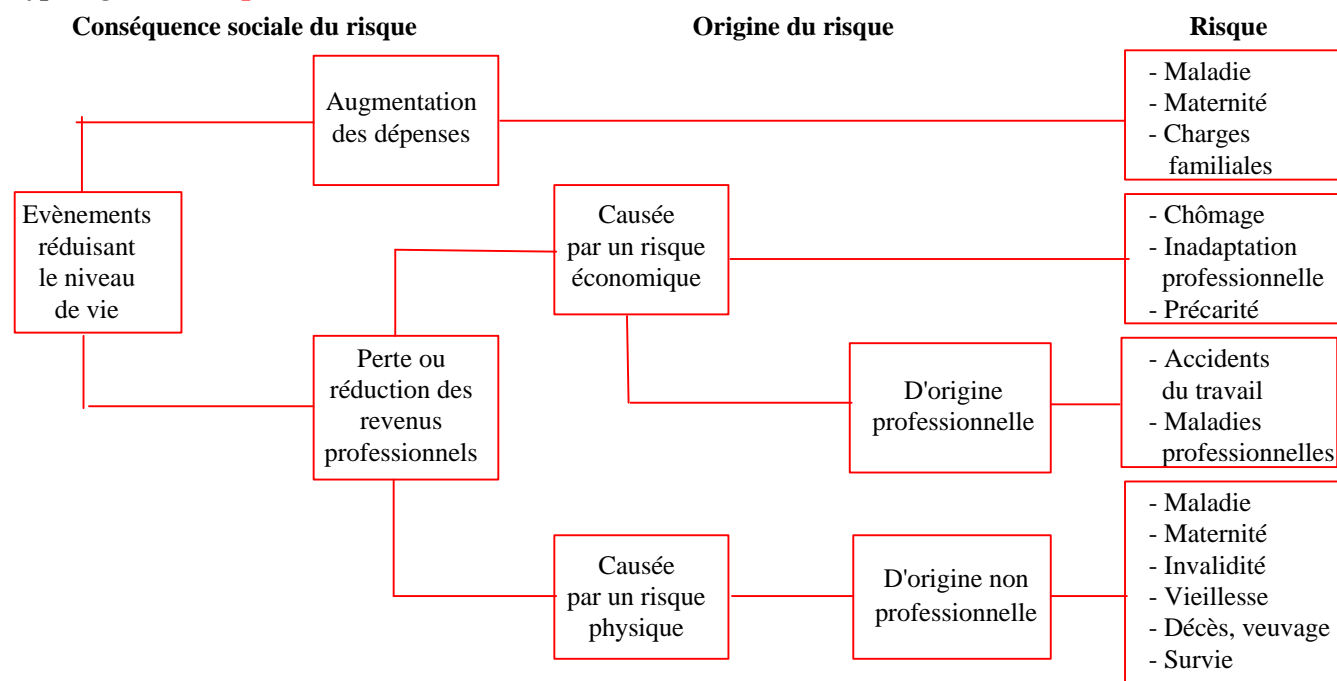
Typologie des *risques sociaux*

Figure 7.2

Organismes débiteurs et fonds concernés

	Les produits et les charges de la branche Famille					Fnal (4)	Fnh (4)	Rmi, Rso Cirma, Cav, Pre
	Régime général (Rg)		Régimes spéciaux (3)	Régimes agricoles métropole				
	Métropole	Dom		Salariés	Exploitants (Ea)			
Salariés de l'industrie	Pf	Pf						
Praticiens conventionnés	Ga	Ga						
Professions artisanales	As	As						
Professions libérales								
Rattachement aux Caf :	Depuis							
Collectivités locales	1979-1980							
Offices et établissements publics de l'Etat	1991							
Mineurs	1997							
Cea	1994							
Banque de France	1994							
La Poste	Juillet 2004							
France Telecom	Janvier 2005	(3)						
Fonctionnaires hors En	Janvier 2005	(3)						
Education nationale (En)	Juillet 2005	(3)						
Edf-Gdf		(3)	Pf *					
Ratp (1)			Pf * (1)					
Sn cf (1) (2)		(3)	Pf * (1) (2)					
Salariés agricoles		Pf Rg						
Exploitants agricoles		Pf Ea			Pf depuis 1983			

Les trois organismes payeurs :

123 Caf (caisses d'Allocations familiales) depuis le 1^{er} janvier 2002 ;

58 Cmsa (caisses de Mutualité sociale agricole) ;

* Les régimes spéciaux versent directement les prestations à l'exception de la Paje (1), de l'Afeama, de l'Aged, des prestations de logement (2) et des minima sociaux sauf l'Api.

(1) La SnCF verse la prestation d'accueil du jeune enfant sauf le complément mode de garde.

(2) La SnCF et la Ratp continuent à verser l'allocation de logement familiale (Alf).

(3) Les prestations des régimes spéciaux dans les Dom ne sont pas retracées dans les comptes de la branche, à l'exception des collectivités locales dans les Dom (qui relèvent des Caf).

(4) Le fonds national d'aide au logement et le fonds national de l'habitat sont fusionnés en un seul fonds national d'aide au logement au 1^{er} janvier 2006.

Pf : Prestations familiales, y compris l'allocation de parent isolé, l'allocation aux adultes handicapés et l'Alf.

As : Action sociale.

Ga : Gestion administrative.

Quatre régimes de prestations familiales

La figure 7.1 précise les populations qui relèvent des différents régimes et les organismes payeurs de prestations. En matière de prestations familiales, on distingue quatre grands types de régimes :

- **le régime général** qui fut créé en 1945 dans l'idée d'étendre et de généraliser la protection sociale à toute la population active non agricole. Il concerne les prestations des salariés du secteur privé et des employeurs et travailleurs indépendants. Par ailleurs, le régime minier et les régimes spéciaux ont été progressivement rattachés au régime général.

Le régime minier qui s'appliquait aux personnes dont l'activité professionnelle se rattache directement et exclusivement à l'exploitation minière². Depuis 1997, le régime minier est complètement rattaché au régime général ;

- **les deux régimes agricoles** qui couvrent, d'une part, les salariés agricoles pour lesquels la compensation par le régime général a été instaurée à compter du 1^{er} janvier 1963 et, d'autre part, les exploitants agricoles. Les recettes et les dépenses du régime des exploitants agricoles sont retracées dans les comptes de la Cnaf depuis le 1^{er} janvier 1983. Les déficits du régime des exploitants agricoles sont répartis entre le régime général et une participation de l'Etat jusqu'en 1993 ;

- le dernier type est en fait un ensemble de régimes dits **régimes spéciaux**. Historiquement, ce furent les premiers régimes à se constituer, lorsque des employeurs ont établi un système de protection sociale propre à leur secteur d'activité. L'article 26 de l'ordonnance du 21 août 1967 définit la dérogation au régime général qui permet à ces régimes de se perpétuer. Fin janvier 2006, il s'agit de la Sncf, d'Edf-Gdf et de la Ratp.

En 1978, la **condition d'activité professionnelle** a été supprimée pour l'ouverture du droit aux prestations familiales. La population inactive est ventilée entre les différents régimes, en fonction de la nature de l'activité antérieure. Les personnes seules et les chômeurs n'ayant jamais travaillé sont affiliés au régime général.

Le **choix de l'allocataire** percevant les prestations familiales, père ou mère, est possible depuis 1979 en métropole et depuis septembre 2003 dans les Dom.

Trois types d'organismes payeurs

Aux quatre régimes de prestations familiales correspondent trois types d'organismes payeurs : les caisses d'Allocations familiales, les caisses de la Mutualité sociale agricole pour les deux régimes agricoles, les régimes spéciaux.

Les caisses d'Allocations familiales (Caf) versent les prestations familiales aux allocataires du régime général. Le nombre des caisses (y compris les quatre Caf des Dom) est passé de 119 à 125 en avril 1991 : depuis cette date, il y a une caisse pour chaque département de la région parisienne au lieu d'une seule auparavant. Dans certains départements, plusieurs Caf³ gèrent les prestations :

02 Aisne (Saint-Quentin, Soissons) ;
07 Ardèche (Annonay, Aubenas) ;
25 Doubs (Besançon, Montbéliard) ;
29 Finistère (Brest, Quimper) ;
34 Hérault (Béziers, Montpellier) ;
38 Isère (Grenoble, Vienne) ;
42 Loire (Saint-Étienne, Roanne) ;
49 Maine-et-Loire (Angers, Cholet) ;
59 Nord (Lille, Armentières, Dunkerque, Douai, Cambrai, Roubaix, Valenciennes, Maubeuge) ;
60 Oise (Beauvais, Creil) ;
62 Pas-de-Calais (Arras, Calais) ;
64 Pyrénées-Atlantiques (Pau, Bayonne) ;
69 Rhône (Lyon, Villefranche-sur-Saône) ;
76 Seine-Maritime (Rouen, Elbeuf, Dieppe, Le Havre).

Par ailleurs, au 1^{er} janvier 2002, le nombre de Caf passe de 125 à 123 :

- il ne reste plus qu'une Caf à vocation nationale la Caisse maritime d'allocations familiales, sise à La Rochelle, après fusion au 1^{er} janvier 2002 de la Caf de la pêche maritime et de celle des marins du commerce ;
- la Caf de la navigation intérieure a, quant à elle, fusionné au cours du quatrième trimestre 2001 avec la Caf de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Les **caisses de la mutualité sociale agricole** (Cmsa) regroupent les salariés et les exploitants agricoles. Le nombre de ces organismes est passé de 74 en 2000 à 58 en 2005. Certaines Cmsa couvrent plusieurs départements. *La Cmsa a adopté courant 2007 une résolution arrêtant la configuration définitive de son réseau qui sera réparti en 35 caisses en 2010.*

*Le nombre des **services particuliers, administrations** et établissements publics habilités à distribuer les prestations familiales aux allocataires des régimes spéciaux, dépassait trois cents. Certains organismes relevant de ces régimes ont été rattachés au régime général : ce fut le cas des collectivités locales métropole en 1979-1980, des agents relevant des offices et établissements publics de l'Etat en 1991, du Cea, de la Banque de France en 1994.*

La gestion des prestations familiales des allocataires des **régimes spéciaux** est transférée aux Caf au :

- . 1^{er} juillet 2004 pour La Poste (soit 25 000 allocataires supplémentaires pour les Caf) ;
- . 1^{er} janvier 2005 pour France Telecom, et pour les fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;
- . 1^{er} juillet 2005 pour l'Education nationale ;
- . 1^{er} janvier 2009 pour les fonctionnaires travaillant à l'étranger.

Les allocataires d'**Edf-Gdf**, de la **Sncf** et de la **Ratp** ne sont pas concernés par ces transferts. *En métropole, les caisses d'Allocations familiales versent aux allocataires des régimes spéciaux :*

- l'ensemble des prestations de logement (Alf depuis 1995-1996, Apl depuis sa création, Als depuis 1993, cf. figure 7.2). Cependant, **la Sncf et la Ratp continuent à verser l'Alf** ;
- l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama, dès sa création en 1991) ;
- l'allocation de garde d'enfant à domicile (Aged depuis avril 1992) ;
- l'allocation aux adultes handicapés (et le Rmi) ;
- la prestation d'accueil du jeune enfant depuis sa création. Toutefois, **la Sncf verse la Paje à l'exception du complément mode de garde.**

*Ainsi, certains bénéficiaires des régimes spéciaux étaient également allocataires des Caf pour certaines prestations (Paje, Aged, Afeama, Apl, Alf, Als). En 2006, le phénomène est marginal : on estime ces **doubles comptes** à 20 700 allocataires (16 000 pour le Fnpf et 4 600 pour l'Apl seule, cf. T1PF 512951) et à 51 000 enfants. Ces doubles comptes sont :*

- à conserver lors des estimations des effectifs du régime général ;
- à conserver lors de l'estimation du nombre d'allocataires tous régimes (dans une optique de gestion) ;
- à éliminer dans une optique démographique, lors du dénombrement tous régimes des familles bénéficiaires, d'une part, de l'ensemble des fonds et, d'autre part, du seul Fnpf.

Particularités

- Les dépenses **d'action sociale et de gestion** des régimes agricoles et des régimes spéciaux ne sont pas reprises dans les comptes de la Cnaf. Par ailleurs, les

cotisations prises en compte pour ces régimes correspondent à la part des cotisations du régime général qui couvre les prestations légales (*hors action sociale et hors gestion, T1PF 62*).

- Les **quatre caisses des Dom** ont la particularité de verser les prestations aux allocataires de « l'ensemble » des régimes. Il faut cependant distinguer :

- les salariés agricoles dont les prestations sont intégrées à celles du régime général dans les Dom ;
- les exploitants agricoles dont les prestations peuvent être isolées dans les comptes ;
- les régimes spéciaux dans les Dom, dont les prestations ne sont pas retracées dans les comptes de la Cnaf, à l'exception des collectivités locales. Depuis 2002, les Caf versent l'Afeama, l'Aged et l'Alf des collectivités locales Dom.

Les trois fonds de l'entité comptable Cnaf

Les recettes et les dépenses de la Caisse nationale des allocations familiales regroupent les opérations de tous les régimes qui servent des prestations familiales, en métropole et dans les départements d'outre-mer⁴. Elles sont retracées dans les trois fonds gérés par la Cnaf : le fonds national des prestations familiales, le fonds national d'action sociale, le fonds national de gestion administrative.

- * **Le fonds national des prestations familiales** (Fnpf) retrace :

- **les prestations directes et indirectes.** Ces dernières correspondent à deux types de transfert :

- d'une part, des prises en charge de cotisations qui constituent des transferts internes à la Sécurité sociale, à destination de la Caisse nationale d'assurance vieillesse et de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) entre 1979 et 1999. Depuis 2002, les transferts à la Cnam concernent le financement du congé de paternité ;
- d'autre part, un transfert au fonds de solidarité vieillesse, la Cnaf prenant en charge, depuis 2003, 60 % de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus. (*La prise en charge par la Cnaf était de 15 % en 2001 suite à la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001, de 30 % en 2002*) ;

- la contribution de la Cnaf au fonds national d'aide au logement pour l'Apl⁵ et pour les aides aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), à la prestation de rentrée scolaire dans les Dom (Pars). Il s'agit de **transferts vers des organismes extérieurs à la Sécurité sociale**. Par ailleurs, en 2000, l'Etat a pris en charge la contribution de la Cnaf au fonds d'action sociale des travailleurs immigrés (Fastif) : depuis 2001, le Fastif n'est plus retracé dans les comptes de la Cnaf.

* **Le fonds national d'action sociale** (Fnas) couvre, pour la population couverte par le régime général (*au sens de la politique familiale*), des dépenses d'investissement et de fonctionnement des équipements et des services sociaux (crèches, centres de vacances, services de travailleuses familiales...), ainsi que des aides aux familles pour accéder à ces équipements et des aides spécifiques pour les familles en situation de précarité.

- Au sein du Fnas⁶ a été créé, en 2001, le **fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe)**, destiné à financer des projets de création ou d'aménagement des structures accueillant les enfants de moins de 6 ans.

Seuls les montants réellement décaissés en cours d'exercice sont inscrits au titre de cet exercice (18,57 millions en 2006). Ces charges sont équilibrées par un prélèvement à due concurrence sur les réserves constituées lors de la dotation initiale du Fipe sur l'excédent de la Cnaf (228,67 millions d'euros en 2000..., 25,87 millions en 2006 après prélèvements, cf. TIPF 63).

- Par ailleurs, il a été prévu d'accorder des **aides exceptionnelles à l'investissement⁶ (Aei)** pour financer l'effort de développement et la diversification des propositions d'accueil des jeunes enfants de 2-3 ans, ainsi que les aides à l'équipement des assistantes maternelles. Ces aides sont financées par un prélèvement à due concurrence sur les cotisations alimentant la branche Famille.

- Depuis 2001, les opérations relatives au Fipe et à l'Aei sont retracées dans les comptes de la Cnaf⁷ en prestations extralégales du Fnas.

* **Le fonds national de gestion administrative** (Fnga) finance la gestion courante des organismes servant les prestations familiales du régime général. La charge de la contribution de la Cnaf au Fnga de l'Acos et de l'Ucanss a été transférée au Fnpf⁸ en 2001. Les dépenses de gestion administrative du Fnas relèvent du Fnga depuis 2001.

D'une part, les trois comptes de la Cnaf (Fnpf + Fnas + Fnga) et...

d'autre part, les comptes consolidés de la branche Famille (hors opérations en capital)

Depuis le rapport 2003, le cadre retenu est étendu aux **comptes consolidés de la branche Famille**, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations.

Les opérations en capital ne sont pas couvertes par ce champ défini par la Ccss alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf.

Les tableaux de la Direction des statistiques, des études et de la recherche de la Cnaf (Dser) retiennent une double présentation pour 2002-2006 (*cf. encadré 1 du chapitre 6*).

Contribution de la Cnaf pour l'Apl et pour l'Alt (Fnal)

• La contribution de la Cnaf au financement de l'Apl est appelée **allocation logement virtuelle** (Alv, *cf. TIPF 141*)⁹. Elle est égale au montant de l'allocation logement qui aurait été payé par le Fnpf en l'absence de l'aide personnalisée au logement (Apl).

Jusqu'en 1983, le montant de la contribution de la Cnaf était estimé sur la base d'un échantillon (cf. TIPF 69). Puis, la part de la Cnaf a été fixée par décret à 46 % pour le régime des prestations familiales et à 1,7 % pour le régime exploitants agricoles¹⁰.

Depuis 1997 et la fusion de l'Apl1 et de l'Apl2, le taux de contribution de la Cnaf a été fixé provisoirement à 50,28 % pour le régime des prestations familiales hors Bapsa et à 1,37 % pour le régime des exploitants agricoles¹¹. Ces taux ont été fixés par référence à la répartition réelle du financement entre les différents régimes pour l'année 1996.

Depuis janvier 2005¹², les clés forfaitaires ont été abandonnées. Dans l'attente du calcul d'Al virtuelle¹³, des clés provisoires ont été adoptées en 2005 (54,5 % hors exploitants agricoles, ce qui a entraîné une régularisation de +133 millions d'euros comptabilisés en 2006). La clé 2006 est estimée à 56,65 %. Le coût pour le Fnpf est de l'ordre de 250 millions d'euros par an.

L'Alv financée par le Fnpf atteint 3,698 milliards d'euros en 2006 : 3,565 milliards d'euros au titre de l'exercice et 133 milliards de régularisations relative à 2005 (*tous régimes*)¹⁴.

• Depuis 1993, les taux de contributions financières à l'Alt sont de 48 % pour le Fnpf hors régime des exploitants agricoles, 2 % pour le régime des exploitants agricoles et à 50 % pour l'Etat. La contribution de la Cnaf au financement de l'aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées dans l'attente de logement autonome s'élève à 39 millions d'euros en 2005.

Contribution du Fnal aux frais de gestion de la Cnaf

Les caisses d'Allocations familiales et les caisses de la Mutualité sociale agricole liquident et paient les prestations sociales de l'Etat en matière de logement, relevant du fonds national d'aide au logement¹⁵.

Le Fnga perçoit des frais de gestion au titre de l'aide personnalisée au logement, de l'allocation logement sociale et de l'aide aux associations. Désormais, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal ; la majoration appliquée rétroactivement à 2005 a été comptabilisée en 2006.

Recettes Cnaf relatives aux frais de gestion

En millions d'euros	2004	2005	2006
Ensemble hors régul. Apl	138,37	132,12	132,64
Dont Als, Alt, Ea	80,60	80,34	82,99
Als			82,12
Alt			0,86
Exploitants agricoles (Ea)			0,01
Dont Apl hors régul.	57,77	51,78	49,65
Régul. Apl compt. 2006		67,3	70,24
(en recettes diverses)		au titre 05	au titre 06
Total yc régul. par exercice	138,37	199,39	202,88
		44,1 %	1,8 %
<i>Total par ex. comptable</i>	<i>138,37</i>	<i>132,1</i>	<i>270,2</i>
<i>Régularisations 2005-2006</i>			<i>138,0</i>

Les frais de gestion correspondant au Rmi, aux différentes aides à l'emploi, à l'Api et à l'Aah (ainsi que les frais de tutelle de l'Aah) ne sont pas remboursés à la Cnaf.

Notes

¹ Les notions de « monoparentalité » (pour l'Asf et l'Api) et d'« invalidité » (pour l'Aeeh et l'Aah) sont abandonnées depuis la brochure PF2001.

² Les allocataires du régime minier relevaient des six unions régionales des sociétés de secours minières (Urssm) situées à Alès, Lens, Metz, Montceau-les-Mines, Saint-Etienne, Toulouse. Depuis 1994, les prestations sont versées par la Caisse nationale de sécurité sociale des mines (Canssm) pour les allocataires du régime minier ne relevant pas d'une Caf. Le calendrier de la prise en charge des allocataires des Urssm par les Caf a été le suivant :

	Urssm	Caf
01.94	Saint-Etienne	Saint-Etienne
01.95	Montceau-les-Mines	Mâcon
03.96	Urssm de l'Est	Metz, Mulhouse
1997	Lens	Arras, Douai, Lille
1997	Toulouse	Albi
1997	Alès	Nîmes

³ Selon les décisions du conseil d'administration du 12 juin 2007, il est prévu que la structuration du réseau s'appuiera sur la base d'une caisse par département. Les caisses infra départementales seront donc regroupées en une nouvelle caisse, à créer par département, à l'horizon 2011 (cf. L'agence d'information n° 869).

⁴ Toutefois, les régimes spéciaux dans les Dom ne sont pas retracés dans les comptes de la Cnaf, à l'exception des collectivités locales.

⁵ Jusqu'en 2005 inclus, il s'agit d'une contribution de la Cnaf au Fnh.

⁶ Source : rapport de la Ccss de septembre 2003, page 285 ; article 23 de la Lfss pour 2001.

Le dispositif est fortement incitatif puisque la création ou l'aménagement de places dans les structures d'accueil peut être subventionné à hauteur de 6 000 à 11 000 euros la place. Des subventions majorées sont prévues pour les structures multi-accueil ou qui correspondent à des objectifs prioritaires. Un financement majoré est également possible lorsque le projet est intercommunal.

⁷ Cf. Rapport de l'Agent comptable, exercice 2002, page 76.

⁸ L'ensemble des dépenses de « gestion » du Fnga et du Fnpf sont regroupées dans les tableaux statistiques.

⁹ Créé en 1977, le fonds national de l'habitat a en charge l'aide personnalisée au logement (Apl). Les recettes du Fnh sont constituées par une subvention de l'Etat, une contribution du Fnpf et le fonds national d'aide au logement (Fnal). En janvier 2006, le Fnh et le Fnal fusionnent en un seul fonds national d'aide au logement.

¹⁰ La note 2 du tableau T1PF 69 retrace la contribution de la Cnaf au titre de l'Apl2, créée en 1988.

¹¹ Avec 48,35 % pour l'Etat à travers le Fnh et le Fnal.

¹² Cf. rapport 2005 de l'Agent comptable pages 49-50.

¹³ Note du conseil d'administration du 5 octobre 2005. Le système proposé en 2005 conduit à faire prendre en charge par le Fnpf :

- la totalité de l'Apl versée aux familles et aux jeunes ménages locataires, l'Etat prenant en charge les prestations versées aux isolés et aux couples non mariés sans enfant ;

- en accession, la branche Famille finance la part de l'Apl (Alv) versée aux familles avec enfant ou personne à charge et aux jeunes ménages ;

- en logements foyers, le même principe est appliqué ; ces logements étant principalement occupés par des personnes seules ou des ménages sans enfant, l'Etat devrait financer la quasi-totalité de l'Apl.

¹⁴ La contribution du Bapsa au Fnh au titre de l'exercice 2002 est comptabilisée en 2003 par la Cnaf. Toutefois, le chiffre statistique 2002 relatif à l'Alv tient compte de cette contribution du Bapsa en 2002 (elle est équilibrée au niveau des tableaux statistiques 2002 par une moindre dépense diverse de 84,913 millions d'euros).

¹⁵ Créé en 1971, le fonds national d'aide au logement centralise les recettes et les dépenses de l'allocation logement social (Als) et de l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt) créée en 1993. Depuis 2006 il a fusionné avec le Fnh (créé en 1977).

Evolution de la législation relative aux recettes

Le taux de cotisation allocations familiales a baissé de près de moitié entre 1952 et 1974 (passant de 16,75 % du salaire plafonné à 9 %). Ce taux a été déplafonné et fixé à 7 % en 1989-1990.

La contribution sociale généralisée a été créée au 1^{er} février 1991 (1,1 % des rémunérations brutes affecté à la Cnaf jusqu'en janvier 2005, 1,08 % depuis, sur une assiette élargie). Suite à la mise en place de la Csg, le taux de cotisation a été abaissé à 5,4 %.

Depuis le 1^{er} juillet 1993, différentes mesures d'exonération ou d'allègement des cotisations sociales ont été mises en place dans le cadre de dispositifs en faveur de l'emploi. Jusqu'en 2005, les allègements généraux de cotisations étaient compensés par le budget de l'Etat (et/ou par le Forec, créé en 2000 et supprimé fin 2003). A compter de 2006, leur financement se fait essentiellement par affectation de recettes fiscales ; toutefois, l'Etat continue à prendre en charge les mesures d'aide à l'insertion, à la réinsertion et à l'embauche. La part des exonérations non compensées décroît légèrement en 2006 (9,8 % contre 10 % en 2005, toutes branches confondues).

L'évolution des taux de cotisation des différents régimes, la mise en place de la Csg et la prise en charge de cotisations par l'Etat constituent les éléments essentiels à la compréhension de l'évolution des recettes de la Cnaf (*définie comme l'entité correspondant comptablement aux fonds nationaux des prestations familiales, de l'action sociale et de la gestion administrative*). Les modalités de calcul des frais de gestion des prestations de logement ne relevant pas du Fnpf mais versées par les Caf (Apl et Als) sont précisées en fin de chapitre.

* L'année **1983** marque un tournant dans l'évolution des recettes de la Cnaf avec la mise en place :

- du **remboursement par l'Etat de l'allocation aux adultes handicapés** ;
- du prélèvement de 1 % sur le revenu imposable. Après des modifications en 1985, en 1998 et en 1999, la Cnaf est finalement privée de ce type de financement en 2001 ;
- et de la gestion des prêts aux jeunes ménages par les banques en 1985-1986, avant leur suppression en 1987. Des recettes importantes ont ainsi été dégagées de 1985 à 1988, grâce aux remboursements des prêts antérieurement versés par les organismes débiteurs des prestations.

* L'introduction de la **Csg en 1991** et la baisse à cette occasion du taux de cotisation marquent un second tournant dans le financement de la Cnaf.

* Entre **1998 et 2000**, on peut noter un troisième tournant dans l'évolution des comptes de la Cnaf, avec la création de nouvelles ressources ou de moindres dépenses. Il s'agit :

- de la mise sous condition de ressources des allocations familiales de mars à décembre 1998 ;
- du **remboursement par l'Etat de l'allocation de parent isolé** depuis 1999 ;
- de la **suppression des dépenses relatives aux cotisations maladie** de bénéficiaires de prestations familiales depuis 2000, suite à la mise en place de la couverture maladie universelle (Cmu) ;
- le remboursement de la contribution de la Cnaf au fonds d'action sociale des travailleurs immigrés (*Fastif*) depuis 2000. Les dépenses (et les recettes) de ce fonds ne sont plus retracées dans les comptes de la Cnaf depuis 2001.

Il est également intéressant de rappeler :

- l'évolution du plafond de Sécurité sociale, bien qu'il n'intervienne pratiquement plus sur les recettes de la Cnaf depuis le déplafonnement total des cotisations d'allocations familiales en 1990. Seules les cotisations allocations familiales des employeurs et des travailleurs indépendants restaient pour une part restreinte (0,5 %) plafonnées jusqu'en janvier 1998 ;
- les différentes phases d'extension du champ du régime général et de la Cnaf.

Les taux de cotisations allocations familiales

a. Cotisations patronales relatives aux salariés du régime général

Le taux de cotisation allocations familiales a baissé de près de moitié entre 1952 (16,75 % du salaire plafonné) et 1974 (9 % du salaire plafonné).

La loi du 13 janvier 1989 a fixé les cotisations de la branche Famille, à compter du 19 janvier 1989, à 4,5 % dans la limite du plafond de Sécurité sociale et à 3,5 % sur l'intégralité des gains des salariés.

A compter du 1^{er} janvier 1990, les cotisations sont totalement déplafonnées et le taux de cotisation est fixé à 7 % pour les salariés du régime général.

Suite à la mise en place de la contribution sociale généralisée (Csg), le taux de cotisation des allocations familiales a été abaissé à 5,4 % au 1^{er} février 1991.

b. Exonération de cotisations Af¹

• La législation relative aux exonérations de cotisation est développée dans les rapports de l'Agent comptable² de la Cnaf et dans ceux de la Commission des comptes de la Sécurité sociale (Ccsc). Ces exonérations ont pu être regroupées en quatre catégories (cf. TIPF 641 du chapitre 6) liées à deux types d'objectifs :

1) d'une part, **l'activité et l'emploi en liaison avec l'aménagement du territoire** avec :

11) **l'aide à l'insertion et à la réinsertion** subdivisée en :

- contrats initiative emploi ;
- apprentissage ;
- emplois des jeunes ;
- contrats de retour à l'emploi, d'accès à l'emploi et mesures d'insertion ;

12) **les aides à l'embauche** définie « géographiquement » (zones franches urbaines, zones de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine, à la zone franche Corse) ;

2) d'autre part, **la réduction du temps de travail et les exonérations sur les bas salaires**, avec :

21) **l'aménagement de la réduction du temps de travail** : la loi Aubry 1³, la loi Aubry 2⁴ et la loi Robien ;

22) **les exonérations sur les bas salaires et l'aide au maintien d'emplois spécifiques** (pêche maritime - plan textile - hôtels, restaurants, cafés).

La progression des exonérations prises en charge par l'Etat et le Forec (+ 48 % en 2000, + 16 % en 2001, + 2,3 % en 2002) s'explique par la mise en place des lois Aubry (+ 0,9 milliard d'euros en 2000, + 0,5 milliard en 2001, + 0,33 milliard en 2002).

• En 2000, le fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de la Sécurité sociale (Forec) finance 85 % de l'ensemble des exonérations. *Le rapport de la Ccsc de septembre 2003 (cf. pages 266-269) présente les comptes du Forec depuis 2001.* En 2004, le Forec a disparu, le remboursement des allègements étant directement pris en charge par le budget de l'Etat.

• **L'allègement unique Fillon** a comme objectif de remplacer en trois phases (au 1^{er} juillet 2003, 2004 et 2005) la réduction dégressive sur les bas salaires et l'allègement 35 heures. Le rapport de la Ccsc de juin 2005 (cf. pages 82-84) détaille la progressivité de ces mesures.

• Depuis janvier 2005, **la prise en charge des cotisations d'Af par la Cnam⁶** se fait conformément à de nouvelles dispositions : elle est expressément limitée au revenu net de dépassement d'honoraires. Seuls les revenus hors dépassement servent de base de calcul dans la prise en charge par les Cnam.

• A compter de 2006, un transfert de **recettes fiscales** en faveur de la branche Famille constitue le mode de compensation des dispositifs d'aide à l'emploi relatifs au dispositif « Fillon » et aux anciennes mesures relatives à la réduction du temps de travail (lois « Robien » et « Aubry 1 »). *Cette réforme se traduit comptablement⁵ dès l'exercice 2005, qui intègre en « produits à recevoir » les droits de décembre 2005 servant de base aux règlements financiers de janvier 2006. Dans les tableaux statistiques, les 327,6 millions d'euros comptabilisés en 2005 figurent sur la ligne « 1% sur le revenu des personnes physiques ».*

Neuf recettes fiscales⁶ sont affectées à la Cnaf. Il s'agit principalement :

- d'une fraction égale à 95 % de la taxe sur les salaires pour 1,673 milliard d'euros ;
- de la Tva brute collectée sur les fournisseurs de tabac (536 millions d'euros) ;
- de la Tva collectée par les commerçants de gros en produits pharmaceutiques (522 millions) ;
- des droits de consommation sur les alcools (480 millions). Le montant des autres Itaf atteint 282 millions d'euros.

L'Etat continue à prendre en charge les mesures d'aide à l'insertion et à la réinsertion (207 millions d'euros en 2006, + 2,7 %) **et d'aide à l'embauche** (262 millions, + 15,4 %, cf. TIPF 641).

c. Employeurs et travailleurs indépendants

• Le taux réduit de cotisation des employeurs et travailleurs indépendants (3,25 %) a été relevé à 5,5 % au 1^{er} avril 1982 puis supprimé au 1^{er} janvier 1983 pour faire place à un taux unique de 9 %, le taux de cotisation des Eti étant donc identique à celui des salariés du régime général.

• En 1989, les cotisations des Eti ont été partiellement déplafonnées comme celles du régime général.

• En 1990, les taux ont été fixés à 2,1 % dans la limite du plafond et à 4,9 % sur le revenu total.

• En février 1991, le taux plafonné a été ramené à 0,5 %, suite à la mise en place de la Csg.

• A compter du 15 mai 1996 (appel des cotisations du 1^{er} trimestre 1996), la régularisation intermédiaire des cotisations devient effective⁷. Il s'agit d'un ajustement des cotisations provisionnelles calculées sur le revenu de l'avant-dernière année (N – 2) sur les revenus de la dernière année (N – 1).

• Depuis le 1^{er} janvier 1998, le taux de cotisation est fixé à 5,4 % sur la totalité du revenu (gain estimé à 450 millions en 1999).

L'assiette des cotisations 1997 était constituée par les revenus professionnels 1995, limités au plafond de Sécurité sociale 1997 pour la partie des cotisations qui reste plafonnée en 1997. En 1999, les cotisations sont calculées à partir des revenus de 1997.

• Par ailleurs, la mise en place progressive de la mensualisation de leurs cotisations depuis 2001 pour les cotisants qui en font la demande⁸ accroît l'évolution des produits la première année (notamment en 2001) et la diminue la deuxième année⁹. En 2004, la part des cotisations des Eti recouvrées selon un calendrier mensuel a augmenté de six points, passant de 37 % à 43 %.

• Jusqu'en 2003¹⁰, le paiement des cotisations des employeurs et travailleurs indépendants (Eti) est effectué sur une base provisoire assise sur les revenus de l'année N – 2 et a fait l'objet d'un ajustement en fin d'année en se fondant sur les revenus N – 1 et d'une régularisation un an plus tard. Il en résulte un décalage entre l'évolution des cotisations et celle des revenus des Eti de l'ordre d'un an, et d'autre part des accélérations et des décélérations plus fortes sur les cotisations observées que sur l'assiette.

• En 2004, la procédure d'ajustement (sur la base des revenus N – 1) est supprimée. La baisse du rendement des cotisations des Eti en 2004 s'explique par cette suppression. Ainsi, un montant important de cotisations qui aurait été recouvré à la fin de 2004 et au début de 2005 en l'absence de réforme sera rattaché au moment de la régularisation définitive pour partie à 2005 et pour partie à 2006.

d. Les régimes spéciaux

Le taux de cotisation des régimes spéciaux (TIPF 62) est fixé par arrêté, en même temps que la répartition des cotisations Af par fonds. Par ailleurs, le taux de cotisation théorique de ces régimes¹¹ pour lesquels l'employeur assure lui-même le versement des prestations exclut la part des cotisations affectées à l'action sociale et à la gestion.

Jusqu'en 1988, il correspond au produit du taux de cotisation des salariés du régime général, par le pourcentage des cotisations des salariés affecté au Fnpf.

De 1984 à 1988, le taux effectif des régimes spéciaux a été de 8,15 %. En 1989, les cotisations ont été comptabilisées sur la base des taux de 4,075 % plafonnés et de 3,17 % déplafonnés¹². Ce taux est fixé à 6,34 % en 1990, à 5 % en 1991 et à 4,8 % en 1992-1996. Le taux est fixé à 5,20 % à compter du 1^{er} janvier 1997.

Le taux de cotisation des allocataires des régimes spéciaux qui ont été rattachés aux Caf¹³ a été aligné sur celui du régime général, soit 5,4 % au lieu de 5,2 %. La majoration n'est intervenue qu'à compter du 1^{er} janvier 2006. Le taux reste fixé à 5,2 % pour la Sncf, la Ratp et Edf-Gdf.

e. Les salariés agricoles depuis 1963

La compensation par le régime général du régime des salariés agricoles a été instaurée à compter du 1^{er} janvier 1963.

Avant 1994

Les entreprises de tiers « connexes » (caisse de crédit agricole, coopératives par exemple) payaient pour leurs salariés des cotisations techniques de 7 % du montant des salaires plafonnés et de 2 % à titre complémentaire (action sociale et gestion administrative). Les cotisations sur salaire tendaient à devenir de plus en plus importantes en raison du développement des entreprises connexes.

L'exploitant agricole versait une cotisation unique valable pour lui-même, les aides familiaux et les salariés qu'il employait. La ventilation des cotisations agricoles entre le régime des salariés agricoles et le Bapsa (budget annexe des prestations sociales agricoles) se faisait par voie réglementaire.

Il est possible de calculer un taux de cotisation apparent des salariés agricoles à partir d'une estimation de la masse salariale sous plafond. Le taux effectif était voisin de 4,52 % en moyenne sur la période 1982-1986. D'après le ministère de l'Agriculture, le taux de 7 % était atteint en 1988.

L'arrêté du 24 janvier 1989 (Jo du 28 janvier) fixe les cotisations techniques à 3,5 % dans la limite du plafond de Sécurité sociale et à 2,72 % sur la totalité des salaires. En 1990, le déplaçonnement est total et le taux est fixé à 5,45 %. En 1991, ce taux est abaissé à 4,05 %, suite à la mise en place de la Csg.

A partir de 1994

*Les cotisations des salariés agricoles sont **alignées sur celles des salariés du régime général**. La réforme de l'assiette appliquée depuis 1994 a produit **une différence positive** entre les recettes et les dépenses de ce régime (+ 69,06 millions d'euros en 1997 pour la Cnaf, Csg comprise).*

f. Les exploitants agricoles depuis 1983

Depuis le 1^{er} janvier 1983, le régime des exploitants agricoles est intégré dans les comptes de la Cnaf pour les prestations familiales qu'il verse et les ressources destinées à son financement.

Avant 1994

En ressources du régime des exploitants agricoles figuraient, outre les cotisations effectivement versées par les exploitants, une subvention du budget de l'Etat et une contribution de la Cnaf.

Le partage conventionnel de la charge du régime des exploitants agricoles entre la Cnaf et l'Etat reposait sur des estimations, et fondamentalement, sur l'estimation d'une grandeur mal connue : le revenu des agriculteurs. A partir de cette évaluation, on calculait les cotisations qu'auraient dû théoriquement verser les exploitants (cotisations théoriques).

La subvention de l'Etat comblait alors la différence entre les cotisations réelles et les cotisations théoriques. La contribution de la Cnaf au Bapsa

correspondait à la différence entre les cotisations théoriques et les prestations versées.

Le déficit du régime était partagé entre une « insuffisance » de cotisations prise en charge par l'Etat et un solde résiduel pris en charge par la Cnaf : l'insuffisance de cotisations était estimée par rapport à un niveau théorique qui devient donc déterminant.

L'évaluation du revenu net des exploitants agricoles était considérée comme définitive deux ans après l'exercice considéré. A partir de cette donnée, la participation de la Cnaf au financement du Bapsa était revue. Les écarts entre les chiffres comptabilisés par la Cnaf (généralement chiffres de la loi de finances pour l'exercice) et les estimations définitives donnaient lieu à des régularisations (cf. brochure 1991, titre III chapitre 4).

A partir de 1994

Le nouveau mode de calcul des cotisations des exploitants agricoles, instauré par la loi du 31 décembre 1991, repose sur les principes suivants :

- le transfert progressif de l'assiette des cotisations du revenu cadastral sur celle du revenu professionnel ;
- la recherche de la parité entre les non-salariés agricoles et les salariés du régime général.

En 1994, la subvention de l'Etat au Bapsa a été supprimée (alors qu'elle était de 182,94 millions d'euros en 1993).

Le décret du 21 septembre 1995 a fixé un taux de 4,57 % applicable sur les revenus professionnels des exploitants agricoles.

Depuis 1996, le taux de cotisation des exploitants agricoles est fixé à 5,4 % comme pour le régime général (4,36 % pour la cotisation de base et 1,04 % pour la couverture des dépenses complémentaires).

*• La participation de la Cnaf atteint 3,34 milliards d'euros courants cumulés de 1983 à 1999¹⁴ (cf. rapport de l'Agent comptable 1999 page 31). **La recherche de la parité s'est donc faite aux dépens de la Cnaf¹⁵.***

A compter de 2005, le Bapsa qui connaît un déficit récurrent et croissant¹⁶ est remplacé par le fonds de financement des prestations sociales agricoles.

Déplafonnement : plus de 1,1 milliard d'euros de surcharge annuelle

L'évolution des recettes a été influencée par le processus de déplafonnement, entamé en 1989 et devenu total en 1990, et par la baisse du taux de cotisation qui l'a accompagné¹⁷. La diminution des cotisations qui en a découlé a été partiellement compensée en 1989 et 1990. Cette compensation qui n'a pas été reconduite en 1991 avait pris deux formes :

- 381,12 millions d'euros de dotation budgétaire avaient été inscrits pour 1989 dans la loi de finances rectificative ;
- 609,8 millions d'euros provenaient du droit de consommation sur les cigarettes prélevé en 1990 au profit de la Cnaf.

D'après le rapport de la Ccss de novembre 1989, la perte de cotisations afférente à la baisse du taux s'élèverait à **1,1 milliard d'euros 1990 en année pleine**. *Compte tenu des compensations partielles intervenues en 1989 et 1990, la charge estimée pour la Cnaf serait de l'ordre de 91,47 millions d'euros en 1989, 533,57 millions d'euros en 1990 et 1,1 milliard en 1991.*

Modification de la répartition entre branches du produit des cotisations

Depuis janvier 1993, l'ensemble des recettes sont réparties en tenant compte du taux effectif de recouvrement des grandes catégories de cotisants. En 1994, la réduction des recettes de la Cnaf par rapport au système antérieur est estimée à 381,12 millions d'euros.

La contribution sociale généralisée

• A compter du 1^{er} février 1991, la loi de finances pour 1991 a institué une contribution sociale généralisée affectée à la Cnaf. **La Csg au taux fixé à 1,1 %** porte sur :

- *les rémunérations brutes des salariés (y compris les primes et indemnités diverses, les avantages en nature et en espèces, ainsi que les sommes allouées au titre de l'intéressement et de la participation). Un abattement de 5 % est appliqué au salaire brut ;*
- *les revenus fiscaux des travailleurs non salariés. Les revenus des Eti sont augmentés de l'ensemble des cotisations sociales versées qui excèdent la part salariale acquittée par les salariés du régime général. Pour les exploitants agricoles, les cotisations familiales acquittées ne sont reprises qu'à hauteur de 50 %, dans la mesure où elles sont acquittées d'un bloc pour eux-mêmes et leurs salariés ;*

- *les revenus de remplacement : les retraites (de base et complémentaires), les pensions d'invalidité et les allocations chômage (total et partiel, avec abattement de 5 % dans certaines limites), les allocations de préretraites, les revenus versés par un organisme assureur ;*
- *les revenus du patrimoine et les produits des placements.*

La mise en place de la Csg et la baisse concomitante du taux de cotisation allocations familiales se sont soldées par une perte de 381,12 millions d'euros de recettes pour la Cnaf en 1991¹⁸.

• Au 1^{er} juillet 1993, le taux de la Csg a été relevé à 2,4 %. Le rendement de ce relèvement de 1,3 point est estimé à 2,77 milliards d'euros en 1993 et a été affecté exceptionnellement à la Cnaf en 1993.

• A compter du 1^{er} janvier 1994, 1,1 % a été affecté à la Cnaf (7,5 milliards d'euros en 1996) et 1,3 % au fonds de solidarité vieillesse.

• Au 1^{er} janvier 1997, le taux de Csg a été porté à 3,4 %. La majoration d'un point est affectée au financement de l'assurance maladie. *L'assiette a été élargie et est désormais identique, sauf sur certains revenus de remplacement, à celle de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (Crds).*

• En 1998, une augmentation de la Csg se substitue à des cotisations maladie (*cf. TIPF 782*) : + 4,1 points sur les revenus d'activités et sur ceux de l'épargne, + 2,8 % sur les revenus de remplacements.

• Jusqu'en janvier 2005, les 7,5 % de Csg sont affectés de la façon suivante : 1,1 % pour la Cnaf, 1,3 % pour le fonds de solidarité vieillesse (Fsv), 5,1 % pour la maladie.

• En janvier 2005, la ventilation de la Csg est désormais la suivante : **1,08 % pour la Cnaf**, 1,03 % pour le Fsv, 5,29 % pour la maladie et 0,1 % pour la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa). **L'assiette de la Csg est élargie** aux rémunérations brutes après application d'un abattement de 3 % au lieu de 5 % auparavant (*cf. TIPF 782*). *Le taux sur les allocations chômage et les indemnités journalières reste fixé à 6,2 %. Les autres taux de Csg sont majorés, passant à 6,6 % sur les retraites et les préretraites, à 8,2 % sur les revenus du patrimoine et les produits de placement, à 9,5 % sur les gains tirés des jeux.*

Toutefois, suite à l'ensemble de ces mesures, **les recettes de la Cnaf procurées par la Csg ne devraient pas diminuer**. En 2005, la Csg affectée à la Cnaf (10,4 milliards d'euros) a progressé de + 2,6 % en 2005 en euros constants contre + 1,1 % en 2004.

• En janvier 2006, la mise en place de la mesure de **taxation des plans d'épargne logement (Pel)** ouvert depuis plus de dix ans a généré un rendement d'environ 1,5 milliard sur le stock des contrats ayant atteint leur dixième année¹⁹. Par ailleurs, la Csg assise sur les revenus du patrimoine a diminué en raison de la suppression de l'avoir fiscal qui réduit sensiblement l'assiette de la Csg (- 400 millions d'euros).

Des recettes apparues après 1981 suite au déséquilibre des comptes

Certaines recettes ont été créées, parfois provisoirement, suite au déficit des comptes :

• **remboursement de l'allocation aux adultes handicapés** par l'Etat depuis 1983 (5 230 millions d'euros en 2005) ;

• **remboursement par l'Etat des prêts aux jeunes ménages**, dont la gestion a été confiée aux banques pour la période 1985-1986, avant leur suppression en 1987. Le gain de trésorerie a été de 498 millions d'euros cumulés depuis 1985 ;

• **prélèvement de 1 % sur le revenu imposable** instauré pour les exercices 1983-1984, puis limité aux valeurs mobilières.

En 1998, ce prélèvement est remplacé (ainsi que celui de la Cnav) par un prélèvement de 2 %, versé pour moitié à la Cnaf et pour moitié à la Cnav. L'assiette est élargie. Il s'agit :

- des revenus du patrimoine retenus pour le calcul de la Csg ;

- des revenus de placements soumis au prélèvement libératoire et aux revenus de l'épargne²⁰.

Les recettes de ce poste passent de 134 millions d'euros en 1997 à 675 millions en 1998 et à 866 millions en 1999.

La loi Cmu du 27 juillet 1999 avait réduit le taux affecté théoriquement à la Cnaf en 2000 à 20 % ; la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2000 l'a fixé à 13 %. La branche n'a comptabilisé que 202 millions d'euros en 2000.

En 2001, la Cnaf est totalement privée de la part du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements qui lui était attribué.

• **remboursement de l'allocation de parent isolé** par l'Etat depuis 1999 (972 millions d'euros en 2005).

Mode de calcul des frais de gestion du Fnal (et du Fnh)

La participation du Fnal et du Fnh aux frais de gestion est calculée en pourcentage des prestations versées (y compris les primes de déménagement).

• Le taux relatif au **Fnal** est passé de 6 % à 5 % en 1982 et à 4 % en 1983. Ce taux est ramené à **2 % au 1^{er} janvier 1993**.

• *Le taux concernant le Fnh est de 6 % en 1980, de 5 % en 1981-1982, de 4 % entre 1983 et 1988.*

• *A compter de 1989, le financement des frais de gestion de l'aide personnalisée au logement (Apl) est assuré conjointement par l'Etat et les régimes de prestations familiales au prorata des contributions de chacun au financement des prestations²¹.*

• Le taux concernant le **Fnh** est ramené de 4 % à 3 % en 2002, puis à **2 % de 2003 à 2005²²**. Désormais, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal ; la majoration appliquée rétroactivement à 2005 a été comptabilisée en 2006.

Recettes Cnaf relatives aux frais de gestion

En millions d'euros	2004	2005	2006
Ensemble hors régul. Apl	138,37	132,12	132,64
Dont Als, Alt, Ea	80,60	80,34	82,99
Als	ND	ND	82,12
Alt	ND	ND	0,86
Exploitants agricoles (Ea)	ND	ND	0,01
Dont Apl hors régularisation	57,77	51,78	49,65
Régul. Apl compta. 2006 (en recettes diverses)		67,3 au titre 05	70,24 au titre 06
Total yc régul. par exercice	138,37	199,39 44,1 %	202,88 1,8 %
<i>Total par exercice comptable</i>	<i>138,37</i>	<i>132,1</i>	<i>270,2</i>
<i>Régularisations 2005-2006</i>			<i>138,0</i>

Les frais de gestion correspondant au Rmi, aux différentes aides à l'emploi, à l'Api et à l'Aah (ainsi que les frais de tutelle de l'Aah) ne sont pas remboursés à la Cnaf.

Extension du champ du régime général et de la Cnaf

• Les agents des **collectivités locales en métropole** qui relevaient des régimes spéciaux ont été rattachés au régime général. Ce transfert porte sur 365,88 millions d'euros en 1979 et 60,98 millions d'euros en 1980. Lors de ce rattachement, le taux de cotisation de ces agents est passé de 8,05 % à 9 % afin de tenir compte des frais de gestion des Caf et de l'ouverture des droits des prestations d'action sociale du régime général.

• Depuis **1983**, la Cnaf retrace les recettes et les dépenses des **exploitants agricoles** dans sa comptabilité. Avant cette réforme, le *Bapsa* (budget annexe des prestations sociales agricoles) couvrait les dépenses de prestations familiales (792,73 millions d'euros en 1982) et contribuait au financement du régime général par la compensation démographique (121,96 millions d'euros en 1982) et par le financement de la population non active (15,24 millions d'euros en 1982).

L'intégration du régime des exploitants agricoles dans les comptes de la Cnaf entraîne la disparition de ces deux dernières recettes, l'apparition d'une ligne de cotisations et d'une ligne de dépenses comptabilisées. Le solde négatif est à la charge de la Cnaf (cf. paragraphe ci-dessus sur les cotisations des exploitants agricoles).

• En **1991**, la gestion des prestations familiales des petits régimes spéciaux (offices et établissements publics de l'Etat) a été transférée aux Caf. Ces organismes ont versé, en 1990, 32,17 millions d'euros de prestations et 114,79 millions d'euros de cotisations (au taux des régimes spéciaux).

• En **1994**, la Banque de France et le Cea ont été rattachés au régime général. En 1993, les prestations correspondant à ces régimes s'élevaient à 23,32 millions d'euros, les cotisations à 49,09 millions d'euros.

• Depuis 1991, les régimes de La Poste et de France Telecom auraient dû être rattachés au régime général et, à ce titre, cotiser au taux de ce régime. Les recettes et les dépenses de ces organismes n'ont pas été comptabilisées par la Cnaf de 1991 à 1993, une recette de 314,81 millions d'euros a été comptabilisée en 1994 au titre des exercices 1991-1993. Toutefois les tableaux statistiques prennent en compte ces régimes au niveau des données relatives aux régimes spéciaux de 1991-1993 afin de ne pas fausser les évolutions. Les cotisations, les prestations et les dépenses diverses ont été majorées (en millions d'euros) de :

	Cotisations	Prestations	Solde
1991	366,33	257,33	109,00
1992	349,72	247,74	101,99
1993	352,92	249,10	103,82
1991-1993	1 068,97	754,17	314,81

Le solde (recettes moins dépenses) de ce régime correspond à une recette non comptabilisée par la Cnaf en 1991-1993 : afin de retrouver les soldes comptables, les chiffres statistiques relatifs aux dépenses diverses ont été majorés du montant de ces soldes.

• La gestion des prestations familiales des allocataires des régimes spéciaux est transférée aux Caf au :

- **1^{er} juillet 2004** : pour **La Poste** ;

- **1^{er} janvier 2005** : pour **France Telecom**, et pour les **fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale** ;

- **1^{er} juillet 2005** : l'**Education nationale**.

Les allocataires d'Edf-Gdf, de la SnCF et de la RATP ne sont pas concernés par ces transferts.

Le plafond de la Sécurité sociale

Depuis le déplafonnement des cotisations intervenu au 1^{er} janvier 1990, seules les cotisations allocations familiales des employeurs et des travailleurs indépendants sont restées pour une part restreinte (0,5 %) plafonnées jusqu'à la fin de 1997.

• Le plafond est revalorisé annuellement au 1^{er} janvier par arrêté ministériel en fonction de l'évolution (d'octobre à octobre) des salaires nets pour l'année civile précédant la date de revalorisation du plafond, figurant dans le rapport de printemps sur les comptes de la Nation.

• Entre 1982 et 1996 (inclus), le plafond est également revalorisé au 1^{er} juillet d'un pourcentage égal à la moitié de l'évolution annuelle du plafond au 1^{er} janvier précédent. Pour l'année 1982, la croissance du plafond de Sécurité sociale a été forte, par suite de l'application pour la première fois d'une double revalorisation annuelle.

• En 2006 le plafond était de 31 068 euros, soit un accroissement de +2,9 % par rapport à 2005 (+ 1,2 % en volume, cf. T1PF 784).

L'évolution du plafond n'a pas été régulière : les années de forte progression ont été 1952, 1961-1962 et 1982. En monnaie constante, elle a été de :

+ 48 % entre 1950 et 1960 ;

+ 77 % entre 1960 et 1970 ;

+ 33 % entre 1970 et 1980 ;

+ 19 % entre 1980 et 1990 ;

+ 15 % entre 1990 et 2000 ;

+ **4,2 % entre 2001 et 2006** et de

+ 9,9 % sur les dix dernières années (cf. T1PF 784).

Notes

¹ Quelques points de repère historiques :

• L'année 1997 a connu une très forte diminution des exonérations sur bas salaires à la suite de la fusion des allègements de charges sociales sur les bas salaires.

. Garanties de ressources 1994-1998 (cf. renvoi 2 PF 2005 page 147 pour plus de détail).

Les lois du 25 juillet 1994 relatives à la famille et à la Sécurité sociale comportent des garanties concernant le niveau des ressources de la branche Famille. L'Etat s'engage à compenser intégralement le coût des exonérations de cotisations d'allocations familiales et toute nouvelle mesure d'exonération. Les ressources de la Cnaf ne peuvent être inférieures pendant cinq ans (de janvier 1994 à décembre 1998) au niveau qu'elles auraient atteint en cas de maintien de la législation applicable au 1^{er} janvier 1993 en matière de financement de la branche.

² Cf. le rapport de l'Agent comptable 2002 pages 12-13.

³ Loi du 13 juin 1998, dite loi Aubry 1.

⁴ La loi du 19 janvier 2000, dite loi Aubry 2, a fixé la durée du travail à 35 heures hebdomadaires, à partir du 1^{er} janvier 2000, pour les entreprises de plus de vingt salariés et, pour les entreprises de vingt salariés ou moins, à partir du 1^{er} janvier 2002.

⁵ Cf. rapport de l'Agent comptable 2005 page 37.

⁶ Cf. rapport 2006 de l'Agent comptable page 38.

⁷ L'écart entre le taux théorique et le taux effectif correspond à une surcharge pour la Cnaf de l'ordre de 137 millions d'euros pour la période 1983-1989.

⁸ Cf. rapport de la Ccass de mai 2003, page 70, la mensualisation de 15 % des Eti (soit 20 % de leurs cotisations) pour lesquels cinq trimestres de cotisations ont été perçus. Les taux d'évolution sont donc majorés en 2001 (et minorés en 2002, le calendrier étant redevenu normal).

⁹ L'échéancier mensuel étant calé sur l'année civile contrairement à l'échéancier trimestriel.

Source : rapport de mai 2003 de la Ccass pages 70-71.

¹⁰ Cf. rapport de juin 2005 de la Ccass page 76.

¹¹ Cf. chapitre 7 pour l'évolution du champ de ces régimes. En 2004, il s'agit de la fonction publique de l'Etat, de France Telecom, de la SnCF, de l'Edf-Gdf et de la Ratp.

¹² Les cotisations des régimes spéciaux ont été comptabilisées en 1992 sur la base d'un taux de 5 %, entraînant une régularisation en 1993 sous la forme de dépenses diverses.

¹³ Cf. Cnaf L'agence d'information n° 783 du 3 janvier 2006. Le surplus de cotisations pour la branche Famille est d'environ 112 millions d'euros. Les prestations de service n'étant plus remboursées à la Cnaf, le gain global est d'environ 50 millions d'euros.

¹⁴ Soit pour les derniers exercices :

- 139,34 millions d'euros en 1993 (ancien système) ;
- 310,84 millions en 1994 ;
- 364,35 millions en 1995 ;
- 293,16 millions en 1996 ;
- 313,44 millions en 1997 ;
- 286,91 millions en 1998 ;
- 223,64 millions en 1999.

¹⁵ Source : rapport de l'agent comptable de la Cnaf sur le compte financier, exercice 1994 pages 11 et 22, exercice 1995 page 25, exercice 1996 page 27.

¹⁶ Cf. rapport de la Ccass de septembre 2005, page 353.

¹⁷ La baisse du taux de cotisation a été supérieure à celle qui aurait simplement compensé le déplaçonnement des cotisations. En effet, à l'occasion du déplaçonnement, un allègement du taux de cotisations a été accordé aux entreprises (et à l'Etat en tant qu'employeur).

¹⁸ Première partie du rapport de la Ccass de juillet 1992, pages 35 à 38 : la baisse des cotisations est estimée à 32,6 milliards de francs ; le montant de la Csg (30,1 milliards de francs en 1991) est inférieur de 1,3 milliard de francs aux prévisions.

¹⁹ Source : rapport de juillet 2007 de la Ccass page 3-2.

²⁰ Cf. rapport de l'Agent comptable 1998 page 12.

²¹ Le nouveau mode de calcul entraîne une diminution de recettes pour la Cnaf de l'ordre de 0,5 milliard de francs par an (454 millions en 1989).

Régularisations :

. Les frais de gestion du Fnh en 1983 ayant été comptabilisés sur la base d'un taux de 5 %, les frais de gestion comptabilisés en 1984 intègrent une régularisation négative de 72 millions de francs relative à 1983. Le taux de 4 % applicable en 1984 conduit à 402 millions de francs de frais de gestion (contre 330 millions de francs comptabilisés en 1984).

Les frais de gestion remboursés par l'Etat sont de :

- 2,1 % pour les dépenses d'Apl1 (54 % x 4 % = 2,16 %) ;
- 1,44 % pour les dépenses d'Apl2 en 1989 (36 % x 4 %) ;
- 1,26 % pour les dépenses d'Apl2 en 1990 et en 1991 (31,6 % x 4 %).

. Les frais de gestion du Fnal en 1982 ayant été comptabilisés sur la base d'un taux de 6 %, une régularisation de 56 millions de francs relative à 1982 est déduite des frais de gestion 1985 : le taux de 4 % appliqué aux prestations 1985 aboutit à 264 millions de francs (contre 208 millions de francs comptabilisés en 1985).

²² Cf. rapport de l'Agent comptable 2005 page 39.

1.9.1

Evolution de la législation familiale en métropole depuis 1945

De 1946 à 1967

Création de nouvelles prestations affectées.

Meilleure adaptation du montant des allocations familiales au coût réel de l'enfant, grâce à l'adoption de taux différenciés selon l'âge.

Réduction progressive des abattements de zone en ce qui concerne le calcul des prestations.

Diminution sensible du pouvoir d'achat de l'allocation de salaire unique.

Recul des prestations de naissance.

Abandon de l'indexation des prestations familiales sur les salaires.

- | | |
|-----------------------|---|
| 1946 | - Création de l' allocation de salaire unique , des allocations prénatales et du congé de naissance . |
| Janvier 1947 | - Abattement de zone maximum 36 %. |
| Octobre 1947 | - Abattement de zone maximum 25 %. |
| Juillet 1948 | - Assouplissements des conditions de délais pour l'octroi des allocations maternité. |
| Septembre 1948 | - Création de l' allocation logement familiale accordée aux seules familles de salariés et d'employeurs et travailleurs indépendants puis étendue en 1949 à tous ceux qui perçoivent une prestation familiale, y compris l'allocation de salaire unique ou les allocations prénatales. |
| Octobre 1948 | - Création d'une indemnité compensatrice, d'un montant uniforme dans toutes les zones (650 francs pour deux enfants, 1 000 francs pour chacun des suivants). Il s'agit d'un complément aux allocations familiales des salariés, suite à une suppression de réduction d'impôt dont ils bénéficiaient pour charge de famille. |
| Janvier 1949 | - Suppression de l'allocation de salaire unique pour l'enfant de plus de 10 ans. |
| Mars 1949 | - Abattement de zone maximum 20 %. |
| Août 1949 | - Assouplissement des conditions de délais pour l'octroi des allocations maternité. |
| Juillet 1950 | - Majoration exceptionnelle de l'indemnité compensatrice (780 francs pour deux enfants, 1 200 francs pour chacun des suivants). |
| Décembre 1950 | - L'indemnité compensatrice est portée à son niveau de juillet 1950. |
| Avril 1951 | - Majoration de l'indemnité compensatrice (812 francs pour deux enfants, 1 250 francs pour chacun des suivants). |
| Septembre 1951 | - Les allocations maternité sont accordées aux enfants étrangers nés en France qui acquièrent la nationalité française dans les trois mois de la naissance. |
| Octobre 1951 | - Majoration de l'indemnité compensatrice (934 francs pour deux enfants, 1 437 francs pour chacun des suivants). |
| Janvier 1953 | - Rétablissement de la parité des salaires de base : en effet, par dérogation au principe d'égalité des diverses catégories de familles, le montant du salaire de base (légal ou majoré en fait) a été fixé à plusieurs reprises à des montants différents selon qu'il s'agissait de familles de salariés (ou assimilés) ou de non-salariés. Il en a été ainsi du 1 ^{er} février au 30 juin 1947 et du 1 ^{er} août 1947 au 31 décembre 1952. |
| Janvier 1954 | - Relèvement du taux des allocations familiales : 22 % pour le deuxième enfant, 33 % pour le troisième et chacun des suivants.

- Le droit aux allocations prénatales est étendu à toutes les femmes en état de grossesse. |

	- Uniformisation des mensualités des allocations prénatales au taux de 25 % du salaire de base, soit deux versements après le premier examen, quatre après le deuxième, le solde après le troisième.
Décembre 1954	- Le taux des allocations de maternité , non revalorisé depuis 1948, est réduit de trois à deux fois le salaire de base pour la première naissance, de deux fois le salaire de base à quatre tiers pour les suivantes.
Janvier 1955	- Majoration de 5 % des allocations familiales pour chaque enfant de plus de 10 ans à l'exception de l'aîné. - Harmonisation du salaire de base servant au calcul des allocations familiales des salariés, des non-salariés et des régimes agricoles, qui avait divergé après 1946 selon les régimes. - Le salaire servant de base au calcul de l' allocation de salaire unique est décalé par rapport à la base de calcul des autres prestations (base mensuelle de calcul des allocations familiales). Cette disposition est rendue applicable par la suite à l' allocation de mère au foyer .
Avril 1955	- Abattement de zone maximum 15 %.
Mai 1955	- L'autorisation d'accorder des prêts pour l'amélioration de l'habitat devient permanente alors qu'elle était limitée antérieurement à l'existence d'excédents du fonds commun de l'allocation logement.
Juillet 1955	- Mise en place de l' allocation de mère au foyer : créée à l'intention des exploitants ruraux, elle est étendue avec un certain décalage aux non-salariés du régime général, la parité n'ayant été atteinte qu'en avril 1969 pour les familles ayant un enfant de moins de 2 ans. Elle est la contrepartie pour les non-salariés de l'allocation de salaire unique accordée aux salariés et assimilés.
Avril 1956	- Abattement de zone maximum 10 %.
Octobre 1957	- Exclusion de l'aîné du bénéfice des majorations pour âge des allocations familiales pour les seules familles de deux enfants.
Janvier 1958	- Majoration de l'indemnité compensatrice (981 francs pour deux enfants, 1 509 francs pour chacun des suivants). Elle ne sera plus revalorisée jusqu'à sa suppression au 1 ^{er} janvier 1978.
Septembre 1958	- Institution de primes d'aménagement et de primes de déménagement : seules ces dernières ont subsisté.
Décembre 1958	- Retour aux conditions strictes d'août 1946 pour l'attribution des allocations maternité (en matière de délais). - Réduction de moitié du taux des trois dernières mensualités des allocations prénatales .
Janvier 1959	- Les enfants uniques de plus de 5 ans qui ne sont pas à la charge d'un allocataire isolé cessent d'ouvrir droit à l' allocation de salaire unique .
Août 1961	Abattement de zone maximum 8 %.
1961	- Réforme de l' allocation de logement familiale améliorant les modalités de distribution au profit des familles les plus modestes.
Janvier 1962	- La majoration des allocations familiales concernant les enfants de 10 ans est portée à 7 %. - Le taux des allocations maternité est fixé à deux fois le montant du salaire de base pour chaque naissance. - Le taux de chaque mensualité des allocations prénatales est ramené à 22 %. - Report de la limite d'âge concernant les apprentis de 17 à 18 ans.
Janvier 1963	- Abattement de zone maximum 6 %.

- Les enfants de plus de 15 ans bénéficient d'une majoration d'**allocations familiales** de 15 %.
- Le salaire au-delà duquel l'apprenti ou l'étudiant ne sont plus considérés comme à charge est fixé au montant du salaire de base contre la moitié précédemment.
- Juillet 1963** - L'**allocation de mère au foyer** est accordée, dans le régime agricole, aux jeunes ménages sans enfant tandis que les non-salariés du régime général ne bénéficient de cette prestation familiale que s'ils ont au moins deux enfants à charge.
- Janvier 1964** - Création de l'allocation d'**éducation spécialisée** pour les mineurs infirmes ou déficients. Seuls les enfants placés en établissement spécialisé peuvent en bénéficier. Compte tenu de l'insuffisance du nombre des établissements et du fait que la rééducation n'est pas toujours possible, une minorité de familles ayant un enfant handicapé bénéficient de la prestation.
- Août 1964** - La majoration des **allocations familiales** concernant les enfants de plus de 10 ans est portée à 9 % de la Bmaf.
- Août 1965** - La majoration des **allocations familiales** concernant les enfants de plus de 15 ans est portée à 16 % de la Bmaf.
- 1966** - Aménagements apportés aux éléments de calcul de l'**allocation de logement familiale** afin de freiner l'augmentation des dépenses tout en améliorant l'aide aux familles occupant des locaux neufs ou des logements anciens dont le loyer est libéré.
- Avril 1966** - Abattement de zone maximum 5 %.
- Avril 1967** - Abattement de zone maximum 4 %.

Depuis les ordonnances de 1967 jusqu'en 1973

Malgré la gestion séparée des trois branches de la Sécurité sociale, la croissance des dépenses d'assurance maladie et des prestations de vieillesse absorbe une part croissante du budget de la Sécurité sociale, au détriment des prestations familiales. Le désir de maintenir une politique familiale active (déclin démographique) conduit au choix de la sélectivité :

- **création des prestations spécifiques ciblées sur des populations jugées prioritaires (familles jeunes et nombreuses, familles monoparentales ou ayant un enfant handicapé) ;**
- **modulation des prestations en fonction des ressources.**

- Septembre 1967** - L'**allocation de salaire unique** aux jeunes ménages sans enfant est supprimée. Les ménages bénéficiant d'un seul revenu salarié continuent à ouvrir droit à l'allocation de logement familiale pendant les deux premières années du mariage.
- Avril 1969** - Relèvement de l'**allocation de salaire unique** et de l'**allocation de mère au foyer** en faveur des familles ayant un enfant de moins de 2 ans, avec parité dans ce cas entre les différents régimes.
- Le taux des **allocations familiales** pour le troisième et le quatrième enfant est porté de 33 à 35 % de la Bmaf.
- Août 1970** - Le taux des **allocations familiales** pour le troisième et le quatrième enfant est porté de 35 à 37 % de la Bmaf.
- Janvier 1971** - Relèvement des **allocations maternité** dont le montant est porté de 200 % à 260 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour les naissances survenues à compter du 1^{er} janvier 1971.
- Création de l'**allocation orphelin** sous condition de ressources en faveur des personnes recueillant un enfant, des conjoints survivants et des mères célibataires. La loi opère une distinction entre les orphelins de père ou de mère (et assimilés) et les orphelins de père et de mère (et assimilés). Dans le premier cas, le parent survivant ou la mère célibataire doit vivre seul et disposer de ressources inférieures à un certain plafond. Dans le second cas, le taux est plus élevé.

-
- Juillet 1971** - Création de l'**allocation de logement sociale**
- Février 1972** - Création de l'**allocation des mineurs handicapés** sous condition de ressources, au profit des enfants de moins de 20 ans, lorsqu'ils ne peuvent prétendre à l'allocation d'éducation spécialisée.
- Création de l'**allocation aux handicapés adultes**, en faveur de personnes atteintes d'une infirmité entraînant une incapacité permanente égale ou supérieure à 80 % et qui ne peuvent prétendre à une pension de vieillesse ou d'invalidité d'un montant au moins égal à cette allocation. Les bénéficiaires doivent être de nationalité française, âgés de 20 à 65 ans et bénéficier de ressources inférieures à un plafond fixé par décret. La loi a prévu que cette prestation serait financée et servie comme une prestation familiale, sans l'inclure dans la liste des prestations familiales. Il était envisagé de rattacher toutes les prestations répondant à un objectif de solidarité nationale, soit à une autre branche de la Sécurité sociale, soit à un fonds spécial. Jusque-là, les handicapés sans ressources pouvaient bénéficier des allocations d'aide sociale (soumises aux règles d'obligation alimentaire) et de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.
- Juillet 1972** - Entrée en vigueur de l'**allocation de logement à caractère social**, créée par la loi du 16 juillet 1971. Elle est financée au moyen d'une subvention budgétaire et d'une cotisation de 0,1 % sur les salaires (venant en déduction de la contribution de 1 % à l'effort à la construction pour les employeurs qui en étaient redevables). Les Caf interviennent dans le règlement de cette prestation en raison de leur compétence en matière d'allocation de logement familiale. Cette prestation est initialement destinée, sous condition de ressources, aux personnes âgées, infirmes et jeunes travailleurs de moins de 25 ans.
- L'**allocation de logement familiale** est étendue aux jeunes ménages sans enfant, aux foyers n'ayant qu'un enfant pour lequel ils n'ouvrent droit à aucune prestation familiale, et à ceux qui ont recueilli un ascendant ou un proche parent infirme.
- Une **majoration de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de mère au foyer** (indexée sur le Smic) est attribuée sous condition de ressources aux mères ayant au moins quatre enfants ou un enfant de moins de 3 ans.
- L'**allocation de salaire unique et l'allocation de mère au foyer** sont soumises à condition de ressources. Dans les faits, leur montant ne sera plus revalorisé.
- Financement par les Caf des **cotisations d'assurance vieillesse des mères de famille** percevant les majorations de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de mère au foyer.
- Création de l'**allocation pour frais de garde** attribuée sous condition de ressources aux ménages dans lesquels la femme est active ou aux personnes seules exerçant une activité. En fait, l'allocation de frais de garde n'a touché qu'un nombre limité de familles.
- Janvier 1973** - **Suppression des abattements de zone.**
- Création des **prêts aux jeunes ménages** pour l'équipement mobilier et ménager ou destinés à couvrir les premiers frais qu'entraîne la location d'un logement. Ces prêts sont financés dans un premier temps sur les fonds d'action sociale, puis transformés en prestation légale en janvier 1975. Ils sont soumis à condition de ressources.
- Avril 1973** - Abandon des conditions de ressources pour l'attribution de l'**allocation orphelin**.
- Juillet 1973** - Abandon des conditions de ressources pour l'attribution de l'**allocation des mineurs handicapés**.
- De 1974 à 1981** Cette période se caractérise à la fois par la poursuite des évolutions amorcées dans le début des années soixante-dix et par la définition de nouvelles orientations : extension du droit aux prestations à l'ensemble de la population, priorité aux familles nombreuses, recherche d'une certaine neutralité vis-à-vis du travail féminin, instauration d'un revenu minimum en faveur de certaines catégories de population.
-

- Rentrée 1974** - Création de l'**allocation de rentrée scolaire** accordée sous condition de ressources à chaque enfant, et d'un montant égal à 20 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales.
- Cette prestation est assortie à deux reprises d'une majoration exceptionnelle (en 1977 et 1979) et d'une allocation spéciale en février 1980. Les dépenses correspondant à ces majorations exceptionnelles n'ont pas été financées par le fonds national des prestations familiales.
- Mars 1975** - Création des **allocations postnatales** se substituant aux allocations maternité : la seule condition exigée concerne le respect de la passation des trois examens médicaux dans les deux premières années de la vie.
- L'**allocation orphelin** peut être attribuée pour les enfants manifestement abandonnés.
- Octobre 1975** - Les femmes assumant la charge d'un handicapé bénéficiaire de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés sont affiliées à l'**assurance vieillesse des mères au foyer** (loi du 30 juin 1975).
- Création de l'**allocation d'éducation spéciale** à la place de l'allocation d'éducation spécialisée et de l'allocation aux mineurs handicapés. D'un montant plus avantageux (32 % au lieu de 15 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), elle est attribuée de façon plus souple, sans condition de ressources. Elle est assortie de deux compléments en faveur des enfants atteints d'un handicap dont la nature ou la gravité exige des dépenses particulièrement coûteuses.
- Création de l'**allocation aux adultes handicapés** qui remplace l'allocation aux handicapés adultes et certaines allocations d'action sociale. Son montant est plus substantiel et évolue rapidement, au rythme du minimum vieillesse. Elle est complétée par une allocation compensatrice accordée aux personnes qui ont besoin de l'aide d'une tierce personne ou qui exposent des frais supplémentaires en raison de l'exercice de leur profession. L'instauration en 1978 d'un système de garantie de ressources au profit des handicapés exerçant une activité professionnelle a minoré légèrement la progression de ces dépenses supportées par le fonds national des prestations familiales. La prise en charge de l'allocation aux adultes handicapés par le budget de l'Etat est instaurée en 1983.
- Octobre 1976** - Création de l'**allocation de parent isolé** qui garantit un revenu minimum à toute personne seule, soit en état de grossesse, soit chargée de famille, suite à un décès, un divorce ou une séparation. L'allocation est égale à la différence entre le plafond de ressources et le montant des ressources propres de l'intéressé. Elle est versée pendant un an maximum, ou jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 3 ans.
- 1978** - Prise en charge des **cotisations maladie** des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
- Janvier 1978** - **Suppression de toute condition d'activité professionnelle** (loi du 4 juillet 1975). La population non active est ventilée entre les différents régimes, en fonction de la nature de l'activité antérieure. Les personnes seules n'ayant jamais travaillé et les chômeurs sont affiliés au régime général.
- La mise en place de l'**aide personnalisée au logement** traduit la priorité donnée à l'aide à la personne au détriment de l'aide à la pierre :
- . l'aide personnalisée au logement peut être attribuée quelle que soit la situation familiale, notamment à des personnes seules ou à des ménages sans enfant ;
 - . les plafonds de ressources sont plus élevés qu'en allocation de logement familiale. Par contre, seuls les logements conventionnés ouvrent droit à la prestation ;
 - . le loyer plafond et le forfait charge sont plus élevés que ceux de l'allocation de logement familiale. Le montant de la prestation est davantage en rapport avec la dépense : il est fonction du confort et de la zone géographique (la notion de zone d'implantation du logement sera également appliquée à l'allocation de logement familiale à partir de décembre 1981) ;
 - . le barème de l'aide personnalisée au logement favorise les familles de trois enfants au niveau du nombre de parts servant au calcul des droits.

- Création du **complément familial** à la place de l'allocation de salaire unique-allocation de mère au foyer, de l'allocation de frais de garde et de leur majoration. Plus simple et sensiblement supérieur aux anciennes prestations, le complément familial est accordé aux familles de trois enfants et plus ou aux familles ayant un enfant de moins de 3 ans. Un plafond de ressources plus élevé permet à certaines familles à revenu moyen d'en bénéficier.

- L'abattement prévu pour les ménages à deux revenus est loin de compenser l'apport que représente un deuxième revenu : l'objectif de neutralité n'est donc pas atteint, les ménages à un revenu demeurant favorisés.

- Modification des taux des **allocations familiales** (+ 1 point pour le deuxième enfant et le troisième enfant, + 2 points pour chaque enfant au-delà du quatrième) en pourcentage de la Bmaf.

- Suppression des **indemnités compensatrices**.

- Augmentation de 50 % de l'allocation orphelin partielle.

- L'affiliation à l'**assurance vieillesse** des mères de familles est étendue aux femmes bénéficiaires du complément familial ayant un enfant de moins de 3 ans ou quatre enfants et à celles ayant un handicapé à charge, même si elles ne bénéficient pas de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés.

Janvier 1979 - Le **choix de l'allocataire** percevant les prestations familiales, père ou mère, est possible.

Juillet 1979 - Modification du taux des **allocations familiales** pour le troisième enfant (+ 3 points).

Septembre 1979 - Majoration des **allocations postnatales** en cas de naissances multiples.

1979-1980 - Prise en charge des **collectivités locales** par le régime général.

Janvier 1980 - Nouvelle extension de l'assurance vieillesse des parents au foyer au profit des mères de familles de trois enfants titulaires du complément familial.

- Peuvent être affiliées à l'**assurance vieillesse** :

. les familles ayant au moins trois enfants et dont le revenu est inférieur au plafond du complément familial ;

. les femmes ayant un enfant de moins de 3 ans dont le revenu est inférieur à 2 130 fois le Smic ;

. les femmes isolées dont le revenu est inférieur à ce dernier plafond, sous réserve qu'elles aient un enfant de moins de 3 ans ou trois enfants.

Juillet 1980 - Majoration de 1 point du taux des **allocations familiales** pour le troisième enfant, de 0,5 point pour chacun des suivants.

- Modification de la répartition du taux des **allocations postnatales** : elles sont majorées pour la troisième naissance de manière à porter à 10 000 francs le montant cumulé des prestations familiales afférentes à la naissance.

- Le **congé maternité** pour le troisième enfant est porté à vingt-six semaines, au lieu de seize pour les naissances de rang un et deux.

1981 - Prise en charge des **cotisations d'assurance personnelle**.

Janvier 1981 - Création du **supplément de revenu familial** qui garantit un revenu minimum aux familles de trois enfants et plus. Toutefois, les familles les plus pauvres ne perçoivent qu'une allocation forfaitaire minime, d'un montant inchangé depuis sa création. Les ménages ayant des revenus au moins égaux au Smic ouvrent droit au supplément de revenu familial, différentiel par rapport aux plafonds de ressources de cette prestation familiale. Ces plafonds n'ont jamais été revalorisés, jusqu'à la suppression de la prestation en août 1990.

- La loi de finances attribue pour 1981 une **demi-part supplémentaire aux contribuables qui ont trois enfants à charge**.

De 1981 à 1988

. Le niveau des prestations est fortement relevé au cours de l'année 1981 et au début de l'année 1982 (politique de relance de la consommation).
 . Une harmonisation des droits est tentée, l'objectif étant d'atténuer la très forte progressivité des barèmes en fonction de la taille de la famille et du niveau des ressources (selon le principe du droit de l'enfant).
 . L'aggravation de la situation financière impose, à partir de l'été 1982, une remise en question de l'évolution amorcée.

- 1981** - Prise en charge des **cotisations d'assurance personnelle**.
- Juillet 1981** - Modification des taux des **allocations familiales** (25,5 % de la Bmaf pour une famille de deux enfants, 46 % pour le troisième enfant, 41 % pour le quatrième enfant et 39 % pour chacun des suivants).
 - Fort relèvement des barèmes de l'**allocation de logement et de l'aide personnalisée au logement**.
 - Le montant maximum versé à un bénéficiaire de l'**allocation aux adultes handicapés** connaît un accroissement de 41 % entre juin 1981 et janvier 1982. La refonte du barème entraîne un élargissement important du champ des bénéficiaires.
- Décembre 1981** - Nouvelle actualisation du barème de l'**allocation de logement**.
- 1982** - Les avantages fiscaux tirés du **quotient familial** sont plafonnés à 7 500 francs pour 1982.
- Janvier 1982** - Aménagement de l'**allocation d'éducation spéciale** en cas de retour au foyer et en cas de placement.
- Février 1982** - Le taux des **allocations familiales** pour les familles de deux enfants est fortement relevé : il passe de 25,5 % à 32 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Le taux pour le troisième enfant est abaissé de 46 % à 40 % (ce dernier taux devient également celui applicable pour chaque enfant au-delà du troisième).
- Juillet 1982** - Droit à l'**allocation orphelin** pour abandon manifeste acquis au bout de deux mois au lieu de six mois.
- Novembre 1982** - Report de la **date du fait générateur** ouvrant droit à prestation : en cas d'ouverture ou de majoration de droits, celle-ci n'interviendra qu'à compter du premier jour du mois suivant l'événement.
- Janvier 1983** - Le taux des **allocations pré- et postnatales** est abaissé. Il en est de même pour le complément familial (41,65 % contre 44,75 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), mais leur montant reste stable du fait de la hausse de la Bmaf.
 - Diminution de moitié de la **majoration pour naissance** ou adoption de rang trois ou plus.
 - Le plafond de ressources pour l'octroi des **prêts aux jeunes ménages** est abaissé de 25 %. L'enveloppe consacrée à ces prêts passe de 2 % à 1,7 % de la masse des prestations familiales versées.
- Février 1983** - Avancement de la **date de réduction ou de fin de droit** : le versement des prestations familiales est décalé d'un mois, dans le sens défavorable aux allocataires.
 - Augmentation de 50 % du montant du complément de deuxième catégorie de l'**allocation d'éducation spéciale**.
- 15 juillet 1983** - Non-versement de l'**allocation de logement familiale** pour la période prénatale.
- 1984** - La Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse prévisionnelle des prix (hors tabac depuis 1991) et non plus en fonction de l'inflation constatée de mars à mars. En principe, une remise à niveau par rapport à l'évolution réelle des prix est prévue au 1^{er} janvier de l'exercice suivant.

- Juillet 1984**
- Relèvement de 25 à 30 % de la majoration pour enfant à charge du plafond du complément familial (à partir du troisième enfant) et de l'**allocation de rentrée scolaire** (à partir du premier enfant).
 - Doublement de l'**abattement sur ressources** pour les parents isolés et les ménages à deux revenus, pour le droit au complément familial.
- Janvier 1985**
- Création de l'**allocation au jeune enfant** (45,95 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales) qui remplace, pour les enfants conçus après le 31 décembre 1984, les allocations pré- et postnatales et le complément familial pour enfant de moins de 3 ans. Elle est versée (pour chaque enfant à naître ou de moins de 3 ans) :
 - . sans condition de ressources pendant neuf mois (cinq mois pendant la grossesse, le mois de naissance, les trois premiers mois de vie) ;
 - . sous condition de ressources jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ;
 - Le **complément familial** est désormais réservé aux foyers assurant la charge d'au moins trois enfants de plus de 3 ans.
 - La **majoration pour naissance de rang trois** et plus des allocations postnatales est supprimée pour les enfants nés après le 31 décembre 1984 (dans le cadre du maintien des droits).
 - Création de l'**allocation parentale d'éducation** pour la personne qui interrompt ou réduit son activité professionnelle à l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'accueil d'un enfant de moins de 3 ans, portant à trois ou plus le nombre d'enfants. Le bénéficiaire doit justifier de deux ans d'activité antérieure dans les trente mois précédant cet événement. L'allocation parentale d'éducation est versée pendant vingt-quatre mois au plus, sans condition de ressources. Une allocation à mi-taux peut être versée.
 - Sont désormais affiliés à l'**assurance vieillesse des parents au foyer** la personne isolée et pour un couple l'un ou l'autre de ses membres n'exerçant pas d'activité professionnelle, bénéficiaire du complément familial, de l'allocation au jeune enfant ou de l'allocation parentale d'éducation, ou ayant un handicapé à charge et sous réserve que ses ressources ou celles du ménage soient inférieures à un plafond.
- Juin 1985**
- Substitution de l'**allocation de soutien familial** à l'allocation orphelin. L'attribution aux Caf d'une mission de recouvrement des pensions alimentaires ne concerne dans un premier temps que les personnes isolées. Au 1^{er} décembre 1985, cette cible est étendue et inclut par exemple les femmes remariées ou vivant en union libre. Lorsqu'un parent se soustrait partiellement au versement de la créance alimentaire, l'organisme débiteur des allocations familiales verse une allocation différentielle sans que le montant cumulé de celle-ci et du versement partiel de la pension puisse excéder le montant de l'allocation de soutien familial.
- Janvier 1986**
- Harmonisation de la **date de versement** des prestations (paiement à terme échu, entre le deuxième et le cinquième jour du mois suivant).
- Janvier 1986**
- Relèvement d'un point du barème des **allocations familiales** à partir du troisième enfant.
 - Le taux de calcul de l'**allocation parentale d'éducation** passe de 62,4 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à 90,2 %.
- Avril 1986**
- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation de fin de droits, sous certaines conditions.
- Janvier 1987**
- Suppression des **prêts aux jeunes ménages** dont la gestion avait été confiée aux banques en 1985-1986.
 - Réforme de l'allocation au jeune enfant qui devient l'**allocation pour jeune enfant** : son montant est identique mais il ne peut plus être versé qu'une seule allocation pour jeune enfant sous condition de ressources, quel que soit le nombre d'enfants de moins de 3 ans. Cependant, si la famille a déjà un enfant de moins de 3 ans, le cumul est possible pendant la période prénatale jusqu'aux 3 mois de l'enfant à naître.

L'allocation pour jeune enfant peut être cumulée avec le complément familial pendant la période prénatale jusqu'au mois de la naissance inclus.

- Suppression du **complément familial** de "maintenance" lorsque la famille passe de trois à deux enfants.

- Suppression du remboursement du **congé de naissance** aux employeurs.

Avril 1987

- Extension de l'**allocation parentale d'éducation** : allongement de la durée de versement jusqu'aux 3 ans de l'enfant, augmentation sensible de son montant mensuel (142,57 % de la Bmaf) mais suppression du cumul possible avec l'allocation pour jeune enfant, allègement de la condition d'activité antérieure (il suffit d'avoir travaillé deux ans dans les dix ans précédant la naissance de l'enfant de rang trois).

- Création de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** attribuée à la famille ou à la personne seule employant à son domicile une personne chargée de la garde d'au moins un enfant de moins de 3 ans, lorsque chaque membre du couple ou lorsque le parent isolé exerce une activité professionnelle. Versée sans condition de ressources jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant, son montant est égal au remboursement des cotisations sociales dans la limite de 2 000 francs par mois. Elle peut être cumulée avec l'allocation parentale d'éducation à mi-taux.

Juin 1987

- La **prime de déménagement** est réservée aux seules familles déménageant à l'occasion d'une naissance de rang trois ou plus.

Janvier 1988

- Création de deux nouveaux barèmes de l'**aide personnalisée au logement** applicables aux logements nouvellement conventionnés sans travaux (Apl 2A) ou avec travaux (Apl 2B), dans le parc locatif social.

Décembre 1988

- Création du **revenu minimum d'insertion**.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

Depuis 1989

Avril 1990

- Tout travailleur ressortissant d'un **Etat de la Cee**, exerçant une activité en France ou en situation de chômage indemnisé, ouvrira droit, pour sa famille résidant dans un autre Etat membre, aux allocations familiales, à l'allocation pour jeune enfant sous condition de ressources, au complément familial, à l'allocation de parent isolé, à l'allocation de soutien familial, à l'allocation d'éducation spéciale et à l'allocation de rentrée scolaire. La mesure est rétroactive jusqu'au 15 janvier 1986.

Juin 1990

- Le cumul de la garantie de ressources et de l'**allocation aux adultes handicapés** ne doit pas dépasser un certain pourcentage du Smic (100 à 110 % pour un célibataire) pour les handicapés travaillant en centre d'aide par le travail.

Juillet 1990

- Passage de l'**âge limite** de versement des prestations familiales de 17 à 18 ans.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes hébergées dans les centres de long séjour.

Août 1990

- Extension de l'**allocation de rentrée scolaire** aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, du revenu minimum d'insertion, de l'aide personnalisée au logement et aux enfants de 16 à 18 ans non révolus au 15 septembre.

- Suppression du **supplément de revenu familial** et du versement des prestations familiales en faveur de la **jeune fille restant au foyer**.

Octobre 1990

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires de l'allocation d'insertion.

Janvier 1991

- La Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse prévisionnelle des prix hors tabac.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes non encore couvertes par une aide au logement, en région Ile-de-France et dans les départements d'outre-mer.

- Entrée en vigueur de **l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** : prise en charge des cotisations patronales et salariales de l'assistante maternelle (lorsque le salaire servi à celle-ci n'excède pas cinq fois la valeur du Smic par jour et par enfant), dès lors qu'un enfant de moins de 6 ans est gardé. Le règlement est effectué exclusivement par les Caf et les Ccmsa, avec mise en œuvre d'une procédure de tiers payant. Cette nouvelle prestation se substitue à la prestation spéciale légale assistante maternelle versée par les seules Caf sur leur fonds d'action sociale.
- Les décrets du 3 septembre 1990 limitent le bénéfice des dérogations accordées aux **régimes spéciaux** aux seules administrations de l'Etat pour les personnels de droit public qu'elles rémunèrent (non compris les Ptt) ainsi qu'à la SnCF, à l'Edf-Gdf et à la RATP. La Banque de France et le Commissariat à l'énergie atomique font exception jusqu'en janvier 1994. Les exploitations autonomes issues des Ptt ont continué, au cours de l'année 1991, à verser directement les prestations familiales à leurs agents. Les offices et établissements publics représentent 211 millions de francs de prestations et 753 millions de cotisations en 1990, les Ptt 1,7 milliard de prestations et 2,8 milliards de cotisations.
- Octobre 1991** - Création d'un troisième complément de **l'allocation d'éducation spéciale** pour les enfants atteints d'un handicap justifiant des soins continus de haute technicité. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne, et à la présence de l'enfant au foyer. Il n'est pas cumulable avec les deux autres compléments de l'allocation d'éducation spéciale. Son montant est égal à la majoration pour tierce personne, attribuée aux invalides de troisième catégorie (5 017,82 francs jusqu'au 31 décembre 1991, 5 068 francs au 1^{er} janvier 1992).
- Janvier 1992** - Extension de **l'allocation de logement sociale** aux personnes non encore couvertes par une aide au logement, dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants.
- Majoration de **l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée**, correspondant à une prise en charge d'une partie du salaire de l'assistante maternelle (mesure en faveur des emplois de proximité) : 500 francs maximum par mois pour un enfant de moins de 3 ans (25,78 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), 300 francs pour un enfant de moins de 6 ans (15,47 % de la Bmaf).
- Avril 1992** - Prise en charge par les Caf et les Ccmsa des bénéficiaires de **l'allocation de garde d'enfant à domicile** relevant des autres régimes et mise en place d'une procédure de tiers payant, en avril pour les nouvelles demandes, de juillet pour les autres bénéficiaires.
- Janvier 1993** - Dernière phase d'extension de **l'allocation de logement sociale** (communes rurales et agglomérations de moins de 100 000 habitants) : toute personne supportant une charge de logement et disposant de ressources inférieures à un certain plafond ouvre dorénavant droit à une aide au logement (Apl, Alf ou Als).
- Elargissement de la compétence du régime général pour le versement de **l'allocation de logement sociale**, assuré par les Caf pour les bénéficiaires de cette prestation qui relèvent des régimes spéciaux (les caisses du régime général et de la Mutualité agricole sont désormais seules habilitées à verser l'Apl et l'Als).
- Création de **l'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des adultes handicapés** (égale à 16 % de l'allocation à taux plein, soit 500,93 francs), pour un bénéficiaire de la prestation ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et percevant une aide au logement pour un logement indépendant (excluant les structures collectives). Les dépenses sont imputées au fonds d'action sociale jusqu'en juin 1994, puis au fonds national des prestations familiales. Elles sont remboursées par l'Etat.
- Réduction d'impôt en faveur des familles dont les **enfants poursuivent des études secondaires ou supérieures** (400 francs pour un enfant fréquentant le collège, 1 000 francs pour le lycée, 1 200 francs pour un cycle d'enseignement supérieur).
- Avril 1993** - Création de **l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées** dans l'attente de l'attribution d'un logement autonome (Alt). Le montant de la prestation dépend du nombre de logements mobilisés par l'association et de leur

capacité d'accueil. La prestation est versée par les seules caisses d'Allocations familiales et par les caisses de la Mutualité sociale agricole. Elle relève du fonds national de l'aide au logement qui bénéficie à cet effet d'une contribution de l'Etat et des régimes de prestations familiales.

- Août 1993** - 1 500 francs au titre de l'**allocation de rentrée scolaire majorée** (dont 1 097 francs de majoration). La majoration est remboursée par l'Etat.
- Janvier 1994** - **Rattachement au régime général** des allocataires relevant de la Banque de France, du Commissariat à l'énergie atomique, de l'Institut national de la recherche agronomique, de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
- Juillet 1994** - Réforme de l'**allocation parentale d'éducation** concernant tout enfant né à compter du 1^{er} juillet 1994 :
- . extension au deuxième enfant, sous réserve que le parent bénéficiaire ait travaillé deux ans au cours des cinq ans précédant la naissance (les périodes de chômage étant assimilées à une activité) ;
 - . l'attribution de l'allocation parentale d'éducation en cas d'activité à temps partiel. Si l'activité est au plus égale à 50 % de la durée légale du travail, l'allocation parentale d'éducation réduite est égale à 94,27 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Elle est de 71,29 % de la base si l'activité est comprise entre 50 et 80 %. L'allocation parentale d'éducation à taux partiel peut ouvrir droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer ;
 - . la prolongation du versement de l'allocation parentale d'éducation jusqu'au sixième anniversaire des enfants en cas de naissances multiples.
- Le **complément d'allocation aux adultes handicapés** se substitue à l'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome des adultes handicapés. Il n'est plus nécessaire que les bénéficiaires déposent une demande.
- Août 1994** - Reconstitution de l'allocation de **rentrée scolaire majorée** (1 500 francs par enfant, dont 1 089 francs de majoration). La majoration est remboursée par l'Etat.
- L'**aide à la scolarité** se substitue aux bourses des collèges versées par l'Education nationale. Elle est attribuée, pour chaque enfant de 11 à 16 ans, aux familles ayant bénéficié d'une prestation versée par la Caf au titre du mois de juillet précédant la rentrée scolaire. Son montant est fonction des ressources de la famille, qui doivent être inférieures à un certain plafond, très inférieur à celui de l'allocation de rentrée scolaire : il est égal soit à 16,4 % de la base de calcul, soit à 52,57 % (respectivement 337 et 1 080 francs).
- Janvier 1995** - Une **allocation parentale d'éducation** partielle peut être versée à chacun des membres d'un couple exerçant une activité professionnelle à temps partiel, sous réserve que le montant cumulé des deux allocations ne soit pas supérieur à celui de la prestation à taux plein. Cette réforme concerne les enfants nés depuis le 1^{er} juillet 1994.
- L'aménagement de l'**allocation pour la garde d'enfant à domicile** comporte deux volets :
- . le montant maximal de la prestation est dé plafonné et correspond désormais au montant total des cotisations sociales dues pour l'emploi à temps plein d'une garde d'enfant sur la base de la rémunération minimale prévue par la loi (11 838 francs par trimestre) ;
 - . la création d'une allocation à mi-taux pour les enfants de 3 à 6 ans ou en cas de bénéfice d'une allocation parentale d'éducation à taux partiel. Le montant maximum de la prestation est égal à 5 519 francs.
- Forte revalorisation du complément de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** :
- . 38,48 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour un enfant de moins de 3 ans (soit une progression de 50 %) ;
 - . 19,24 % de la base de calcul pour un enfant de 3 à 6 ans (+ 24 %).
- Prolongation du cumul de plusieurs **allocations pour jeune enfant** en cas de naissances

multiples, pour les enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1995. Jusque-là, ce cumul était possible jusqu'au premier anniversaire des enfants.

- Création d'une **allocation d'adoption**, accordée pour tout enfant arrivé dans un foyer d'adoption à compter du 1^{er} janvier 1995, quelles que soient la situation familiale et les ressources de la famille adoptante. L'allocation est due pour six mois. Son montant par enfant est égal à 30 % de la base de calcul (624 francs) et elle n'est pas cumulable avec l'allocation de soutien familial.

Février 1995

- Extension à l'**aide personnalisée au logement** des dates d'effet applicables depuis 1983 aux autres prestations : cette réforme réduit de deux mois la durée de versement de la prestation.

- Réduction de deux ans à trois mois de la période de rappel lors de l'ouverture d'un droit à l'**allocation logement** ou à l'aide personnalisée au logement.

1996

- La demi part supplémentaire accordée aux foyers fiscaux constitués d'un adulte et d'au moins un enfant est réservée aux parents isolés.

Juillet 1995 - 1996

- La **compétence des Caf** est affirmée pour le versement de l'allocation logement familiale aux personnes relevant des régimes spéciaux des fonctionnaires, de France Telecom et de l'Edf-Gdf dès le 1^{er} juillet 1995. Pour La Poste, la date d'application est reportée au 1^{er} juillet 1996. Fin 1996, la Sncf et la Ratp sont les seuls régimes spéciaux qui continuent à verser l'allocation logement familiale.

Août 1995

- L'allocation de **rentrée scolaire** majorée est maintenue à 1 500 francs : 670 francs d'allocation et 830 francs de majoration remboursée par l'Etat.

Septembre 1995

- Suppression de la sanction *a priori* de la non-passation des examens médicaux pré- et postnataux pour le versement de l'**allocation pour jeune enfant** jusqu'au quatrième mois de l'enfant.

Janvier 1996

- Mise sous condition de ressources de l'**allocation pour jeune enfant** versée avant le quatrième mois de l'enfant (droit à la prestation à compter de janvier).

- Assimilation de l'**enfant** à naître à un enfant né pour la détermination du plafond de ressources de l'allocation pour jeune enfant.

- Non-revalorisation des **prestations familiales**.

Février 1996

- Intégration dans l'assiette du **remboursement de la dette sociale**, des aides personnelles au logement.

Juillet 1996

- Non-revalorisation des **plafonds de ressources**.

Août 1996

- Principe d'une parité des droits sociaux attachés à la naissance et à l'**adoption** d'enfants arrivés au foyer à compter d'août 1996. L'allocation d'adoption passe de 624 francs à 955 francs (montant identique à celui de l'Apje). Elle est soumise à une condition de ressources identique à celle de l'allocation pour jeune enfant. Sa durée de versement est portée de 6 à 21 mois. L'allocation d'adoption est cumulable avec l'Apje due jusqu'au troisième mois de vie, avec l'Apje due à partir du quatrième mois et avec une autre allocation d'adoption pendant les neuf premières mensualités de son versement (pas de limite à ce cumul en cas d'adoptions multiples simultanées). En revanche, elle n'est pas cumulable avec le complément familial, l'allocation de soutien familial (sauf celle due pour un autre enfant) et l'allocation parentale d'éducation.

- L'allocation **parentale d'éducation** peut être attribuée pendant un an en cas d'adoption d'un enfant âgé d'au moins 2 ans et de moins de 16 ans ; cette durée est portée à 3 ans en cas d'adoption simultanée d'au moins trois enfants. Le droit à l'allocation parentale d'éducation de rang 2 et à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel est ouvert pour l'enfant arrivé au foyer à compter du 1^{er} juillet 1994, même s'il est né avant cette date.

- Réduction de l'allocation de **rentrée scolaire** majorée (1 000 francs au lieu de 1 500 francs de prestation majorée en 1995).

Janvier 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration des prestations familiales dans l'assiette du remboursement de la dette sociale (taux de 0,5 %). - Diverses mesures de rationalisation de la base de ressources.
Avril 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un forfait logement applicable aux nouvelles demandes d'allocation de parent isolé lorsque les allocataires bénéficient d'une aide au logement (Alf, Apl ou Als) ou d'un hébergement gratuit (ni loyer ni remboursement de prêt). Auparavant, seule l'Alf était prise en compte dans les ressources pour le calcul de l'Api. - Fusion des barèmes de l'aide personnalisée au logement en secteur locatif.
Juillet 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Les plafonds de ressources sont indexés sur les prix (au lieu de l'être sur le salaire moyen ou le Smic, suivant la prestation considérée).
Août 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Allocation de rentrée scolaire majorée portée à 1 600 francs (montant identique à celui de 1995) au lieu de 1 000 francs de prestation majorée en 1996.
Décembre 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Revalorisation rétroactive de la Bmaf de juin à décembre 1995, soit 2 096,64 francs sur sept mois. La dépense (estimée à 650 millions de francs) a été comptabilisée en dépenses diverses en 1997, les versements aux familles sont intervenus en 1998.
Janvier 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Passage de l'âge limite de versement des prestations familiales de 18 à 19 ans. - Réduction du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile, différenciée suivant l'âge de l'enfant et les ressources : <ul style="list-style-type: none"> . pour la garde des enfants de moins de 3 ans : si les ressources sont supérieures à un certain plafond, prise en charge de 50 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 6 418 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 12 836 francs avant la réforme) ; si les ressources sont inférieures au plafond, prise en charge de 75 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 9 627 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 12 836 francs avant la réforme) ; . pour la garde des enfants de 3 à 6 ans ou en cas de bénéfice d'une allocation parentale d'éducation à taux partiel : prise en charge de 50 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 3 209 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 6 418 francs avant la réforme).
Mars 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sous condition de ressources des allocations familiales (sur dix mois) dans l'attente d'un réexamen de la politique familiale.
Juin 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Création de l'allocation spécifique d'attente (Asa) destinée aux personnes de moins de 60 ans, ayant cotisé 160 trimestres ou plus à l'assurance vieillesse et percevant l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ou le Rmi. Lorsque l'allocation spécifique d'attente ne suffit pas à porter le total des ressources du bénéficiaire à 5 000 francs, ce montant est majoré à due concurrence. Elle est payée par les Caf pour le compte de l'Etat. - Le droit à l'allocation aux adultes handicapés est étendu à l'ensemble des personnes de nationalité étrangère dans les mêmes conditions que pour les nationaux, sous réserve qu'ils justifient de la régularité de leur séjour en France (avec possibilité de rétroactivité).
Août 1998	<ul style="list-style-type: none"> - L'allocation de rentrée scolaire majorée est maintenue à 1 600 francs. - Suppression de l'aide à la scolarité et rétablissement du système antérieur des bourses des collèves.
Novembre 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de cumuler le Rmi et l'allocation pour jeune enfant versée du cinquième mois de grossesse au mois de naissance de l'enfant. - Extension du principe d'intéressement à la reprise d'activité aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
Janvier 1999	<ul style="list-style-type: none"> - Passage de l'âge limite de versement des prestations familiales de 19 à 20 ans pour les jeunes inactifs (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1980).

- Retour à l'universalité des **allocations familiales**. Parallèlement, le **quotient familial**, c'est-à-dire les économies d'impôts auxquelles donne droit le fait d'avoir des enfants, est limité à 11 000 francs au lieu de 16 380 francs par demi-part.
 - Report d'un an des majorations pour âge des **allocations familiales** de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1984).
 - Possibilité de cumuler les majorations pour âge des **allocations familiales** et le **Rmi**.
 - Remboursement des dépenses d'**allocation de parent isolé** par l'Etat.
 - Pour les personnes dont le taux d'incapacité est compris entre 50 % et 80 %, l'allocation aux **adultes handicapés** est supprimée à compter du 1^{er} janvier lorsque les titulaires atteignent 60 ans (et à l'échéance de la Cotorep pour ceux qui avaient dépassé 60 ans au 1^{er} janvier 1999).
- Juillet 1999** - Première étape de l'alignement sur trois ans des loyers plafonds des allocations de **logement** (Alf, Als) sur ceux de l'aide personnalisée au logement (Apl).
- Août 1999** - Extension de l'**allocation de rentrée scolaire** aux familles d'un enfant non allocataires.
- Maintien de l'**allocation de rentrée scolaire** majorée à 1 600 francs.
- Décembre 1999** - Prime exceptionnelle versée aux Rmistes. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule (coût estimé à 1 554 millions de francs).
- Janvier 2000** - L'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ouverture du droit au **complément familial**, à l'**assurance vieillesse des parents au foyer** (lorsque le droit est ouvert au titre du complément familial) et aux aides au **logement**.
- Création de la couverture maladie universelle. La Cnaf n'a plus à prendre en charge certaines **cotisations d'assurance personnelle** ou cotisations maladie et maternité des personnes bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
- Août 2000** - Pérennisation du montant de l'allocation de **rentrée scolaire** à 1 600 francs. Prise en charge du coût de la majoration par l'Etat pour les titulaires du Rmi et par le Fnpf pour les autres bénéficiaires (en deux étapes 2000 et 2001).
- Décembre 2000** - Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule (coût estimé à 1 554 millions de francs).
- Janvier 2001** - Création de l'**allocation de présence parentale** (App) au profit des parents qui font le choix d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour demeurer auprès de leur enfant atteint d'une maladie ou d'un handicap grave. La durée d'attribution est au minimum de quatre mois (deux mois lors d'affection périnatale), renouvelables deux fois, soit au maximum une année pour un même enfant et par maladie, accident ou handicap. Le montant de la prestation est de 3 131 francs pour une allocation à taux plein, de 1 566 francs ou de 2 071 francs pour une allocation à taux partiel, en cas d'exercice d'une activité à temps partiel. Pour une personne seule, ces montants sont respectivement de 4 141 francs, 2 071 francs et 2 733 francs
- Modulation du montant du **complément d'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** en fonction des ressources de la famille.
- En cas de reprise d'activité professionnelle, cumul possible pendant deux mois d'une **allocation parentale d'éducation** à taux plein avec le revenu tiré d'une activité professionnelle. Ce cumul n'est accordé qu'aux bénéficiaires ayant un enfant âgé d'au moins 18 mois et de moins de 30 mois, ou de moins de 60 mois si l'Ape est servie au titre de triplés ou plus.
- Mise en place d'un barème unique des **aides au logement** en secteur locatif (première étape, la seconde est intervenue au 1^{er} janvier 2002).

Juillet 2001	- Suppression de l'évaluation forfaitaire des ressources pour les bénéficiaires de l' allocation aux adultes handicapés .
Août 2001	- La majoration de l'allocation de rentrée scolaire se confond désormais avec le montant de la prestation dont le taux est porté à 73,22 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales.
Décembre 2001	- Création en allocation logement d'un abattement double résidence pour les couples et les personnes isolées ayant deux charges de logement. - Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule.
Janvier 2002 métropole et Dom	- Création d'un congé de paternité permettant aux pères d'obtenir, à la naissance de leur enfant, un congé de onze jours consécutifs au plus (dix-huit jours en cas de naissances multiples ; par ailleurs, le congé d'adoption est majoré du même nombre de jours en cas de partage du congé par les deux conjoints). Ce congé doit être pris dans un délai de quatre mois à compter de la naissance de l'enfant. Il s'agit d'un congé sans solde indemnisé par la sécurité sociale aux mêmes conditions d'ouverture de droit et de liquidation que les indemnités journalières d'assurance maternité. La mesure s'applique aux enfants nés ou adoptés à partir du 1 ^{er} janvier 2002.
Janvier 2002	- Suppression du mois de carence lors de l'entrée dans l' allocation de présence parentale afin d'éviter les problèmes de trésorerie entre l'arrêt de travail et le début de versement de l'allocation. Son bénéfice est étendu aux militaires. - Fin de la mise en place du barème unique d' aides au logement en secteur locatif. - L' allocation spécifique d'attente est remplacée par l'allocation équivalant retraite et n'est plus gérée par les Caf (mais par les Assedic).
Avril 2002	- Augmentation substantielle du montant de l' allocation de présence parentale afin de le porter pour une interruption complète d'activité à l'équivalent du salaire net perçu par un salarié rémunéré au Smic (soit 801,23 euros au 1 ^{er} janvier 2002). - Création de six nouveaux compléments de l' allocation d'éducation spéciale qui se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant. - Suppression partielle de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes concernant le calcul des aides au logement , avec effet rétroactif au 1 ^{er} juillet 2001.
Août 2002	- Création d'une allocation différentielle pour les personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond de ressources de l' allocation de rentrée scolaire (33 000 bénéficiaires).
Décembre 2002	- Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule.
Juillet 2003	- Création d'une allocation forfaitaire versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux allocations familiales qui atteint l'âge de 20 ans.
Décembre 2003	- Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (idem décembre 2002).
Janvier 2004	- Création de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) appelée à remplacer cinq prestations existantes (<i>allocation pour jeune enfant, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile, allocation parentale d'éducation, allocation d'adoption</i>). Attribuée pour tout enfant né ou adopté à compter du 1 ^{er} janvier 2004, la Paje comprend : . une prime à la naissance ou à l'adoption, d'un montant de 808 euros, versée <u>sous condition de ressources</u> (<i>avec des plafonds plus élevés que ceux de l'Apje</i>), soit au septième mois de grossesse, soit le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer ;

. **une allocation de base**, d'un montant mensuel de 162 euros, versée pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer en cas d'adoption), sous la même condition de ressources que la prime à la naissance ;

. **un complément libre choix d'activité** attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (6 ans en cas de naissances multiples). Proche du mécanisme de l'Ape, il s'en distingue principalement sur trois points :

. il peut être attribué dès le premier enfant mais pour seulement six mois à la suite du congé de maternité (ou de paternité) ;

. la condition d'activité antérieure est resserrée : il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant ;

. le montant du complément en cas d'activité à temps partiel est supérieur de 15 % à celui de l'Ape à taux réduit ;

. **un complément libre choix du mode de garde** attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par une assistante maternelle ou une employée de maison.

Ce complément comporte lui-même deux composantes :

. une prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

. une prise de charge partielle de la **rémunération** versée à la personne assurant la garde : le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limitée à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

Les tableaux 7351-61-71 présentent les barèmes de la Paje.

- Création du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma)** et **décentralisation du Rmi**.

. Le Cirma est destiné aux allocataires du Rmi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. C'est un contrat de travail à temps partiel (d'une durée minimale de vingt heures par semaine) à durée déterminée (dix-huit mois maximum), assorti d'un accompagnement social destiné à favoriser son insertion professionnelle. Son bénéficiaire est rémunéré sur la base du Smic par l'employeur, qui reçoit du département une aide équivalente au Rmi de base. Il garde son droit ouvert au Rmi.

. Par la décentralisation du Rmi, le département se voit confier la gestion et le financement de la prestation, en sus du pilotage de l'insertion.

2004

- Actualisation des aides personnelles au **logement** intervenue en juin 2004 avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2003. Pas de revalorisation au 1^{er} juillet 2004.

- Plusieurs mesures d'économie relatives aux aides au logement dont en particulier :

. le relèvement du seuil de non-versement des aides, qui passe de 15 à 24 euros (juin 2004) ;

. la suppression de l'abattement pour frais de garde pour le calcul des aides au logement, du Cf et de la Paje (août 2004) ;

. l'allongement d'un mois du délai de carence pour l'application de l'abattement de 30 % sur les ressources des chômeurs indemnisés (août 2004).

L'impact de ces mesures d'économie serait de l'ordre de 85 millions d'euros en 2004 et 155 millions en année pleine pour les Caf.

Juillet 2004

- Deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour chômage.

Décembre 2004

- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (idem décembre 2002).

De juillet 2004 à janvier 2009

- Transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux :

. 1^{er} juillet 2004 : La Poste ;

. 1^{er} janvier 2005 : France Telecom, les fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;

. 1^{er} juillet 2005 : l'Education nationale ;

. 1^{er} janvier 2009 : les agents de l'Etat en poste à l'étranger.

Mars 2005**- Réforme du Cirma et création du contrat d'avenir.**

. Le **Cirma** est étendu aux bénéficiaires de l'Ass, de l'Api et de l'Aah, mais est réservé au secteur marchand (particuliers employeurs exclus). Il peut s'effectuer à plein temps et ses titulaires ont désormais les mêmes droits sociaux que les salariés de droit commun. L'aide versée à l'employeur (par le Cnasea pour le compte de l'Etat pour les bénéficiaires d'Ass, d'Api ou d'Aah, ou par le département ou son délégataire pour les bénéficiaires du Rmi) reste égale au Rmi de base.

. Le **contrat d'avenir** est destiné aux mêmes bénéficiaires, mais ne peut être conclu que dans le secteur non marchand. C'est également un Cdd, mais la durée moyenne de travail est fixe (vingt-six heures par semaine), et sa durée est en principe de deux ans, renouvelable dans la limite de douze mois (possibilité de deux ans supplémentaires si l'intéressé a plus de 50 ans ou est handicapé). L'employeur bénéficie non seulement d'une aide correspondant au Rmi de base, mais également d'une aide dégressive de l'Etat, d'exonération de taxes et de cotisations sociales, ainsi que d'une prime s'il embauche le bénéficiaire en Cdi.

Juillet 2005**- Réforme de l'allocation aux adultes handicapés (Aah).**

. Simplification du mode de calcul (plafond = 12 x Aah mensuelle)

. Création de deux nouveaux compléments, non cumulables, dont l'attribution est soumise à certaines conditions communes (taux d'incapacité d'au moins 80 %, perception de l'Aah à taux plein ou en complément d'une pension vieillesse-invalidité-accident du travail, logement indépendant, non-exercice d'une activité professionnelle) et à des conditions propres à chaque complément :

° le **majoration pour la vie autonome** (Mav), qui remplace le complément d'Aah, dont le montant mensuel est de 100 euros. La personne doit bénéficier d'une aide au logement.

° le **complément de ressources** (Grph), qui s'ajoute à l'Aah pour constituer la **garantie de ressources** des personnes handicapées, dont le montant mensuel est de 166,51 euros. La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an à la date de la demande. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros.

. Instauration d'un mécanisme d'intéressement, qui permet de cumuler partiellement l'Aah avec un revenu d'activité.

. Amélioration du reste à vivre et son harmonisation pour les personnes hospitalisées, placées en maison d'accueil spécialisée (Mas), ou incarcérées.

. Introduction d'une nouvelle condition d'accès au droit en cas de taux d'incapacité inférieur à 80 % : absence d'activité depuis au moins un an à la date de la demande.

. Remplacement des Cotorep et des commissions départementales de l'éducation spéciale par des commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (Cdaph).

Août 2005

- Le montant de la **prime d'adoption** de la Paje est doublé pour tout enfant adopté depuis le 1^{er} août 2005. Le coût de la mesure est estimé à 2 millions d'euros.

Septembre 2005

- Actualisation des aides personnelles au **logement** intervenue en septembre 2005 sans effet rétroactif au 1^{er} juillet 2005.

- Une **prime exceptionnelle de retour à l'emploi** (1 000 euros) est versée en une seule fois, dès lors que le bénéficiaire d'un minimum social qui a été au préalable chômeur de longue durée a repris une activité salariée ou non salariée pendant au moins quatre mois consécutifs. Pour les salariés, l'activité doit être exercée avec un minimum de soixante-dix-huit heures par mois. Les contrats de travail conclus entre le 1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2006 ouvrent droit à cette prime exceptionnelle (le versement intervient à la fin du quatrième mois consécutif à au moins soixante-dix-huit heures). Le financement est assuré par l'Etat.

Décembre 2005

- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (idem décembre 2002).

- Janvier 2006** - L'allocation d'éducation spéciale devient l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** (Aeeh). Une **majoration** par enfant bénéficiaire de l'Aeeh est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ 12 millions d'euros. La majoration de l'Aeeh est financée par la **Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa)**. Les ressources de la Cnsa proviennent du produit de la journée de solidarité autonomie, d'un prélèvement de 0,1 % de Csg, de contributions des caisses de retraite, de transferts de crédits de l'assurance maladie consacrés aux personnes âgées et aux handicapées.
- Mai 2006** - L'**allocation journalière de présence parentale** (Ajpp) remplace l'*allocation de présence parentale (App)*. Le parent bénéficiaire *qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés* peut prétendre à un congé de présence parentale (*pour les salariés*) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans. Pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 39,10 euros (46,46 euros pour un parent isolé) est versée. *Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total.* Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an. *Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp.*
- En outre, un **complément pour frais** d'un montant de 100,02 euros, soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. *Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.*
- Juillet 2006** - Le **complément optionnel de libre choix d'activité (Colca)** de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) offert aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), permet de bénéficier d'un congé plus court (jusqu'à un an de l'enfant) et mieux rémunéré (750 euros). Le Colca constitue un choix supplémentaire réservé aux personnes susceptibles de bénéficier du Clca. (Le choix du Colca plutôt que du Clca à taux plein est irréversible). Les deux parents peuvent alternativement avoir droit au Colca.
- Création de l'**allocation d'installation étudiante (Aline)** pour les étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois à compter du 1^{er} juillet 2006, d'un montant forfaitaire de 300 euros. L'Aline est financée sur le budget de l'Etat. Sa gestion par les Caf donne lieu à rémunération.
- Pas d'actualisation des prestations **logement** en juillet 2006 (*cf. janvier 2007*).
- Octobre 2006** - Une **prime de retour à l'emploi** (1 000 euros) est versée aux seuls bénéficiaires du Rmi, de l'Ass et de l'Api (alors que l'ancienne prime créée en septembre 2005 continuera d'être versée aux bénéficiaires de l'Aah jusqu'en décembre 2006). En général, le versement de cette prime intervient, pour les non-salariés, après le quatrième mois suivant la reprise d'activité et, pour les salariés, après le quatrième mois consécutif d'activité à au moins soixante-dix-huit heures mensuelles (le versement peut être anticipé dans le cas d'un Cdd de plus de six mois ou d'un Cdi).
- Création d'une **prime forfaitaire d'intéressement** qui concerne les bénéficiaires du Rmi, de l'Api et de l'Ass qui reprennent une activité d'une durée minimale de soixante-dix-huit heures par mois. Son montant est de 150 euros pour une personne isolée ou de 225 euros en cas de présence d'enfant(s) et/ou d'un conjoint, concubin ou partenaire d'un Pacs. Le montant est de 225 euros pour les bénéficiaires de l'Api. Pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement le minimum social et son revenu d'activité ; au cours des neuf mois suivants, il perçoit cette prime si son activité est au

moins égale à soixante-dix-huit heures par mois. Dans le cas contraire, il bénéficiera d'un **système d'intéressement proportionnel** qui lui permettra de cumuler partiellement ses revenus d'activité avec son allocation.

Septembre 2006

- **Le contrat de responsabilité parentale** est mis en place en cas d'absentéisme scolaire, de trouble porté au fonctionnement d'un établissement scolaire ou en cas de toute autre difficulté liée à une carence de l'autorité parentale. En cas de non-respect de ce contrat, le président du conseil général peut demander au directeur de la Caf (de la Cmsa...) de **suspendre le versement d'une partie des allocations familiales et du complément familial**.

Janvier 2007

- *Les familles dont le plus jeune des enfants est né avant le 1^{er} janvier 2004 demeurent régies par les dispositions antérieures à la création de la Paje.*

- Les aides personnelles au **logement** (Al et Apl) sont revalorisées de + 2,8 % pour les loyers-plafonds et de + 1,8 % pour les forfaits-charges *alors que l'indice de référence des loyers (Irl) a augmenté de + 2,3 % entre les quatrièmes trimestres 2004 et 2005.*

- Le seuil de versement des prestations de **logement** est abaissé à 15 euros (au lieu de 24 euros depuis juin 2004).

- Cumul entre l'**allocation de base** de la prestation d'accueil du jeune enfant au titre d'un enfant adopté ou accueilli en vue d'adoption et l'**allocation de soutien familial**.

- Attribution du **complément de ressources de l'Aah** et de la **majoration pour la vie autonome** aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité (non bénéficiaires de l'Aah). Le coût de la mesure serait de l'ordre de 50 millions d'euros.

- Le forfait logement de l'**allocation de parent isolé** est aligné sur celui du Rmi (soit une économie de l'ordre de 7,6 millions d'euros).

- Les bénéficiaires de l'**allocation de parent isolé** ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des avantages sociaux (indemnités de chômage, allocation veuvage, pension de réversion, avantages retraite, invalidité ou accident du travail) y compris à l'**allocation de soutien familial**.

En l'absence de **dépôt de demande d'Asf**, le montant de l'Api est réduit au terme du troisième mois. En l'absence d'**engagement de procédure** ou de demande de dispense, le montant de l'Api est réduit au terme du cinquième mois.

L'impact de la mesure serait de l'ordre de 96 millions d'euros en année pleine (tous régimes). Les moindres dépenses d'Api correspondent en partie à un transfert de dépenses vers l'allocation de soutien familial et à une majoration des dépenses du Fnpf non remboursées par l'Etat.

Février 2007

- Le montant du premier versement de l'**allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant** est proratisé en fonction du nombre de jours à compter du jour de naissance de l'enfant ou du jour d'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou confié en vue d'adoption. Cette mesure devrait concerner 256 000 familles par an. (Depuis sa création en 2004, l'allocation de base de la Paje était versée dès le premier jour du mois.)

Mars 2007

- Une **aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants** dans leur pays d'origine peut être versée annuellement aux ressortissants d'un pays non membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, âgés d'au moins soixante-cinq ans ou soixante ans en cas d'incapacité au travail, justifiant d'une résidence régulière et ininterrompue en France pendant les quinze années précédant la demande d'aide, vivant seuls, supportant une charge de logement soit en tant que locataires, soit en tant qu'accédants à la propriété ou résidents en foyer, bénéficiant d'une aide au logement (aide personnalisée au logement ou allocation de logement) au titre du logement occupé en France et s'engageant à effectuer des séjours de longue durée dans leur pays d'origine.

- Avril 2007** - Le **prêt « jeunes avenir » (Pja)** destiné aux jeunes salariés de 18 à 25 ans accédant à un nouvel emploi est créé. Le prêt est destiné à financer les différents investissements nécessaires lors de l'accès à l'emploi : moyen de locomotion, matériels de travail, équipement, logement... Distribué par les réseaux bancaires, ce prêt est soumis à condition de ressources trimestrielles. Le Pja équivaut à un prêt à taux zéro : les souscripteurs remboursent le capital emprunté et, le cas échéant, une assurance facultative. Les intérêts et la garantie du prêt sont pris en charge par la Cnaf et financés sur le Fnpf. Le prêt est remboursable sur une durée de vingt-quatre à soixante mois. Les parents assumant la charge d'un enfant mineur en contrat d'apprentissage peuvent également bénéficier de ce prêt. Le montant du Pja est de 3 000 euros pour une personne seule ne vivant plus chez ses parents et non rattachée fiscalement, de 5 400 euros pour un jeune vivant seul, rattaché fiscalement à ses deux parents, de 4 500 euros pour un jeune vivant seul, rattaché fiscalement à un seul parent.
- Mai 2007** - En cas de résidence alternée, les parents ont le choix entre la désignation d'un allocataire unique pour toutes les prestations et le partage des **allocations familiales**, avec désignation d'un allocataire unique pour les autres prestations. Le montant des Af correspond à la configuration familiale proratisée par le nombre d'enfants pondéré (1 pour un enfant à temps complet et 0,5 pour un enfant en résidence alternée).
- Un **congé de soutien familial** donne la possibilité aux salariés et aux travailleurs indépendants de cesser leur activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité. Ce congé de trois mois, renouvelable dans la limite d'un an, ouvre droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer. Les **cotisations d'Avpf** seront remboursées à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).
- Juillet 2007** - A compter des revenus 2006, les revenus nets catégoriels sont déterminés en supprimant l'abattement de 20 % applicable aux salaires, pensions et revenus des professions non-salariés. Les plafonds ont été majorés de + 25 % pour assurer la neutralité de cette mesure ; par ailleurs, les plafonds progressent + 1,7 % pour tenir compte de l'inflation (*soit un total de + 27,1 %*). *Les montants s'appliquent du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008.*
- Janvier 2008** - La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 relative au droit opposable au logement a instauré une clause d'indexation automatique des aides au logement au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice de référence des loyers.
- Revalorisation de l'**allocation logement familiale** et de l'**aide personnalisée au logement** de + 2,76 % (*loyers-plafonds et forfait-charges*)
- De juillet 2008 - à janvier 2009** - La fin de la **déclaration de ressources** sociale auprès des caisses d'Allocations familiales est envisagée. L'actualisation des ressources des allocataires serait reportée du 1^{er} juillet 2008 au 1^{er} janvier 2009 (avec les déclarations fiscales) : les Caf se feront communiquer directement par les services des impôts le montant des revenus pour apprécier le niveau de ressources des allocataires.

Autres réformes prévues pour 2008

- Le remplacement des majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des allocations familiales par une seule **majoration des allocations familiales pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les stocks d'allocataires de l'ancien système ne sont pas concernés.

- Le **complément de libre choix du mode de garde de la Paje** passerait de 375 euros à 425 euros par mois pour les familles dont les revenus se situent en dessous du plafond inférieur de ressources du Cmg. 60 000 familles seraient concernées par cette mesure.

- Une modulation de l'**allocation de rentrée scolaire** en fonction de l'âge des enfants.

- L'extension à compter du 11 février 2008 de la **prestation de compensation du handicap** (Pch, créée en février 2005) aux enfants handicapés de moins de 20 ans. L'extension de la Pch aux enfants de moins de vingt ans ne remet pas en cause le droit à l'Aeeh de base, mais permet d'opter entre le complément d'Aeeh ou la Pch, en fonction de la situation la plus favorable. On peut estimer que les enfants les plus lourdement handicapés (*18 000 bénéficiaires des compléments C4, C5 et C6 de l'Aeeh fin 2006*) auront intérêt à basculer dans la Pch. La dépense de Pch enfants est estimée à 130 millions d'euros à la charge de la Cnsa avec une économie pour la branche Famille de 50 millions pour 2008, en année pleine.

- Clarification du **droit aux prestations familiales** :

. si un **ressortissant communautaire** déclare s'installer durablement en France (pour une période supérieure à six mois), il sera présumé remplir la condition de résidence en France. Au bout de trois mois de présence en France, il pourra avoir droit aux prestations familiales si ses ressources sont suffisantes (équivalentes au Rmi) et s'il bénéficie d'une couverture maladie ;

. **les personnes exerçant une activité dans un pays n'ayant pas de convention avec la France, les personnes travaillant dans une organisation internationale** dont les statuts ne prévoient pas le versement d'avantages familiaux ne pourront plus cumuler les prestations familiales françaises et les prestations servies par leur pays ou organisation internationale. Elles entreront dans le champ d'application de l'**allocation différentielle** (Adi).

- Une politique de **lutte contre la fraude** renforcée avec un développement des échanges d'information. A l'instar des services fiscaux, les contrôleurs des Caf auront un droit de communication vis-à-vis des tiers (banques, opérateurs de téléphonie, fournisseurs d'accès à Internet...). Ce droit leur permettra de vérifier les éléments déclaratifs qui ouvrent droit aux prestations.

Pour une meilleure interprétation des séries statistiques relatives aux dépenses de prestations

- 1980** - Certaines Caf ont comptabilisé treize mois de prestations familiales (1,3 milliard de francs) au cours de l'exercice.
- Juillet 1984** - Impact de la transformation des déductions sur le revenu imposable en crédit d'impôts.
- 1985-1986** - Suite à l'harmonisation de la date de versement des prestations, la base 1985 du régime général est supérieure de 2,7 milliards de francs aux résultats, la base 1986 l'est de 265 millions de francs. Pour le régime minier, l'impact du décalage est de 44 millions de francs en 1985 et de 1 million de francs en 1986.
- 1991-1992** - Le solde du régime de La Poste et des Telecom n'a pas été comptabilisé par la Cnaf en 1991 et en 1992. Il a été pris en compte par le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale. En conséquence, dans ce rapport, le solde Cnaf est majoré (et les dépenses minorées) par rapport aux chiffres de la brochure prestations familiales (715 millions en 1991, 765 millions en 1992). Toutefois, les séries statistiques Cnaf relatives aux prestations et aux cotisations incluent ce régime.
- 1996** **Passage aux droits constatés**
- Les dépenses de prestations 1996 couvrent les dépenses de janvier à décembre 1996, hors treizième balance 1996. Les dépenses de 1997 incluent la treizième balance 1996 et s'arrêtent aux dépenses comptabilisées en droits constatés pour novembre 1997. Toutefois, les statistiques de prestations retiennent les dépenses en droits constatés pour les prestations trimestrielles (allocation de garde d'enfant à domicile + 255 millions de francs, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée + 68 millions), pour l'allocation différentielle (+ 3 millions) et pour les prestations hors métropole (+ 17 millions), soit un total de + 343 millions de francs. Cette majoration des prestations est compensée par une minoration des dépenses diverses du même montant (note 80 Prev). Les dépenses comptables de prestations 1998 incluent la treizième balance 1997 et s'arrêtent aux dépenses comptabilisées en droits constatés pour novembre 1998.
- 1997** Il est à noter que les dépenses correspondant à la **revalorisation de la Bmaf 1995**, intervenue *a posteriori*, ont été intégrées dans les comptes 1997 pour un montant de 650 millions de francs. Elles figurent en **dépenses diverses** et non en dépenses de prestations dans les tableaux statistiques.
- 1997-1998** Le décret n° 97-1138 du 12 décembre 1997 a fixé rétroactivement le montant de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à :
- 2 014,06 francs pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 1993 (au lieu de 2 014,04 francs) ;
 - 2 096,64 francs pour la période allant du 1^{er} juin au 31 décembre 1995 (au lieu de 2 078,97 francs).
- La première revalorisation est sans effet pratique sur le droit des allocataires (circulaire Cnaf n° 13-98 du 18 mars 1998).
- Les dépenses correspondant à la revalorisation de la Bmaf 1995, intervenue *a posteriori*, ont été intégrées dans les comptes 1997 pour un montant de 650 millions de francs. Elles figurent en dépenses diverses et non en dépenses de prestations.

**Estimations du coût des mesures
prises en compte dans les prévisions réalisées en août 2007
avec mise à jour de la subsidiarité API-ASF en novembre**

TIPF 3112 : Tous régimes en millions d'euros courants

Les chiffrages relatifs à l'AAH et à l'AJPP ne sont pas actualisés.

En millions d'euros courants (effet prix BMAF ou AAH)		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Cumul des mesures sans tenir compte des effets volume ultérieurs		-10,03	-809,75	-170,63	-165,69	-47,14	20,87	156,93	569,98	1 169,13	1 937,96	2 317,74
AF			-643,07	26,43	-29,87	-30,41	-31,05	-14,40	68,02	81,12	82,58	83,98
Passage de la limite de versements des PF de 18 à 19 ans	01/01/1998		50,52	93,10	93,57	95,25	97,25	98,90	100,58	102,80	104,65	106,42
Mise sous condition de ressources des AF pendant 10 mois	01/03/1998		-693,59									
Solde mesures 1999	01/01/1999			-66,67	-123,44	-125,66	-128,30	-130,48	-132,70	-135,62	-138,06	-140,40
Passage de la limite de versement des PF de 19 à 20 ans	01/01/1999			83,34	154,30							
Report d'un an des majorations pour âge des AF (10 -> 11 ; 15 -> 16 ans)	01/01/1999			-150,01	-277,74							
Maintien d'un droit réduit lorsque le 3 ^e E d'une famille de 3 E atteint 20 ans	01/07/2003							17,17	100,14	113,94	115,99	117,96
CF : Report à 21 ans	01/01/2000				62,22	116,33	118,77	120,79	122,84	125,55	127,81	129,98
ARS				27,64	27,77	28,27	35,20	35,80	36,40	37,21	37,87	38,52
Extension aux familles de 1 enfant non allocataires	01/08/1999			27,64	27,77	28,27	28,87					
ARS différentielle	01/08/2002						6,33					
API cumul		-10,03	-41,84	-57,06	-57,34	-50,24	-42,17	-31,91	-20,43	-8,59	4,66	-61,88
API : forfait logement	01/04/1997	-10,03	-41,84	-57,06	-57,34	-58,38	-59,60	-60,61	-61,64	-63,00	-64,13	-65,22
API : alignement DOM sur 6 ans (note PREV 23/06/05)	2001 - 2007					8,13	17,43	28,71	41,22	54,41	68,79	83,59
API : alignement forfait logement / forfait RMI	01/01/2007											-7,60
API : subsidiarité ASF	Janv-mars 2007											-72,65
ASF : suite à la mise en place de la réforme API	Janv-mars 2007											72,65
AFEAMA : Majoration modulée en fonction du revenu, yc impact sur l'AFEAMA de base (cumul)						68,35	98,82	130,19	146,17	149,38	152,07	154,65
AFEAMA de base : impact de la majoration d'AFEAMA sur l'AFEAMA de base												
Changement de comportement sur 3 ans	01/01/2001					8,71	25,27	42,33	50,81			
AFEAMA majoration : modulation en fonction du revenu												
Effet mécanique du barème	01/01/2001					52,95	54,06	54,98	55,91			
Changement de comportement	01/01/2001					6,69	19,46	32,71	39,26			
AGED : Modulation en fonction du revenu	01/01/1998		-124,84	-167,63	-168,47	-171,50	-175,11	-178,08	-181,11	-185,09	-188,42	-191,62
APE : Intéressement net, y compris impact sur l'APJE (solde)		01/01/2001				-13,47	-17,34	-17,64	-17,94	-18,33	-18,66	-18,98
APJE longue : impact de l'APE	01/01/2001					11,12	14,27					
APE 2 E	01/01/2001					-15,27	-19,63					
APE 3 E et +	01/01/2001					-9,32	-11,99					
AJPP cumul						5,53	17,87	28,58	34,95	35,72	39,60	41,47
APP	01/01/2001					5,53	17,87	28,58	34,95	35,72		
AJPP	01/05/2006										39,60	41,47
AEEH cumul							15,87	83,60	75,22	62,99	76,34	77,63
AEEH : Six compléments qui se substituent aux trois anciens compléments	01/04/2002						15,87	83,60	75,22	62,99	64,12	65,21
AEEH : Majoration pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2 ^e à 6 ^e cat.	01/01/2006										12,22	12,42
AAH				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AAH réforme, majoration ressources, création du complément de ressources										17,55	128,86	181,18
Réforme AAH, majoration ressources, création de la GRPH	01/07/2005									17,55	128,86	131,18
Droit aux compléments (MAV et GRPH) aux bénéficiaires du fonds spécial invalidité	01/01/2007											50,00
PAJE : surcoût par rapport à l'ancienne législation (PREV. DSPA 2007)	01/01/2004								305,84	889,18	1 624,12	1 991,34

**Estimations du coût des mesures
prises en compte dans les prévisions réalisées en août 2007**

T1PF 3122 : Tous régimes en millions d'euros constants

En millions d'euros constants 2006		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Cumul des mesures		-11,41	-915,75	-192,00	-183,52	-51,41	22,37	165,09	589,74	1 189,00	1 937,96
AF		0,00	-727,25	29,74	-33,09	-33,17	-33,28	-15,15	70,38	82,50	82,58
Passage de la limite de versements des PF de 18 à 19 ans	01/01/1998		57,14	104,76	103,64	103,87	104,25	104,05	104,07	104,54	104,65
Mise sous condition de ressources des AF pendant 10 mois	01/03/1998		-784,38								
Solde mesures 1999	01/01/1999			-75,02	-136,73	-137,04	-137,53	-137,27	-137,30	-137,92	-138,06
Passage de la limite de versement des PF de 19 à 20 ans	01/01/1999			93,78	170,91						
Report d'un an des majorations pour âge des AF (10 -> 11 ; 15 -> 16 ans)	01/01/1999			-168,81	-307,63						
Maintien d'un droit réduit lorsque le 3 ^e E d'une famille de 3 E atteint 20 ans	01/07/2003							18,07	103,61	115,88	115,99
CF : Report à 21 ans	01/01/2000				68,92	126,86	127,32	127,07	127,10	127,68	127,81
ARS				31,10	30,76	30,83	37,73	37,66	37,67	37,84	37,87
Extension aux familles de 1 enfant non allocataires	01/08/1999			31,10	30,76	30,83	30,94				
ARS différentielle	01/08/2002						6,79				
API cumul		-11,41	-47,32	-64,21	-63,52	-54,79	-45,20	-33,57	-21,14	-8,74	4,66
API : forfait logement	01/04/1997	-11,41	-47,32	-64,21	-63,52	-63,66	-63,89	-63,77	-63,78	-64,07	-64,13
API : alignement DOM sur 6 ans (note PREV 23/06/05)	2001 - 2007					8,87	18,69	30,20	42,65	55,34	68,79
API : alignement forfait logement / forfait RMI	01/01/2007										
API : subsidiarité ASF	Janv-mars 2007										
ASF : suite à la mise en place de la réforme API	Janv-mars 2007										
AFEAMA : Majoration modulée en fonction du revenu, yc impact sur l'AFEAMA de base (cumul)						74,53	105,93	136,96	151,24	151,92	152,07
AFEAMA de base : impact de la majoration d'AFEAMA sur l'AFEAMA de base											
Changement de comportement sur 3 ans	01/01/2001					9,49	27,08	44,53	52,58		
AFEAMA majoration : modulation en fonction du revenu											
Effet mécanique du barème	01/01/2001					57,74	57,95	57,84	57,85		
Changement de comportement	01/01/2001					7,30	20,86	34,41	40,62		
AGED : Modulation en fonction du revenu	01/01/1998		-141,19	-188,63	-186,60	-187,03	-187,70	-187,34	-187,39	-188,24	-188,42
APE : Intéressement net, y compris impact sur l'APJE (solde)	01/01/2001					-14,68	-18,59	-18,55	-18,56	-18,64	-18,66
APJE longue : impact de l'APE	01/01/2001					12,13	15,30				
APE 2 E	01/01/2001					-16,65	-21,04				
APE 3 E et +	01/01/2001					-10,17	-12,85				
AJPP cumul						6,03	19,16	30,07	36,16	36,33	39,60
APP	01/01/2001					6,03	19,16	30,07	36,16	36,33	
AJPP	01/05/2006										39,60
AEEH cumul							17,01	87,95	77,83	64,06	76,34
AEEH : Six compléments qui se substituent aux trois anciens compléments	01/04/2002						17,01	87,95	77,83	64,06	64,12
AEEH : Majoration pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2 ^e à 6 ^e cat.	01/01/2006										12,22
AAH			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,85	128,86
Réforme AAH, majoration ressources, création de la GRPH	01/07/2005									17,85	128,86
Droit aux compléments (MAV et GRPH) aux bénéficiaires du fonds spécial invalidité	01/01/2007										
PAJE : surcoût par rapport à l'ancienne législation (PREV. DSPA 2007)	01/01/2004								316,45	904,29	1 624,12

1.9.2

Evolution de la législation familiale dans les Dom depuis 1945

Ce chapitre constitue un document de travail provisoire.

Toutes vos remarques ou rectificatifs seront les bienvenues.

Particularités générales

- Alors que les prestations métropole étaient généralement calculées en fonction de la base mensuelle de calcul des allocations familiales, les prestations dans les Dom faisaient le plus souvent référence à une base de calcul égale à vingt-cinq fois le montant journalier des allocations familiales pour deux enfants dans les Dom.

. Les prestations étaient attribuées en fonction du nombre de journées de travail d'au moins six heures dans la limite de vingt-cinq allocations journalières par mois.

. Les Caf versent les prestations aux salariés agricoles, aux marins pêcheurs non salariés depuis 1961, aux exploitants agricoles à compter de 1970, à l'exclusion des employeurs et des travailleurs indépendants jusqu'en décembre 1992. A compter du 1^{er} janvier 1993, le versement des prestations familiales est effectué sous réserve du paiement préalable des cotisations d'Af et de la Csg...

Il n'y a pas de tutelle aux prestations sociales.

Situation en 1946

En 1946, les prestations versées sont :

- . les **allocations familiales**. A la différence de la métropole, les allocations familiales sont dues **dès le premier enfant**. Une condition d'activité professionnelle est exigée jusqu'en 1988 ;
- . les filles aînées restant au foyer sont exclues du bénéfice des prestations familiales ;
- . les prestations du fonds d'action sociale obligatoire (**Faso**).

Septembre 1963

- Majoration et uniformisation des taux des **allocations familiales** dans l'ensemble des départements d'outre-mer.
- Les limites d'âge fixées pour l'attribution des prestations sont alignées sur celles de la métropole.

Avril 1965

(comme en métropole)

- Application dans les Dom de la législation relative au **congé de naissance** en vigueur en métropole.
- Application dans les Dom de la législation relative aux **majorations des allocations familiales** pour enfant de plus de 10 ans en vigueur en métropole.

Janvier 1971

(comme en métropole)

- . Création de l'**allocation orphelin**. Les montants diffèrent de ceux de la métropole ; ils sont majorés en janvier 1978, en juillet 1981.

Février 1972

(comme en métropole)

- . Création des **allocations aux mineurs et aux adultes handicapés**.

Situation en 1972

- Le service des prestations est assuré par des caisses d'Allocations familiales et non plus par des caisses de Sécurité sociale.

En 1972, les prestations versées sont :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . l'allocation aux mineurs et aux adultes handicapés ;
- . l'allocation orphelin ;
- . le congé de naissance.

Rentrée 1974

(comme en métropole)

- Création de l'**allocation de rentrée scolaire**.

- Octobre 1975**
(comme en métropole) - Création de l'**allocation d'éducation spéciale**. *Le montant de la prestation perçue est différent (mais proche) dans les Dom et en métropole. Il a été majoré en 1981. Une activité professionnelle est exigée, sauf dans le cas des femmes seules. Cette prestation remplace l'allocation d'éducation spécialisée et l'allocation aux mineurs handicapés.*
- (comme en métropole) - Création de l'**allocation aux adultes handicapés**...
- 1976**
(contre 1948 en métropole) - Création de l'**allocation de logement familial**. *Par rapport à la métropole :*
 . les surfaces exigées sont plus restreintes (ce qui est favorable à l'allocataire) ;
 . il n'est pas tenu compte des enfants ou personnes à charge au-delà de six dans les différents paramètres qui évoluent selon la taille de la famille : loyers-plafonds, forfait-charges, nombre de parts et mensualités plafonds ;
 . les coefficients et les valeurs utilisés dans la formule de calcul sont moins favorables.
- Janvier 1978**
(contre octobre 1976 en métropole) - Mise en place de l'**allocation de parent isolé** dans les Dom. *Le montant de la prestation perçue dans les Dom est nettement inférieur à celui de la prestation en métropole. Le montant est majoré en juillet 1981.*
- Maintien des prestations familiales aux personnes ayant perdu involontairement leur emploi sous certaines conditions d'activité antérieures.
- 1978**
(comme en métropole) - Prise en charge des **cotisations maladie** des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
- Mai 1978** - Création de la **prime de protection de la maternité** afin d'inciter les futures mères et les mères à passer les examens médicaux.
- Juillet 1978**
(contre juillet 1972 en métropole) - Mise en place de l'assurance vieillesse des mères au foyer (avec une législation différente de celle de la métropole).
- Octobre 1978** - Mise en place du **complément familial** avec des conditions d'attribution autres que celles applicables en métropole. Le plafond applicable est celui de l'Ars. Le montant de la prestation est majoré en 1979 et en 1981.
- Décembre 1979** - Les allocations sont versées :
 . tant que dure l'obligation scolaire ;
 . jusqu'à 17 ans pour l'enfant à charge non salarié ;
 . jusqu'à 20 ans pour les enfants placés en apprentissage, les enfants suivant un stage de formation professionnelle, les enfants qui poursuivent leurs études, pour ceux qui, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, sont dans l'impossibilité de se livrer à une activité professionnelle, et pour ceux qui ouvrent droit à l'allocation d'éducation spéciale. *(Antérieurement, les limites d'âge étaient de 14 ans, de 15 ans en Guyane, de 16 ans en cas d'apprentissage, de 17 ans en Guyane et de 20 ans en cas de poursuite d'études ou de maladie constatée.)*
 . Les jeunes de 16 à 20 ans cessent d'être considérés comme enfants à charge lorsque leur rémunération dépasse 55 % du Smic en vigueur dans le département considéré. *(Antérieurement, le salaire des intéressés ne devait pas dépasser le montant de la base mensuelle de calcul en vigueur en métropole au cours de la période d'exercice de l'activité professionnelle.)*
- Janvier 1980** - Le droit aux prestations familiales est annualisé pour les allocataires ayant eu une activité égale ou supérieure à quatre-vingt-dix jours dans une année civile. *Pour les autres, le droit continue à s'apprécier mensuellement. Mais dès lors que l'activité au cours d'un mois est égale à dix jours, les prestations sont égales pour ce mois à vingt-cinq allocations journalières...*
- Octobre 1980**
(contre juillet 1971 en métropole) - Création de l'**allocation de logement sociale** (la formule de calcul est identique mais les coefficients sont moins favorables).

- Janvier 1981**
(comme en métropole) - Création du **supplément de revenu familial**. *Le barème du Surf reste inchangé jusqu'à sa disparition en 1990 : le plafond de ressources est égal à 15 350 francs et le montant de la prestation est de 100 francs.*
- 1981**
(comme en métropole) - Prise en charge des **cotisation d'assurance personnelle**.
- Juin 1985**
(comme en métropole) - Création de l'**allocation de soutien familial**. *Une activité professionnelle est exigée. Le montant de la prestation perçue dans les Dom est nettement inférieur à celui de la prestation en métropole.*
- 1989**
(1978 en métropole) - Suppression de la **condition d'activité professionnelle** pour l'ouverture du droit aux prestations familiales. *Avant cette date, cette condition était exigée pour bénéficier des allocations familiales, du complément familial, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation d'éducation spéciale (sauf pour les femmes seules)...Condition supprimée pour les seules Af dès mars 1988 (décret 88-191 et 192 du 26 février 1988) et dès juillet 1986 pour l'allocation logement familiale.*
- 1989**
(comme en métropole) - Création du **revenu minimum d'insertion**.
- Juillet 1990** - Versement jusqu'à 18 ans des prestations familiales aux enfants non salariés au lieu de 17 ans
- Août 1990**
(comme en métropole) - Suppression du **supplément de revenu familial**.
- Versement de l'**allocation de rentrée scolaire** jusqu'à 18 ans. Extension du bénéfice de l'Ars aux familles qui perçoivent uniquement du Rmi ou l'Aah.
- Janvier 1991**
(comme en métropole) - Entrée en vigueur de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée**.
- Juillet 1991** - Application aux Dom de la **Bmaf** de la métropole.
- 1991-1995** - Début de l'alignement progressif des prestations des Dom sur celles de la métropole jusqu'à l'horizon 1995 avec comme objectif la suppression du fonds d'action sociale obligatoire (**Faso**).

Situation en 1992

Entre 1972 et 1992, la législation s'étend à de nouvelles catégories de bénéficiaires et le nombre de prestations s'accroît. On distingue :

1) les prestations identiques en métropole et dans les Dom :

- . l'allocation aux adultes handicapés ;
- . l'allocation de rentrée scolaire ;

2) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits sont identiques en métropole et dans les Dom mais dont les montants sont différents :

- . l'allocation de soutien familial ;
- . l'allocation d'éducation spéciale ;
- . l'allocation de parent isolé ;
- . la prime de déménagement familial ;
- . l'allocation de logement sociale.

3) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits et les montants sont différents en métropole et dans les Dom :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . le complément familial ;
- . l'allocation de logement à caractère familial ;
- . la prime de protection de la maternité (prestation spécifique aux Dom) ;
- . l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée ;
- . l'assurance vieillesse des parents au foyer et l'assurance personnelle ;

4) les prestations qui ne sont pas versées dans les Dom : l'aide personnalisée au logement, l'allocation de garde d'enfant à domicile, l'allocation parentale d'éducation, l'allocation pour jeune enfant, la tutelle aux prestations sociales et les prêts à l'amélioration de l'habitat.

Janvier 1995
(comme en métropole)

- Création d'une **allocation d'adoption**.

Janvier 1995
(1987 en métropole)

- Instauration de l'**allocation garde d'enfant à domicile**.

Avril 1995
(avant la métropole)

- L'âge limite de prise en compte des enfants à charge pour le calcul de l'allocation logement a été porté de 20 à 22 ans dans les DOM pour les enfants qui poursuivent leurs études, sont en apprentissage, en stage de la formation professionnelle ou malades, alors qu'il était de 20 ans en métropole dans ces différents cas jusqu'en janvier 2000.

Septembre 1995

- Alignement du montant de l'**allocation de soutien familial** sur celui de la métropole et harmonisation du mode de calcul et du montant de la prime de déménagement sur celui de la métropole

Janvier 1996
(1985 en métropole)

- Instauration de l'**allocation pour jeune enfant** : le montant de l'allocation pour jeune enfant est celui en vigueur en métropole, mais le plafond de ressources est inférieur (identique à celui du complément familial dans les Dom).

- Instauration de l'**allocation parentale d'éducation**. En 2002, les montants pour la validation des trimestres d'activité de l'Ape seront totalement harmonisés entre les Dom et la métropole (cf. TIPF 738) ; auparavant, les montants plus faibles pour les Dom étaient favorables aux allocataires des Dom.

- Dans les Dom, l'allocation pour jeune enfant et l'allocation parentale d'éducation n'ouvrent pas droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer.

Juillet 1996

- Suppression de la **prime de protection de la maternité** (suite à la réforme de janvier).

Janvier 2001 - 2007

- Harmonisation, prévue sur sept ans à compter de janvier 2001, du montant de l'**allocation de parent isolé** par rapport à celui de la métropole.

Décembre 2001

- Mise en place du **revenu de solidarité** : sont éligibles les bénéficiaires du Rmi depuis plus de deux ans qui résident dans les Dom, sont âgés d'au moins 50 ans et n'exercent pas d'activité professionnelle. L'ouverture du droit à ce revenu met fin au droit au Rmi. Son montant n'est pas modulé en fonction de la composition familiale.

Janvier 2002

- Alignement du montant du **Rmi** des Dom sur celui de la métropole.

Juillet 2002

- Alignement des loyers plafonds des familles sur ceux de la zone 2 de métropole pour le calcul de l'**allocation de logement familiale**.

Juillet 2003
(comme en métropole)

- Création d'une allocation forfaitaire **allocations familiales**.

Septembre 2003

- Libre choix de l'allocataire (père ou mère).

Janvier 2004
(à la différence de la métropole)

- Comme pour l'Ape et l'Apje, la Paje n'ouvre pas droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer dans les Dom où l'**Avpf** n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte).

Juillet 2004
(comme en métropole)

- Deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour **chômage**.

Situation en 2005

Suite au début d'alignement de la législation des prestations des Dom sur celles de la métropole qui a débuté en 1991, on distingue :

1) les prestations identiques en métropole et dans les Dom :

- . le forfait allocations familiales ;
- . l'allocation aux adultes handicapés ;
- . l'allocation d'éducation spéciale ;
- . l'allocation de rentrée scolaire ;
- . le revenu minimum d'insertion ;
- . l'allocation de parent isolé (*harmonisation totale prévue en 2007*) ;
- . l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée ;
- . l'allocation de garde d'enfant à domicile ;
- . l'allocation d'adoption ;

2) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits sont identiques en métropole et dans les Dom mais dont les montants sont différents :

- . l'allocation de soutien familial ;
- . la prime de déménagement familial ;
- . l'allocation de logement à caractère social (*la formule de calcul est identique mais les coefficients sont moins favorables*).

3) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits et/ou les montants sont différents en métropole et dans les Dom :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . le complément familial ;
- . la prestation d'accueil du jeune enfant *et l'allocation parentale d'éducation* ;
- . l'allocation pour jeune enfant (*plafonds différents*) ;
- . l'assurance vieillesse des parents au foyer n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte). (*Pas d'ouverture de droit pour les bénéficiaires de l'Apje, de l'Ape, de l'A(j)pp, du Cf et de la Paje*) ;
- . l'allocation de logement à caractère familial : *il n'est pas tenu compte des enfants ou personnes à charge au-delà de six dans les différents paramètres qui évoluent selon la taille de la famille : loyers-plafonds, forfait-charges, et en accession, nombre de parts et mensualités plafonds. Le forfait charge est d'un montant très inférieur à celui de la métropole* ;
- . le revenu de solidarité (*spécifique aux Dom*) ;

4) les prestations qui ne sont pas versées dans les Dom : l'aide personnalisée au logement, la tutelle aux prestations sociales et les prêts à l'amélioration de l'habitat.

**Tableau récapitulatif de la création et de la suppression
des principales prestations depuis 1946, en métropole et dans les Dom**

Prestations	Date d'application		Suppression ou remplacement
	En métropole	Dans les Dom	
Allocations familiales (Af)	1932	1938 (<i>différentes</i>)	
<i>Allocation salaire unique</i>	1946		→ Cf : janvier 1978
<i>Congé de naissance</i>	1946	Avril 1965	Janvier 1987
<i>Allocations prénatales</i>	1946		→ Aje : janvier 1985
Fonds d'action sociale obligatoire (Faso)		Existe en 1946	
Alf et prime de déménagement	Septembre 1948	Juillet 1976	
Prêts à l'amélioration de l'habitat (Pah)	1950		
Majoration (Af) pour enfant [10-15 ans]	1955	1967	[11-16 ans] : 01/1999
<i>Allocation de mère au foyer (Amf)</i>	1956		→ Cf : janvier 1978
Majoration (Af) pour enfant de plus de 15 ans	1963	1967	Plus de 16 ans : 01/1999
Als et prime de déménagement	Juillet 1971	Octobre 1980	
Allocation orphelin → Alloc. soutien familial	01/1971 et 06/1985	01/1971 et 06/1985	
Allocations → mineurs et adultes handicapés	02/1972 et 10/1975	02/1972 et 10/1975	
Assurance vieillesse mères de famille... Avpf	Juillet 1972	7/78 (<i>différente</i>)	
<i>Allocation pour frais de garde</i>	Juillet 1972		→ Cf : janvier 1978
Allocation rentrée scolaire	Rentrée 1974	Rentrée 1974	
<i>Allocations postnatales</i>	1975		→ Aje : janvier 1985
<i>Prêts aux jeunes ménages</i>	1975		Janvier 1987
Allocation de parent isolé	Octobre 1976	Janvier 1978	
Aide personnalisée au logement, prime	Juillet 1977		
<i>Prime de protection de la maternité</i>		Mai 1978	Janvier 1996
Complément familial	Janvier 1978	10/1978 (<i>différent</i>)	→ Aje partiellement (85)
<i>Supplément de revenu familial</i>	Janvier 1981	Janvier 1981	Août 1990
<i>Aje → Apje</i>	Janvier 1985	01/1996 (<i>différent</i>)	→ Paje (Janvier 2004)
<i>Ape</i>	Janvier 1985	01/1996 (<i>différent</i>)	→ Paje (Janvier 2004)
<i>Aged</i>	Avril 1987	Janvier 1995	→ Paje (Janvier 2004)
Revenu minimum d'insertion	Décembre 1988	Décembre 1988	
<i>Afeama</i>	Janvier 1991	Janvier 1991	→ Paje (Janvier 2004)
<i>Allocation d'adoption</i>	Janvier 1995	Janvier 1995	→ Paje (Janvier 2004)
Revenu de solidarité outre-mer		Décembre 2001	
Prestation d'accueil du jeune enfant	Janvier 2004	Janvier 2004	

1.10

Montants et plafonds de prestations

Smic, prix, Pib

Barèmes des différentes prestations (1)		Page
Aah	Allocation aux adultes handicapés	199
Aad	Allocation d'adoption	195
Ab Paje	Allocation de base de la Paje	185
Aeeh (Aes)	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	196
Af	Allocations familiales	182
Afeama	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	192
Aged	Allocation de garde d'enfant à domicile	190
Ajpp	Allocation journalière de présence parentale	197
Ape	Allocation parentale d'éducation	195
Api	Allocation parent isolé	195
Apje	Allocation pour jeune enfant	183
Ars	Allocation de rentrée scolaire	189
Asf	Allocation de soutien familial	195
Bmaf	Base mensuelle de calcul des allocations familiales	181
Cf	Complément familial	183
Clca Paje	Complément libre choix d'activité de la Paje	185
Cmg Paje	Complément libre choix du mode de garde de la Paje	185
Dom	Prestations spécifiques aux Dom (1)	205
G(C)rph	Garantie (Complément) de ressources aux adultes handicapés	201
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant : Ab, Clca, Cmg, prime de naissance et d'adoption	185
Pja	Prêt jeunes avenir	194
Rmi	Revenu minimum d'insertion	203
Rso	Revenu de solidarité	204
Données économiques de cadrage		
	Smic net (mensuel et annuel) après prélèvement de la Crds	206
	Indice des prix	207
	Produit intérieur brut (Pib), demandeurs d'emploi, taux de cotisation, Csg...	
Quelques remarques...		
	Notion de ressources	180
	Mode de revalorisation des plafonds du Cf et de l'Apje	180
	Non-cumuls de prestations	180

Quelques cas (non exhaustifs) de non-cumuls de prestations (2)

- . Le Cf avec l'Ab, avec le Clca et avec le Cmg accordé pour un enfant jusqu'à 3 ans.
- . L'allocation journalière de présence parentale avec le Clca de la Paje.
- . Plusieurs Paje Ab ne sont cumulables qu'en cas de naissances multiples ou d'adoptions ou recueils simultanés en vue d'adoption.
- . Deux Paje Clca à taux partiels limités au montant d'un Clca à taux plein.
- . Un Cmg Paje est cumulable sous certaines conditions avec un Clca Paje à taux partiel.
- . **En cas de reprise d'activité professionnelle**, cumul possible pendant deux mois du revenu tiré d'une activité professionnelle avec le Clca à taux plein si l'enfant est âgé de 18 mois à moins de 30 mois ou (depuis janvier 2001) avec une allocation parentale d'éducation à taux plein.

(1) Depuis 2004, le tableau TIPF 7691 précise les spécificités des barèmes des prestations légales « Famille » dans les Dom (Cf, Api, Af).

(2) La législation étant assez complexe, cette approche des cumuls est très partielle et imparfaite.

Mode de revalorisation de la Bmaf

Initialement, l'article L 551-1 du Code de la SS prévoyait que "la Bmaf était revalorisée deux ou plusieurs fois par an, de façon à compenser totalement ou partiellement la charge que les enfants représentent pour la famille, en fonction :

- de l'augmentation des prix et de la participation des familles aux progrès de l'économie ;
- et éventuellement de la progression générale des salaires moyens ou du Smic."

Depuis 1984, la Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse des prix prévisionnelle (hors tabac depuis 1991) avec, en principe, remise à niveau au 1^{er} janvier de l'exercice suivant.

La Bmaf n'a pas été revalorisée **en 1996**.

Définitions relatives à la notion de ressources

. Les **plafonds de ressources** s'appliquent aux revenus, nets de cotisations sociales employeurs et salariés, de l'année civile précédant l'exercice considéré, après application des déductions fiscales propres à chaque catégorie de revenus (de 10 et 20 % pour les salariés, soit le revenu net catégoriel **Rnc**) et des abattements admis par la législation des prestations familiales (frais de garde par enfant de moins de sept ans jusqu'au 31 juillet 2005, pensions alimentaires, abattement pour personnes âgées ou invalides...).

. On estime qu'un ménage dispose de **deux revenus** et peut bénéficier d'une majoration de plafond, si chacun des deux conjoints ou concubins a perçu au cours de l'année précédente un revenu professionnel net (de cotisations) au moins égal à douze fois la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf au 1^{er} juillet de l'exercice antérieur).

. En cas de **chômage**, il est procédé à un abattement ou à une neutralisation sur les ressources déclarées pour l'exercice antérieur. Lorsque l'allocation d'aide au retour à l'emploi est perçue, les ressources du chômeur prises en compte sont minorées de 30 %. Il y a neutralisation des revenus quand le chômeur n'est pas indemnisé, ou quand il y a perception de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation d'insertion (et dans certains cas de perception de l'ancien dispositif au titre de l'allocation unique dégressive à « taux plancher »).

. En cas de **ressources de l'année de référence inférieures à un certain montant** et d'exercice d'une activité professionnelle le mois qui précède l'ouverture du droit, les ressources prises en compte sont égales :

- pour les salariés, à douze fois la rémunération mensuelle du mois précédant l'ouverture de droit ;
- pour les employeurs ou travailleurs indépendants à 1 200 x le Smic horaire.

Cette modalité de calcul est également appliquée lors du premier renouvellement qui suit l'ouverture de droit.

Pour les autres renouvellements, une évaluation forfaitaire est effectuée si les revenus de l'année sont nuls.

(Pour les jeunes de moins de 25 ans, dispositif particulier, cf. historique).

Mode de revalorisation des plafonds de l'Ars, du Cf et de l'Apje

. **Jusqu'en 1996**, le plafond de ressources de l'**Ars** est révisé en fonction du **taux horaire du Smic** en vigueur au 1^{er} juillet de l'année de référence.

. Jusqu'en 1996, le plafond de ressources du **Cf** et de l'**Apje** est révisé au premier juillet de chaque année en fonction de l'indice d'évolution des **salaires nets pour l'année civile précédant la date de revalorisation** du plafond, figurant dans le rapport de printemps des comptes de la Nation. *Ceci entraînait de fait la prise en compte de l'évolution des effectifs de salariés :*

- le mécanisme de revalorisation se révèle favorable aux familles dans un contexte de croissance des effectifs. Ainsi, les revalorisations des plafonds ont été de 6,1 % en 1991 et de 5,4 % en 1992 ;
- en revanche, ce mécanisme pénalise les familles bénéficiaires quand il y a baisse (ou ralentissement de la croissance) des effectifs de salariés. C'est la situation qui est observée depuis fin 1992 et qui a fortement freiné le plafond du complément familial au 1^{er} juillet 1993 (+ 2,8 %). L'évolution du plafond a été limitée à 1,2 % au 1^{er} juillet 1994, alors que l'évolution du salaire moyen par tête a été de 2,4 % en 1993 (source : rapport de la Ccss de juillet 1994, page 106).

. **En 1996**, les prestations familiales évoluant comme la Bmaf et les plafonds de ressources n'ont pas été revalorisés.

. **Depuis le 1^{er} juillet 1997**, les plafonds sont indexés sur les prix à la consommation hors tabac. (L'indice est connu lors de la revalorisation.)

TIPF 712 : BMAF moyenne annuelle depuis 1946 en euros

	En euros courants		Indice base 100 en 2000	En euros 2006		BMAF indice base 100 en 2000 euros constants	Rappel évolution prix hors tabac
	Montant	Evolution		Montant	Evolution		
1946	8,61		2,62	398,68		109,43	52,6 %
1947	9,73	13,0 %	2,96	302,03	-24,2 %	82,90	49,2 %
1948	17,85	83,4 %	5,43	348,94	15,5 %	95,78	58,7 %
1949	18,29	2,5 %	5,56	315,98	-9,4 %	86,73	13,2 %
1950	18,29	0,0 %	5,56	285,01	-9,8 %	78,23	10,9 %
1951	23,13	26,5 %	7,03	306,35	7,5 %	84,09	17,6 %
1952	26,30	13,7 %	8,00	311,86	1,8 %	85,60	11,7 %
1953	26,30	0,0 %	8,00	316,58	1,5 %	86,90	-1,5 %
1954	26,30	0,0 %	8,00	316,58	0,0 %	86,90	0,0 %
1955	27,35	4,0 %	8,31	325,92	2,9 %	89,46	1,0 %
1956	27,44	0,3 %	8,34	320,63	-1,6 %	88,01	2,0 %
1957	27,44	0,0 %	8,34	308,53	-3,8 %	84,69	3,9 %
1958	28,84	5,1 %	8,77	281,73	-8,7 %	77,33	15,1 %
1959	29,98	4,0 %	9,12	275,93	-2,1 %	75,74	6,1 %
1960	32,55	8,6 %	9,90	289,49	4,9 %	79,46	3,5 %
1965	44,52	4,2 %	13,53	329,53	1,6 %	90,45	2,5 %
1970	58,41	4,5 %	17,76	349,84	-0,7 %	96,03	5,3 %
1971	61,21	4,8 %	18,61	347,38	-0,7 %	95,35	5,5 %
1972	64,61	5,6 %	19,64	345,32	-0,6 %	94,78	6,2 %
1973	71,24	10,3 %	21,66	355,27	2,9 %	97,52	7,2 %
1974	77,90	9,3 %	23,68	341,34	-3,9 %	93,69	13,8 %
1975	90,30	15,9 %	27,45	354,02	3,7 %	97,17	11,8 %
1976	99,52	10,2 %	30,26	355,66	0,5 %	97,62	9,7 %
1977	110,55	11,1 %	33,61	361,45	1,6 %	99,21	9,3 %
1978	126,10	14,1 %	38,34	378,09	4,6 %	103,78	9,1 %
1979	135,87	7,7 %	41,31	367,61	-2,8 %	100,90	10,8 %
1980	153,84	13,2 %	46,77	366,69	-0,3 %	100,65	13,5 %
1981	176,37	14,6 %	53,62	370,72	1,1 %	101,76	13,4 %
1982	194,84	10,5 %	59,24	366,27	-1,2 %	100,54	11,8 %
1983	219,15	12,5 %	66,63	375,80	2,6 %	103,15	9,6 %
1984	232,59	6,1 %	70,71	371,34	-1,2 %	101,93	7,4 %
1985	246,10	5,8 %	74,82	371,27	-0,02 %	101,91	5,8 %
1986	254,52	3,4 %	77,38	374,03	0,7 %	102,66	2,7 %
1987	257,69	1,2 %	78,35	367,15	-1,8 %	100,78	3,1 %
1988	267,08	3,6 %	81,20	370,57	0,9 %	101,71	2,7 %
1989	273,76	2,5 %	83,23	366,59	-1,1 %	100,62	3,6 %
1990	282,86	3,3 %	86,00	367,23	0,2 %	100,80	3,1 %
1991	291,01	2,9 %	88,48	366,09	-0,3 %	100,49	3,2 %
1992	297,67	2,3 %	90,50	365,96	-0,04 %	100,45	2,3 %
1993 *	306,54	3,0 %	93,20	370,20	1,2 %	101,62	1,8 %
1994	312,67	2,0 %	95,06	372,41	0,6 %	102,22	1,4 %
1995 *	316,62	1,3 %	96,26	371,00	-0,4 %	101,83	1,7 %
1996 DC	316,94	0,1 %	96,36	364,46	-1,8 %	100,04	1,9 %
1997	321,44	1,4 %	97,73	365,74	0,4 %	100,39	1,1 %
1998	324,97	1,1 %	98,80	367,51	0,5 %	100,88	0,6 %
1999	327,28	0,7 %	99,50	368,28	0,2 %	101,09	0,5 %
2000	328,91	0,5 %	100,00	364,32	-1,1 %	100,00	1,6 %
2001	334,84	1,8 %	101,80	365,16	0,2 %	100,23	1,6 %
2002	341,87	2,1 %	103,94	366,47	0,4 %	100,59	1,7 %
2003	347,68	1,7 %	105,71	365,76	-0,2 %	100,40	1,9 %
2004	353,59	1,7 %	107,50	365,85	0,03 %	100,42	1,7 %
2005	361,37	2,2 %	109,87	367,51	0,5 %	100,88	1,7 %
2006	367,87	1,8 %	111,84	367,87	0,1 %	100,97	1,7 %
2007	374,12	1,7 %	113,74				
2008	377,86	1,0 %	114,88				
Evolution moyenne annuelle							
2006/1997		1,5 %			0,1 %		
Rapport 2006/1997		14,4 %			0,6 %		
2006/2001		9,9 %			0,7 %		
2001/1997		4,2 %			-0,2 %		

La moyenne annuelle est calculée en décalant d'un mois l'impact des revalorisations jusqu'en 1995 inclus.

* Les montants 1993 et 1995 sont hors rectificatif du montant de la BMAF (ayant donné lieu à des dépenses comptabilisées en 1997) :

2014,06 F pour la période du 1^{er} juillet 1993 au 31 décembre 1993,

2096,64 F pour la période du 1^{er} juin 1995 au 31 décembre 1995.

TIPF 7222 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros

En euros courants	2 ^e enfant	3 ^e enfant (1)	4 ^e enfant	Par enfant en plus	Majoration 10-15 ans ->1998 [11-16 ans (1)]	Majoration plus de 15 ans -> 1998 16 ans (1)	Forfait AF	Familles de	
								3 enfants	4 enfants
1946 juillet-décembre	1,72	2,58	2,58	2,58				4,31	6,89
1947	1,95	2,92	2,92	2,92				4,87	7,79
1948	3,57	5,35	5,35	5,35				8,92	14,28
1949	3,66	5,49	5,49	5,49				9,15	14,64
1950	3,66	5,49	5,49	5,49				9,15	14,64
1955	6,02	9,02	9,02	9,02	1,25	1,25		15,04	24,06
1956	6,04	9,06	9,06	9,06	1,37	1,37		15,09	24,15
1957	6,04	9,06	9,06	9,06	1,37	1,37		15,09	24,15
1958	6,34	9,52	9,52	9,52	1,44	1,44		15,86	25,38
1959	6,60	9,89	9,89	9,89	1,50	1,50		16,49	26,38
1960	7,16	10,74	10,74	10,74	1,63	1,63		17,90	28,64
1961	7,67	11,51	11,51	11,51	1,74	1,74		19,18	30,69
1962	8,27	12,40	12,40	12,40	2,57	2,57		20,67	33,07
1963	9,01	13,51	13,51	13,51	2,87	5,87		22,51	36,02
1964	9,40	14,10	14,10	14,10	3,28	6,41		23,50	37,61
1965	9,79	14,69	14,69	14,69	4,01	6,83		24,48	39,17
1966	10,21	15,32	15,32	15,32	4,18	7,43		25,53	40,85
1967	10,68	16,01	16,01	16,01	4,37	7,76		26,69	42,71
1968	11,67	17,51	17,51	17,51	4,77	8,49		29,18	46,69
1969	12,29	19,09	19,09	18,44	5,03	8,94		31,38	50,47
1970	12,85	20,83	20,83	19,28	5,26	9,35		33,69	54,52
1971	13,47	22,65	22,65	20,20	5,51	9,79		36,11	58,76
1972	14,21	23,91	23,91	21,32	5,82	10,34		38,12	62,03
1973	15,67	26,36	26,36	23,51	6,41	11,40		42,03	68,39
1974	17,14	28,82	28,82	25,71	7,01	12,46		45,96	74,79
1975	19,87	33,41	33,41	29,80	8,13	14,45		53,28	86,69
1976	21,90	36,82	36,82	32,84	8,96	15,92		58,72	95,54
1977	24,32	40,90	40,90	36,48	9,95	17,69		65,22	106,12
1978	28,90	47,81	46,66	43,93	11,35	20,18		76,71	123,37
1979	31,25	53,33	50,27	47,55	12,23	21,74		84,58	134,85
1980	35,38	63,71	57,24	54,16	13,85	24,61		99,10	156,34
1981	42,40	77,01	68,71	65,18	15,87	28,22		119,42	188,13
1982	60,24	79,89	79,07	77,61	17,54	31,17		140,12	219,20
1983	70,13	87,66	88,75	87,66	19,72	35,06		157,78	246,54
1984	74,43	93,04	94,20	93,04	20,93	37,21		167,46	261,66
1985	78,75	98,44	99,67	98,44	22,15	39,38		177,19	276,86
1986	81,45	104,14	104,25	104,14	22,91	40,72		185,59	289,83
1987	82,46	105,65	105,65	105,65	23,19	41,23		188,12	293,77
1988	85,47	109,50	109,50	109,50	24,04	42,73		194,97	304,48
1989	87,60	112,24	112,24	112,24	24,64	43,80		199,84	312,08
1990	90,51	115,97	115,97	115,97	25,46	45,26		206,49	322,46
1991	93,12	119,31	119,31	119,31	26,19	46,56		212,44	331,75
1992	95,25	122,04	122,04	122,04	26,79	47,63		217,30	339,34
1993	98,02	125,71	125,72	125,72	27,56	49,01		223,73	349,45
1994	99,99	128,30	128,16	128,16	28,15	50,07		228,29	356,45
1995	101,28	129,77	129,76	129,76	28,48	50,71		231,19	360,95
1996 DC	101,38	129,89	129,89	129,89	28,51	50,77		231,42	361,30
1997	102,90	131,72	131,87	131,72	28,97	51,38		234,62	366,49
1998	103,97	133,24	133,24	133,24	29,27	51,99		237,21	370,45
1999	104,73	134,16	134,16	134,16	29,42	52,29		238,89	373,04
2000	105,19	134,92	134,92	134,92	29,58	52,59		240,11	375,02
2001	107,17	137,36	137,36	137,36	30,18	53,51		244,38	381,73
2002	109,40	140,17	140,17	140,17	30,77	54,70		249,57	389,73
2003	111,26	142,55	142,55	142,55	31,29	55,63	70,00	253,81	396,36
2004	113,15	144,97	144,97	144,97	31,82	56,57	71,55	258,12	403,09
2005	115,64	148,16	148,16	148,16	32,52	57,82	73,12	263,80	411,96
2006	117,72	150,83	150,82	150,83	33,11	58,86	74,43	268,55	419,37
2007	119,72	153,39	153,39	153,39	33,67	59,86	75,70	273,11	426,50
2008	120,92	154,92	154,92	154,92	34,01	60,46	76,46	275,84	430,76

(1) A compter de juillet 2003, les familles de trois enfants bénéficient, à partir du vingtième anniversaire de leur aîné, d'une majoration pendant un an de 70 euros du montant versé au titre des AF (et normalement calculé sur la base de deux enfants).

(2) A l'exception de l'aîné quel que soit le nombre d'enfants à charge du 1^{er} janvier 1955 au 30 septembre 1957, et de l'aîné des familles ayant moins de trois enfants à charge depuis le 1^{er} octobre 1957.

A compter de janvier 1999, report d'un an des majorations pour âge :

de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1984).

TIPF 7311 : Montant du complément familial et de l'allocation pour jeune enfant en euros

	Montant du CF		Evolution montant du CF en euros constants	Montant AJE-APJE		Evolution montant AJE-APJE en euros constants	Montant CF après CRDS	Montant AJE-APJE après CRDS
	En euros courants	En euros 2006		En euros courants	En euros 2006			
1978	52,72	158,07						
1979	56,57	153,06						
1980	64,03	152,62	-0,29 %					
1981	73,43	154,35	1,13 %					
1982	83,76	157,45	2,01 %					
1983	91,77	157,38	-0,05 %					
1984	96,82	154,57	-1,78 %					
1985	102,48	154,61	0,02 %	113,10	170,63			
1986	105,96	155,72	0,72 %	116,93	171,83	0,70		
1987	107,31	152,89	-1,82 %	118,35	168,62	-1,87		
1988	111,22	154,32	0,93 %	122,70	170,23	0,96		
1989	113,98	152,63	-1,09 %	125,77	168,42	-1,06		
1990	117,80	152,94	0,20 %	129,96	168,73	0,18		
1991	121,25	152,53	-0,27 %	133,66	168,15	-0,34		
1992	123,97	152,41	-0,08 %	136,73	168,10	-0,02		
1993	127,69	154,21	1,18 %	140,79	170,03	1,14		
1994	130,28	155,17	0,63 %	143,67	171,12	0,64		
1995	131,89	154,54	-0,41 %	145,45	170,43	-0,41		
1996	132,02	151,81	-1,77 %	145,59	167,42	-1,77		
1997	133,85	152,30	0,32 %	147,72	168,08	0,40	133,18	146,99
1998	135,37	153,10	0,52 %	149,40	168,96	0,52	134,70	148,65
1999	136,29	153,36	0,17 %	150,31	169,15	0,11	135,61	149,56
2000	137,05	151,80	-1,02 %	151,08	167,34	-1,07	136,37	150,32
2001	139,49	152,12	0,21 %	153,82	167,75	0,25	138,79	153,05
2002	142,39	152,63	0,34 %	157,09	168,39	0,38	141,68	156,31
2003	144,81	152,34	-0,19 %	159,76	168,07	-0,19	144,09	158,97
2004	147,27	152,38	0,02 %	162,47	168,10	0,02	146,54	161,66
2005	150,51	153,07	0,45 %	166,05	168,87	0,46	149,76	165,22
2006	153,22	153,22	0,10 %	169,04	169,04	0,10	152,46	168,20
2007	155,82						155,05	
2008	157,38						156,60	
Evolution moyenne annuelle								
2006/1997	1,5 %	0,1 %		1,5 %	0,1 %			
Rapport								
2006/1997	14,5 %	0,6 %		14,4 %	0,6 %			
2006/2001	9,8 %	0,7 %		9,9 %	0,8 %		9,85 %	9,90 %
2001/1997	4,2 %	-0,1 %		4,1 %	-0,2 %			

TIPF 7321 : Revalorisations du plafond de ressources du CF et de l'APJE en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

En janvier 1985, l'abattement forfaitaire de ressources a été remplacé par une majoration de plafonds.

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1^{er} janvier 1996.

(2) Montant minimum du revenu d'activité permettant d'avoir droit à l'abattement double activité = 12 fois la BMAF (t-1).

Les parents isolés bénéficient de cette majoration de plafond.

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Majoration double activité (2)	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet
janvier 1978	4 859	5 831	6 803	7 775	972	854	
juillet :							
1978	5 492	6 590	7 689	8 787	1 098	965	
1979	6 083	7 299	8 516	9 732	1 217	1 069	10,76 %
1980	6 818	8 182	9 546	10 909	1 364	1 198	12,09 %
1981	7 725	9 270	10 815	12 361	1 545	1 358	13,30 %
1982	8 853	10 624	12 395	14 166	1 771	1 556	14,60 %
1983	9 576	11 491	13 406	15 321	1 915	1 683	8,16 %
1984	10 466	12 560	15 072	17 583	2 512	3 365	9,30 %
1985	11 053	13 263	15 916	18 568	2 653	3 554	5,60 %
1986	11 583	13 900	16 680	19 460	2 780	3 724	4,80 %
1987	12 012	14 414	17 297	20 180	2 883	3 862	3,70 %
1988	12 288	14 746	17 695	20 644	2 949	3 951	2,30 %
1989	12 816	15 380	18 456	21 532	3 076	4 121	4,30 %
1990	13 547	16 257	19 508	22 759	3 251	4 356	5,70 %
1991	14 373	17 248	20 698	24 147	3 450	4 622	6,10 %
1992	15 149	18 179	21 815	25 451	3 636	4 871	5,40 %
1993	15 574	18 688	22 426	26 164	3 738	5 008	2,80 %
1994	15 761	18 913	22 695	26 478	3 783	5 068	1,20 %
1995	16 107	19 329	23 195	27 061	3 866	5 179	2,20 %
1996	16 107	19 329	23 195	27 061	3 866	5 179	0,00 %
1997	16 413	19 696	23 635	27 575	3 939	5 277	1,90 %
1998	16 594	19 913	23 895	27 878	3 983	5 336	1,10 %
1999	16 693	20 032	24 038	28 045	4 006	5 368	0,60 %
2000	16 777	20 132	24 159	28 185	4 026	5 394	0,50 %
2001	17 045	20 454	24 545	28 636	4 091	5 481	1,60 %
2002	17 318	20 782	24 938	29 094	4 156	5 568	1,60 %
2003	17 613	21 136	25 363	29 590	4 227	5 663	1,70 %
2004	17 948	21 538	25 845	30 152	4 307	5 771	1,90 %
2005	18 253	21 904	26 285	30 666	4 381	5 869	1,70 %
2006	18 563	22 276	26 731	31 186	4 455	5 969	1,70 %
Plafond 2006 / 0,8	23 204	27 845	33 414	38 983	5 569	7 461	
2007	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	7 588	1,70 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	

TIPF 7351 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros

En euros courants, au 1 ^{er} janvier	Prime de naissance (PN)	Prime d'adoption (1)	Allocation de base (AB)	Complément libre choix d'activité (CLCA)						Complément optionnel de libre choix d'activité (COLCA)	
				Avec droit à l'allocation de base			Sans droit à l'allocation de base				
				Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %	Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %	Avec AB	Sans AB
2004	812,37	812,37	162,47	341,64	220,85	127,40	504,11	383,33	289,87		
2005 janv.-juil.	830,25	830,25	166,05	349,16	225,71	130,20	515,21	391,76	296,25		
2005 [août	830,25	1 690,36	166,05	349,16	225,71	130,20	515,21	391,76	296,25		
2006	845,18	1 690,36	169,04	355,44	229,77	132,54	524,47	398,81	301,58	580,96	750,00
2007	859,54	1 719,08	171,91	361,47	233,68	134,80	533,38	405,58	306,70	590,85	762,76
2008	868,13	1 736,27	173,63	365,09	236,01	136,14	538,72	409,64	309,77	596,75	770,38
* Evolution en euros courants											
janv. 05 / janv. 06	1,8 %	103,6 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %		
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Après CRDS											
2004	808,31	808,31	161,66	339,94	219,75	126,77	501,59	381,42	288,43		
2005 moyen.	826,10	832,29	165,22	347,42	224,59	129,55	512,64	389,81	294,77		
2006	840,96	1 681,91	168,20	353,67	228,63	131,88	521,85	396,82	300,08	578,06	746,26
2007	855,25	1 710,49	171,06	359,67	232,52	134,13	530,72	403,56	305,17	587,90	758,95
2008	863,79	1 727,59	172,77	363,27	234,83	135,46	536,03	407,60	308,23	593,77	766,53

(1) Le montant 2006 s'applique aux enfants adoptés à compter du 1^{er} août 2005.

Complément mode de garde (CMG) de la PAJE : trois cas

En euros courants, au 1 ^{er} janvier	1. Complément mode de garde : garde à domicile						Evolution en euros courants du CMG : cas général					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum
2004	152,54	254,27	355,96	76,27	127,15	178,00						
2005	155,90	259,86	363,79	77,95	129,95	181,91	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	158,70	264,54	370,33	79,35	132,29	185,19	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	161,40	269,03	376,63	80,70	134,53	188,33	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	163,01	271,72	430,91	81,50	135,88	215,46	1,0 %	1,0 %	14,4 %	1,0 %	1,0 %	14,4 %
Après CRDS												
2004	151,78	253,00	354,19	75,89	126,52	177,11						
2005	155,13	258,57	361,98	77,57	129,31	181,01	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	157,91	263,22	368,48	78,96	131,63	184,27	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	160,60	267,69	374,75	80,30	133,86	187,39	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	162,20	270,37	428,76	81,10	135,21	214,39	1,0 %	1,0 %	14,4 %	1,0 %	1,0 %	14,4 %
Rapport 2005 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						

En euros courants, au 1 ^{er} janvier	2. Complément mode de garde avec recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle						Evolution en euros courants du CMG avec recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum
2004	406,81	508,50	610,19	203,41	254,25	305,10						
2005	415,76	519,69	623,62	207,88	259,85	311,81	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	423,23	529,03	634,83	211,62	264,52	317,42	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	430,43	538,02	645,62	215,22	269,01	322,81	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	434,73	543,40	652,07	217,37	271,70	326,04	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Après CRDS												
2004	404,78	505,96	607,14	202,40	252,98	303,58						
2005	413,69	517,10	620,51	206,85	258,56	310,26						
2006	421,12	526,39	631,66	210,57	263,20	315,84	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	428,28	535,33	642,40	214,15	267,67	321,20	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	432,56	540,69	648,81	216,29	270,35	324,41	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Rapport 2006 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						

En euros courants, au 1 ^{er} janvier	3. Complément mode de garde en cas de recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile						Evolution en euros courants du CMG en cas de recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum
2004	533,92	635,61	737,34	266,96	317,81	368,67						
2005	545,67	649,60	753,56	272,84	324,80	376,78	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	555,48	661,28	767,12	277,74	330,64	383,56	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	564,92	672,52	780,15	282,46	336,26	390,08	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	570,57	679,24	787,95	285,29	339,62	393,98	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Après CRDS												
2004	531,26	632,44	733,66	265,63	316,23	366,83						
2005	542,95	646,36	749,80	271,48	323,18	374,90	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	552,71	657,98	763,29	276,36	328,99	381,65	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	562,10	669,16	776,25	281,05	334,58	388,13	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	567,72	675,85	784,02	283,87	337,93	392,02	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Rapport 2005 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						

TIPF 7352 : Comparaison des montants des nouvelles et anciennes prestations au 1^{er} juillet 2004

Comparaison des prestations de base naissance - jeune enfant

Montants 2004 après CRDS en euros	Versement	Cumul		Versement	Cumul
Prime naissance versée au 7 ^e mois	808,31	808,31	APJE courte : 9 mois	161,66	1 454,94
Allocation de base : 36 mois	161,66	5 819,76	APJE longue : 32 mois	161,66	5 173,12
Total prime de naissance + allocation de base (A)		6 628,07	Total APJE 41 mois (B)		6 628,06
Ecart (A/APJE)		0,00 %			

Comparaison du complément libre choix d'activité (CLCA) et de l'APE

Montants 2004 après CRDS en euros	Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %
APE (sans APJE)	501,59	331,67	250,81
Cas où le bénéficiaire a des ressources inférieures au plafond de l'allocation de base :			
Complément d'activité (CLCA)	339,94	219,75	126,77
Allocation de base	161,66	161,66	161,66
Total (CLCA + AB)	501,60	381,41	288,43
Rapport [(CLCA + AB) / APE]	0,00 %	15,00 %	15,00 %
Cas où le bénéficiaire a des ressources supérieures au plafond de l'allocation de base :			
Complément d'activité (CLCA)	501,60	381,41	288,43
Allocation de base			
Total (CLCA sans AB)	501,60	381,41	288,43
Rapport [(CLCA sans AB) / APE]	0,00 %	15,00 %	15,00 %

Comparaison du complément mode de garde (CMG) et de la majoration d'AFEAMA

Montants 2004 après CRDS en euros	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum	Taux minimum	Taux médian	Taux maximum
Complément mode de garde (CMG)	151,78	253,00	354,19	75,89	126,52	177,11
Majoration d'AFEAMA	135,38	163,39	206,63	67,69	81,69	103,34
Rapport	12,11 %	54,84 %	71,41 %	12,11 %	54,88 %	71,39 %

Pour la garde par une employée de maison, un CMG d'un même montant est versé alors qu'aucune prestation n'était versée à la famille en accompagnement de la prise en charge des cotisations (AGED).

TIPF 7361 : Plafonds de ressources de la PAJE en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en 2006 inclus, 90% ensuite.

* Allocation de base et prime de naissance PAJE

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Majoration parents isolés ou double activité (2)	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet
1 ^{er} janvier 2004	24 129	28 955	34 746	40 537	5 791	7 758	
1 ^{er} juillet 2004	24 588	29 506	35 407	41 308	5 901	7 905	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	25 005	30 006	36 007	42 008	6 001	8 039	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	25 430	30 516	36 619	42 722	6 103	8 176	1,7 %
Plafond 06 / 0,8	31 788	38 145	45 774	53 403	7 629	10 220	
1 ^{er} juillet 2007	32 328	38 794	46 553	54 312	7 759	10 394	1,7 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	

Complément mode de garde de la PAJE

Pas de majoration pour double activité

Les montants de ces participations sont substantiellement plus élevés que les actuelles majorations d'AFEAMA pour les familles à revenus modestes ou moyens.

* CMG au taux maximum lorsque les ressources de la famille sont inférieures aux plafonds ci-dessous

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant à partir du 3 ^e	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet
1 ^{er} janvier 2004	14 349	16 521	19 127	21 733	2 606	
1 ^{er} juillet 2004	14 622	16 835	19 490	22 145	2 655	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	14 870	17 120	19 821	22 521	2 701	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	15 123	17 411	20 158	22 905	2 747	1,7 %
Plafond 06 / 0,8	18 904	21 764	25 198	28 631	3 434	
1 ^{er} juillet 2007	19 225	22 135	25 626	29 117	3 491	1,7 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	

* CMG au taux minimum lorsque les ressources de la famille sont supérieures aux plafonds ci-dessous

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant à partir du 3 ^e	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet
1 ^{er} janvier 2004	31 887	36 713	42 504	48 295	5 791	
1 ^{er} juillet 2004	32 493	37 411	43 312	49 213	5 901	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	33 044	38 045	44 046	50 047	6 001	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	33 606	38 692	44 795	50 898	6 103	1,7 %
Plafond 06 / 0,8	42 008	48 365	55 994	63 623	7 629	
1 ^{er} juillet 2007	42 722	49 188	56 947	64 706	7 759	1,7 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1^{er} janvier 1996.

(2) La majoration est attribuée aux parents isolés et aux couples dont un des revenus est inférieur ou égal à douze fois la BMAF (t-1).

TIPF 7362 : Maximum des cotisations en cas de garde par une employée à domicile

La prise en charge des cotisations est à 100 % dans le cas des assistantes maternelles.

La prise en charge est de 50 % des cotisations en cas de garde à domicile dans la limite des plafonds ci-dessous :

En euros courants	Maximum mensuel			En euros courants	Maximum moyen annuel		
	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant de [3-6] ans (a)	Evolution enfant de [0-3] ans		Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant de [3-6] ans (a)	Evolution enfant de [0-3] ans
1 ^{er} janvier 2004	375	187					
1 ^{er} juillet 2004	382	191	1,9 %	2004	4 542	2 268	
1 ^{er} juillet 2005	388	194	1,6 %	2005	4 620	2 310	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	395	197	1,8 %	2006	4 698	2 346	1,7 %
1 ^{er} juillet 2007	402	201	1,8 %	2007	4 782	2 388	1,8 %
Evol. 2007/2006	1,77 %	2,03 %			1,79 %	1,79 %	
Rapport 2006 (a/A)		49,87 %				49,94 %	
Rapport 2004 (a/A)		50,00 %				49,93 %	

* Maximum moyen annuel en euros constants

En euros 2006	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant [3-6] ans (a)	Evolution en euros constants	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant [3-6] ans (a)
2004	4 542	2 268			
2005	4 620	2 310	2005	1,7 %	1,9 %
2006	4 698	2 346	2006	1,7 %	1,6 %

TIPF 7363 : Revenu moyen mensuel correspondant au plafond de ressources de la PAJE

*** Allocation de base et prime de naissance PAJE**

En euros	1 revenu (R1)				2 revenus ou isolés (R2)				Evolution (en points) du rapport R1 [(t) - (t-1)]			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
2004	2 819,27	3 383,16	4 059,78	4 736,40	3 725,69	4 289,58	4 966,20	5 642,82				
2005	2 869,97	3 443,98	4 132,75	4 821,53	3 792,65	4 366,67	5 055,44	5 744,21	-10,8	-12,9	-15,5	-18,1
2006	2 918,69	3 502,43	4 202,89	4 903,36	3 857,06	4 440,80	5 141,26	5 841,72	-10,4	-12,5	-15,0	-17,5
2007	2 968,31	3 561,99	4 274,39	4 986,78	3 922,66	4 516,34	5 228,74	5 941,13	-6,3	-7,6	-9,1	-10,6
	Revenu moyen - plafond 1 revenu en % du SMIC net moyen (t-1) (R1)				Revenu moyen - plafond 2 revenus ou isolés en % du SMIC net moyen (t-1) (R2)				Evolution (en points) du rapport R2 [(t) - (t-1)]			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
2004	302,0 %	362,4 %	434,9 %	507,4 %	399,1 %	459,5 %	532,0 %	604,5 %				
2005	291,2 %	349,5 %	419,4 %	489,3 %	384,9 %	443,1 %	513,0 %	582,9 %	-14,2	-16,4	-19,0	-21,6
2006	280,8 %	337,0 %	404,4 %	471,8 %	371,1 %	427,3 %	494,7 %	562,1 %	-13,7	-15,8	-18,3	-20,8
2007	274,5 %	329,4 %	395,3 %	461,2 %	362,8 %	417,7 %	483,6 %	549,5 %	-8,3	-9,6	-11,1	-12,6
En euros 2006									Evolution plafond R2 en euros constants			
2004	2 917,03	3 500,47	4 200,55	4 900,64	3 854,88	4 438,33	5 138,41	5 838,49				
2005	2 918,74	3 502,52	4 203,00	4 903,48	3 857,11	4 440,88	5 141,36	5 841,84	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2006	2 918,69	3 502,43	4 202,89	4 903,36	3 857,06	4 440,80	5 141,26	5 841,72	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Complément mode de garde de la PAJE

Pas de majoration pour double activité

*** CMG au taux maximum lorsque les ressources de la famille sont inférieures aux plafonds ci-dessous**

En euros	1 ou 2 revenus (R3)				Revenu moyen - plafond 1 ou 2 revenus en % du SMIC net moyen (t-1) (R3)				Evolution (en points) du rapport R3 [(t) - (t-1)]			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
2004	1 676,56	1 930,32	2 234,78	2 539,24	179,6 %	206,8 %	239,4 %	272,0 %				
2005	1 706,71	1 964,99	2 274,94	2 584,84	173,2 %	199,4 %	230,8 %	262,3 %	-6,41	-7,38	-8,54	-9,71
2006	1 735,71	1 998,32	2 313,60	2 628,82	167,0 %	192,3 %	222,6 %	252,9 %	-6,18	-7,12	-8,23	-9,35
2007	1 765,22	2 032,35	2 352,94	2 673,53	163,3 %	188,0 %	217,6 %	247,3 %	-3,75	-4,31	-4,99	-5,67
En euros 2006					Evolution du plafond R3 en euros constants							
2004	1 734,70	1 997,26	2 312,27	2 627,28								
2005	1 735,72	1 998,39	2 313,61	2 628,77	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %				
2006	1 735,71	1 998,32	2 313,60	2 628,82	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %				

*** CMG au taux minimum lorsque les ressources de la famille sont supérieures aux plafonds ci-dessous**

En euros	1 ou 2 revenus (R4)				Revenu moyen - plafond 1 ou 2 revenus en % du SMIC net moyen (t-1) (R4)				Evolution (en points) du rapport R4 [(t) - (t-1)]			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
2004	3 725,69	4 289,58	4 966,20	5 642,82	399,1 %	459,5 %	532,0 %	604,5 %				
2005	3 792,65	4 366,67	5 055,44	5 744,21	384,9 %	443,1 %	513,0 %	582,9 %	-14,24	-16,39	-18,98	-21,57
2006	3 857,06	4 440,80	5 141,26	5 841,72	371,1 %	427,3 %	494,7 %	562,1 %	-13,73	-15,81	-18,31	-20,80
2007	3 922,66	4 516,34	5 228,74	5 941,13	362,8 %	417,7 %	483,6 %	549,5 %	-8,32	-9,58	-11,09	-12,60
En euros 2006					Evolution du plafond R4 en euros constants							
2004	3 854,88	4 438,33	5 138,41	5 838,49								
2005	3 857,11	4 440,88	5 141,36	5 841,84	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %				
2006	3 857,06	4 440,80	5 141,26	5 841,72	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %				

TIPF 7411 : Montant et plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

La majoration de l'ARS n'est pas soumise à la CRDS

Août 2002, création de l'ARS différentielle =

$[(\text{plafond au 1}^{\text{er}} \text{ juillet} + (\text{ARS} \times \text{N nombre d'enfants âgés de 6 à 16 ans ouvrant droit à l'ARS})) - \text{base ressources du 1}^{\text{er}} \text{ juillet}] / \text{N}$.

En euros	Plafond de ressources au 1 ^{er} juillet						Allocation de rentrée scolaire		
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Evolution	Montant ARS	Montant majoration ARS	Montant ARS totale
1978	3 887	4 665	5 442	6 220	777		25,92		25,92
1979	4 404	5 285	6 166	7 047	881	13,3 %	28,93		28,93
1980	4 932	5 918	6 904	7 891	986	12,0 %	33,33		33,33
1981	5 683	6 819	7 956	9 092	1 137	15,2 %	37,99		37,99
1982	6 784	8 141	9 498	10 854	1 357	19,4 %	40,34		40,34
1983	7 972	9 566	11 160	12 755	1 594	17,5 %	45,09		45,09
1984	9 241	11 373	13 505	15 638	2 132	15,9 %	47,24		47,24
1985	10 064	12 386	14 708	17 031	2 322	8,9 %	50,07		50,07
1986	10 992	13 529	16 065	18 602	2 537	9,2 %	51,33		51,33
1987	11 364	13 986	16 609	19 231	2 622	3,4 %	51,84		51,84
1988	11 752	14 464	17 176	19 888	2 712	3,4 %	53,97		53,97
1989	12 141	14 942	17 744	20 546	2 802	3,3 %	55,19		55,19
1990	12 626	15 539	18 453	21 367	2 914	4,0 %	57,17		57,17
1991	13 204	16 251	19 299	22 346	3 047	4,6 %	58,54		58,54
1992	13 787	16 968	20 150	23 332	3 182	4,4 %	60,22		60,22
1993	14 378	17 696	21 014	24 331	3 318	4,3 %	61,44	167,24	228,67
1994	14 703	18 096	21 489	24 882	3 393	2,3 %	62,64	166,04	228,67
1995	15 011	18 475	21 939	25 403	3 464	2,1 %	102,14	126,53	228,67
1996	15 011	18 475	21 939	25 403	3 464	0,0 %	63,42	89,03	152,45
1997 avant CRDS	15 296	18 826	22 356	25 886	3 530	1,9 %	64,33	179,91	244,24
1998 avant CRDS	15 464	19 033	22 602	26 170	3 569	1,1 %	64,94	179,30	244,24
1999 avant CRDS	15 557	19 147	22 738	26 328	3 590	0,6 %	65,40	178,84	244,24
2000 avant CRDS	15 635	19 243	22 851	26 459	3 608	0,5 %	65,86	178,39	244,25
2001 avant CRDS	15 885	19 551	23 217	26 882	3 666	1,6 %			244,25
2002 avant CRDS	16 140	19 865	23 590	27 315	3 725	1,6 %			250,32
2003 avant CRDS	16 414	20 202	23 990	27 778	3 788	1,7 %			254,57
2004 avant CRDS	16 726	20 586	24 446	28 306	3 860	1,9 %			258,90
2005 avant CRDS	17 011	20 937	24 863	28 789	3 926	1,7 %			264,60
2006 avant CRDS	17 299	21 291	25 283	29 275	3 992	1,7 %			269,35
Plafond 06 / 0,8	21 624	26 614	31 604	36 594	4 990				
2007 avant CRDS	21 991	27 066	32 141	37 216	5 075	1,7 %			273,93
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %				
2008 avant CRDS									276,67

En euros	Montant ARS de base après CRDS	Montant ARS totale après CRDS	Evol. montant ARS totale après CRDS
1997 après CRDS	64,01	243,92	60,0 %
1998 après CRDS	64,62	243,92	0,0 %
1999 après CRDS	65,07	243,92	0,0 %
2000 après CRDS	65,53	243,92	0,0 %
2001 après CRDS		243,92	0,0 %
2002 après CRDS		249,07	2,1 %
2003 après CRDS		253,30	1,7 %
2004 après CRDS		257,61	1,7 %
2005 après CRDS		263,28	2,2 %
2006 après CRDS		268,01	1,8 %
2007 après CRDS		272,57	1,7 %
2008 après CRDS		275,29	1,0 %

T1PF 7511 : Allocation de garde d'enfant à domicile en euros

Le montant de l'AGED est calculé en pourcentage des cotisations dues, plafonné ou non selon le barème ci-dessous

Janvier 1995 : déplafonnement et création d'une AGED à mi-taux pour la garde d'un enfant de 3 à 6 ans
ou en cas de bénéfice d'une APE partielle.

Janvier 1998 : plafonnement, différenciation des taux suivant le niveau des ressources.

L'allocation de garde d'enfant à domicile n'est pas soumise à la CRDS.

* Dans la limite du montant maximum ci-dessous.

Depuis 1998, le montant maximum est minoré d'un tiers au-delà du plafond,

des deux tiers en cas de cumul avec une APE partielle ou lorsqu'il s'agit d'une AGED pour enfant de 3 à 6 ans.

* Montant maximum de l'AGED trimestrielle en euros courants

En euros courants	Enfant < 3 ans			3 ans < enfant < 6 ans	Evolution du montant maximum en euros courants
	AGED majorée sous condition de ressources (avec cumul possible APE à taux partiel)	Sans condition de ressources		Sans condition de ressources	
		Sans cumul avec une APE à taux partiel	En cas de cumul avec une APE à taux partiel	Cumulable avec une APE à taux partiel	
Avril 1987 -> Décembre 1994		100 % des cotisations *			
		915			
		915			
1 ^{er} janvier 1995 1 ^{er} janvier 1996 1 ^{er} janvier 1997		100 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	97,3 % 4,7 % 3,6 %
		1 805	902	902	
		1 889	944	944	
1 ^{er} janvier 1998 1 ^{er} juillet 1999 1 ^{er} juillet 2000 1 ^{er} juillet 2001 1 ^{er} juillet 2002 1 ^{er} juillet 2003 1 ^{er} juillet 2004 1 ^{er} juillet 2005 1 ^{er} juillet 2006 1 ^{er} juillet 2007	75 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	-25,0 % 1,7 % 0,5 % 1,6 % 1,6 % 1,7 % 1,9 % 1,7 % 1,7 % 562
		1 468	978	489	
		1 493	995	497	
1 ^{er} juillet 2000 1 ^{er} juillet 2001 1 ^{er} juillet 2002 1 ^{er} juillet 2003 1 ^{er} juillet 2004 1 ^{er} juillet 2005 1 ^{er} juillet 2006 1 ^{er} juillet 2007		1 500	1 000	500	0,5 % 1,6 % 1,6 % 1,7 % 1,9 % 1,7 % 1,7 % 562
		1 524	1 016	508	
		1 548	1 032	516	
1 ^{er} juillet 2003 1 ^{er} juillet 2004 1 ^{er} juillet 2005 1 ^{er} juillet 2006 1 ^{er} juillet 2007		1 574	1 050	525	1,7 % 1,9 % 1,7 % 1,7 % 562
		1 604	1 070	535	
		1 631	1 088	544	
1 ^{er} juillet 2005 1 ^{er} juillet 2006 1 ^{er} juillet 2007		1 659	1 106	553	1,7 % 562

* Montant maximum de l'AGED mensuelle en euros constants

En euros 2006	Enfant < 3 ans			3 ans < enfant < 6 ans	Evolution du montant maximum en euros constants	
	AGED majorée sous condition de ressources (avec cumul possible APE à taux partiel)	Sans condition de ressources		Sans condition de ressources		
		Sans cumul avec une APE à taux partiel	En cas de cumul avec une APE à taux partiel	Cumulable avec une APE à taux partiel		
Avril1987 -> Décembre 1994		100 % des cotisations *			Rapport 1994 / 1987	
		434				
		363			-16,4 %	
1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006		100 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	Taux annuel	
		705	352	352	94,1 %	
		724	362	362	2,7 %	
		742	371	371	2,5 %	
		75 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	
		553	369	184	184	-25,5 %
		555	370	185	185	0,4 %
		552	368	184	184	-0,5 %
		550	367	183	183	-0,5 %
		549	366	183	183	-0,2 %
		547	365	183	183	-0,2 %
		548	366	183	183	0,1 %
		548	366	183	183	0,1 %
		548	366	183	183	0,0 %
		Rapport				
		2006/1997		-51 %	-51 %	-51 %
2006/2001	-0,24 %	-0,23 %	-0,18 %	-0,18 %		
2001/1997		-51 %	-51 %	-51 %		

T1PF 7512 : Plafond de ressources de l'allocation de garde d'enfant à domicile en euros

Le plafond indiqué dans les tableaux ci-dessous est le niveau de ressources au-dessous duquel le montant de l'AGED est de 75 % du montant des cotisations payées, pour les familles ayant un enfant de moins de 3 ans et ne recourant pas à l'APE.

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

* Plafond de ressources de l'AGED en euros courants

En euros courants	Enfant < 3ans			3 ans < enfant < 6 ans	Taux d'évolution du montant maximum
	AGED majorée sous condition de ressources (avec cumul possible APE à taux partiel)	AGED sans condition de ressources		AGED sans condition de ressources	
		Sans cumul avec une APE à taux partiel	En cas de cumul avec une APE à taux partiel	Cumulable avec une APE à taux partiel	
		75 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	
1 ^{er} janvier 1998	32 928	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	
1 ^{er} juillet 1999	33 491	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,7 %
1 ^{er} juillet 2000	33 658	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,5 %
1 ^{er} juillet 2001	34 197	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,6 %
1 ^{er} juillet 2002	34 744	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,6 %
1 ^{er} juillet 2003	35 335	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,7 %
1 ^{er} juillet 2004	36 006	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	36 618	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	37 241	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	1,7 %

* Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources de l'AGED en euros constants

En euros 2006	Enfant < 3ans			3 ans < enfant < 6 ans	Taux d'évolution du montant maximum
	AGED majorée sous condition de ressources (avec cumul possible APE à taux partiel)	AGED sans condition de ressources		AGED sans condition de ressources	
		Sans cumul avec une APE à taux partiel	En cas de cumul avec une APE à taux partiel	Cumulable avec une APE à taux partiel	
		75 % des cotisations *	50 % des cotisations *	50 % des cotisations *	
1998	4 310	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	
1999	4 325	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,4 %
2000	4 304	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	-0,5 %
2001	4 282	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	-0,5 %
2002	4 277	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	-0,1 %
2003	4 266	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	-0,2 %
2004	4 272	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,1 %
2005	4 274	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,1 %
2006	4 274	Au-delà du plafond	Sans condition de ressources	Sans condition de ressources	0,0 %
Rapport 2006/2001	-0,19 %				

T1PF 752 : Montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en euros

AFEAMA de base : montant journalier maximal pour un enfant de moins de 6 ans, correspondant aux cotisations patronales et salariales (SS, ASSEDIC, IRCM) de l'assistante maternelle pour un salaire égal à cinq fois la valeur du SMIC par jour et à la CSG (avec remise forfaitaire de 42 francs par mois, supprimée en septembre 1995).

L'AFEAMA de base n'est pas soumise à la CRDS. La majoration de l'AFEAMA est soumise à la CRDS.

*** AFEAMA de base : montant journalier maximum par enfant**

En euros courants	5 SMIC bruts horaires en euros	Taux cotisa- tion + CSG % (1)	AFEAMA jour. de base par enfant maximale
3 ^e trimestre 1992	25,96	57,32 %	14,79
4 ^e trimestre 1992	25,96	57,32 %	14,94
1 ^{er} trimestre 1993	25,96	57,59 %	14,94
2 ^e trimestre 1993	25,96	57,59 %	14,94
3 ^e trimestre 1993	26,55	59,43 %	15,70
4 ^e trimestre 1993	26,55	59,73 %	15,85
1 ^{er} trimestre 1994	26,55	59,73 %	15,85
2 ^e trimestre 1994	26,55	59,99 %	15,85
3 ^e trimestre 1994	27,11	59,99 %	16,16
4 ^e trimestre 1994	27,11	59,99 %	16,16
1 ^{er} trimestre 1995	27,11	59,09 %	16,01
2 ^e trimestre 1995	27,11	59,09 %	16,01
3 ^e trimestre 1995	28,19	59,09 %	16,62
4 ^e trimestre 1995	28,19	59,09 %	16,62
1 ^{er} trimestre 1996	28,19	60,03 %	16,92
2 ^e trimestre 1996	28,19	60,19 %	16,92
3 ^e trimestre 1996	28,90	60,19 %	17,38
4 ^e trimestre 1996	28,90	60,19 %	17,38
1 ^{er} trimestre 1997	28,90	59,34 %	17,07
2 ^e trimestre 1997	28,90	59,34 %	17,07
3 ^e trimestre 1997	30,06	59,34 %	17,68
4 ^e trimestre 1997	30,06	59,34 %	17,68
1 ^{er} trimestre 1998	30,06	59,49 %	17,84
2 ^e trimestre 1998	30,06	59,49 %	17,84
3 ^e trimestre 1998	30,66	59,49 %	18,14
4 ^e trimestre 1998	30,66	59,49 %	18,14
1 ^{er} trimestre 1999	30,66	60,11 %	18,29
2 ^e trimestre 1999	30,66	60,11 %	18,29
3 ^e trimestre 1999	31,04	60,11 %	18,60
4 ^e trimestre 1999	31,04	60,11 %	18,60
1 ^{er} trimestre 2000	31,04	60,31 %	18,60
2 ^e trimestre 2000	31,04	60,31 %	18,60
3 ^e trimestre 2000	32,04	60,31 %	19,32
4 ^e trimestre 2000	32,04	60,31 %	19,32
1 ^{er} trimestre 2001	32,04	60,31 %	19,32
2 ^e trimestre 2001	32,04	60,31 %	19,32
3 ^e trimestre 2001	33,35	60,31 %	20,10
4 ^e trimestre 2001	33,35	60,31 %	20,10
1 ^{er} trimestre 2002	33,35	60,31 %	20,10
2 ^e trimestre 2002	33,35	60,31 %	20,10
3 ^e trimestre 2002	34,15	60,31 %	20,60
4 ^e trimestre 2002	34,15	60,31 %	20,60
1 ^{er} trimestre 2003	34,15	60,31 %	20,60
2 ^e trimestre 2003	34,15	60,31 %	20,60
3 ^e trimestre 2003	35,95	60,31 %	21,68
4 ^e trimestre 2003	35,95	60,31 %	21,68
1 ^{er} trimestre 2004	35,95	60,31 %	21,68
2 ^e trimestre 2004	35,95	60,31 %	21,68
3 ^e trimestre 2004	38,05	60,31 %	22,95
4 ^e trimestre 2004	38,05	60,31 %	22,95
1 ^{er} trimestre 2005	38,05	63,03 %	23,98
2 ^e trimestre 2005	38,05	63,03 %	23,98
3 ^e trimestre 2005	40,15	63,03 %	25,31
4 ^e trimestre 2005	40,15	63,03 %	25,31
1 ^{er} trimestre 2006	40,15	63,31 %	25,42
2 ^e trimestre 2006	40,15	63,31 %	25,42
3 ^e trimestre 2006	41,35	63,31 %	26,18
4 ^e trimestre 2006	41,35	63,31 %	26,18
1 ^{er} trimestre 2007	41,35	63,33 %	26,19
2 ^e trimestre 2007	41,35	63,33 %	26,19

*** AFEAMA de base : montant moyen mensuel maximum**

	En euros courants	Evolution en euros courants	En euros 2006	Evolution en euros constants
1991	302		380	
1992	321	6,4 %	395	4,0 %
1993	338	5,2 %	408	3,4 %
1994	352	4,2 %	419	2,8 %
1995	359	1,9 %	420	0,2 %
1996	377	5,1 %	434	3,2 %
1997	382	1,3 %	435	0,3 %
1998	396	3,5 %	448	2,9 %
1999	406	2,5 %	457	2,0 %
2000	417	2,8 %	462	1,2 %
2001	434	4,0 %	473	2,4 %
2002	448	3,2 %	480	1,5 %
2003	465	3,9 %	489	1,9 %
2004	491	5,6 %	508	3,8 %
2005	542	10,4 %	551	8,6 %
2006	568	4,7 %	568	2,9 %

TIPF 753 : Montant de la majoration de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle

Il y a un complément par enfant.

La majoration de l'AFEAMA est soumise à la CRDS (alors que l'AFEAMA de base n'est pas soumise à la CRDS).

* Majoration d'AFEAMA avant CRDS

En euros courants	Enfant < 3 ans			Evol. majo. AFEAMA E < 3 ans Taux minimum	3 ans < enfant < 6 ans		
Moyenne annuelle de 1992 à 1995							
1992	76,91				46,43		
1993	78,36			1,9 %	47,48		
1994	79,96			2,0 %	48,40		
1995	101,38			26,8 %	59,94		
1996 DC	121,96			20,3 %	60,98		
1997	123,64			1,4 %	61,89		
1998	125,01			1,1 %	62,50		
1999	125,92			0,7 %	62,96		
2000	126,53			0,5 %	63,27		
Réforme 2001	Taux minimum RNI > 110 % plafond ARS	Taux médian 80 % P. ARS < RNI < = 110 % P. ARS	Taux maximum RNI <= 80 % plafond ARS		Taux minimum RNI > 110 % plafond ARS	Taux médian 80 % P. ARS < RNI < = 110 % P. ARS	Taux maximum RNI <= 80 % plafond ARS
2001	128,82	155,50	196,66	1,81	64,49	77,75	98,33
2002	131,55	158,76	200,78	2,12	65,78	79,38	100,41
2003	133,79	161,46	204,19	1,70	66,89	80,73	102,11
2004	136,06	164,21	207,66	1,70	68,03	82,10	103,85
2005	139,06	167,82	212,23	2,20	69,53	83,91	106,13
2006	141,56	170,84	216,05	1,80	70,78	85,42	108,04
2007					71,98	86,87	109,88
2008					72,70	87,74	110,98

* Majoration d'AFEAMA au taux minimum en euros constants

En euros 2006 avant CRDS	Montant au taux minimum		Evolution en euros constants (%)	
	Majoration AFEAMA mensuelle enfant < 3 ans	Majoration AFEAMA mensuelle 3 ans < enfant < 6 ans	Majoration AFEAMA mensuelle enfant < 3 ans	Majoration AFEAMA mensuelle 3 ans < enfant < 6 ans
1992	94,56	57,09		
1993	94,63	57,34	0,1 %	0,4 %
1994	95,24	57,65	0,6 %	0,6 %
1995	118,79	70,23	24,7 %	21,8 %
1996	140,24	70,12	18,1 %	-0,2 %
1997	140,68	70,43	0,3 %	0,4 %
1998	141,37	70,69	0,5 %	0,4 %
1999	141,70	70,85	0,2 %	0,2 %
2000	140,15	70,08	-1,1 %	-1,1 %
2001	140,48	70,33	0,2 %	0,4 %
2002	141,01	70,51	0,4 %	0,3 %
2003	140,75	70,37	-0,2 %	-0,2 %
2004	140,78	70,39	0,0 %	0,03 %
2005	141,42	70,71	0,5 %	0,5 %
2006	141,56	70,78	0,1 %	0,1 %
Evolution moyenne annuelle				
2006/1997	0,1 %	0,1 %		
Rapport				
2006/1997	0,6 %	0,5 %		
2006/2001	0,8 %	0,6 %		
2001/1997	-0,1 %	-0,1 %		

* Majoration d'AFEAMA après CRDS

En euros courants	Enfant < 3 ans			Evol. majo. AFEAMA E < 3 ans Taux minimum	3 ans < enfant < 6 ans		
Moyenne annuelle de 1992 à 1995							
Janvier 1997	123,02			0,87 %	61,58		
Janvier 1998	124,38			1,11 %	62,19		
Janvier 1999	125,29			0,73 %	62,65		
Janvier 2000	125,90			0,48 %	62,95		
Réforme 2001	Taux minimum RNI > 110 % plafond ARS	Taux médian 80 % P. ARS < RNI < = 110 % P. ARS	Taux maximum RNI <= 80 % plafond ARS		Taux minimum RNI > 110 % plafond ARS	Taux médian 80 % P. ARS < RNI < = 110 % P. ARS	Taux maximum RNI <= 80 % plafond ARS
Janvier 2001	128,18	154,72	195,68	1,81 %	64,16	77,36	97,84
Janvier 2002	130,90	157,97	199,78	2,13 %	65,46	78,99	99,91
Janvier 2003	133,13	160,66	203,17	1,70 %	66,56	80,33	101,60
Janvier 2004	135,38	163,39	206,63	1,69 %	67,69	81,69	103,34
Janvier 2005	138,37	166,99	211,17	2,21 %	69,19	83,50	105,60
Janvier 2006	140,86	169,99	214,97	1,80 %	70,43	85,00	107,50
Janvier 2007					71,63	86,44	109,34
Janvier 2008					72,34	87,31	110,43

TIPF 754 : Plafond de ressources de la majoration de l'AFEAMA

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

* Plafonds au 1^{er} juillet en euros courants

En euros courants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Evolution famille 1 enfant
110 % du plafond de l'ARS (cf. TIPF 7411) pour bénéficier du taux médian de la majoration d'AFEAMA						
1 ^{er} juillet 2001	17 474	21 506	25 538	29 571	4 032	
1 ^{er} juillet 2002	17 754	21 852	25 949	30 047	4 098	1,6 %
1 ^{er} juillet 2003	18 055	22 222	26 389	30 556	4 167	1,7 %
1 ^{er} juillet 2004	18 399	22 645	26 891	31 137	4 246	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	18 712	23 031	27 349	31 668	4 319	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	19 029	23 420	27 811	32 202	4 391	1,7 %
Plafond 06 / 0,8	23 786	29 275	34 764	40 253	5 489	
1 ^{er} juillet 2007	24 190	29 773	35 355	40 938	5 583	1,7 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	
80 % du plafond de l'ARS (cf. TIPF 7411) pour bénéficier du taux maximum de la majoration d'AFEAMA						
1 ^{er} juillet 2001	12 708	15 641	18 573	21 506	2 933	
1 ^{er} juillet 2002	12 912	15 892	18 872	21 852	2 980	1,6 %
1 ^{er} juillet 2003	13 131	16 162	19 192	22 222	3 030	1,7 %
1 ^{er} juillet 2004	13 381	16 469	19 557	22 645	3 088	1,9 %
1 ^{er} juillet 2005	13 609	16 750	19 890	23 031	3 141	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	13 839	17 033	20 226	23 420	3 194	1,7 %
Plafond 06 / 0,8	17 299	21 291	25 283	29 275	3 993	
1 ^{er} juillet 2007	17 593	21 653	25 713	29 773	4 060	1,7 %
Evol. 2007/2006	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	27,1 %	

* Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources annuel en euros constants

En euros 2006	1 enfant RP1	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Evolution famille 1 enfant	Rapport RP1 / SMIC net moy
110 % du plafond de l'ARS (cf. TIPF 7411) pour bénéficier du taux médian de la majoration d'AFEAMA							
1 ^{er} juillet 2001	2 205,53	2 714,50	3 223,47	3 732,44	508,97		236,5 %
2002	2 185,30	2 689,65	3 193,95	3 698,31	504,36	-0,9 %	229,4 %
2003	2 180,04	2 683,21	3 186,32	3 689,49	503,17	-0,2 %	225,2 %
2004	2 182,76	2 686,50	3 190,25	3 693,99	503,75	0,1 %	222,3 %
2005	2 184,13	2 688,21	3 192,24	3 696,32	504,08	0,1 %	214,2 %
2006	2 184,09	2 688,14	3 192,13	3 696,18	504,05	0,0 %	206,6 %
80 % du plafond de l'ARS (cf. TIPF 7411) pour bénéficier du taux maximum de la majoration d'AFEAMA							
1 ^{er} juillet 2001	1 604,02	1 974,18	2 344,34	2 714,50	370,16		172,0 %
2002	1 589,31	1 956,09	2 322,87	2 689,65	366,78	-0,9 %	166,8 %
2003	1 585,49	1 951,44	2 317,32	2 683,21	365,89	-0,2 %	163,8 %
2004	1 587,46	1 953,85	2 320,18	2 686,50	366,33	0,1 %	161,6 %
2005	1 588,47	1 955,07	2 321,61	2 688,21	366,60	0,1 %	155,8 %
2006	1 588,43	1 955,03	2 321,53	2 688,14	366,61		150,3 %

TIPF 7612 : Prêt jeunes avenir (Pja) : montant et plafond de ressources trimestrielles

Les plafonds de ressources s'appliquent aux ressources nettes perçues au cours du trimestre qui précède le mois de signature du contrat de travail, y compris les prestations familiales ou sociales, après déduction des pensions alimentaires versées.

Le plafond de ressources est variable en fonction de la composition du foyer du demandeur : foyer fiscal ou composition de la famille où réside le bénéficiaire (père et/ou mère et/ou conjoint, concubin ou pacsé).

L'établissement de crédit agréé est seul habilité à décider de l'attribution du prêt, de son montant et de la durée de son remboursement, dans le cadre législatif défini.

En euros courants	Différents montants maxima du Pja			Plafond de ressources trimestrielles		
	Jeune ne vivant plus chez ses parents et non rattaché fiscalement	Jeune vivant seul, rattaché fiscalement au couple de ses parents (ou à un seul de ses parents vivant en couple)	Jeune vivant seul, rattaché fiscalement à un seul de ses parents vivant seul	Personne seule fiscalement autonome	Majoration si le jeune vit en couple ou s'il est rattaché fiscalement ou vit avec un de ses parents vivant seul	Majoration par personne supplémentaire auprès de qui il est rattaché ou auprès de qui il vit
Février 2007	3 000	5 400	4 500	3 000	1 500	900

TIPF 7621 : Montant de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'adoption

*** En euros courants**

En euros	APE			ASF (par enfant)		API		AAD allocation d'adoption
	Taux plein	Activité < 50 %	Activité de 50 % à 80 %	Taux plein	Taux partiel	1 enfant	par enfant	
1978				37,83	28,37	252,20	63,05	
1980				46,15	34,61	307,67	76,92	
1985				73,83	55,37	492,20	123,05	
1986	223,78		111,88	76,36	57,27	509,03	127,26	
1990	403,27		201,70	84,86	63,64	565,75	141,43	
1991	414,88		207,45	87,30	65,48	582,08	145,53	
1992	424,35		212,25	89,28	66,93	595,31	148,83	
1993	436,97		218,56	91,93	68,95	613,06	153,26	
1994	445,79		222,97	93,76	70,32	625,24	156,31	
1995	451,41		225,71	95,03	71,27	633,11	158,24	
1996 DC	451,86	298,80	225,93	95,13	71,35	633,73	158,39	95,13
1997	458,26	303,07	229,13	96,50	72,26	642,88	160,68	147,72
1998	463,29	306,42	231,72	97,57	73,18	650,04	162,51	149,40
1999	466,65	308,56	233,25	98,18	73,63	654,46	163,58	150,31
2000	468,93	310,08	234,47	98,63	73,94	657,82	164,49	151,08
2001	477,32	315,72	238,74	100,46	75,31	669,71	167,39	153,82
2002	487,40	322,28	243,72	102,56	76,92	683,75	170,94	157,09
2003	495,69	327,76	247,86	104,30	78,23	695,36	173,84	159,76
2004	504,11	333,33	252,07	106,08	79,56	707,19	176,80	162,47
2005	515,21	340,66	257,62	108,41	81,31	722,75	180,69	166,05
2006	524,47	346,79	262,25	110,36	82,77	735,75	183,94	169,04
2007	533,38	352,68	266,71	112,24	84,18	748,27	187,06	
2008	538,72	356,21	269,38	113,36	85,02	755,72	188,93	

(1) Ce montant (pour la première personne) est modulé en fonction du nombre de personnes à charge.

*** Evolution en euros courants**

2002	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %
2003	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2004	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2005	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	
2008	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	

*** En euros courants après CRDS**

1997	455,97	301,55	227,99	96,02	71,90	L'API n'est pas soumise à la CRDS	
1998	460,98	304,89	230,56	97,08	72,81		
1999	464,31	307,01	232,08	97,69	73,26		149,56
2000	466,59	308,53	233,29	98,14	73,57		150,32
2001	474,93	314,14	237,54	99,96	74,93		153,05
2002	484,97	320,67	242,51	102,05	76,54		156,30
2003	493,22	326,13	246,63	103,78	77,84		158,97
2004	501,59	331,67	250,81	105,55	79,17		161,66
2005	512,64	338,96	256,34	107,87	80,91		165,22
2006	521,85	345,06	260,94	109,81	82,36		168,20
2007	530,72	350,92	265,38	111,68	83,76		
2008	536,03	354,43	268,04	112,80	84,60		

*** Mesures relatives à l'API**

En euros	Montant du forfait logement API			Evol. forfait logement API : personne avec 1 enfant	Intéressement API : neutralisation forfaitaire des ressources		Neutralisation des revenus professionnels ou de formation en cas de cessation d'activité sans revenu de remplacement API
	Personne isolée	Personne avec 1 E	2e E (ou plus)		Revenus de CES ou	Création d'entreprise	
1997 avril	43,97	87,91	108,81				
1998 janvier	44,46	88,88	110,00	1,10			
1999 janvier	44,77	89,51	110,78	0,71	122,89		490,92
2000 janvier	45,00	89,96	111,34	0,50	123,51		493,37
2001 janvier	45,80	91,58	113,34	1,80	125,73	...	502,25
2002 janvier	46,77	93,50	115,72	2,10	128,37	85,47	512,81
2003 janvier	47,56	95,09	117,69	1,70	130,55	86,92	521,52
2004 janvier	48,37	96,71	119,69	1,70	132,77	88,40	530,39
2005 janvier	49,44	98,83	122,32	2,20	135,69	90,35	542,06
2006 janvier	50,32	100,61	124,52	1,80	138,14		551,81
2007 janvier	52,90	105,81	130,94	5,16			

TIPF 7711 : Montant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des compléments d'AAEH (ex AES) depuis 2002

Le montant de l'AAEH peut être majoré par un complément accordé par la Commission départementale d'éducation spéciale qui prend en compte :

- le coût du handicap ;
- la cessation ou la réduction d'activité professionnelle de l'un ou de l'autre des deux parents ;
- l'embauche d'une tierce personne.

Le recours à une "tierce personne" s'entend par :

- soit la cessation ou la réduction d'activité du ou des parents ;
- soit l'embauche d'une tierce personne à proprement parler ;
- soit le cumul des deux.

Ce sixième complément n'évolue pas en fonction de la BMAF.

Depuis janvier 2006, une majoration par enfant est accordée aux parents isolés d'enfant handicapé bénéficiant des compléments de 2^e à 6^e catégorie.

L'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AAEH).

L'AAEH et ses compléments ne sont pas soumis à la CRDS.

* En euros courants

En euros	Allocation de base	1 ^{er} complément	2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément (1)	Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé				
								2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément
2002	109,40	82,05	222,22	314,52	487,40	622,92	916,32					
2003	111,26	83,44	225,99	319,87	495,69	633,51	930,06					
2004	113,15	84,86	229,83	325,30	504,11	644,28	945,87					
2005	115,64	86,73	234,89	332,46	515,21	658,45	964,78					
2006	117,72	88,29	239,12	338,44	524,47	670,30	982,15	47,82	66,22	209,69	268,55	393,62
2007	119,72	89,79	243,18	344,19	533,38	681,68	999,83	48,64	67,37	213,25	273,11	400,31
2008	120,92	90,69	245,61	347,63	538,72	688,50	1 010,83	49,12	68,01	215,38	275,84	404,31

* Evolution en euros courants

(1) Le complément de 6^e catégorie est égal à la majoration tierce personne et n'est pas lié à la BMAF.

En euros	Allocation de base	1 ^{er} complément	2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément	Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé				
								2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément
2002	2,1 %											
2003	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,5 %					
2004	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %					
2005	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,0 %					
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %					
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,1 %	1,0 %	0,9 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %

* Cumul de la prestation de base et d'un complément en euros constants

En euros 2006	Allocation de base	A. base + 1 ^{er} complément	A. base + 2 ^e complément	A. base + 3 ^e complément	A. base + 4 ^e complément	A. base + 5 ^e complément	A. base + 6 ^e complément
2002	117,27	205,22	355,48	454,42	639,74	785,01	1 099,51
2003	117,05	204,82	354,79	453,55	638,51	783,50	1 095,47
2004	117,07	204,88	354,87	453,65	638,66	783,69	1 095,74
2005	117,61	205,81	356,49	455,72	641,57	787,25	1 098,78
2006	117,72	206,01	356,84	456,16	642,19	788,02	1 099,87

* Evolution en euros constants

En euros constants	Allocation de base	A. base + 1 ^{er} complément	A. base + 2 ^e complément	A. base + 3 ^e complément	A. base + 4 ^e complément	A. base + 5 ^e complément	A. base + 6 ^e complément
2002	0,3 %						
2003	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,4 %
2004	0,02 %	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,03 %	0,02 %
2005	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,3 %
2006	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %

TIPF 7715 : Montant de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP, de l'APP) et du complément pour frais de l'AJPP

(1) L'AJPP est fractionnable en demi-journée.

(2) Dans un couple ayant deux enfants ou plus nécessitant une présence parentale, chaque parent ouvre droit à 310 jours.

* En euros courants

En euros	Couples					Famille monoparentale					Complément pour frais de l'AJPP
	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	
2001		477,32		315,72	238,74		631,29		416,64	315,72	
2002 1 ^{er} janvier		487,40		322,28	243,72		644,56		425,42	322,28	
2002 1 ^{er} avril		800,01		400,02	243,72		950,02		500,02	322,28	
2002 moyenne		721,86		380,59	243,72		873,66		481,37	322,28	
2003		813,61		406,82	247,86		966,17		508,52	327,76	
2004		827,44		413,74	252,07		982,59		517,16	333,33	
2005		845,64		422,84	257,62		1 004,21		528,54	340,66	
2006 janvier - avril		860,85		430,44	262,25		1 022,27		538,05	346,79	
	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E + (2)	(1)	(1)	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +	(1)	(1)	
2006 mai	39,10	860,20	1 720,40	430,44	262,25	46,46	1 022,12	1 022,12	538,05	346,79	100,02
2007	39,77	875,48	1 750,96	437,76	266,71	47,25	1 039,64	1 039,64	547,19	352,68	101,72
2008	40,17					47,72					102,74

* Evolution en euros courants

2002 1 ^{er} janvier		2,1 %		2,1 %	2,1 %		2,1 %		2,1 %	2,1 %	
2002 1 ^{er} avril		64,1 %		24,1 %	0,0 %		47,4 %		17,5 %	0,0 %	
2002 / 2001		51,2 %		20,5 %	2,1 %		38,4 %		15,5 %	2,1 %	
2003		12,7 %		6,9 %	1,7 %		10,6 %		5,6 %	1,7 %	
2004		1,7 %		1,7 %	1,7 %		1,7 %		1,7 %	1,7 %	
2005		2,2 %		2,2 %	2,2 %		2,2 %		2,2 %	2,2 %	
2006		1,7 %		1,8 %	1,8 %		1,8 %		1,8 %	1,8 %	
2007	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	
2008	1,0 %					1,0 %					1,0 %

***APP, AJPP et complément pour frais de l'AJPP en euros constants**

En euros 2006	Couples					Famille monoparentale					Complément pour frais de l'AJPP
	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	
2001		520,54		344,31	260,36		688,45		454,37	344,31	
2002		773,79		407,97	261,25		936,51		516,00	345,47	
2003		855,92		427,97	260,75		1 016,41		534,96	344,80	
2004		856,13		428,09	260,81		1 016,66		535,09	344,89	
2005		860,01		430,03	262,00		1 021,28		537,52	346,45	
2006		860,85		430,44	262,25		1 022,27		538,05	346,79	

*** Evolution en euros constants**

2002		48,7 %		18,5 %	0,3 %		36,0 %		13,6 %	0,3 %	
2003		10,6 %		4,9 %	-0,2 %		8,5 %		3,7 %	-0,2 %	
2004		0,02 %		0,03 %	0,02 %		0,02 %		0,02 %	0,02 %	
2005		0,5 %		0,5 %	0,5 %		0,5 %		0,5 %	0,5 %	
2006		0,1 %		0,1 %	0,1 %		0,1 %		0,1 %	0,1 %	

*** En euros courants après CRDS**

2001		477,32		315,57	238,74		631,29		416,64	315,72	
2002 1 ^{er} janvier		484,97		320,67	242,51		641,34		423,30	320,67	
2002 1 ^{er} avril		796,01		398,02	242,51		945,27		497,52	320,67	
2003		809,55		404,79	246,63		961,34		505,98	326,13	
2004		823,31		411,68	250,81		977,69		514,58	331,67	
2005		841,42		420,73	256,33		999,19		525,90	338,96	
2006 janvier - avril		856,55		428,29	260,94		1 017,16		535,36	345,06	
	Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			
2006 mai	38,91	855,90	1 711,80	428,29	260,94	46,23	1 017,01	1 017,01	535,36	345,06	99,52
2007	39,58	871,11	1 742,22	435,58	265,38	47,02	1 034,45	1 034,45	544,46	350,92	101,22
2008	39,97					47,49					102,23

TIPF 7716 : Montant et plafond de ressources du complément pour frais de l'AJPP

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

En euros	Plafonds pour les couples à un revenu					Plafonds pour les familles monoparentales				
	1 E	2 E	3 E	4 E	Par E en +	1 E	2 E	3 E	4 E	Par E en +
2006 mai	18 523	21 904	26 285	30 666	4 381	24 122	27 773	32 154	36 535	4 381
Plafond 06 / 0,8	23 154	27 380	32 856	38 333	5 476	30 153	34 716	40 193	45 669	5 476
2007	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	31 186	35 906	41 569	47 232	5 663

*** Evolution en euros courants**

Revalorisation plus forte en 2007 pour l'AJPP que pour les autres prestations familiales (+ 1,7 %).

2007	1,9 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %
------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

T1PF 7721 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros

L'allocation aux adultes handicapés n'est pas soumise à la CRDS.

En euros courants	AAH	Ancien complément d'AAH	Majoration pour vie autonome MAV	Minimum qd hospitalisation, incarcération (30 % de l'AAH)	AAH + Cpt AAH	AAH + MAV	Garantie de ressources moy. annuelle (cf. T1PF 7723)	Rapport AAH / plafond moy. an. AAH (cf. T1PF 7731)
1975	37,55				37,55			
1976	103,84				103,84			
1977	113,80				113,80			
1978	145,07				145,07			113,9 %
1979	161,98				161,98			108,7 %
1980	191,83				191,83			110,6 %
1981	232,48				232,48			118,4 %
1982	309,03				309,03			131,5 %
1983	341,18				341,18			114,6 %
1984	359,06				359,06			103,7 %
1985	379,90				379,90			103,4 %
1986	392,09				392,09			101,8 %
1987	402,37				402,37			100,4 %
1988	417,15				417,15			102,0 %
1989	428,32				428,32			101,2 %
1990	442,69				442,69			101,3 %
1991	455,30				455,30			101,3 %
1992	465,79				465,79			100,6 %
1993	476,77	76,37			553,14			100,4 %
1994	486,06	77,77			563,83			100,2 %
1995	497,96	78,74			576,70			101,0 %
1996 DC	517,15	82,78			599,92			101,7 %
1997	523,37	83,69			607,06			99,8 %
1998	529,14	84,61			613,75			99,3 %
1999	539,73	86,29			626,02			100,1 %
2000	545,13	87,20			632,33			99,6 %
2001	557,12	89,18			646,31			100,3 %
2002	569,38	91,10			660,48			100,9 %
2003	577,92	92,47			670,39			100,2 %
2004	587,74	94,04	Juil.-déc. 2005		681,78		Juil.-déc. 2005	100,0 %
2005	599,49	95,92	100,00	Nd	695,41	699,49	766,00	100,6 %
2006	610,28	97,64	101,80	183,08	707,92	712,08	783,19	100,0 %
2007	621,27	99,40	103,63	186,38	720,67	724,90	800,58	100,0 %
2008	628,10	100,50	104,77		728,60	732,87	807,41	

*** Evolution en euros courants**

1985	5,8 %						
1986	3,2 %						
1987	2,6 %						
1988	3,7 %						
1989	2,7 %						
1990	3,4 %						
1991	2,8 %						
1992	2,3 %						
1993	2,4 %						
1994	1,9 %						
1995	2,4 %	1,2 %					
1996 DC	3,9 %	5,1 %					
1997	1,2 %	1,1 %					
1998	1,1 %	1,1 %					
1999	2,0 %	2,0 %					
2000	1,0 %	1,1 %					
2001	2,2 %	2,3 %					
2002	2,2 %	2,1 %					
2003	1,5 %	1,5 %					
2004	1,7 %	1,7 %					
2005	2,0 %	2,0 %					
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %		1,8 %	1,8 %	2,2 %
2007	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	2,2 %
2008	1,1 %	1,1 %	1,1 %		1,1 %	1,1 %	

TIPF 7722 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros constants

En euros 2006	AAH	Complément AAH Cpt AAH	Majoration pour vie autonome MAV	Minimum qd hospitalisation, incarcération	AAH + Cpt AAH	AAH + MAV	Garantie de ressources CRPH = AAH + cpt ressources
1975	147,23				147,23		
1976	371,10				371,10		
1977	372,11				372,11		
1978	434,95				434,95		
1979	438,24				438,24		
1980	457,25				457,25		
1981	488,67				488,67		
1982	580,92				580,92		
1983	585,08				585,08		
1984	573,25				573,25		
1985	573,13				573,13		
1986	576,20				576,20		
1987	573,28				573,28		
1988	578,77				578,77		
1989	573,57				573,57		
1990	574,74				574,74		
1991	572,77				572,77		
1992	572,65				572,65		
1993	575,80	92,23			668,02		
1994	578,94	92,63			671,57		
1995	583,48	92,26			675,74		
1996 DC	594,68	95,19			689,87		
1997	595,51	95,23			690,74		
1998	598,40	95,68			694,09		
1999	607,35	97,10			704,44		
2000	603,81	96,59			700,40		
2001	607,57	97,26			704,83		
2002	610,34	97,65			708,00		
2003	607,97	97,28			705,25		
2004	608,12	97,30			705,42		Juil.-déc. 2005
2005	609,68	97,55	101,70	Nd	707,23	711,38	779,02
2006	610,28	97,64	101,80	183,08	707,92	712,08	783,19
Evolution moyenne annuelle							
2006/1997	0,3 %	0,3 %			0,3 %		
Rapport							
2006/1997	2,5 %	2,5 %			2,5 %		
2006/2001	0,4 %	0,4 %			0,4 %		
2001/1997	2,0 %	2,1 %			2,0 %		

*** Evolution en euros constants**

1990	0,2 %				0,2 %		
1991	-0,3 %				-0,3 %		
1992	-0,02 %				-0,02 %		
1993	0,5 %				16,7 %		
1994	0,5 %				0,5 %		
1995	0,8 %				0,6 %		
1996 DC	1,9 %				2,1 %		
1997	0,1 %				0,1 %		
1998	0,5 %				0,5 %		
1999	1,5 %				1,5 %		
2000	-0,6 %				-0,6 %		
2001	0,6 %				0,6 %		
2002	0,5 %				0,4 %		
2003	-0,4 %				-0,4 %		
2004	0,02 %				0,02 %		
2005	0,3 %				0,3 %		
2006	0,1 %				0,1 %		0,5 %

TIPF 7723 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en euros

La GRPH n'est pas soumise à la CRDS.

					Montant moyen annuel		
En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH	En euros courants		Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH
2005 juillet	599,49	766,00	166,51	2005 juillet-décembre	599,49	766,00	166,51
2006 janvier	610,28	776,79	166,51	2006	610,28	783,19	172,91
2006 juillet	610,28	789,59	179,31				
2007 janvier	621,27	800,58	179,31	2007	621,27	800,58	179,31
2007 juillet	621,27	800,58	179,31				
2008 janvier	628,10	807,41	179,31				

*** Accroissement en euros courants**

En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH	En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH
2005 juillet				2006	10,79	17,19	6,40
2006 janvier	10,79	10,79	0,00				
2006 juillet	-	12,80	12,80				
2007 janvier	10,99	10,99	0,00	2007	10,99	17,39	6,40
2007 juillet	-	0,00	0,00				
2007 janvier	6,83	6,83	0,00				

*** Evolution en euros courants**

				En moyenne annuelle			
2006 janvier	1,80 %	1,41 %	0,00 %	2006 / 2 ^e semestre 2005	1,80 %	2,24 %	3,84 %
2006 juillet	0,00 %	1,65 %	7,69 %				
2007 janvier	1,80 %	1,39 %	0,00 %				
2007 juillet	0,00 %						

TIPF 7731 : Plafond de ressources de l'allocation aux adultes handicapés en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

En euros	Montant du plafond de ressources			Revalorisation en euros courants	En euros	Montant annuel moyen du plafond			Revalorisation en euros courants
	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge			Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	
Juillet 1977	1 433,02	2 866,04	716,51						
Juillet 1978	1 661,69	3 323,39	830,85	16,0 %	1978	1 528,30	3 056,60	764,15	16,0 %
Juillet 1979	1 966,59	3 933,18	983,30	18,3 %	1979	1 788,74	3 577,47	894,37	18,3 %
Juillet 1980	2 241,00	4 482,00	1 120,50	14,0 %	1980	2 080,93	4 161,86	1 040,46	14,0 %
Juillet 1981	2 515,41	5 030,82	1 257,70	12,2 %	1981	2 355,34	4 710,67	1 177,67	12,2 %
Juillet 1982	3 247,16	6 494,33	1 623,58	29,1 %	1982	2 820,31	5 640,61	1 410,15	29,1 %
Juillet 1983	4 024,65	8 049,31	2 012,33	23,9 %	1983	3 571,12	7 142,24	1 785,56	23,9 %
Juillet 1984	4 338,70	8 677,40	2 169,35	7,8 %	1984	4 155,51	8 311,01	2 077,75	7,8 %
Juillet 1985	4 506,39	9 012,79	2 253,20	3,9 %	1985	4 408,57	8 817,14	2 204,29	3,9 %
Juillet 1986	4 782,33	9 564,65	2 391,16	6,1 %	1986	4 621,36	9 242,73	2 310,68	6,1 %
Juillet 1987	4 843,31	9 686,61	2 421,65	1,3 %	1987	4 807,73	9 615,47	2 403,87	1,3 %
Juillet 1988	5 000,33	10 000,66	2 500,16	3,2 %	1988	4 908,73	9 817,46	2 454,37	3,2 %
Juillet 1989	5 190,89	10 381,78	2 595,44	3,8 %	1989	5 079,73	10 159,46	2 539,86	3,8 %
Juillet 1990	5 318,95	10 637,89	2 659,47	2,5 %	1990	5 244,25	10 488,49	2 622,12	2,5 %
Juillet 1991	5 498,84	10 997,67	2 749,42	3,4 %	1991	5 393,90	10 787,80	2 696,95	3,4 %
Juillet 1992	5 633,75	11 267,51	2 816,88	2,5 %	1992	5 555,05	11 110,10	2 777,53	2,5 %
Juillet 1993	5 790,01	11 580,03	2 895,01	2,8 %	1993	5 698,86	11 397,72	2 849,43	2,8 %
Juillet 1994	5 866,24	11 732,48	2 933,12	1,3 %	1994	5 821,77	11 643,55	2 910,89	1,3 %
Juillet 1995	5 983,62	11 967,25	2 991,81	2,0 %	1995	5 915,15	11 830,30	2 957,57	2,0 %
Juillet 1996 DC	6 225,10	12 450,21	3 112,55	4,0 %	1996	6 104,36	12 208,73	3 052,18	4,0 %
Juillet 1997	6 355,90	12 711,81	3 177,95	2,1 %	1997	6 290,50	12 581,01	3 145,25	2,1 %
Juillet 1998	6 432,28	12 864,56	3 216,14	1,2 %	1998	6 394,09	12 788,19	3 197,05	1,2 %
Juillet 1999	6 503,17	13 006,34	3 251,59	1,1 %	1999	6 467,73	12 935,45	3 233,86	1,1 %
Juillet 2000	6 633,36	13 266,72	3 316,68	2,0 %	2000	6 568,27	13 136,53	3 284,13	2,0 %
Juillet 2001	6 699,68	13 399,35	3 349,84	1,0 %	2001	6 666,52	13 333,04	3 333,26	1,0 %
Juillet 2002	6 847,10	13 694,20	3 423,55	2,2 %	2002	6 773,39	13 546,78	3 386,69	1,6 %
Juillet 2003	6 997,74	13 995,48	3 498,87	2,2 %	2003	6 922,42	13 844,84	3 461,21	2,2 %
Juillet 2004	7 102,71	14 205,42	3 551,36	1,5 %	2004	7 050,23	14 100,45	3 525,12	1,8 %
Juillet 2005	7 193,88	14 387,76	3 596,94	1,3 %	2005	7 148,30	14 296,59	3 574,15	1,4 %
Janvier 2006	7 323,36	14 646,72	3 661,68	1,8 %	2006	7 323,36	14 646,72	3 661,68	2,4 %
Janvier 2007	7 455,24	14 910,48	3 727,62	1,8 %	2007	7 455,24	14 910,48	3 727,62	1,8 %
Janvier 2008	7 537,20	15 074,40	3 768,60	1,1 %	2008	7 537,20	15 074,40	3 768,60	1,1 %

TIPF 7732 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources moyen de l'AAH en euros constants

En euros 2006	Montant du revenu mensuel correspondant au plafond			Evolution du revenu mensuel correspondant au plafond			Revenu mensuel correspondant au plafond AAH en % du SMIC net		
	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge
1978	530,36	1 060,71	265,18				262,3 %	70,3 %	140,6 %
1980	574,09	1 148,19	287,05	2,5 %	2,5 %	2,5 %	261,3 %	75,8 %	151,5 %
1985	769,78	1 539,56	384,89	0,2 %	0,2 %	0,2 %	235,0 %	91,1 %	182,2 %
1986	786,04	1 572,08	393,02	2,1 %	2,1 %	2,1 %	233,9 %	92,6 %	185,1 %
1987	792,81	1 585,62	396,41	0,9 %	0,9 %	0,9 %	235,7 %	94,1 %	188,1 %
1988	788,26	1 576,53	394,13	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	236,3 %	93,7 %	187,4 %
1989	787,31	1 574,62	393,65	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	238,0 %	94,2 %	188,4 %
1990	788,02	1 576,03	394,01	0,1 %	0,1 %	0,1 %	235,5 %	93,3 %	186,5 %
1991	785,37	1 570,74	392,69	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	230,9 %	91,1 %	182,2 %
1992	790,45	1 580,91	395,23	0,6 %	0,6 %	0,6 %	229,3 %	91,0 %	182,0 %
1993	796,58	1 593,17	398,29	0,8 %	0,8 %	0,8 %	230,5 %	92,1 %	184,3 %
1994	802,57	1 605,13	401,28	0,8 %	0,8 %	0,8 %	231,5 %	93,2 %	186,3 %
1995	802,19	1 604,38	401,10	0,0 %	0,0 %	0,0 %	229,2 %	92,1 %	184,3 %
1996	812,45	1 624,91	406,23	1,3 %	1,3 %	1,3 %	228,8 %	93,1 %	186,3 %
1997	828,42	1 656,85	414,21	2,0 %	2,0 %	2,0 %	224,0 %	92,9 %	185,9 %
1998	836,93	1 673,86	418,47	1,0 %	1,0 %	1,0 %	217,3 %	91,0 %	182,0 %
1999	842,36	1 684,71	421,18	0,6 %	0,6 %	0,6 %	215,7 %	90,9 %	181,8 %
2000	842,05	1 684,09	421,02	0,0 %	0,0 %	0,0 %	214,5 %	90,3 %	180,6 %
2001	841,45	1 682,91	420,73	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	210,0 %	88,3 %	176,6 %
2002	840,36	1 680,71	420,18	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	206,8 %	86,8 %	173,7 %
2003	842,87	1 685,74	421,43	0,3 %	0,3 %	0,3 %	204,0 %	85,8 %	171,6 %
2004	844,29	1 688,59	422,15	0,2 %	0,2 %	0,2 %	196,5 %	82,8 %	165,6 %
2005	841,41	1 682,82	420,71	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	189,7 %	79,6 %	159,2 %
2006	847,61	1 695,22	423,81	0,7 %	0,7 %	0,7 %	185,5 %	78,4 %	156,8 %
Evolution moyenne annuelle									
2006/1997	0,3 %	0,3 %	0,3 %						
Rapport							Ecart en points		
2006/1997	2,3 %	2,3 %	2,3 %				-38,5	-14,5	-29,1
2006/2001	0,7 %	0,7 %	0,7 %				-24,5	-9,9	-19,8
2001/1997	1,6 %	1,6 %	1,6 %				-14,0	-4,6	-9,2

TIPF 7741 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros

*** En euros courants**

En euros	Première personne	Première personne à charge (1)	Majoration deux premiers E (2° E : cas isolé)	Majoration à partir du 3° E	Isolés : montant du revenu après abattement forfait logement					Couples : montant du revenu après abattement forfait logement		
					0 E	1 E	2 E	3 E	Par E en +	0 E	1 E	2 E
1989	308,71	154,35	92,61		271,66	388,97	463,99	463,99	0,00	388,97	463,99	556,60
1990	317,09	158,55	95,13		279,04	399,54	476,59	476,59	0,00	399,54	476,59	571,72
1991	327,16	163,58	98,02	130,86	287,90	412,22	491,61	622,48	130,86	412,22	491,61	589,64
1992	333,07	166,53	99,92	133,53	293,10	419,67	500,60	634,13	133,53	419,67	500,60	600,52
1993	343,47	171,74	103,04	137,39	302,25	432,77	516,24	653,62	137,39	432,77	516,24	619,28
1994	350,34	175,17	105,10	140,14	308,30	441,43	526,56	666,70	140,14	441,43	526,56	631,66
1995	354,54	177,27	106,36	141,82	312,00	446,73	532,88	674,70	141,82	446,73	532,88	639,24
1996 DC	361,99	181,00	108,60	144,80	318,55	456,11	544,07	688,87	144,80	456,11	544,07	652,67
1997	366,33	183,17	109,90	146,53	322,37	461,58	550,60	697,13	146,53	461,58	550,60	660,50
1998	370,36	185,18	111,11	148,14	325,92	466,66	556,65	704,80	148,14	466,66	556,65	667,76
1999	381,47	190,74	114,44	152,59	335,70	480,66	573,35	725,94	152,59	480,66	573,35	687,80
2000	389,10	194,55	116,73	155,64	342,41	490,27	584,82	740,46	155,64	490,27	584,82	701,55
2001	397,69	198,84	119,30	159,07	349,97	501,09	597,72	756,79	159,07	501,09	597,72	717,02
2002	405,62	202,81	121,69	162,25	356,95	511,08	609,65	771,90	162,25	511,08	609,65	731,34
2003	411,70	205,85	123,51	164,68	362,30	518,74	618,79	783,47	164,68	518,74	618,79	742,30
2004	417,88	208,94	125,36	167,15	367,73	526,53	628,07	795,22	167,15	526,53	628,07	753,43
2005	425,40	212,70	127,62	170,16	374,35	536,01	639,38	809,54	170,16	536,01	639,38	767,00
2006	433,06	216,53	129,92	173,22	381,09	545,66	650,89	824,11	173,22	545,66	650,89	780,81
2007	440,86	220,43	132,26	176,34	387,96	555,48	662,61	838,95	176,34	555,48	662,61	794,87
2008	447,91	223,96	134,37	179,16	394,16	564,37	673,21	852,37	179,16	564,37	673,21	807,58
2006 : en % du RMI isolé	100 %	50 %	30 %	40 %	100 %	150 %	180 %	220 %	40 %	150 %	180 %	210 %

(1) Enfant ou conjoint.

*** Evolution en euros courants**

1996 DC	2,2 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %
1997	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
1998	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %
1999	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2000	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %
2001	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2002	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %
2003	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2004	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2005	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2008	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %

TIPF 7751: DOM : Revenu de solidarité en euros

Le RSO n'est pas soumis à la CRDS.

	Montant en euros	Evolution en euros courants	Montants en euros 2006	Evolution en euros constants	Rapport RSO / RMI
2001 janvier	412,00		449,31		103,6 %
2002 janvier	420,24	2,0 %	450,47	0,3 %	103,6 %
2003 janvier	426,54	1,5 %	448,72	-0,4 %	103,6 %
2004 janvier	432,94	1,5 %	447,95	-0,2 %	103,6 %
2005 janvier	440,73	1,8 %	448,22	0,1 %	103,6 %
2006 janvier	448,66	1,8 %	448,66	0,1 %	103,6 %
2007 janvier	456,74	1,8 %			103,6 %
2008 janvier	464,05	1,6 %			

TIPF 7752 : DOM : Plafond de ressources du revenu de solidarité en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

	Plafond de ressources en euros courants		Evolution (cas d'un isolé) en euros courants		Plafond moyen de ressources en euros courants		Plafond moyen de ressources en euros 2006		Evolution (cas d'un isolé) en euros constants
	Isolé	Couple			Isolé	Couple	Isolé	Couple	
Janvier 2001 - mars 2001	733,28	1 152,51							
Avril 2002 - mars 2003	748,16	1 175,68	2,03 %	2001	744,44	1 169,89	811,85	1 275,82	
Avril 2003 - mars 2004	759,36	1 193,28	1,50 %	2002	756,56	1 188,88	810,99	1 274,41	-0,11 %
Avril 2004 - mars 2005	770,56	1 210,88	1,47 %	2003	767,76	1 206,48	807,68	1 269,22	-0,41 %
Avril 2005 - mars 2006	784,00	1 232,00	1,74 %	2004	780,64	1 226,72	807,71	1 269,26	0,00 %
Avril 2006 - mars 2007	798,00	1 254,00	1,79 %	2005	794,50	1 248,50	808,00	1 269,72	0,04 %
Avril 2007 - mars 2008	812,56	1 276,88	1,82 %	2006	808,92	1 271,16	808,92	1 271,16	0,11 %
Avril 2008 - mars 2009	825,44	1 297,12	1,59 %	2007	822,22	1 292,06			

TIPF 7761 : Montant de l'allocation de parent isolé, des allocations familiales et du complément familial dans les DOM depuis 2001

Montant des plafonds de ressources du complément familial et de l'ARS dans les DOM depuis 2001

Seules figurent dans le tableau ci-dessous les principales prestations DOM (hors prestations de logement) dont le montant est différent du montant métropolitain.

Cf. T1PF 77621 pour les montants 1949-1989, T1PF 7751-7752 pour le RSO.

*** En euros courants** Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

En euros	CF	Plafonds de ressources du CF et de l'APJE			API					AF aux familles de 1 enfant (1)		
		1 E ou grossesse	2 E	3 E	Parent isolé	En plus, par enfant né	Forfait logement			AF	Majoration pour âge	
							Isolé sans E	1 E	2 E et +		[11-[16 ans	[16 ans
1990												
1999												
2000										19,36	12,20	18,60
2001	79,73	15 885	19 551	23 217	313,74	104,58	28,56	57,19	70,78	19,67	12,35	19,06
2002	81,33	16 140	19 865	23 590	352,33	117,43	32,07	64,24	79,48	20,10	12,62	19,38
2003	82,71	16 414	20 202	23 990	390,93	130,28	35,57	71,27	88,17	20,44	12,83	19,71
2004	84,12	16 726	20 586	24 446	430,74	143,52	39,18	78,53	97,13	20,79	13,05	20,05
2005	85,97	17 011	20 937	24 863	474,12	157,95	43,11	86,44	106,89	21,25	13,33	20,49
2006	87,52	17 299	21 291	25 283	517,15	172,27	47,01	94,29	116,58	21,63	13,57	20,86
Plafond 2006 / 0,8		21 624	26 614	31 604	API : identique aux montants métropole depuis 2007							
2007	89,00	21 991	27 066	32 141						22,00	13,81	21,21
2008	89,89									22,22	13,94	21,42

* Evolution en euros courants

2002	2,0 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	2,2 %	2,2 %	1,7 %
2003	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	11,0 %	10,9 %	10,9 %	10,9 %	10,9 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2004	1,7 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %	10,2 %	10,2 %	10,1 %	10,2 %	10,2 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2005	2,2 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	10,1 %	10,1 %	10,0 %	10,1 %	10,0 %	2,2 %	2,1 %	2,2 %
2006	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	9,1 %	9,1 %	9,0 %	9,1 %	9,1 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %						1,7 %	1,8 %	1,7 %

* En euros courants après CRDS

En euros	CF	Plafonds de ressources du CF et de l'APJE			API					AF aux familles de 1 enfant (1)		
		1 E ou grossesse	2 E	3 E	Parent isolé	En plus, par enfant né	Forfait logement			AF	Majoration pour âge	
							Isolé sans E	1 E	2 E et +		[11-[16 ans	[16 ans
2001	79,34				L'API n'est pas soumise à la CRDS					19,58	12,29	18,97
2002	80,93									20,00	12,56	19,29
2003	82,30									20,34	12,77	19,62
2004	83,70									20,69	12,99	19,95
2005	85,55									21,15	13,27	20,39
2006	87,09									21,53	13,51	20,76
2007	88,56									21,89	13,75	21,11
2008	89,45									22,11	13,88	21,32

(1) A partir de deux enfants, les montants d'AF et des majorations sont identiques en métropole et dans les DOM depuis juillet 1993.

T1PF 7921 : SMIC net, revenu net imposable correspondant au salaire minimum légal (SMIC) depuis 1968

T1PF 79211 : SMIC net, RNI après prélèvement de la CSG

	En euros courants								En euros 2006		
	SMIC brut moyen annuel (4)	Evo- lution en %	Taux de cotisation prélèvement (%) (1)	SMIC net moyen annuel (2) (5)	Evo- lution en %	SMIC net moyen mensuel (2)	Indice base 100 en 1990	Revenu net imposable annuel (1) (2) (3)	SMIC net moyen mensuel (1)	Evo- lution en %	Indice base 100 en 1990
1968 (173,33 heures / mois)	850,32		8,17 %	780,85		65,07	10,00	562,21	436,92		51,71
1969	1 002,79	17,9 %	8,18 %	920,76	17,9 %	76,73	11,79	662,95	483,85	10,7 %	57,27
1970	1 082,85	8,0 %	8,18 %	994,28	8,0 %	82,86	12,73	715,88	496,23	2,6 %	58,73
1971	1 192,25	10,1 %	8,22 %	1 094,25	10,1 %	91,19	14,01	787,86	517,52	4,3 %	61,25
1972	1 328,07	11,4 %	8,26 %	1 218,37	11,3 %	101,53	15,60	877,23	542,63	4,9 %	64,23
1973	1 570,11	18,2 %	8,36 %	1 438,85	18,1 %	119,90	18,42	1 035,97	597,92	10,2 %	70,77
1974	1 933,18	23,1 %	8,42 %	1 770,40	23,0 %	147,53	22,67	1 274,69	646,44	8,1 %	76,51
1975	2 305,49	19,3 %	8,74 %	2 103,99	18,8 %	175,33	26,94	1 514,87	687,38	6,3 %	81,36
1976	2 645,31	14,7 %	9,49 %	2 394,27	13,8 %	199,52	30,66	1 723,87	713,02	3,7 %	84,39
1977	2 981,15	12,7 %	10,15 %	2 678,57	11,9 %	223,21	34,30	1 928,57	729,85	2,4 %	86,38
1978	3 365,36	12,9 %	10,31 %	3 018,39	12,7 %	251,53	38,65	2 173,24	754,16	3,3 %	89,26
1979	3 784,44	12,5 %	11,80 %	3 337,88	10,6 %	278,16	42,74	2 403,27	752,58	-0,2 %	89,08
1980	4 375,28	15,6 %	12,80 %	3 815,25	14,3 %	317,94	48,86	2 746,98	757,84	0,7 %	89,70
1981	5 166,95	18,1 %	11,90 %	4 552,08	19,3 %	379,34	58,29	3 277,50	797,36	5,2 %	94,38
1982 (169 heures / mois)	6 079,90	17,7 %	12,90 %	5 295,59	16,3 %	441,30	67,81	3 812,82	829,57	4,0 %	98,19
1983	6 816,07	12,1 %	13,86 %	5 871,36	10,9 %	489,28	75,18	4 227,38	839,04	1,1 %	99,31
1984	7 460,02	9,4 %	15,06 %	6 336,54	7,9 %	528,05	81,14	4 562,31	843,04	0,5 %	99,78
1985	7 930,39	6,3 %	15,26 %	6 720,21	6,1 %	560,02	86,05	4 838,55	844,86	0,2 %	100,00
1986	8 200,90	3,4 %	15,45 %	6 933,86	3,2 %	577,82	88,79	4 992,38	849,15	0,5 %	100,50
1987	8 531,97	4,0 %	16,79 %	7 099,45	2,4 %	591,62	90,91	5 111,60	842,92	-0,7 %	99,77
1988	8 765,90	2,7 %	16,99 %	7 276,58	2,5 %	606,38	93,18	5 239,14	841,32	-0,2 %	99,58
1989	9 131,24	4,2 %	17,99 %	7 488,53	2,9 %	624,04	95,89	5 391,74	835,67	-0,7 %	98,91
1990	9 522,33	4,3 %	17,99 %	7 809,26	4,3 %	650,77	100,00	5 622,67	844,88	1,1 %	100,00
1991	9 986,08	4,9 %	17,64 %	8 224,22	5,3 %	685,35	105,31	5 921,44	862,18	2,0 %	102,05
1992	10 380,71	4,0 %	18,31 %	8 479,66	3,1 %	706,64	108,58	6 105,35	868,76	0,8 %	102,83
1993	10 649,24	2,6 %	19,34 %	8 590,17	1,3 %	715,85	110,00	6 184,93	864,53	-0,5 %	102,33
1994	10 881,12	2,2 %	20,24 %	8 678,36	1,0 %	723,20	111,13	6 248,42	861,38	-0,4 %	101,95
1995	11 213,47	3,1 %	20,49 %	8 915,47	2,7 %	742,96	114,17	6 419,14	870,54	1,1 %	103,04
1996	11 614,87	3,6 %	21,64 %	9 101,88	2,1 %	758,49	116,55	6 553,35	872,21	0,2 %	103,23
1997	11 955,47	2,9 %	21,36 %	9 401,19	3,3 %	783,43	120,39	6 768,85	891,42	2,2 %	105,51
1998	12 312,56	3,0 %	20,76 %	9 756,47	3,8 %	813,04	124,93	7 024,66	919,47	3,1 %	108,83
1999	12 511,97	1,6 %	21,01 %	9 883,21	1,3 %	823,60	126,56	7 115,91	926,78	0,8 %	109,69
2000	12 790,22	2,2 %	21,01 %	10 103,00	2,2 %	841,92	129,37	7 274,16	932,54	0,6 %	110,38
2001	13 253,97	3,6 %	20,90 %	10 483,89	3,8 %	873,66	134,25	7 548,40	952,77	2,2 %	112,77
2002	13 689,00	3,3 %	20,85 %	10 834,76	3,3 %	902,90	138,74	7 801,03	967,85	1,6 %	114,56
2003	14 216,28	3,9 %	21,20 %	11 202,43	3,4 %	933,54	143,45	8 065,75	982,08	1,5 %	116,24
2004	15 007,20	5,6 %	21,20 %	11 825,67	5,6 %	985,47	151,43	8 514,48	1 019,64	3,8 %	120,69
2005	15 858,96	5,7 %	21,36 %	12 471,49	5,5 %	1 039,29	159,70	8 979,47	1 056,95	3,7 %	125,10
2006	16 528,20	4,2 %	21,50 %	12 974,64	4,0 %	1 081,22	166,14	9 341,74	1 081,22	2,3 %	127,97
2007	16 943,94	2,5 %	21,46 %	13 307,77	2,6 %	1 108,98	170,41				
Evolution moyenne annuelle											
2006/1997	3,66 %			3,64 %		3,64 %		3,64 %	2,17 %		
Rapport											
2006/1997	38,25 %			38,01 %		38,01 %		38,01 %	21,29 %		
2006/2001	24,70 %			23,76 %		23,76 %		23,76 %	13,48 %		
2001/1997	10,86 %			11,52 %		11,52 %		11,52 %	6,88 %		

(1) Calculé sur la base du montant des cotisations sociales (au 1^{er} juillet de l'année jusqu'en 1990), y compris les cotisations à l'assurance vieillesse complémentaire, après prélèvement de la contribution sociale généralisée (CSG) et du remboursement de la dette sociale (CRDS)

(y compris la déduction de 42 francs de février 1991 à août 1995). En janvier 2005, l'assiette de la CSG passe de 93 % à 95 % du salaire brut.

(2) Revenu net + CSG non déductible + CRDS.

(3) 72 % du revenu net.

(4) Sur la base de 169 heures par mois à compter de 1982, sur la base de 173,33 heures auparavant.

Par ailleurs, pour suivre le SMIC calculé sur 35 heures (152 heures par mois), cf. T1PF 7913 (au-dessus de T1PF 7724 relatif à la GRPH).

T1PF 799 : Evolution des prix depuis 1945

Source : INSEE, Bulletin mensuel de statistiques. (Pour la méthodologie 1945-2001, cf. 186 DSPA page 213). INSEE conjoncture, informations rapides n° 26 du 28 janvier 2004

Année	Indice des prix y compris le tabac (en moyenne annuelle)						Coefficients base 2006 (hors tabac après 1989)	Indice des prix hors tabac (à partir de 1990)					Indice base 100 en 2000 des prix hors tabac
	Paris	Méto. base 1980	Méto. base 1990	Méto. + DOM B. 1998	Série yc tabac	Evolution yc tabac		Méto. base 1980	Méto. base 1990	Méto. + DOM B. 1998	Série utilisée (hors tabac après 1989)	Evolution hors tabac	
1945	4,01		1,83		1,58		0,01416		1,84		1,60		
1946	6,12		2,80		2,41	52,6 %	0,02160		2,80		2,44	52,6 %	2,39
1947	9,13		4,18		3,60	49,2 %	0,03223		4,18		3,64	49,2 %	3,57
1948	14,49		6,63		5,71	58,7 %	0,05115		6,64		5,78	58,7 %	5,67
1949	16,4	13,80	7,50		6,47	13,2 %	0,05789	13,80	7,52		6,55	13,2 %	6,41
1950		15,30	8,32		7,17	10,9 %	0,06419	15,30	8,33		7,26	10,9 %	7,11
1951		18,00	9,78		8,43	17,6 %	0,07552	18,00	9,80		8,54	17,6 %	8,36
1952		20,10	10,92		9,42	11,7 %	0,08433	20,10	10,95		9,54	11,7 %	9,34
1953		19,80	10,76		9,28	-1,5 %	0,08307	19,80	10,78		9,39	-1,5 %	9,20
1954		19,80	10,76		9,28	0,0 %	0,08307	19,80	10,78		9,39	0,0 %	9,20
1955		20,00	10,87		9,37	1,0 %	0,08391	20,00	10,89		9,49	1,0 %	9,29
1956		20,40	11,09		9,56	2,0 %	0,08558	20,40	11,11		9,68	2,0 %	9,48
1957		21,20	11,52		9,93	3,9 %	0,08894	21,20	11,55		10,06	3,9 %	9,85
1958		24,40	13,26		11,43	15,1 %	0,10236	24,40	13,29		11,58	15,1 %	11,34
1959		25,90	14,08		12,13	6,1 %	0,10866	25,90	14,11		12,29	6,1 %	12,04
1960		26,80	14,57		12,56	3,5 %	0,11243	26,80	14,60		12,72	3,5 %	12,45
1961		27,70	15,05		12,98	3,4 %	0,11621	27,70	15,09		13,14	3,4 %	12,87
1962		29,00	15,76		13,59	4,7 %	0,12166	29,00	15,80		13,76	4,7 %	13,48
1963		30,40	16,52		14,24	4,8 %	0,12754	30,40	16,56		14,42	4,8 %	14,13
1964		31,40	17,07		14,71	3,3 %	0,13173	31,40	17,10		14,90	3,3 %	14,59
1965		32,20	17,50		15,09	2,5 %	0,13509	32,20	17,54		15,28	2,5 %	14,96
1966		33,10	17,99		15,51	2,8 %	0,13886	33,10	18,03		15,70	2,8 %	15,38
1967		34,00	18,48		15,93	2,7 %	0,14264	34,00	18,52		16,13	2,7 %	15,80
1968		35,50	19,29		16,63	4,4 %	0,14893	35,50	19,34		16,84	4,4 %	16,50
1969		37,80	20,54		17,71	6,5 %	0,15858	37,80	20,59		17,93	6,5 %	17,57
1970		39,80	21,63		18,65	5,3 %	0,16697	39,80	21,68		18,88	5,3 %	18,49
1971		42,00	22,83		19,68	5,5 %	0,17620	42,00	22,88		19,93	5,5 %	19,52
1972		44,60	24,24		20,90	6,2 %	0,18711	44,60	24,29		21,16	6,2 %	20,73
1973		47,80	25,98		22,40	7,2 %	0,20053	47,80	26,03		22,68	7,2 %	22,21
1974		54,40	29,57		25,49	13,8 %	0,22822	54,40	29,63		25,81	13,8 %	25,28
1975		60,80	33,04		28,49	11,8 %	0,25507	60,80	33,12		28,85	11,8 %	28,25
1976		66,70	36,25		31,25	9,7 %	0,27983	66,70	36,33		31,65	9,7 %	30,99
1977		72,90	39,62		34,15	9,3 %	0,30584	72,90	39,71		34,59	9,3 %	33,88
1978		79,50	43,21		37,25	9,1 %	0,33352	79,50	43,30		37,72	9,1 %	36,94
1979		88,10	47,88		41,28	10,8 %	0,36960	88,10	47,98		41,80	10,8 %	40,94
1980		100,00	54,35		46,85	13,5 %	0,41953	100,00	54,47		47,44	13,5 %	46,47
1981		113,40	61,63		53,13	13,4 %	0,47575	113,40	61,76		53,80	13,4 %	52,70
1982		126,80	68,91		59,41	11,8 %	0,53196	126,80	69,06		60,16	11,8 %	58,92
1983		139,00	75,54		65,12	9,6 %	0,58314	139,00	75,71		65,95	9,6 %	64,59
1984		149,30	81,14		69,95	7,4 %	0,62636	149,30	81,32		70,83	7,4 %	69,38
1985		158,00	85,87		74,03	5,8 %	0,66285	158,00	86,06		74,96	5,8 %	73,42
1986		162,20	88,15		75,99	2,7 %	0,68047	162,20	88,34		76,95	2,7 %	75,37
1987		167,30	90,92		78,38	3,1 %	0,70187	167,30	91,12		79,37	3,1 %	77,74
1988		171,80	93,37		80,49	2,7 %	0,72075	171,80	93,57		81,51	2,7 %	79,83
1989		178,00	96,74		83,40	3,6 %	0,74676	178,00	96,95		84,45	3,6 %	82,71
1990		184,00	100,00		86,21	3,4 %	0,77025	183,60	100,00		87,11	3,1 %	85,32
1991		189,90	103,20		88,97	3,2 %	0,79490	189,60	103,20		89,90	3,2 %	88,05
1992		194,40	105,70		91,12	2,4 %	0,81339	193,80	105,60		91,99	2,3 %	90,09
1993			107,90		93,02	2,1 %	0,82802		107,50		93,64	1,8 %	91,72
1994			109,70		94,57	1,7 %	0,83958		109,00		94,95	1,4 %	92,99
1995			111,60		96,21	1,7 %	0,85344		110,80		96,52	1,7 %	94,53
1996			113,80		98,10	2,0 %	0,86962		112,90		98,34	1,9 %	96,32
1997			115,20		99,31	1,23 %	0,87886		114,10		99,39	1,06 %	97,35
1998			116,00	100,00	100,00	0,69 %	0,88425		114,80	100,00	100,00	0,61 %	97,94
1999				100,50	100,50	0,50 %	0,88867			100,50	100,50	0,50 %	98,43
2000				102,20	102,20	1,69 %	0,90282			102,10	102,10	1,59 %	100,00
2001				103,90	103,90	1,66 %	0,91697			103,70	103,70	1,57 %	101,57
2002				105,90	105,90	1,92 %	0,93289			105,50	105,50	1,74 %	103,33
2003				108,10	108,10	2,08 %	0,95057			107,50	107,50	1,90 %	105,29
2004				110,40	110,40	2,13 %	0,96649			109,30	109,30	1,67 %	107,05
2005				112,40	112,40	1,81 %	0,98329			111,20	111,20	1,74 %	108,91
2006				114,24	114,24	1,64 %	1,00000			113,09	113,09	1,70 %	110,76
Rapport					2006/1997	15,0 %	Rapport hors tabac					2006/1997	13,8 %
					2006/2001	10,0 %						2006/2001	9,1 %
					2001/1997	4,6 %						2001/1997	4,3 %
					1995/1990	11,6 %						1995/1990	10,8 %
					1990/1985	16,5 %						1990/1985	16,2 %
					1985/1980	58,0 %						1985/1980	58,0 %
					1980/1975	64,5 %						1980/1975	64,5 %
					1975/1970	52,8 %						1975/1970	52,8 %
					1970/1965	23,6 %						1970/1965	23,6 %
					1965/1960	20,1 %						1965/1960	20,1 %
					1960/1955	34,0 %						1960/1955	34,0 %
					1955/1950	30,7 %						1955/1950	30,7 %
					1950/1945	353,4 %						1950/1945	353,4 %

Organisation des tableaux de la brochure

Prestations Familiales 2006 : statistiques nationales

Les tableaux sont regroupés en sept groupes principaux :

Un document "tableaux" est disponible sous forme PDF et imprimable si besoin.

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure		
			<u>Synthèse</u>	FNPF, FNAL, RMI ...
Clef	1	49	T1PF 0.522006 : Evolution des dépenses de prestations légales entre 1951 et 2006 - Bénéficiaires des prestations en 2006	
<u>Fonds concernés</u>			<u>Les dépenses de prestations</u>	
FNPF, FNAL, RMI ...	2	13	1 Branche Famille, FNAL, RMI, RSO et aides à l'emploi depuis 2003	
FNPF, FNAL, RMI ...	11		20 Les prestations légales directes et indirectes : détail par régime et par exercice	
FNPF, FNAL, RMI ...	16	34	21 à 27 FNPF, FNAL, RMI, RSO et aides à l'emploi - Les prestations légales directes : séries depuis 1968, 1973 ou 1978	
	16	34	21 Tous régimes métropole et DOM (TRMD) depuis 1973	
	28	39	22 Tous régimes métropole depuis 1968	
	29	40	23 CAF métropole et DOM depuis 1978	
	32	42	24 CAF métropole depuis 1978	
	33	43	26 DOM tous régimes depuis 1968	
	37	172	31 Le coût des réformes tel qu'il est pris en compte dans les prévisions d'août 2007	
FNPF	41	62	4 Cotisations prises en charge - Prestations indirectes	
FNPF (FNH, FNAL, RMI)			<u>5. Bénéficiaires tous régimes</u>	
	52	74	501-505 Synthèses tous fonds : séries sur 10 ans	
	55		510 Allocataire : détail par année	
	56		511 Allocataires selon la taille de la famille : série depuis 1991	
	61		512 Familles allocataires tous fonds selon la taille de la famille : série depuis 1991	
	63		5129 : Tableaux méthodologiques relatifs aux estimations des effectifs de familles relevant des CAF en métropole depuis 1991	
	66	101	513 et 5232 : Familles bénéficiaires du FNPF selon la taille de la famille et le régime : série depuis 1978	
	71		52 Enfants : trois niveaux de définition : 521, 522 et 5231	
	77	105	530 Familles bénéficiaires des différentes prestations selon le régime	
	80	108	531 à 537 Familles bénéficiaires des différentes prestations	
FNPF, FNAS, FNGA	88		<u>6. Les recettes et les dépenses de la CNAF depuis 1978 et de la branche Famille depuis 2002</u>	
	106	183	<u>7. Tableaux du chapitre 10 de la brochure : montants et plafonds de prestations</u>	

Liste détaillée des tableaux disponibles

1 Branche Famille, FNAL, RMI, RSO et aides à l'emploi depuis 2003

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
Pmasse02			Figures
Pmasse02	2	13	T1PF 121 : Charges de la branche Famille, des prestations logement hors FNPF, du RMI, du RSO et des aides à l'emploi depuis 2003
Pmasse02	3	14	T1PF 131 : Financement de la branche Famille, des prestations logement hors FNPF, du RMI, du RSO et des aides à l'emploi depuis 2003
Pmasse02	4		T1PF 141 : Synthèse d'un compte "équilibré" du logement hors FNPF pouvant être agrégé au compte de la branche Famille
Pmasse02	5		T1PF 1410 : Dépenses logement hors FNPF - Compte APL + ALS : détail et comparaison avec les données du ministère
Cf. Archive 01	A - 9		pour les données détaillées depuis 1990 (méthodologie FNPF + FNAS + FNGA + FNH + FNAL + RMI de 1990 à 2003)

20 Les prestations légales directes et indirectes : détail par régime et par exercice

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
Preg02	6	30	T1PF 20200611 : Prestations 2006 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)
Preg02	8	32	T1PF 20200612 : Prestations métropole 2006 en droits constatés selon le régime en euros
Preg02	10		T1PF 20200613 : Evolution des prestations entre 2005 et 2006 selon le régime (en %)
Preg02	11		T1PF 20200511 : Prestations 2005 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)
Preg02	13		T1PF 20200512 : Prestations métropole 2005 en droits constatés selon le régime en euros
Preg02	15		T1PF 20200513 : Evolution des prestations entre 2004 et 2005 selon le régime (en %)
Cf. Archive 02	A - 36		Pour les données détaillées depuis 1968

21 à 27 FNPF, FNAL, RMI, RSO et aides à l'emploi - Les prestations légales directes : séries depuis 1968, 1973 ou 1978

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<u>21 Tous régimes métropole et DOM (TRMD) depuis 1973</u>
P_SERIE	16	34	T1PF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants
P_SERIE	18	36	T1PF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants
P_SERIE	20	38	T1PF 2122 : Evolution des prestations directes tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	21		T1PF 21311 : Structure des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
P_SERIE	22		T1PF 21312 : Structure des prestations Famille directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
P_SERIE	23		T1PF 2132 : Part des CAF dans les dépenses de prestations (métropole + DOM)
P_SERIE	31		T1PF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM depuis 1978
			<u>216 Prestations et transferts (CNAM, CNAV, FNS, FNAL, RMI, RSO, aides à l'emploi) : avec et sans CR, % du PIB</u>
P_SERIE	24		T1PF 2161 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros courants
P_SERIE	25		T1PF 21620 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	26	58	T1PF 21621 : Synthèse des prestations avec CR, sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	26	58	T1PF 21631 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes Famille (tous régimes métropole et DOM)
P_SERIE	26	58	T1PF 21632 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes tous fonds (tous régimes métropole et DOM)
P_SERIE	26	58	T1PF 2164 : Rapport au PIB des prestations (Famille avec et sans condition de ressources, Logement, Minima sociaux) et des transferts (CNAM, CNAV, FSV)
P_SERIE	27		T1PF 2165 : Rapport au PIB des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
			<u>22 Tous régimes métropole depuis 1968</u>
P_SERIE	28	39	T1PF 2211 : Prestations directes tous régimes en métropole depuis 1946 en euros courants

P_SERIE	29	40	<u>23 CAF métropole et DOM depuis 1978</u>
P_SERIE	31		T1PF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants
P_SERIE	31		T1PF 23711 : Ventilation par fonds des prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants
P_SERIE	31		T1PF 23712 : Ventilation par fonds des prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros constants
P_SERIE	31		T1PF 23714 : Structure (en %) par fonds des prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978

24 CAF métropole depuis 1978

P_SERIE	32	42	T1PF 2411 : Prestations directes des CAF en métropole depuis 1978 en euros courants
---------	----	----	---

26 DOM tous régimes depuis 1968

P_SERIE	33	43	T1PF 2611 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros courants
P_SERIE	34		T1PF 2621 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants
P_SERIE	35		T1PF 2622 : Evolution des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants
P_SERIE	36		T1PF 263 : Structure des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978

Cf. Archive 022 03 04 A - 157 27 Régimes spéciaux métropole depuis 1968
A - 146 Pour les séries en francs

31 Le coût des réformes tel qu'il est pris en compte dans les prévisions d'août 2007

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	<u>En millions d'euros courants (effet prix BMAF ou AAH)</u>
COUT_PREV	37		T1PF 3111 : Régime général en millions d'euros courants
_061107	38	172	T1PF 3112 : Tous régimes en millions d'euros courants
			<u>En millions d'euros constants 2004</u>
COUT_PREV			T1PF 3121 : Régime général en millions d'euros constants
_061107	39	173	T1PF 3122 : Tous régimes en millions d'euros constants
			<u>En millions d'euros à la date du chiffrage</u>
COUT_PREV			T1PF 3131 : Régime général en millions d'euros à la date du chiffrage
_061107	40	174	T1PF 3132 : Tous régimes en millions d'euros à la date du chiffrage

4 Cotisations prises en charge - Prestations indirectes

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
	41	62	Graphiques
AVPF	42	60	T1PF 410 : Synthèse des sommes comptabilisées depuis 1995 et des remontées Cnaf
AVPF	43	65	T1PF 411 : Transferts de la Cnaf à la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer selon l'année d'exigibilité en euros
AVPF	44	66	T1PF 41101 : Profil (en %) des remontées selon l'exercice considéré depuis 1996
AVPF	44	66	T1PF 41102 : Ventilation des remontées depuis 1992 selon l'exercice de validité (en %)
AVPF	45	72	T1PF 41103 : Remontées Cnav au titre de l'Avpf des Caf selon l'année d'exigibilité depuis 1998 en euros
AVPF	46	71	T1PF 422 : Cotisation unitaire annuelle de l'assurance vieillesse des parents au foyer en euros
AVPF	47	70	T1PF 424 : Bénéficiaires de l'assurance vieillesse des parents au foyer depuis 1973
AVPF	47	70	T1PF 431 : Cotisation annuelle d'Avpf en euros :
AVPF			montant maximum et cotisation pondérée par les effectifs estimés de bénéficiaires en année pleine
AVPF	48	68	T1PF 4321 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires - Estimation des dépenses d'Avpf 2004 à 2006
	49	69	T1PF 4322 : Détail de l'estimation des dépenses d'Avpf 2004 à 2006 à partir des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires
AVPF	50		T1PF 4323 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf de 1995 à 2003 selon le type de bénéficiaires
AVPF	51		T1PF 441 : Evolution en indice des dépenses d'Avpf, des effectifs et de la cotisation unitaire
Cf. Archive 022 03 04	A - 157		Pour les séries en francs et les données anciennes

5. Bénéficiaires tous régimes

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<u>501-505 Synthèses tous fonds : séries sur 10 ans</u>
B_fe_02	52	74	Figure 5.1 : Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille
	53	75	T1PF 501 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires selon le fonds
			<u>506 Synthèses FNPF : séries sur 10 ans</u>
B_fe_02	54		T1PF 50611 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations du FNPF métropole et DOM
B_fe_02	54		Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus
			<u>510 Allocataire : détail par année</u>
B_fe_02	55		T1PF 51020061 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2006
B_fe_02	55		T1PF 51020051 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2005
Cf. Archive 05	A - 160		Pour les données détaillées depuis 1991

		511 Allocataires selon la taille de la famille : série depuis 1991	FNPF, FNAL, RMI ...
B_fe_02	56	T1PF 51102 : Nombre d'allocataires selon l'organisme depuis 1991	
B_fe_02	57	100 T1PF 51111 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	58	T1PF 51112 : Evolution du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	59	T1PF 51113 : Ventilation du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 selon la taille de la famille et l'organisme payeur (métropole et DOM)	
B_fe_02	60	T1PF 51121 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
		512 Familles allocataires tous fonds selon la taille de la famille : série depuis 1991	FNPF, FNAL, RMI ...
B_fe_02	56	T1PF 5120 : Nombre de familles bénéficiaires de l'ensemble des fonds selon le régime depuis 1991	
B_fe_02	61	T1PF 51211 : Nombre de familles bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	62	T1PF 51221 : Nombre de familles bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
		5129 : Tableaux méthodologiques relatifs aux estimations des effectifs de familles relevant des CAF en métropole depuis 1991	
B_fe_02	63	T1PF 512902006 : Méthodologie relative à la définition des allocataires, des familles et des enfants bénéficiaires en 2006	
B_fe_02	64	T1PF 512902005 : Méthodologie relative à la définition des allocataires, des familles et des enfants bénéficiaires en 2005	
Cf. Archive 05	A - 172	Pour les données détaillées depuis 1991	
B_fe_02	65	T1PF 512951 : Doubles comptes au niveau du dénombrement des familles de deux enfants et plus	
B_fe_02	65	T1PF 512952 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus correspondant au dénombrement des doubles comptes	
B_fe_02	65	T1PF 512953 : Vérification de l'estimation du nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus correspondant aux doubles comptes	
		513 Familles bénéficiaires du FNPF selon la taille de la famille et le régime	FNPF
B_fe_02	66	101 T1PF 51311 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur depuis 1989	
B_fe_02	67	T1PF 51312 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	68	T1PF 51313 : Ventilation du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	69	T1PF 51321 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole depuis 1978 selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	70	T1PF 51322 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur	

		52 Enfants : trois niveaux de définition		Régimes agricoles à préciser
		521 Enfants allocataires : série depuis 1991		FNPF, FNAL, RMI ...
B_fe_02	71		T1PF 5211 : Nombre d'enfants allocataires (y compris les doubles comptes) selon l'organisme depuis 1995	
		522 Enfants des familles allocataires : série depuis 1991		FNPF, FNAL, RMI ...
B_fe_02	71		T1PF 5221 : Nombre d'enfants des familles bénéficiaires de l'ensemble des fonds selon l'organisme depuis 1991, avec et sans doubles comptes	
		5231 Enfants des familles bénéficiaires du FNPF : série depuis 1978		FNPF
B_fe_02	72		T1PF 52311 : Nombre d'enfants bénéficiaires de prestations familiales du FNPF métropole et DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
		5232 Familles et enfants bénéficiaires du FNPF : série depuis 1968		FNPF
B_fe_02	73	102	T1PF 523211 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
B_fe_02	73	102	T1PF 523212 : Nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
B_fe_02	74	103	T1PF 523221 : Nombre d'enfants bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
B_fe_02	74	103	T1PF 523222 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
B_fe_02	75	104	T1PF 523251 : Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus selon l'organisme	
B_fe_02	75	104	T1PF 523252 : Evolution du nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus	
B_fe_02	76		T1PF 52411 : Effectifs de familles et d'enfants bénéficiaires de l'ARS	
		530 Familles bénéficiaires des différentes prestations selon le régime		FNPF, FNAL, RMI ...
B_PF02	77	105	T1PF 53012006 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2006	
B_PF02	77		T1PF 53022006 : Evolution des bénéficiaires des prestations entre 2005 et 2006	
	78		T1PF 53012005 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2005	
B_PF02	79		T1PF 53012004 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2004	
z_z_Archive_05_BENEF	A - 180		Pour le détail par régime des effectifs de bénéficiaires des différentes prestations avant 1998	
		531 à 537 Familles bénéficiaires des différentes prestations		FNPF, FNAL, RMI ...
B_PF02	80	106	T1PF 5311 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989	
B_PF02	80	106	T1PF 53110 : Ventilation des bénéficiaires des aides au logement tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989	
B_PF02	81		T1PF 5312 : Evolution du nombre de bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM	
B_PF02	82		T1PF 53131 : Part des CAF dans l'ensemble des bénéficiaires métropole et DOM	
B_PF02	83	107	T1PF 5321 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole depuis 1978	
B_PF02	84	108	T1PF 5331 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole et DOM depuis 1989	
B_PF02	85		T1PF 5332 : Evolution du nombre de bénéficiaires des CAF métropole et DOM	
B_PF02	86		T1PF 5341 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole depuis 1989	
B_PF02	87		T1PF 5351 : Estimation du nombre de bénéficiaires des prestations relatives aux frais de garde	

6. Les recettes et les dépenses de la CNAF depuis 1978 et de la branche Famille depuis 2002

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
RD02	88		T1PF 62 : Répartition en % des cotisations d'allocations familiales entre les trois fonds - Taux de cotisation des régimes spéciaux (1) (2)
RD02	89	122	T1PF 63 : Recettes, dépenses et variation du fonds de roulement de la CNAF depuis 1978 (en euros)
RD02	90	123	T1PF 641 : Substituts de cotisations pris en charge et solde de la CNAF en euros courants (depuis 1982)
RD02	91	124	T1PF 6511 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	92		T1PF 6512 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable selon la présentation de la CCSS en euros
RD02	92		T1PF 6513 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	93	125	T1PF 6521 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	94	126	T1PF 6522 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable en euros constants
RD02	94	126	T1PF 6523 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	95	127	T1PF 653 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002
RD02	96	128	T1PF 661 : Le financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants, en évolutions et en structure
RD02	97		T1PF 662 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros courants
RD02	98	129	T1PF 6711 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	99		T1PF 6712 : Les charges de la branche Famille depuis 2002 : regroupements comptables en euros courants
RD02	99		T1PF 6713 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	100	130	T1PF 6714 : Cadrage des dépenses d'action sociale des CAF depuis 2002 aux dépenses du FNAS et aux dépenses consolidées (hors opérations en capital)
			T1PF 6715 : Structure des dépenses d'action sociale des CAF depuis 1995
			T1PF 6716 : Les prestations de service en action sociale de la branche Famille depuis 2004
RD02	100	130	T1PF 6717 : Structure des charges de gestion courante de la branche Famille depuis 2002
RD02	101	131	T1PF 6721 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	102	132	T1PF 6722 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	103	133	T1PF 673 : Structure des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002
RD02	104		T1PF 6911 : Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants
RD02	104		T1PF 6912 : Evolution de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants
RD02	105		T1PF 692020020 : CSG CNAF par nature depuis 2002 en euros courants
RD02	105		T1PF 692020021 : Evolution de la CSG CNAF par nature depuis 2002 en euros courants
RD02	105		T1PF 69211 : Ensemble de la CSG en euros courants (1)
RD02	105		T1PF 69212 : Evolution de l'ensemble de la CSG en euros courants
Cf. Archive 06	A - 193		Pour les données en francs

7. Tableaux du chapitre 10 de la brochure : montants et plafonds de prestations

Taux de cotisation, plafond de SS, SMIC, prix, natalité

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<u>71 BMAF</u>
Barème	106	183	T1PF 712 : BMAF moyenne annuelle depuis 1946 en euros
			<u>72 AF</u>
Barème			T1PF 7211 : Barème des allocations familiales par enfant (en % de la BMAF)
Barème	107		T1PF 7212 : Plafonds de ressources des allocations familiales du 1 ^{er} mars 1998 au 31 décembre 1998
Barème	107		T1PF 7221 : Montant mensuel des allocations familiales après CRDS en euros
Barème	108	184	T1PF 7222 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros
Barème	109		T1PF 7231 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant après CRDS en euros constants
Barème	110		T1PF 7232 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros constants
Barème	111		T1PF 7233 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant en indice base 100 en 1994
			<u>73 CF, APJE, PAJE (ASU, AFG, allocations pré- et postnatales)</u>
			Cf. annexe page 416
Barème	112	185	T1PF 7311 : Montant du complément familial et de l'allocation pour jeune enfant en euros
Barème	113	186	T1PF 7321 : Revalorisations du plafond de ressources du CF et de l'APJE en euros
Barème	114		T1PF 7322 : Plafond de ressources annuel du CF et de l'APJE en euros
Barème	115		T1PF 7323 : Revenu mensuel correspondant au plafond moyen annuel de ressources CF - APJE en euros
	115		T1PF 7324 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources CF - APJE en % du SMIC
	116		T1PF 7325 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources CF - APJE en euros constants
Barème	117	187	T1PF 7351 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros
Barème	118	188	T1PF 7352 : Comparaison des montants des nouvelles et anciennes prestations au 1 ^{er} juillet 2004
	119		T1PF 7353 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros constants
Barème	120	189	T1PF 7361 : Plafonds de ressources de la PAJE en euros
	120	189	T1PF 7362 : Maximum des cotisations en cas de garde par une employée à domicile
Barème	121	190	T1PF 7363 : Revenu moyen mensuel correspondant au plafond de ressources de la PAJE
Barème	122		T1PF 7371 : Salaires minima bruts annuels pour valider les trimestres d'activité pour le CLCA PAJE et pour l'APE en euros
Barème	123		T1PF 7372004 : Comparaison des plafonds des nouvelles et anciennes prestations au 1 ^{er} juillet 2004
			<u>74 ARS, (aide à la scolarité)</u>
Barème	124	191	T1PF 7411 : Montant et plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire en euros
Barème	125		T1PF 7413 : Revenu correspondant au plafond de ressources de l'ARS : en euros courants et en % du Smic
Barème	126		T1PF 7414 : Montant de l'ARS et revenu correspondant au plafond de ressources de l'ARS en euros constants
			<u>75 AFEAMA, AGED</u>
Barème	127	192	T1PF 7511 : Allocation de garde d'enfant à domicile en euros
Barème	128	193	T1PF 7512 : Plafond de ressources de l'allocation de garde d'enfant à domicile en euros
Barème	129	194	T1PF 752 : Montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en euros
Barème	130	195	T1PF 753 : Montant de la majoration de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle
Barème	131	196	T1PF 754 : Plafond de ressources de la majoration de l'AFEAMA
			<u>76 API, APE, ASF, allocation d'adoption (AAD), prêt jeunes avenir (Pja)</u>
Barème	131	196	T1PF 7612 : Prêt jeunes avenir (Pja) : montant et plafond de ressources trimestrielles
Barème	132	197	T1PF 7621 : Montant de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'adoption
Barème	133		T1PF 7622 : Montant de l'APE, de l'ASF, de l'API et de l'AAD en euros constants

			<u>77 AES, AJPP, AAH, RSO, RMI</u>
Barème	134	198	T1PF 7711 : Montant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des compléments d'AEEH (ex AES) depuis 2002
Barème	135		T1PF 7713 : Montant moyen de l'AES jusqu'en 2001
Barème	136	199	T1PF 7715 : Montant de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP) et de l'allocation de présence parentale (APP)
Barème	137	200	T1PF 7716 : Montant et plafond de ressources du complément pour frais de l'AJPP
Barème	138	201	T1PF 7721 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros
Barème	139	202	T1PF 7722 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros constants
Barème	140		T1PF 77210 : Montant de l'AAH suite à une hospitalisation, un placement...
Barème	141	203	T1PF 7723 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en euros
Barème	142		T1PF 7913 : Salaire minimum légal (SMIC) calculé sur 35 heures au 1 ^{er} juillet
Barème	142		T1PF 7724 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en % du SMIC net
Barème	143	204	T1PF 7731 : Plafond de ressources de l'allocation aux adultes handicapés en euros
Barème	143		T1PF 7732 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources moyen de l'AAH en euros constants
BAREMEsuite	144	205	T1PF 7741 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros
BAREMEsuite	145		T1PF 7742 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros constants
BAREMEsuite	146		T1PF 7743 : Montant du forfait logement en euros depuis 1997 - Montant limite mensuel de
			<u>776 DOM : barèmes spécifiques</u>
			<i>Cf. chapitre 9 de la brochure : la législation relative aux DOM, ses spécificités et son alignement progressif sur la législation de la métropole.</i>
BAREMEsuite	147	206	T1PF 7751: DOM : Revenu de solidarité en euros
BAREMEsuite	147	206	T1PF 7752 : DOM : Plafond de ressources du revenu de solidarité en euros
BAREMEsuite	148	207	T1PF 7761 : Montant de l'allocation de parent isolé, des allocations familiales et du complément familial dans les DOM depuis 2001
			Montant des plafonds de ressources du complément familial et de l'ARS dans les DOM depuis 2001
			<u>78 Taux de cotisation, plafond SS</u>
BAREMEsuite	149		<i>T1PF 7814 : Taux de cotisation au régime général de Sécurité sociale</i>
BAREMEsuite	149		<i>T1PF 782 : Taux de la contribution sociale généralisée</i>
BAREMEsuite	150		<i>T1PF 784 : Evolution du plafond annuel de sécurité sociale en euros</i>
			<u>790 Comparaison des plafonds et des montants de prestations exprimés en pourcentage du SMIC</u>
BAREMEsuite	154	4	T1PF 79020060 : Montants des prestations familiales 2006 et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC
			<u>79 Données de cadrage : Prix, SMIC, PIB</u>
Barème	151		T1PF 7921 : SMIC net, revenu net imposable correspondant au salaire minimum légal (SMIC) depuis 1968
Barème	151	208	T1PF 79211 : SMIC net, RNI après prélèvement de la CSG
Barème	152		T1PF 79212 : SMIC net, RNI avant prélèvement de la CSG
Barème	142		T1PF 7913 : Revenu net imposable correspondant au salaire minimum légal (SMIC) calculé sur 35 heures au 1 ^{er} juillet
BAREMEsuite	153		T1PF 7922 : Evolution du salaire minimum légal horaire (SMIC) depuis 1970
BAREMEsuite	154		T1PF 794 : Produit intérieur brut (PIB) depuis 1950 en euros
BAREMEsuite	155		T1PF 7951 : Ensemble des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories 1 et 6
Barème	156	209	T1PF 799 : Evolution des prix depuis 1945